

Assemblée nationale du Québec

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

2e Legislature, 4e Session

1874-1875

Texte établi par Marcel Hamelin

Québec
Journal des Débats
1976

TABLE DES MATIERES

Table des matières	III
Députés de l'Assemblée législative	IV
Membres du Conseil exécutif	VII
Table des séances	VIII
Débats	1
Index	
Index des participants	365
Index des sujets	487

Députés

Alexander, Charles
 Angers, Auguste-Réal
 Baby, Michel-Guillaume
 Bachand, Pierre
 Beaubien, Louis-J.
 Beauchesne, Pierre-Clovis
 Bellerose, Joseph-Hyacinthe
 Bellingham, Sydney Robert
 Bisson, Elie-Hercule
 Blanchet, Joseph-Goderic
 Brigham, Josiah Sandford
 Cameron, Alexander
 Chapleau, Joseph-Adolphe
 Chauveau, Alexandre
 Church, Levi Ruggles
 Daigle, Joseph
 David, Ferdinand
 De Beaujeu, Raoul Saveuse
 Dorion, Joseph-Adolphe
 Duguay, Joseph-Nestor
 Dulac, François-Xavier
 Eddy, Butler Ezra
 Esinhart, Andrew
 Fortin, Pierre
 Gagnon, Adolphe
 Garneau, Pierre
 Gendron, Pierre-Samuel
 Gerin, Elzéar
 Hearn, John
 Houde, Moïse
 Irvine, George
 Joly, Henri-Gustave
 Laberge, Edouard
 Lafontaine, Laurent-David
 Laframboise, Maurice
 Lalonde, Emery
 Langelier, François
 Larochelle, Napoléon
 LaRocque, Gédéon
 LaRue, Praxède
 Lavallée, Vincent-Paul
 LeCavalier, Narcisse-Maximilien
 Locke, Thomas
 Lynch, William Warren
 Mailloux, Elie
 Malhiot, Henri-Gédéon
 Marchand, Félix-Gabriel
 Martin, Louis-Gustave
 McGauvran, John W.
 Méthot, François-Xavier-Ovide
 Molleur, Louis
 Ouimet, Gédéon
 Pelletier, Onésime
 Peltier, Onulphe
 Picard, Jacques
 Rinfret dit Malouin, Rémi-Ferdinand
 Robert, Victor
 Robertson, Joseph Gibb
 Roy, Charles-François
 Sawyer, William
 Sylvestre, Louis
 Trudel, François-Xavier-Anselme
 Valin, Pierre-Vincent
 Verreault, Pamphile-Gaspard
 Watts, William John

Circonscriptions

Montréal-Centre
 Montmorency
 Chicoutimi-Saguenay
 Saint-Hyacinthe
 Hochelaga
 Bonaventure
 Laval
 Argenteuil
 Beauharnois
 Lévis
 Missisquoi
 Huntingdon
 Terrebonne
 Rimouski
 Pontiac
 Verchères
 Montréal-Est
 Soulanges
 Richelieu
 Yamaska
 Beauce
 Ottawa
 Laprairie
 Gaspé
 Charlevoix
 Québec-Comté
 Bagot
 Saint-Maurice
 Québec-Ouest
 Maskinongé
 Mégantic
 Lotbinière
 Châteauguay
 Napierville
 Shefford
 Vaudreuil
 Montmagny
 Dorchester
 Chambly
 Portneuf
 Joliette
 Jacques-Cartier
 Stanstead
 Brome
 Témiscouata
 Trois-Rivières
 Saint-Jean
 Montcalm
 Montréal-Ouest
 Nicolet
 Iberville
 Deux-Montagnes
 Bellechasse
 L'Assomption
 Richmond-Wolfe
 Québec-Centre
 Rouville
 Sherbrooke
 Kamouraska
 Compton
 Berthier
 Champlain
 Québec-Est
 L'Islet
 Drummond-Arthabaska

Circonscriptions

Argenteuil
Bagot
Beauce
Beauharnois
Bellechasse
Berthier
Bonaventure
Brome
Chambly
Champlain
Charlevoix
Châteauguay
Chicoutimi-Saguenay
Compton
Deux-Montagnes
Dorchester
Drummond-Arthabaska
Gaspé
Hochelaga
Huntingdon
Iberville
Jacques-Cartier
Joliette
Kamouraska
L'Assomption
L'Islet
Laprairie
Laval
Lévis
Lotbinière
Maskinongé
Mégantic
Missisquoi
Montcalm
Montmagny
Montmorency
Montréal-Centre
Montréal-Est
Montréal-Ouest
Napierville
Nicolet
Ottawa
Pontiac
Portneuf
Québec-Centre
Québec-Comté
Québec-Est
Québec-Ouest
Richelieu
Richmond-Wolfe
Rimouski
Rouville
Saint-Hyacinthe
Saint-Jean
Saint-Maurice
Shefford
Sherbrooke
Soulanges
Stanstead
Témiscouata
Terrebonne
Trois-Rivières
Vaudreuil
Verchères
Yamaska

De

Beau

jeu,

Députés

Bellingham, Sydney Robert
Gendron, Pierre-Samuel
Dulac, François-Xavier
Bisson, Elie-Hercule
Pelletier, Onésime
Sylvestre, Louis
Beauchesne, Pierre-Clovis
Lynch, William Warren
LaRocque, Gédéon
Trudel, François-Xavier-Anselme
Gagnon, Adolphe
Laberge, Edouard
Baby, Michel-Guillaume
Sawyer, William
Ouimet, Gédéon
Larochelle, Napoléon
Watts, William John
Fortin, Pierre
Beaubien, Louis-J.
Cameron, Alexander
Molleur, Louis
LeCavalier, Narcisse-Maximilien
Lavallée, Vincent-Paul
Roy, Charles-François
Peltier, Onulphe
Verreault, Pamphile-Gaspard
Esinhart, Andrew
Bellerose, Joseph-Hyacinthe
Blanchet, Joseph-Goderic
Joly, Henri-Gustave
Houde, Moïse
Irvine, George
Brigham, Joseph Sandford
Martin, Louis-Gustave
Langelier, François
Angers, Auguste-Réal
Alexander, Charles
David, Ferdinand
McGauvran, John W.
Lafontaine, Laurent-David
Methot, François-Xavier-Ovide
Eddy, Ezra Butler
Church, Levi Ruggles
LaRue, Praxède
Rinfret dit Malouin, Rémi-Ferdinand
Garneau, Pierre
Valin, Pierre-Vincent
Hearn, John
Dorion, Joseph-Adolphe
Picard, Jacques
Chauveau, Alexandre
Robert, Victor
Bachand, Pierre
Marchand, Félix-Gabriel
Gerin, Elzéar
Laframboise, Maurice
Robertson, Joseph Gibb
Raoul Saveuse
Locke, Thomas
Mailloux, Elie
Chapleau, Joseph-Adolphe
Malhiot, Henri-Gédéon
Lalonde, Emery
Daigle, Joseph
Duguay, Joseph-Nestor

L'HONORABLE RENÉ-EDOUARD CARON
Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif

L'honorable Charles-Eugène Boucher de Boucherville, premier ministre, secrétaire, registraire
et ministre de l'Instruction publique

L'honorable Joseph Gibb Robertson, trésorier

L'honorable Levi Ruggles Church, procureur général

L'honorable Henri-Gédéon Malhiot, commissaire des Terres de la couronne

L'honorable Pierre Garneau, commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics

L'honorable Auguste-Réal Angers, solliciteur général

L'honorable Joseph-Hyacinthe Lemaire, président du Conseil législatif

TABLE DES SEANCES

Séance du 3 décembre 1874.....	1
Séance du 4 décembre 1874.....	16
Séance du 7 décembre 1874.....	30
Séance du 9 décembre 1874.....	45
Séance du 10 décembre 1874.....	57
Séance du 11 décembre 1874.....	70
Séance du 14 décembre 1874.....	75
Séance du 15 décembre 1874.....	80
Séance du 16 décembre 1874.....	83
Séance du 17 décembre 1874.....	91
Séance du 18 décembre 1874.....	99
Séance du 13 janvier 1875.....	106
Séance du 14 janvier 1875.....	109
Séance du 15 janvier 1875.....	112
Séance du 18 janvier 1875.....	123
Séance du 19 janvier 1875.....	137
Séance du 20 janvier 1875.....	142
Séance du 21 janvier 1875.....	148
Séance du 22 janvier 1875.....	154
Séance du 25 janvier 1875.....	160
Séance du 26 janvier 1875.....	170
Séance du 27 janvier 1875.....	174
Séance du 28 janvier 1875.....	178
Séance du 29 janvier 1875.....	182
Séance du 1er février 1875.....	190
Séance du 2 février 1875.....	202
Séance du 3 février 1875.....	225
Séance du 4 février 1875.....	234
Séance du 5 février 1875.....	241

Séance du 8 février 1875	254
Séance du 9 février 1875	264
Séance du 11 février 1875	279
Séance du 12 février 1875	287
Séance du 13 février 1875	302
Séance du 15 février 1875	308
Séance du 16 février 1875	315
Séance du 17 février 1875	322
Séance du 18 février 1875	326
Séance du 19 février 1875	338
Séance du 20 février 1875	343
Séance du 22 février 1875	350
Séance du 23 février 1875	360

Séance du 3 décembre 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

Message du lieutenant-gouverneur:

Message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le lieutenant-gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus dans la salle des séances du Conseil.

Etant de retour:

Elections partielles

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes, et qu'en conséquence, il a adressé ses mandats au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux writs pour l'élection de députés à l'effet de représenter la division électorale de Huntingdon, la division électorale du comté de Québec, la division électorale de Montmorency, la division électorale des Trois-Rivières, et la division électorale de Pontiac.

Québec, 28 avril 1874

A l'honorable J.-G. Blanchet, Orateur de la Chambre d'Assemblée pour la province de Québec

Monsieur,

Nous vous informons que Thomas Sanders, ci-devant membre représentant la division électorale de Huntingdon, est maintenant décédé et qu'il est nécessaire qu'il émane un warrant en conséquence pour une nouvelle élection.

(L.S.) Gédéon Ouimet,
Représentant de la division électorale des
Deux-Montagnes

(L.S.) P. Fortin,
Représentant de la division électorale de Gaspé

Québec, 23 septembre 1874

A l'honorable J.-G. Blanchet, Orateur de la Chambre d'Assemblée pour la province de Québec

Monsieur,

Nous, soussigné, membres de l'Assemblée législative pour la province de Québec, nous

vous informons que l'honorable Auguste-Réal Angers, membre de ladite Assemblée législative pour la division électorale de Montmorency, a, depuis son élection comme tel, accepté une charge à la nomination de la couronne, à laquelle est attaché un salaire ou un honoraire annuel au profit venant de la couronne et que son siège est devenu vacant dans ladite Assemblée législative suivant la quatrième section du chapitre trois des Statuts refondus du Canada, et qu'un nouveau writ doit émaner immédiatement pour l'élection d'un membre pour remplir ladite vacance.

Donné sous nos seings et sceaux, à Québec, les jours et aux susdits.

Gédéon Ouimet
J.G. Robertson

Québec, 23 septembre 1874

A l'honorable J.-G. Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec

Monsieur,

Nous, soussignés, membres de l'Assemblée législative pour la province de Québec, nous vous informons que l'honorable Pierre Garneau, membre de ladite Assemblée législative pour la division électorale du comté de Québec, a, depuis son élection comme tel, accepté une charge à la nomination de la couronne, à laquelle est attaché un salaire ou honoraire annuel ou profit venant de la couronne et que son siège est devenu vacant dans ladite Assemblée législative suivant la quatrième section du chapitre trois des Statuts refondus du Canada.

Et qu'un nouveau writ doit émaner immédiatement pour l'élection d'un membre pour remplir ladite vacance.

Donné sous nos seings et sceaux, à Québec, les jours et aux susdits.

Gédéon Ouimet,
J.G. Robertson

Québec, 23 septembre 1874

A l'honorable J.-G. Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec

Monsieur,

Nous, soussignés, membres de l'Assemblée législative pour la province de Québec, nous vous informons que l'honorable Henri-Gédéon Malhiot, membre pour la division électorale des Trois-Rivières, a, depuis son élection comme tel, accepté une charge à la nomination de la couronne à laquelle est attaché un salaire ou honoraire annuel ou profit venant de la couronne et que son siège est devenu vacant dans ladite Assemblée législative, suivant la quatrième section du chapitre trois des Statuts refondus du Canada, et qu'un nouveau writ doit

émaner immédiatement pour l'élection d'un membre pour remplir ladite vacance.

Donné sous nos seings et sceaux à Québec, les jours et aux susdits.

Gédéon Ouimet,
J.G. Robertson

A l'honorable Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer par les présentes que je résigne mon siège comme membre de l'Assemblée législative de Québec, étant dûment élu et siégeant pour le comté de Pontiac, et je vous en donne avis afin que vous agissiez en conséquence.

Donné sous ma main et sous mon sceau ce huitième jour d'octobre mil huit cent soixante-quatorze, dans le township de Garendon, dans ledit comté de Pontiac, en la présence des témoins soussignés.

(L.S.): John Poupore

Témoins:

Edm. Heath,
James Thomas Pattison

L'Orateur informe alors la Chambre que le greffier de cette Chambre a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats suivants :

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du trentième jour d'avril dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Andrew Somerville, écuyer, officier-rapporteur ex-officio pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Huntingdon, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de Thomas Sanders, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale est décédé, Alexander Cameron, écuyer, a été rapporté dûment élu pour ladite division électorale tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du troisième jour de juin dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce premier jour de septembre, mil huit cent soixante-quatorze.

H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-troisième jour de janvier dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Pierre Gosselin, écuyer, registrateur et officier-rapporteur ex-officio, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Montmorency, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable Joseph Cauchon, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de Montmorency a résigné son mandat, Auguste-Réal Angers, écuyer, a été rapporté dûment élu pour ladite division électorale tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du deuxième jour de février dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous seing et sceau, en la cité de Québec, ce premier jour de septembre mil huit cent soixante-quatorze.

(L.S.): H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec.

G. M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-troisième jour de septembre dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à C. N. Montizambert, écuyer, officier-rapporteur ex-officio, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale du comté de Québec, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable Pierre Garneau, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale du comté de Québec, a accepté une charge à la nomination de la couronne en cette province, à laquelle est attaché un salaire annuel ou honoraire venant de la couronne, savoir la charge de commissaire d'Agriculture et des Travaux publics, l'honorable Pierre Garneau a été rapporté dûment élu pour ladite division électorale tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du sixième jour d'octo-

bre dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Québec, le douzième jour de novembre mil huit cent soixante-quatorze.

(L.S.): H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

G. M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-troisième jour de septembre dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Sévère Dumoulin, écuyer, shérif, et officier-rapporteur ex-officio, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale des Trois-Rivières, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable Henri-Gédéon Malhiot, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale des Trois-Rivières, a accepté une charge à la nomination de la couronne en cette province, à laquelle est attaché un salaire annuel ou honoraire venant de la couronne, savoir la charge de commissaire des Terres de la couronne, l'honorable Henri-Gédéon Malhiot a été rapporté dûment élu pour ladite division électorale tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du troisième jour d'octobre dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Québec, ce douzième jour de novembre mil huit cent soixante-quatorze.

(L.S.): H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

C. M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du treizième jour d'octobre dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, adressé à Walter Rymer, écuyer, registraire et officier-rapporteur ex-officio pour l'élection d'un membre pour représenter la division

électorale de Pontiac, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de John Poupore, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de Pontiac a résigné son mandat, l'honorable Levi Ruggles Church a été rapporté dûment élu pour ladite division électorale tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection en date du vingt-sixième jour d'octobre dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce deuxième jour de novembre mil huit cent soixante-quatorze.

H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

G. M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-neuvième jour de janvier dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à J.-E. Proulx, écuyer, registraire, officier-rapporteur ex-officio pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Beauce, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de Christian Henry Pozer, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de Beauce, a résigné son mandat, François-Xavier Dulac, écuyer, a été rapporté dûment élu pour ladite division électorale tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du vingt-sixième jour de février dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Québec, ce premier jour de septembre, mil huit cent soixante-quatorze.

(L.S.): H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du quatorzième jour de juillet dernier, émis par Son Excellence

le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, adressé à J.-G. LeBel, écuyer, registra-
teur et officier-rapporteur ex-officio pour l'élec-
tion d'un membre pour représenter la division
électorale de Bonaventure, dans l'Assemblée
législative de cette province, dans le présent
Parlement, en remplacement de l'honorable
Théodore Robitaille, écuyer, qui, depuis son
élection comme représentant de ladite division
de Bonaventure, a résigné son mandat, Pierre-
Clovis Beauchesne, écuyer, a été rapporté dû-
ment élu pour ladite division électorale, tel qu'il
appert par le rapport dudit bref d'élection, en
date du vingt-huitième jour d'août dernier,
lequel est maintenant déposé dans les archives
de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de
Québec, ce premier jour de septembre, mil huit
cent soixante-quatorze.

H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu
d'un bref d'élection, en date du vingt-sixième
jour de mars dernier, émis par Son Excellence le
lieutenant-gouverneur de la province de Qué-
bec, et adressé à Ovide Bossé, écuyer, officier-
rapporteur ex-officio pour l'élection d'un mem-
bre pour représenter la division électorale de
Chicoutimi, dans l'Assemblée législative de cet-
te province, dans le présent Parlement, en
remplacement de P.-A. Tremblay, écuyer, qui,
depuis son élection comme représentant de
ladite division électorale de Chicoutimi, a rési-
gné son mandat, Michel-Guillaume Baby,
écuyer, a été rapporté dûment élu pour ladite
division électorale, tel qu'il appert par le rap-
port dudit bref d'élection, en date du deuxième
jour de mai dernier, lequel est maintenant
déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de
Québec, ce premier jour de septembre, mil huit
cent soixante-quatorze.

H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu
d'un bref d'élection, en date du vingt-troisième
jour de janvier dernier, émis par Son Excellence
le lieutenant-gouverneur de la province de
Québec, adressé à Edmond Cox, écuyer, regis-
trateur et officier-rapporteur ex-officio pour
l'élection d'un membre pour représenter la
division électorale de Drummond et Arthabas-
ka, dans l'Assemblée législative de cette pro-
vince, dans le présent Parlement, en remplace-
ment de Wilfrid Laurier, qui, depuis son élec-
tion comme représentant de ladite division
électorale de Drummond et Arthabaska, a
résigné son mandat, William John Watts,
écuyer, a été rapporté dûment élu pour ladite
division électorale tel qu'il appert par le rapport
dudit bref d'élection, en date du vingt-
quatrième jour de février dernier, lequel est
maintenant déposé dans les archives de mon
bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de
Québec, ce premier jour de septembre, mil huit
cent soixante-quatorze.

H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu
d'un bref d'élection, en date du seizième jour
de février dernier, émis par Son Excellence le
lieutenant-gouverneur de la province de Qué-
bec, et adressé à J.-E. Beaupré, écuyer, registra-
teur et officier-rapporteur ex-officio, pour
l'élection d'un membre pour représenter la
division électorale de Montcalm, dans l'Assem-
blée législative de cette province, dans le pré-
sent Parlement, en remplacement de Firmin
Dugas, écuyer, qui, depuis son élection comme
représentant de ladite division électorale de
Montcalm, a résigné son mandat, Louis-Gustave
Martin, écuyer, a été rapporté dûment élu pour
ladite division électorale tel qu'il appert par le
rapport dudit bref d'élection, en date du
quatorzième jour de mars dernier, lequel est
maintenant déposé dans les archives de mon
bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de
Québec, ce premier jour de septembre mil huit
cent soixante-quatorze.

(L.S.): H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

G. M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-et-unième jour de janvier dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, adressé à C.-A. Leblanc, écuyer, shérif et officier-rapporteur ex-officio pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Montréal-Centre dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable L. H. Holton, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division de Montréal-Centre, a résigné son mandat, Charles Alexander, écuyer, a été rapporté dûment élu pour ladite division électorale, tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du sixième jour de février dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Québec, ce premier jour de septembre mil huit cent soixante-quatorze.

H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

G. M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-troisième jour de septembre dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Gabriel Dick, écuyer, officier-rapporteur ex-officio pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Montmorency, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable Auguste-Réal Angers, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de Montmorency, a accepté une charge à la nomination de la couronne en cette province, à laquelle est attaché un salaire annuel ou honoraire venant de la couronne, savoir: la charge de solliciteur général, l'honorable Auguste-Réal Angers a été rapporté dûment élu pour ladite division électorale tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du cinquième jour

d'octobre dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce douzième jour de novembre, mille huit cent soixante-quatorze.

(L.S.): H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

G. M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-six mars dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Pierre Mackay, écuyer, officier-rapporteur, nommé par une commission en date du vingt-six mars dernier, en vertu de la 21e sect, du chap. 6, des statuts refondus du Canada, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Québec-Est, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de Charles-Auguste-Pantaléon Pelletier, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de Québec-Est, a résigné son mandat, Pierre-Vincent Valin, écuyer, a été rapporté dûment élu pour ladite division électorale tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du vingt-et-unième jour d'avril dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce premier jour de septembre, mil huit cent soixante-quatorze.

(L.S.): H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

G. M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-six mars dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, adressé à l'honorable Charles Alleyn, écuyer, shérif, officier-rapporteur ex-officio pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Québec-Centre, dans l'Assemblée législative

de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable Hector-L. Langevin, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de Québec-Centre, a résigné son mandat, Rémi-F. Rinfret dit Malouin, écuyer, a été rapporté dûment élu pour ladite division électorale tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection en date du dix-septième jour d'avril dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Québec, ce premier jour de septembre, mil huit cent soixante-quatorze.

(L.S.): H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie
Québec.

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Le présent est pour certifier qu'en vertu du bref d'élection, en date du vingt et unième jour de janvier dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, adressé à Louis-Marie Blondin, écuyer, registrateur et officier-rapporteur ex-officio pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Yamaska, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de Charles Gill, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale d'Yamaska, a résigné son mandat, Joseph-Nestor Duguay, écuyer, a été rapporté dûment élu pour ladite division électorale tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du dix-septième jour de février dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Québec, ce premier jour de septembre, mil huit cent soixante-quatorze.

H. Cyrias Pelletier,
G.C. chancellerie,
Québec

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Bibliothèque de la Législature

M. L'ORATEUR: Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de l'Assemblée législative sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit:

A l'honorable Assemblée législative de la province de Québec:

Le bibliothécaire de la Législature de Québec, par son présent rapport sur l'état de la bibliothèque, expose humblement:

Qu'il a complété, autant qu'il a été possible de le faire, la collection des ouvrages de droit constitutionnel, soit en remplaçant par de nouveaux volumes les volumes perdus, soit en achetant des ouvrages que la bibliothèque ne possédait pas encore.

Que le nombre de volumes dont la bibliothèque s'est enrichie pendant l'année qui vient de finir est de 1168 volumes. Dans ce nombre se trouvent 52 volumes acquis par échange, 206 volumes de journaux et revues, et 70 volumes de brochures canadiennes, la plupart d'une haute valeur. Le nombre total de volumes est aujourd'hui de 14,352.

Votre bibliothécaire reconnaît avec plaisir que l'on rend maintenant avec plus de fidélité les livres empruntés. Il lui est agréable aussi de déclarer qu'on lui a remis près de 50 volumes qu'il n'espérait plus retrouver.

Il croit cependant qu'il serait opportun de ne plus laisser sortir les ouvrages de droit constitutionnel, et spécialement les traités sur les élections contestées. On retient ces livres trop longtemps; le plus souvent ils sont perdus, et peu de personnes peuvent en faire leur profit; si au contraire, on les gardait sur les rayons, chacun à son tour pourrait les consulter.

Votre bibliothécaire, dans son précédent rapport, a eu l'honneur de vous dire que le soir certaines parties de la bibliothèque ne sont pas suffisamment éclairées. Il voit avec regret que l'on a pas obvié à cet inconvénient, et qu'il faudra encore se servir de chandelles ou de lampes pour chercher les livres qui se trouvent ainsi placés dans l'ombre.

Votre bibliothécaire croit devoir signaler les dons suivants qui ont été faits à la bibliothèque. Par Son Excellence le lieutenant-gouverneur:

Coutumes du pays et duché de Brabant quartier d'Anvers, tome 4, par G. de Loujé.
English Consulate Reports, 1872, 1873.

Par l'hon. J.-G. Blanchet:

Gazetteer of the British North America, by Lowell.

Par le ministre de l'Instruction publique, France:

Inscription de la France du 5e au 18e siècle, par F. de Guilhermy.

Négociations de la France avec la Toscane, par A. Desjardins.

Dictionnaire topographique de la France, département de la Dordogne, par le Vte de Gourgues.

Par M.D.G. Smith, N.B.:

Proceedings of the House of Assembly of New-Brunswick, 1874.

Parle Dr. F.-E. Roy:

Rapport de l'Asile d'aliénés de Québec, 1872-1873.

Quebec Lunatic Asylum Report, 1872-1873.

Par MM. Duvernay, frères, et Dansereau:
Souvenir de la Saint-Jean Baptiste, 1874.
Par l'hon. W.E. Howell, consul des Etats-Unis:
Geological Survey of Ohio, 1870-1873, with
Maps, 5 vol.
Par le recteur de l'Université Laval:
Annuaire de l'Université Laval, 1874-1875.
Par la Société littéraire et historique de Québec:
Catalogue of the Library of the Literary
Society.
Par les auteurs respectifs:
Table of the Statutes of the Dominion, par
R.J. Wicksteed.
McGill College Medals, par A. Sandham.
Public Debt of the United States, par W.A.
Richardson.
Le tout respectueusement soumis.

Pamphile Lemay,
bibliothécaire

Documents:

L'Orateur: Met devant la Chambre: Etats des
affaires des institutions suivantes:

L'Asile des dames protestantes — L'Asi-
le provincial pour les aliénés, Saint-Jean —
Le Monastère de N.-D. de Charité du Bon-
Pasteur, Montréal — L'Hôpital des Ursulines,
Trois-Rivières — L'Hospice de la Providence,
Joliette — L'Asile de Saint-Joseph du Bon-
Pasteur, rue Fullum, Montréal, toutes pour
l'année 1873 — et l'Hospice Sainte-Croix, Sain-
te-Marie-de-Monnoir — La Salle d'asile Saint-
Vincent-de-Paul, Montréal — L'Asile des orphe-
lins protestants de l'Eglise d'Angleterre, Québec
— L'Asile de la Providence, Montréal — L'Asile
de la Providence, Trois-Rivières — L'Asile de la
Providence, Yamachiche — L'Asile de la Provi-
dence, Sainte-Ursule — L'Asile de la Providence,
l'Assomption — L'Asile de la Providence, La-
pierre — L'Asile du Bon-Pasteur, Québec —
L'Ecole de réforme, Québec — L'Asile des
orphelines protestantes de l'Eglise d'Angleterre,
Québec, et la Société d'histoire naturelle, Mont-
réal, toutes pour l'année 1874. (Documents de
la session, no 5.)

Discours du Trône

M. L'ORATEUR: Fait rapport que lorsque
cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès
de Son Excellence le lieutenant-gouverneur,
dans la salle des séances du Conseil législatif,
il a plu à Son Excellence d'adresser un dis-
cours aux deux Chambres de la Législature
provinciale; et que, pour prévenir toute erreur,
il en a obtenu une copie dont il fait la lecture à
la Chambre, comme suit:

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de vous rencontrer de
nouveau, et de pouvoir profiter de vos lumières

et de votre expérience dans les mesures impor-
tantes qui vous seront soumises.

Depuis la dernière session, j'ai dû accepter la
résignation de mon ministère et remettre en
d'autres mains l'administration des affaires de
cette province.

Dans l'intérêt public, vous serez appelés à
faire une enquête sur l'échange d'une propriété
du gouvernement près de Montréal.

Un projet de loi sévère contre la corruption
et les menées électorales sera soumis à votre
considération.

La politique libérale que vous avez adoptée à
l'égard des chemins de fer a produit des
résultats encourageants, et c'est l'intention du
gouvernement de continuer cette politique en
autant que les finances de la province et les
règles de la prudence le permettront.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics seront soumis à votre
examen, et les subsides nécessaires vous seront
demandés.

Vous apprendrez avec plaisir que malgré
l'augmentation de dépenses nécessitée par les
besoins publics, l'état des finances accuse un
surplus à ajouter à celui de l'an dernier.

Je crois devoir aussi vous féliciter sur la
réussite de la mission en Angleterre de l'honora-
ble trésorier de la province, dont le résultat
vous sera communiqué en temps convenable.

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Le retour d'un grand nombre de nos compa-
triotes et le désir d'un nombre plus grand
encore de suivre leur exemple, sera certaine-
ment pour vous un sujet de réjouissance, et je
ne doute pas que vous ne donniez toute votre
attention aux mesures qui vous seront propo-
sées pour seconder ce rapatriement ainsi que
pour favoriser toute immigration saine qui nous
viendra d'Europe.

Comptant sur votre loyauté à Notre Gracieu-
se Souveraine et sur le patriotisme qui vous
anime, j'ai toute confiance qu'avec l'aide de la
divine Providence, vos travaux procureront à
cette province un accroissement de bonheur et
de prospérité.

Introduction de bills:

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-
Rivières): Demande la permission d'introduire
un bill concernant l'administration des serments
d'office. Accordé.

Prise en considération du
discours du Trône.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-
Rivières): Appuyé par le député de Sherbrooke
(l'honorable J.G. Robertson), propose que le
discours de Son Excellence le lieutenant-
gouverneur aux deux Chambres de la Législature

re provinciale, soit pris en considération demain. Adopté.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre que celui qu'il désignera, ne se permette de les imprimer. Adopté.

Comités permanents

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents, pour la présente session, pour les objets suivants:

1. Les privilèges et élections;
2. Les ordres permanents
3. Les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières;
4. Les divers bills privés;
5. Les lois expirantes
6. Les dépenses contingentes;
- 7 Les impressions;
8. Les comptes publics;
9. L'agriculture, l'immigration et la colonisation;
10. Les diverses industries de cette province, lesquels dits comités auront, respectivement, pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre; et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'en suivront; et, si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée. Adopté.

Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Adopté.

Que l'offre d'argent, ou de tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée législative dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépendra du Parlement de la province de Québec, ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution. Adopté.

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Bellingham — la pétition de E.W. Sewell et autres, de la cité de Québec.

Par M. Lynch — la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire.

Par M. Rinfret dit Malouin — la pétition des révérendes soeurs de l'Asile du Bon-Pasteur, Québec.

Comptes publics

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur: — Etat des comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1874. (Documents de la session, no 1.)

Il est ordonné que le dit état soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

Prise en considération du discours du Trône

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose de prendre en considération le discours du trône, demain.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il espère que le gouvernement sera prêt à répondre à toutes les questions qui pourront lui être posées.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Certainement.

Affaire des Tanneries

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Veut donner à la Chambre des explications.

A la dernière session, j'avais l'honneur de présider le gouvernement. Je dirigeais alors les délibérations de la Chambre dont je possédais la confiance comme je possédais celle du pays tout entier. Mais un événement s'est produit qui m'a forcé de donner ma démission. Aujourd'hui, sans vouloir récriminer, ni accuser personne, je crois qu'il est nécessaire de donner des explications, afin de défendre ma position.

La province de Québec était propriétaire d'un terrain, situé à la Côté Saint-Antoine, près de Montréal, de vingt cinq-arpenes et 70 perches en superficie. Le gouvernement du Bas-Canada l'avait acquis en 1839 des Dames religieuses de l'Hôtel-Dieu de Montréal, dans le but d'y construire un asile pour les aliénés, et à la charge de payer aux Dames religieuses la somme de £35 par arpent, et une rente foncière de £19-17-11 depuis 1893 à perpétuité. Depuis la Confédération, ce terrain était devenu la propriété de la province de Québec. Ce terrain se trouve ainsi situé près des Tanneries des Roland.

Vers le milieu du mois d'avril dernier, une députation des syndics de l'Hôpital général de Montréal (hôpital anglais) se rendit à Québec, auprès du gouvernement pour lui demander de faire don à l'hôpital de ce terrain. Les syndics furent admis au conseil où tous les ministres se trouvaient présents. Les syndics demandèrent le terrain dans le but d'y construire un hôpital des picotés. Ils évaluèrent le terrain alors de \$30 à \$40,000. Ils firent valoir entre autres raisons, que l'hôpital anglais recevait aussi bien les catholiques que les protestants, que les malades

ordinaires dans l'hôpital n'aimaient pas à y voir les picotés, où cependant ils étaient reçus, et que le voisinage de l'hôpital s'objectait; on trouvait beaucoup à redire de voir ainsi l'hôpital transformé en hôpital des picotés. Je leur répondis que le gouvernement prendrait leur demande en considération. Cette demande ayant été connue dans le public, on me prévint, ainsi que plusieurs de mes collègues, que les catholiques demanderaient probablement une semblable quantité de terrain que celle qui serait accordée à l'hôpital anglais, et aussi que la construction d'un ou de deux hôpitaux pour les picotés, dans le voisinage des Tanneries, nuirait considérablement au développement de cette partie, si voisine des centres, et serait de nature à inquiéter la population avoisinant ces hôpitaux.

Le terrain n'avait pas non plus une étendue suffisante pour y ériger convenablement deux hôpitaux. Ces renseignements ont occupé le conseil en même temps que la demande des syndic, et vers la fin de mai ou au commencement de juin dernier, les syndic demandaient au gouvernement de leur donner une réponse à leur demande.

Vers le 18 ou le 18 de juin, je fus informé qu'il y aurait moyen de faire un échange de propriété qui nous mettrait en état de satisfaire aux deux dénominations et de prévenir tout danger résultant du voisinage de deux hôpitaux, et on me parla alors d'une ferme avantageusement située sur le chemin de Lachine, à peu de distance de notre terrain, et tout à fait convenable à la construction de deux ou plusieurs hôpitaux pour les picotés, ou hospices quelconques. On disait que cette ferme se trouvait isolée des grands centres, que sa position était élevée et salubre, etc. Je visitai cette ferme vers le 22 juin, je la trouvai ce qu'elle m'avait été représentée être, savoir: isolée, belle position, salubre et probablement d'une valeur égale à celle du terrain du gouvernement. Je fis part à mes collègues de mes remarques.

Le commissaire des Travaux publics, M. Archambault, avait aussi été informé des mêmes faits et avait visité les lieux. Le 25 juin, étant à Montréal, je reçus une lettre de M. Irvine qui m'informait que les syndic de l'hôpital viendraient me rencontrer au sujet de cette affaire.

En effet, deux d'entre eux vinrent. L'un s'objecta à l'échange donnant pour principale raison, l'éloignement de la ferme Leduc pour les médecins visiteurs de l'hôpital; l'autre admit volontiers que cette ferme était bien située et qu'il ne voyait pas d'objection sérieuse, pour sa part, à un hôpital en cet endroit. C'est vers le 25 juin que le propriétaire de la ferme Leduc me fut présenté. Revenu à Québec, je fis part à mes collègues de tout ce qui s'était passé, à ma connaissance, et le 27 juin fut adopté l'ordre en conseil autorisant le commissaire des Travaux publics à faire l'échange des propriétés; cet ordre est basé sur le rapport du commissaire des Travaux publics. Tous les ministres étaient

présents (moins M. Robertson, alors en Angleterre) le 27 juin, lors de l'adoption du rapport de M. Archambault. Le premier de juillet, me trouvant à Montréal, je fus informé par M. Archambault qu'il avait de nouveau examiné les propriétés en question, et avait vu les titres de la ferme Leduc; il me dit que cette ferme était payée \$160,000 ou \$2,000 l'arpent, qu'il était satisfait de l'échange et qu'il en avait passé l'acte en conformité de l'ordre en conseil.

Le 3 juillet, je reçus un télégramme de M. Irvine me disant de suspendre la transaction, car il craignait des difficultés à ce sujet, et je lui répondis que l'acte d'échange avait été passé et que je croyais qu'il n'y avait aucune appréhension à avoir par rapport à cette transaction. Après le 3 juillet, le conseil a tenu 5 ou 6 séances auxquelles tous les ministres étaient présents, moins toutefois M. Robertson.

Le 28 juillet, je partis pour le Saguenay avec ma famille, et M. Irvine me dit qu'il resterait à Québec en mon absence. Je revins le 30, et à mon arrivée, je fus informé que ce monsieur avait résigné, et je le sus officiellement le soir du 30 sur la lettre officielle qu'il m'envoya. Sa résignation a été acceptée le 5 août. M. Ross assistait au conseil le 4 août, et donna sa résignation le 7; elle fut acceptée le même jour. M. Fortin arriva le 8 août et me dit qu'il entendait résigner et voulut le faire de suite. Je le priai d'attendre le retour de M. Robertson, et qu'après son retour, et lorsqu'il nous aurait rendu compte de sa mission en Angleterre, je verrai à ce qui pourrait être fait. J'insistai à attendre le retour de M. Robertson, car je croyais qu'en justice pour lui et en bonne et sage politique pour la province, il fallait attendre son retour pour connaître les détails de sa mission. Le 7, MM. Robertson et Fortin ont offert leur résignation qui fut acceptée, et le 8, j'ai présenté ma résignation au lieutenant-gouverneur dans les termes suivants:

Québec, 8 septembre 1874

A Son Excellence l'honorable R.-E. Caron,
lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Excellence,

Dans le cours du mois de juillet dernier, une agitation violente a été soulevée dans l'opinion publique au sujet de l'échange d'une propriété appartenant aux Tanneries des Rolland, près de Montréal. Cette agitation tendait à jeter des soupçons compromettants sur les motifs qui avaient amené le gouvernement à faire cet échange de propriété. N'ayant aucune raison de mettre en doute la bonne foi et l'intégrité de mes collègues, je protestai alors devant eux comme je le fais maintenant devant Votre Excellence, contre la condamnation sommaire passée sur des ministres, sans les soumettre au tribunal constitutionnel qui, seul, a le droit de les juger.

Le trente juillet dernier, l'honorable M. Irvine a cru devoir me demander de placer sa résignation, comme membre du cabinet, entre les mains de Votre Excellence, ce que je fis, tout en regrettant de me voir privé d'une manière aussi inattendue, d'un grand appui auprès des Chambres. Cette résignation ne fit qu'accroître la violence de l'agitation publique; cependant je n'aurais pas cru devoir céder à cette pression que je considère injuste, et je ne me serais pas départi du dépôt d'autorité que j'avais reçu de la confiance de Votre Excellence et du pays, si la résignation subséquente de trois de mes collègues n'eût rendu impossible le fonctionnement régulier du gouvernement dont vous m'aviez confié la direction. Les honorables MM. Ross, Robertson et Fortin sont les trois derniers ministres résignataires. En conséquence, je prie respectueusement Votre Excellence d'accepter ma résignation comme premier ministre de votre gouvernement de même que celle de mes collègues qui sont encore en possession de leur portefeuille.

Cependant, avant de prendre congé de Votre Excellence, je dois affirmer que dans ma conduite comme ministre, je n'ai toujours eu en vue que l'intérêt public, et je repousse comme une calomnie toute accusation que l'on porterait, et comme malveillante toute insinuation que l'on ferait contre mon honneur et ma probité, et en justice pour mes collègues et pour moi, je demande qu'il soit institué une enquête soit au moyen d'une commission royale, émanant avant la prochaine session, soit par la Chambre d'Assemblée à la session prochaine, pour s'enquérir des faits et des circonstances qui se rapportent à la transaction du terrain des Tanneries.

Votre Excellence me permettra en la laissant de la remercier de sa bienveillance et de son inaltérable bonté à mon égard.

J'ai l'honneur d'être,
de Votre Excellence,
le très humble et obéissant serviteur,
Gédéon Ouimet

Son Excellence voulut bien accepter de suite ma résignation. J'informai Son Excellence en même temps que je déclinai respectueusement l'honneur de lui suggérer le nom de mon successeur, si toutefois j'avais droit de le faire. Et Son Excellence voulut bien acquiescer à mon désir.

M. G. IRVINE (Mégantic): Je suppose que mon honorable ami (M. Ouimet) a obtenu de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, pour lui-même et pour ses ex-collègues, la permission de faire l'exposé qu'il vient de faire, sans laquelle permission il n'aurait pas agi ainsi.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Certainement, et je crois l'avoir déjà mentionné.

M. G. IRVINE (Mégantic): Je désire, en don-

nant explication à la Chambre et au pays des circonstances qui m'ont amené à donner ma démission de la position que j'occupais dans le dernier gouvernement, n'exposer que les faits qui y sont traités et que je croirai nécessaires pour justifier ma position. Je ne désire ni attaquer quelqu'un ni porter des accusations contre personne, mais mettre ma position sous son véritable jour.

La propriété connue sous le nom des Tanneries fut d'abord acquise par le gouvernement de la province du Bas-Canada avant l'union avec le Haut et le Bas-Canada, pour servir à l'érection d'un asile d'aliénés pour l'usage de la province.

A raison d'autres arrangements conclus au sujet d'un asile, le lot en question demeura en possession de la ci-devant province du Canada, pendant toute la durée de l'Union, sans être aucunement employé.

Après la Confédération, on supposa pendant quelque temps qu'il appartenait au gouvernement du Canada et je n'en entendis parler pour la première fois que lorsque M. Chauveau était premier ministre, comme d'une propriété que le gouvernement fédéral consentait à remettre à la province de Québec et sur lequel une école normale pouvait être convenablement érigée. Je crois qu'un plan d'une maison pour cette fin fut préparé; mais lorsque les idées du premier ministre changèrent, le projet fut abandonné; cependant le droit du gouvernement provincial à cette propriété fut admis, et je croyais que nous étions en position d'en faire ce que nous voudrions, comme si elle eût été sous notre contrôle.

J'entendis parler ensuite de la propriété lorsque je reçus une lettre de Sir Alexandre Galt offrant de l'acheter pour \$40,000. Celui-ci écrivit au trésorier de la province, qui répondit, je crois, que la propriété n'était pas à vendre. Sir A.T. Galt retira ensuite son offre aussitôt qu'il sut que les syndics de l'Hôpital général avaient fait application pour avoir la propriété, afin de ne pas intervenir dans la transaction.

Le 12 mars, je reçus une lettre de M. Brydges, datée le 11, me disant qu'un comité des syndics de l'Hôpital général de Montréal désirait me rencontrer avec les autres membres du gouvernement, le samedi suivant, et me mandant de leur télégraphier quel jour il serait convenable de fixer pour l'entrevue. Je télégraphiai à M. Brydges, et fixai le jour de la réunion. Au jour fixé, MM. Brydges, Hart, Lunn et Judah arrivèrent à Québec, vinrent me trouver à mon bureau, et expliquèrent que le but de leur mission était d'engager le gouvernement de céder à l'Hôpital général de Montréal la propriété en question pour leur permettre d'y bâtir un hôpital pour les picotés. À la réunion du conseil des ministres, la députation était présente et expliqua ses vues. Je désirais beaucoup que nous puissions accéder à la demande de la députation; M. Robertson partageait aussi mon opinion. Nous insistâmes dans ce sens auprès de nos collègues; ceux-ci parurent aussi partager notre sentiment, et spécialement l'honorable

premier ministre, mais ils décidèrent auparavant de donner une réponse décisive, qu'ils désiraient consulter leurs amis de Montréal. Je reçus alors instruction d'informer la députation que le gouvernement était prêt de prendre leur demande en favorable considération, mais qu'il désirait considérer encore la question avant de donner une réponse finale.

La question de la disposition de la propriété de la propriété en faveur de l'hôpital a été dans la suite le sujet de plusieurs conversations entre l'honorable premier ministre et moi-même. Les premières difficultés qui s'élevèrent entre nous furent au sujet des croyances religieuses, alléguant d'une part qu'il était injuste de donner toute une propriété à une institution protestante sans aucun équivalent pour les catholiques, et alléguant aussi que les résidents avoisinant la propriété s'objecteraient fortement à l'établissement d'un hôpital d'une nature aussi dangereuse et contagieuse, et que la population de cet endroit promettait de devenir considérable en peu de temps.

Quelque temps après, je reçus une lettre de M. Hart, et je crois aussi de M. Brydges, pressant le gouvernement d'en venir à une décision sur ce qui avait fait le sujet de leur entrevue quelques jours auparavant; et j'eus aussi quelques conversations avec M. Hart et M. Judah dans le cours du mois d'avril, pendant que je me trouvais à Montréal.

La première fois ensuite que mon attention a été attirée sur cette question, ce fut le 24 juin, alors que je reçus une lettre de M. Ouimet en date du 23 juin.

Il était alors à Montréal avec tous mes autres collègues, je pense, excepté toutefois M. Robertson, qui était parti pour l'Europe. La dernière partie de cette lettre ayant rapport à l'affaire du terrain, se lit comme suit:

Montréal, 23 juin 1874

Mon cher Irvine,

J'ai été visité notre terrain des Tanneries, celui que MM. de l'Hôpital nous ont demandé pour y ériger un hôpital des picotés. Je trouve qu'il est impossible d'y mettre un hôpital là, car ça se trouve en plein monde. Il y a au pied du terrain tout le village de Saint-Henri; de chaque côté du terrain il y a des maisons qui, nécessairement habitées comme elles sont, s'opposeraient à un semblable voisinage. On nous propose de faire un échange de ce terrain, qui n'a que vingt arpents, pour un autre qui se trouve à un demi-mille plus loin, dans une belle position. On nous donnera quarante arpents pour nos vingt. J'ai visité ce terrain; je le trouve superbe, et il aura autant de valeur que le nôtre. Si nous faisons l'échange, nous pouvons donner à l'hôpital anglais 10 ou 12 arpents; à une autre institution, une même quantité de terrain, et, ainsi, nous pouvons

satisfaire deux institutions au lieu d'une. Archambault et Chapleau sont en faveur de l'échange, et je vous prie de me laisser savoir, par un télégramme, demain, si vous y avez aucune objection. Si vous n'objectez pas, je ferai un rapport en conséquence."

Je n'avais aucune objection à un arrangement, prenant les faits mentionnés quant à la valeur de la propriété par l'honorable premier ministre comme étant corrects, et pourvu néanmoins que les syndics de l'hôpital considérassent la nouvelle propriété convenable pour le but qu'ils se proposaient. J'écrivis en conséquence à M. Ouimet le 24 juin, lui mandant de s'assurer si les syndics de l'hôpital seraient satisfaits de l'arrangement proposé, et l'avertissant que, s'il agissait sans leur consentement, ils en prendraient occasion pour en faire un sujet de grief contre le gouvernement; et en même temps je lui dis que j'avais prié M. Hart de le voir à ce propos. Le même jour, 24 juin, j'écrivis à M. Hart la lettre suivante, afin d'éviter tout malentendu.

"Québec, 24 juin 1874

Mon cher Monsieur,

M. Ouimet sera à Montréal demain. J'aimerais que vous passiez le voir au sujet de l'Hôpital. Il a un projet à vous proposer dont j'espère vous serez satisfait.

Votre très dévoué,
Geo. Irvine

T. Hart, écr.,
Montréal

M. Hart alla voir M. Ouimet après réception de ma lettre, et voulut que les autres messieurs, qui s'occupaient de l'Hôpital général, l'accompagnassent. Ces messieurs n'avaient pas alors communiqué avec moi à ce sujet.

Le 25 et le 27 de juin, les membres du gouvernement étant alors réunis à Québec, tinrent conseil à différentes reprises. Nous étions alors occupés de plusieurs affaires importantes concernant la politique du gouvernement pour les chemins de fer. Dès le premier jour il fut parlé de l'échange du terrain, et l'on démontra les avantages qu'on en pouvait retirer de la même manière qu'il en avait été parlé dans la lettre de l'honorable premier ministre rapportée plus haut, et aussi tel que M. Ouimet vient de le dire.

Sur les informations que j'ai prises sur le résultat de ses entrevues avec les syndics de l'Hôpital général, l'honorable premier ministre me dit qu'il avait vu M. Hart, que ce dernier était favorable à l'échange, et que les syndics de l'Hôpital général étaient disposés à accepter un semblable arrangement. Il me dit aussi qu'il avait vu M. Judah qui n'était pas satisfait, vu qu'il préférerait le premier terrain mentionné et

considérait l'autre trop éloigné de la ville pour y établir un hôpital.

C'est alors qu'a été passé l'ordre en conseil autorisant le commissaire des Terres à opérer l'échange.

Il faut remarquer qu'en donnant mon assentiment à cet ordre en conseil, j'ai supposé que dans le cours ordinaire des affaires les titres de la propriété, les certificats d'enregistrement, etc., devaient être soumis à l'approbation des officiers en loi avant la passation de l'acte, comme l'on fait pour toute autre matière légale qui se présente entre n'importe quel département et le gouvernement. Et certainement je n'ai jamais supposé, ni n'ai su que longtemps après, que la transaction devait être exécutée sans que les titres fussent référés à l'approbation d'au moins un des officiers en loi de la couronne.

Après cette réunion, les membres du gouvernement, à l'exception de M. Fortin et de moi-même, laissèrent encore la ville.

Le 3 juillet, je fus surpris de recevoir une lettre de M. Hart dans laquelle il désapprouvait en termes très forts la transaction, l'appelant un job, etc. Ceci me surprenait d'autant plus que jusqu'à ce moment, j'avais été sous l'impression que M. Hart approuvait l'échange. De suite, je vis M. Fortin et je me consultai avec lui à ce sujet.

Nous étions tous deux d'avis qu'il était désirable de faire suspendre les négociations en attendant de plus amples informations, et, comme nous savions que la sanction formelle de l'ordre en conseil par le lieutenant-gouverneur avait été retardée, à cause de quelque accident, et comme je n'avais pas eu connaissance des titres, nous ne croyions pas, ni l'un ni l'autre, que la transaction fût terminée, d'autant plus que nous ne savions pas qu'il y eût de nécessité de précipiter les choses. Pour cette raison, j'ai télégraphié de suite à l'honorable premier ministre, et je lui ai écrit ainsi qu'à M. Archambault, les priant de ne point conclure la transaction avant d'avoir de plus amples renseignements. J'ai aussi écrit à M. Hart, l'informant de ce que j'avais fait. La dépêche que l'honorable premier ministre m'envoya en réponse à mon télégramme, ne m'est jamais parvenue, mais le 7 juillet, je reçus la dépêche suivante de M. Archambault, de L'Assomption.

Lettre du trois courant reçue hier soir, trop tard, car l'acte a été passé le premier courant avec le consentement de l'honorable premier ministre, qui était à Montréal ce jour-là; mention a été faite dans l'acte de l'ordre en conseil du 27 juin dernier; l'acte a été enregistré, les lettres de ratification demandées, et dépôt fait dans la banque de cinquante mille piastres pour garantir le terrain échangé.

L. Archambault

Peu de temps après, l'honorable premier

ministre, de retour à Québec, me dit en me voyant, que les difficultés qui s'étaient élevées au sujet de la transaction n'étaient d'aucune importance et qu'il était certain que lorsque les syndics de l'Hôpital général verraient la propriété acquise par le gouvernement, ils ne pourraient qu'être satisfaits des avantages qu'elle offrait. Ces nouvelles me rassurèrent complètement à ce sujet. Je n'appris depuis rien qui pût me faire douter que la transaction était telle qu'on me l'avait d'abord représentée, jusqu'à mon retour de Cacouna à Québec.

Le 15 juillet, je reçus une lettre de Montréal, m'informant qu'il y avait beaucoup d'excitation au sujet de l'échange de terrains, et je rencontrai en même temps un ami qui me confirma la nouvelle. Dès le même jour je lus un entrefilet de la Gazette de Montréal dans lequel il était dit très distinctement qu'on accusait le gouvernement de mauvaise foi au sujet de la transaction. Ce jour-là, le premier ministre partit pour Montréal par le vapeur pour assister à la cérémonie de la pose de la première pierre de la prison pour les femmes à Montréal, et je ne pus pas pendant la journée, à cause d'affaires pressantes, communiquer avec lui à ce sujet; mais je lui écrivis à Montréal par le train du soir en lui envoyant l'extrait de la Gazette que j'avais coupé, et lui disant combien il était désagréable pour moi de voir de tels avancés dans des journaux amis et le priant de voir le rédacteur et de lui faire expliquer l'affaire.

Le 22 juillet, après le retour de M. Ouimet à Québec, j'allai le voir et il m'informa qu'il devait y avoir eu une assemblée aux Tanneries le soir précédent pour discuter la question, et qu'il avait autorisé le Solliciteur général à assister à l'assemblée pour expliquer la transaction et défendre la position du gouvernement. Il m'assura de plus que le résultat de l'assemblée et les explications données allaient mettre fin à toute agitation et rassurer complètement l'opinion publique; et qu'il espérait recevoir ce jour-là un télégramme qui l'informerait du résultat. Il m'assura encore que le sentiment qui avait existé à Montréal à ce sujet était fort diminué, et qu'il pensait qu'il disparaîtrait complètement après l'assemblée.

Le jour suivant, je devais me rendre à une assemblée dans le comté de Mégantic, à Maple Grove; conséquemment je fus obligé de laisser la ville ce soir-là, et je ne fus de retour que le 23 au soir. Ce ne fut donc que le lendemain au matin, le 24, que je vis dans les journaux de Montréal le rapport de l'assemblée tenue le soir du 21.

J'allai immédiatement voir le premier ministre, et le trouvai avec notre collègue, l'honorable M. Ross. Je lui dis alors que je n'étais pas satisfait des explications données jusqu'ici au sujet de la transaction, et que je trouvais la défense faite d'après son autorisation tout à fait insuffisante; je lui annonçai mon intention d'examiner l'affaire moi-même, et je lui déclarai que si je ne trouvais pas que l'on pourrait défendre la transaction honnêtement et hono-

blement, je ne resterais pas dans le ministère. Alors il me pria de ne point agir avant le retour de M. Archambault. (Ce monsieur avait été depuis quelque temps dans une partie éloignée de l'Outaouais, où l'on ne pouvait pas communiquer avec lui au moyen du télégraphe.) Je promis d'acquiescer à cette demande, car je comprenais qu'il était à propos d'entendre ce que M. Archambault avait à dire avant d'en venir à une conclusion finale.

Le mardi matin suivant, l'honorable premier ministre laissa la ville pour le Saguenay, et le même jour, il survint des circonstances qui me forcèrent absolument et de toute nécessité à aller à Montréal ce soir-là, pour des affaires professionnelles. Je reçus aussi ce jour-là une lettre d'un ami qui avait examiné à fond toutes les circonstances de l'affaire à Montréal, et qui me donnait sur le sujet des renseignements très importants, et à la suite de tout cela, je sentis que ma présence à Montréal à cette époque était nécessaire afin de m'enquérir personnellement de toutes les circonstances de l'échange, et que je devais en venir à une conclusion pour savoir la conduite que j'aurais à tenir, et je me trouvai dans une telle alternative que je devais m'y rendre. J'allai frapper au bureau du commissaire et demandai quand ce dernier était attendu; il me fut répondu qu'on ne l'attendait point d'ici dix jours. Le 29, mercredi, je demeurai toute la journée à Montréal, et après examen de certains documents pour la première fois, et après certaines informations reçues de personnes de confiance, d'amis personnels, et de partisans du gouvernement dont je faisais partie, j'en vins aux conclusions suivantes:

Qu'il y avait une différence de valeur d'au moins de \$100,000 entre la propriété donnée et celle reçue en échange.

Que sur ce point, l'opinion était tellement générale et unanime, qu'il me semblait impossible à aucune personne connaissant la valeur de la propriété à Montréal à cet endroit et prenant les précautions raisonnables, qu'elle pût faire aucune erreur au sujet de ce que pourrait valoir cette propriété. Que toute personne examinant les titres de M. Middlemiss et de M. Leduc ne pouvait venir à d'autres conclusions que, pour le moins, la transaction était d'un caractère si douteux et si équivoque que je devais absolument demander plus de renseignements avant que l'échange fût conclu. Qu'à cause de ces derniers faits, je ne pouvais m'empêcher d'être convaincu et cette conviction s'imposait alors à mon esprit, que ces documents avaient été intentionnellement soustraits à mon examen afin de m'empêcher de faire objection à ce que l'échange fût complété.

Je trouvai par l'examen de ces titres qu'au moment où l'ordre en conseil fut passé, la propriété que le gouvernement était sur le point d'acquérir n'appartenait pas à celui avec lequel il faisait des affaires, et que son auteur immédiat n'avait pas un titre parfait; qu'au mois de mars précédent, à une époque où il avait été

offert \$40,000 pour le lot du gouvernement, le lot entier de Leduc, dont nous n'acquérions que la moitié, avait été vendu \$38,000 et le même jour que l'échange fut fait, ce lot entier fut de nouveau vendu à la personne avec laquelle nous traitions pour \$168,000.

Le contrat d'échange lui-même renfermait une réserve pour un chemin de soixante pieds à prendre sur le front étroit du lot Leduc, qui n'était pas autorisé par l'ordre du conseil et la singulière admission que le titre de Middlemiss ne devait pas être fourni avant trente jours après la conclusion du marché.

En conséquence, je considérais que le marché ne pouvait aucunement être défendu et était d'une nature qui exigeait que des procédures légales fussent prises sans délai pour le faire annuler, et comme le premier ministre, au nom de son gouvernement, avait entrepris publiquement de le défendre, je compris qu'il n'y avait pas pour moi d'autre alternative que d'envoyer sans retard ma résignation, ce que je fis à mon retour à Québec, le jour suivant.

M. P. FORTIN (Gaspé): Vers la fin de la dernière session, M. McGauvran, député de Montréal, me parla d'un terrain situé à la partie ouest de Montréal, en dehors de la ville, lequel terrain, disait-il, devait appartenir au gouvernement de la province de Québec.

Je lui répondis que je ne savais pas qu'il y eût aucun terrain dans cet endroit qui fût sous le contrôle de département des Terres, mais que je prendrais des informations là-dessus.

Vers le commencement du mois de mars, M. Mullarky, de Montréal, vint au département des Terres et proposa d'acheter un terrain situé près des Tanneries (le même terrain demandé par M. McGauvran évidemment), et qu'il pensait appartenir au gouvernement de Québec.

Il ajouta qu'il désirait faire l'acquisition de ce terrain pour y établir une manufacture et qu'il en estimait la valeur à \$40,000 ou à peu près.

D'après les informations prises au département, ce terrain n'avait jamais été et n'était pas sous le contrôle du département des Terres.

Et M. l'assistant-commissaire Taché s'adressa, à ma demande, au département des Travaux publics, pour avoir les renseignements nécessaires au sujet de ce terrain, car j'avais promis à M. Mullarky de lui fournir, en l'absence de l'honorable M. Archambault, les informations dont il avait besoin sur ce terrain. La réponse de M. Lesage est ci-annexée et marquée (1). Les documents dont parle M. Lesage consistaient en lettres de demande du terrain en question au gouvernement fédéral et les réponses de ce dernier par le canal du secrétaire d'Etat. Mais, comme le dit M. Lesage, il n'y avait pas parmi ces papiers de dépêche du gouvernement fédéral donnant le terrain à la province de Québec.

M. Mullarky m'avait écrit la lettre ci-annexée et marquée (2) le jour de son entrevue avec moi.

L'honorable commissaire des Travaux publics étant absent, j'allai consulter l'honorable M. Ouimet au sujet de la demande de M. Mullarky et il m'a dit que le terrain était bien la propriété de la province de Québec et de répondre qu'il n'était pas à vendre pour le moment; ci-annexée et marquée (3) se trouve la lettre écrite à M. Mullarky.

Le 25 ou le 26 avril, une lettre de M. McGauvran, ci-annexée et marquée (4), en date du 24 avril, fut reçue au département des Terres.

Et comme elle se rapportait au même terrain et était de même nature que celle de M. Mullarky, la même réponse fut faite à M. McGauvran que celle faite à M. Mullarky. Et il ne fut plus question de ce terrain entre ces messieurs et le département des Terres.

Vers la fin d'avril, une députation de la corporation de l'Hôpital général anglais de Montréal vint à Québec et fut reçue en audience par le Conseil exécutif. Elle demandait le terrain des Tanneries gratuitement pour y construire un hôpital pour les maladies contagieuses.

Le conseil paraissait disposé unanimement à donner gratuitement ce terrain à l'hôpital anglais, mais survint la question de savoir ce que ferait le gouvernement, dans le cas où les catholiques demanderaient aussi un terrain pour un hôpital, et il ne fut, en conséquence, pris aucune décision à ce sujet, mais la considération de l'affaire fut remise.

Mais je ne dois pas oublier de dire que pendant la conversation qui a eu lieu au sujet de cette demande, un de mes collègues nous informa que l'honorable M. Galt avait offert d'acheter ce terrain pour la somme de \$40,000.

C'est le 26 juin, je crois, au meilleur de ma connaissance, que le conseil s'occupa pour la première fois de la question de l'échange de la propriété des Tanneries contre une partie de la ferme Leduc.

Cette terre fut représentée comme offrant des avantages égaux, sinon supérieurs, au terrain des Tanneries, comme site pour des hôpitaux destinés à recevoir des patients atteints de maladies contagieuses, d'une valeur égale ou à peu près, et par l'échange l'objet en contemplation, celui de donner des sites pour deux hôpitaux, l'un catholique, l'autre protestant, se trouverait ainsi rempli. Le 27 juin, après une délibération pendant laquelle l'on fit comprendre que les personnes intéressées dans l'acquisition des sites pour hôpitaux seraient satisfaites et que la valeur des terrains était égale ou à peu près, l'ordre en conseil autorisant l'échange fut passé.

Je partis pour Gaspé, le mardi suivant.

J'appris quelque temps après par les journaux qu'il régnait une grande agitation à Montréal au sujet de cet échange de terrains et que plusieurs de nos amis politiques la condamnaient.

Plus tard j'appris par le télégraphe que l'honorable M. Irvine et l'honorable M. Ross

avaient résigné. Sur ces entrefaites, je me hâtai de revenir à Québec où j'arrivai le 8 août. On s'occupait encore beaucoup de cette affaire par tout le pays et je crus voir que bon nombre de personnes, qui jusqu'alors nous avaient supportés, nous tiraient leur appui.

C'était là pour moi une raison suffisante de ne plus rester dans le ministère et j'offris ma résignation à l'honorable premier ministre.

Ce monsieur crut devoir m'engager à rester dans le cabinet jusqu'à l'arrivée de M. Robertson, car, disait-il, ma démission aurait l'effet d'entraîner la retraite de tous les membres du cabinet, et il était important que le gouvernement subsistât tant que M. Robertson serait occupé à sa mission importante en Angleterre, et j'accédai à sa demande. Au retour de M. Robertson, je mis ma résignation entre les mains de l'honorable premier ministre, mais sur les instances pressantes de l'honorable M. Robertson, qui me représentait qu'il était important pour la province qu'il signât les bons qu'il avait vendus en Angleterre, avant la résignation du gouvernement, je consentis à rester quelques jours de plus dans le cabinet, après avoir toutefois exprimé ma résolution de remettre ma résignation entre les mains de l'honorable premier ministre, ces quelques jours écoulés.

C'est le 7 septembre, que ma résignation fut acceptée.

(1) Département d'Agriculture et des Travaux publics

9 mars 1874

Mon cher M. Taché,

Nous n'avons pas de dépêche du gouvernement fédéral, nous donnant le lot de terre destiné à l'emplacement d'un asile d'aliénés, Côteau Saint-Antoine, Montréal. Vous trouverez ci-inclus tous les documents que nous avons se rapportant à ce terrain.

Bien à vous,
(Signé) S. Lesage

(2) L'honorable P. Fortin, commissaire des Terres de la couronne

Québec, 7 mars 1874

On me dit que le gouvernement est propriétaire d'un lot de terrain situé dans la paroisse de Montréal, aux Tanneries, d'environ 25 acres de superficie. Seriez-vous assez bon pour me dire si le gouvernement le vendrait, et à quel prix.

(Signé) M. C. Mullarky

(3) Département des Terres de la couronne

Québec, 13 mars 1874

Monsieur,

J'accuse réception de votre lettre du 7

courant, me demandant des renseignements sur un lot de terrain situé près des Tanneries, à Montréal, et je dois vous informer que le gouvernement n'est pas disposé à se départir de ce terrain pour le présent.

(Signé) P. Fortin,
Commissaire

M. C. Mullarky,
Montréal

(4) Montréal, 24 avril 1874

L'honorable P. Fortin,
Honorable monsieur,

Les terrains dont je vous ai parlé l'hiver dernier sont les terrains militaires situés dans les paroisses Saint-Henri marqués sur les cadastres no 34 et contenant 25 arpents et une perche et ont été transférés je le découvre, par le gouvernement fédéral au gouvernement de Québec et je vous serais obligé si vous m'informiez par le prochain courrier si votre département vendrait ou louerait ces terrains.

Signé,
J.W. McGauvran

(5) Département des Terres de la couronne

Québec, 28 avril 1874

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de vos lettres du 25 courant au sujet de certains terrains militaires situés dans la paroisse Saint-Henri et vous informer que le gouvernement n'est pas préparé à se départir de ces terrains à présent.

Signé,
P. Fortin,
Commissaire

J.W. McGauvran, é.c., M.P.P.,
Montréal

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Invite le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson) à donner lui aussi des explications.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Je suis heureux de mettre devant la Chambre tous les renseignements qui concernent ma position. Ce n'est qu'en mars dernier que j'entendis parler pour la première fois des terrains des Tanneries, quand je revins d'Angleterre, où j'étais allé négocier les bons des chemins de fer de la province. Je ne connaissais

rien de la transaction jusqu'au jour où je lus un paragraphe dans un journal canadien. J'attendis à toutes les malles des nouvelles de mes collègues à ce sujet, mais je ne reçus rien, sauf un télégramme qui me priaît de revenir au Canada. Je revins aussitôt que ma mission me permit de le faire et j'arrivai ici dans la première semaine d'août. Je rencontrai mes collègues et je me rendis ensuite à Montréal où j'examinai soigneusement les terrains en question, et ne pouvant approuver l'échange j'ai dû résigner comme ministre de la couronne. J'ai fait tout en mon pouvoir pour arriver à une évaluation correcte de la propriété, et, d'après les renseignements que j'ai obtenus de personnes compétentes et dignes de foi, je ne trouvais pas cette transaction avantageuse.

On a mal interprété mon discours prononcé au dîner de Sherbrooke. On a prétendu que j'avais résigné pour avoir les mains nettes, pendant que je n'ai fait qu'exprimer une proposition générale, à savoir que les hommes publics devaient toujours avoir les mains nettes de toutes transactions compromettantes.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit que l'honorable trésorier n'a pas dit pourquoi il avait trouvé la transaction mauvaise.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Quand la chose sera portée devant le comité d'enquête, ce sera alors le temps d'entrer dans les détails; mais si la Chambre le désire je suis prêt à le faire de suite.

DES DEPUTES: Continuez, continuez!

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Après avoir tout examiné, j'en suis venu à la conclusion que la moitié du terrain que le gouvernement possédait valait plus que tout le terrain qu'il a reçu en échange. Les journaux qui ont tenté de justifier la transaction n'ont pu me convaincre du contraire. Mais ce qui m'a surtout frappé, c'est l'énorme écart entre \$38,000 et \$160,000; c'est une chose que je n'ai jamais pu comprendre, et je suis convaincu qu'il y a quelque chose de mauvais.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande au député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson) si comme le député de Mégantic (M. G. Irvine) il croit la transaction illégale.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond qu'il n'est pas avocat et qu'il ne saurait répondre à cette question.

La séance est levée.

Séance du 4 décembre 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Documents:

M. l'orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Hôpital Général du district de Richelieu, Sorel, pour l'année 1874. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition du révérend L.-A. Bourque et autres, de la paroisse de Saint-Prudentienne-de-Roxton.

Par M. Chauveau, la pétition des Soeurs de la Charité de Saint-Germain de Rimouski.

Par M. Cameron, la pétition de The Moderators of the General Assembly of the Canada Presbyterian Church and others; la pétition du Board of Managers of the Temporalities Fund of the Presbyterian Church of Canada in connection with the Church of Scotland; la pétition de The Ministers Widows' and Orphans' Fund of the Presbyterian Church of Canada in connection with the Church of Scotland.

Par M. Bisson, la pétition du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément, comté de Beauharnois.

Par M. Alexander, la pétition de The General Conference of the Methodist Church of Canada; et la pétition de James W. Thompson et autres, de la municipalité de Saint-Lambert, comté de Chambly.

Par M. Robert, la pétition des révérendes Soeurs de la Charité de l'Hospice Sainte Croix, Sainte-Marie-de-Monnoir.

Par l'honorable M. Ouimet, la pétition du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile, rue Bonaventure; la pétition du révérend V. Rousselot, directeur de l'Institution des aveugles, Asile Nazareth; et la pétition du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile Nazareth, toutes de la cité de Montréal.

Par M. McGavran, la pétition des Dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur; la pétition de la faculté médicale de l'Université de Bishop's College; et la pétition des Dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, rue Fullum, toutes de la cité de Montréal.

Par M. Beaubien, la pétition de Thomas T. Nesbitt, de la cité de Québec, bachelier en loi.

Formation des comités

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), qu'il soit nommé un comité spécial pour préparer et

rapporter les listes des députés devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre.

Adopté.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose que l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Malhiot, l'honorable M. Church, l'honorable M. Garneau, l'honorable M. Fortin, l'honorable M. Bellerose, l'honorable M. Trudel, et M. Joly, M. Bachand, M. Bellingham et M. Marchand composent ledit comité.

Adopté.

Rapport de l'auditeur de la province

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Etat des rapports de conseil et mandats spéciaux sous l'autorité de la 31e Vict., chap. 9, clause 47, préparé par l'auditeur de la province en conformité de cette clause, lequel est lu comme suit:

(Pour tableau voir page 17)

ETAT des opinions légales, rapports de conseil et mandats spéciaux, en conformité de la 47e clause de la 31e Victoria, chapitre 9, préparé par l'auditeur, tel que requis

Service	Détails	Opinions légales	Rapports de conseil			Mandats spéciaux	Montant des mandats spéciaux	Montant dépensé	Balance non appropriée
			Nos	Date	Montant				
Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics	Pour faire face aux dépenses en sus de l'appropriation	aucune	82	1874 Mars 6	\$ 2,100.00		\$ 2,087.56	\$ 18.44	cts
Machines à casser la pierre	"		120	Mars 27	681.15		681.15		
Ecole de réforme, Montréal	"		158	Avril 15	8,000.00		8,000.00		
Inspection des prisons	"		173	Mai 11	331.72		331.72		
Traitement des greffiers en loi	"						250.00		
Gouvernement civil	"						5,846.41		
Police	"						5,592.20		
Justice	"		178	Mai 11	50,000.00		36,118.29	476.75	
Traitement des inspecteurs d'école	"						669.07		
Gazette officielle	"						1,047.28		
Prêt pour achat de grain de semence	Nouvelle assistance aux colons pauvres et affligés	aucune	192	Mai 18	3,000.00		3,000.00		
Terres de la couronne en général	Pour suppléer au manque d'appropriation suffisante	aucune	238	Juin 27	2,269.90		1,249.87	120.03	
Dépense	"		238	Juin 27	1,448.95		1,148.95		
Service d'enregistrement	Montant pour lequel un nouveau vote est nécessaire				67,431.72		66,822.50	609.22	
							66,822.50		

Bibliothèque

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), qu'il soit nommé un comité composé de l'honorable M. Malhiot, l'honorable M. le procureur général Church, M. le Solliciteur général Angers, M. Ouimet, l'honorable M. Trudel, M. Fortin, M. Marchand, M. Gérin et M. Beauchesne, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Adopté.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif, communiquant à leurs honneurs la résolution précédente.

Adopté.

Explications de M. Ouimet

M.G. OUMET (Deux-Montagnes): Monsieur l'Orateur, avant de passer aux ordres du jour, j'aimerais à rectifier quelques erreurs que je découvre dans le compte rendu de la séance d'hier. Je vois que la déclaration que j'ai eu l'honneur de lire à cette honorable Chambre afin de prévenir toute erreur — déclaration importante pour l'ex-administration — je vois, dis-je, que dans le rapport de cette déclaration publié dans les journaux on me fait dire, à la fin de ma lettre à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, que j'ai proposé ceux que je croyais devoir nous remplacer au choix de Son Excellence.

C'est une erreur; ma déclaration ni ma lettre ne renferment pareille chose. J'ai décliné de faire la moindre proposition dans ce sens, même si j'en eusse le droit, ce dont je doutais, et je n'ai pas proposé ceux qui devaient nous succéder.

Je dois dire que cette déclaration est très exactement rapportée dans le Canadien et que l'erreur se trouve dans les journaux anglais. On ne devra pas être surpris de ce que je fasse cette rectification d'une erreur importante à signaler.

Il est une autre erreur qui s'est glissée dans le mémoire que j'ai lu hier, en ce qui concerne l'honorable M. Ross. Contrairement à ce que j'ai dit dans ce mémoire, que j'ai lu hier, cet honorable monsieur n'était pas présent au conseil quand l'ordre en conseil du 27 juin a été passé. Pour rendre hommage à la vérité et justice à l'honorable M. Ross, je dois déclarer que tous les ministres étaient présents à la séance du conseil tenue le 26 juin et donnèrent leur consentement à la transaction, mais que, comme matière de fait, l'honorable M. Ross n'était pas présent à la séance du 27 juin.

Affaire des Tanneries

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je vois que l'honorable député de Terrebonne n'est pas ici, et je crois que des deux côté de la Chambre on serait fort heureux d'entendre les explications qu'il peut avoir à donner sur l'affaire des Tanneries, dans laquelle il a joué un rôle très important. Je crois donc qu'on devrait attendre qu'il soit ici pour donner ces explications avant de procéder à autre chose.

M.E. GERIN (Saint-Maurice): Mon honorable ami, le député de Terrebonne, est en ville et sera prêt à donner des explications après six heures, à la séance du soir. Il arrive de voyage et on ne saurait lui faire un reproche d'avoir pris quelques minutes de repos.

M.H.-G. JOLY (Lotbinière): Je dois dire que d'après les événements qui ont eu lieu, la discussion de l'adresse prend un caractère extraordinairement important. Les explications données par l'honorable député de Mégantic et l'honorable trésorier sont trop importantes pour que les députés soient privés d'explications aussi complètes que possible.

Je n'ai pas l'intention de presser l'honorable député de Terrebonne à venir donner ses explications, et je veux bien attendre qu'il ait eu le temps de rédiger ses notes de voyage. Tout ce que je veux, c'est que tous les honorables députés aient le temps de bien examiner les explications qui ont été données dans les journaux.

Je proposerais donc, Monsieur l'Orateur, que la discussion de l'adresse soit ajournée à lundi. D'ici là les députés français auront les explications données au sujet de l'affaire des Tanneries, traduites et publiées dans les journaux des deux langues et seront munis de toutes les informations nécessaires.

M.G. OUMET (Deux-Montagnes): Je ne vois pas pourquoi nous ne continuerions pas à procéder. Le compte rendu des explications a été publié dans les journaux qui ont voulu le prendre, notamment dans le Canadien, en sorte que les autres pourront le prendre là pour le reproduire s'ils le désirent. Quant à moi, je suis prêt à entrer dans la discussion et à donner toutes les explications requises.

En ce qui regarde l'honorable député de Terrebonne, il a droit de donner ses explications comme il l'entend. Cependant, comme il a donné sa résignation en même temps que la mienne et celle de l'honorable M. Archambault, il pourrait bien se dispenser de donner les explications d'un acte identique qui est déjà expliqué; mais il donnera probablement ces explications à la Chambre et au pays.

Au reste, je remercie l'honorable député de Lotbinière de vouloir bien demander d'attendre ces explications et de l'égard qu'il a par là pour

l'honorable représentant de Terrebonne. Pour arriver à ce qu'il désire, je crois que nous pouvons déclarer qu'il est six heures et suspendre la séance jusqu'à sept heures et demie.

M.H.-G. JOLY (Lotbinière): Je n'ai pas l'intention de retarder les procédés de la Chambre et je suis prêt à continuer si l'honorable premier ministre, ou plutôt l'honorable député qui a la direction de la Chambre le désire.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable député des Deux-Montagnes parle-t-il au nom du gouvernement?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): L'honorable député est la personne la plus intéressée dans cette affaire, et il n'y a rien de surprenant qu'il fasse cette proposition. Et, de fait, on devrait suivre son conseil et ajourner à 7 1/2 heures afin que l'honorable député de Terrebonne puisse être présent.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je ne parle au nom de personne, si ce n'est au nom de mes commettants et du parti conservateur auquel j'ai toujours eu l'honneur d'appartenir. L'Orateur déclare qu'il est six heures et la Chambre s'ajourne vers trois heures et quarante-cinq.

Reprise de la séance à huit heures et demie.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Monsieur l'Orateur, je ne félicite pas le chef de l'Opposition d'avoir fait ajourner la Chambre pour entendre des explications que me serais peut-être cru obligé de donner proprio motu, si j'avais été à mon siège au commencement de la séance, mais je remercie la Chambre de la bienveillance qu'elle m'a témoignée en accédant à cette demande. J'étais membre du dernier cabinet et je n'ai donné ma démission que par l'entremise de mon chef, le premier ministre; par conséquent, les explications de ce dernier devraient être acceptées comme suffisantes pour ceux des ministres qui n'ont résigné qu'avec lui.

Quoi qu'il en soit, l'ajournement de la Chambre me paraît exprimer un désir auquel je me fais un devoir d'obéir. Voici les explications que j'ai à fournir.

Je ne veux pas ici, Monsieur l'Orateur, rapporter tous les détails de la transaction des tanneries; j'ai simplement à constater certains faits qui me sont personnels. L'échange de la propriété des tanneries a été autorisé par un ordre en conseil, et l'un des ministres, M. Archambault, a été chargé de passer les contrats. Je n'ai pas vu les titres des propriétaires du terrain offert en échange de la terre appartenant au gouvernement. Comme je l'ai dit dans une lettre que les journaux ont reproduite, pour des raisons personnelles très graves, j'ai été alors obligé de m'absenter pendant plusieurs jours et

je n'ai pu, par conséquent, prendre une part active dans la transaction. J'en avais approuvé les préliminaires, le principe, confiant dans les informations obtenues par le ministère; tout le cabinet, moins M. Robertson, en avait fait autant. Quant aux informations subséquentes qui ont modifié l'opinion de quelques-uns de mes collègues, elles ne me sont pas parvenues puisque j'étais absent de la province.

Cependant, après avoir appris les détails de l'affaire de la bouche même du premier ministre, en qui j'avais confiance et dont l'honorabilité était au-dessus du soupçon, au dire même de ses collègues qui se sont alors séparés de lui, après avoir écouté le récit de tous les faits, je n'ai pas cru devoir retirer à M. Oumet ma confiance et je suis demeuré dans le cabinet dont il était le chef. Il me semblait qu'il y avait là tout au plus une affaire départementale et non pas ministérielle, c'est-à-dire qui pouvait motiver une enquête sur l'un des départements du ministère, mais non pas mériter au ministère tout entier la censure publique et la déchéance, sans procès préalable, sans une investigation qui aurait fait à chacun sa part de responsabilité.

J'étais présent à la séance du conseil où furent entendus les représentants du Montreal General Hospital, je m'opposai à la donation gratuite d'un terrain valant une somme aussi considérable, somme que les délégués fixaient eux-mêmes à 30,000 ou 40,000 piastres. Je me fondai sur ce principe qu'il était dangereux de donner en pur don une telle valeur à une corporation civile, qui pourrait en disposer plus tard sans l'aveu du gouvernement.

Je fis remarquer qu'il n'était pas de bonne politique de faire de pareil don à une institution protestante sans donner l'équivalent à une institution catholique, vouée au même but philanthropique; j'ai ajouté ensuite devant les membres du cabinet qu'il vaudrait mieux vendre la propriété à l'enchère publique, ou un prix raisonnable, et partager le prix de la vente entre deux hôpitaux, l'un catholique, l'autre protestant.

J'ai exprimé la même idée quelques jours plus tard à M. Judah, l'un des délégués du Montreal General Hospital, qui vint me parler de cette affaire dans le vestibule de la cour du Banc de la reine. Mais, si je ne me trompe, le procureur général exprima alors des doutes sur notre droit de disposer du terrain par vente pure et simple. Quant à l'échange, je le crois un acte légal, et j'ai dit plus haut quelle part de responsabilité m'en revient. J'ajouterai simplement que M. Archambault a été chargé par tout le cabinet de passer le contrat et d'examiner les titres des propriétaires du terrain offert au gouvernement. Ces titres, on ne me les a pas soumis; il ne m'appartenait pas de les réclamer, lorsque le cabinet avait chargé un autre ministre d'y voir, lorsque ce ministre avait et l'expérience des affaires et une haute position professionnelle.

J'ai cru devoir donner ces quelques mots

d'explication, me réservant le droit de donner plus tard, s'il me paraît opportun de le faire, mon appréciation sur l'importance politique qu'on a voulu donner à cet acte et sur la sincérité du mouvement qu'on a voulu soulever à ce sujet.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai demandé hier à l'honorable commissaire des Terres s'il entendait donner des explications sur la formation du nouveau ministère; j'espère que l'honorable ministre se rendra à notre désir, comme il nous l'a promis d'ailleurs.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that there were many Members in the House whose knowledge of French was so imperfect that they were in total ignorance of the statement which the Member for Terrebonne had just made, and he suggested that he should repeat it in English.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Said that he would do so if it were promised that English speakers would return the compliment.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said he had undeniable and constitutional right to demand from an ex-Minister the statement of his conduct in both languages. This statement was a very different thing from a speech on the floor of the House.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Acceded to the request, and repeated his statement in English.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je serais très heureux d'entendre de la part de l'honorable commissaire des Terres, et j'ai lieu de croire que la Chambre le serait avec moi, quelques explications relatives à la formation d'un nouveau ministère.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je me rends avec plaisir à la demande de l'honorable député. Je dois toutefois faire remarquer au député de Lotbinière et à la Chambre que les députés n'ont le droit d'exiger de nous que des informations générales. La Chambre connaît dans quelles circonstances et au milieu de quels événements le dernier cabinet sombra, et la formation du ministère Boucherville. Le ministère actuel s'est imposé deux conditions: 1. Une enquête complète, entière, de tous les faits et circonstances de l'affaire des Tanneries; 2. Une loi d'élection vigoureuse, énergique, et qui fera cesser la corruption électorale. De précédents exemples ont montré combien la démoralisation avait été poussée loin, et l'administration actuelle est déterminée à faire main basse sur toutes ces menées électorales. Quant à la politique du gouvernement, elle a été expliquée par les discours antérieurs prononcés dans cette Cham-

bre, et les membres du cabinet n'entreront pas dans de nouveaux détails.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je demande à M. Robertson de répéter la même chose en anglais.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said he could only repeat in English what the Honourable Commissioner for Crown Lands had stated in French. Circumstances had necessitated the resignation of the late Government, and the Honourable Mr. de Boucherville had been called upon to form a Government which he did. The conditions which were made imperative were as stated by Honourable Mr. Malhiot, a full, strict, impartial and searching investigation into all the circumstances connected with the Tanneries Land exchange, and, secondly, the introduction of a comprehensive election law which would, as far as law possibly could, secure purity of elections, and do away with bribery and corruption. The Government was pledged to these principles. As to the railway policy of the Government, it was of the greatest importance. The liberal system of aid to railways would be sustained by the present Government.

Adresse en réponse au discours du trône

M. G. LAROCQUE (Chambly): Je compte sur l'indulgence et les sympathies de cette Chambre et de mes collègues à cet instant où je me lève en cette Chambre pour proposer l'adresse au discours du trône. Aussi, messieurs, suis-je heureux d'avoir à proposer qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur pour le féliciter d'avoir appelé au ministère des ministres qui ont toutes les qualités requises à la confiance et à l'estime de cette Chambre.

L'agitation est grande; un ministère fort naguère devant le pays a succombé devant l'émotion populaire irritée contre lui, et en présence d'une semblable position le ministère Ouimet s'est vu obligé de résigner. L'honorable M. de Boucherville succède et la preuve que le chef du cabinet actuel est un homme de talent est dans le choix des hommes habiles appelés avec lui à gouverner le pays.

Une enquête va être faite, sincère, pleine, entière; elle nous fera bientôt savoir à quoi l'opinion du public doit s'en rapporter sur cette fameuse affaire des Tanneries. La présente administration se hâtera de faire rentrer dans le domaine public tout ce que la malhonnêteté ou l'incapacité en ont enlevé. (Applaudissements ironiques à gauche).

Nous voyons aussi avec plaisir qu'un projet de loi électorale sévère sera proposé: le temps n'est plus aux gens qui se raillent impunément du serment, et le remède que la présente loi électorale apportera à la province sera d'une infaillible efficacité.

Monsieur l'Orateur, notre population est intelligente et morale, c'est pour nous un devoir de la conserver telle et par une bonne loi électorale couper le mal dans sa racine et abattre la corruption.

Les élections qui ont été décidées devant les tribunaux font voir l'importance d'avoir une bonne loi électorale pour arrêter la corruption et faire un peu plus respecter le serment.

On ne pourrait assez applaudir, et personne ne pourra assez louer le ministère pour la politique libérale qu'il a l'intention de suivre à l'égard des chemins de fer. Nous connaissons tous l'immense valeur que l'établissement des voies ferrées donne aux terrains et aux propriétés et les exemples, s'il fallait en donner à la Chambre, seraient d'une abondance des plus éloquentes.

Depuis 1860, je vois l'établissement des voies ferrées sur la rive sud. J'ai pu constater les bons résultats qu'elles donnent. Il est à espérer que le ministère continuera là-dessus la politique suivie par ses prédécesseurs.

La propriété y a gagné et, pour exemple, je citerai le fait que, dans ma localité, des terres qui se vendaient pour payer \$2 de taxes se vendent aujourd'hui cinq à six cents piastres.

On nous soumettra aussi l'examen des comptes publics. Nous connaissons trop l'importance d'une pareille tâche pour n'y pas prêter l'attention la plus consciencieuse. Je profite de l'occasion pour féliciter, avec la Chambre, l'honorable M. Robertson de l'heureux succès de sa mission en Angleterre; c'a été un résultat digne de son talent et de son labeur.

Si l'on prouve par l'enquête qu'il y a eu dilapidation du trésor public, la justice aura son cours.

Nous devons aussi nous réjouir du retour au milieu de nous de nos chers compatriotes, et nous avons encore raison de nous féliciter des mesures tout à fait heureuses présentées par le gouvernement pour leur établissement dans notre province.

Espérons, Monsieur l'Orateur, qu'avec l'assistance de la Divine Providence le bonheur de la province, le bien-être du peuple et l'honneur des citoyens seront sauvegardés. Puisse-nous marcher de plus en plus dans la voie du progrès.

Je propose donc (appuyé par le député de Huntingdon M. A. Cameron):

1. Que soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session, de la confiance qu'il exprime dans notre concours et de plus pour assurer Son Excellence :

2. Que nous remercions Son Excellence de l'information qu'elle nous a donnée sur le changement ministériel qui a eu lieu depuis la dernière session.

3. Que nous concourons dans l'opinion de Son Excellence qu'une enquête devrait être faite, dans l'intérêt public, sur l'échange d'une propriété du gouvernement, près de Montréal.

4. Que nous apprenons avec satisfaction

qu'un projet de loi sévère contre la corruption et les menées électorales sera soumis à notre considération.

5. Que nous voyons avec plaisir que la politique libérale adoptée à l'égard des chemins de fer a produit des résultats encourageants, et que c'est l'intention du gouvernement de continuer cette politique en autant que les finances de la province et les règles de la prudence le permettront.

6. Que nous apporterons toute notre attention à l'examen des comptes publics et aux subsides qui nous seront demandés.

7. Que nous apprenons avec plaisir que, malgré l'augmentation des dépenses nécessitée par les besoins publics, l'état des finances accuse un surplus à ajouter à celui de l'an dernier.

8. Que nous sommes heureux d'apprendre la réussite de la mission en Angleterre de l'honorable trésorier de la province, et que le résultat de cette mission nous sera communiqué en temps convenable.

9. Que le retour d'un grand nombre de nos compatriotes, et le désir d'un nombre plus grand encore de suivre leur exemple, sera certainement pour nous un sujet de réjouissance, et que nous assurons Son Excellence que les mesures qui nous seront proposées pour seconder ce repatriement, ainsi que pour favoriser toute immigration saine qui nous viendra d'Europe, recevront toute notre attention.

10. Que, comptant sur notre loyauté à notre Gracieuse Souveraine et sur l'amour de notre pays, nous avons toute confiance qu'avec l'aide de la Divine Providence nos travaux procureront à cette province un accroissement de bonheur et de prospérité.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Seconded the address. The speech from the Throne is so reasonable in its demands, so liberal in its policy and so desirable in its consequences that I have much pleasure in supporting it. The propriety of appointing a committee to enquire into the Tanneries Land Exchange matter, few, I presume, should question, not that I would prejudge the case, or pronounce those gentlemen who were the principal actors in that exchange guilty, for there is a principle which exists under our constitution, a salutary principle which every man may claim as his prerogative, namely, that no man is condemned until he is found guilty, and I should be sorry to deny even four Members of the Quebec Government its legal application. But, while I am willing to concede this, it is well that they and even Ministers of the Crown should realize that their positions, that their portfolios will not shield them from any suspicion, and when any suspicion attaches to their transactions, it is well that they should realize that they are subject to the same jurisdiction to which ordinary mortals are subject, and under which ordinary society is governed.

Then in the interests of society, in the interests of justice, it is expedient that an enquiry should be instituted. That a new election law, stringent in its enactments yet liberal in its provisions, having for its subject the overthrow of bribery and corrupt practices at elections, no one will have the courage to deny is desirable. Who that has read the evidence adduced in our law courts for the past three months, but must acknowledge that bribery and corruption have been the rule, and purity and honest voting the exception; and if the Government can submit a law, which will meet the circumstances of the case, and if this House is only prepared to pass such a law, it will be doing a great deal indeed to elevate the moral sentiment of the community. The promise in the Address to continue the liberal railway policy of the late Government, which so justly characterized that Government, should be received with satisfaction, because it is imperative for the development of the country that a wise and liberal system of railway enterprise should be obtained.

The progress of the country is wrapped up to a large extent in the railway policy, and I expect that the promise to continue the aid extended by the late Government in this direction should be hailed with satisfaction. Closely allied to this scheme of railway extension is the encouragement immigration should receive and how our Crown lands should be offered to settlers. Nothing conduces more to prosperity or the advancement of a country than a vigorous influx of hardy settlers to our shores. Our American cousins, taking advantage of this, have offered inducements that we might well imitate. Thousands of acres of our Crown lands, now inhabited only by the wild beasts of the forest, could and ought to be offered on such terms and conditions that ere long they would become the houses of a happy and prosperous people. The promise by the Government to give this matter their serious attention demands our concurrence.

The successful mission of the Honourable the Treasurer of the Province to England, should be a source of satisfaction, if not of laudable pride to every man in the province; few indeed believed he would have been so successful. It demonstrates clearly the solvency of the country when keen, shrewd British capitalists are willing to invest their money in our bonds. It ought to be a source of satisfaction, because it will enable the Government to engage in measures that will have for their object the advancement of the best interests of the country and the comfort of its inhabitants. And now, while I reserve to myself the right of reviewing these subjects in detail, in the character of an independent Member of this House, the ticket of my election is—I am pledged to no person or party, pledging myself to support useful measures no matter from what source they may

emanate, I nevertheless feel that the Government should have a fair trial and that they should be judged by their measures, and feel myself complimented in having the opportunity of seconding the motion so respectfully submitted and so ably advocated by the gentleman who preceded me.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne parlerai pas sur l'adresse avant que copie imprimée du discours du trône ne soit remise à chacun des députés. C'est un retard dont la Chambre a le droit de s'étonner.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): La distribution de ces copies a été faite.

Sinon, c'est la faute du greffier à qui on en avait confié la distribution.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je réitère ma plainte et la crois fondée. La Chambre a le droit d'exiger des copies de l'adresse. Il y a des formalités qu'il faut respecter; comment voulez-vous, par exemple, que je félicite Son Excellence d'avoir reçu avec plaisir la résignation de ses ministres?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je prétends que les copies imprimées du discours du trône ont été distribuées.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Non! Non! Nous ne les avons pas.

PLUSIEURS DEPUTES: Nous ne les avons pas, nous ne les avons pas!

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Les résolutions sont imprimées et seront distribuées.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je comprends le mécontentement du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), car les successeurs de l'ancien ministère ont été choisis dans la majorité conservatrice. Heureusement, l'administration publique reste entre les mains du parti conservateur qui depuis si longtemps dirige les destinées du pays.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable député montre beaucoup de résignation à sa résignation.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je suis plus résigné à ma résignation que l'honorable député n'est résigné à attendre.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je ne sais comment expliquer comment les sentiments de l'autre côté de la Chambre ont si brusquement changé. Autrefois, ce n'était que récrimination dans ce parti; aujourd'hui, on y entend des

conseils de prudence : vraiment on serait porté à croire que les messieurs de la gauche se disposent, comme s'ils étaient déjà au pouvoir, à prendre chaque mesure en sérieuse considération.

Pour entrer en matière au sujet de l'adresse, j'avoue que j'ai lieu de n'être pas satisfait de la conduite de l'ex-ministère à mon égard.

Je suis représentant du comté dans lequel se trouve situé l'immeuble en question et, malgré cela, je n'ai appris que par les journaux la nouvelle que le cabinet Ouimet venait de faire un échange aux Tanneries. J'avoue, sans vouloir priser à une trop grande valeur mes conseils et mes avis, que j'aurais pu être consulté à ce sujet.

Malgré les principes émis par certains députés de la gauche, on a bien fait de choisir un ministère conservateur, et cela en dépit de l'influence qui prédomine à Ottawa et qui ne rencontrera pas ici, je l'espère, les services d'une succursale.

J'ai en ma possession des lettres de l'ancienne administration Chauveau, j'ai vu le plan des écoles normales qu'on avait dessein de construire au terrain des Tanneries, et j'espérais que le cabinet Ouimet suivrait l'exemple de son aîné lorsque j'appris que, par une résignation malheureuse, le ministère Ouimet venait d'échanger le terrain des Tanneries pour un autre terrain ne valant pas le quart de sa valeur. J'ai été d'opinion que la province avait subi une perte considérable dans cette affaire.

J'espère que l'honorable procureur général, s'il y a lieu, prendra les moyens de faire rentrer dans le domaine public un terrain qui nous a fait perdre \$106,000. J'avais une position à prendre et j'en ai informé l'honorable ex-premier ministre, et je regrette de dire qu'il y a eu faute quelque part, et que l'ex-gouvernement n'y est pas tout à fait étranger, et toutefois je ne sais pas s'il y a eu malhonnêteté ou maladresse.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Les choses vont lentement: ou c'est presque aussi trafnard à distribuer les copies du discours du trône que lent à trouver un moteur et un second de l'adresse.

Le malheur a l'air de vouloir poursuivre certains ministres; on les a vus pendant longtemps se chercher des collègues, et c'est après bien des angoisses qu'on a pu les trouver.

Le malheur frappe à gauche et à droite, le cabinet Ouimet tombe, et l'on a attendu presque un siècle avant d'avoir la nouvelle que le cabinet de Boucherville était formé. Depuis la session dernière, un cabinet jouissait lors de la dernière session d'une majorité et d'une popularité qu'on aurait pu croire inébranlable, mais qui s'est écroulé sous la vindicte de l'opinion publique. On ne prévoyait point une aussi prompte et subite culbute, et causée par ses amis mêmes.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Ecoutez, écoutez, ses propres amis.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Oui, j'ai bien dit vos amis.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Sheffield): Un service en attire un autre.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Vers le commencement de juin dernier, l'ex-premier ministre fut informé qu'il aurait une bonne affaire à exécuter; il voulait troquer le terrain que le gouvernement possédait aux Tanneries, pour un terrain d'une étendue de 40 arpents. L'honorable M. Ouimet visite le terrain en question, il trouve tout beau. Il revient à Québec, réunit ses collègues, les convainc et, sur le rapport favorable de l'ex-premier ministre, on se décide à passer l'ordre en conseil. On se hâte tellement que l'on n'observe pas les règles les plus ordinaires. Une fois l'ordre en conseil passé, on s'aperçoit que M. Middlemiss n'est pas propriétaire du terrain que l'on veut échanger. Aussitôt, mille transactions de Leduc à Rice, de Rice à Middlemiss, de Middlemiss avec le gouvernement. Une indiscretion vient tout à coup déchirer le voile sous lequel on cachait toute la manoeuvre, et l'affaire fut déclarée un job monstrueux. Le procureur général, qui ne connaissait que l'ordre en conseil, ne croyait pas qu'il y eût transaction. Aussitôt la chose connue, l'honorable M. Irvine résigne, l'honorable commissaire des Terres résigne, l'honorable M. Ross résigne et le cabinet mutilé, dissous, s'écroule sous les coups de l'indignation publique. La transaction est tellement mauvaise que personne n'en veut garder la responsabilité, c'est pour la province une perte de \$300,000. Il était difficile, après l'abandon de ses propres amis, le mépris public et le témoignage écrasant des journaux favorables à son parti (M. Bachand cite la Gazette et le Mail), à ce pauvre cabinet Ouimet de vivre un jour. La position n'était pas souriante à ses successeurs et Dieu sait quel temps on a mis à former le cabinet Boucherville.

M. Ouimet se voyant abandonné des membres les plus importants de son cabinet persiste à braver l'orage; ce n'est qu'au dernier moment, lorsqu'il est resté presque seul, qu'il se décide à résigner.

Il avait voulu attendre l'arrivée de M. Robertson, d'Angleterre. Je ne sais pas si M. Ouimet a pris comme un compliment le mot fourberie tombé des lèvres de M. LaRocque en parlant de cette transaction.

La conduite de M. Robertson présente une singulière anomalie. En effet, après avoir résigné pour rester les mains nettes, si l'on en croit un journal, il aurait dit dans un discours prononcé à Sherbrooke qu'il était prêt à former partie d'une administration dont M. Ouimet serait le chef.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): The reports which had appeared in the press of Honourable Mr. Robertson's speech were incorrect, as had been before observed. The

Treasurer had made the proviso, if the matter were thoroughly investigated.

M. G. IRVINE (Mégantic): Said he was bound to say that Mr. Robertson had not been fairly or fully reported.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said his friend, the Attorney-General, was quite correct in his remark. He was sorry that his original statement had not been thoroughly caught, and that he had been misrepresented. What he had said was this, that after making personal enquiry into the facts, he had met with the Premier, and offered, in the event of his reconstructing the Cabinet, to accord him his assistance, as a private Member of the House, provided an enquiry into the Land Swap were instituted, and that that enquiry proved the transaction fair and square. Upon this point he disagreed with his late colleagues, and had resigned. Upon the issue of the enquiry depended his assistance to the Government, should Mr. Ouimet have decided upon a reconstruction, and upon that point he had reserved all freedom of action.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Asked if he had spoken to the Premier thus, before or after his resignation.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said both before and after: his own impression was that the transaction was wrong. Still he might have been mistaken, as he had been more than once before, as every man had. He would condemn no one unheard, and after the investigation had been concluded he could be in a position to express a formal judgment.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Il est inutile de discuter ce qui a déjà été tacitement admis.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Je disais donc que les ministres qui persistaient à ne pas résigner auraient dû le faire en voyant ce que disaient les journaux conservateurs. Enfin, M. de Boucherville fut appelé. On pensait que la barque, qui venait d'être brisée, pouvait être réparée et remise à flot. Si l'on en croit M. Malhiot, le gouvernement actuel a été formé pour faire une enquête et pour passer une loi électorale. Cela ne suffit pas.

Le Cabinet demande une enquête. Une enquête satisfera-t-elle le public? Non. Un acte de la plus mauvaise administration a été fait; il faut de suite prendre des procédés et l'opinion publique ne sera satisfaite que si le terrain, objet de la transaction, rentre dans le domaine public. Ce n'est pas à la Chambre à faire l'enquête, c'est aux ministres à la poursuivre. Qu'ils accomplissent leur tâche sans qu'on le leur dise.

L'ancien gouvernement est tombé parce qu'il

avait fait subir une perte à la province. Eh bien, il incombe à l'administration actuelle non seulement de faire une enquête, mais encore de prendre les procédures nécessaires pour faire restituer cette propriété à la province. C'est là l'opinion de la Gazette de Montréal que l'on n'accusera pas de partialité envers le gouvernement.

Autrefois, le roi seul avait le privilège d'aliéner le domaine public, mais cette prérogative n'existe plus, nous avons une loi qui autorise le gouvernement à vendre les terres publiques; mais je nie au gouvernement le droit de pouvoir échanger une propriété appartenant à un particulier.

Dans 32 Vic. ch. 11, on mentionne les cas où le gouverneur peut faire des dons, mais on ne mentionne pas qu'il puisse se faire des échanges. Todd dit formellement qu'un échange de propriété ne peut pas avoir lieu entre un particulier et le gouvernement. Il est donc du devoir du gouvernement de faire annuler cet échange sans délai avant qu'il surgisse de nouvelles complications. Je nie au gouvernement le droit de pouvoir échanger des propriétés avec des particuliers; on ne peut changer de propriété que dans les limites désignées dans l'acte 32 Victoria, ch. 11.

Le Parlement a le droit de recouvrer cette propriété. Quels procédés prendre? Mille.

En Angleterre, on s'est servi du *scire facias* pour faire révoquer les octrois de la couronne chaque fois qu'une injustice avait été commise.

A l'appui de cet argument, je citerai Chitney et Brown qui mentionnent eux aussi ce moyen. Nous trouvons dans nos statuts une loi qui permet à la cour Supérieure le droit de révoquer les lettres patentes; on le voit donc notre droit comme les autorités que j'ai citées fournissent des moyens de faire annuler cette transaction, mais il y a encore un autre moyen c'est que le commissaire des Terres n'avait pas le droit de faire cette transaction; ce qui le prouve, c'est que l'ordre en conseil a été passé le 27 juin et que l'échange a eu lieu le premier juillet et, enfin, que cet ordre en conseil n'a été sanctionné que le 10 juillet. La province a perdu \$30,000. Eh bien, il y a des raisons pour croire qu'il y a erreur quelque part; les ministres savent que la transaction est fautive, que cet ordre en conseil a été sanctionné, et la transaction a été faite avec des conditions nulles. Le mandataire avait outrepassé son mandat.

Ainsi, lors de la transaction, l'ordre en conseil n'était pas parfait et, partant, le commissaire n'avait pas le droit de transiger.

Il y a trois mois que la transaction a eu lieu et l'on n'a pas encore pris les procédures nécessaires pour faire annuler l'échange, cela a lieu de nous faire craindre et de nous faire croire que le gouvernement se bornera uniquement à faire une enquête.

Je me joindrai à toute tentative ayant pour but d'amener une solution de cette malheureuse affaire des Tanneries.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said every Member of the House would unanimously accept the propositions of the Speech from the Throne concerning the railway policy. The Opposition would be far from throwing any obstacle in the way of an election law, for the measure was practically their own. They had urged electoral reform year after year, and for the Government to claim credit for the introduction of a measure of this nature was like the brag of the fellow who had stolen the clothes of a swimmer, about being well-dressed. (Laughter) There was another part of the Speech to which more prominent notice had to be given, and upon this point he would speak as a Conservative. There is among them a gentleman, a prominent and trusted Member of the Conservative party, who had, for the conservation of his own honour, been obliged to resign his seat in the late Conservative Cabinet, vilified and abused in the most scandalous language and ruffianly terms by the supporters, too, of the Government, who dared upbraid him with having dishonored himself. For himself and the section of the House to which he appartained, he repudiated the abuse and the vilification. He had supported that gentleman (Mr. Irvine) throughout, and his action so won his approval that he still commanded his support. His public career was beyond reproach, and whatever of dishonor there was to be spoken of in the Government, nobody could not appreciate a nobleness of mind which dictated the sacrifice of position, when the slightest suspicion of wrongdoing became manifest.

Now, with relation to the Tanneries Land swap, the Member for Two Mountains (Mr. Ouimet) endorses the whole transaction, and defends it as a laudable public act. The late Solicitor General has expressed as his opinion that it is but a departmental fault which should be regulated departmentally, and not a ministerial lapse involving confidence in the Government. These were singular ideas which constituted the difference between the late Government and the public. But it was the late Treasurer who was the problem in the dispute. It was impossible to extract from him any concession of belief in the guilt of the late Government, any confession of wrongdoing. He was astonished at the course the Honourable gentleman was pursuing. He had not said that he believed that wrong had been done by his colleagues of the old Government; yet he was sitting in the new, which was asking for the constitution of a tribunal to judge his predecessors for ministerial acts. He was the connecting link between the old Government and the new, and he had told the ex-Premier, in spite of his resignation, that he was ready to go on with him.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Explained that he had not stated his readiness to assist Honourable Mr. Ouimet in

reconstructing the Cabinet, but had offered his support as a private Member of the House, provided a thorough investigation were instituted and a satisfactory issue reached.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that in one case the Honourable Treasurer would have been drawing a salary, and in the other not. He reviewed the position taken by the Ministers, and said that the fact of there being mixed up in this matter parties connected with the Pacific scandal had caused many others to withhold their support from the Government. Four Ministers had withdrawn from the late Government, and not one of the three that were forced to go out dared say that the loss sustained by the country was less than \$100,000. The Treasurer could not defend the incurring of this loss. Yet it was known that under ordinary circumstances the expenditure of a single dollar without Parliamentary sanction was illegal, and the liability was assumed in defiance of accustomed practice, and in abandonment of principle. If the bargain were honest and fair and square, the Government had nothing to fear, no reason to deceive a colleague and hide important facts from his knowledge.

Deception had been practised, and therefore it was plain that the late Government knew the bargain that they were making was not such a one as would bear the light of day. Why had not the present Government taken action to upset the transaction? That was what the country demanded an answer to. The reason was that they would have to allege fraud. He could easily understand the delicacy of the case, and the difficulty of adopting the inevitable course, but the path of duty was clear, and the Ministry should have acted upon it, instead of by inaction virtually endorsing the acts of their predecessors. He referred to the profession of self-styled independent Members, and said they were unnecessary. It was Government and not Parliament who held out temptations. Everybody recollected the story of the American politician who said he did not care a snap for men who voted with him when he was right; it was when he was wrong that he wanted votes. Every Member of the House was in charge of a sacred trust to see that no wrong was done the public, and that wrong having been done, it should be speedily righted. This had not been done by the Government, they had failed in their duty, and on this account he considered the Ministry unworthy of the confidence of the House.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): En proposant d'ajourner le débat sur la grave et importante question qui occupe l'attention de cette honorable Chambre, en reculant devant la discussion, l'Opposition a montré quelle la craignait; le succès qu'a obtenu l'honorable M. de Boucherville dans la forma-

tion de son ministère l'a sans doute rendue nerveuse. Je veux maintenant répondre aux arguments de l'honorable député de Saint-Hyacinthe. Les causes qui peuvent faire annuler les contrats sont l'erreur, la fraude, la violence et la lésion.

Dans notre droit, les contrats ne peuvent être résiliés entre majeurs dans le cas de lésion et, à coup sûr, l'ancien gouvernement était majeur. (Rires).

De ce que l'Opposition a essayé de démontrer que la province a perdu dans la transaction dont il s'agit, il ne s'ensuit pas qu'il y a nécessairement fraude; le nouveau gouvernement ne connaît officiellement ou constitutionnellement les motifs qui ont décidé les anciens ministres à résigner que depuis hier quand ces messieurs ont fait leurs déclarations avec la permission que leur a donnée Son Excellence le lieutenant-gouverneur de révéler ce qui, jusque-là, était secret d'Etat. D'un côté, ces explications vont à établir que la transaction a été bonne, de l'autre, qu'elle a été désavantageuse. L'Opposition a prétendu que la province avait perdu une somme d'argent considérable; que les anciens ministres s'étaient rendus coupables de fraude. L'enquête prouvera ce qui en est. Je dis donc tout simplement qu'il est de notre devoir, à nous qui avons succédé aux ministres qui ont résigné, qu'il est de notre devoir de faire l'enquête, et cette enquête se fera devant le tribunal le plus élevé du pays: la Chambre. Quand cette enquête aura dévoilé les faits que nous devons nécessairement connaître avant d'agir, si elle établit qu'il y a eu fraude dans la transaction dont il s'agit, nous prendrons sans délai la procédure nécessaire pour la faire annuler. Ainsi, aussitôt que l'enquête aura révélé toutes les circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi la transaction, il sera du devoir du gouvernement d'adopter les procédures qui auront pour résultat de la faire annuler, si l'enquête démontre qu'il y a eu fraude. L'Opposition prétend que le nouveau gouvernement aurait dû, aussitôt qu'il est arrivé au pouvoir, attaquer le contrat devant les tribunaux. Mais si nous avons adopté cette ligne de conduite, l'Opposition ne manquerait pas aujourd'hui de nous reprocher d'avoir enlevé à la Chambre une affaire dont elle avait le droit de s'occuper elle-même. Si, par exemple, nous avions demandé la formation d'une commission royale, à coup sûr aujourd'hui, l'Opposition nous accuserait d'avoir voulu usurper les droits de la Chambre. D'un autre côté, si le nouveau gouvernement avait, dès qu'il est arrivé à la tête des affaires, institué des procédures sans connaître suffisamment et à fond les faits et les circonstances de l'affaire, il se serait exposé à faire, d'un procès qui peut être bon, un procès téméraire, et l'Opposition nous reprocherait maintenant d'en avoir agi ainsi.

Laissons faire l'enquête et, ensuite, nous verrons ce que nous aurons à faire.

M. Bellingham a voulu se contenter de

critiquer la définition d'un député indépendant, donnée par M. Cameron. Cette définition est parfaitement exacte suivant moi.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Demande si M. Bellingham a prétendu qu'il n'était pas un député indépendant. (Rires.)

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Non! Non!

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): M. Bellingham voulut jeter du discrédit sur le gouvernement actuel parce que M. Robertson en forme partie. Cependant on a vu dans les journaux une lettre de M. Bellingham, dans laquelle il disait qu'on avait parlé de lui comme devant former partie du nouveau ministère, il ne s'est pas récrié, il a seulement dit qu'il aurait consulté ses électeurs avant d'accepter. En réponse à M. Bellingham, je dois dire que c'est l'intention du gouvernement de présenter durant cette session une loi sur les élections. On a, je crois, un peu prématurément accusé les nouveaux ministres d'avoir enlevé cette loi électorale à l'Opposition. J'ai écouté avec soin tous les projets de loi qui ont été présentés sur ce sujet, et je puis dire que celle du gouvernement n'est pas la même. Elle est calculée pour faire disparaître la corruption et les menées corruptrices dans les élections, et elle aura pour résultat de mettre l'électeur à l'abri de toute influence extérieure et de rendre son vote libre et indépendant.

En terminant, je dois dire que si le gouvernement constate, d'après les faits, que le contrat est annulable, il le fera annuler.

M. A. CAMERON (Huntingdon): J'ai déjà, avec beaucoup de plaisir, appuyé l'adresse en réponse au discours du Trône; je ne veux maintenant que dire quelques mots. Je suis un député indépendant dans cette honorable Chambre, et c'est pour cela que je donnerai mon appui à la nouvelle administration, dans laquelle je vois des hommes que je me plais à reconnaître comme intègres, honnêtes et d'une grande habileté. Cette administration a succédé à celle qui vient de tomber; pourquoi serait-elle condamnée parce que l'autre qui l'a précédée est coupable ainsi que le dit la rumeur publique?

La proposition que fait le nouveau gouvernement en demandant une enquête à cette Chambre sur l'affaire des Tanneries est la plus franche possible. L'Opposition dit qu'il aurait dû faire l'enquête de suite; mais comment pouvait-il s'adresser immédiatement à la Cour avant d'avoir les données nécessaires et qui l'aurait justifié d'adopter cette ligne de conduite. Je crois donc que le nouveau gouvernement a agi sagement et pour ma part, je lui donne mon appui. Dans le scandale du Pacifique, le parti libéral a demandé à grands cris que l'enquête

fût faite devant la Chambre, et aujourd'hui, il veut que le gouvernement s'adresse de suite aux cours de justice.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Je déclare que je suis un député indépendant. Et cette indépendance est meilleure que celle d'un député qui parle de vote invariablement contre le gouvernement.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Les explications données par l'honorable solliciteur général sont loin de m'avoir convaincu, et je suis d'opinion que comme aviseur de la Couronne, il avait dû connaître les circonstances de la transaction des Tanneries avant le jour où les ex-ministres ont fait leurs déclarations. Le nouveau gouvernement aurait dû de suite s'enquérir des faits qui ont amené la chute de celui qui l'avait précédé.

Ce dernier a commis un acte sur lequel toute la province n'a qu'une opinion. Les anciens ministres sont venus devant la Chambre donner des explications qui n'avaient d'autre but que de les disculper personnellement; mais pas un n'a eu le courage de défendre la transaction elle-même; tout ce qu'ils ont su dire, c'est que c'était une affaire malheureuse. Tous les hommes d'affaires l'ont condamnée, et l'opinion publique a été unanime à dire que la province avait par elle perdu des sommes d'argent considérables avec lesquelles on aurait pu construire bien des chemins de fer. Nous avons maintenant le député de Mégantic, dont l'intérêt était de rester dans le cabinet, de ne pas abandonner une position à la fois honorable et lucrative et qui, après avoir visité les lieux, a cru devoir en sortir parce qu'il considérait le marché comme ne pouvant être défendu. Nous avons aussi deux autres membres de l'ancien ministère qui viennent nous dire que l'action devait être portée devant les tribunaux criminels. Quant à l'honorable trésorier, il a commencé par déclarer qu'il ne voulait pas rester dans l'ancien ministère, et il a fini par accepter une position dans le nouveau avant que l'enquête eût lieu. C'est que l'honorable monsieur ne voulait pas, pour aucune raison, se séparer du coffre public dont il garde les deniers avec la fidélité d'un cerbère. Il lui en coûtait de s'éloigner de ces chers deniers avec lesquels il avait vécu depuis plusieurs années dans une si touchante intimité. Il voulait continuer de donner aux deniers de la province ce soin tout paternel avec lequel il les avait toujours traités depuis qu'il avait eu le bonheur de les approcher. C'était trop dur pour lui de se séparer de son cher département. Si la propriété en question avait été vendue comme elle devait l'être, quelles immenses sommes elle aurait rapportées au trésor. Quand le nouveau ministère a connu l'opinion publique, son devoir était tout tracé; ce n'était pas d'attendre les explications de l'ancien ministère, c'était de s'enquérir de suite si la transaction était légale. Si l'enquête avait établi l'innocence des ministres, tant

mieux, sinon le pays aurait dû le savoir et la transaction annulée. Il n'échappe pas à cette Chambre que certaines personnes ont intérêt à ce que l'enquête n'ait pas lieu, et que si elle était empêchée, elles y gagneraient. Dans cette enquête, on établira peut-être que les anciens ministres ont été... (je ne dis pas le mot) par celui avec lequel ils transigeaient. Elle établira aussi, je l'espère, leur innocence, mais il en sortira, j'en suis sûr, qu'ils ont fait une mauvaise affaire. Ce que la Chambre doit craindre et que l'opinion publique craint, c'est que si l'on retarde l'enquête, l'on a peur qu'il en sorte des révélations qui ne seront pas à l'avantage de certaines gens. Donc je dis que si l'acte en question devait être annulé, le gouvernement devait voir à ce qu'il le fût avant ce jour, et il fallait sur l'affaire des Tanneries une autre politique que celle de l'ancien gouvernement, et non pas continuer la même, car ce n'est pas pour cela que le ministère a été changé.

L'honorable trésorier a dit qu'il ne voulait pas entrer dans le nouveau gouvernement sans avoir les mains nettes, et peut-être que s'il avait été dans tous les détails de l'affaire, il n'aurait pas eu longtemps les mains nettes, puisque dans son opinion la transaction était sale. On ne peut accepter ni les explications du nouveau ministère, ni celles de l'ancien, et pour ma part je ne les accepte pas. En ne faisant pas l'enquête de suite, le nouveau gouvernement a manqué à son devoir et je ne le considère pas digne de recevoir l'appui de cette Chambre. Ce qu'il aurait dû nous dire, ce n'est pas que l'enquête aura lieu, mais qu'il n'était pas besoin de la faire de suite après la transaction. Et, s'il faut en juger par le discours du Trône, le nouveau gouvernement n'a pas été accablé de besogne. La loi d'élection dont il nous parle n'est pas une conception nouvelle; ce sera probablement semblable à la loi électorale de l'Ontario ou la loi fédérale. A part de cela, je ne trouve rien dans le discours du trône. On a suivi, sur la question des chemins de fer, l'ancienne politique du gouvernement qui est tombé et aussi, je dois le dire, la même politique que lui sur l'affaire des Tanneries. Je respecte les hommes du nouveau gouvernement; ce sont des hommes honnêtes; mais, héritiers d'une position fautive, ils n'ont pas su lui donner une ligne droite. Je suis conservateur, mais je ne puis supporter des hommes qui font des actes ruineux pour le pays. Le parti que je supporterai sera celui qui travaillera pour l'intérêt public.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Ce n'est pas, selon moi, le temps pour la Chambre de s'occuper des accusations que l'on porte contre l'ancien ministère, car elle n'a qu'à considérer ce qui est dit dans le discours du Trône. Je ne suis pas en état de me prononcer sur l'affaire des Tanneries; car je ne veux donner un vote que lorsque je la connaîtrai, et je ne la connaîtrai que par l'enquête. Je veux donner un

vote indépendant. Si la transaction est prouvée malheureuse, je veux la déclarer telle par mon vote; si elle est malhonnête, je la déclarerai malhonnête. L'ancien ministère a au moins autant droit que la première personne accusée venue et qu'on regarde comme innocente tant qu'elle n'est pas trouvée coupable.

L'affaire des Tanneries est, je l'admets, une affaire malheureuse; mais le député de Saint-Maurice a eu tort de dire qu'elle avait été condamnée par tous les hommes d'affaires, car des hommes d'affaires m'ont dit à moi-même que la terre du gouvernement ne valait pas celle de Leduc. Qui nous dit que devant un comité d'enquête, ces mêmes hommes ne diront pas la même chose? En justice, il ne faut donc pas se prononcer avant l'enquête. Et même en supposant que la transaction est malhonnête, est-il juste d'en rendre responsable le nouveau gouvernement, qui est composé d'hommes honnêtes et qui sont arrivés par leurs talents à la tête de leurs professions? On lui reproche d'avoir trop tardé à s'enquérir des faits de la cause. Je dis qu'avant de prendre une action devant les tribunaux, il fallait qu'il y ait droit d'action et le nouveau gouvernement ne savait pas s'il avait ce droit. Pour ma part, comme avocat, je ne l'aurais pas fait.

M. Gérin a dit que la transaction était malhonnête ou maladroite et que dans l'un ou l'autre cas le gouvernement devait faire annuler le contrat. C'est là une hérésie légale. Avant d'intenter une action, il faut d'abord constater s'il y a véritablement un droit d'action. Eh bien! nous pourrions le constater après une enquête sur ces faits.

Je prétends que si le procureur général était convaincu qu'il y avait eu fraude, il aurait dû faire saisir avant jugement la somme qui a été payée.

M. G. IRVINE (Mégantic): Je ne pouvais prendre des procédures, attendu que le premier ministre avait approuvé le marché et qu'il s'en était constitué le défenseur.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Je ne blâme pas M. Irvine, mais je dis que si l'on fait un reproche de ce que l'on retarde à prendre des procédures, ce reproche retombe sur le procureur général. Il me semble que le procureur général, pour les affaires de son ressort, pouvait prendre des procédures sans avoir consulté son chef. Aussi le procureur général n'a pas besoin d'un ordre en conseil pour intenter une poursuite criminelle, le procureur général agit au nom de Sa Majesté, et peut, lorsqu'il y a urgence, prendre des procédés sans avoir consulté son chef. En un mot, si la transaction pouvait être annulée un mois plus tôt, elle pourra aussi bien l'être un mois ou deux plus tard. Je dis donc que s'il n'y a que ce reproche à faire au gouvernement, on peut lui voter confiance sans aucune crainte.

DES VOIX: Ajournement!

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Il m'en coûte d'émettre des opinions sur cette grande question des Tanneries; on m'a accusé d'ambition mais ma vie politique est là pour prouver le contraire. Je suis, grâce à ma position, indépendant de n'importe quel parti. J'ai dit que l'ex-gouvernement ne méritait pas la confiance publique et je le répète encore ce soir. Ai-je besoin d'une enquête pour savoir si celui qui signait le contrat des Tanneries avait ce droit-là? Non, je ne le pense pas puisqu'il y a des officiers en loi dans le gouvernement et c'est pour s'en servir; l'on aurait dû soumettre ce contrat à ces officiers avant de le signer. Non, je n'ai pas besoin d'enquête pour dire que l'ex-gouvernement a violé la constitution et mérité la condamnation. Je le condamne parce qu'il a violé la constitution dans les circonstances actuelles; je vois plus que des hommes je vois l'intérêt public, le salut du pays; je n'hésite pas à le dire, il y avait dans l'administration qui vient de tomber sous le mépris public des hommes bien moins conservateurs que certains hommes que je vois de l'autre côté de la Chambre. Je blâme l'ancien gouvernement à cause de la promptitude qu'il a mise à faire signer le contrat; pourquoi n'a-t-on pas fait justice à la demande de M. Irvine qui par dépêche demandait d'assembler le conseil avant de signer le contrat? Il n'y a qu'un seul membre de l'ex-gouvernement qui se soit lavé les mains, l'honorable M. Irvine, qui a sans délai dégage sa responsabilité.

Quant à ceux qui ont persisté jusqu'à la fin à résigner, ils sont tous coupables. Je diffère d'opinion d'avec le député de Saint-Hyacinthe et je blâmerais le gouvernement d'avoir intenté une action, car c'eût été une conduite insensée que de prendre des procédures sans savoir s'il y avait lieu de le faire.

J'ai dit que j'étais conservateur et comme tel je suis prêt à accorder ma confiance au ministère actuel à la condition qu'il ne suive pas la conduite de son prédécesseur.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Je crois que quand même qu'une action aurait dû coûter quelque chose à la province, ç'aurait été une satisfaction pour le public et il me semble qu'on aurait dû le faire.

La transaction des Tanneries est une affaire des plus malheureuses et qui n'est pas à l'abri de tout doute sous le rapport de l'honnêteté. La propriété donnée en échange est d'une valeur immensément plus considérable que celle reçue. Je m'occupe depuis bien des années de spéculation sur la propriété à Montréal, et je suis en état de le dire. On n'a pas pris la peine, quand on a fait la transaction, de consulter ni moi, ni les autres représentants de Montréal.

Il existe une loi ordonnant la vente à l'enchère des terres de la couronne. Pourquoi n'a-t-on pas suivi cette loi dans le cas actuel? Dans cette transaction, la province de Québec a perdu une forte somme. MM. Workman et Delisle, qui ont des terrains voisins de ce

terrain, les vendent 50 cents du pied. Or en évaluant à 25 cents du pied le terrain du gouvernement, il valait au moins un quart de million.

Eh bien! comme on le sait, ce terrain a été échangé contre la moitié de la ferme Leduc, dont le total est évalué à \$38,000.

Je regrette que pour l'information de cette Chambre et du public, le nouveau gouvernement n'ait pas mis le contrat devant nous. Dans cette transaction, la province de Québec a perdu au moins un quart de million.

Evidemment, l'ex-gouvernement était aveugle lorsqu'il a fait cette transaction qui, si elle n'est pas malhonnête, est certainement malheureuse.

Pourquoi l'ex-premier ministre n'a-t-il pas consulté des hommes d'affaires avant de faire ce contrat?

Pourquoi n'a-t-on pas consulté M. McGauvran, un ami de l'ex-gouvernement? On ne l'a pas fait parce qu'on avait peur de n'être pas approuvé. Voilà deux mois que le nouveau ministère est au pouvoir et il n'a rien fait pour annuler cette vente. Si les anciens ministres ont agi avec imbécillité dans cette affaire, les nouveaux auraient dû de suite prendre des mesures pour la faire annuler, car la transaction est malheureuse et malhonnête. Ce n'est pas que j'en veux aux anciens ministres, car j'ai souscrit au cadeau de noces qui a été fait à l'un d'eux, M. Chapleau. L'honorable trésorier a, lui aussi, eu tort de consentir à entrer dans le ministère que devait former M. Ouimet.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Je n'ai jamais consenti à cela; j'ai dit simplement que je l'aiderais s'il réussissait à former un nouveau ministère.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il est assez étrange que l'honorable trésorier ne peut jamais réussir à avoir ses discours rapportés tels qu'il les prononce.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Je considère donc que le nouveau gouvernement est très blâmable de n'avoir pas de suite pris des mesures pour faire annuler le contrat. Ce matin, je suis allé demander le contrat pour l'examiner; l'on m'a dit qu'il était à Montréal. Je trouve cela fort étrange, l'on aurait dû le soumettre à l'examen de cette Chambre.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Je ne puis donner sur cette grave question mon vote sans dire quelques mots. Je concours dans ce qu'a dit mon collègue, M. David, en ce qui regarde la valeur de ces deux propriétés. Quant au comité d'enquête que veut former le nouveau gouvernement, je n'y ai pas grande confiance. Je trouve que l'ancien gouvernement a fait une transaction qui est très malheureuse, et dans mon opinion, le nouveau aurait dû prendre sans délai des mesures pour le faire annuler.

M. J. W. McGAUVVRAN (Montréal-Ouest): La valeur de la propriété du gouvernement était d'au moins \$250,000. Le nouveau ministère a droit que ses mesures soient discutées. Quant à la transaction des Tanneries, elle est enveloppée de mystère. Je ne veux pas dire aujourd'hui tout ce que je pense sur la question; je me réserve le droit d'en parler plus au long une autre fois.

L'HONORABLE G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), l'ajournement.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Avant que la Chambre s'ajourne, je demande la permission de dire quelques mots. Je suis ici, avec mes collègues, sous le poids d'une grave accusation, et je ne veux pas que l'on nous condamne sans nous entendre. J'ai, autant que le député de Montréal-Est, des témoins à faire entendre qui établiront que la transaction des Tanneries n'est ni malheureuse, ni malhonnête. Je n'ai toujours agi que dans l'intérêt public, et l'enquête le prouvera. Elle prouvera si l'ancien gouvernement a été malhonnête comme on l'en accuse. Je remercie le nouveau gouvernement d'avoir demandé une enquête. Je demande à cette Chambre de l'accorder, car de cette enquête sortiront des faits qui établiront notre innocence. Je la demande pour moi, je la demande pour mes collègues et si elle est accordée, le pays ratifiera la décision de la Chambre. Si on nous la refuse, c'est que l'opposition a peur de nous la donner. Ah! je connais les messieurs de l'Opposition de vieille date. Ils n'aiment pas les enquêtes. La politique du nouveau gouvernement mérite l'appui de cette Chambre.

Quant à moi, j'affirme que je n'ai aucunement profité de la transaction. Mon honorable collègue, le député de Mégantic, n'a pas cru devoir accepter les mêmes vues que moi sur l'affaire des Tanneries; je respecte ses motifs; mais je dois dire que depuis que nous avons eu des rapports ensemble comme membres d'un même gouvernement, j'ai toujours trouvé en lui un ami, et il a été douloureux pour moi de me séparer de celui qui depuis longtemps déjà avait travaillé avec moi pour la chose publique.

M. G. IRVINE (Mégantic): Si j'ai différé d'opinion dans l'affaire des Tanneries avec mon honorable ami, je dois dire que jamais je n'ai eu le moindre doute sur l'honorabilité de son caractère; je n'ai jamais cru qu'il avait agi d'une manière malhonnête. Je regrette, comme lui, que ma résignation ait mis un terme à un commerce d'amitié qui existait depuis tant d'années entre moi et mon honorable ami, le député des Deux-Montagnes.

La proposition est adoptée.

La Chambre s'ajourne à une heure et cinquante.

Séance du 7 décembre 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Mise au point

M. F. DAVID (Montréal-Est): Rectifie une erreur commise par certains journaux en reproduisant ses remarques et commentaires vendredi sur l'affaire des Tanneries. On lui a fait dire que la transaction était malheureuse et malhonnête. Il a dit que la transaction était malheureuse sinon malhonnête.

Documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre: Rapports municipaux de la province de Québec, pour l'année 1873. (Documents de la session, no 6.)

Aussi, statistiques judiciaires de la province de Québec, pour l'année 1873. (Documents de la session, no 7.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table.

Par M. Baby, la pétition de Alexis Buteau et autres, de Saint-Félicien-du-Lac Saint-Jean, comté de Chicoutimi: la pétition du conseil municipal no 2, du comté de Chicoutimi, et la pétition de la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean.

Par M. Alexander, la pétition de la Société d'histoire naturelle de Montréal.

Par M. Sylvestre, la pétition du révérend C.-A. Loranger, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie.

Par M. Irvine la pétition de l'hospice Saint-Julien, Saint-Ferdinand-d'Halifax.

Par M. David, deux pétitions des révérendes soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal, et la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal, et autres.

Par M. LaRocque, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, la pétition de P.-B. Benoit et autres, du comté de Chambly, et la pétition de P. Bétournay et autres, de la municipalité de Saint-Lambert.

Par M. Gérin, la pétition des Soeurs de la Providence de Sainte-Anne-d'Yamachiche.

Par M. Chauveau, la pétition des Soeurs de la Charité de Saint-Germain-de-Rimouski.

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition de dame veuve A. Boulanger.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De The Moderators of the General Assembly of the Canada Presbyterian Church, et autres, de The Board of Managers of the Temporalities Fund of the Presbyterian Church of Canada, in

connection with the Church of Scotland, de the Managers of the Ministers Widows' and Orphans' Fund of the Presbyterian Church of Canada, in connection with the Church of Scotland, demandant respectivement un acte d'incorporation sous le nom de "l'Eglise presbytérienne en Canada" et pour autres fins.

De The General Conference of the Methodist Church of Canada, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Eglise méthodiste du Canada", et pour autres fins.

Des Soeurs de la Charité de Saint-Germain-de-Rimouski, demandant un acte d'incorporation.

De la compagnie du chemin de fer de la vallée des Rivières Missisquoi et Noire, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du révérend L.-A. Bourque et autres, de la paroisse de Saint-Pudentienne-de-Roxton, demandant que la dite paroisse soit érigée en municipalité.

De J. W. Thompson et autres, de la municipalité de Saint-Lambert, comté de Chambly, demandant que la dite municipalité ne soit pas annexée à la municipalité de la paroisse de Longueuil.

De Thomas T. Nesbitt, de la cité de Québec, bachelier en droit, demandant que le barreau de la province de Québec soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De E. W. Sewell et autres, de la cité de Québec, demandant de l'aide pour l'encouragement de la navigation d'hiver sur le fleuve Saint-Laurent.

Des révérendes Soeurs de l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, des Dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, rue Fullum, Montréal, et de la Faculté médicale de l'université de Bishop's College, Montréal, demandant respectivement de l'aide.

Du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile rue Bonaventure, du révérend V. Rousselot, directeur de l'Institution des aveugles, Asile Nazareth, et du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile Nazareth, toutes de Montréal, demandant de l'aide pour lesdites institutions.

Des dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, Montréal, demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Des révérendes soeurs de la Charité de l'Hospice de Sainte-Croix, de Sainte-Marie-de-Monnoir, demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément, comté de Beauharnois, demandant que la subvention accordée à l'Hôpital de Saint-Joseph de Beauharnois, soit continuée et augmentée.

Tenue des terres aux Iles-de-la-Magdeleine

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose qu'il soit

nommé un comité composé de l'honorable M. Fortin, l'honorable M. le procureur général Church, l'honorable M. Irvine, M. Joly, M. Chauveau, M. Roy, M. Beaudesne, M. Mailloux et M. Gendron, pour s'enquérir de la tenure des terres aux Iles-de-la-Magdeleine dans le comté de Gaspé, et pour s'enquérir en outre des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces Isles en ce qui regarde la tenure desdites terres, avec permission d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Navigation d'hiver sur le Saint-Laurent

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Appuyé par le député de Gaspé (l'honorable P. Fortin), propose qu'un comité composé de MM. Bellingham, Hearn, Alexander, Larochelle, David et Joly soit formé pour prendre en considération et résoudre la question de la navigation d'hiver du Saint-Laurent.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit qu'il n'est pas dans la coutume de faire de telles propositions avant que ne soit votée l'adresse.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit qu'il a simplement suivi l'exemple de son ami le député de Gaspé (M. P. Fortin), qui vient de faire adopter une proposition.

L'ORATEUR: Dit que c'est par inadvertance qu'il a laissé passer cette proposition, car la coutume ne le veut pas ainsi.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Demande au gouvernement si la question de la navigation en hiver est de son ressort. Il croit personnellement qu'il s'agit d'un problème qui relève du gouvernement central.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je ne répondrai pas à cette question pour le moment; mais je dirai que cette motion ne peut pas être présentée actuellement parce que c'est contre les règles de la Chambre et les usages parlementaires.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Sait que sa proposition n'est pas régulière à ce moment-ci, mais il l'a présentée devant la Chambre en voyant le représentant de Gaspé apporter une proposition de même nature. Cependant, si sa proposition embarrasse le gouvernement, il n'a aucune objection à la retirer.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Non! Non!

La proposition est simplement remise à plus tard.

Affaire des Tanneries

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répète ce qu'il a dit vendredi au sujet de la publication d'une demande pour ratification du titre de la propriété Middlemiss le 5 septembre et le 31 octobre et est tout étonné de voir que le commissaire des Terres de la Couronne ait cru devoir nier ce fait.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Explained the first appearance of this notification in the Gazette was on the 5th of September last, before the present Government took office. On the 22nd September the Cabinet accepted office. On the 31st October, it appeared for the second time, without their knowledge. Immediately on noticing it, they had telegraphed on the very next morning to the protonotaries at Montreal to ascertain who was making the application and by what authority. The answer received was to the effect that the proceedings had been taken by Mr. St. Pierre, a partner of Honourable Mr. Ouimet, who had been in the habit of acting as the representative of the Attorney-General. Orders were at once sent to St. Pierre to discontinue these proceedings, which he ultimately did; but, to make sure, the Government also took the precaution to stop the further publication of the notification in the Official Gazette. He further added that in the interval he had made inquiries on the subject from, the late Attorney-General, Mr. Irvine, who had told him that he knew nothing about the matter, and, on research in the Department, it was ascertained that no such orders had been issued.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'étais absent au commencement de la séance du 4 décembre, lorsqu'il a été question de la demande des lettres de ratification des titres. Comme cette affaire ne regarde que l'honorable procureur général et moi-même, je demande à la Chambre la permission d'exposer les choses telles qu'elles se sont passées.

La demande de ces lettres de ratification des titres a été faite le 5 septembre, avant la formation du gouvernement actuel. La seconde publication dans la Gazette officielle a eu lieu le 31 octobre; c'était la première publication après la formation du présent ministère. Je constatai le fait le lendemain, 1er novembre, et télégraphiai le soir même à Montréal pour obtenir des renseignements et savoir qui faisait cette demande. Le lendemain matin, je rencontrai l'honorable député de Mégantic et lui demandai si, pendant qu'il était procureur général, on avait donné instruction de publier cette demande de ratification de titres. Il me répondit qu'il n'en connaissait rien et nous allâmes ensemble au bureau du procureur général pour savoir si

quelqu'un avait donné instruction de publier cette demande dans la Gazette officielle. On nous répondit que personne avait donné pareille instruction.

Dans l'intervalle, je reçus une lettre du protonotaire de Montréal, m'informant que ces procédures avaient été commencées le 15 juillet. Je donnai alors instruction à M. Defoy de notifier l'imprimeur de la Reine de ne plus publier cette demande de ratification de titres dans la Gazette Officielle.

Maintenant, j'ai en main une lettre de M. Langlois, l'imprimeur de la Reine, déclarant que cette demande n'a été publiée que deux fois dans la Gazette Officielle: le 5 septembre et le 31 octobre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il n'en est pas moins vrai que j'ai dit la vérité.

M. G. IRVINE (Mégantic): Explained his part in the matter. He had met the Solicitor General, who had shown him the notice, but his reply was that he knew nothing on the subject. As it was made in his name, however, he telegraphed to Montreal and ascertained that it had been made by the same gentleman who had acted for the Attorney General in his time. A research made in the Department showed that no instruction had been issued to that effect. He believed, therefore, that the present Attorney General had acted very properly in ordering its discontinuance. He might nevertheless mention that in one of the deeds between Messrs. Archambault and Middlemiss there was a clause providing that this application should be made, and he presumed it was in accordance with this provision that it was made.

Adresse en réponse au discours du trône

La Chambre reprend les débats.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Suggère que le discours du trône soit pris en considération paragraphe par paragraphe.

Plusieurs députés: Non ! Non ! En bloc !

L'ORATEUR: Est-ce le désir de la Chambre de discuter l'adresse paragraphe par paragraphe ou en bloc ?

Plusieurs députés de la gauche: Par paragraphe.

Quelques députés de la droite: En bloc ! En bloc !

L'ORATEUR: Décide que chaque paragraphe de ladite motion soit séparément mise aux voix.

Et les premier et second paragraphes étant lus sont adoptés.

Et le troisième paragraphe étant de nouveau lu comme suit: "Que nous concourrons dans

l'opinion de Son Excellence qu'une enquête devrait être faite dans l'intérêt public, sur l'échange d'une propriété du gouvernement près de Montréal."

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, avant d'entrer dans le vif de la question, je tiens à rappeler un petit incident de la séance de vendredi. On se rappelle que j'ai demandé que l'adresse fût distribuée aux députés, en anglais et en français, avant d'être soumise à la discussion. L'honorable commissaire des Terres de la couronne m'a reproché de vouloir retarder les débats inutilement. Eh bien ! je puis et je vais lui donner aujourd'hui la preuve que j'avais raison de faire cette demande; j'ai en main un document qui me justifie complètement. Ce document est une copie de l'adresse ne renfermant que sept paragraphes tandis que celle que vous avez, Monsieur l'Orateur, en renferme dix.

Donc, Monsieur l'Orateur, si nous eussions consenti à l'infâme motion de vendredi, si nous eussions laissé passer inaperçu l'acte infâme de substituer un papier à un autre, le gouvernement se trouverait aujourd'hui dans la position la plus ridicule et il serait obligé de proposer lui-même des amendements à l'adresse.

Mon honorable ami admettra-t-il maintenant que je ne voulais pas seulement retarder les débats, mais que je voulais exclusivement contrôler la vérité et l'exactitude des documents qui nous étaient soumis ? Je le prie de remarquer que j'avais de bonnes raisons pour agir ainsi. Si je n'eusse pas demandé ce sursis pour permettre aux honorables députés de prendre connaissance de ces papiers, vous auriez été obligé, Monsieur l'Orateur, de faire ratifier cette erreur dans un document portant votre signature, et l'honorable commissaire des Terres se serait trouvé dans la nécessité de proposer lui-même les amendements à l'adresse, ce que vous auriez été obligé de faire pour la rendre exacte. J'avoue que ç'aurait été quelque chose de nouveau que de voir l'honorable commissaire proposer ces amendements, lui qui n'a jamais pu se décider à proposer la moindre motion à l'encontre des vues du gouvernement. (Rires.)

Cette question de détail réglée, il en est une autre que je vais aborder, relativement aux lettres de ratification de titres.

Si un journal de l'opposition n'avait pas attiré l'attention du gouvernement sur la publication de cette demande de lettres de ratification de titres, les ministres ne s'en seraient jamais occupés.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Je demande pardon à l'honorable député de Lotbinière, et s'il veut bien me permettre de l'interrompre, je vais lui prouver que ce n'est pas l'article du Herald qui nous a portés à nous occuper de cette demande de ratification de titres.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Ottawa): Fait remarquer que cet avis a paru dans la Gazette officielle le 5 septembre et que le gouvernement actuel n'est entré en fonction que le 22 du même mois. Le 31 octobre, ce même avis a paru de nouveau dans la Gazette à l'insu du gouvernement. Le gouvernement a immédiatement télégraphié aux protonotaires de Montréal pour savoir par qui cette application était faite. On répondit que c'était M. Saint-Pierre, l'associé de M. Ouimet. Ordre a été de suite envoyé à M. Saint-Pierre de discontinuer ces procédés, ce qu'il a fait. Mais pour être plus certain, le gouvernement a fait suspendre lui-même la publication de l'avis dans la Gazette officielle.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Les honorables membres du gouvernement s'occupent beaucoup plus que moi des affaires du pays, car je n'aurais jamais eu le courage de lire aussi régulièrement la Gazette officielle.

Je passe au deuxième paragraphe de l'adresse. Il ne contient absolument rien si ce n'est les félicitations que se prodigue l'honorable trésorier sur les résultats de sa mission en Angleterre. J'avoue que cela est matière de goût, mais je pense qu'on aurait pu supprimer les félicitations sans que les affaires de la province s'en portassent plus mal.

D'ailleurs, l'adresse ne renferme rien, puisque le projet de loi relatif aux élections n'a pas dû coûter beaucoup de travail à l'honorable solliciteur général qui n'a eu qu'à le copier dans les statuts de la Législature fédérale et dans ceux de la province de l'Ontario. Cette adresse, dis-je, ne montre aucune intention de la part du gouvernement de faire quelque chose pour améliorer notre législation. Je n'en blâme pas absolument le ministre, car je crois qu'il est infiniment mieux de ne pas faire de lois que de nous plonger dans un abîme de législation pour le seul plaisir de faire des lois. Tout ce qu'il faut pour bien administrer les affaires de la province, c'est de bien connaître les besoins du pays et d'avoir l'honnêteté de gouverner et d'exercer le pouvoir dans l'intérêt général.

Ces deux conditions essentielles à un bon gouvernement, nous ne les trouvons pas dans l'administration qui dirige actuellement les affaires publiques. C'est pourquoi j'ai l'intention de proposer une motion de non-confiance que je dois de suite faire connaître à la Chambre.

Je propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Bellingham), sous forme d'amendement à ce paragraphe que les mots "mais il est de notre devoir d'informer Son Excellence que nous regrettons que les conseillers de Son Excellence n'aient pas pris de suite les procédures tendant à l'annulation dudit échange" soient ajoutés à la fin d'icelui.

Quand l'honorable député de Saint-Maurice a traité ce point l'autre soir, j'ai été frappé de la force de son argumentation; il a démontré à l'évidence que le gouvernement a failli à sa

mission et que, n'ayant pas justifié par ses actes la seule raison qui l'ait appelé au pouvoir, il ne mérite pas la confiance du pays.

En effet, remontons à l'origine du gouvernement actuel et voyons quelle est la cause de sa naissance, quelle est la raison qui a motivé son existence. Cette cause, cette raison unique, c'est le scandale des Tanneries qui est connu d'un bout à l'autre de la province et même du monde entier. Je dis du monde entier, car j'ai eu honte pendant que j'étais en France, l'été dernier, de voir qu'on ne connaissait notre pays que par le scandale donné par ceux qui sont chargés de l'administrer; j'ai eu honte quand on m'a félicité d'appartenir au Canada, qui était signalé dans la presse à cause de ses scandales; j'ai eu honte quand on m'a dit que le pays qui avait été le théâtre du scandale du Pacifique devait être un grand pays; j'ai rougi quand on m'a parlé de cette Puissance du Canada qui est bien en effet le second pays de l'Amérique par son étendue si on y comprend ses glaces, à chacune desquelles on semblait m'insinuer que devait se rattacher un scandale.

Mais ce n'était pas tout. On concevait qu'une contrée baignée par les deux océans pouvait se passer la fantaisie d'un scandale comme celui du Pacifique et que les hommes qui avaient réuni un si vaste empire sous un seul gouvernement pussent se laisser entraîner par les faiblesses de notre pauvre nature humaine! (Rires) Pourtant ce n'était pas tout. Voici qu'une des provinces de ce vaste empire se pique d'avoir aussi son scandale; ce n'est plus tout un pays, mais une province, une partie de ce pays qui s'arroge le plaisir d'un nouveau scandale qui augmente la connaissance qu'on possède du Canada en Europe et nous procure une nouvelle mention de scandale dans la presse, qui n'a pas manqué de faire connaître la triste affaire des Tanneries. Les journaux de Paris ont parlé de cette transaction et signalé à leurs lecteurs l'administration de la chose publique en Canada; ils ont distribué l'éloge et le blâme à qui le méritait et je dois dire que les louanges décernées au parti que j'ai l'honneur de représenter en ce moment étaient bien méritées.

Je reviens à mon point de départ. Je disais que le gouvernement actuel a été mis en existence pour effacer les traces de cette infâme transaction des Tanneries. Sans cela, pourquoi l'ex-ministère ne serait-il pas encore au pouvoir? Il est donc évident que le premier devoir du gouvernement consistait à s'occuper de suite, — je ne dirai pas à faire oublier, car il ne s'oubliera jamais — du scandale des Tanneries, et à l'anéantir. Et cependant, que voyons-nous? Celui qui a le plus profité de ce scandale jouit paisiblement du fruit de sa spéculation sans que le gouvernement se soit occupé de lui faire restituer à la province ce qu'elle a perdu par cette spéculation.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Les journaux ont raison, et il est bien connu que

L'Opposition n'est pas sérieuse quand elle feint un si grand zèle pour obtenir une enquête; c'est elle qui retarde cette enquête que nous demandons et que nous désirons. L'Opposition voudrait empêcher l'investigation tout en feignant la désirer afin d'empêcher, par là, la vérité de se faire jour et de maintenir la flétrissure que dans la presse et dans les assemblées populaires on s'est efforcé d'imprimer au front des hommes qu'on voudrait perdre dans l'opinion publique.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Eh bien! pour démontrer à l'honorable député que nous sommes sérieux, je sou mets maintenant l'avis de motion suivant:

Qu'un comité spécial soit chargé de faire une enquête sur l'échange de la propriété du gouvernement aux Tanneries, près de Montréal.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Personnellement, ou plutôt politiquement, je suis très anxieux que l'enquête se fasse et se fasse le plus tôt possible. Et si l'adresse est votée ce soir, comme j'ai lieu de le croire, j'espère que le gouvernement sera en mesure d'accorder mercredi une enquête qui fera ressortir toute la vérité au sujet de cette transaction.

Quant au reste, si j'ai dit que l'Opposition n'est pas sérieuse, c'est en m'appuyant sur le rapport de ses propres journaux. Puis la motion qui vient d'être soumise à la Chambre démontre encore que l'opposition n'est pas sérieuse puisque l'opposition veut tout simplement mettre par là la bonne foi et la sincérité de la Chambre à l'épreuve sans vouloir aucunement obtenir une enquête qu'elle ne désire pas.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La meilleure preuve que je suis sérieux, que nous le sommes, c'est l'avis de motion qui se trouve maintenant entre les mains de l'Orateur. Mais la Chambre sait parfaitement bien quelle sorte de comité d'enquête nous aurons, si l'honorable premier ministre pouvait en contrôler la formation.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): L'ex-premier ministre.

L'HONORABLE H.-G. JOLY (Lotbinière): Je demande pardon à l'honorable commissaire des Terres; je fais souvent erreur sur ce point, et cela s'explique; nous n'avions jamais cru que mon honorable ami devait être ministre, mais tout au plus shérif des Trois-Rivières. (Rires.)

Enfin, l'honorable premier ministre, l'ex-premier ministre, M. l'avocat, je...

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Prétend que cette erreur est intentionnelle et qu'il est clair que l'Opposition désire beaucoup confondre la nouvelle administration avec l'ancienne et faire paraître que M. Oumet est réellement le chef du nouveau gouvernement.

DES DEPUTES DE LA DROITE: Questions! Questions!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je suis excessivement surpris de voir que les honorables députés de la droite qui m'interrompent à chaque instant veulent m'empêcher de parler et dire tout ce que j'ai à dire parce que j'ai la courtoisie de répondre à leurs interruptions. Puisqu'ils veulent m'entraîner sur ce terrain, j'ai le droit de les y suivre et je les y suivrai. Je ne crains point les interruptions et j'invite même les honorables députés à m'interrompre chaque fois qu'ils le jugeront à propos; mais à chaque fois aussi je leur répondrai comme j'ai le droit de le faire. Et de quelle grâce voudrait-on me priver de ce droit? Serait-ce parce que j'ai la courtoisie de répondre à mes interrupteurs quand je pourrais, Monsieur l'Orateur, vous prier de les rappeler à l'ordre? D'ailleurs, il est évident que mes réponses à ces interruptions ne sont pas du tout ce que je veux dire pour établir les points que je veux démontrer à la Chambre.

Je ne peux vraiment pas féliciter le représentant de Sa Majesté sur le choix qu'il a fait des aviseurs, sur la nomination qu'il a faite de l'homme de si peu d'expérience dans la conduite de la besogne parlementaire. L'honorable député n'était né que pour devenir shérif des Trois-Rivières (rires) et ses constituants ont dû se trouver bien volés lorsqu'ils ont vu leur mandataire arriver au timon des affaires. Mais laissons de côté ce badinage qui n'a nullement rapport à l'adresse. Mes adversaires semblent avoir tramé le plan de m'interrompre systématiquement à propos de tout. Ils comprendront combien il faut mettre de courtoisie et de patience pour répondre à chacune de ces interruptions; mais ils doivent comprendre aussi que ce système n'avance nullement les affaires.

Je reviens à la question. On dit, Monsieur l'Orateur, que je ne suis pas sérieux. Eh bien! l'ex-premier ministre verra, quand nous ferons l'enquête devant le comité que je demande, si je suis sérieux; il verra si je suis sérieux quand je produirai à l'appui de mes avancés des témoignages tels que celui de l'honorable député d'Hochelaga pour établir la différence énorme qui existe entre la valeur du terrain donné en échange par l'ex-gouvernement et celle du terrain qu'il a eu en retour.

Que dira-t-il lorsqu'il sera constaté devant le comité que la distance entre les deux terrains est de deux milles au lieu d'un demi-mille? Si c'est au moyen de semblables témoignages que l'ex-premier ministre croit pouvoir se tirer d'affaire, il a une bien drôle d'idée de la formation de ce comité. (Mouvement d'approbation à gauche et à droite.)

A propos de cette déclaration aigre-douce de l'honorable député d'Hochelaga, on me permettra de faire une comparaison un peu triviale, il est vrai, mais qui peint parfaitement la position. Les reproches et les mots aigres-

doux que l'honorable député a adressés à l'ex-administration me mettent involontairement à l'esprit les agissements d'un palefrenier avec un cheval qu'il redoute. Il parle fort d'abord, puis prend un petit ton calmant et douloureux; il passe un coup d'étrille, puis vite un coup de brosse sur le dos de l'animal qui le menace d'une ruade; il tente un autre coup d'étrille et vite encore un léger coup de brosse pour parer le coup de pied et par cette succession de coups d'étrille de la main gauche et de coups de brosse de la main droite, il réussit à se ménager des bonnes dispositions de l'animal qu'il ne veut pas irriter. (Rires.) C'est absolument le procédé aigre-doux que l'honorable député d'Hochelaga fait subir à l'ex-administration.

Maintenant, Monsieur l'Orateur, quels sont les autres témoins? Plusieurs ont déjà été entendus dans cette honorable Chambre et je crois que l'ex-premier ministre aura beaucoup de difficulté à en trouver parmi ces derniers qui attestent en sa faveur. Sera-ce l'honorable député de Montréal-Ouest? Sera-ce l'honorable représentant de Montréal-Centre? ou bien sera-ce l'honorable représentant de Montréal-Est? Ces honorables députés sont bien en peine, assurément, de juger de la transaction et, cependant, si l'ex-ministère recourt à leurs témoignages, il faut lui avouer qu'il lui sera fort difficile de prouver qu'il est plus sérieux que nous.

On a cité ou l'on citera peut-être le témoignage d'un homme très distingué. J'ai beaucoup de respect pour l'opinion de Sir Alexander Galt, qui est un homme très versé dans les affaires et dans la finance. Mais faut-il compter l'offre de \$40,000 qu'il a faite comme base de l'opinion que l'on doit se former de la transaction et de la valeur du terrain donné en échange? Pas du tout. Sir Alexander Galt, en habile financier qu'il est, a offert un prix qui, déduction faite des sommes qu'il eût eu à payer en cotisations ou autrement, lui eût permis de faire un profit digne de ses opérations. Il est donc erroné, injuste et imprudent de prendre cette offre comme base de la valeur du terrain des Tanneries, puisque celui qui l'a faite l'a faite dans le dessein de réaliser un beau profit.

Je crois donc qu'il est clairement établi que le gouvernement a donné beaucoup plus qu'il n'a reçu.

En présence de ces faits, la Chambre a dû être étonnée d'entendre les membres du ministère, qui n'a été appelé au pouvoir que pour annuler cette transaction, vous dire avec un air de triomphe qu'il n'y a pas eu lésion telle que l'exige la loi. Nous voyons par là ce que les ministres entendent faire; nous avons dans cette déclaration la preuve qu'ils veulent faire une enquête illusoire et tout au plus destinée à cacher la honte de ceux qui ont trempé dans cette scandaleuse transaction.

Le gouvernement aurait dû faire voir l'énorme spéculation qui se faisait alors sur la propriété foncière à Montréal et les immenses

profits qu'on y réalisait; comparé aux ventes qui ont été faites, l'estimé fait par l'ancien gouvernement est simplement absurde et il est impossible de concevoir que des gens agissant, comme ils le prétendent, en toute honnêteté et avec pleine connaissance de cause, aient consenti à faire pareille transaction et à encourir la responsabilité d'infliger à la province ce que leurs propres amis affirment être une perte sèche et un acte de grossière administration.

La Chambre a dû remarquer l'air de triomphe avec lequel les députés siégeant sur les banquettes ministérielles se sont levés pour affirmer qu'il n'y avait aucune raison de prendre les mesures nécessaires pour faire annuler la transaction, parce qu'elle ne constituait qu'une lésion simple. Comment! ils viennent cyniquement se proclamer comme les palliateurs de l'offense commise par leurs prédécesseurs. Ils ne trouvent pas un mot pour blâmer la transaction, pas de censure à lancer contre le transfert que le pays a déclaré scandaleux, ainsi que les perpétrateurs de cet acte.

J'ai attendu que les officiers en droit eussent exposé leur théorie, et cette théorie la voici telle qu'ils l'ont exposée: on constitue le Parlement en jury et, si ce jury, par ses investigations, trouve matière à poursuite, on poursuivra; mais, s'il ne découvre pas quelque coupable, on n'en fera rien et les choses resteront dans l'état où elles se trouvent aujourd'hui.

Je demande à la Chambre si, dans le cas où l'affaire viendrait devant un comité, la décision du comité d'enquête réfléchirait impartialement l'opinion de la Chambre, lorsque déjà l'esprit de parti s'accuse déjà si violemment. J'espère que la motion que j'ai l'honneur de présenter aura pour résultat de faire prendre à la Chambre une résolution à l'amiable. J'espère que les honorables députés éviteront de se laisser entraîner par ce malheureux esprit de parti lorsqu'ils choisiront les membres du comité; j'espère qu'ils auront assez de patriotisme pour en venir à une entente amicale pour faire ce choix, qui ne sera pas entaché de l'esprit de parti, qui n'a d'autre but que de perpétuer la haine et l'éloignement entre les hommes qui ne doivent avoir et n'ont à cœur que les plus chers intérêts de la patrie qu'ils aiment d'un commun amour! (Applaudissements).

Il est absurde de prétendre qu'un comité de la Chambre peut décider si des mesures légales pour annuler le contrat doivent être prises. J'ai fait allusion il y a un instant à la réponse qui a été donnée qu'il était impossible jusqu'ici de prendre des procédures légales et que la Chambre devait attendre la décision du comité. Il m'est tout à fait impossible de soutenir cette opinion. Heureusement dans ce pays, nous sommes réglés par la loi, et la chose est tellement claire qu'il ne s'élève pas de difficulté sur ce point. Citant la loi de 1869 au sujet des Terres de la couronne, l'honorable député dit: "On peut fort bien prétendre que cette loi ne

s'applique pas au cas qui occupe la Chambre, c'est-à-dire un échange de terrain; il est vrai qu'elle ne s'applique qu'à la vente des terres; mais cette différence n'est que superficielle, car la loi est destinée à comprendre tous les cas concernant l'aliénation des terres de la Couronne. J'appelle l'attention des honorables députés sur la partie de la loi des terres de la Couronne qui a trait aux lettres patentes. Il semble exister une opinion que les lettres patentes confèrent à leur propriétaire des droits inaliénables, des droits inattaquables et qui, une fois concédés, le sont à perpétuité. Mais il y a aussi une partie de la loi relative aux lettres patentes qui dit qu'elles peuvent être annulées lorsqu'on a obtenu tel ou tel terrain au moyen de fausses représentations, de suggestions frauduleuses ou lorsque des faits essentiels ont été cachés, lorsque l'on a caché la vérité, comme cela est arrivé dans ce cas à propos de la distance.

La transaction des Tanneries, d'ailleurs, est entachée de tous les vices qui font annuler les lettres patentes. L'ex-premier ministre a dit que la distance entre les deux terrains n'était tout au plus que d'un demi-mille, tandis qu'un de ses amis, le député d'Hochelaga, a déclaré que la distance était près de deux milles. Voilà ce qui s'appelle cacher un fait essentiel. Il est bien certain que l'ex-premier ministre n'a pas dû mesurer la distance pied par pied, car autrement il eût trouvé le demi-mille un peu long, car n'importe qui peut parfaitement discerner la différence qu'il y a entre un demi-mille et deux milles. Il n'y a pas moyen de se tromper là-dessus. Peut-on prétendre dans une ville comme Montréal, où la propriété a si grande valeur, que le fait d'une propriété de se trouver dans son voisinage ne peut avoir aucun effet sur la valeur de cette propriété? Dans une grande ville comme Montréal, pareille distance peut décupler même la valeur de la propriété.

Maintenant, j'espère qu'on ne me reprochera pas de faire là une objection futile et d'exagérer l'importance de ce détail. Dans les grandes villes comme Montréal, la position des terrains, selon qu'ils sont plus éloignés ou plus rapprochés, change considérablement leur valeur. Et croit-on qu'une distance d'un mille et demi, c'est l'erreur commise par l'ex-premier ministre, ne fasse rien et ne modifie pas considérablement la transaction? Donc, il y a évidemment représentation frauduleuse dans les détails fournis sur la position du terrain donné en échange au gouvernement.

Quant aux dimensions de la propriété échangée, l'ex-premier ministre nous dit que ce terrain a une vingtaine d'arpents en superficie, tandis que l'honorable commissaire des Travaux publics, qui a fait la transaction, déclare dans son mémoire que le terrain a vingt-cinq arpents en superficie. Comment expliquer ces contradictions, si ce n'est pas les fausses représentations ou l'ignorance d'un fait essentiel? Or, ces deux causes annulent la transaction au point de vue de la loi que j'ai citée.

Il y a des raisons écrasantes de croire qu'on a supprimé frauduleusement des renseignements essentiels, et ces raisons auraient dû porter le gouvernement à annuler de suite la transaction, s'il eût sincèrement désiré de remplir l'unique devoir qui a motivé son existence. Mais non! le gouvernement ne veut rien faire pour rendre à la province la propriété qui lui a été enlevée, et ce sont les journaux ministériels qui nous le disent. Je tiens en main un article publié ce matin dans le Canadien disant que c'est le comité d'enquête qui devra faire restituer cette propriété à la province. Cette étonnante, pour ne pas dire absurde, manière de voir est celle du gouvernement, c'est évident.

Eh bien non, Monsieur l'Orateur, cela n'est pas du ressort du comité; le comité devra s'occuper d'une question plus importante que l'annulation de l'échange; il devra s'occuper avant tout de venger l'honneur outragé de la Chambre et du pays.

Mais continuons. Si la loi que j'ai citée ne s'applique pas au cas actuel, je vais montrer au gouvernement qu'il existe un moyen éternellement connu d'annuler cette transaction.

La loi empêche directement le gouvernement de constituer la Chambre en cour de justice. Il n'y a que devant les cours civiles que les procédures peuvent être instituées et tous ceux qui ont foi dans le gouvernement doivent être plutôt prêts à accepter la loi et à s'appuyer sur ce qu'elle dit que sur la simple parole d'un gouvernement. Je puis déclarer, Monsieur l'Orateur, qu'il y a assez de présomption pour dire qu'il y a eu fraude et que la fraude est assez notable pour entraîner l'annulation de tous titres et acte d'échange. Peut-être que, de l'autre côté de la Chambre, on prétendra que la loi ne mentionne pas l'échange; mais, comme je l'ai prouvé tout à l'heure, la loi couvre toutes espèces d'aliénation de propriété. Le code de procédure civile dit que les lettres patentes peuvent être annulées par deux procédés: par scire facias ou par la poursuite ordinaire.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Ecoutez! Ecoutez!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable commissaire des Terres dit: "Ecoutez!" Qu'il écoute en effet, car je me propose de l'instruire.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande quel des deux procédés l'honorable député choisirait dans ce cas.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne suis pas le procureur général!

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Affirme qu'il a le droit de poser une telle question.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répond de nouveau qu'il n'est pas le procureur général, ni

un des officiers en loi de la couronne, mais que, cependant, il n'hésite pas à donner son avis là-dessus; il donnera un avis légal gratuitement. La loi offre deux moyens de procéder ou par scire facias, ou par la poursuite ordinaire.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Prétend qu'on n'a pas répondu à sa question avec courtoisie.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Puisque l'honorable député y tient, je lui dirai que, pour moi, le scire facias me séduit: ces deux mots latins exhalent un parfum d'érudition dans la bouche de celui qui les emploie. Je dirai à l'honorable député de Champlain, que je choisirais le scire facias, à moins toutefois que la poursuite judiciaire ne fit mieux mon affaire. (Rires prolongés.)

J'entendais l'honorable commissaire des Terres de la couronne crier: Ecoutez! Ecoutez! lorsqu'il y a un instant je parlais de fraude. Cela indique quelle sera la tactique qui sera suivie dans l'enquête et sur quoi se basera l'argumentation qui sera employée. On a entendu dire à des honorables députés de l'autre côté de la Chambre qu'on ne pouvait pas résilier le contrat, parce qu'il n'y avait pas fraude.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Je ne me suis pas prononcé à ce sujet et je donnerai mon opinion en temps et lieu.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il faut avouer que l'empressement qu'on a mis à passer le contrat est extraordinaire. Quel bonheur si le gouvernement expédiait toujours avec autant de rapidité et avec plus de sagesse et d'honnêteté les affaires du pays! En voyant toutes les irrégularités qui ont été commises, les actes illégaux qui ont été passés dans cette affaire, ce qui m'étonne le plus, c'est que le contrat a été passé par un homme de profession; notaire lui-même et mandataire de l'Exécutif, il devait connaître son affaire.

Avait-on quelque raison de tant se presser? L'ordre en conseil autorisant l'affaire a été passé le 17 juin et l'acte de transfert exécuté le 1er juillet, avant même que l'ordre fût sanctionné par le lieutenant-gouverneur. Certes, on pouvait avoir raison d'être surpris et de soupçonner quelque chose d'équivoque lorsque M. Middlemiss n'était pas lui-même propriétaire du terrain échangé et demandait un délai de vingt jours pour produire ses titres. S'il n'y a pas là une présomption de fraude, je demande qu'on m'explique ce qui est de nature à constituer une présomption.

L'énorme différence entre la valeur de deux propriétés ne constitue-t-elle pas une nouvelle présomption de fraude? Cinq députés ont déclaré de leur siège en Chambre que cette différence de valeur était tellement énorme que la chose sautait aux yeux des plus aveugles et, aujourd'hui encore, l'ex-premier ministre essaie

de prouver que les deux propriétés se valent. Une raison qui motive cette présomption de fraude, c'est que l'un des agents de ce complot tramé pour voler la province, M. Dansereau, a admis lui-même l'impeachment dans la presse. Il n'y a qu'à voir la lettre qu'il a publiée dans les journaux. Il a servi d'entremetteur. Et l'entremetteur dans cette affaire a reçu pour sa part \$50,000, parce que, comme il l'a avoué lui-même, "un service en attire un autre". Il n'y a qu'à voir le ton cynique avec lequel l'entremetteur parle du job, de l'harmonie d'idées et de sympathie existant entre lui et M. Middlemiss. C'est simplement révoltant. Ce n'était pas une sympathie d'idées qui existait entre ces deux hommes, mais la sympathie du dollar, qui a caractérisé l'affaire du Pacifique et amené la chute du ministère.

J'ai été heureux, Monsieur l'Orateur, d'entendre dire l'autre jour à mon honorable ami, le député de Laval, qu'il y avait de ce côté-ci de la Chambre des hommes appartenant au parti libéral et qui sont meilleurs conservateurs que bon nombre de soi-disant conservateurs qui siègent sur les bancs ministériels. Je sais qu'il y a des gens honorables dans le parti conservateur, mais ce que je sais aussi, c'est que la ligne de division qui existe entre les deux partis a toujours été maintenue par des hommes intéressés à creuser un fossé, un abîme entre les honnêtes gens (Applaudissements). Honte à ces spéculateurs qui sèment ces divisions et empêchent la bonne entente!

Personne plus que moi n'a de respect pour le parti conservateur; mais aussi personne plus que moi n'a de mépris pour les lâches qui spéculent sur la bonne foi et l'honnêteté du Canadien; on reconnaît bien ceux qui hissent à chaque instant et trament le drapeau conservateur.

La bonne foi, l'honnêteté et de désintéressement des Canadiens français étaient passés à l'état proverbial. Mais on a trouvé le défaut de la cuirasse, c'était la corruption. Si nos aïeux sortaient de leurs tombes aujourd'hui, ils verraient combien les temps sont changés. S'ils avaient pu prévoir alors qu'en 1873 27 représentants du peuple de cette province se seraient laissés acheter, ils auraient dit: "Mais à quoi bon tant travailler pour tenir hauts l'intégrité et l'honneur du propre Canadien?" Certes, Monsieur l'Orateur, le parti conservateur ne peut pas éprouver une reconnaissance bien profonde envers des hommes qui l'ont conduit dans la position abjecte, l'abîme profond où il se trouve.

On a porté contre l'Opposition des accusations de toutes espèces, plus infâmes les unes que les autres. L'opinion publique sensée a fait justice de ces accusations. Il n'y a pas de communisme, ni ici, ni partout ailleurs dans le Canada.

On a prétendu d'un côté que je désirais beaucoup arriver à la tête des affaires, et d'un autre côté que je resterais éternellement dans les ombres de l'Opposition, sur les banquettes

obscur de la gauche. M. l'Orateur, je n'ai pas l'ambition personnelle d'arriver sur les hauteurs du pouvoir. Depuis déjà plusieurs années, je suis à la tête de l'Opposition et j'ai été soutenu constamment par une vaillante cohorte d'amis, qui n'ont eu d'autres mobiles que leur devoir et se sont bravement conduits en toute occasion; je n'ai à leur rendre que les témoignages les plus flatteurs. Assez longtemps on a essayé d'ostraciser l'Opposition du pouvoir; il y a des gens qui ont toujours travaillé systématiquement à l'encontre des honnêtes gens. Il faut espérer que le moment est venu pour qu'une entente se réalise entre honnêtes gens et que l'administration à la tête des affaires soit l'expression fidèle de l'opinion publique et des sentiments du pays.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répète en anglais son discours de l'après-midi.

M.S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Je suis un conservateur déclaré, et, malgré mes opinions publiques, je n'hésite pas à appuyer la motion de l'honorable représentant de Lotbinière. Il y a à peine un an, le ministère Ouimet, fort, puissant, populaire, commandait à toute la Chambre. Aujourd'hui, ce cabinet, qui comptait en cette Chambre une imposante majorité, s'est effondré à jamais, sous la pression de l'indignation publique. Quel a donc été le motif de sa chute? Pourquoi donc un cabinet fort et bien soutenu s'est-il dissous? Une triste affaire: l'échange d'un terrain a été le motif, la cause première de ce bouleversement ministériel. Accusé de fraude et de dilapidation des deniers publics, le ministère a cru prudent de résigner et de demander une enquête pour établir devant le pays la droiture de ses intentions. Mais pourquoi donc l'ex-honorable premier ministre a-t-il résigné? Croit-il être actuellement plus sûr d'un verdict de non-culpabilité en se présentant à l'enquête comme simple député? Que prouvera l'enquête? Non pas l'innocence ou la culpabilité des ex-ministres, mais la légalité ou l'illégalité de l'acte sanctionnant l'échange. Alors, les honorables messieurs, en se hâtant de donner leur démission, donnent fortement prise aux soupçons de vol, fraude ou dilapidation dans cette affaire malencontreuse qui fait perdre à la province un quart de million.

Les honorables représentants de Laval et Champlain ont prononcé deux discours si étranges par leur confusion que je ne sais pas vraiment quelle position prendre pour me rendre compte d'une manière parfaite du but auquel tendent ces messieurs. Ils nous ont déclaré que l'opposition était indigne de siéger sur les banquettes du cabinet. Et quelles raisons ont-ils données en faveur de cet avancé? Ils sont conservateurs, et comme tels ils ont cru défendre le ministère quand même. Ne devant

probablement pas rendre compte à leurs électeurs de leur vote, il leur importe peu de quelle façon ils puissent agir. Tout conservateur que je puisse être, je ne saurais soutenir le cabinet actuel pour sa conduite à l'égard d'une semblable question.

La position de l'honorable trésorier est fort critique, et je ne comprends pas pour quelle raison il s'est résigné à demeurer au ministère.

Je demeure, quant à ce qui regarde la question d'enquête, de la même opinion que le député de Lotbinière.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Comme conseiller juridique du cabinet, je crois qu'il est de mon devoir de narrer, en peu de mots, la marche des événements, depuis que j'ai accepté cette position importante. Le 20 septembre, en réponse à un télégramme, j'arrivai à Québec et fus prié de faire partie du nouveau ministère. Après avoir mûrement considéré la chose, j'acceptai un portefeuille et je prêtai serment, le 22. Il me fallait de suite trouver un comté qui voulut approuver ma nomination. Je me tournai naturellement du côté de Pontiac, mais à cause de l'étendue de ce comté, je ne pus y arriver que vers la fin de septembre et ma tournée électorale me prit sept ou huit jours de plus, et malgré tout mon désir, ce ne fut que le 26 octobre que je pus me faire élire. Le 30, je revins à Québec et, comme on peut le supposer, la première question qui attira mon attention fut l'échange des tanneries.

Comme procureur général, je suis tenu de dire pourquoi j'ai avisé le cabinet d'agir comme il l'a fait. Lors de mon retour à Québec, après mon élection, la première question dont nous nous sommes occupés a été l'affaire des Tanneries. Etant un nouveau ministère nous aurions pu laisser de côté les actes de nos prédécesseurs, mais nous ne l'avons pas voulu. Nous aurions pu aussi faire nommer une commission royale, mais nous avons décidé qu'il valait mieux amener la question devant la Chambre.

Nous avons télégraphié à Montréal pour savoir qui avait pris des procédures légales pour faire ratifier le contrat. On nous informa que c'était M. Saint-Pierre, l'associé de M. Ouimet. J'ai aussitôt donné ordre à M. Saint-Pierre d'abandonner les procédures et il me répondit qu'il l'avait fait. Lorsque je pris possession de mon ministère il y avait beaucoup de choses en arrière; je m'informai des ex-ministres où je pourrais trouver les documents concernant cette affaire des Tanneries, on me dit qu'ils étaient au ministère des Travaux publics; je m'y rendis et je ne les trouvai point; j'écrivis alors à M. Ritchie de m'expédier les documents relatifs à cette affaire des Tanneries. Il me répondit que le gouvernement en avait une copie. Enfin je n'ai pu réussir à me procurer tous les documents que ces jours derniers. On me les envoya par parties à des dates différentes; j'ai pour principe, avant de soumettre une cause aux tribunaux, d'examiner non pas seulement la loi mais encore les faits afin de voir si la cause est

bonne. Du reste, pourquoi tant se presser de prendre des procédures légales? Cette action se prescrit seulement par dix ans, je puis donc prendre des procédures légales l'année prochaine ou même dans deux ans et il sera encore temps. Il y a plus, supposons que je sois allé demander des informations à MM. Dansereau, Leduc, ou autres, ils auraient bien pu me répondre qu'ils n'avaient pas à me rendre compte de leurs affaires privées.

La Chambre a tous les pouvoirs d'une cour de justice, elle peut faire venir tous les documents nécessaires, assigner tous les témoins qu'elle voudra. Soit même que j'eusse eu tous les papiers, j'avais besoin d'étudier l'affaire avant d'instituer un procès. On a dit que nous voulions accorder un comité pour laver les ex-ministres. Je repousse avec indignation ce stigmate qu'on a voulu infliger à mon honneur. Je n'ai eu aucune relation avec les anciens ministres. Ce que je veux et ce que les anciens ministres désirent c'est une enquête impartiale. M. Bachand a envisagé cette question à deux points de vue. Il a commencé par citer Todd.

Les citations faites par M. Bachand ne sont pas applicables au cas actuel, aussi je suis d'avis que l'opinion de cet honorable député n'est pas correcte.

M. Marchand a cité l'article 12^e Victoria. Eh bien! je trouve que la clause qu'il a mentionnée contient un sens opposé à celui qu'il lui a donné. Je puis me tromper sur l'interprétation à donner à ce statut, mais du moins, c'est mon humble opinion. Si on est convaincu que j'ai manqué à mon devoir, qu'on vote pour la motion de M. Joly, mais auparavant je demande à cette Chambre de bien examiner les faits. Laissons faire l'enquête et ensuite nous verrons ce que nous devons faire.

M. G. IRVINE (Megantic): Began by saying that he intended to confine his remarks to the amendment, for which he intended to vote, and against the Government, for the reason which he would assign. He knew, and was perfectly satisfied that if his Honourable friends, the law officers of the Crown, had not taken action, it was because they had not considered it necessary, and had not thought that it was obligatory upon them to take at once the proceedings which, in the opinion of the majority of the House and of himself, should have been taken. He was too well aware of the honor, professional ability and integrity of his Honourable friends to believe that they would play into the hands of any one whomsoever.

But in spite of this opinion, which was simply his own, the question must be considered whether in the opinion of the House the contract should be set aside, whether the Government is responsible for leaving the business in the state in which it is, and whether effort should not be made to redeem it, and, finally, whether the Government, upon their profession of having known nothing

officially of the facts, should be relieved of responsibility and sustained in their position of having done nothing in the premises. He would speak upon the information which would have been in the possession of the Government from day to day since their accession to office, information which they had no more trouble obtaining than anyone else. He quite differed from his Honourable friend, the Attorney General, upon the subject of delay. The Honourable gentleman said there was no fear of any gentleman said there was no fear of any prejudice occurring to the Province through cause of delay.

He submitted that every prejudice was possible, and he would proceed to make such observations on the point as he deemed proper under the circumstances.

Now, as to whether the Government should have proceeded to take action for the setting aside of the transaction, the House had to consider that the Government pleaded want of information. He argued that in this respect they showed gross dereliction of duty. They had no need whatever of that sort of information which a Royal Commission or a Committee of the House would elude. They said they had no official knowledge of the circumstances, but he would ask was official knowledge necessary? It was extraordinary that they should have no official knowledge of the transaction. How did they hold their portfolios, if they were debarred from official knowledge of the transaction? Surely they could not say that they were not aware of the storm of public indignation which had followed the transfer of the property, and which had been evolved by what everyone termed the impropriety of the transaction. They were surely not unaware that the late Government had yielded up office because the whole country joined in an outburst of indignation at what was stigmatized and considered as a gross job. They surely had information of all this. They had the public prints, which were not slow in denouncing the whole affair, and from then they had the opportunity of obtaining such information as they could easily ascertain the truth of.

But he was not alone because a variety of tales were in circulation that they should have been justified in applying themselves to the case. Everyone was possessed of the same idea that wrong had been done when the sudden and enormous changes in value had become apparent. It was possibly to be said that the Government had no reason to enquire into this sudden and unaccountable advance in value; it was impossible to suppose that there was any indication of fairness in the transfer when such discrepancy existed, and the Government should have had every means of knowing that wrong existed.

The Honourable Treasurer should have known that this was the principal cause of the uneasiness in the public mind, and one of the

leading charges against the late Government was that they had bartered away that which was valuable for that which was of very little comparative value. But they were told that the transaction could not be set aside by reason of the lesion, and that if the bargain was a bad one for one of the parties in the transaction it could not be set aside for that reason. He would admit that this argument would do very well on general grounds. Had the Government ever seen the titles to the property? They said that they had no official information prior to the opening of the House. He believed this, for his Honourable friend, the Attorney General said so; but had anyone else told him and the House so he would have been justified in discrediting this statement. He said he (Honourable Mr Church) had applied to the various offices and had been unable to obtain the information he desired. But had he properly applied to the Registrar's office in Montreal, for instance, he would have obtained all the information he required the very next day, as he had himself.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Said that he had applied there, and had been told that it would take six months at least for him to obtain the information he required.

M. G. IRVINE (Mégantic): Hoped his Honourable friend had not been led astray by the statements of the Registry office. It was very probable that he could not get at the deeds, for they were entered from day to day, and the pressure of business forcing arrears of work, there was no doubt whatever that delay in obtaining information in a peculiar way was necessitated. But the Honourable gentleman might have done as he had done himself when he wanted information, and got from the Registrar copies of the deeds and communication of the papers in question, upon which he had based his opinion, and been enabled to form a judgment of the case sufficiently accurate for the decision of his course of action. It was just here that the Government had shown remissness.

The present Government had come into office on the wave of the popular outcry against this transaction. The whole country was crying out to them for them to remedy the evil which had been perpetrated. The Province protested that it had been wronged and demanded immediate restitution of the rights, but the Government, up to the hour of meeting of Parliament, had failed to meet the cry which had been instituted, and came into the House with documents bearing upon the case in their possession for the first time. There was enough of facts in the possession of the Government, he argued, to have justified it in proceeding without the machinery of a Royal Commission, or a Committee of Enquiry. There was enough of evidence within their reach to have justified them in laying a case.

Had they not the opinion of the Members of the district of Montreal, men of intelligence and experience, to go and come upon? Could they not have the opinion of those versed in the value of real estate, those whose avocations fitted them to justify, advise and accurately estimate the relative values of the two properties? Had they availed themselves of the available resources at their disposition, had they taken the trouble to collate the facts ready to their hand, they would have accumulated a mass of evidence which the most prudent would have regarded as a sufficient base for proceeding, and which would have given them every justification for taking the case to the Courts. They had every means of establishing the fact that the Government and the Province had suffered in the transaction, and that the law provided for the relief of the injured party in the contract.

They would have no hesitation in coming to the conclusion that on the part of the persons with whom the Government had been dealing there was gross, open and palpable fraud. It required no Royal Commission to arrive at this decision. It required no Committee of investigation to establish the fact that the Government property had been obtained irregularly, and that the bargain was unfair, and that the position of the parties contracting for the transfer of the Leduc farm to the Province was untenable, because never good. Let any man in his sober judgment read these facts, and say, with a knowledge of the case such as we possessed, without any other investigation, any other source of information that had been made use of from the first, whether or not the parties with whom the Government had dealt in the transfer were not chargeable with gross, open, palpable and intentional fraud. The fact was patent and undeniable.

Let these facts be recalled to memory. The Leduc farm was purchased in March for the sum of thirty-eight thousand dollars. Property had increased in value in the neighbourhood of Montreal to a very great extent. This increase was to a great extent speculative, but the value of property there, or anywhere else, was the price which could be got for it. Now, on the very day that the Government entered into the exchange, the Leduc farm had been acquired by Mr. Middlemiss, and he set forth in the deed that he had purchased it for \$168,000. He would like to know if any Court would say that that was not a sham price, a made-up price, lie would defy any man to say that that amount of money had ever changed hands, that Middlemiss had ever paid anything like that amount for the property, and there was proof in the assertion itself that there had been collusion to give a fictitious value to the property, a value whose reality they knew would immediately be discovered.

All these facts were at the command of the Government, and surely they could have

become aware of them as easily as he had. There was no official who would be likely to refuse the Member of the Government the information he required. Possibly had he gone to the Registrar of Montreal, and demanded information in the shape indicated by the Honourable Attorney-General, he would have been told: "But you are no longer Attorney-General." But surely no official would for a moment dare to so confront the actual first law officer of the Crown. The Government should have been in possession of these facts. They should, with the facilities at their disposal, have been au fait upon every point in this matter, for there was no obstacle to their acquiring a fund of information which lay within the reach of any ordinary person choosing to interest himself therein.

The Government could not but admit the truth of this proposition, and admitting that what he had advanced was true, acknowledge that there was reason for taking action for setting aside the contract. But they said that they must consult the House; they argued that Parliamentary enquiry was necessary.

This he did not deny. He believed that a Parliamentary enquiry was necessary, but for a different purpose than that set forth by the Honourable Members of the Government. It must be respected, and it would be an unheard-of Government had dealt had rights which must be respected, and it would be an unheard-of act for Parliament to constitute itself into a Court for the determination, or the deprivation, of civil rights.

Certainly it was within the power of Parliament to do so, for under the Constitution we enjoy, the powers of Parliament are particularly unlimited, but there were powers which Parliament might exercise which it would be very unwise to put into force. In the present instance it would be wrong to deprive these parties of their rights to go before the Courts, the proper tribunal in the opinion of all who were capable of judging, for the decision of this matter. It was before the properly constituted civil tribunal that the case should be tried, and not by a Committee of Parliament asked to invest itself with the functions of a Court of justice. To come back to the House, the object of the Committee which it was proposed to appoint was not to deprive Mr. Middlemiss of the property he had acquired from the Province through the exchange, but to vindicate the gentlemen who had conducted the negotiations from the charges preferred against them, to try the validity of the accusations preferred against them, and afford them an opportunity of establishing their innocence. This was the privilege of Parliament, which would be exercised, according to his mind, by the appointment of a Committee. The Crown must have its rights determined in a Court of justice, and nowhere else. Let us suppose that this transaction was one in which private

individuals, say a business firm, had been concerned: that they had a confidential agent entrusted with the transaction of their business, to whom full powers were accorded; that this agent had fallen into the hands of a ring of sharpers, and had been induced to take such action as had caused his principals loss. He would pose this question specially to the Honourable Attorney-General, and ask his attention; suppose that this ring had cleverly managed to bring the agent to dispose of land belonging to his principals, or to transfer it, and that his principals, disinclined to submit to a loss thereby incurred, had placed the case in the hands of the Honourable Attorney-General, what action would he have taken? He would not have delayed for a single day. He would have at once set the machinery of the Courts in motion, and if legal ability, knowledge and industry would have any effect, the loss would be speedily recouped to the plaintiffs. He would not let the grass grow under his feet in proceeding with the case which had been entrusted him. Would he have gone to a Magistrate and set up a preliminary investigation? He thought not. He would have gone immediately about collecting all the cogent facts, and instituted a suit for the recovery of that of which his clients had been fraudulently deprived. This was the action which in a private case the Honourable Attorney should take, and how much more was he not bound to so act when the Province of Quebec was a party to a transaction of just such a nature? (Applause.) The Government assumed that the loss of time made no difference in the case, that it made very little difference whether action for recovery were taken now, or in a month, or a year hence. He would proceed to prove that time was a very essential matter, and that every day made a difference. He proceeded to review the law on the subject of the registration of titles, and argued that the lapse of time which had been permitted might possibly put it out of the power of the Province to ever become reinstated in the property. The ratification of title as regards ownership, which had been made so much of, went for nothing when a man obtained a title by fraudulent means. Ratification of title went to clear the last purchaser of whatever mortgages might exist upon the property, and Mr. Irvine detailed at length the nature of the law in this regard, and in that of registration of title. If Mr. Middlemiss was to register his title and then sell the land, the position of the Government as a party in a suit for restitution would be materially changed. His legal friends on the other side of the House would surely not dispute this.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS
(Montmorency): Oui, je le ferai.

M. G. IRVINE (Mégantic): Replied stating

the legal objection which he expected his Honourable friend would oppose to his argument. Surely, if such action would increase the difficulty the case would encounter, the delay which had been incurred, and which had given to the parties with whom the late Government had dealt the power of forming insuperable complications, was unjustifiable, and could not be regarded as harmless to the public interest, and in the event of sales having been made of this property, what sort of faith would it be for the Province to step in and say to the purchaser: "Your titles are no good and your money has been thrown away"? It would be an act of bad faith to submit anyone to loss which might have been averted, had action been taken in time. He reviewed the stand taken by himself and the late Government upon this point, and traced the history of the transferred property from the date of his resignation. On the 15th August, Mr. Middlemiss had a deed executed before Mr. Dumouchel, notary, ratifying the original deed of exchange. In consequence of the delay which had taken place between the passing of the Order in Council, and its ratification by the Lieutenant-Governor, thinking that all may depend upon the uncertain action of a Parliamentary enquiry, he may divide the property into lots and sell them at auction to persons acting in perfectly good faith.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Said that he had no knowledge of the nature of the deed.

M. G. IRVINE (Mégantic): Said he could readily excuse his Honourable friend's want of information upon that instrument. He had only heard of its existence himself accidentally.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Said that he had heard of its existence, and had telegraphed to Montreal for the document.

M. G. IRVINE (Mégantic): Said that this allusion to this document was not for the purpose of making a charge against the Honourable gentleman, but to point out the danger of loss resulting from unnecessary delay. The ratification itself was of no value, but it went to show the haste with which the business had been carried through. The Order in Council was simply the advice of the advisers of the Crown, and was only of effect when ratified by Executive, and in the present instance the signature on the Order took place ten days after it had been passed. In the interval between its adoption and its ratification the transfer was affected. He spoke at length of the manner in which the business had been conducted, and commented upon the anxiety in which the chief actors seemed to be to have everything hurried through. He had in hand various documents connected with the transfer, of

whose nature he would acquaint the House. The first was a mortgage entered into by Middlemiss, on the 1st July, to secure the Government from loss. This was necessitated by the fact that there had not been time to get the registration certified. Had time been taken this would not have been necessary. On the 4th July this was changed, and instead of the mortgage a deposit of \$50,000 was made, and ratification was agreed upon. If there are any mortgages upon the property there is little satisfaction in knowing that there is \$50,000 on hand to go and come upon if the worst comes to the worst. We find a little later on that the property is mortgaged to the extent of \$90,000. Then on the 6th July we find that a certain person lent a sum of \$90,000 upon the Tanneries property, and that after this there was a sale, on the 17th July, of one third of the property to Mr. Rice, the party from whom Mr. Middlemiss had purchased the Leduc farm. Later on there was another sale, and there was no knowing how many had not taken place, or if tomorrow there might not be further sales and the development of new complications for the present proprietors.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande quel prix a payé M. Rice.

M. G. IRVINE (Mégantic): Said \$57,500 for one third of the property. (There was a short discussion upon sales and values, and Mr. Irvine proceeded.) Then, assuming that all this were done in good faith, assuming that new titles had been acquired, assuming that it were attempted to set the deed aside, would not every holder of a claim to the property be brought into the case, and would he not defend his right according to his own view? The Government would have to contend with every proprietor. There is no question whatever that every day that passes adds to the difficulty and increases the risk. It is not to be supposed that, because there is difficulty in the way, the case is to be abandoned. Nobody pretended that the transfer could be set aside easily; but even if there was difficulty, and difficulty apparently insuperable in the way, the Government were bound to make an effort to set it aside. But they had failed to do this; they had not taken the first step towards contesting the validity of the transfer, and had therefore signally neglected what was their plain duty in accepting office, and therefore he was obliged to vote against them.

He might be permitted to say a few words with regard to his personal position in the House. He begged it to be distinctly understood that in acting as he did he was not prompted by any motive of hostility to the gentlemen on the Treasury benches. If he had been able to render them any assistance he would have gladly done so. It was known to every Honourable gentleman that he had, for many years, acted

with the so-called Conservative party, and had held office in Conservative Governments. He had always been of opinion that the excess of party spirit in this country was unfortunate and injurious. Certainly under the form of Government we obeyed, it was necessary for the public welfare that there should be division of political opinion, and it was only thus that good Government could be secured. In England, where party Government was a principle, men were members of party from various reasons, from heredity connection, from whim, and so forth, but there was no political man in England who could exist, who did not put country first, party second, and self last. Unfortunately here it was too often the case, party first, self next, and country last. Party distinctions were carried too far. Principles amounted to very little, persons to a very great deal. This being so, it is seen that there is a very great deal to change in our political system. In the present instance he was obliged to act against gentlemen he had grown up with, so to speak. He was obliged to do so to maintain his own consistency. He voted against the Government because the Government which he had left defended the land swap, and because he held that it should be immediately set aside. Had the late Premier and he been able to come to an agreement on this point, it was possible that he might have stayed in the Government and immediately taken action, but as it was, he had been obliged to resign. It would be a singular inconsistency if he exempted the present Government from the obligations which he held was imposed upon the late administration, and countenanced what he believed to have been improper and unwise action. He referred to the abuse to which he had been subjected at the hands of irresponsible persons speaking without knowledge of the facts, but he was not to be deterred from the plain course of duty which lay before him, and he should vote, however much he would regret having to do so, against the Ministry. He had heard it said that the amendment was proposed to prevent the enquiry from being held, but such, as far as his intention went, was far from being the case. He had confidence enough in the Government to believe that they did not countenance the whispers which he had heard, that in the event of the amendment being voted, a dissolution a Parliament would follow. He did not believe that they would given utterance to so unconstitutional a threat.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Jamais vous nous avez entendu dire rien de tel en Chambre.

M. G. IRVINE (Mégantic): Had not, but there were intimations of this nature. Current Parliament had important work to do in passing a strong election law. He referred to the unanimity of sentiment in the statements made

in the Assembly by Members of the late Government, and said that his attention had been called to the address of an ex-colleague in another place (Mr. Archambault) in the Council), who said that he had been entrusted with the carrying out of the land exchange, the titles, etc., because he was a professional man and could take charge of them. This existed solely in the imagination of that Honourable gentleman, and no conversation of that nature took place, to his knowledge, in the Council. He apologized to the Assembly for the length of his address.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Lorsque l'ordre en conseil fut passé le 27 juin, M. Archambault a été autorisé à faire l'échange.

M. Archambault était sous l'impression qu'il était autorisé à signer et à compléter la vente. J'étais de bonne foi et je crois que tous mes collègues étaient aussi de bonne foi. Si nous avons été trompés, ce sera aux tribunaux de le démontrer; mais je ne dois ni ne veux refuser d'accepter une responsabilité qui m'incombe, à moi et à mes collègues. Cette responsabilité nous est commune, et celui qui refuse doit avoir de très graves raisons pour le faire. Je ne blâme aucun de mes collègues; mais sans faire aucune remarque malveillante sur la conduite du député de Mégantic, je dois lui dire qu'il sera, comme moi, jugé par cette Chambre.

Si, après la transaction, mon honorable ami de Mégantic m'avait dit ce qu'il déclare aujourd'hui, non seulement je lui aurais demandé de prendre action, mais même je l'y aurais forcé. Je l'ai déjà dit dans cette Chambre: je n'ai jamais, ni directement, ni indirectement aucunement profité de cette affaire; le seul rapport que j'y ai eu a été de donner mon consentement comme chef du gouvernement.

On prétend que la transaction est entachée de fraude; cette prétention ne repose que sur de simples présomptions. Je ne connaissais la valeur ni de l'une ni de l'autre propriétés et, de fait, je ne connais pas la valeur des propriétés à Montréal, car je ne me suis jamais mêlé de spéculation sur les terres. On sait que la propriété à Montréal subit de grandes variations. Ceux donc qui condamnent la transaction peuvent se tromper et j'en donne un exemple. Une propriété située sur le versant de la montagne, à l'endroit où sera fait le grand et magnifique parc que l'on se propose de construire et, par conséquent, où la propriété doit avoir une très grande valeur, a été estimée par un grand capitaliste à \$100,000, et par un autre grand capitaliste à \$18,000.

Dans le cas qui nous occupe, la même chose peut se présenter; mais ce n'est pas pour cela qu'on devra récuser les témoignages de ceux qui viendront déposer. On a tellement enveloppé l'affaire de nuages, comme l'a fait le député de Mégantic, qu'on a fini par y découvrir de la fraude. Et s'il est établi par des témoins que le contenu de la lettre de M. Dansereau est vrai, ce

ne devra pas être parce que ce monsieur est le rédacteur d'un journal qui représente un parti politique qu'on ne devra pas le croire. Je défendrai donc jusqu'au bout la position que j'ai prise, parce que l'on a dit qu'il y avait eu fraude. Je demande l'enquête pour prouver ce qui a eu lieu et, s'il y a des coupables, pour qu'ils soient stigmatisés comme ils le méritent, quelle que soit leur position. On a dit que le nouveau gouvernement n'avait pas le droit de demander la dissolution des Chambres; je prétend qu'il a ce droit et, à coup sûr, il l'a aussi. Il demande une enquête pour connaître certains faits qu'il ignore et pour prendre sur ces faits, une fois connus de lui, certaines procédures, je ne sais lesquelles, car je ne suis plus dans les secrets de l'administration; si la Chambre lui refuse cette enquête, je prétends qu'il a le droit de la dissoudre. A propos de la valeur des propriétés à Montréal, j'ai dit que les opinions étaient bien divisées sur une propriété donnée. J'ai ici une évaluation des terrains situés près des Tanneries. Je n'ai pas celle de la terre ci-devant appartenant au gouvernement, mais celle des propriétés avoisinantes est entre mes mains. La première propriété qui se trouve près de la terre des Tanneries et qui, étant la plus rapprochée de Montréal, est celle qui doit avoir le plus de valeur est évaluée à \$40,000. Celle de Moses Davis à \$50,000. Celle de Moffat à \$25,000. Celle de Routh à \$70,000. Celle de Green à \$60,000. De sorte que la valeur donnée à la terre du gouvernement peut être tout au plus de \$30,000.

Le député d'Argenteuil me demandait pourquoi j'avais résigné. Je l'ai dit dans la lettre que j'ai adressée au lieutenant-gouverneur, et je répète que j'ai résigné parce que quatre de mes collègues m'ayant laissé, je n'avais plus le nombre suffisant de ministres pour gouverner. Je suis resté au pouvoir pour attendre le retour d'Angleterre de l'honorable trésorier et afin qu'il pût trouver à qui rendre compte de sa mission, et c'est à ma demande que l'honorable P. Fortin est resté avec moi et dans le même but. On m'a accusé de vouloir demeurer au pouvoir quand même; eh bien! le pouvoir je ne

l'ai jamais demandé et, si j'y suis resté, c'est, je crois, dû à la droiture de mon caractère. Au début de ma carrière, j'ai siégé au Parlement de l'ancienne province du Canada. Battu dans les élections quelque temps après, je suis retourné à l'exercice de ma profession, comme je l'ai fait aujourd'hui. En 1864, on m'a offert une situation publique que l'exiguïté de mes ressources me forçait en quelque sorte de prendre, mais j'ai refusé parce que je croyais que je pouvais autrement mieux servir mon pays. En 1867, mon honorable ami, M. Cauchon, m'a demandé d'entrer dans le ministère qu'il avait été chargé de former, et j'ai accepté. M. Cauchon n'ayant pas réussi, je suis entré dans l'administration Chauveau avec le même portefeuille que m'avait offert M. Cauchon.

Plus tard, à la suite de la résignation de M. Chauveau, on me dit que j'avais droit de monter sur le banc judiciaire; je refusai encore parce que mes amis me dirent qu'ils comptaient sur moi. Puis, j'acceptai d'être le chef de l'administration qui vient de résigner. Enfin, arriva la transaction des Tanneries, autour de laquelle on a fait tant de bruit et qui est, au fond, une petite affaire et au sujet de laquelle une motion de non-confiance dans le ministère qui m'a succédé a été présentée. Quelle sera la conséquence de cette motion?

Si le gouvernement demande la dissolution des Chambres, qu'advient-il de l'enquête? Si l'enquête n'a pas lieu, moi et tous ceux qui sont accusés seront privés du droit que nous demandons d'être entendus et de faire entendre nos témoins et nous resterons sous le poids d'une accusation très grave. Je crois donc que la Chambre, en ne donnant pas cette enquête, commettra un acte injuste envers l'ex-gouvernement et que le pays ne ratifiera pas; elle ne doit donc pas approuver cette motion. Que l'enquête ait lieu et, pour ma part, je dirai les faits qui sont à ma connaissance. Je ne veux pas de l'enquête pour me blanchir comme on l'a dit, car je n'ai rien à me reprocher; mais je veux l'enquête pour que la lumière se fasse sur des faits que le pays a droit de connaître.

La Chambre s'ajourne à minuit.

Séance du 9 décembre 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures-

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etats des affaires de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, de l'Ouvroir Sainte-Geneviève, Saint-Hyacinthe, et du Dispensaire de Montréal, tous pour l'année 1874, (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition des dames directrices de l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal.

Par M. Esinhart, la pétition des révérendes sœurs de l'Asile de la Providence, Laprairie.

Par M. Eddy, la pétition de E. B. Eddy et autres, du village et du township de Hull.

Par M. Alexander, la pétition du révérend J. Denovan et autres, les ministres, syndics et membres de l'Eglise baptiste, rue Sainte-Catherine, Montréal, et la pétition de The Quebec Temperance and Prohibitory League.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Sherbrooke, les Cantons de l'Est et Kennebec.

Par M. McGauvran, la pétition de la Société bienveillante des dames de Montréal.

Par M. Mailloux, la pétition de Pascal Lebel et autres, de Saint-Honoré, et la pétition de Vital Laplante et autres, de Saint-Honoré, toutes du comté de Témiscouata.

Mise au point

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Avant d'appeler les ordres du jour, il désire attirer l'attention sur la manière dont on a rapporté son discours de vendredi. Ce n'est pas pour lui-même, mais pour la vérité et la justice et pour les deux côtés de la Chambre et ses employés qu'il le fait. Il attire l'attention de la Chambre sur le compte rendu, publié dans le Canadien, du discours qu'il a prononcé à la séance de lundi, compte rendu qui est inexact en ce qu'il lui fait employer le mot "infâme" pour qualifier la substitution d'une copie de l'adresse à une autre. Il ne consentira jamais à employer ce mot pour qualifier une erreur chez ses collègues ou les employés de la Chambre. D'ailleurs, il doit dire que ce journal fait tout en son pouvoir pour rapporter les débats avec la plus grande exactitude.

Et, s'il se lève, ce n'est pas, comme il l'a dit, pour lui-même, car il faut se préparer aux blessures quand on se bat; c'est plutôt pour défendre la Législature, comme corps, puisque tous les yeux du Dominion sont maintenant

fixés sur nous depuis l'accusation que nos débats sont mal conduits.

M. A.-R. ANGERS (Montmorency): Explique la cause du malentendu. L'imprimeur n'était pas la cause de l'irrégularité, mais c'est le petit page qui a commis cette erreur. Il a distribué ici les résolutions préparées pour le Conseil législatif.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Se plaint aussi de la façon dont on a rapporté ses propos dans certains journaux. Il n'a jamais dit qu'il voulait gratifier de son vote l'affaire des Tanneries. Il n'a jamais rien dit de tel.

Débats sur l'adresse en réponse au discours du trône

L'ordre du jour, pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement proposé lundi dernier, au troisième paragraphe de la motion, qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session, de la confiance qu'il exprime dans notre concours et, de plus, pour assurer Son Excellence:

2. Que nous remercions Son Excellence de l'information qu'elle nous a donnée sur le changement ministériel qui a eu lieu depuis la dernière session.

3. Que nous concourons dans l'opinion de Son Excellence qu'une enquête devrait être faite, dans l'intérêt public, sur l'échange d'une propriété du gouvernement, près de Montréal.

4. Que nous apprenons avec satisfaction qu'un projet de loi sévère contre la corruption et les menées électorales sera soumis à notre considération.

5. Que nous voyons avec plaisir que la politique libérale adoptée à l'égard des chemins de fer a produit des résultats encourageants, et que c'est l'intention du gouvernement de continuer cette politique en autant que les finances de la province et les règles de la prudence le permettront.

6. Que nous apporterons toute notre attention à l'examen des comptes publics et aux subsides qui nous seront demandés.

7. Que nous apprenons avec plaisir que, malgré l'augmentation des dépenses nécessitées par les besoins publics, l'état des finances accuse un surplus à ajouter à celui de l'an dernier.

8. Que nous sommes heureux d'apprendre la réussite de la mission en Angleterre de l'honorable trésorier de la province, et que le résultat de cette mission nous sera communiqué en temps convenable.

9. Que le retour d'un grand nombre de nos compatriotes, et le désir d'un nombre plus grand encore de suivre leur exemple, sera certainement pour nous un sujet de réjouissan-

ce, et que nous assurons Son Excellence que les mesures qui nous seront proposées pour seconder ce rapatriement, ainsi que pour favoriser toute immigration saine qui nous viendra d'Europe recevront toute notre attention.

10. Que, comptant sur notre loyauté à notre Gracieuse Souveraine et sur l'amour de notre pays, nous avons toute confiance qu'avec l'aide de la Divine Providence nos travaux procureront à cette province un accroissement de bonheur et de prospérité.

Lequel amendement était: "mais il est de notre devoir d'informer Son Excellence que nous regrettons que les conseillers de Son Excellence n'aient pas pris de suite les procédures tendant à l'annulation dudit échange", soient ajoutés à la fin d'icelui.

La Chambre reprend les dits débats.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Announced that the Leader of the Opposition (Mr. Joly) and himself had come to an understanding, and he had adopted the proposition of that Honourable gentleman with regard to the investigation of the Tanneries Land Exchange. He had no further information to give, except to state that he and the Honourable Leader of the Opposition were in perfect accord on this head, and he had no doubt that they would also agree upon the composition of the Committee.

M.H.-G. JOLY (Lotbinière): Répète la même chose en français.

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): He expressed his disapprobation of the land swap, considering it an express violation of the wish of Parliament as expressed in its legislation respecting the Crown domain. He held that it was also an act censurable in itself, and believed that all the Members of the Cabinet, the Treasurer included, were responsible for it, and the least that could be said of it was that it was a manifestation of the grossest negligence, while there could be no question of its having been a most disastrous transaction for the Province. He regarded it as somewhat singular that all concerned in the matter desired to wash their hands of it, and, in this connection, he condemned the precipitancy shown by Mr. Irvine in his resignation, believing that, if he had only taken counsel with the Premier, satisfactory explanations might have been given, which would have obviated his resignation. He asked that the ex-Attorney-General's letter of resignation should be read.

M. G. IRVINE (Mégantic): Had no objection, but failed to see what was the object of the Honourable gentleman, and what bearing this letter would have on the matter. He had already stated his reasons to the House.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Lit cette

lettre, conçue dans les termes suivants: (Traduction)

Québec, 30 juillet 1874

Mon cher premier ministre,

Je regrette de dire qu'après avoir très soigneusement considéré les circonstances se rattachant à l'échange récent de propriétés à Montréal et m'être enquis des faits aussi complètement que j'ai pu le faire, j'en suis arrivé à la conclusion que cette transaction ne saurait être défendue.

J'ai aussi constaté l'existence de plusieurs circonstances que j'ignorais lorsque l'ordre en conseil du 27 juin (confirmé le 10 juillet) a été passé, circonstances qui doivent avoir été connues de quelques-uns de mes collègues et que, si je les eusse connues, j'aurais considérées comme une raison suffisante pour me porter à ne pas consentir à la transaction. Dans ces circonstances, je me sens forcé de renoncer à la position que j'occupe dans le gouvernement et à vous demander d'être assez bon pour remettre ma résignation au lieutenant-gouverneur.

(Signé)

G.Irvine

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Held that Mr. Irvine should have insisted upon an enquiry. As to the proceedings to annul the exchange, for not taking which the present Ministry had been blamed by different speakers, he was bound to say that he could see no reason for haste, especially as they had been told distinctly by the law officers of the Crown that the delay had caused and would cause no damage to the interests of the Province. He saw no object therefore to be gained under the circumstances by censuring the Ministry, a vote which would possibly lead to grave results, including a dissolution of the House, and the necessary postponement to an indefinite period, to the serious injury of the Province, of important business affecting most materially its dearest interests, including the encouragement of railway enterprises for its development. He did not think the Ministry, at the very outset of their career, deserved so severe a rebuke as that implied in the amendment of the Leader of the Opposition. He did not think, either, that they deserved to have their sincerity in the matter of the proposed investigation questioned as it had been by that Honourable gentleman.

At the same time, he had listened with pleasure to his (Mr. Joly's) remarks respecting the Conservative party, when he said that that party should not be held responsible for the acts of individuals, so glaring within the past few years. He believed that these remarks reflected the sense of both sides and, for his own part, he particularly appreciated them. The speaker went on to refer to the necessity of union in the interests of Lower Canada in the Federal Government, and to deprecate the

efforts of those who were seeking to widen and deepen party lines. He held that the time had passed when these distinctions were longer necessary and that the hour had struck when this province should make its influence properly felt in the Dominion, and have its local affairs administered by stronger hands — the best of all parties the country could produce. Nevertheless, he hoped to see this session pass over unbroken, while satisfied that the desirable consumation he had foreshadowed was in the near future.

In the railway policy of the province, he took a deep and special interest and thought the broadest limit of encouragement should be given by the Legislature to these great undertakings. Railway facilities were absolutely required for our development and, unless we wished to lie behind in the race for influence, importance and prosperity, we would have to do in this respect what Ontario and the sister provinces were actually doing. We should either go ahead or retrograde.

We could not stand still, and it wholly depended upon our railway policy whether we did or not. He did not believe the country would sanction any administration who did not act liberally on this head. He trusted the Government of the day would see this truth and act accordingly. They should expect to be judged by their acts, and he hoped these acts would be such as would meet with approval. In conclusion, he again expressed the hope that, in business, the administration would be enabled to carry through, but at the same, whatever happened, that, in the future, party lines would be obliterated and every effort would be made to give the province a good, rightful position in the Federal system.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Said he was too well aware that it was very difficult for him to say anything in the House which would add to the brilliancy of the addresses which had been delivered in this debate. After listening to the speeches of such able men as had already spoken on the subject of the present amendment, the Leader of the Opposition who spoke with such ability, grace and eloquence, he feared he would be unable to present to the House anything new, or to advance arguments which had not been anticipated. He knew that it might be insinuated that he spoke for the sake of hearing himself; there were those who would fancy that he was one charmed with the sound of his own voice, but he begged it to be understood that, if he rose in the House, it was because he believed he had a solemn duty to discharge, and he would discharge it to the best of his ability, and according to the dictates of his conscience. Had the Honourable Leader of the Opposition opposed the Government upon any other point which could have been properly contested, had he been able to oppose objections upon grounds of general policy such as the country thoroughly objected to, or such

as the late Government pursued, he would have been only too glad to follow his leadership.

But in the present instance he must say that in spite of his eloquence, his grace, and the arguments which he had advanced, he could not do so. I yet cannot see what advantage would accrue to the country by accepting the amendment. The debate hitherto has embraced two questions — 1st, the indiscretion if not the guilt of the last administration; 2nd, the darkness of the present Ministry, and their inability to carry on the Government of the country satisfactorily. So far as the first of these charges is concerned, I have no word to offer in palliation, no word of defence; but I would condemn in the strongest terms, after the admissions made by the Honourable the ex-Minister of Education, and by the Honourable the ex-Attorney-General, the whole of that unfortunate business; and although I have no reason to suspect the integrity of either of the Honourable gentlemen referred to, indeed, in justice to the latter, I would say that in the division I represent, and in the district of which it forms a part, and, I believe, universally through the province, particularly among the English-speaking portions of it, his name is a facsimile of honour and ability. Nevertheless, it seems to me strange that they would allow themselves to be duped in this manner.

They tell us they have been, and I cannot accept it as a sufficient atonement, that they should now come and sing in the ears of the House "pecavi, pecavi". The country wants more than this, it wants a thorough investigation into the whole circumstances of the case by a committee, if you choose, composed entirely of the Opposition. Surely this is fair, and any objection to it would only suggest that the case is not so bad as represented, or that the rank and file of the House may be so demoralized as to screen the offenders. Now, then, what about the second of these charges? The last Ministry resigned or were compelled to resign for something they did, for sins of commission; the present Ministry is asked to resign for something they did not do, or sins of omission.

They did not bring the culprits the moment the Cabinet was complete to the bar of justice. I confess I was not a little astonished to hear the Honourable the ex-Attorney-General first give expression to this charge, first to throw out the bait, and I must say that, notwithstanding the respect I entertain for him, the charge comes with exceeding bad grace, to say the least of it. He virtually says "I have been one of a number relying on the integrity of my colleagues, that sought to defraud the country of \$150,000, and you (the Ministry) have given us one month's grace before proceeding against us. We have been destined and should have been consigned to oblivion a month ago." But what has the Honourable gentleman done all this time to facilitate Government to take proceedings? He must have been in possession

of facts that would have materially aided the Honourable Attorney-General in making out a case. Has he shown his philanthropy by making such disclosures? Is he prepared to do it? Is he prepared now to come forward and testify to it that there is fraud in the matter? Is there an Honourable gentleman of this House prepared to do it? What the present Government want is an enquiry that will put them in possession of such facts as will enable them to proceed further. Did I believe it was an effort to witewash, I would retract even now.

Another Honourable gentleman, echoing the same sentiment, claims to do so from very different feelings and motives. He assures us that it is because he is a Conservative, and always supported that party, he has no faith in the present Ministry. The proposition to take from this House the privilege of pursuing the enquiry is so thoroughly Conservative, so thoroughly the reflection of the ex-Federal Government in the matter of the Pacific scandal, that he might have saved himself doing what the artist is said to have done when he finished his painting; and as I have no reason to presume that the country has changed on this principle, and believing this House the constitutional tribunal to try its servants or its leaders, I ask for a committee.

But I am told that the Honourable the Premier should have been taken from this House, and that the Honourable the Attorney-General should have been selected from among the Members of Parliament. I confess to you, Sir, that I would have preferred that such had been the case, but neither of these Honourable gentlemen are to blame for their selection. The principle is constitutional, and howmuchsoever we might desire otherwise, we are bound to respect it. In England the custom prevails; when circumstances demand it, the leader of the Government is taken from the House of Lords. Therefore it must be constitutional. While, in Ontario is it not true that the bench was deprived of one of its brightest ornaments by the Liberal Government to meet an emergency? On these grounds, then, I repeat, howmuchsoever I might wish otherwise, I must support the Government; and now, Sir, it is unfair to charge the Ministry with the sins of their predecessors. Such reasoning reminds me of the lamb and the wolf in Aesop's Fables: if you did not commit the outrage, your friends or your relations did; it's all the same, it's all in the family. Give them a fair trial and judge them by their measures. One word, a common word in the English language, but without a comprehensive word, and I have no doubt has its equivalent in the French language, explains the objection to the enquiry: that word is — jealousy.

M. W. W. LYNCH (Brome): Said that he could not hope to add anything to the able

address and the close argumentation which had been offered the House by the Honourable Member for Lotbinière, nor could he pretend to deal thoroughly with what had been offered the House by the Honourable Members in extenuation who opposed the motion. The House had been listening with great attention, and he might say with deserved attention, to the Members for Chicoutimi and Huntingdon, and they had placed themselves with the foremost rank of speakers in the House. As such he welcomed them heartily as he would welcome any addition to the debating talent of Parliament, and if he could not compliment the Honourable Member for Huntingdon upon the logic of his arguments, if he could not say that he had succeeded in convincing the House by unanswerable arguments of the soundness of his position, he must at least give him immense credit for the pleasant stories with which he had entertained the House, and which served so amusingly and interestingly to diversify debate.

But there was something graver before Parliament than this. The country looked for more than this, and expected a thorough discharge of a grave and solemn duty. This Parliament had assembled under very peculiar circumstances. The story of the Tanneries scandal had gone the length and breadth of the land; and who was the first to tell the tale to the country? Who was the first to unfold to the land the enormity of the job which the whole province execrated today? It was the Honourable Member for Megantic; and if ever he was dear to the heart of the public, it was when the telegraph had flashed the news that he had sent in his resignation, and thus marked his disapproval and repudiation of a transaction which was apparently as dishonoring to the Ministry, of which he was a Member, as it was disastrous to the Province, whose concerns he, as one of the advisers of the Crown, was called upon to assist in administering and maintaining.

The Member for Megantic was held affectionately in the hearts of the people; he maintained their respect and affection, and never moreso than at the present time. It has been his (Mr. Lynch's) fortune to have, in the brief time that he had the honour of sitting in the House, to have given his support to the two administrations which had held power, and he looked back with pride to the fact that he had accorded his countenance to Ministers whose policy had been to advance the best interests of the country. An unfortunate event had occurred to dash down the hopes of those who had believed that the Ministry would have been enabled to meet the House with a broad and liberal policy, and command its confidence, respect and esteem. He did not wish to harp on the string of unpleasantness towards the late administration; he was disposed to accord to them the fullest fair play and consideration, as he was to the present Government. He would ask upon what grounds the present Government

held office, and what gave to them their position? The event of the Tanneries land swap alone. They acceded to office on September 1st, when the public had a right, under the circumstances, to expect from them immediate action. His Honourable friend the Attorney-General, whom he was glad to see in his present position, might safely have spared himself the trouble he had taken in stating that he had not seen the papers connected with this case, that he had been unaware of their nature until the date of the meeting of Parliament.

The excuse was one which he (Mr. Lynch) did not consider a plausible one, nor did it afford him that protection which he seemed to believe grew from his self-asserted ignorance of the facts, especially in view of the truth that a doubt existed as to the true policy of the Government on this important question, as announced by the leader of the Government in the Lower House, when he stated that there were two reasons for the existence of the Government: first, the obligation to institute a full and complete enquiry into the circumstances of the land swap; and secondly, to introduce a satisfactory election law. When that policy was so announced he (Mr. Lynch) was morally certain that the Government had never arrived at any fixed conclusion, had never had any understanding tending to a determination to take any action towards reinstating the province in its rights of possession. From the statements which had been made in the House it was more than evident that the Government had really no intention of taking action in the case to recover the rights of the province to the property which had been bartered away.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): L'intention du gouvernement a été signifiée dès le commencement. C'était de soumettre la cause à l'examen d'un comité et de procéder pour obtenir une restitution de la propriété, dans le cas où il y aura motif suffisant.

M. W. W. LYNCH (Brome): Accepted the statement of the Honourable Attorney-General. He was quite sure that he was entirely sincere in his convictions. But if he and his colleagues had been correctly reported — and in these times it was difficult to know when a speaker was correctly reported — it was easily to be seen from the utterances on the floor of the House, that there was no intention whatever to take action to annul the transfer. His Honourable friend the Treasurer, in the explanation which he had made elsewhere, had not admitted that there was anything so wrong as to justify action. He could not see, it would appear, that there was sufficient evidence on hand to justify him in advising his colleagues to take immediate action in the premises, nor had any one of his colleagues been fit to adopt any different line of conduct from that which he had not enunciated.

He regretted that the Honourable Attorney-General had been so unsuccessful in his researches, that he had been unable to obtain the information which he required. He had taken the trouble to go everywhere, but those places where he might have obtained information. But he was bound to believe, from the statements which had been before the House, that there was never any plank in the Governmental platform that there should be any suit taken for the restitution of the Province in its rights. He credited the law officers of the Crown with too much ability, too much legal acumen, to think that they believed that the House should constitute itself into a judicial body. He thought too much of his Honourable friends to believe that they required the advice which the committee which was demanded could give. Had they come down to the House and said that they had taken the action which was proper, but had found the information which they had based their action upon was insufficient, that they were satisfied they were not able to go on, he would have been satisfied. But instead of this they came before the House with an excuse.

They came asking the House to constitute itself a judicial board, to enter into an enquiry which was altogether within the power of a court of justice, to obtain information which was legally within their own power. The result of their inaction had been to so complicate the case that any third party who had become vested in possession of the property, or who might in any way be brought to give evidence before the House, would be justified in upholding his evidence. He might refuse to testify, and a Committee of the House had no power to compel him to give evidence.

The committee which the House required, and which the country demanded, was not one which should be vested with judicial functions, but one which should enquire into the position of the late Members of the Government which should decide upon their responsibility individually for the action which they had taken in adopting the Land Swap. The Committee, as it should be constituted, and as its powers should be defined, would have constitutionally but the privilege of enquiring into these facts, but it would not be a judicial court. What the country blamed, and what the House blamed was the delay, the unnecessary and the dangerous delay which had taken place. He said that the delay had been incited by a spirit which was behind every action, and stronger than every influence, it was that which particularly actuated his Honourable friend the Treasurer, and it was the powerful one of self-interest.

The Honourable Treasurer had, after his inspection and his decision in his character of judge of the acts of his colleagues, declared that the titles were not good, and that the transaction was, to say the least of it, one of a dubious character. He was quite sure that he

(the Treasurer) was aware, with all who had any opportunity of inspecting the deeds, that the grossest fraud had been practised upon the Government, a fraud that had been maturing long before the order in Council had been passed.

The deeds bare every evidence of this. Middlemiss was only an agent, and this could easily be believed from his standing in Montreal and his political history, for it was known that he was opposed to the Government, and had no favors to expect from them. He asserted that had the Government taken the action which they should have, they would speedily have gotten to the bottom of this astounding act, but instead they allowed themselves to go on for two months, and have taken no action whatever. They held office for the simple purpose, as their policy stated, of probing to the bottom this iniquitous affair. Yet their history was such as to lead to the sole conclusion that, in spite of their protestations, they were determined that no action should be taken. He therefore condemned them for dereliction of duty, and charged them with trifling with the House and the country.

An action at law was the course, which plainly lay before them, but they had not chosen to adopt it and they therefore incurred suspicions which otherwise would have been groundless. He had believed, and still believed, in the innocence of the gentlemen who had negotiated the transfer, but the inquiry which the Government demanded was one only invested with power to establish their innocence, and was not a judicial court, to decide the case. He referred to his party associations, and the difficulty of tearing himself away from the men with whom he had so long acted, but there was an imperative duty which he must obey, and he must show to the people whom he represented that in no way whatever had he contributed to condoning the offence of the late administration, that he had consented in any way to the deprivation of the province of one cent of its heritage. It had been said that the Committee would be a white-washing one. He spurned the idea, for he did not believe that the House could furnish such a Committee, that any Committee of the House could be formed that would say there was no guilt to the Attorney-General's excuse of pressure of departmental business which had kept him from examining this matter, and said, though he knew there was great pressure, there was no business transcending the importance of this affair of the Tanneries. He concluded by saying that the whole course of the Government had been one of neglect of imperative duty, and therefore he was compelled to vote for the amendment of the Member for Lotbinière.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Je ne dirai que quelques mots sur cette question qui a été déjà

bien débattue. Quelques honorables membres de l'Opposition ont dit que ceux qui donnent leur appui au gouvernement actuel cherchent à dérober aux yeux du pays les actes de l'ancien ministère. Telle n'est pas mon opinion. Je prétends qu'en donnant notre appui au gouvernement de Boucherville, nous ne faisons que le mettre en état d'aller au fond de cette affaire et nous en faire connaître tous les détails.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Si le comité d'enquête exonère l'ex-ministère, prendra-t-on alors contre lui des procédures légales?

M. E.B. EDDY (Ottawa): Je ne suis pas avocat, mais je crois savoir qu'on punit les gens coupables de fausse représentation et de fraude.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): On ne répond pas à ma question.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): La question sera soumise aux officiers légaux de la couronne.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Je demande à l'honorable député de Pontiac (l'honorable L.R. Church), de me répondre.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Le gouvernement a l'intention très nette de punir toutes les personnes trouvées coupables de fraude.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): On ne répond pas à ma question, et l'honorable député de Pontiac (l'honorable L.R. Church) évite la question.

Dans le cas où le gouvernement Ouimet est déclaré parfaitement innocent, est-ce que le gouvernement actuel prendrait les mesures nécessaires pour faire annuler le contrat?

M. E.B. EDDY (Ottawa): Je suis d'avis que si le gouvernement Ouimet est exonéré de tout blâme, le gouvernement actuel poursuivra toute personne qui aurait été trouvée coupable de fraude. D'ailleurs le gouvernement a promis de continuer la politique de l'ancien ministère à l'égard des chemins de fer. Il a aussi l'intention de faire adopter une loi électorale, de sorte que je considère que le gouvernement est digne de mon appui.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Je réitère ma question, à laquelle on n'a pas encore répondu. Si le comité trouve qu'il n'y a eu aucune fraude commise, qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire?

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Si l'enquête établit qu'il y a lieu d'instruire une

action en cassation, cette action sera instruite immédiatement.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Le ministère ne devrait pas tirer des conclusions trop rapides, et ne peut se plonger sans réflexion dans une poursuite légale sans prendre les précautions nécessaires. Malgré l'estime que j'ai pour le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), je ne peux le suivre dans cette affaire.

L'honorable député de Mégantic a déclaré que la chose est tellement claire qu'il ne voit pas comment il puisse y avoir deux opinions sur le sujet. Il prétend que l'on ne saurait hésiter à prononcer la transaction des Tanneries une malheureuse transaction. Eh bien, si l'honorable monsieur comprend si facilement maintenant toute cette affaire, j'aimerais à savoir pourquoi il ne l'a pas comprise plus tôt.

Il en connaissait toutes les circonstances longtemps avant de la prononcer mauvaise. Et lorsqu'il a découvert que la transaction était si désavantageuse pour la province, pourquoi, au lieu de donner sa démission, n'a-t-il pas pris les moyens nécessaires pour la faire annuler? Les membres de l'Opposition ont dit que les retards sont dangereux. Je ne crois pas que dans le cas actuel les retards puissent tourner au détriment de la province. S'il y a eu fraude, elle affectera toujours le contrat. Si le gouvernement s'était engagé dans un procès de cette nature sans le consentement de la Chambre, il aurait été bien plus censuré qu'il ne l'est actuellement.

Quant à moi, je ne suis pas en état de juger l'ancien ministère. Je ne pourrai le faire que lorsque je connaîtrai les circonstances qui ont accompagné cette transaction. L'ancien gouvernement a pu être induit en erreur; il a pu agir de bonne foi, et je ne voudrais pas le condamner maintenant.

L'honorable représentant de Mégantic a dit lui-même qu'il ne croyait pas que le gouvernement Ouimet avait agi d'une manière malhonnête. Pourquoi donc le condamnerions-nous avant de l'avoir entendu?

Moi je dis qu'on ne doit jamais avant preuve déclarer un homme coupable, et sur ce principe je suis d'opinion que l'on ne peut blâmer avant l'enquête l'ex-ministère et encore moins le présent. Je ne doute pas qu'en supportant le présent ministère je ne sois approuvé par la majorité de mes électeurs. Je trouve le programme du ministère actuel satisfaisant. Je suis convaincu qu'ils l'accompliront, et en conséquence je les supporte.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai écouté avec beaucoup de plaisir la citation de la fable du loup et de l'agneau faite par l'honorable député d'Huntington. Je crois que s'il a un rôle à jouer dans la circonstance, ce n'est pas le rôle du loup, qu'il personnifierait. J'ai écouté avec plaisir le discours de l'honorable député de Chicoutimi. L'honorable député a exprimé le désir de voir à la tête des affaires des hommes

vigoureux. C'est parfaitement vrai, et voilà pourquoi je suis contre le gouvernement, qui est loin d'être vigoureux. L'administration maintenant au timon des affaires n'est pas vigoureuse. La mine piteuse qu'elle a faite devant les accusations portées contre elle, me portent à croire qu'elle n'est pas née viable. C'est un enfant chétif, à ce point qu'on a été obligé de lui choisir deux médecins pour le porter au baptême de cette Chambre.

M. Angers nous a reproché d'être trop pressés d'arriver; il a montré plus d'empressement que nous, lui, qui est sauté du parquet aux banquettes ministérielles; je lui dirai, moi, qu'il a fait un saut périlleux en passant du parquet au cabinet; qu'il aurait dû faire auparavant son apprentissage.

J'ai été surpris d'entendre M. Angers et M. Church nous dire qu'il n'y avait aucune solidarité entre eux et l'ex-gouvernement. Ils nous ont pourtant dit qu'ils étaient décidés à suivre la même politique. La conduite du gouvernement jusqu'à présent nous prouve qu'il n'est que la continuation, en miniature, sans courtoisie, de l'ancien. J'ai vu quelque part qu'un meurtrier (sans comparaison, bien entendu) avait pris une curieuse mesure pour sa défense. Il avait été pris en flagrant délit. Il avait fait certaines études physiologiques. Il s'était convaincu qu'au bout d'un certain nombre d'années le corps humain se régénère, se renouvelle. Il se présenta devant le tribunal et plaida qu'il était innocent, vu que son corps ne contenait pas une parcelle de celui qu'il avait il y a vingt ans. Donc, je suis innocent ajouta-t-il. Le gouvernement actuel semble vouloir faire la même chose.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Très bien pour le corps, mais l'âme, elle, change-t-elle ainsi?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'allais justement le lui dire. C'est qu'ils nous a paru jusqu'ici que l'ancien cabinet est l'âme du ministère actuel.

M. Ouimet a prétendu que si la motion de M. Joly était emportée, elle pourrait avoir pour effet d'entraîner une dissolution.

Le leader de cette Chambre a dit que c'était vrai. J'espère que ce n'est pas là une menace, car il y aurait là une inconvenance incroyable. Si tel était le cas, on pourrait le citer à la barre de cette Chambre, car il n'y a que le lieutenant-gouverneur qui soit juge en cette matière. Le but des débats actuels n'est pas la dissolution, mais bien de savoir si le gouvernement actuel a fait son devoir.

Je signale donc d'une manière spéciale l'assertion de M. Ouimet qui en fait la base de son discours.

Il ne faut pas tenir compte d'une pareille argumentation.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-

Rivières): Je n'ai pas applaudi à ce qu'a dit M. Ouimet, mais bien aux paroles de M. Irvine, qui a dit que nous ne devions pas tenir à nos places assez pour demander une dissolution.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il arrive souvent à M. Malhiot de ne pas dire ce qu'il veut dire; en tous cas, j'ai pris en note les paroles de M. Malhiot et je me crois parfaitement exact.

S'il arrive une dissolution, à qui devons-nous l'attribuer? Ce sera au gouvernement et non pas à l'opposition. Le gouvernement actuel a certainement eu tort de ne pas réparer sans délai la faute de son prédécesseur. Dès le jour où les ministres actuels se sont trouvés ministres, ils ont été pris d'une paralysie de tous leurs membres, ils ont complètement oublié tous les faits.

Je ne sais pas si c'est toujours le cas, lorsqu'on passe de l'état de député à celui de ministre. En tous cas, ce manque de mémoire est coupable, ils auraient dû s'appliquer en arrivant au pouvoir à se mettre au fait de cette affaire des Tanneries.

J'ai été très intéressé par le récit de la chasse donnée par le procureur général aux titres. Tous les désappointements qu'il a subis ont excité en moi une vive sympathie. Ce qui m'a peiné, c'est de voir qu'une fois procureur général, il ne peut se procurer les titres qu'il cherche. Lui aussi se trouve frappé de paralysie constitutionnelle comme le nouveau ministère.

Il y a plus, il s'est même laissé endormir par un clerc du bureau d'enregistrement, lui, un des officiers en loi de la couronne. L'honorable procureur général a manqué à son devoir, il devait s'occuper de ce qui était leur première et unique affaire. Car il était urgent de prendre sans délai des procédures légales comme le gouvernement en avait le droit.

L'honorable ministre nous dit en arrivant qu'il a eu tant de besogne à expédier qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de faire annuler l'échange. C'était une affaire pourtant importante.

L'honorable député des Deux-Montagnes nous dit que s'il eût eu connaissance de tous les faits, il eût fait résilier l'acte ratifiant l'échange. Je trouve extraordinaire que l'honorable ministre n'ait pas eu connaissance de l'acte.

Le gouvernement était alors sous le poids d'une accusation assez grave qu'il me semble que M. Archambault aurait dû montrer cet acte à M. Ouimet avant de le passer et de le rendre valide.

Il est pour le moins extraordinaire que la chose soit passée inaperçue pour lui.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Et cependant c'est le cas.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Avant l'ajournement, j'étais à dire que le gouvernement actuel est solidaire des actes de ses prédécesseurs et je vais essayer de le prouver.

Les fréquentes interruptions dont certains messieurs de l'autre côté de la Chambre ont jugé à propos de saluer mon discours, m'ont empêché de suivre l'argumentation par laquelle j'ai l'intention et l'assurance de prouver que le gouvernement actuel est solidaire des faits et actes de l'ex-cabinet. Nous avons pour preuve les paroles mêmes, les opinions des nouveaux ministres qui corroborent et concordent parfaitement avec les idées et les maximes de voir de l'ex-gouvernement.

L'honorable président du Conseil législatif, M. Lemaire, n'a pas eu l'occasion de se mettre au courant des affaires diplomatiques. Dans la personne de l'honorable président du Conseil, l'honorable M. Lemaire, l'ex-cabinet Ouimet a rencontré un défenseur fidèle. En voulez-vous une preuve? Transportons-nous à cet heureux moment où l'honorable M. Lemaire, rencontrant ses chers compatriotes de Saint-Benoit, leur adressait la parole et leur parlait d'abondance de coeur. Dans un discours meilleur, il déclara à ses compatriotes de Saint-Benoit que sa conviction intime était que le cabinet Ouimet, une fois sorti de l'épreuve de l'enquête, apparaît blanc comme la neige aux yeux des honnêtes gens éblouis.

Chacun a la liberté d'exprimer librement son opinion, mais en présence de l'expression indignée de l'opinion publique il eût été peut-être plus prudent pour l'honorable M. Lemaire de garder ses opinions pour lui. D'après ce monsieur, le cabinet Ouimet aurait résigné pour une question de haute politique. Si l'affaire des Tanneries est une question de haute politique, que sera-ce donc que les bas-fonds de la politique?

L'honorable leader, avec les précautions oratoires qui servent d'antidote à tout accident, prononça un discours dont l'admirable péroraison comprenait ces paroles: "Je suis surmonté de cette affaire des Tanneries, oui, messieurs, et si j'avais été shérif de Trois-Rivières, je crois que j'insisterais pour les faire pendre (les ministres). C'est une abominable affaire".

Et après cela il ajoute qu'il sévira avec rigueur contre les coupables, si toutefois il y a des coupables. Quelle indignation! quelle ardeur! et cela pour sévir contre des coupables... s'il y en a.

En troisième lieu vient l'honorable trésorier qui, lui, a toujours le moyen d'en sortir. S'il tombe à l'eau il sait bien, lui, trouver une épave et remonter sur sa caisse. De retour de l'Angleterre il annonce qu'il résignera s'il trouve ses amis coupables. Nous savons que l'honorable trésorier a résigné et si les faits ont une signification quelconque il est à présumer que le cabinet était coupable. En acceptant un porte-

feuille dans le nouveau cabinet, sa préoccupation immédiate aurait dû être l'établissement d'une enquête établissant la véracité des choses.

Chose admirable, aucun des ministres actuels, du cabinet actuel, n'a daigné faire de recherches au sujet de cette grave affaire des Tanneries. L'honorable procureur général aurait donné plus de soins à la cause d'un client qu'il n'a prêté d'attention aux intérêts du pays. Pour toute défense des droits de la province de Québec, les ministres et ex-ministres lisent à tour de rôle les lettres et correspondances de leurs collègues. Grâce à ce retard, l'acte frauduleux des Tanneries ne pourra être bien difficilement réparé, et on laissera aux témoins importants le temps de quitter la province et de rendre par là même toute preuve impossible. Jugez des contradictions de l'honorable M. Ouimet et de l'ex-procureur général, et celles de MM. Hart, Ouimet. (M. Marchand lit un long article relatif aux relations de MM. Judah, Trudel et Ouimet). Les honorables ministres ont pour devoir impérieux de réparer le tort sérieux, de réparer le tort affreux causé par le scandale des Tanneries. En n'accomplissant pas cette tâche, ils se sont rendus impossibles et méritent la censure de cette Chambre. Si, par une faiblesse inqualifiable, la Chambre appuyait un ministère aussi coupable, elle se rendrait solidaire du scandale que nous avons aujourd'hui sous les yeux, scandale qui affecte avec l'honneur national les plus chers intérêts de la province.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): L'honorable député a lu la lettre de M. Hart. Ce monsieur a publié à mon adresse une lettre injurieuse, c'est le moins que je puisse dire. Je déclare — et c'est tout ce que j'oserai exprimer devant cette Chambre — que ce monsieur fait erreur et j'oppose une affirmation à une négation. Eh bien! devant le comité d'enquête l'on verra lequel aura dit la vérité. En attendant, je persiste dans la déclaration que j'ai faite.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): La question relative au scandale des Tanneries a été si longuement traitée que je n'entrerai pas dans la discussion de cette sale affaire. Les membres du cabinet actuel avaient juré de n'accepter leur portefeuille qu'après avoir pris une connaissance parfaite de l'affaire des Tanneries. Je ne dirai pas qu'il y a eu malhonnêteté, mais je déclare que nous trouvons dans cette affaire un sujet à de graves soupçons. Dans une lettre écrite par l'honorable ex-premier ministre à l'ex-procureur général, il commet double erreur: erreur sur la superficie, erreur sur la valeur du terrain. On a fait là un marché trop prompt. J'ai pris la peine de me procurer l'évaluation des terrains après la transaction faite. On a évalué la superficie du terrain à vingt arpents, tandis qu'elle mesure cinq arpents et trois quarts de plus. D'après l'estimation, ces 5-3/4 arpents valent \$10,000.

L'évaluation de la propriété Leduc estimée à

80 arpents et à \$35,000; si l'on en retranche la moitié plus la rue, à savoir, six arpents et deux tiers, il restera 33 arpents et un tiers, ce qui à \$437.50 de l'arpent donne \$14,584.

La propriété Coursol contient 30 arpents et est estimée à \$40,000, ce qui fait \$1,333.33 l'arpent. Le terrain échangé mesurant 25 3/4 arpents, en supposant qu'il serait de même valeur, ce qui est fort contesté parce qu'il vaut beaucoup plus, étant situé dans le village, donnerait une valeur de \$34,333.50, faisant une différence que le gouvernement aurait perdue, d'après le rôle d'évaluation, de \$10,549.50. Voilà tout ce que j'avais à dire, Monsieur l'Orateur, et afin de ne surprendre personne je dirai que j'aurai le plaisir de voter pour l'amendement de l'honorable député de Lotbinière.

M. E. LABERGE (Châteauguay): J'ai demandé à l'ex-premier ministre de nous donner l'estimé de la propriété Leduc; on nous a répondu qu'elles se valaient et il faut avoir de bien faibles arguments pour établir un parallèle entre ces deux propriétés.

L'on s'est fié sur l'évaluation des municipalités, évaluation qui est toujours mal faite et l'honorable ex-premier ministre a eu l'audace de nous donner comme vrais des documents qu'il savait bien, lui, être faux. La précaution que prend l'ex-premier ministre à l'égard de M. Irvine a prouvé qu'il y avait sujet de la mauvaise foi quelque part. On nous a dit que le terrain Leduc est à un demi-mille de celui des Tanneries; ceux qui ont visité ce terrain savent bien quelle fausseté renferme cette assertion. D'après les messieurs de l'ex-cabinet, le terrain des Tanneries était insuffisant à la construction de deux hôpitaux. Il n'avait que vingt arpents, celui qu'on devait échanger en avait quarante. Or l'on avait dit que dix arpents suffiraient à la construction d'un hôpital: 10 et 10 font 20, nombre d'arpents du terrain des Tanneries: dix arpents pour l'hôpital catholique, dix arpents pour l'hôpital protestant et voilà l'affaire réglée. De plus vous savez ce que nous a valu cette triste affaire? La bagatelle de \$100,000 à la province. L'opinion de tout le monde est une preuve de la vérité d'un fait; tout le monde est d'accord que l'échange de la propriété, du terrain des Tanneries, a été une misérable transaction. Eh bien! le public doit avoir raison.

Je ne dirai pas que le cabinet actuel est un colosse de force politique. Tout au contraire; plus j'étudie le ministère, moins je puis me chasser de l'esprit l'histoire de cette bonne vieille qui priait pour son curé tandis que d'un bout à l'autre de la paroisse on faisait des requêtes pour obtenir le renvoi du curé. La rencontrant un jour, celui-ci demanda pourquoi elle priait avec tant de ferveur pour qu'il restât. C'est, monsieur le curé, dit la vieille, que jusqu'ici nous avons été de mal en pis dans le choix de nos curés et que j'ai peur que nous

soyons plus mal servis avec le huitième qu'avec les précédents.

Eh bien! Monsieur l'Orateur, si je n'avais confiance dans l'avenir, je prierais pour que le ministère que nous avons nous restât. Mais nous ne sommes pas encore arrivés au septième ministère et c'est pour cela que je ne prierai pas pour qu'il nous reste et que je voterai pour la motion de l'honorable député de Lotbinière.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Réitère ses remarques de l'autre jour sur la distance et la valeur des deux propriétés. Il dit que les rapports des arpenteurs du gouvernement corroborent parfaitement ses assertions. Il demande à l'ex-premier ministre de le contredire, s'il ne dit pas la vérité.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je n'ai rien à dire.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Les évaluations municipales ne comptent pas; pour bien connaître la valeur de cette propriété, il faut la comparer au prix de vente de la propriété Coursol qui s'est vendue \$0.50 le pied. Avec des faits semblables, peut-on trouver exagéré le mot de M. Beaubien qui dit que la province a perdu \$100,000? Un quart a été vendu pour \$57,000, ce qui fait pour l'entier \$172,000 moins la valeur de la propriété Leduc \$19,000, laquelle somme déduite des \$172,500 piastres donne un déficit de \$153,000. La valeur donnée au gouvernement en échange valait \$15,000; perte: \$157,200.

Après ces faits, l'honorable ex-premier ministre a dû visiter la propriété à la course. Il y a quelques jours, j'ai dit que ceux qui avaient accompli cette transaction avaient accompli sinon une malhonnêteté du moins une imbécillité. Je regrette cette parole et je désire la rétracter devant cette Chambre.

Pour donner à la Chambre une idée de la valeur du terrain des Tanneries, qu'il me suffise de dire que M. Potter, avec l'appui de la corporation de Montréal, aurait dépensé trois quarts de million de piastres sur ce terrain. Pour la satisfaction universelle, mieux eût valu vendre à l'enchère et partager le revenu en parts égales entre catholiques et protestants.

Chose étrange, l'honorable ex-premier ministre refuse de nous dire quels messieurs l'accompagnaient dans son examen de la propriété susdite. Puisque le gouvernement ne prend pas les moyens de faire annuler cette vente, je me vois forcé en conscience de voter non-confiance contre lui.

Le contrat même de vente n'a pas été renvoyé à des aviseurs légaux. Bien que l'on prétende que l'honorable M. Archambault avait le droit d'agir sans aviseurs légaux, j'avoue que la chose était bien imprudente. Nous n'avons pas même copie du contrat.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac):

Les papiers sont arrivés et l'on en remet des copies.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Au comité d'enquête.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement doit soumettre les papiers devant la Chambre et non pas devant le comité.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Si la Chambre veut.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Cette remise des papiers est spécifiée même dans le discours du trône.

M. F. DAVID (Montréal-Est): L'honorable procureur général nous dit qu'il est prêt à présenter les papiers devant le comité d'enquête, mais si l'enquête n'avait pas lieu il n'y aurait pas moyen d'avoir jamais ces papiers.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il circule une rumeur étrange, si étrange, Monsieur l'Orateur, que je n'ose y croire. Le gouvernement est en ce moment sous le coup d'un vote de non-confiance, il est en ce moment à se faire juger, lorsque j'apprends qu'il y a des négociations d'entamées entre certains députés de cette Chambre et le gouvernement pour changer le personnel de l'administration qui subit à l'heure qu'il est son procès.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je n'en sais rien. S'il y a eu une entrevue entre le premier ministre et quelques-uns de ses amis, elle eut un caractère privé et tout à fait confidentiel, de sorte que l'honorable député n'a rien à y voir et n'a pas droit de poser des questions à ce sujet.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je vous somme de répondre.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Vous n'en avez pas le droit.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je n'ai pas le droit! ah! ah!

Ainsi le leader de la Chambre refuse de répondre. Eh bien! je somme le député de Kamouraska, qui entre, de dire quelle sorte d'entrevue il a eue avec le premier ministre.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): J'aurais besoin d'une autorisation spéciale pour cela.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): De la part de qui et par qui voulez-vous être autorisé? Avez-vous prêté le serment de garder le silence? La vérité, il nous faut la vérité. Oui, Monsieur le député de Kamouraska, vous et ceux au nom desquels vous êtes allé trouver le premier ministre, lui avez déclaré que vous étiez prêts à

voter contre le gouvernement s'il ne changeait pas le personnel du cabinet. Le premier ministre a promis d'apporter des modifications afin de procurer à un gouvernement qui se conduit en lâche et en poltron l'assurance d'une majorité.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Est-ce qu'il y a quelque chose de blâmable, Monsieur l'Orateur, d'avoir accepté une mission de mes collègues, une mission dans le but d'arriver à une fusion des deux partis qui sont toujours prêts à s'entredéchirer, dans le but de réunir ensemble, à la tête des affaires, des hommes marquants des deux partis? C'est pour rencontrer les vues de l'honorable député que nous agissons. Qu'on sache que je ne suis pas homme à rougir devant cette Chambre de mes actes et de mes idées, et je conteste la liberté qu'on prend de censurer une démarche que je regarde aussi honorable que toutes les manoeuvres de l'Opposition.

Je suis allé chez le premier ministre pour lui représenter que, s'il n'introduisait pas de modifications dans son cabinet, moi-même et mes collègues voteraient contre lui; ce que l'honorable premier ministre décida, je ne saurais le dire. Comme député, je n'ai aucun reproche à me faire et si, comme le dit l'honorable député de Lotbinière, il y a honte quelque part, ce n'est pas sur moi qu'elle retombe.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne vous ai pas accusé de lâcheté.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): C'est pour moi qu'était la réponse. Nous avons dit au premier ministre: Si, dans un certain temps, il n'y a pas de fusion, vous pouvez compter sur l'hostilité d'un grand nombre de députés de cette Chambre. L'honorable député laisse soupçonner que je voulais un portefeuille, mais je sais qu'il aurait été fort heureux d'avoir une dizaine de députés au prix de ce portefeuille.

Pour ce qui regarde l'affaire des Tanneries, je dois avoir dit que dès l'abord je crus à une mystification. Mais la résignation successive des ministres me persuada du fait de maladministration.

Je suis en faveur d'une enquête immédiate et, quant à ce qui regarde mon vote, je ne crois pas le refuser à un cabinet qui n'a nullement trempé dans cette malencontreuse négociation.

M. S. R. BELLI NGHAM (Argenteuil): Je crois que l'honorable représentant de Kamouraska est convaincu que l'Opposition croit sa conduite honteuse. Le seul poltron et le seul pusillanime est bien ce lâche cabinet qui cherche à changer son personnel au moment où il se voit soumis à la question.

Dans cette affaire, les choses vont se passer comme à Ottawa, lors du contrat du Pacifique. Ce n'est pas un parti qui lutte contre un parti; ce sont des conservateurs et des libéraux qui combattent ensemble pour sauver et garder l'honneur compromis de notre province.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Je ne dirai que ce que je dois dire. Mais je dois constater que le gouvernement n'est pas responsable de l'action des messieurs qui se sont rendus auprès de l'honorable premier ministre. On a voulu faire une tempête, mais heureusement ce n'est que dans un verre d'eau. S'il y a quelqu'un en faute, c'est moi. Depuis le commencement de cette session, plusieurs membres de cette honorable Chambre ont exprimé un désir de voir l'union des deux partis. Moi-même, j'ai exprimé un tel désir, mais l'honorable député de Lotbinière pense-t-il pour cela que je vais me jeter dans les bras de l'Opposition? Je ne le crois pas. Il continue à expliquer comment il a eu connaissance de l'action des messieurs qui ont envoyé deux délégués auprès du premier ministre pour lui faire connaître l'opinion de cette section de la Chambre. C'est tout à fait par accident qu'il est entré dans l'appartement où ces messieurs étaient réunis. Ces messieurs désiraient une fusion des partis, fusion nécessaire non seulement dans les intérêts de la province de Québec, mais plus encore dans les intérêts du gouvernement fédéral qui est rendu à la mendicité, pour ainsi dire.

Je savais que l'honorable premier ministre avait, lui aussi, exprimé, il y a bien des années, le même désir de voir les deux partis s'unir au lieu de s'entredéchirer. Il m'a affirmé qu'il verrait avec bonheur le jour où cette fusion serait effectuée. Mais l'honorable premier ministre a compris que, lorsque Son Excellence le lieutenant-gouverneur l'a appelé à former un cabinet, il était de son devoir de choisir ses collègues dans les rangs du parti conservateur, ce parti qui a toujours été en forte majorité dans cette province. Il a compris, dis-je, qu'il était de son devoir de constater si oui ou non le parti conservateur jouissait encore de la même confiance.

Personne n'est allé dire à l'honorable premier ministre: Faites ceci et faites cela. Non, ces messieurs se sont rendus, suivant le conseil que je leur ai donné, auprès du premier ministre et lui ont fait connaître leur désir de voir une fusion des partis.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): J'espère que l'honorable député de Lotbinière verra que le gouvernement n'a pas été aussi lâche qu'il l'a dit il y a quelques instants. Pour moi, je puis affirmer que j'ignorais ce qui s'est passé à l'entrevue dont il est question; je ne l'ai appris que par les explications données par les honorables députés de Kamouraska et de Laval.

Je dois remercier les honorables députés de Chambly et de Huntingdon d'avoir proposé et secondé l'adresse et d'avoir prononcé des discours si favorables au gouvernement.

Le gouvernement actuel, en arrivant au pouvoir, a fait convoquer les Chambres aussitôt que possible afin qu'un comité fût nommé pour s'enquérir de l'affaire des Tanneries, afin que

cette honorable Chambre pût se prononcer sur cette transaction. Sommes-nous dignes de blâme d'avoir agi ainsi? On dit que les retards sont dangereux.

Est-ce que cet immeuble sera enlevé? Ne pouvons-nous pas instruire une action en cassation au bout d'un mois aussi bien que dans le moment actuel? S'il s'agissait d'une somme d'argent, alors ce serait différent et il faudrait se hâter. Mais, dans le cas actuel, nous pouvons attendre dix ans si nous voulons et 30 aussi, même si la propriété des Tanneries change de mains. L'amendement au troisième paragraphe de l'adresse, proposé par l'honorable député de Lotbinière, blâmant le gouvernement de n'avoir pas agi avec assez de promptitude dans cette affaire, n'est qu'un prétexte pour renverser le ministère. On a dit que le gouvernement a menacé cette honorable Chambre d'une dissolution dans le cas où le vote sur l'adresse serait défavorable au ministère. Je nie que le gouvernement ait jamais fait cette menace. Si cette Chambre n'a pas confiance en nous, nous ne nous cramponnerons pas à nos places. Nous avons vécu sans ces places jusqu'ici et nous pouvons nous en passer encore. Lors de la chute de l'ancien gouvernement, ce que la province demandait surtout, c'était de savoir si le ministère Ouimet ou quelques-uns des membres de ce ministère s'étaient rendus coupables de fraudes ou non.

C'est pour faire cette enquête que nous avons été appelés au pouvoir. Nous allons la faire, cette enquête. S'il est prouvé que les membres ou quelques membres de l'ancien ministère se sont rendus coupables de malversation, ils seront poursuivis en justice par le gouvernement, comme le serait tout autre individu qui aurait commis une fraude au détriment de la province.

Mais, malgré que l'on ne puisse justifier cette transaction, il ne s'ensuit pas pour cela qu'il y ait eu fraude de la part du gouvernement Ouimet. Nous ne devons pas condamner l'ancien ministère sans savoir exactement la part que chaque membre du cabinet a prise à cette transaction. L'honorable député de Lotbinière et les autres membres de l'Opposition veulent que le gouvernement actuel soit responsable des actes de l'ancien; nous ne le sommes pas. Tout ce que nous avons à faire, c'est de faire connaître à cette Chambre toutes les circonstances se rattachant à cet échange de terrain.

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Je ne veux pas justifier la transaction des Tanneries; on en dit trop de mal, mais on en a peut-être trop dit à ce sujet.

J'avoue que les auteurs de cette transaction ont erré, mais je ne les crois pas voleurs comme on l'a dit. Ce que je désire, moi, c'est une enquête et, après cela, nous blâmerons l'ex-gouvernement s'il y a lieu. On sait que le public se hâte plus de dire du mal de quelqu'un que d'en dire du bien. Si on eût vendu la propriété du gouvernement avant tout ce fatras politique, elle ne se serait pas vendue plus de \$80,000. Cette évaluation est basée sur le prix auquel ont été vendues les propriétés circonvoisines. Je suis convaincu que les ministres actuels sont bien décidés à faire leur devoir et à rendre justice à tout le monde.

En terminant, je me permettrai de dire que j'ai regretté la manière précipitée avec laquelle M. Irvine a sorti du ministère; toutefois, il ne m'appartient pas de lui dicter son devoir, il savait parfaitement ce qu'il avait à faire.

La Chambre s'ajourne à onze heures quarante.

Séance du 10 décembre 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures-

Documents:

M. L'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de la Société historique et littéraire de Québec, pour l'année 1874. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Peltier (L'Assomption), la pétition de la Compagnie du chemin de fer des Laurentides.

Par l'honorable M. le procureur général Church, la pétition de la municipalité du village du Portage-du-Fort.

Par M. Joly, la pétition de l'Asile des dames protestantes de Québec, et la pétition de Pierre N. Potvin et autres, employés des différentes Cours de justice de la cité de Québec.

Par M. David, la pétition des révérends pères Oblats de l'Immaculée-Conception de Marie.

Par M. Irvine, la pétition de Joseph-Eugène Doucet, avocat et employé dans le bureau du greffier de la paix, de l'Asile des orphelins protestants de Québec en connexion avec l'Eglise d'Angleterre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De P.-B. Benoit et autres, du comté de Chambly, demandant des amendements à la loi des chemins de fer et pour autres fins.

De P. Bétournay et autres, de la municipalité de Saint-Lambert, demandant que la municipalité de Saint-Lambert soit annexée à la municipalité de la paroisse de Longueuil.

De la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, demandant de l'aide.

De dame veuve A. Boulanger, demandant de l'aide.

Du conseil municipal de comté no 2, de Chicoutimi, demandant de l'aide, pour construire un pont sur la rivière Métabetchouan.

De Alexis Buteau et autres, de Saint-Félicien-du-Lac-Saint-Jean, comté de Chicoutimi, demandant de l'aide pour construire un pont sur la rivière Ashuapmouchouan.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres, demandant de l'aide pour l'institution des sourdes-muettes dans ladite cité.

Du révérend C.-A. Loranger, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie, demandant de l'aide pour le couvent de ladite paroisse.

Des révérendes Soeurs de l'Asile de la Provi-

dence, Montréal, demandant que l'allocation annuelle en faveur de la salle d'Asile de Saint-Vincent-de-Paul, dans ladite cité, soit continuée et augmentée.

Des Soeurs de la Providence de Saint-Anne-d'Yamachiche, demandant que leur allocation annuelle soit augmentée pour leur permettre d'ériger un édifice propre à leur destination.

Des Soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal, demandant de l'aide.

De la Société d'histoire naturelle de Montréal, de l'Hospice Saint-Julien, à Saint-Ferdinand d'Halifax, et des Soeurs de la Charité de Saint-Germain-de-Rimouski, demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

L'affaire des Tanneries

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande que la Chambre ordonne la communication de tous les documents relatifs aux Tanneries.

M. L.R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il possède de tous ces documents et ne demande pas mieux que de les communiquer.

Il met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, un document relatif à l'échange des terrains aux Tanneries, près de Montréal, pour d'autres terrains là situés. (Documents de la session no 8.)

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose que lesdits documents soient imprimés pour l'usage des députés.

Adresse en réponse au discours du trône

L'ordre du jour, pour la reprise des débats sur l'amendement proposé lundi dernier au troisième paragraphe de la motion:

1. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session et de la confiance qu'il exprime dans notre concours, et, de plus, pour assurer Son Excellence:

2. Que nous remercions Son Excellence de l'information qu'elle nous a donnée sur le changement ministériel qui a eu lieu depuis la dernière session.

3. Que nous concourons dans l'opinion de Son Excellence qu'une enquête devrait être faite, dans l'intérêt public, sur l'échange d'une propriété du gouvernement près de Montréal.

4. Que nous apprenons avec satisfaction qu'un projet de loi sévère contre la corruption et les menées électorales sera soumis à notre considération.

5. Que nous voyons avec plaisir que la politique libérale adoptée à l'égard des chemins de fer a produit des résultats encourageants, et que c'est l'intention du gouvernement de continuer cette politique en autant que les finances de la province et les règles de la prudence le permettront.

6. Que nous apporterons toute notre attention à l'examen des comptes publics et aux subsides qui nous seront demandés.

7. Que nous apprenons avec plaisir que, malgré l'augmentation des dépenses nécessitée par les besoins publics, l'état des finances accuse un surplus à ajouter à celui de l'an dernier.

8. Que nous sommes heureux d'apprendre la réussite de la mission en Angleterre de l'honorable trésorier de la province, et que le résultat de cette mission nous sera communiqué en temps convenable.

9. Que le retour d'un grand nombre de nos compatriotes, et le désir d'un nombre plus grand encore de suivre leur exemple, sera certainement pour nous un sujet de réjouissance et que nous assurons Son Excellence que les mesures qui nous seront proposées pour seconder ce rapatriement, ainsi que pour favoriser toute immigration saine qui nous viendra d'Europe recevront toute notre attention.

10. Que, comptant sur notre loyauté à Notre Gracieuse Souveraine et sur l'amour de notre pays, nous avons toute confiance qu'avec l'aide de la Divine Providence nos travaux procureront à cette province un accroissement de bonheur et de prospérité.

Lequel amendement était que les mots: "mais il est de notre devoir d'informer Son Excellence que nous regrettons que les conseillers de Son Excellence n'aient pas pris de suite les procédures tendant à l'annulation dudit échange", soient ajoutés à la fin d'icelui.

La Chambre reprend les dits débats.

Et, l'amendement étant de nouveau proposé.

M. J. W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): C'est une bien malheureuse affaire que cette transaction des Tanneries. Avant que le vote soit pris sur la question qui occupe actuellement l'attention de la Chambre, je demande la permission de dire quelques mots, car je ne veux pas me prononcer dans un sens sans donner les raisons qui m'y engagent. Il paraît y avoir une grande différence d'opinion sur la valeur de la propriété dont il s'agit; je l'estime, moi, à \$200,000, car je diffère sur ce point avec le député de Montréal-Est, qui l'évalue à un quart de million. Comme député de Montréal-Ouest, je suis très désireux que l'enquête ait lieu et je crois que la meilleure enquête est celle qui sera faite par un comité de cette Chambre. Différant d'opinion avec mes collègues, les autres représentants de Montréal, je suis d'opinion que l'ex-procureur général n'aurait pas dû sortir de l'administration puisqu'il pouvait l'éclairer sur la manière dont toute l'affaire avait été transigée, puisqu'il la connaissait et qu'il était l'aviseur légal de la couronne. Je vote pour le présent gouvernement parce que je veux que l'enquête ait lieu afin de voir ce qu'il en sortira. Le seul moyen d'arriver à un résultat quelconque, c'est d'avoir une enquête, mais le pays ne sera satisfait que quand le contrat aura

été attaqué devant les tribunaux et annulé. Je demanderais donc quand une telle action sera intentée.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Quand le gouvernement va-t-il prendre une action pour faire annuler la transaction?

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Je reçois chaque jour de nouveaux renseignements et, dès que je pourrai le faire sûrement, des poursuites seront intentées.

M. J. W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Comme cette question intéresse au plus haut point l'honneur de la Chambre et du pays, j'espère qu'on ne mettra aucun retard à la régler. Je suis content de cette réponse de l'honorable procureur général, mais j'aimerais que l'action soit intentée dans une dizaine de jours et je crois que tous les officiers en loi de la Couronne pourront alors le faire, vu les renseignements qui seront mis devant ce comité d'enquête. Je supporterai donc le ministère sur la motion actuelle; les officiers en loi de la couronne prendront-ils cette action en 10 jours?

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Je crois que oui, vu les renseignements déjà donnés par les honorables députés de cette Chambre et ceux que j'espère obtenir du comité.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): M. Church prendra l'action s'il trouve la preuve suffisante, mais si le comité déclare que les ex-ministres n'ont pas commis de fraude et ne déclare pas les autres parties du contrat coupables, les officiers en loi agiront-ils?

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Le comité pourra fournir les preuves et, quand je les jugerai suffisantes, je le ferai savoir à mes collègues; s'ils ne veulent pas de mes conseils, je n'aurai qu'une issue.

Je ne considère pas que je serai lié par ce que rapportera le comité. Je ne veux que me servir de ce que fournira le comité qui a plus de droits que j'en ai pour examiner les témoins sous serment.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Le procureur général change de terrain, car, s'il n'est pas lié par le comité, pourquoi ne procède-t-il pas de suite?

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Je crois que le député d'Argenteuil ne veut absolument pas me comprendre. J'ai déjà dit la même chose devant cette Chambre; je considère que le comité pourra m'aider, mais ne me liera pas.

Les circonstances dicteront le moment où les

poursuites seront intentées. La longueur du débat de l'adresse en réponse au discours du Trône pourra retarder la formation du comité et l'étude rapide de cette question.

M. J. W. MCGAUVREAN (Montréal-Ouest): J'espère que le comité sera formé sans délai et qu'une action sera aussi prise sans retard d'ici à une dizaine de jours; c'est la condition de mon vote.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Cela dépendra des circonstances, mais pas une heure ni une minute sera perdue ni dans la nomination du comité, ni dans l'institution de l'action.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Aussitôt ce débat fini, il faut que le comité d'enquête soit nommé.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Oui, de suite.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'action sera-t-elle prise sans faute?

M. L.R. CHURCH (Pontiac): Je ne puis vous dire de suite quand les procédures seront prises, mais aussitôt que j'aurai les informations j'instituerai l'action.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'aurais cru devoir prendre la parole avant ce moment, mais j'en ai été empêché par la vivacité du débat et une indisposition dont je souffre encore.

Depuis le commencement du débat, les hommes politiques ont dû être surpris des questions qui se sont élevées dans ce débat. L'honorable chef de l'Opposition s'est levé comme un archange antique voulant foudroyer l'ancien et le nouveau ministères, mais l'expérience parlementaire de l'honorable chef aurait dû l'empêcher d'amener cette question devant la Chambre qui doit sitôt siéger comme juge en cette affaire. Les deux parties ont réclamé l'enquête et cette clameur a été si forte que le pays a été pris d'un vertige qui leur a fait oublier jusqu'à ce moment qu'il ne devait pas condamner l'ancien ministère sans l'entendre; nous sommes tombés en protestant de notre innocence et nous protestons encore, mais on a refusé de nous entendre et on a voulu mettre de côté l'enquête en faisant tomber le ministère actuel et nous empêcher d'avoir justice, quoique le souverain par son représentant nous l'ait promise.

Nous voulons être jugés par un tribunal régulier, le seul constitutionnel qui puisse nous juger; en donnant son appréciation sur le présent amendement, cette Chambre donne son opinion et se refuse comme jury dans cette affaire. On a dit que nos ancêtres verraient avec peine les transactions qui se sont passées chez nous depuis quelques années, mais la conduite

de l'Opposition l'attristerait bien aussi; c'est bien opposé à l'esprit de la constitution qui nous régit. Des occupations personnelles et professionnelles dont je me fais gloire m'ont empêché de m'occuper jusqu'à aujourd'hui de cette affaire. Nous n'avons pas été flattés ni cajolés par le cabinet actuel. On dit même que, dans une assemblée publique, le leader de cette Chambre a traité cette transaction d'abominable.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit ce mot là.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): C'est moi qui l'ai qualifiée ainsi.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je ne connaissais qu'aux collègues du premier ministre, dans le temps, le droit de juger cette question, ou cette honorable Chambre lorsqu'elle serait convoquée. J'étais rassuré en voyant le paragraphe du discours du trône nous promettant l'enquête, mais j'ai été trompé et la conduite de l'Opposition vis-à-vis du gouvernement actuel n'a été ni logique ni sincère. Mais je ne veux pas être l'avocat d'une cause où je suis partie. On a voulu faire condamner l'ex-ministère sans enquête et ceci était illogique, à moins de déclarer que cette enquête était inutile. Agir autrement était indécent et illogique. On a dit que cette transaction était telle que pas une voix ne s'était élevée dans le pays pour la défendre. Ceci était bon pour ceux qui ne connaissaient pas les documents de cet échange. Il me semble pourtant que plusieurs voix assez respectables se sont élevées alors en faveur de l'ex-gouvernement, par exemple le Constitutionnel des Trois-Rivières du premier août dernier et plusieurs autres numéros subséquents; mais une déclaration sous la signature du député de Saint-Maurice, à une date plus récente, dans le même journal, qualifie cette question de stupidité politique et financière.

M. E GERIN (Saint-Maurice): Je ne permettrai à aucun membre de cette Chambre de me faire dire des absurdités; que l'honorable député me cite textuellement ou ne me cite pas du tout. Mes opinions de journaliste, exprimées à un moment où l'affaire était encore mal connue, n'ont rien à voir avec mon vote de député possédant les explications du ministère.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Que l'honorable député me permette de continuer et je ferai connaître toute sa pensée. Il continue à lire la déclaration de M. Gérin. L'Orateur cite ensuite le Canadien et le Sherbrooke News. Il y a donc eu des voix qui se sont élevées en faveur de l'ex-ministère et ceux qui les ont entendues ont dit que c'était la seule manière d'envisager la question et, parmi ceux-ci, le représentant du souverain qui veut une enquête sérieuse et sévère. Mais l'honorable chef de l'Opposition

voulait faire juger l'ex-ministère et le ministère actuel sans que cette honorable Chambre ait lu ou vu aucun des documents dans cette transaction. N'était-il pas plus logique de hâter l'enquête et d'attendre que tous les témoins, documents, etc., fussent produits devant ce comité en vertu des pouvoirs qu'a cette Chambre et de présumer l'ex-ministère innocent jusqu'à ce qu'il fût trouvé coupable, comme l'on fait pour le dernier des criminels? Je respecte l'opinion des honorables députés de Montréal sur la propriété foncière, mais je puis citer contre eux l'opinion de gens dont l'opposition même ne saurait récuser l'autorité. Il y a plusieurs années, dans une cause où M. Molson était partie relativement à une propriété foncière, appelés comme témoins MM. Brown et Spiugle ont évalué la propriété en litige à \$0.27 le pied, mais une foule de témoins les ont contredits et évalué le terrain à \$0.10. Faut-il dire pour cela que ces hommes se sont parjurés?

Non, Monsieur l'Orateur, ces hommes étaient sans doute de bonne foi. Quelques témoins ont même évalué ce terrain à \$0.05 le pied. Ces hommes en connaissaient-ils moins que les ex-ministres en propriété foncière? Dans d'autres causes, par exemple, la cause d'expropriation de M. Lamothe, on a vu la même divergence d'opinions dans les témoignages, et les témoins étaient des hommes comme l'honorable Beaudry, M. Barsalou, etc.

Devant de pareils actes, Monsieur l'Orateur, cette honorable Chambre ne devra-t-elle pas attendre les témoignages avant de déclarer l'ex-ministère coupable? On accuse aussi l'ex-ministère de corruption dans cette affaire, mais le député de Montréal-Est devrait savoir ce que valent ces accusations, lui qui a été accusé de choses si atroces et qui s'est glorieusement justifié par l'enquête qui a eu lieu. Dans une assemblée publique à Montréal, M. David a dit que j'avais déclaré que je serais en faveur d'une enquête si M. Beaubien la demandait. Je n'ai jamais dit cela. J'ai toujours réclamé l'enquête que réclame l'honneur des ministres.

J'ai admiré les députés qui demandaient prompt justice et voulaient de suite l'enquête, mais non ceux qui ont voulu éviter l'enquête par le présent amendement. L'Orateur cite le *Herald* et le *Montreal Gazette* qui suggéraient qu'on ait des listes de souscription pour faire annuler le contrat des Tanneries et qui ont changé d'idée au bout de quelques semaines et ont discontinué les souscriptions parce que l'action du gouvernement fédéral dans l'affaire du Palais de Cristal exigeait ce changement de tactique. L'Orateur donne ici le récit des faits qui ont accompagné l'échange des Tanneries. Lorsqu'on voit les déclarations solennelles de M. Ouimet, on doit en tenir compte; il a pu se tromper, mais ça été de bonne foi. En faisant un acte que nous croyons satisfaisant pour tout le monde, nous n'avons pas cru devoir consulter les Chambres. J'ai admiré les paroles de M. Irvine lorsqu'il a déclaré qu'il n'accusait aucun de ses ex-collègues.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Avant l'ajournement, j'étais à dire que la responsabilité dans cette question devait être partagée par tous mes ex-collègues.

M. Irvine nous a dit qu'après le 27 juin, il s'était convaincu que la transaction pouvait se faire. Il a donc reconnu au gouvernement le droit de faire un pareil échange.

J'ai été surpris de voir M. Joly ignorer le sens du statut qu'il a cité; ce terrain tombait sous le contrôle de M. Archambault, qui avait le droit de faire cette transaction, lorsqu'il y était autorisé par un ordre en conseil.

Je suis maintenant à l'époque où le gouvernement Ouimet a donné sa résignation. A mon retour des Etats-Unis, j'ai demandé à M. Ouimet les raisons qui avaient amené la résignation de M. Irvine. Pour toute réponse, il m'a montré la lettre de M. Irvine qui exonérait M. Ouimet de tout soupçon, mais accusait quelqu'un de ses ministres. Cependant, je pensais que M. Irvine suivrait ces belles traditions parlementaires que nous ont léguées Sir Robert Peel et tant d'autres politiciens éminents. Je pensais que M. Irvine continuerait à accorder ses lumières au gouvernement.

Quelle était donc la grande raison qui a amené la résignation de M. Irvine, lui qui avait par sa conduite endossé la responsabilité de cette transaction? N'était-il pas de son devoir d'aviser le souverain qu'une fraude était commise sur ses domaines?

En sa qualité de procureur général, il devait le faire. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter MM. May et Todd.

J'ai entendu M. Joly louer la conduite de M. Irvine qui ne s'était pas laissé intimider par ses détracteurs dans la presse. Certes, s'il y a eu dénigrement, c'est contre les ex-ministres qu'elle s'est surtout déchaînée. Du reste, la presse des deux partis s'est battue, voilà tout.

M. G. IRVINE (Mégantic): Je dois dire que je n'ai jamais inspiré aucun article dans aucun journal.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je n'ai pas accusé le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine) d'avoir directement écrit à M. White pour le renseigner.

M. G. IRVINE (Mégantic): Pourquoi l'avoir dit alors?

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Le traitement que les journaux ont réservé au député de Mégantic (M. G. Irvine) est marqué de favoritisme. Jusqu'au chef de l'Opposition qui nous a parlé de la libéralité et de la générosité du député de Mégantic; et l'Opposition l'a généralement loué elle aussi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La libéralité dont j'ai parlé n'était que l'écho des sentiments exprimés par l'ex-premier ministre.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Le procureur général est obligé d'indiquer lui-même les fraudes qui se commettent sur le domaine public; il était de son devoir de le dire au premier ministre. Il y a plus, si son premier ministre ne voulait pas l'entendre, le procureur général devait alors s'adresser à son souverain en sa qualité de procureur général et aussi grâce à ses immenses talents. C'est donc lui qui est en faute de n'avoir pas avisé le premier ministre sur cette question. Si M. Irvine a été trompé par quelqu'un, c'est par son chef. Or, il est à exonérer de tout blâme et si son premier avisier n'avait pas manqué au premier ministre, qui sait si les choses n'auraient pas pris une autre tournure?

Une faute a été commise. Qui n'en a pas commis? Mais je puis dire que nous avons pour nous la politique libérale que nous avons suivie au sujet des chemins de fer.

Je regrette d'avoir vu la motion si futile de M. Joly approuvée par des hommes de la trempe politique de MM. Irvine, Bellingham et Gérin.

Ceux de l'ancienne école, comme M. Marchand, ont prétendu que le gouvernement voulait seulement laver son prédécesseur. Heureusement que M. Irvine n'a pas dit la même chose. Tout le monde s'attendait à ce que la discussion se soulèverait sur la question de l'enquête.

Il en a été autrement. On s'est aperçu qu'il y avait une nouvelle voix au chapitre de l'Opposition; on a vu qu'il y avait à la gauche un homme qui désirait à tout prix atteindre le gouvernement actuel. Chose singulière, c'est M. Irvine qui s'est chargé de faire le grand plaidoyer de l'Opposition. Lorsqu'on dit que le ministère actuel n'est que le serviteur de l'autre, on est de mauvaise foi, on sait le contraire. Mais M. Joly ignore-t-il que lorsqu'il a demandé un comité pour faire sortir M. Cauchon de cette Chambre, justice lui a été rendue? Pourtant, aujourd'hui, il se sert de ce monsieur pour arriver.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je crois, Monsieur l'Orateur, devoir donner un mot d'explication. Il y a trois ans je me trouvais dans la pénible nécessité de demander un comité d'enquête pour instruire les circonstances d'une infraction flagrante à l'une des règles les plus importantes concernant un mandataire du peuple. Le comité d'enquête a fait son devoir.

Je n'ai pas rencontré depuis l'honorable M. Cauchon; je le rencontrais alors souvent, mais nous ne nous saluions même pas. Il y a à peine trois semaines qu'en me rencontrant, il me dit bonjour. Je lui rendis naturellement la politesse. Mais j'ai été très sensible à un procédé des plus courtois à mon égard de la part de M. Cauchon dans ses commentaires sur ses remarques de

vendredi dernier dans son journal. L'honorable député lit ces commentaires.

C'est tout ce qu'il y a eu et j'en donne ma parole d'honneur à l'honorable député.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je n'ai pas prétendu que MM. Cauchon et Joly conspiraient ensemble; seulement ils travaillaient chacun de leur côté, mais dans le même but.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai eu tort de parler d'honneur à M. Chapleau.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): M. Joly ne m'a pas compris et je n'ai pas voulu mettre sa parole en doute. Personne ne peut prétendre que le gouvernement actuel n'a pas agi avec logique et suivant les principes constitutionnels, mais on voulait trouver un prétexte quelconque pour renverser le gouvernement.

On dit qu'il y a fraude et M. Irvine a prétendu qu'on devait poursuivre pour fraude. Comment pouvait-on savoir qu'il y avait fraude? Pourquoi chercher tant de faux-fuyants? Quoi, parce qu'il y a eu un échange d'une propriété du gouvernement contre un terrain de moindre valeur, est-ce à dire qu'il y a fraude? Il n'y a pas à le nier, Middlemiss a échangé une propriété avec le gouvernement. Mais connaît-on bien tous les faits qui se trouvent dans les actes? M. Archambault pouvait bien ignorer qu'une partie de ce terrain avait été vendu tel prix. On trouve qu'il y eût fraude parce que la propriété a augmenté tout à coup de valeur.

Cependant, M. Marchand sait qu'une certaine compagnie a acheté il n'y a pas un an une propriété sur le canal, qu'elle a payé \$250,000.00. Aujourd'hui, cette société espère en tirer un profit de près d'un million; tout le monde le sait, on donne parfois une valeur factice à la propriété.

Je ne veux faire aucune allusion politique en parlant de la propriété située sur le canal. J'en parle seulement pour montrer les fluctuations que peut subir le prix de la propriété.

Je termine en disant que la position prise par l'Opposition n'est ni logique ni sincère. On a fait des ouvertures et des offres à tous ceux qui pouvaient en faire, on a parlé de fusion.

Eh bien! si on eût été sincère, on n'aurait pas cherché à renverser un gouvernement qui compte une majorité. Oui je serais pour une fusion si elle pouvait faire cesser cette incapacité que nous constatons avec peine dans le Parlement fédéral à faire du bien à cette province.

M. G. IRVINE (Mégantic): Congratulated the last speaker upon his able defence of his position and on the moderation with which he had put his case. He said he only wished to say a few words in explanation of one or two points in the Honourable gentleman's argument. He had never attempted to deny his responsibility for his share in passing the order

in Council of 27th June. He believed that the Government on its own responsibility had a perfect right to deal with property of that kind. Of course, they would be responsible to Parliament, if they acted improperly. Under the circumstances in which the transactions had been presented to him, he considered it not only justifiable, but advantageous and, if these facts had not afterwards turned out to be erroneous, he would have been prepared to justify it. He had always understood that all his colleagues looked favorably upon the grant to the General Hospital and was not aware that the ex-Solicitor General made any objection.

With reference to his (Mr. Chapleau's) statement, that it was understood that the ex-Commissioner of Public Works was to carry out the transaction without referring the titles to the law officers of the Crown, he distinctly stated that no such thing was expressed, and had it been expressed in his presence, he would have instantly repudiated it, and if the Commissioner of Public Works so understood the order in Council, which simply gave him authority to sign the deed, he misunderstood his duty. And he would never have consented to delegate his duty as law adviser of the Crown to the Commissioner of Public Works or anyone else except to the Solicitor General.

It had been said by his Honourable friend that he had resigned precipitately, but he did not think that if there was good cause for his resignation, that it was of any public moment whether he resigned precipitately or not. It should be now apparent to everyone from the statements that had been made by his colleagues and Mr. Chapleau's speech, that there was an irreconcilable difference of opinion between him and them regarding this transaction. They thought that the circumstances such as represented to him at the time of the passing of the Order in Council, were unchanged. He thought otherwise, and that the transaction, instead of being as it before appeared, an advantageous one, was entirely indefensible. There was consequently no constitutional alternative for him but to resign.

The Honourable gentleman (Mr. Chapleau) was too good a constitutional lawyer to put forward as arguments the absurdities — if the term was not unparliamentary — that had been advanced by some Honourable Members to the effect that he ought to have forced the calling of Parliament to submit the transaction for consideration (laughter) or brought an action to set aside the exchange contrary to the wishes of his colleagues. He thought it was very clear now, and events had shown it, that his view of the case was the correct one, but, if it should appear on enquiry that no harm had been done, that the properties were of equal value — no one would be more pleased to find that he had been in the wrong than he, but at the same time he feared that no such result was at all probable.

He then proceeded to state that he had been accused of writing articles in the press in his defence, and quoted Mr. Chapleau's letter to show that he had charged him with this. He denied having either directly or indirectly written or inspired anything on the subject. The Honourable gentleman had also said that the fact of his (Mr. Irvine's) resignation was known in Montreal two or three days before it occurred. He could only say on this head that he had never mentioned his intention to anyone, until after he had sent in his letter of resignation, although many of his friends had advised him to take this step.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Deux événements très importants pour la province de Québec se sont passés depuis la dernière session: un emprunt considérable en égard aux ressources de la province a été contracté en Angleterre et le ministère qui administrait nos affaires a fait place à un autre.

Les deux événements ont éveillé chez tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la province des sentiments bien différents. Il n'y a pas un membre de cette Chambre, il n'y a pas un ami de son pays, qui n'ait vu avec un plaisir sans mélange, le succès de l'emprunt contracté par l'honorable trésorier de la province. Je suis loin d'être un partisan de l'honorable trésorier, mais j'ai été aussi heureux d'apprendre le succès qu'il a obtenu sur le marché monétaire de Londres que si ce succès avait été obtenu par un de mes amis politiques. Aucun homme, aucun parti ne peut, en effet, s'attribuer l'honneur de ce résultat. L'honorable trésorier a, je n'en doute pas, conduit les négociations avec habileté et prudence. Mais si un aussi beau succès a couronné ses efforts, c'est à la province toute entière qu'en revient le plus grand honneur. C'est par le crédit dont il jouit à l'étranger qu'un pays peut juger de l'estime qu'on y a pour lui. C'est la seule manière dont on fait connaître l'opinion que l'on a de son honnêteté, de son intelligence, de ses ressources et de son avenir.

Qui donc d'entre nous ne serait pas flatté du jugement qu'a porté sur notre pays le monde financier? Notre emprunt a été fait à un taux supérieur à celui des emprunts de plusieurs colonies importantes. Malgré le désavantage que nous avons de n'être qu'une province d'une colonie, notre crédit est supérieur à celui de plusieurs grands Etats.

J'ai cependant à lui reprocher d'avoir émis trop de débentures à la fois.

Rien n'est plus dangereux et plus opposé à notre constitution qu'une semblable doctrine. Sans doute, un député doit toujours voter pour les bonnes mesures et contre les mauvaises. Mais il y a pour lui un devoir bien plus important encore: c'est d'assurer au pays un bon gouvernement, c'est de maintenir au pouvoir une administration honnête et intelligente. Avec la doctrine que nous avons entendu énoncer, un ministère pourrait avoir dilapidé de la manière

la plus honteuse le domaine public; il pourrait avoir ruiné le crédit de la province par son administration des affaires, pourvu qu'il eût la précaution de ne présenter aucune mauvaise mesure, il pourrait rester à la tête des affaires pendant des années et des années.

Cela va peut-être paraître paradoxal à plusieurs des honorables membres de cette chambre, mais je ne crains pas de dire que cette affaire des Tanneries, qui nous a fait perdre des centaines de mille piastres, qui a failli ruiner pour toujours le crédit de la province, n'aura pas été sans produire au moins un résultat avantageux, un résultat tellement avantageux que je serais presque tenté de dire que nous ne l'avons pas payé trop cher en perdant la magnifique propriété qui a été si honteusement sacrifiée.

Dans un pays comme le nôtre qui jouit d'institutions libres, qui possède un gouvernement représentatif, dans lequel chaque citoyen a le droit et le devoir de prendre part à l'administration des affaires publiques, rien n'est plus important qu'une opinion publique saine, éclairée, toujours en éveil. Sans une telle opinion publique tous les abus sont possibles, et il n'y a presque pas de moyens d'y porter remède.

Ce qui s'est passé à l'occasion de l'affaire des Tanneries a montré qu'il y a dans notre province une telle opinion publique. A peine l'affaire est-elle ébruitée, qu'elle court de bouche en bouche. Une assemblée publique tenue aux Tanneries même proteste contre la conduite du gouvernement; quelques jours après elle est suivie de deux autres réunions immenses dans Montréal. Bientôt il n'y a plus qu'un cri général d'indignation contre les ministres coupables. Nous avons alors assisté à un spectacle qui fait plus d'honneur encore à notre province que le succès de son emprunt; une administration appuyée par une majorité énorme de cette Chambre, une administration qui se croyait toute-puissante, et qui l'était aussi pour faire le bien, a commencé à trembler. Les ministres qui n'avaient rien à se reprocher, si ce n'est trop de confiance dans leurs collègues, se sont retirés les uns après les autres. Les autres ont essayé de résister au torrent, de braver la tempête, mais bientôt il leur a fallu céder et disparaître, écrasés sous le poids de l'indignation publique. En quelques semaines l'opinion publique avait balayé une administration jusque-là toute puissante.

N'y a-t-il pas, Monsieur l'Orateur, dans cette vivacité du sentiment public, dans cette délicatesse de la conscience publique, de quoi réjouir tous ceux qui aiment leur pays? N'avons-nous pas dans ce fait, le gage du plus brillant avenir pour notre province?

Et, Monsieur l'Orateur, un fait digne de remarque, c'est que ce n'est pas seulement un parti politique qui a condamné ce marché honteux. Tous les conservateurs honnêtes se sont joints à l'Opposition pour le flétrir.

Je ne suis pas de ceux qui condamnent l'existence des partis dans un gouvernement comme le nôtre. Je les considère comme essentiels au bon fonctionnement de nos institutions, comme nécessaires pour assurer une bonne administration des affaires publiques. Il faut une Opposition vigilante pour empêcher le gouvernement de commettre des abus, et il faut que cette Opposition soit assez bien organisée, assez puissante pour mettre en danger l'existence du gouvernement et pouvoir le remplacer, s'il manquait trop gravement à ses devoirs envers le public. Les temps où nous avons vu le plus d'abus, sont ceux où il n'y avait pas d'opposition, ou bien où il n'y avait qu'une Opposition impuissante.

Mais si les partis sont utiles, nécessaires même, s'il est bon qu'il y ait en face l'une de l'autre deux réunions d'hommes publics organisées, dont chacune a ses principes propres en matière de gouvernement et entend à sa manière l'administration des affaires publiques, il y a des principes qui doivent toujours rester au-dessus des doctrines des partis, ce sont les principes de la morale; il y a une chose qui doit toujours dominer les partis et devant l'intérêt de laquelle doivent céder toutes les considérations du parti, c'est le pays. La constitution serait renversée si les doctrines du parti passaient avant les principes de la morale, si les intérêts du parti passaient avant ceux du pays.

C'est ce qu'ont compris un grand nombre de conservateurs honnêtes. Lorsque le scandale du Pacifique et celui des Tanneries les ont mis dans la nécessité, ou bien de suivre des chefs prévaricateurs, ou bien de les sacrifier aux intérêts de la morale et de l'ordre public, ils les ont courageusement mis de côté. Si, par impossible, les chefs de mon parti commettaient de pareilles fautes, pour ne pas dire de tels crimes politiques, mes amis montreraient le même esprit public et le même courage qu'ont montrés les honnêtes gens qui étaient parmi nos adversaires. La masse des deux partis qui divisent la province se compose d'honnêtes gens. Il est consolant de constater qu'au-dessus des opinions qui les divisent, il y a un terrain plus élevé où ils peuvent se rencontrer et se donner la main; je veux parler de l'intérêt du pays; il y a une atmosphère plus pure dans laquelle tous veulent respirer, je veux parler de l'honneur et de l'honnêteté publiques.

On a beaucoup parlé de fusion depuis quelque temps. Voilà le terrain sur lequel elle peut se faire. Elle ne doit pas consister en une coalition de gens qui n'auraient de commun que le désir d'arriver au pouvoir pour s'en partager les dépouilles; elle doit consister dans l'union d'une foule d'honnêtes gens qui ont les mêmes idées en matière de législation et d'administration, qui ne sont séparés que par quelques opinions sur des matières sans importance, dont le plus grand nombre même n'est divisé que par le souvenir de luttes soutenues au sujet de questions réglées depuis longtemps.

Il y a quelques années, par exemple, même les honnêtes gens des deux partis étaient divisés en matière de législation électorale et sur l'administration du domaine public. Pendant que nous demandions que toutes les élections se fissent en un seul jour et au scrutin secret, afin de mieux protéger les électeurs contre toutes influences dangereuses; que la corruption électorale fût sévèrement réprimée; et que les contestations d'élections fussent déferées aux tribunaux ordinaires pour assurer la mise en pratique vigoureuse et efficace de la loi, beaucoup de conservateurs honnêtes et convaincus croyaient qu'aucun gouvernement n'était possible, si l'administration ne pouvait pas contrôler les élections en fixant la date, et si le scrutin secret empêchait les grands propriétaires et les capitalistes de contrôler ceux sur lesquels ils avaient quelque pouvoir. Pendant que nous voulions la concession des coupes de bois aux enchères publiques, eux croyaient le domaine public suffisamment protégé en laissant à l'administration le pouvoir de disposer de nos forêts. Je pourrais multiplier ces exemples.

Aujourd'hui, comme le faisait remarquer l'autre jour l'honorable député de Saint-Maurice, il n'y a pas sur ces questions les plus importantes de toutes pour notre province, une manière de penser pour le parti libéral et une autre manière de penser pour le parti conservateur; tout le monde est d'accord. A la lumière des événements qui se sont passés depuis quelques années, tous ceux de nos adversaires qui étaient de bonne foi, et je me plais à croire que c'était le plus grand nombre, ont fini par savoir que nous avions raison et par le reconnaître. Qu'est-ce qui pourrait alors les empêcher de tendre la main à ceux dont ils n'étaient séparés sérieusement que par la manière d'envisager ces grandes questions?

Quant aux grandes questions de la liberté des cultes et de l'enseignement, jamais les deux partis politiques du pays n'ont été divisés. Tous deux ont toujours été prêts à consacrer par la législation et l'administration les grands principes qui doivent prévaloir dans toutes les sociétés chrétiennes sur cette affaire.

Voilà, Monsieur l'Orateur, comment peu à peu les bons éléments des deux partis ont fini par se rapprocher, au point qu'aujourd'hui, ils ne sont plus séparés que par des lignes de démarcation imaginaires et distingués que par des dénominations, souvenirs de choses qui ne sont plus. Voilà d'où vient, sans doute, ce besoin d'entente, de fusion, qui est devenu si général; que le mot qui l'exprime vole depuis quelque temps de bouche en bouche. L'amour-propre, la crainte des reproches de ce qui reste de mauvais éléments des partis, de ces individus qui ne vivent que des divisions des honnêtes gens, qui seraient ruinés s'ils ne pouvaient plus pêcher en eau trouble, seuls empêchent aujourd'hui la formation d'un grand parti, du parti des honnêtes gens. Mais nous arrivons à un moment où la force des choses vaincra les derniers obstacles, qui restent à surmonter.

Le discours du trône renferme-t-il un programme digne de ce grand parti? Ce serait douter du bon sens et de l'intelligence des honorables députés de cette Chambre que de discuter cette question.

On ne nous annonce aucune mesure, si ce n'est une loi pour réprimer la corruption électorale. Mais est-ce qu'il manque de sujets sur lesquels la législation devrait être changée? L'administration de nos finances est un dédale dans lequel l'honorable trésorier lui-même avouait l'année dernière, qu'il lui est impossible de se retrouver. Nous avons le fonds de l'éducation supérieure, le fonds de revenu de l'éducation supérieure, le fonds des écoles communes, le fonds de bâtisses et jurés, etc. Les lois qui ont créé ces fonds sont devenues lettres mortes, et l'on ne parle pas de faire cesser la confusion inextricable qui règne en ces matières.

Il y a le fonds d'emprunt municipal. Un grand nombre de municipalités doivent des sommes considérables au gouvernement; quelques-unes en paient l'intérêt, d'autres ne le font point. On habitue ainsi notre peuple à ne pas respecter les engagements publics. Dans l'Ontario, on a passé une loi pour régler finalement cette question. A lire le discours du trône, on dirait que la question n'existe même pas chez nous.

Le discours du trône ne dit pas un mot, non plus, du partage de l'actif attribué à l'Ontario et au Québec par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Voilà une question qui est pendante depuis plusieurs années, et dont la solution est nécessaire pour nous mettre en état de connaître exactement nos ressources. On n'a pas pensé à aviser Son Excellence d'en dire un mot à la Chambre.

Notre organisation judiciaire aurait besoin d'être complètement renouvelée pour assurer une administration de la justice plus prompte et plus efficace. Les aviseurs de Son Excellence paraissent avoir trouvé que cette organisation est tout ce qu'on peut désirer.

Il faudrait être bien peu soucieux de l'avenir de sa province pour se contenter d'un pareil programme. On nous annonce une mesure pour aider le rapatriement de nos compatriotes qui sont aux Etats-Unis, et l'immigration étrangère. Je ne sais ce que seront ces mesures, mais je puis dire sans crainte d'être démenti par les événements qu'elles seront tout à fait inefficaces et n'auront d'autre résultat que des dépenses inutiles. Le passé m'est garant de l'avenir.

Notre province est une des plus belles de la Confédération. Si elle n'a pas autant d'avantages pour l'agriculteur que la province de l'Ontario, elle la surpasse de beaucoup par les facilités qu'elle présente pour l'industrie, et elle peut rivaliser avec les provinces du golfe Saint-Laurent pour le commerce extérieur et la navigation. Pourquoi ne serait-elle pas au premier rang des provinces de la Confédération, au lieu d'être au dernier comme aujourd'hui? Pourquoi, au lieu de voir les immigrants d'eux-

mêmes affluer vers nos bords, voyons-nous nos propres compatriotes nous laisser pour aller à l'étranger? C'est que l'agriculture ne reçoit pas toute l'aide à laquelle elle peut s'attendre. Tant que cet état de choses subsistera, c'est peine perdue que d'essayer de rapatrier nos compatriotes. Revenus ici, ils verront reparaître tous les embarras et les difficultés qui les ont forcés à laisser le pays. Quant aux immigrants étrangers, après qu'à grands frais nous les aurons amenés ici, ils s'en iront aux Etats-Unis et, de là, écriront à leurs parents d'Europe d'être en garde contre les agents d'immigration canadiens.

L'administration actuelle, effrayée sans doute par le sort de celle qui l'a précédée, a cru que le meilleur moyen de ne pas s'exposer à la critique consiste à ne rien faire. Mais c'est un calcul qui ne peut longtemps réussir. Il serait inutile d'avoir une administration si les fonctions d'un ministère devaient consister à voir ses subordonnés travailler suivant la routine du département. Il ne suffit pas qu'une administration ne fasse pas le mal, mais il faut qu'elle fasse le bien. L'administration actuelle paraît croire que l'inaction est la meilleure politique.

Ce n'est pas ainsi qu'elle donnera satisfaction aux aspirations de ce grand parti des honnêtes gens dont je parlais tout à l'heure. Ce qu'il faut, c'est une administration qui, tout en ne brusquant rien, en agissant avec prudence, marche résolument; une administration qui, tout en respectant les bonnes traditions du passé, ne s'y renferme pas au point de ne pas penser à l'avenir.

Si le gouvernement ne nous offre pas un programme législatif suffisant, sa conduite administrative est-elle propre à compenser les lacunes de son programme? Certainement non. Il ne s'est présenté qu'une question sur laquelle il ait eu à agir, et il n'a montré qu'une négligence injustifiable.

Arrivés au pouvoir par l'affaire des Tanneries, les nouveaux ministres ont dû y penser et s'en occuper dès qu'ils ont été en office. Ils devaient donc de suite prendre des procédures pour faire annuler l'échange.

Il est certain qu'une fraude gigantesque a été la cause de ce honteux marché. Il y avait une cause légale pour l'attaquer. L'honorable Solliciteur général lui-même l'a admis l'autre jour. Il a seulement contesté l'opportunité de la poursuite. Mais les raisons qu'il a données sont tout à fait insuffisantes. En ne prenant pas de suite les procédures nécessaires, on expose la province à ne plus pouvoir jamais recouvrer la propriété. Que M. Middlemiss vende le terrain et il est plus que douteux que la province ait une action contre ceux qui l'auront de bonne foi acquis. Eût-elle cette action, elle serait difficile à intenter et entraînerait des frais ruineux si la propriété était vendue à un grand nombre de personnes. De plus, il serait bien injuste de la part du gouvernement de venir dépouiller des acquéreurs qui auraient acheté,

convaincus par l'inaction du gouvernement que M. Middlemiss a un titre inattaquable.

On a dit qu'il fallait, avant de poursuivre, réunir les preuves. Mais on en avait en main qui auraient suffi pour décider un particulier à commencer un procès. Or, le gouvernement doit agir même lorsque des particuliers n'en feraient rien, car il doit protéger non seulement la propriété publique, mais rassurer les citoyens qui la croient en danger. Avec une preuve moins forte que celle qu'on avait, le gouvernement n'aurait pas hésité à intenter un procès pour meurtre.

On nous dit encore: Mais attendons l'enquête du comité et, avec les preuves qu'elle nous fournira, nous ferons un procès, s'il y a lieu.

Monsieur l'Orateur, je n'hésite pas à qualifier de monstrueuse la doctrine qui sert de base à cet argument. Elle est dégradante pour cette Chambre et dangereuse pour les particuliers. Les comités n'ont pour but que d'éclairer la Chambre; ils ne doivent donc pas être appelés à s'occuper de questions sur lesquelles la Chambre ne peut prendre de décision. Or, les fonctions du Parlement consistant à faire des lois et à contrôler l'administration des affaires publiques, il ne lui appartient pas de juger les procès. Les comités doivent donc se borner à éclairer la Chambre sur la législation et l'administration. Vouloir en faire des machines à fabriquer des preuves, des espèces de juges d'instruction chargés de réunir les témoignages pour des procès qu'on voudrait faire, c'est, je le répète, violer la constitution, ravaler la dignité de cette Chambre et mettre en danger la fortune, l'honneur et la liberté des individus.

Le comité que nous allons former devra donc s'arrêter du moment qu'il aura constaté l'innocence ou la culpabilité des ministres; il n'aura pas le droit de rechercher si ceux qui ont traité avec eux se sont rendus coupables de fraude.

La nécessité d'une action immédiate s'imposait si impérieusement aux ministres qu'on ne peut s'expliquer leur action sans supposer qu'ils approuvaient l'affaire des Tanneries. C'est aussi ce qu'on peut conclure des remarques de quelques-uns d'eux. S'ils n'ont pas osé défendre directement le marché, ils ne l'ont pas critiqué non plus. De tous les discours que j'ai entendus sur la question, je ne trouve logiques que ceux des orateurs qui, comme les honorables députés des Deux-Montagnes et de Terrebonne, soutiennent que le marché des Tanneries est une excellente affaire. Mais pour ceux qui, comme moi, sont convaincus que ç'a été un marché ruineux pour la province, un marché entaché de fraude, il est impossible de ne pas condamner la négligence du gouvernement qui n'a rien fait pour parer aux conséquences de cette désastreuse affaire. Tous ceux qui voteront contre l'amendement de l'honorable député de Lotbinière voteront donc implicitement pour approuver ce marché qui a failli ruiner pour jamais le crédit et l'honneur de la province à l'étranger.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmory): Monsieur l'Orateur, je ne me lève pas pour faire la défense d'un client ordinaire. Mon client dans cette lutte engagée depuis neuf jours est le parti auquel j'appartiens de tout coeur.

Je ne suis pas ici par goût, ni par ambition. Je suis ici par devoir et par dévouement pour les intérêts de la province de Québec.

Je crois être justifié de dire que nos adversaires ne sont point sincères et ne font point preuve de patriotisme en rencontrant sur l'adresse le gouvernement actuel par un vote de non-confiance, fondé sur un motif aussi futile que celui contenu dans la motion d'amendement.

Le seul et unique grief que l'on formule contre nous est de n'avoir pas été téméraires en nous engageant de suite dans un procès qui ne perd rien de ses avantages pour attendre et d'avoir respecté les privilèges de cette Chambre, en recourant sans retard à ses conseils dans une matière aussi importante que celle qui nous occupe.

Avant de résumer la discussion chef par chef, je ne puis passer sous silence certaines paroles tombées avant-hier de la bouche du chef de l'Opposition.

Oui, c'est avec un sentiment pénible que j'ai entendu dire au chef de l'Opposition qu'en France on ne savait pas qu'il existât un pays appelé le Canada, qu'on lui avait demandé où était ce pays, s'il était grand ou petit; il a dit que l'on ne nous y connaissait que par nos scandales.

C'est une injure jetée à la face du Canada et de la France que de dire: La terre d'où sont sortis nos aïeux ne nous connaît pas.

J'invite le chef de l'Opposition à ouvrir les revues françaises et il y verra que l'on suit d'un oeil attentif les progrès de notre pays; je l'invite à lire le livre de Rameau; et il y verra que l'on rend hommage à la foi, à la morale et à l'énergie de cette province. Si ces faits eussent été connus du chef de l'Opposition, je ne crois pas qu'il eût dit que cette colonie n'était connue que par ses scandales.

J'en viens aux raisons, toutes puériles, que l'on invoque au soutien de la position prise par nos adversaires.

Je ne crains pas de le dire, je me fais fort de démontrer à cette Chambre et au pays que notre conduite a été la seule que nous imposait la sauvegarde de ses intérêts.

Je vais démontrer que l'honorable député de Lotbinière n'a pas été plus heureux dans sa logique que dans son emportement déclamatoire.

Il a prétendu que c'était avec un air de triomphe que nous avions établi la doctrine que la lésion entre majeurs n'était pas une cause de nullité des contrats. Je proteste contre cette interprétation de mes paroles, car j'avoue que je regrette que notre code n'ait pas effacé cette protection donnée à l'astuce contre la naïveté ou l'inexpérience ou la trop grande précipitation.

On nous a fait le reproche de ne pas vouloir la résiliation de l'acte de l'échange des Tanneries. Je soutiens que la prudence que nous avons montrée en ne nous précipitant pas dans un procès sans avoir pour le soutenir tous les moyens que nous fournira l'enquête démontre le contraire. Je ne puis me convaincre que ce reproche soit sérieux; ni cette Chambre, ni le public ne nous croiront capables de désirer lui faire supporter une perte aussi considérable que celle qu'on représente. C'est précisément parce que nous voulons que restitution soit faite que nous n'avons pas risqué cette affaire sur de simples présomptions.

La conduite que nous avons tenue a été soumise au peuple dans nos élections; nous lui avons déclaré le mode de procéder que nous devons suivre et qui, d'après nous, et d'après cette Chambre, sera déclaré le plus sage, savoir: 1. nous ferons l'enquête devant la Chambre pour satisfaire ce que l'on a appelé la partie politique et 2. nous ferons instituer devant les tribunaux ordinaires ce que j'appellerai la partie civile de cette affaire, la restitution au trésor de ce qui lui aura été frauduleusement soustrait.

Et cette conduite à suivre, je l'ai soumise à mes électeurs et ils l'ont approuvée comme dictée par la sagesse, la justice et l'intérêt public; et, quand il me faudra paraître devant eux, je suis certain qu'ils avoueront que je n'ai pas failli à mon devoir.

On a voulu faire une dissertation, que l'on a sans doute crue savante, sur le scire facias et la poursuite en la forme ordinaire.

Nous ne contestons pas que le droit commun offre les moyens de faire annuler l'acte d'échange en cas de fraude. C'est vouloir détourner l'attention de cette Chambre que de faire de semblables dissertations.

La véritable question et celle sur laquelle la Chambre se prononcera est la question de l'opportunité de faire ces procédures avant d'obtenir tous les renseignements possibles.

Tout le monde admet que des lettres patentes sont annulables au cas de fraude. L'on nous a lu l'article du code de procédure 1034, qui dit: "Les lettres patentes sont annulables lorsqu'elles ont été obtenues au moyen de suggestion frauduleuse ou lorsque quelque fait essentiel a été caché par la personne qui les a obtenues, ou à sa connaissance ou de son consentement". Je crois qu'on s'est imaginé là avoir fait une découverte. Il y a une présomption de fraude, car, dit-on, l'ordre en conseil du 27 juin a été confirmé par le gouverneur le 10 juillet.

L'ancien gouvernement a donc eu 14 jours de réflexion avant de faire signer le lieutenant-gouverneur. Lorsque cette signature a été apposée, le député de Mégantic était encore conseiller de Sa Majesté. La présomption de fraude ne peut donc s'induire seulement des dates de l'ordre en conseil et de l'acte d'échange.

Nous avons su que le député de Mégantic avait écrit à son chef le premier ou le deux

juillet, pour arrêter la transaction comme propre à causer de l'embarras, uniquement lorsque lui-même l'a déclaré le 3 décembre.

Il aurait été inconstitutionnel pour nous de lui demander de nous communiquer toutes ces circonstances qui étaient secrets d'Etat et que lui-même n'a pu communiquer à cette Chambre sans s'enquérir du fait que le lieutenant-gouverneur le permettait.

On nous dit: Vous aviez ces présomptions de fraude, du fait que les titres n'ont pas été soumis aux officiers en loi.

Eh bien, je le demande à la Chambre, quand, encore une fois, le gouvernement a-t-il été instruit de ce fait? Quand avons-nous su que le député de Mégantic n'avait pas examiné les titres? Seulement le 3 décembre.

La presse a dit que le Solliciteur général ne les avait pas vus, mais jamais avons-nous été renseignés que le procureur général d'alors n'avait pas examiné les titres.

On nous dit: Vous aviez des présomptions de fraude suffisantes, car il y a eu trop de hâte dans la transaction.

La connaissance de cette hâte date encore du 3 décembre et elle résulte de l'explication donnée par le député de Mégantic, qui nous a révélé avoir écrit à Montréal, et avoir reçu la réponse qu'il était trop tard, la transaction étant signée.

On nous dit: Vous aviez des présomptions de fraude, résultant de la différence de valeur des terrains.

C'est là le seul fait des circonstances de cette affaire qui était en possession du gouvernement dès le 22 septembre.

Mais cette différence de valeur, isolée de toutes les circonstances qui ne nous sont arrivées que le 3 décembre, ne nous suffisait pas pour hâter une action.

Encore une fois, cette différence de valeur est-elle niée?

Ainsi, j'avoue que, dès le 22 septembre, j'étais bien convaincu qu'il y avait eu lésion, que la province avait fait un méchant marché, mais je n'avais pas le moyen de convaincre un tribunal que nécessairement il y avait eu fraude, et j'ai toujours cru que le député de Mégantic s'était séparé de ses collègues parce que ce gouvernement avait fait un marché désavantageux et non frauduleux.

Le député de Mégantic a fait appel à mon zèle dans la conduite des affaires qui me sont confiées, et il me dit que, si un client ordinaire était venu m'expliquer le fait qu'il croyait avoir été la victime d'une fraude, de suite je l'aurais avisé d'intenter un procès. Eh bien, je ne crois pas qu'en louant mon zèle il fasse justice à ma prudence.

Voici ce que j'aurais fait: je lui aurais dit: Je veux voir les témoins qui prouveront cette fraude. Après avoir pesé le témoignage de chacun, je lui aurais dit: Agissez ou n'agissez pas, selon le cas.

De l'autre côté de la Chambre, on paraît

complètement ignorer un principe de loi élémentaire. L'on dit: Vous aviez des présomptions de fraude et deviez agir. C'est là toute la base du raisonnement de l'Opposition. C'a été celle du député de Mégantic et du député de Lotbinière.

Mais ils n'ignorent pas l'article 993 du code civil.

Une fraude n'est pas une présomption; c'est un fait certain, tangible et démontré.

Le code civil, article 993, dit que: "La fraude est une cause de nullité des contrats lorsque les manoeuvres pratiquées par l'une des parties ou à sa connaissance sont telles que, sans cela, l'autre partie n'aurait pas contracté. Elle ne se présume pas et doit être prouvée."

C'est sur cette dernière partie de l'article surtout que j'attire votre attention: "Elle ne se présume pas et doit être prouvée."

Ce sont là les quatre mots qui font justice de la déclamation de l'Opposition. Devant ces quatre mots s'évanouissent tous leurs raisonnements; ces quatre mots suffisent pour justifier la position prise par le gouvernement.

Ces quatre mots sont une suprême autorité que la justice et la raison doivent respecter.

Ces quatre mots sont aussi anciens que la civilisation. Dans le droit criminel anglais, l'accusé est présumé innocent jusqu'à ce qu'un verdict l'ait déclaré coupable. Le droit civil français n'est pas moins grand, n'est pas moins juste, n'est pas moins équitable.

Pour justifier la position prise par l'autre côté de la Chambre, un député a cru devoir s'appuyer du raisonnement qui suit: "Vous auriez dû sans retard faire une poursuite à tout risque; trois ou quatre mille piastres de frais ne devraient pas vous arrêter, et peut-être que vous auriez obtenu des révélations."

Monsieur l'Orateur, je proteste contre un pareil principe et je suis convaincu que la Chambre admettra que ce qu'un homme d'honneur ne peut faire dans la vie privée, à plus forte raison doit-il s'en abstenir quand il occupe la position honorable de ministre.

Que signifie cette doctrine: "Vous auriez peut-être obtenu des révélations?" C'est le principe du chantage recommandé comme devant être mis en pratique par un gouvernement.

J'arrive maintenant au noeud gordien de cette affaire et que pas un des membres de l'Opposition n'a osé trancher. On s'est constamment appliqué à en détourner l'attention de la Chambre et un seul député, celui de Mégantic, l'a abordé, mais non pas comme un homme convaincu, décidé de le résoudre, mais tout simplement en en faisant le tour.

Voici ce point:

Quel dommage est résulté pour la province du fait que l'action en résiliation n'est pas encore intentée? C'est sur ce point que la Chambre est appelée à prononcer son verdict; c'est là la question et nulle autre.

Monsieur l'Orateur, je me fais fort de démontrer qu'il n'est résulté aucun dommage à la province.

L'article du code civil 2258 déclare que l'action en rescision de contrat pour erreur, fraude, violence ou crainte se prescrit par 10 ans.

Le titre de Middlemiss sera donc sujet à la même attaque dans 10 jours, 14 jours d'ici, qu'il l'était le 22 septembre.

Il faut bien se rappeler qu'en fait d'immeubles, celui qui n'a point de titres ou celui dont le titre est annulable n'en peut donner à un tiers. Il a été dit que la vente par Middlemiss à d'autres pourrait empêcher la résiliation d'être effectuée contre eux. Je nie ceci de la manière la plus positive et je ne crains pas de dire qu'il n'y a pas un avocat qui oserait soutenir une doctrine semblable.

Le député de Mégantic a été obligé de céder sur ce point, mais avec l'habileté que je lui reconnais, il a voulu tourner la question en disant que le retard pourrait rendre la chose non pas impossible, mais plus difficile parce qu'il faudrait poursuivre plusieurs personnes.

Je dis que cette considération n'est d'aucun poids, qu'il est aussi facile de poursuivre dans une action deux, trois ou quatre défendeurs qu'un seul, ou de porter contre chacun d'eux au besoin une action semblable où la preuve sera la même.

Le député de Mégantic nous a montré que, pendant qu'il était encore dans l'ancien ministère, des gages, des hypothèques ont été donnés sur cette propriété et ce avant le 30 juillet, jour de sa résignation. Il a pris soin d'avoir un certificat du registraire pour montrer que la résiliation de cet acte était devenue un peu plus difficile, mais il faut remarquer que cet argument de sa part n'est pas une charge contre nous, puisqu'il n'a pas montré que des transactions de cette nature ont eu lieu depuis que nous sommes en office.

J'en arrive maintenant à dire, puisque ç'a été la pratique des députés qui se sont adressés à cette Chambre avant moi, ce que je pense de la transaction des Tanneries comme acte administratif.

Comme je l'ai déjà dit, avant la résignation du cabinet Ouimet, je me suis rendu à Montréal visiter les propriétés en question.

Après avoir examiné la propriété des Tanneries, j'ai été voir la propriété Leduc et je dois dire que je n'ai pu me convaincre que l'échange était judicieux. J'avouerai que je suis étranger à la valeur de la propriété à Montréal, mais j'ai vu que le terrain du gouvernement était dans un site où le sol se vend "au pied" et que la propriété Leduc était dans un endroit où le sol se vend "à l'arpent". Cette manière de voir, j'aurais mieux aimé ne l'exprimer qu'après l'enquête, mais l'Opposition qui crie que nous craignons le ressentiment des anciens ministres, que nous sommes ici pour les blanchir, me force pour soutenir mon propre honneur de dire de suite ce qu'un principe de justice me permettait de ne dire que plus tard.

Mais je sens que je n'ai rien violé. Je suis sans

respect humain pour ma propre opinion et, si je suis en erreur dans mon appréciation, j'aurai assez de force pour le reconnaître.

Je crois que, comme nouveau gouvernement à une époque comme celle-ci, nous n'avons pas reçu de l'Opposition ce fair play, que les gouvernements en Angleterre ont toujours rencontré. La lutte qu'on nous a faite est factieuse et laisse trop percer les motifs de ceux qui la dirigent.

Je comptais sur un accueil plus loyal, j'étais convaincu que l'Opposition donnerait son concours au gouvernement pour faire l'enquête sans retard.

Eh bien, sans ce concours de l'Opposition, je puis avec confiance dire que nous avons l'appui de la majorité de cette Chambre et au dehors; que l'enquête se fera et sans retard; que la propriété des Tanneries reviendra à la province s'il y a lieu et, ceci accompli, l'Opposition s'apercevra qu'elle a mal jugé les hommes qui lui font face.

Je ne puis m'asseoir sans faire une dernière remarque et, si j'en avais l'autorité, je donnerais au chef de l'Opposition un conseil. Je lui dirais qu'il n'est pas heureux quand il veut déclamer.

Voici ce que je regrette de sa part; il a rendu justice à l'héroïsme, à la persévérance et à la force morale de nos aïeux dans leurs luttes politiques, mais, perdant le contrôle de sa pensée, il a dit que nos adversaires avait trouvé le faible de la cuirasse des Canadiens, que l'or, la corruption étaient l'arme devant laquelle notre conscience se livrait.

Je proteste contre une pareille accusation, au nom du comté que je représente et des Canadiens en général et j'espère que le peuple ne tiendra pas compte au député de Lotbinière de ce second mot malheureux.

Monsieur l'Orateur, le vote qui sera donné enseignera au pays que le parti conservateur ne repose pas sur une tête, mais que c'est un principe qui trouve de nouveaux défenseurs au besoin et qui au moment de la lutte voit ses partisans en rangs serrés autour du drapeau qui les rallie.

Oui, ce parti a des défenseurs dont la cuirasse n'a point de défaut et l'arme de la corruption, sous forme de promesses, ne saura les rendre sourds à la voix du plus humble de ses membres.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said that the length of time occupied in the debate on the question before the chair, and the earnest and impassioned manner in which nearly all the Honourable Members who had taken part in the debate had addressed the House, established that the matter at issue was of unusual gravity and importance. The conviction on his mind that the adoption of the amendment proposed by the Honourable Leader of the Opposition would result in a great moral as well as a great material gain to the Province compelled him to pronounce at once in favor of it. He would

leave the constitutional right of the Government to exchange a portion of the public domain without the authority of the House to others to argue and determine. The real question, in his judgment, involved in the amendment, was: Has the present Government well and truly performed its duty in relation to the exchange by the late Government of a piece of land in the vicinity of Montreal? He believed they had not, and those who had attended carefully to the speech of the Honourable Attorney-General could not help concurring with him in that opinion. The Honourable Attorney-General had informed them that he returned to his office on the 30th Oct., and the Land Swap being uppermost in his mind, he immediately set to work to obtain the papers relating to that unfortunate transaction. After searching in vain for them in his office, he sent to the office of the Honourable Treasurer, where he knew copies of them were, but the answer received from his Honourable colleague was that he could not then lay his hands upon them.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il n'a jamais possédé ces documents dans son bureau, mais qu'il les avait vus à Montréal.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): C'est bien étrange que ces documents se soient promenés d'un bout à l'autre du pays sans que le gouvernement arrive à mettre la main dessus.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): The Honourable Attorney-General then sent to the office of the Commissioner of Crown Lands, but fared no better. He then telegraphed to Montreal, and after a delay of fourteen days, received in piece-meal what should have been forthcoming in twenty-four hours. Did he (Mr. Hearn) not know the Honourable Attorney-General and his Honourable colleagues, he would from such explanations incline to the belief that they were all leagued together to screen the wrongdoing, which had resulted in such immense loss to the Province. In the face of the information given by friends of the late Government, and friends of the present Government — men in every particular competent to judge — it was not possible to resist the conclusion that the Province had been the victim of a huge swindle.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Se déclare contre le gouvernement et motive son vote dans un long discours.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Alexander, Bachand, Bellingham, Bisson, Chauveau, Daigle, David, DeBeaujeu, Esinhart, Gagnon, Hearn, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, Lynch, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Rinfret dit Malouin, Robert, Sylvestre et Watts, 25.

Contre: MM. Angers (Sol. gén.), Baby, Beaubien, Beauchesne, Bellerose, Brigham, Cameron, Church (proc. gén.), Dorion, Duguay, Dulac, Eddy, Fortin, Garneau, Gendron, Houde, Lalonde, Larochelle, LaRocque, LaRue, LeCavalier, Locke, Mailloux, Malhiot, Martin, McGauvran, Méthot, Ouimet, Peltier (L'Assomption), Picard, Robertson, Roy, Sawyer, Trudel et Valin, 35.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et, le troisième paragraphe étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Les quatrième et cinquième paragraphes, étant de nouveau lus, sont adoptés.

Les sixième, septième et huitième paragraphes, étant de nouveau lus et étant séparément mis aux voix, la Chambre se divise et ils sont résolus dans l'affirmative.

Les neuvième et dixième paragraphes, étant de nouveau lus, sont adoptés.

Il est résolu qu'il soit présenté une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session de la Législature de la province de Québec.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose ensuite qu'un comité de cinq membres soit nommé pour faire enquête sur l'affaire des Tanneries.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande les noms des cinq membres du comité.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Fait observer qu'il a été convenu que les membres de ce comité seront choisis par le procureur général et l'honorable chef de l'Opposition.

La proposition est adoptée.

La Chambre s'ajourne à deux heures du matin.

Séance du 11 décembre 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. David, la pétition des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital général, Montréal, et la pétition du révérend E.-A. Tranchemontagne et autres, de la paroisse de Saint-Joseph, de Montréal.

Par M. Valin, la pétition de Owen Murphy, maire et autres, de la cité de Québec.

Par M. Eddy, la pétition de la compagnie manufacturière de fer et d'acier, d'Ottawa, limitée.

Par M. Bellingham, la pétition de Daniel Saunders et autres.

Par l'honorable M. Garneau, la pétition du conseil municipal du comté de Québec.

Par M. Irvine, la pétition de l'Asile des orphelines protestantes, Québec.

Par M. Marchand, deux pétitions des dames religieuses de la Charité de la ville de Saint-Jean. Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend J. Denovan et autres, le ministre, les syndics et les membres de The Saint-Catherine Street Baptist Church, Montréal, demandant un acte d'incorporation.

De la Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'Est et Kennébec, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De E.B. Eddy et autres, du village et du township de Hull, demandant que ledit territoire soit érigé en cité.

De The Quebec Temperance and Prohibitory League, demandant des amendements aux lois concernant les licences et pour autres fins.

Des dames directrices de l'Asile des orphelins catholiques romains, de Montréal, demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Des révérendes Soeurs de l'Asile de la Providence de Laprairie, et de la Société bienveillante des dames de Montréal, demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De Pascal Lebel et autres, et de Vital Laplante et autres, tous de Saint-Honoré, comté de Témiscouata, demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Composition des comités

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Fait rapport que le comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des députés devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre a préparé ces listes en conséquence, lesquelles sont lues comme suit:

1. Privilèges et élections. Les honorables MM. Church, Angers, Bellerose, Laframboise, Chapleau et Irvine, et MM. Baby, Bachand, Bellingham, Gérin, Gendron, Joly, Langelier, Lynch et Watts.

2. Ordres permanents. Les honorables MM. Ouimet et Laframboise, et MM. Beauchesne, Daigle, David, deBeaujeu, Dorion, Duguay, Esinhart, Gagnon, Gendron, Houde, Laberge, Lafontaine, Marchand, Méthot, Pelletier (Bellechasse) et Verreault.

3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, mines et corporations manufacturières. Les honorables MM. Garneau, Malhiot, Irvine, Laframboise, Ouimet et Trudel, et MM. Baby, Bachand, Beaubien, Bellingham, Brigham, Chauveau, Dorion, Dulac, Eddy, Gérin, Hearn, Joly, Lafontaine, Larochelle, Lavallée, Lynch, Martin, McGauvran, Molleur, Pelletier (Bellechasse) et Sawyer.

4. Différents bills privés. Les honorables MM. Angers, Church, Garneau, Malhiot, Robertson, Bellerose, Chapleau, Laframboise, Ouimet et Trudel, et MM. Alexander, Bachand, Beaubien, Bellingham, Bisson, Cameron, Chauveau, David, Gendron, Gérin, Hearn, Joly, Langelier, LeCavalier, Marchand, McGauvran, Méthot, Rinfret dit Malouin et Watts.

5. Lois expirantes. Les honorables MM. Angers, Chapleau et Laframboise, et MM. Daigle, Dorion, Hearn, Laberge, Lalonde, LaRue, LeCavalier, Robert et Valin.

6. Dépenses contingentes. Les honorables MM. Garneau, Malhiot, Robertson, Bellerose, Ouimet et Trudel, et MM. Bachand, Brigham, Cameron, DeBeaujeu, Eddy, Laberge, LaRue, LeCavalier, Locke, Mailloux, Marchand et Picard.

7. Impressions. Les honorables MM. Robertson et Angers, et MM. Bellingham, Gendron, Gérin, Joly, Marchand et Méthot.

8. Comptes publics. Les honorables MM. Robertson, Angers, Malhiot, Irvine, Bellerose, Fortin, Garneau et Laframboise, et MM. Alexander, Baby, Bachand, Beaubien, Duguay, Gendron, Joly, Lafontaine, Langelier, Lynch, Mailloux, McGauvran, Molleur, Picard, Roy et Verreault.

9. Agriculture, immigration et colonisation. Les honorables MM. Garneau, Robertson, Fortin, Ouimet et Trudel, et MM. Beaubien, Beauchesne, Bisson, Chauveau, Dorion, Eddy, Esinhart, Gendron, Hearn, Houde, Laberge, Lalonde, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, Mailloux, Marchand, Méthot, Peltier (L'Assomption), Picard, Robert, Roy, Sawyer et Sylvestre.

10. Industrie. Les honorables MM. Garneau, Robertson, Fortin, Laframboise, Ouimet et Trudel, et MM. Beaubien, Beauchesne, David, Eddy, Esinhart, Gagnon, Gendron, Houde, Hearn, Joly, Lavallée, LaRocque, Larochelle, Méthot, Molleur, Martin, Sawyer et Watts.

Adopté.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-

Rivières): Propose qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif, priant leurs honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et pour informer leurs honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir: l'honorable M. Robertson, l'honorable M. le Solliciteur général Angers, M. Bellingham, M. Gendron, M. Gérin, M. Joly, M. Marchand et M. Méthot, agiront comme membres dudit comité.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande la permission, appuyé par le député d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien), d'introduire un bill pour faire disparaître tous doutes concernant les droits du Conseil des arts et manufactures à la propriété des biens de l'ancienne Chambre des arts et manufactures.

M. G. IRVINE (Mégantic): Désire savoir si ce n'est pas là un bill privé; si c'est un bill privé, il ne peut être introduit comme il l'est.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Dit que ce bill en est un qui affecte une institution publique et qu'il est bien présenté.

M. G. IRVINE (Mégantic): S'oppose à ce qu'un bill de cette nature ne soit pas introduit comme une mesure publique.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande que la discussion sur le bill soit remise lors de la seconde lecture.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Est d'avis que c'est un bill privé.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que rien ne montre que ce bill soit une mesure privée. Il a pour but simplement de déterminer les droits du conseil des arts et manufactures à la propriété; il est en conséquence un bill de nature publique.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Asked whether the object of the bill was to confer a new title upon the Board of Arts and Manufactures to the Crystal Palace property.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Dit qu'afin d'éloigner tout doute il veut donner quelques explications sur le bill et sa nature. Il a pour objet de déterminer le droit de propriété qui est mis en doute depuis l'abolition de l'ancien bureau. C'est pour faire disparaître l'état de curatelle qui existe et pour spécifier les droits du conseil par une loi de déclaration qui établira que la succession n'a pas cessé d'exister. Il discute le point juridique de la question qu'il

est important de fixer afin d'établir quelle est la position prise par les autorités de l'université McGill, et la question de savoir si l'action qui est pendante doit être continuée par le curateur à la succession vacante ou par le conseil. Il n'y a pas de succession vacante, car le Conseil est la continuation de l'ancien Bureau. Cette question affecte considérablement les intérêts publics.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Thought it would be wrong policy to propose retroactive legislation in order to alter the position of parties in relation to title, and thought that the bill should not be pressed.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La Chambre des arts est une branche du département des Travaux publics et, pour cela, il me semble que ce devrait être le gouvernement qui introduirait cette mesure.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Je serais heureux si le gouvernement introduisait ce bill, mais si j'ai assumé ce travail, c'est que le Conseil des arts me l'a demandé lorsque l'ancien ministère avait résigné et avant que le nouveau fût choisi.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que le bill a été présenté hors de la connaissance du gouvernement, lequel n'a rien à faire avec; le gouvernement n'a pas encore discuté lui-même la question.

Le gouvernement va étudier la question et, s'il la trouve convenable, il introduira une mesure analogue. En attendant, que le projet de loi de M. Trudel reste devant cette Chambre.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il n'est pas en faveur d'une législation rétroactive qui irait à changer la position des parties dans une cause comme celle-ci qui est maintenant pendante entre le Conseil des arts et manufactures et l'université McGill. Il pense que le député de Champlain pourrait ne pas presser sa mesure jusqu'à ce que le gouvernement ait pris communication des faits et ait eu l'occasion de connaître l'affaire et de prendre action s'il le juge nécessaire.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Est de l'avis de M. Joly et veut que le gouvernement introduise cette mesure.

M. G. OUIMET (Deux-Montagnes): Approuve la conduite du député de Champlain et trouve qu'il est bon d'attirer l'attention du pays et du gouvernement sur cette importante question.

Le bill se rapporte à certaines propriétés. On a vu qu'on s'est emparé de force de la propriété. Le représentant de Champlain est justifiable d'avoir présenté un bill et ceux qui sont tellement soucieux de protéger les droits de la couronne sur ses propriétés ne devraient pas s'opposer à ce bill.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelfort): L'honorable premier ministre aurait dû dire que les personnes qui se sont emparées de la propriété ont été acquittées.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il n'approuve pas la poursuite criminelle, mais que l'acquittement n'a pas eu lieu sur le fait brutal.

M. G. IRVINE (Mégantic): Après les explications qui ont été présentées, il croit toujours que ce bill est une mesure privée qui affecte le droit d'un département à une certaine propriété. Ce bill ne peut donc pas être introduit dans sa forme actuelle.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit qu'il croit que l'honorable représentant de Champlain a le droit de présenter ce bill.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Reproche à M. Malhiot de permettre à un député l'introduction d'un bill affectant l'organisation d'un département public.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Ne voit pas que le gouvernement puisse s'opposer à l'introduction de ce bill.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Croit que M. Trudel devrait retirer son bill. Le gouvernement va étudier la question et pourra agir comme il le jugera bon.

L'HONORABLE P.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Mon bill est une simple loi déclaratoire et, comme telle, peut être présenté par tout membre de cette Chambre. Tout député a le droit d'expliquer le sens d'un bill passé. Il consentirait à retirer le bill si le gouvernement voulait en présenter un semblable. Le bill viendra devant la Chambre et l'on verra qu'il n'affecte pas les départements publics, mais ne servira que pour interpréter une loi. Tant que le bill ne sera pas imprimé, on n'en connaîtra pas la teneur et il est singulier qu'on veuille présumer qu'il contient ce qu'il ne contiendra pas. Je ne le retirerai que si le gouvernement déclare qu'il en présentera un analogue.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Le gouvernement ne peut pas faire une telle déclaration, parce qu'il ne l'a pas étudié comme mesure gouvernementale, et le bill est assez important pour que le gouvernement ne s'engage pas à la légère, alors qu'il ne savait même pas que ce bill serait présenté.

M. L'ORATEUR: Décide que le bill est présenté en blanc et que le titre indique qu'il se rapporte à des intérêts privés; il ne peut être présenté.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande la

permission d'introduire un bill pour rendre les salaires des officiers et employés publics saisissables.

Accordé.

Comité des subsides et des voies et moyens

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député des Trois-Rivières (l'honorable H.-G. Malhiot), qu'à l'avenir le comité des subsides et celui des voies et moyens soient nommés au commencement de la session, attendu que l'adresse est votée, comme cela se fait à Toronto et à Ottawa.

Il dit que cette pratique existe à Toronto et à Ottawa pour faciliter le travail.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande que cette proposition ne soit qu'un avis de motion.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Accepte de laisser cette proposition comme un simple avis de motion.

Interpellations:

Distribution du code municipal

M. V. ROBERT (Rouville): Demande si c'est l'intention du gouvernement, conformément à la promesse faite le 9 décembre 1873, de faire prochainement distribution du code municipal à tous les conseils municipaux de la province de Québec; aussi d'en donner une copie à chaque officier de voirie qui devra la laisser à son successeur; sinon, pourquoi?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond que c'est l'intention du gouvernement de distribuer un certain nombre de copies du code municipal à chaque conseil, mais il ne promet pas de les distribuer à tous les employés municipaux.

Navigation d'hiver sur le Saint-Laurent

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said he would move a resolution of the most momentous character to the prosperity of the Province. He moved that the commercial, manufacturing and shipping interests of the Dominion, and more especially those of the port of Quebec, must experience an enormous development if the problem of the winter navigation of the Lower St. Lawrence can be solved, so as to yield profitable results. That certain parties have, by petition, declared their ability to maintain a weekly line of steamers, for the conveyance of goods and passengers, between the harbour of Quebec and the maritime ports, during the winter months. He said that this question was one of the most important nature, involving the most momentous consequences and questions which had ever

come before the House. He believed that the winter navigation of the St. Lawrence was possible, and in support of his argument he read the published opinion of Mr E.W. Sewell, whose experience entitled him to judge, and of almost all the pilots of the St. Lawrence, whose judgment should have weight. He, with them, believed in the possibility of navigation on the St. Lawrence in the winter months, one of them stating that he expected that were proper knowledge obtained, there would be within ten years a line of steamers running between Quebec and Europe. Quebec was in winter now a cul-de-sac, with no means of outlet, except by means of the railway, and it was of the highest importance that the capabilities of the harbour should be developed to the fullest extent.

Il propose donc qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. Bellingham, l'honorable M. Fortin, l'honorable M. Irvine, l'honorable M. Malhiot, M. Alexander, M. Hearn, M. Larochelle, M. David et M. Joly, pour prendre en considération la possibilité de naviguer le bas du Saint-Laurent, pendant l'hiver, de manière à offrir des résultats satisfaisants, assigner des témoins, rassembler des preuves et faire rapport à la Chambre de temps à autre du résultat de leur enquête et examen de la question.

Il demande au chef du gouvernement d'appuyer la proposition.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Seconde la motion. Bien que le projet présenté semble être de la compétence du gouvernement fédéral, il dit qu'il est du plus haut intérêt que le pays et la Chambre sachent quels sont les moyens de rendre possible la navigation d'hiver sur le Saint-Laurent.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Pense que la mesure présentée est du ressort de la Législature fédérale, mais il est d'avis que le Parlement provincial a le droit de s'occuper de la question soumise en ce moment, puisque cette motion est dans le genre d'une simple résolution et parfaitement dans l'ordre.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Ma motion ne parle que de la navigation d'hiver et l'Acte de l'Amérique britannique du Nord ne touche pas cette navigation, parfaitement inconnue alors.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said that the motion of the Honourable Member for Argenteuil deserved the unanimous support of the House. The reply of the Honourable Member to the objection urged by the Honourable Member for Lotbinière was conclusive. The practicability of the winter navigation of our noble river was a question of immense importance to the whole country, and whatever might be the results of the labors of the committee, the patriotic aim of the Honourable mover would

not fail to be appreciated. As the representative of the commercial division of the City of Quebec, he tendered him his own and his constituents' thanks for his action in the matter.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande à l'honorable moteur quel sera le résultat politique de cette enquête; le comité fera-t-il seulement rapport que la navigation d'hiver est praticable ou qu'elle ne l'est pas, ou y aura-t-il quelque résultat pratique?

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit que le comité, une fois organisé, fera venir des témoins qui donneront leurs idées, qui diront quels sont, d'après leur expérience, les moyens de rendre praticable la navigation d'hiver. Ces témoins, qui seront des gens compétents, seront capables d'éclairer le comité, de suggérer les moyens, de donner leur opinion, et tout cela aura pour résultat de promouvoir les intérêts de Québec.

Si les témoins déclarent la navigation d'hiver praticable, alors le gouvernement pourra accorder des subsides à toute ligne de vaisseaux à vapeur qui tiendra une ligne sur le fleuve Saint-Laurent en hiver. Il serait très désirable aussi qu'il y eût une entente sur cette question, quant à la juridiction du gouvernement.

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Je ne suis pas contre le comité. Je suis au contraire en faveur du projet. La navigation du bas du fleuve Saint-Laurent en hiver est bien difficile, mais possible cependant; cela dépendra des navires qui y navigueront. Il faudra des navires d'une force exorbitante. On a dit, Monsieur l'Orateur, qu'il n'y avait pas de brume en hiver. Au contraire, il y a beaucoup de brume causée par le froid, ce qui nuira à la navigation, ainsi que les tempêtes de neige qui ont lieu surtout pendant la saison d'hiver et qu'on appelle snow storms. En Europe, il y a beaucoup de cette brume et, l'an dernier, lorsque j'étais à Londres, j'en ai vu beaucoup. Il faudra que, les risques augmentant, les primes d'assurance augmentent aussi. Je sou mets ces quelques remarques aux membres du comité afin qu'ils en fassent leur profit.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Affaire des Tanneries

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il retire sa motion demandant la formation d'un comité spécial chargé de faire une enquête sur l'échange de la propriété du gouvernement aux Tanneries, près de Montréal.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose la même motion et demande que le comité soit composé de MM. Church, Joly, Verreault, Bachand et Trudel. Il ne donne que son opinion, mais il est d'avis que la

transaction des Tanneries est une malheureuse affaire. Il espère que le comité fournira des preuves qui établiront que la province n'a pas autant perdu qu'on l'a dit. L'enquête sera stricte et le public a lieu d'espérer que toutes les circonstances de l'affaire viendront à sa connaissance.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Si le gouvernement a de si bonnes intentions, que cette Chambre veuille bien croire que les intentions de l'Opposition sont aussi pures à ce sujet. D'ailleurs, l'entente qui a lieu sur le choix des membres de ce comité, entre les deux partis, est une garantie suffisante que ce comité sera impartial.

J'espère que le comité se mettra à l'ouvrage de suite demain et travaillera sans relâche, et si quelques-uns des membres de ce comité se sentaient dans la nécessité de s'absenter pendant la session, qu'ils le disent et qu'on en choisisse d'autres.

J'espère que le comité se mettra à l'oeuvre de suite, dès demain à onze heures du matin.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): C'est bien.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Informe la Chambre qu'il sait que M. Trudel a quitté la salle dans l'intention de partir pour Montréal immédiatement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): C'est une nouvelle intéressante.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit que c'est la première nouvelle qu'il a du départ de M. Trudel. Lorsqu'il a discuté du choix des membres du comité avec le chef de l'Opposition, il n'avait pas la moindre idée qu'un incident du genre pourrait retarder les travaux du comité.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Les deux côtés de la Chambre s'intéressent à voir cette enquête procéder et les membres du comité devraient pouvoir régulièrement assister aux réunions du comité. Je suggère qu'un député résidant à Québec remplace le député de Champlain (l'honorable F.-X.-A. Trudel).

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'on a envoyé un page trouver le député de Champlain (l'honorable F.-X.-A. Trudel).

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Nommons toujours le comité.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je suis d'avis d'en suspendre la nomination jusqu'au moment où l'on pourra s'assurer de la présence de M. Trudel.

Vente de bons provinciaux

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le député de Mégantic (M. G. Irvine), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Un état montrant le montant des bons provinciaux qui ont été vendus, d'après une annonce qui a paru dans le Times de Londres, le 4 juillet 1874, et signée par J. Robertson, trésorier de la province de Québec, offrant en vente huit cent mille louis sterling des bons de la province;

2. Quel a été le montant net retiré de la vente de ces bons, après en avoir déduit l'intérêt, le courtage, la commission et les autres dépenses relatives à cette vente;

3. Quelle partie des \$919,092 du surplus de revenu mentionné dans ladite annonce était destinée aux besoins de la province quand ledit emprunt fut contracté.

4. Quel était le taux de l'intérêt payable par les banques qui avaient en leur possession ces \$919,092, et quel montant dudit emprunt est encore placé au crédit de la province, et à quel intérêt;

5. Quel montant du revenu dudit emprunt de huit cent mille louis sterling a été dépensé, et quel est le montant placé maintenant à intérêt, — dans quelle banque et à quel taux;

6. Quel montant a été payé en argent aux compagnies de chemins de fer en cette province, depuis que ledit emprunt de huit cent mille louis sterling a été négocié, et quelle proportion a été accordée à chaque compagnie;

7. Le nom des banquiers ou des courtiers chargés de négocier le susdit emprunt sur le marché de Londres. Adopté.

Affaire des Tanneries

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Suggère que M. L'Orateur quitte son fauteuil pour une quinzaine de minutes en attendant le retour du page envoyé pour trouver le député de Champlain (l'honorable F.-X.-A. Trudel).

La Chambre interrompt alors ses travaux.

La Chambre reprend ses travaux après une demi-heure.

L'honorable L.R. CHURCH (Pontiac): Annonce que M. Trudel a quitté la Chambre sans sa connaissance. Le messenger que l'on a dépêché auprès de lui n'a pas été capable de le trouver, mais il a envoyé d'autres personnes pour rencontrer M. Trudel au bateau; pour plus de précautions, il lui a télégraphié à Québec-Sud pour lui dire que, sur la parole de M. Ouimet, il a assuré la Chambre que le représentant de

Champlain serait à Québec lundi ou, au plus tard, mardi matin.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Pour-quoi l'honorable Solliciteur général ne remplacerait-il pas M. Trudel dans le comité?

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Nous préférierions voir le comité rester composé comme il est. Il est résolu qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'honorable M. le procureur général Church, l'honorable M. Trudel, M. Joly, M. Bachand et M. Verreault, pour faire une enquête sur l'échange du terrain du gouvernement situé au village de Saint-Henri des Tanneries, près de Montréal, et sur tous les faits et les circonstances relatifs à cet échange et qui y ont donné lieu; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, de faire rapport de temps à autre, s'il est nécessaire; avec instruction d'interroger les témoins sous serment.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et quarante-cinq.

Séance du 14 décembre 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Bibliothèque de la Société historique

L'ORATEUR: Transmet aux députés une invitation de la Société historique leur offrant l'entrée des salles et l'accès à la bibliothèque.

Les salles sont ouvertes de dix heures à midi en matinée, de deux heures à six heures l'après-midi et de sept heures trente à neuf heures trente en soirée.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ce n'est pas la coutume en pareille occurrence de présenter une résolution de remerciements; mais je me permettrai de la part de mes collègues d'exprimer à la Société historique toute ma reconnaissance et je prierai les journaux d'être auprès d'elle notre interprète.

Documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre états des affaires de la Société charitable des dames catholiques romaines de Québec, et de l'Hôpital des Soeurs de la Providence Saint-Vincent-de-Paul, tous deux pour l'année 1874. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Lavallée, la pétition d'Emmanuel Rondeau et autres, de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, et la pétition du révérend A. Dupuis, de la paroisse de Saint-Elizabeth, tous deux du comté de Joliette, et la pétition de l'hospice de la ville de Joliette.

Par M. Bachand, la pétition des Filles de la Charité, administratrices de l'Hôtel Dieu, de Saint-Hyacinthe; la pétition des Filles de la Charité directrices de l'ouvroir Sainte-Geneviève, à Saint-Hyacinthe, et la pétition des Soeurs et des Dames de Charité de la ville de Saint-Hyacinthe.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition de C. King et autres, de la ville de Sherbrooke, et la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Sherbrooke et autres.

Par M. Alexander, la pétition de l'Asile des orphelins protestants de Montréal.

Par M. Dulac, la pétition de W. McMiall et autres, du canton de Ditchfield; et la pétition de la municipalité du township de Shenley, toutes deux du comté de Beauce.

Par M. Chauveau, la pétition du Séminaire de Rimouski.

Par M. Irvine, la pétition du très révérend évêque anglican de Québec et autres, de la cité de Québec.

Par M. Valin, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec; et la

pétition des dames religieuses, directrices de l'Hôpital du Sacré-Coeur de Jésus, Québec.

Par M. LeCavalier, la pétition du conseil de ville, de la ville Lachine.

Par M. LaRue, la pétition de J. Marion et autres, de la paroisse de Saint-Paul-l'Hermite, comté de l'Assomption.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Daniel Saunders et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de la Compagnie de l'hôtel Russell.

De la Compagnie du chemin de fer des Laurentides, et de la Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa (Limitée), et des révérends Pères Oblats de l'Immaculée-Conception de Marie, demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

Du conseil municipal du comté de Québec, demandant l'amendement de la cinquième section de l'Acte 20 Victoria, chapitre 125, intitulé: "Acte pour diviser la Commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes, et établir d'autres dispositions pour cet objet".

De la municipalité du village du Portage-du-Fort, demandant de l'aide pour un pont.

De Eugène Doucet, avocat et clerc au greffe de la paix, et de Pierre-N. Poitevin et autres, clercs des différentes cours de justice de la cité de Québec, demandant respectivement à la Chambre de prendre en considération la question de leurs salaires.

Du révérend E.-A. Tranchemontagne et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Montréal, demandant de l'aide pour l'Asile Bethléem, dans ladite paroisse.

De Owen Murphy et autres, de la cité de Québec, demandant de l'aide pour l'institution des sourdes-muettes de Montréal.

De l'Asile des orphelins de Québec, en rapport avec l'Eglise d'Angleterre, de l'Asile des dames protestantes, de l'Asile des orphelines protestantes, toutes de la cité de Québec, des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital général, en la cité de Montréal, demandant respectueusement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Soeurs de la Charité de la ville de Saint-Jean, demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'hôpital de la ville de Saint-Jean soit continuée.

Des Soeurs de la Charité de la ville de Saint-Jean, demandant que l'allocation annuelle en faveur de la Salle d'asile de la ville de Saint-Jean soit continuée.

ont donné des cautionnements entre le 18 décembre 1873 et le 12 décembre 1874, en vertu de l'acte 32 Victoria, chapitre 9, section 17.

(Pour la liste des officiers publics du gouvernement de la province de Québec, qui ont donné des cautionnements entre le 18 décembre 1873 et le 12 décembre 1874, en vertu de l'acte 32 Victoria, chapitre 9, section 17, voir page 77)

Cautionnements des employés du gouvernement

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Etat renfermant la liste des officiers publics du gouvernement de la province de Québec, qui

ETAT des cautionnements donnés par les officiers publics au gouvernement de la province de Québec,
du 18 décembre 1873 au 12 décembre 1874, en vertu de la 32e Victoria, chapitre 9, section 17

Nom	Emploi	Résidence	Noms des cautions	Résidence	Montant du cautionnement	Description du cautionnement
Boyer, Zéphirin	Notaire	Valley Field	Canada Guarantee Co	Montréal	\$ 1,000.	Cautionnement
DesRosters, L.-A.	Notaire	Montréal	Canada Guarantee Co	Montréal	\$ 1,000.	Cautionnement
Dickenson, Richard	Registreur, comté de Missisquoi	Bedford	Canada Guarantee Co	Montréal	\$ 4,000.	Cautionnement
Fiset, Burroughs & Campbell	Protonotaires conjoints	Québec	Citizen Insurance Co	Montréal	\$ 4,000.	Cautionnement
Do	Greffiers de la cour de Circuit	Québec	Citizen Insurance Co	Montréal	\$ 600.	Cautionnement
LeBlanc, C.-A.	Shérif de Montréal	Montréal	Citizen Insurance Co	Montréal	\$12,000.	Cautionnement
LaRue, V.-W.	Notaire	Québec	Dame E. Bossé	St-Pierre, Riv. du S.	\$ 600.	Hypothèque
Maguire, G.-F.	Protonotaire	New Carlisle	L'hon. Juge Maguire		\$ 2,000.	Hypothèque
Maguire, G.-F.	Greffier de la cour de Circuit	Miss Carlisle	L'hon. Juge Maguire		\$ 600.	Hypothèque
Nolin, Chs	Shérif d'Iberville	Saint-Jean	Canada Guarantee Co	Montréal	\$ 2,000.	Cautionnement
Pâquet, E.D.	Agent des terres de la couronne	Havre-aux-Maisons	{ Ed. Borne Abel Arseneau J. Fontana & H. Shea	Amherst Havre-aux-Maisons	\$ 400.	Hypothèque
Painchaud, J.-B.-F.	Coroner conjoint	Amherst	J. Fontana & H. Shea	Amherst	\$ 400.	Hypothèque
Tilley, W.	Coroner	Cap Cove	J.-B. Simard	Amherst	\$ 200.	Hypothèque
Trudeau, L.-H.	Notaire	Henryville		Henryville	\$ 600.	Hypothèque
Vézina, Zéphirin	Protonotaire	Saint-Joseph de Bce			\$ 2,000.	Hypothèque
Vézina, Zéphirin	Greffier de la cour de Circuit	Saint-Joseph de Bce			\$ 600.	Hypothèque
Washburn, William	Registreur, comté d'Ottawa	Hull	Canada Guarantee Co	Montréal	\$ 4,000.	Cautionnement

Département du Trésor, Québec, 12 décembre 1874

H.T. Machin, Assistant-Trésorier, P.Q.

Rapport de comités:

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances se rattachant à l'échange de la propriété du gouvernement située au village Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal.

Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre Honorable Chambre les résolutions suivantes, et d'en recommander l'adoption:

Résolu que, dans le but de prendre les témoignages seulement, et dans aucun autre but, le quorum de ce comité se composera de trois membres. Et si, dans le cours de l'enquête, il surgissait quelque question litigieuse, telle question sera soumise à la considération de tous les membres de ce comité et décidée par eux;

Résolu que vu qu'il a paru désirable à ce comité d'avoir l'assistance de conseils, le président soit autorisé à se mettre en communication avec MM. Loranger et Ritchie, et à s'assurer s'ils consentiront à assister aux délibérations de ce comité, et à agir en qualité de conseils.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il serait opportun d'attirer l'attention des députés sur le fait qu'une partie des documents dont il est question ont été imprimés et qu'on vient tout juste de les distribuer.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il vient tout juste de recevoir aujourd'hui deux autres documents concernant l'échange des terrains. Ces documents seront imprimés et distribués aux députés.

Adopté.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération la possibilité de naviguer le bas du Saint-Laurent pendant l'hiver.

Voici ce rapport :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'instruction publique dans la province de Québec.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait remarquer que cette mesure est une de celles qui doit être introduite dans la Chambre par le gouvernement, et il demande à celui-ci quelle position il se propose de prendre en cette circonstance. Le bill ayant pour but la réorganisation d'un département public des plus importants, il est

nécessaire de connaître quelle conduite le gouvernement se propose de tenir.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que tout député à la Chambre a le droit d'introduire un bill de cette nature. A sa seconde lecture, il sera temps encore pour le gouvernement de déterminer sa position.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je considère qu'il est du devoir du gouvernement d'énoncer quelle position il entend prendre et je ferai remarquer aux membres de cette Chambre que c'est la coutume suivie à Ottawa.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je ne pense pas qu'on soit justifiable de s'opposer à l'introduction d'une mesure avant que la nature de celle-ci soit connue, et on peut s'étonner qu'aucune personne s'y oppose avant que le bill soit imprimé et mis devant la Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je n'ai personnellement aucune objection à ce que le gouvernement permette à n'importe quel membre de cette Chambre de s'arroger le droit de présenter les mesures du gouvernement; mais il est un fait certain, c'est que le gouvernement ne devra pas s'étonner non plus s'il nous arrive de confondre la position de l'honorable leader de cette Chambre avec celle de tel député qui présentera ses mesures.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Il dit que ce bill a déjà été présenté au cours des sessions passées mais que pour certaines raisons on l'a toujours remis à plus tard. Accordé.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill concernant le notariat. Accordé.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte, chapitre 76 des statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie et l'étude de l'anatomie, en ce qui a rapport à la nomination d'un inspecteur d'anatomie. Accordé.

Interpellations:

Limites à bois

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas pu communiquer aux membres de cette Chambre la réponse à une adresse en date du 10 décembre 1873, par laquelle cette Chambre demandait un état des limites à bois sous licence, etc.? Est-ce l'intention du gouvernement de communiquer la réponse à ladite adresse dans les premiers jours de cette session?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): L'honorable député trouvera la ré-

ponse à cette question dans le rapport du commissaire des Terres de la couronne pour 1874.

Travaux publics

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande au gouvernement si le rapport du commissaire des Travaux publics sera bientôt distribué.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Le rapport est à l'heure qu'il est entre les mains des imprimeurs et nous faisons toute la diligence possible pour qu'il soit prêt bientôt. J'espère qu'il sera distribué dans quelques jours.

M. F. LANGELIER (Montmagny): L'honorable commissaire des Terres me permettra sans doute aussi de lui demander si son rapport sera bientôt distribué.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je viens précisément de recevoir une dépêche de Duvernay.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Et Dansereau...

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): De M. Duvernay chargé en vertu d'un contrat...

M. F. LANGELIER (Montmagny): Passé aux Tanneries?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): De l'impression du rapport, disant qu'il me l'expédie par l'express aujourd'hui.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Limites à bois

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les divers transferts de limites effectués depuis le 1er janvier 1870, les noms des personnes entre lesquelles ces transferts ont eu lieu, la date de ces transferts et les divers montants payés.

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les noms des agents et gardes forestiers nommés depuis le mois d'août 1871, la date de leur nomination, leur salaire, le montant de leurs frais de voyage et autres, les divisions territoriales soumises à leurs inspections.

Adopté.

Causes jugées par les magistrats de district

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, appuyé par le député de Napierville (M. L.-O. Lafontaine), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre de causes jugées par les magistrats de district, dans leurs districts respectifs, le nombre de cours établies pour chaque district, la nature et le montant de chaque cause, le nombre de termes fixés par chacune de ces cours et les dépenses de voyage de chaque magistrat, ledit état comprenant tous les rapports et informations actuellement en la possession du gouvernement, et aussi le montant des pénalités payées à chaque magistrat de district.

Adopté.

Comité des subsides et des voies et moyens

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député des Trois-Rivières (l'honorable H.-G. Malhiot), qu'à l'avenir cette Chambre nommera les comités des subsides et des voies et moyens au commencement de chaque session, aussitôt qu'une adresse aura été adoptée en réponse au discours de Son Excellence.

Il est ordonné que ladite résolution soit un ordre permanent de cette Chambre.

Composition de comités

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Propose que M. Beauchesne soit ajouté au comité spécial nommé pour prendre en considération la possibilité de naviguer le bas du Saint-Laurent pendant l'hiver. Adopté.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Chemin de colonisation

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose appuyé par le député d'Iberville (M. L. Molleur), qu'il soit présenté une adresse au lieutenant-gouverneur, le priant de faire mettre devant cette Chambre un état indiquant :

1. Les diverses sommes d'argent payées chaque année au révérend Théophile Prévost, pour travaux sur les chemins de colonisation, depuis la Confédération, à cette époque.

2. Les diverses sommes d'argent payées au dit révérend Théophile Prévost comme conducteur des travaux sur les dits chemins avec les dates de chaque paiement.

3. La quantité de milles de chemins faits et le coût moyen de chaque mille, avec copie des trois derniers rôles de paie de la saison de 1874.

Message du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Remet à M. l'Orateur un message du Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Ed. Caron,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie de l'adresse que vous venez de me présenter. Les sentiments de loyauté qu'elle contient me donnent l'assurance que vous vous occuperez activement de promouvoir les intérêts de cette province.

Hôtel du gouvernement,
14 décembre 1874

Ajournement

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose l'ajournement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Nous avons été appelés par le gouvernement ici pour la dépêche des affaires, ce que nous devons faire dans le plus court délai possible, et cependant on nous demande l'ajournement à quatre heures de l'après-midi. Vous devez vous rappeler, Monsieur l'Orateur, combien de reproches on nous a faits la semaine dernière quand il s'est agi de la discussion de l'adresse, parce que nous y avons mis cinq ou six jours. Vous faites tout votre possible, nous disait-on de l'autre côté de la Chambre, pour empêcher le gouvernement de dépêcher les affaires. Aujourd'hui, nous n'avons plus rien à faire. J'espère, Monsieur l'Orateur, qu'un tel état de chose sera de peu de durée, et que mercredi le gouvernement sera prêt à discuter les mesures promises.

Quant à nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes prêts.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à quatre heures et cinq minutes.

Séance du 15 décembre 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre, état des affaires de l'académie de musique de Québec, pour l'année 1874. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Brigham, la pétition de Geo. W. Campbell et autres.

Par M. Bisson, la pétition du conseil de ville de Beauharnois.

Par M. Cameron, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la frontière de Québec.

Par M. Rinfret dit Malouin, la pétition des dames directrices de la Société charitable des dames catholiques romaines de Québec.

Par l'honorable M. Angers, la pétition du révérend A.-H. Marceau et autres, de la paroisse de Saint-François-Xavier, de la Petite Rivière, comté de Charlevoix.

Par M. Dorion, la pétition de l'Orphélinat de Sorel, et la pétition de l'Hôpital général du district de Richelieu.

Par M. Alexander, la pétition de Eliza M. Hervey et autres, de Montréal, et la pétition de la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal.

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition de James Cruickshank, conseiller en loi de l'état de Michigan, l'un des Etats-Unis de l'Amérique.

Rapport de comités :

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport: Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. P. FORTIN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir de la tenure des terres aux Isles-de-la-Magdeleine, dans le comté de Gaspé, et de plus, pour s'enquérir des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces îles, en ce qui regarde la tenure desdites terres. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. G. OUIMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier

rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité, après avoir élu son président, a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis donnés dans chaque cas sont suffisants:

1. Du révérend L.-A. Bourke et autres, de la paroisse de Sainte-Pudentienne, demandant que ladite paroisse soit érigée en municipalité.

2. De Thomas T. Nesbitt, de la cité de Québec, demandant que le Barreau de Québec soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

3. De la Compagnie du chemin de fer de Québec au Lac Saint-Jean, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

4. De la compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, townships de l'Est et Kennébec, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

5. De E. B. Eddy et autres, du village et du township de Hull, demandant que ledit territoire soit érigé en cité.

6. De David Saunders et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Russell Hotel Company".

7. Des révérends Pères Oblats de l'Immaculée-Conception de Marie, demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Votre comité a l'honneur de recommander à votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Il est ordonné que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Message du lieutenant-gouverneur :

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Ed. Caron,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués; les départements, corps administratifs, officiers et personnes auxquels ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session restant, avec un compte détaillé des frais, par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Appendice no 1 des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1874-1875).

Hôtel du gouvernement,
Québec, 9 décembre 1874

Documents :

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Présente la réponse à une adresse du 19

janvier 1874, demandant copies de toute correspondance échangée entre le gouvernement et Félix Fortier, au sujet des lots de grève de James Motz, écuyer, accordée à Gagnon, en 1859, et ensuite à L. Nadeau et à W. Carrier; aussi, copie du plan de cette partie du havre de Québec, qui comprend les lots de grève dudit James Motz, écuyer, entre les lots de Davie et McKenzie, à Lévis, tels qu'arpentés par G.-G. Dunlevie, par ordre du département des Terres, en l'année 1853. (Documents de la session, no 9.)

Et aussi, réponse à une adresse du 19 de décembre 1873, demandant un état indiquant: 1. le nom et la résidence de ceux qui ont acheté des lots de terre sur le chemin Taché, depuis la date de son ouverture jusqu'au 5 août 1873; les divers montants payés par chacun d'eux pour ces lots et la date des paiements; 2. le nom et la résidence de ceux qui ont obtenu gratuitement des lots sur le chemin Taché, durant la même période. (Documents de la session no 10.)

Introduction de bills:

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford qui sera connue à l'avenir sous le nom de la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean.

Accordé.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de Sherbrooke, des cantons de l'Est et de Kennébec.

Accordé.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation des révérends Pères Oblats de l'Immaculée-Conception de Marie.

Accordé.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie de l'hôtel Russell.

Accordé.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le Barreau de Québec à admettre T. T. Nesbitt à pratiquer comme avocat.

Accordé.

M. E. B. EDDY (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le village de Hull, et une partie des cantons de Hull et Templeton, sous le nom de cité de Hull.

Accordé.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Demande

la permission d'introduire un bill concernant certains contrats dans le comté de Huntingdon.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Demande si ce bill n'est pas un bill privé.

M. A. CAMERON (Huntingdon): C'est bien mon intention.

M. L'ORATEUR: Décide que ce bill étant public, il aurait fallu donner un avis.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Demande par conséquent que sa proposition soit considérée comme un avis de motion.

Message du Conseil législatif:

M l'Orateur

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Archambault, de Boucherville, Dionne, Fraser, Hale, de Léry, Rodier et Starnes, pour aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature en autant que les intérêts du Conseil législatif s'y trouvent concernés et pour agir au nom de leur Chambre comme membres d'un comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Et le Conseil législatif informe aussi cette Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Beaubien, Beaudry, Ferrier, Hale, Richard, Ross, Roy, Sharpies et Wood, pour agir de la part du Conseil législatif avec le comité de l'Assemblée législative comme membres d'un comité conjoint des deux Chambres, tel que demandé par l'Assemblée législative par son message.

Interpellations:

Registres de l'état civil de la paroisse de Saint-Gervais

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Demande si c'est l'intention du gouvernement de prendre des mesures pour remplacer le double des registres de l'état civil de la paroisse Saint-Gervais, dans le comté de Bellechasse, détruits lors de l'incendie de l'église et de la sacristie de ladite paroisse, comme l'ont demandé des requêtes appuyées par Sa Grâce monseigneur l'archevêque de Québec.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que le gouvernement, sans reconnaître l'obligation de faire recopier le double de ces registres, est à prendre en ce moment des informations pour savoir quel serait le coût de tel ouvrage.

Affaire des Tanneries

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, appuyé par le député de Montmorency

(l'honorable A.-R. Angers), que cette Chambre concoure dans le premier rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances se rattachant à l'échange de la propriété du gouvernement, située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal.

Adopté.

Ajournement

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose l'ajournement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ecoutez! Ecoutez!

Adopté.

La Chambre s'ajourne à trois heures et quarante-cinq.

Séance du 16 décembre 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures-

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Alexander, la pétition de John Brown, de la cité de Montréal.

Par M. Lynch, la pétition du titulaire et des syndics de l'église de Saint-Jean, dans la paroisse de Saint-Jean-l'Evangéliste, dans le diocèse de Montréal, et la pétition de E. de Sales Bastien et autres.

Par l'honorable M. Garneau, la pétition de George Wakeham, de la paroisse de Sainte-Foye.

Par M. Dulac, la pétition de la municipalité du canton de Shenley, comté de Beauce.

Par M. le Solliciteur général Angers, la pétition de G. L. Dick et autres, du district électoral de Montmorency, la pétition du révérend T.-Pantaléon Bégin et autres, et la pétition du révérend J.-D. Deziel, de la ville de Lévis.

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition de dame Marie-Louise Panet, veuve de feu Arthur Lamothe, de la cité de Montréal.

Par M. Hearn, la pétition du maire et des échevins et citoyens de la cité de Québec.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition de la municipalité de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine.

Par M. Dorion, la pétition de la corporation du Collège de Sorel.

Par M. LeCavalier, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres.

Par l'honorable M. Bellerose, la pétition de George E. Hart, de la cité des Trois-Rivières.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De C. King et autres, de la ville de Sherbrooke, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du gaz de Sherbrooke".

De la municipalité de la paroisse de Saint-Sauveur, et du conseil de ville, de la ville de Lachine, demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

Du révérendissime évêque anglican de Québec et autres, de la dite cité de Québec, demandant des amendements à la loi d'éducation.

De J. Marion et autres, de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, comté de L'Assomption, demandant qu'une certaine isle dans la rivière de l'Assomption soit détachée de la municipalité de la paroisse de Répigny, et annexée à la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite.

De l'Hospice de la ville de Joliette, des Filles de la Charité, administratrices de l'Hôtel Dieu, de Saint-Hyacinthe, des Filles de la Charité,

directrices de l'Union Sainte-Geneviève, à Saint-Hyacinthe, et des Soeurs et des Dames de la Charité de Saint-Hyacinthe, demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du révérend A. Dupuis, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, comté de Joliette, demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'asile dans ladite paroisse soit continuée.

Du Séminaire de Rimouski, demandant que son allocation annuelle soit augmentée.

De l'Asile des orphelins protestants de la cité de Montréal, demandant de l'aide.

Des dames religieuses, directrices de l'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus, à Québec, demandant de l'aide pour un dispensaire dans ladite cité.

Du révérendissime évêque catholique romain de Sherbrooke et autres, demandant de l'aide pour un hôpital et un orphelinat dans ladite ville.

De la municipalité du township de Shenley, de W. McMiall et autres, du township de Dichfiels, comté de Beauce, et de Emmanuel Rondeau et autres de Saint-Jean-de-Matha, comté de Joliette, demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapport de comités:

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés dans chaque cas sont suffisants. 1. De P. Bétournay, et autres, de la municipalité de Saint-Lambert, pour annexer la municipalité de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, à la municipalité de la paroisse de Longueuil, dans ledit comté, pour toutes les fins municipales et scolaires. 2. De The General Conference of the Methodist Church of Canada, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Methodist Churches of Canada", et pour autres fins.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances se rattachant à l'échange de la propriété du gouvernement située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal.

Voici ce rapport :

Votre comité prie respectueusement votre Honorable Chambre de bien vouloir ordonner qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif, demandant à leurs honneurs de vouloir bien permettre aux honorables MM. Archambault, Starnes, Ross et Ferrier de comparaître et rendre témoignage devant votre comité. Adopté.

Il propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Introduction de bills:

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill concernant les ventes volontaires, cessions et transports des ventes constituées représentant les droits seigneuriaux et la signification desdites ventes, cessions et transports.

Accordé.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

He said he had expected to have been able to place the English version simultaneously with the French copy of the measure in the hands of Members, but circumstances had occurred which prevented him from carrying out his desire. Until the English version was ready therefore and the House at large was in a position to follow him in the matter, he would refrain from any lengthy explanations. He might state, however, that, though the bill was a lengthy one, the Government had devoted great care to its compilation, and to making it as clear and intelligible as possible to all who would be affected by its operation, or who would have to carry out its provisions. For this purpose, they had divided it into three distinct heads.

The first explained who were electors, and treated of the preparation of the electoral lists, and in these respects the measure did not offer any great points of difference with the old law. The qualification of electors was preserved as in the past, but, as it had been found that a great deal of irregularity frequently existed in the electoral lists, and that this irregularity was due mainly to the period of the year at which they were made, a change was made to a time when, generally speaking, the electors had more leisure to look after their interests in this particular. The second division referred to the mode of holding elections, and, he might add, a great deal of attention had been given to this important feature. The ballot had been introduced. The government thought the time had come to assimilate our system with that prevailing in Great Britain, Ontario, and the Dominion.

The third and last division treated of the prevention and punishment of corrupt practices, the expenses and remuneration of officials. He believed that the House would find that the legislation proposed by the Government for the suppression of bribery and undue influences, was not less strict than that actually in force in the Dominion and the sister province of Ontario. Of course, we had no such powers in this matter as the Dominion Parliament, which had the purview of the criminal law. A local Legislature could not declare this or that corrupt act or practice felonious or a misdemeanour.

All it could do was to attach a penalty to the commission or omission of certain acts, and to decree imprisonment in default of payment of such penalty. With regard to the preparation of the lists, the valuation roll still continued to be the basis. With respect to Montreal and Quebec, which enjoyed certain special provisions in connection with their municipal lists, it was not proposed to make any change. In the bill, they had also introduced a provision, providing for the abolition of the system of open nominations, and adopting in this respect the system in vogue under the Dominion law, with the same difference that the time for the presentation of the nomination papers, signed by at least 25 qualified electors was limited to one hour. With regard to the ballot, they endeavoured to make the system as clear and intelligible as possible, and, by basing it on the Dominion system, to render it more familiar to the electors, who would be called upon to exercise their franchise both for the Federal Parliament and the Local Legislature. They had not thought proper, however, to fix a day for the electors to attend at the counting and declaration of the votes. They deemed this practice to be too much in the nature of the old system of declarations or proclamation, with its accompanying disorders, and therefore had decided to preserve the system of the returning officer counting the votes and declaring results in the presence of the candidates and others named for the purpose. Provision was also made for the due notification of the electors with respect to the serious consequences of infringing any of the stringent provisions of the act. In conclusion, he observed that he would say no more until, with the distribution of the English version, the House at large, as he had already remarked, was in a position to intelligibly follow him in the various features of the measure. At the same time, he added an expression of hope that the bill would tend to that honesty and purity in both candidates and electors, which they were all, with the entire country, so anxious to secure.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmagny): Ce bill se divise en trois parties principales. L'ancien cens électoral reste le même. Quant aux listes électorales, la loi fédérale de la dernière session n'en traite pas, laissant la législation sur ce point important aux Législatures locales.

Ces listes sont généralement mal faites; ceci dépend de ce qu'on les fait au printemps, époque à laquelle, dans les districts ruraux, les électeurs sont trop occupés pour aller vérifier si leur nom est sur la liste. Nous avons donc cru devoir mettre la confection de cette liste au mois de février et nous donnons un délai de trente jours pour la réviser.

Une fois la liste révisée par les conseillers, il y a encore appel et on peut en appeler de la

décision des conseils municipaux aux juges de la cour Supérieure ou aux magistrats de districts, quand il n'y a pas de juges résidents.

Avant aujourd'hui, l'officier-rapporteur prenait sur lui de juger de la validité des listes, ce qui était un abus auquel nous avons tâché d'obvier.

Nous avons aussi aboli la nomination officielle que nous remplaçons par une mise en nomination par écrit semblable à celle de la loi fédérale. Quant au mode de voter, nous avons adopté le scrutin, mode de votation de la loi fédérale, car nous croyons que la similitude dans le mode de voter est un grand avantage.

Je crois d'ailleurs que c'est un palliatif contre la corruption, vu que ce mode de votation ôte au corrupteur le moyen de s'assurer de l'effet de ses menées. Contrairement à la loi fédérale, nous n'avons pas fixé un jour à part pour le dépouillement du scrutin, car je considère que c'était une occasion de désordres. La loi veut que ce dépouillement du scrutin ait lieu devant l'officier-rapporteur et deux témoins et cela est suffisant.

L'officier-rapporteur fait ensuite rapport aux candidats ou registrateur et au greffier en chancellerie.

Il ne peut offrir aucune difficulté parce que l'officier-rapporteur après le dépouillement doit faire un second dépouillement et est obligé de donner copie à ceux qui le demandent.

Quant aux manoeuvres frauduleuses, elles sont plus détaillées que dans la loi fédérale.

Quant aux pénalités, on ne pouvait en imposer qu'en argent et à défaut de paiement décréter l'emprisonnement et ces poursuites devront être accompagnées d'affidavits.

Une personne convaincue d'avoir vendu son vote sera privée du droit de voter à cette élection-là et à une élection subséquente. La corruption faite par le candidat annule l'élection et le disqualifie.

La corruption, menées électorales faites par ses agents, même à son insu, annule l'élection, mais ne disqualifie pas le candidat.

Quant au tarif des officiers-rapporteurs, il y a une modification avec la loi fédérale qui est celle-ci: qu'il y ait contestation ou non, le tarif est le même.

J'ai souvent entendu dire que des élections qui se seraient faites unanimement en ont été empêchées parce que l'officier-rapporteur, pour augmenter ses honoraires, avait besoin d'une contestation. Nous avons placé un tarif tel que l'officier-rapporteur n'est pas intéressé à avoir une contestation. Le but de ceci est de rendre cet officier désintéressé. A Ottawa, on a fait disparaître la qualification des candidats, mais je crois que ceci n'est pas logique vu qu'on exige une qualification des électeurs. Dans la présente loi, nous conservons la qualification foncière.

Les élections auront lieu le même jour par tout le pays, et le registrateur ou le shérif sont ex officio officier-rapporteur; et s'il arrive que

la chose soit impossible pour tous deux, le lieutenant-gouverneur en conseil en nomme un autre.

Quant à la qualification des députés, nous avons cru devoir la conserver.

En terminant, Monsieur l'Orateur, je me flatté de croire que sur une question aussi importante, les différends de partis disparaîtront et que tous nous ferons notre possible pour donner au pays une loi parfaite.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers) ne doit pas se surprendre si ceux de son parti ne sont pas prêts à étudier une mesure de cette importance. Ils le seront cependant demain.

Il ajoute que les différends de partis disparaîtront d'autant plus que le bill du gouvernement est celui de l'Opposition.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Ottawa): Replied that it was not quite certain that the English version would be ready to-morrow, or before Friday, but, if so, the Government would be prepared to go on.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Hoped it was not the intention to discuss the bill at this stage. Nevertheless, he thought it opportune to here state that there were some features of the measure of which he did not approve, and notably the abolition of open nominations and the introduction of the ballot system. He regretted the abolition of open nomination, as it did away with the opportunity which the electors enjoyed of having the political questions of the hour discussed in their hearing, and seeing the candidates meet face to face. He admitted that the system led frequently to disturbance and disorder in the large cities and towns, and that there was not so much necessity for it there; but in the country, there was no such danger and there was absolute necessity for such an opportunity for political discussion. As to the ballot, he objected to it, as he believed it afforded neither secrecy, security, nor protection for the voter.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Je ferai remarquer que le cens électoral n'est pas comme le dit l'honorable Solliciteur général. Le bill électoral qu'il présente élève le cens électoral de cent dollars.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que le cens est resté le même et que comme avant, il diffère pour la campagne et pour les villes.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Soutient que non.

Le bill est lu la première fois.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac):

Demande la permission d'introduire un bill pour établir de meilleures dispositions relatives à la décision des élections contestées des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que la mesure ressemble à celle du gouvernement fédéral.

Une contestation d'élection est aussi dispendieuse ici qu'à Ottawa. Il pense qu'il serait sage d'exiger avant du pétitionnaire un dépôt de \$1,000. Le procès pourra se faire devant un commissaire instructeur. A Ottawa, la cause est jugée par un seul juge. Il proposerait que les plaidoiries fussent renvoyées devant trois juges de Québec et Montréal, et que l'instruction de telle ou telle cause se fit devant un juge du district.

Ceux qui ont agi dans les contestations d'élection ont dû trouver que la procédure était trop lente ayant 3 étapes différentes: 1. Contestations du cautionnement. On a fait disparaître ceci à Ottawa en exigeant un dépôt à la place de ce cautionnement, c'est ce que fait le présent bill. 2. Viennent les objections à la forme de la requête. 3. Et enfin la contestation au fait.

Le présent bill permet aussi d'instruire le procès devant un commissaire instructeur ou un seul juge, mais la plaidoirie et la décision de la cause ont lieu devant trois juges, parmi lesquels le juge instructeur.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Ottawa): Ce que le député de Montmagny désire est dans le présent projet de loi, c'est-à-dire que les contestations d'élections seront jugées par les juges de Québec et de Montréal, mais le procès sera instruit par les juges de chaque district où se fera la contestation, car il serait impossible de faire instruire toutes les contestations par les juges de Québec et de Montréal, sans négliger les autres affaires pendantes en ces deux villes. Ce bill, en décrétant que le juge instructeur siègera aussi au mérite, introduit une mesure que tout le monde reconnaîtra comme sage.

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Se lève pour éclaircir un peu cette question juridique.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Tout en rendant hommage à la causticité du député de Québec-Est, je regrette de voir que le député cherche à transporter la discussion sur un autre terrain.

Le bill est lu la première fois.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer la municipalité de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, à la municipalité de la paroisse de Longueuil, dans ledit comté, pour toutes les fins municipales et scolaires.

Accordé.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Cham-

plain): Demande la permission d'introduire un bill pour faire disparaître tout doute sur les droits de la Chambre des arts et manufactures à la propriété de l'ancienne Chambre des arts et manufactures.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Demande que ce bill soit remis à plus tard.
Le bill est retiré.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec.

M. W. W. LYNCH (Brome): Asked for explanations, not desiring to make the Municipal Code any more complicated. The amendments in the past had not gone to improve it, but to render it more inexplicable, and it was a work which was generally put not in the hands of lawyers, but of those who understood little of the law.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Expressed his entire concurrence in the remarks of the last speaker. Knowing that several members had bills to offer to amend the Municipal Code, he had concluded to ask for a Committee to consider these questions, and if advisable to draft a measure upon them. He hoped this course would commend itself to the House.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Demande qu'on le nomme à ce comité. Il croit qu'il est du devoir de tout député d'introduire les amendements que l'on croit nécessaires au code municipal et que l'on ne devrait pas susciter d'embarras à la première lecture d'un bill.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Je ne veux pas embarrasser du tout la procédure du code municipal. Je ne veux seulement que quelques amendements à certaines parties du code, modifications qu'il serait très facile d'exécuter.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Je suis d'accord avec le député de Brome; les honorables députés qui le jugent convenable, doivent introduire leurs bills et la Chambre les traitera comme elle voudra.

Accordé.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les articles 945 et 1336 du code civil.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit que les remarques qu'il a faites au sujet du bill précédent s'appliquent également à celui-ci.

M. G. IRVINE (Mégantic): Dit que l'on devrait adopter un règlement exigeant que des bills semblables aient un titre indiquant leur nature.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Explique le but de son bill, qui a rapport à la nomination d'un curateur à une substitution. Accordé.

Interpellations :

Horace Cimon

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande si c'est l'intention du gouvernement de mettre devant cette Chambre la réponse à l'adresse votée le 16 décembre 1873, à l'effet de faire produire devant cette Chambre un état indiquant le nombre d'actions portées devant le magistrat du district du Saguenay, Horace Cimon, écuyer, depuis l'époque de sa nomination jusqu'au premier décembre 1873; les endroits où ces jugements ont été rendus; les dépenses de voyages dudit magistrat, les comptes produits pour chaque voyage et les montants payés.

Pourquoi cette réponse n'a pas encore été produite?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Je ne répondrai qu'à la dernière partie; c'est que des témoins ont été entendus dans le mois dernier et qu'on n'a pas encore eu le temps de faire le rapport.

Prison des femmes, à Montréal

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Demande quand on aura terminé la construction de la prison des femmes, à Montréal.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Répond que le corps de logis sera terminé en juin prochain et que l'aile gauche et l'édifice le sera peu de temps après. L'édifice pourra être occupé peu après.

Casernes des Jésuites

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire entreprendre les travaux de démolition des édifices connus sous le nom de casernes des Jésuites, pour lesquels le ci-devant gouvernement avait demandé des propositions.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit que des négociations sont encore pendantes entre le gouvernement local et le gouvernement fédéral, et qu'aussitôt qu'elles seront terminées, le gouvernement prendra des mesures en conséquence.

Nomination d'un percepteur du revenu à Montmagny

M. F. LANGEIER (Montmagny): Demande si le gouvernement a nommé un successeur à feu M. Verreault, percepteur du revenu pour le district de Montmagny, et s'il n'en a pas nommé un, quand il se propose de le nommer.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): C'est fait depuis quelques jours.

Inhumations

M. P. LaRUE (Portneuf): Propose qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'honorable M. le procureur général Church, l'honorable M. Bellerose, l'honorable M. Fortin, M. Lynch, M. Gendron, M. Laberge, M. Brigham, M. Lavallée, M. LaRue, M. Cameron, M. Lafontaine, M. LaRocque, M. Rinfret dit Malouin et M. PeUetier (Bellechasse), pour étudier le meilleur système de statistiques hygiéniques et mortuaires et de rechercher les moyens les plus propres à régulariser les inhumations et de préparer un projet de loi à ce sujet et d'en faire rapport à la Chambre.

Ce sujet important, dont on s'occupe dans tous les autres pays, est négligé chez nous partout, excepté peut-être par la municipalité de Montréal. Avec des statistiques, nous pourrions établir la salubrité de notre climat et encourager par là l'immigration. Même dans les hôpitaux subventionnés par les gouvernements, il n'y a pas de statistiques.

Une autre utilité de la présente motion est de faire disparaître tous les cas d'inhumation précipitée de personnes vivantes encore, qui émeuvent de temps en temps l'opinion publique. Il serait bon de faire disparaître la prescription (24 heures) qui hors des temps d'épidémie, accompagne les inhumations en ce pays. Une mesure de ce genre ferait aussi connaître et permettre de faire disparaître la prédominance de certaines maladies dans certaines localités.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Il me semble que ce comité devrait être composé de tous les médecins de cette Chambre.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Appuie cette motion qu'il trouve très sage.

Il fait voir le côté hautement important de la question. Il dit que les cas d'inhumation précipitée sont trop fréquents maintenant et qu'il serait très à propos de rechercher les moyens d'empêcher le terrible malheur d'enterrer les gens vivants.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Espère que le comité mettra la faculté de médecine d'accord sur l'importante question de la vaccination. Le partage d'opinion des médecins là-dessus à Montréal a créé un grand malaise.

Adopté.

Message au lieutenant-gouverneur:

Horace Cimon

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), qu'il soit présenté une

humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre le rapport de l'enquête faite au sujet des dépenses de voyage du magistrat du district de Saguenay, Horace Cimon, écuyer.

Une note de ses frais de voyage s'élèverait à la somme considérable de \$800; tandis que les notes de frais de voyage d'autres magistrats se montent à \$60 et à pas plus de \$150. Il

n'accuse personne; mais il aimerait à avoir le fin mot d'une différence si grande entre les frais de voyage de ceux-ci et ceux de M. H. Cimon, au moyen d'un comité.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmagny): Il peut se faire qu'il n'y ait rien d'exorbitant dans la note de frais de voyage de M. H. Cimon; ce magistrat a dû administrer la justice jusqu'à Manicouagan et aux îles Mingan. Les communications ne sont pas faciles dans ces parages et il lui a fallu probablement payer bien cher pour se faire transporter en ces endroits.

Adopté.

Location de lots

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. F. Langelier), qu'il soit présenté une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre, copies des billets de location pour les lots nos 4, 5, 6, dans le 2e rang N.-E. du canton de Jersey; des pétitions de Joseph Fortin et autres et de Fortunat Poulin, avec les déclarations sous serment à l'appui d'icelles, et la correspondance échangée entre le département des Terres de la couronne et autres parties concernant lesdits lots.

Je prendrai la liberté d'appeler l'attention du commissaire des Terres de la couronne sur une question que je considère d'une extrême importance et qui a trait à l'administration du domaine public. Il s'agit d'une lettre de M. Achille Fortier, agent des terres de la couronne dans la division de la Chaudière. Je donne lecture de cette lettre :

Province de Québec

Agence des Terres et des Bois
de la Couronne,
Division de la Chaudière,
Saint-Joseph, Beauce,

7 septembre 1874

C. H. Pozer, écr, M. P.,

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 3 du courant, je dois vous dire que les raisons pour lesquelles les lots nos 4 et 6 du 2e rang N.-E. du township de Jersey, vendus en mars dernier à M. Jos. Fortin,

ainsi qu'un très grand nombre d'autres lots, sont dans les licences de la compagnie H. King & Cie pour la saison courante de 1874 et 1875; c'est que par une circulaire en date du 29 avril 1874 du département des Terres de la couronne, il était enjoint aux agents des Terres et des Bois de la couronne de ne retrancher en renouvelant les licences pour la saison 1874 et 1875 que les lots dont les ventes seraient approuvées par le département, c'est-à-dire que lorsque les retours que nous faisons à la fin de tous les mois nous auraient été renvoyés comme approuvés, et je dois vous dire que lorsque j'ai reçu instruction du département, le 7 mai 1874, de renouveler les licences de la compagnie H. King & Cie, les retours de mes ventes des mois de janvier, février, mars et avril dernier n'étaient pas encore approuvés et ne m'avaient pas encore été renvoyés et ne m'ont été renvoyés que dans les derniers jours de juin dernier.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant servt.

J. Achille Fortier,
Agent

Le résultat, monsieur l'Orateur, est que d'après les règlements des Terres de la couronne, des ventes faites par l'agent ne sont valables qu'en autant qu'elles sont approuvées par le gouvernement. Dans la lettre, il est dit que les retours au rapport de l'agence doivent être filés tous les mois au département, et que l'agent des terres dont il est question a rempli fidèlement son devoir. Tout le monde doit admettre aussi la négligence du gouvernement de ne pas avoir approuvé les ventes aussitôt après la réception du rapport de l'agent. De plus, on a permis à des propriétaires de limite, des spéculateurs, de venir couper le meilleur bois sur les terres vendues.

Je dirai donc que le commissaire des Terres de la Couronne doit faire enquête pour faire connaître à quoi doivent être attribués ces retards. Les colons qui ont fait l'achat de ces lettres à l'agence, ont déposé un cinquième du prix d'achat et devraient naturellement se considérer comme propriétaires. Il doit donc y avoir eu grande négligence de la part de quelques-uns des officiers du département des Terres de la Couronne. S'il n'y avait pas eu de négligence quelque part, aujourd'hui on n'aurait pas à déplorer les difficultés qui surgissent; les colons qui ont acheté n'auraient pas le chagrin de voir des spéculateurs de limites venir couper, sur les terres qu'ils ont achetées, le meilleur bois.

Je suis informé, Monsieur l'Orateur, que ces colons avaient le droit d'empêcher que leurs terres fussent ainsi pillées; que ces abus-là ont eu lieu parce que quelques officiers voulaient favoriser de grands spéculateurs au détriment des colons. Je redoute bien que ces pauvres gens ne veuillent aujourd'hui affirmer leur droit par la force, et quelle sera alors la responsabilité du

gouvernement ! Avant que ces complications se produisent, j'espère que mon bon ami le commissaire des Terres de la couronne voudra bien s'occuper de cette affaire.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Avant que la motion passe, je dois dire que je ne crois pas à la négligence de quelques-uns des officiers du département des Terres de la couronne.

C'est dû à la prudence de l'ex-commissaire des Terres qui n'a pas voulu confirmer ces ventes avant de savoir si elles étaient faites de bonne foi. Il y a eu une grande quantité de ces ventes faites dans le même temps et c'est ce qui a empêché le département d'approuver plus tôt ces ventes.

Ce nombre considérable de lots vendus en un seul mois a surpris un peu l'administration. On supposa qu'il devait y avoir dans cela des acheteurs de mauvaise foi, qu'on avait acheté des lots pour les soustraire à l'effet de la licence de M. King. Je dois reconnaître que quelques colons ont acheté de bonne foi. Et si le gouvernement a retardé d'approuver les ventes faites par l'agent, c'est seulement par un motif de prudence. D'après la loi, l'agent n'a pas la discrétion de consentir à vendre ou de refuser. Il doit vendre dans chaque cas, chaque fois que les conditions légales sont remplies, et le colon qui se présente pour acheter ne peut avoir de titre complet qu'avec l'approbation de l'acte de vente. Je comprends que pour les colons de bonne foi, c'est très dur; heureusement que dans le cas actuel, c'est le petit nombre.

Aussitôt que nous aurons identifié ceux qui sont de bonne foi, leurs titres seront ratifiés par le département.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je suis heureux de voir que le gouvernement est disposé à protéger ceux qui sont de bonne foi; mais comment peut-il le savoir? Du reste, pourquoi accepter le 1/5 du prix, si l'on soupçonne l'acheteur de n'être pas de bonne foi?

M. P. FORTIN (Gaspé): C'est là une des plus grandes difficultés du département des Terres qui fait tout pour favoriser le vrai colon; mais il faut se défier du faux colon qui a ruiné la moitié de nos forêts.

Je crois que la loi favorise suffisamment le vrai colon. Une des causes de la crise actuelle dans le commerce de bois, c'est qu'on n'a pas assez de sévérité dans la concession des limites à bois. On aurait tort de croire que les MM. King ont été favorisés au détriment des colons. Je ne crains pas de prouver par tous les agents et employés, que le département s'est toujours montré sous mon administration d'une grande libéralité envers les vrais colons.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Nous les connaissons et nous sommes sur le point de les connaître tous.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'espère que l'honorable commissaire ira jusqu'au bout et verra à connaître tous ceux qui sont de bonne foi dans cette affaire. Je trouve aussi que les pouvoirs donnés à l'agent sont incomplets. On lui donne le droit de retirer 1/5 (un cinquième) du prix d'achat d'un lot et on lui refuse le pouvoir de vendre. A mon avis, on ne devrait pas lui permettre de recevoir ainsi des dépôts d'argent des colons.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Fait remarquer qu'il y a plusieurs années, il existait une injustice criante. L'agent avait le pouvoir discrétionnaire de vendre ou de ne pas vendre des terres à ceux qui se présentaient pour en acheter. Il vendait des lots à qui bon lui semblait. Pour faire disparaître les abus qu'entraînait ce règlement, le gouvernement a décrété que l'agent serait obligé de vendre dans chaque cas moyennant l'approbation du département. Tout a été employé sous mon prédécesseur et depuis que j'occupe sa place, pour protéger le vrai colon et démasquer le faux.

M. P. FORTIN (Gaspé): Remercie le commissaire des Terres de la couronne de l'hommage spontané qu'il lui rend, et dit qu'il sent le besoin de défendre sa position en cette circonstance. Il proteste contre l'accusation qu'on a semblé vouloir formuler contre le département des Terres, en disant qu'on avait semblé vouloir favoriser MM. King & Cie, dans le canton de New Jersey, au détriment des colons. Il ne craint pas, lui, de dire que sous son administration tout a été employé pour protéger le colon de bonne foi et sévir contre le faux. Le faux colon, voilà la plaie véritable du domaine public, c'est lui qui le pille. Il doit dire que malgré tout ce qui a été fait pour poursuivre le mauvais colon, on n'a pas encore sévi assez rigoureusement contre lui. Quant à son administration, il ne craint pas de la soumettre à l'enquête la plus sévère, si on le veut.

Il est ordonné que les débats sur cette question soient ajournés jusqu'à demain.

Travaux de la Chambre

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): He desired to call attention to a matter of some public importance. He did not know whether it was or not the intention of the Government to adjourn over the Christmas holidays, and the Tanneries' Committee to continue to sit during the vacation, if there was to be one, at Quebec or Montreal. But it was evident that their sitting during the meeting of the House was a loss of time as scarcely more than a couple of hours per day could be devoted to the enquiry, while witnesses were brought and kept here at great expense. If an adjournment of the House took place, then the Committee could give their whole attention to the subject, and, by holding their meetings at Montreal, where the witnesses

chiefly resided, the cost of the investigation would be at least two thirds less to the country. He threw out the suggestion.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Said the desire was manifest on both sides to proceed with the enquiry as rapidly as possible. He might say that this very question had already occupied the attention of the Committee, and the intention was to consider it more particularly to-morrow.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said he had proposed in Committee that they should continue to sit during the vacation, and at Montreal, for the sake of better despatch and less cost. Under the circumstances, he thought it was the duty of the Government to state their intentions as to the adjournment.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Stated that the Government was disposed to ask an adjournment on Wednesday next over the holidays to the 6th January. However, if the sense of the House was in favour of adjourning on Friday next, the Government would throw no objection in the way, always taking into account their desire to proceed with the public business with every despatch.

Interpellations:

Rapport du commissaire des Travaux publics

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande au commissaire des Travaux publics quand son rapport sera prêt.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Répond qu'il n'est pas encore prêt mais qu'il est très avancé. Si la Chambre n'interrompt pas ses travaux mercredi, il sera distribué alors aux députés.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): A Montréal?

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Oh! non. Il est imprimé à Québec.

Comité des chemins de fer

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose que M. De Beaujeu soit ajouté au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, et aussi au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Adopté.

Assurances mutuelles contre le feu

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. Molleur, l'honorable M. Garneau, M. Langelier, M. LeCavalier, M. Dorion, M. Daigle, M. Bisson, M. Roy et M. Lynch, pour aviser au moyen à établir des assurances mutuelles contre le feu sous le contrôle et la garantie des municipalités, avec pouvoir de faire rapport de temps à autre.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à six heures quinze.

Séance du 17 décembre 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et trente.

Documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etats des affaires de l'Hospice Saint-Joseph de la maternité de Québec, et de l'Union Saint-Henri-des-Tanneries-des-Rollands, tous deux pour l'année 1874. (Documents de la session, no 5)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Alexander, la pétition de R. Archer et autres, la pétition de W. B. Hartley et autres, et la pétition de John Rankin et autres, toutes de la cité de Montréal.

Par M. Beaujeu, la pétition des Soeurs de la Providence, Côteau-du-Lac.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition de l'école de médecine et de chirurgie, Montréal, et la pétition de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Maurice, et la pétition de la municipalité de la paroisse de Mont-Carmel, toutes du comté de Champlain.

Par l'honorable M. le Solliciteur général Angers, la pétition du Séminaire de Québec, la pétition du révérend Charles Richard et autres, de la paroisse du Château-Richer, la pétition du révérend C. F. Cloutier et autres, de la paroisse de Saint-Ferréol, et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim, toutes du comté de Montmorency.

Par M. Larochelle, la pétition du révérend M. Richardson et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, la pétition de John O'Farrell et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, la pétition de Michael M. Donohue et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, la pétition du révérend L.-A. Rainville et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine, la pétition de Peter Kelley et autres, du canton Standon, et la pétition d'Edouard Petinot et autres, de la paroisse de Sainte-Justine, toutes du comté de Dorchester.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De dame Eliza Hervey et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Institut Hervey".

Du conseil de ville de la ville de Beauharnois, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De G. W. Campbell et autres, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de l'Association pharmaceutique de la province de Québec.

De la compagnie du chemin de fer de la frontière, demandant des amendements à l'Acte 37 Victoria, chapitre 2, intitulé: "Acte pour-

voyant à ce qu'une aide soit accordée à certaines compagnies de chemin de fer".

De James Cruickshank, conseiller en loi, de l'état de Michigan, Etats-Unis, demandant à être admis après examen, à pratiquer comme avocat.

De l'Orphelinat de Sorel, demandant de l'aide.

De l'Hospice de Saint-Joseph de la maternité, Québec, demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal, de l'Hôpital général du district de Richelieu, et des dames directrices de la Société charitable des dames catholiques romaines de Québec, demandant respectivement que leur allocation annuelle soit augmentée.

Du révérend A.-H. Marceau et autres, de la paroisse de Saint-François-Xavier, de la Petite-Rivière, comté de Charlevoix, demandant de l'aide pour un chemin.

Rapport du commissaire
des Terres de la couronne

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire des Terres de la couronne de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1874. (Documents de la session, no 2.)

Rapport de comités:

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés dans chaque cas sont suffisants:

De la compagnie du chemin de fer de la vallée de la Rivière Noire, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De The St. Catherine Street Baptist Church, demandant un acte d'incorporation.

De la compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa (Limitée), demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Charles King et autres, de la ville de Sherbrooke, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du gaz de Sherbrooke".

M. P. S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Cham-

bre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a procédé à l'élection de son président et a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Votre comité a l'honneur de recommander de plus que le délai pour la réception de pétitions pour bills privés, soit prolongé jusqu'au quinze de janvier prochain, et celui pour la réception de bills privés au vingt-quatre du même mois, et celui pour la réception de rapports desdits bills privés au deux février prochain. Il est résolu que cette Chambre concourt dans ledit rapport.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à neuf membres.

Votre comité a l'honneur de recommander de plus, que le délai pour la réception de pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au quinze de janvier prochain, et celui pour la réception de bills privés au vingt-quatre du même mois, et celui pour la réception des rapports desdits bills privés au deux février prochain.

Il est résolu que cette Chambre concourt dans ledit rapport.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances se rattachant à l'échange de la propriété du gouvernement situé au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre les résolutions suivantes et d'en recommander l'adoption: Résolu: 1. Que, vu que votre comité aura beaucoup plus de temps à consacrer à l'enquête pendant l'ajournement de votre honorable Chambre que pendant qu'elle siège;

Que, attendu que la majorité des témoins qui peuvent jeter de la lumière sur la transaction des Tanneries résident à Montréal ou dans les environs de cette ville;

Que ce comité soit autorisé à siéger à Montréal pendant l'ajournement.

Résolu: 2. Que les membres de la Législature et la presse soient seuls admis aux séances de votre comité.

Il est résolu que cette Chambre concourt dans ledit rapport.

Introduction de bills:

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande la

permission d'introduire un bill pour amender l'Acte chapitre 13, 37 Victoria, concernant la profession de notaire.

Il explique que ce bill a pour but de permettre aux notaires qui sont registrateurs ou députés-registrateurs d'exercer ces fonctions en même temps que celles de leur profession.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que la Chambre des notaires, après avoir discuté la question, en est venue à la conclusion que cette disposition ne devrait pas être maintenue et qu'on ne devrait pas permettre aux notaires de cumuler ces fonctions.

Accordé.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa (Limité).

Accordé.

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire.

Accordé.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie de gaz de Sherbrooke.

Accordé.

Interpellations:

Propriété du gouvernement à Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Quand le gouvernement a-t-il l'intention de revendre la propriété située à Montréal, sur la rue Notre-Dame, entre la place Jacques-Cartier et la rue Claude?

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Cette question est actuellement sous la considération du gouvernement, qui n'a pas encore décidé à quelle époque elle sera vendue, ni comment.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Gare à l'échange!

Aide à une compagnie de draps

M. J.-A. DORION (Richelieu): Quel secours le gouvernement serait-il disposé à accorder dans le cas où une manufacture de draps et de laine serait établie dans le comté de Richelieu, par une compagnie qui ferait revenir au pays et donnerait de l'emploi à au moins 40 familles canadiennes maintenant établies aux Etats-Unis?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-

Rivières): Le mode d'encouragement à donner aux manufactures aux moyens de primes est actuellement sous la considération du gouvernement.

Bureau de cadastre dans le comté de Rimouski

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'établir un bureau de cadastre cette année dans le comté de Rimouski.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Sous considération.

Employés du service civil

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement de mettre en force la neuvième clause de l'acte du service civil (51 Victoria, ch. 8. sect. 9), concernant la division des employés du service civil en plusieurs classes, fixant le maximum et le minimum des salaires et la promotion des employés?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Même réponse: sous considération. (Rires.)

Message au lieutenant-gouverneur:

Ecoles d'industrie et de réforme

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Apuyé par le député de Mégantic (M. G. Irvine), propose qu'il soit présenté une humble adresse à son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de tous les rapports concernant les écoles d'industrie et de réforme établies en cette province.

The object I have in view in bringing this motion is twofold, which, with the permission of this Honourable House, I will in as few words as possible proceed to state. My desire is, by these reports, to show to this Honourable House and the Province the great good that has resulted by the passage of these acts, and that the House by granting the annual supplies for this purpose is doing an amount of good that is incalculable. The time was, Mr Speaker, when your misguided lads, sent to jail for petty offences, were then employed in doing what?

In breaking stones in the yard of the prison. Just think of it! And then, as to moral influences, what was the effect? In daily communication with hardened men, and hearing their language, could there be expected reformation? Nay. As soon may one expect grapes to grow from thistles. Besides, Mr. Speaker, these lads had only a short term of imprisonment when they were let loose again on society, to be exposed to the same temptations as before. Could it be wondered at

that? With careless parents, cheerless, comfortless houses, these poor children desired again even the shelter of a jail, with all its hardening influences.

Mr. Speaker, besides this, where was there in a jail those efforts on their behalf of a moral and religious kind, so as to lead them to reflection? Really little, or none. What do we find now? Sir, by the kind, humanizing operations of this act, these poor neglected children are provided with homes surrounded with kindly, moral and religious influences; are trained the habits of industry; and instead of being sent adrift after a month's incarceration, are kept long enough to learn some handicraft, and if good boys during the time of their detention, have a little money given them by their industry to begin the world with. Mr. Speaker, should any Member of this Honourable House doubt my word, I ask him to go the first time he is in the City of Montreal, and visit the Reformatory School there, and he will then, I am sure, bear me out in the statements I here make. I speak of this Institution first, because there the system is being, I believe, faithfully carried out under the constant, untiring zeal and care of the Rev. Father Eusèbe, a man whose interest in these poor boys is amazing. From its commencement I have watched its progress with increasing confidence in that good man.

In that Institution there are boys learning in one department the business of saddlery, in another that of tailoring, in another carpentry, and in another shoemaking in all its branches. So much for the industrial occupation of these boys. But as to the higher efforts, as to moral and religious instruction, there is in that institution a system of education adapted to the capacity of each boy, and, Mr. Speaker, it would do one's heart good to see those poor neglected lads, instead of being the inmates of a jail, occupied, as I have already stated, sitting there as I have often seen them, getting those elements of knowledge that through God's blessing, will fit them to take their places in the battles of life; besides they are instructed by the Brothers in all these religious principles which they have been taught to believe morning and evening.

Mr. Speaker, does not every heart in this Honourable House respond with feelings of pleasure at such results as have flowed from the humane operations of this good act? I would not be doing justice, Mr. Speaker, did I withhold from the then Honourable Members of the Government that need of praise which is their due, I mean the Honourables the ex-Premier, Mr. Ouimet, Irvine and the present Honourable Treasurer Mr. Robertson. These gentlemen, with others not now in this House, cheerfully and with hearty sympathy with the act, carried it out with success through this House, and the Abbé Ramsay and the Speaker, with the aid of the gentlemen already named, carried the act

successfully through the Dominion Parliament at Ottawa. Mr. Speaker, the late ministry deserve thanks for the passage of the above acts, and had they and this Honourable House no other distinction for the passage of public measures, this one will remain in my humble judgment as one of their best. So much, Mr. Speaker, for the Reformatory in Montreal.

Now with the forbearance of the House, I will say a few words as to the Protestant Reformatory located at Sherbrooke. I will not go into the necessities for this change. Suffice to say to this Honourable House that the Government were very kind, indeed, and at our suggestion, after making certain changes in the building in that town, our boys were placed there, under the charge of the Sheriff, Mr. Bowen and Mr. Reid, as Superintendent. Here, too, Mr. Speaker the results have been of the most beneficial character, morally. The boys have the advantage of daily instruction in the common branches of education, and, as I can testify from personal observation, are making wonderful progress in their studies; and they are quite at home, thanks to the good people of Sherbrooke, who take such deep interest in them. The ministers there, the Rev. Mr. Reid and Rev. Mr. Duff, have religious services with them, I understand, every Sunday. Besides this, the good people there meet with them and help them in various ways. Of these, Mr. Heneker has been very active and very attentive to the boys. When I saw these boys, Mr. Speaker, a short time ago, I was rejoiced beyond what I can express at the amazing change even in their appearance. The testimony of the Superintendent I have is of the most satisfactory character; also, that in my possession, of the Sheriff and of Rev. Mr. Reid, speaking in high terms of praise of the general conduct of the lads, of whom there are nineteen in that institution.

But, Mr. Speaker, here is one defect, and only one, and I trust the Honourable Treasurer will have it remedied; that is the boys are not learning trades. On presenting the matter to the Honourable Treasurer he told us: "no money, it is too expensive"; but in my opinion the Honourable Treasurer must find the money for an object so praiseworthy as this, and in order to carry out the provisions of the act, all we should ask, I think, would be to teach the boys tailoring and shoemaking and farming; with these, our institution at Sherbrooke would also be an eminent success. Mr. Speaker, I thank this Honourable House for this opportunity of making these imperfect remarks, and I hope that, when these reports are brought down, that what I have said will be more than brought out and confirmed.

M. G. IRVINE (Mégantic): Endorsed all that had been said by the Honourable Member for Montreal-Centre. He expressed regret that under the present arrangements the boys at the

Sherbrooke School were not taught a trade. He firmly believed that if the system had attained any success whatever, it was due to the untiring efforts of the Member for Montreal-Centre and Rev. Abbé Ramsay.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Explained at length the operation of the Sherbrooke institution. A number of the boys were being taught the trade of chair-making, and the people took great interest in the institution. With regard to its effects, he had never seen better behaved boys than those in the Reformatory, and he had every reason to hope for the best result. He approved of all that had been said by Mr. Alexander.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Dit qu'il a entendu avec plaisir la demande du député de Montréal-Centre (M. C. Alexander).

Il loue l'Ecole de réforme de Montréal, et regrette que les membres de cette Chambre ne l'aient pas visitée, afin de pouvoir l'apprécier dignement. Quand on voit les immenses ateliers de cette maison et les instruments coûteux à la disposition des élèves, on regrette les quelques mots de blâme qui ont pu échapper à des membres de cette Chambre sur le montant de l'allocation accordée à cette institution.

Il rappelle que les élèves détenus dans cette institution se préparent à gagner honorablement leur vie en prévision de leur libération. Selon lui, le travail exécuté par les élèves est bien fait. L'école a même remporté un prix de l'exposition provinciale pour la fabrication de harnais.

Une fois les dépenses d'établissement de cette institution payées, cette institution, je crois, se suffira à elle-même. Mais il faut espérer que l'on ne mettra pas à exécution la clause du contrat qui oblige les bons frères directeurs à transporter leur établissement à la campagne, dans quelque temps; car les immenses ateliers que les bons frères ont établis, sont aujourd'hui très utiles à la ville de Montréal. Et que deviendront ces ateliers, si on oblige les bons frères à transporter leur établissement à la campagne? On dit qu'à la campagne, il y aura moins de désertion; c'est le contraire. Vu la surveillance de la police dans les villes, les désertions y sont beaucoup moins faciles qu'à la campagne, où il n'y a aucune surveillance de ce genre.

Un autre argument contre le transport de l'établissement, est le coût de nouvelles bâtisses.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Félicite la province du succès obtenu par les frères.

Il dit que le gouvernement ne forcera pas les bons frères d'exécuter cette clause de leur contrat, qui les oblige à bâtir à la campagne. La clause sera modifiée.

Il termine en rappelant le rôle joué par le député de Laval (M. J.-H. Bellerose) dans l'établissement de cette école.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Appuie les remarques de M. Bellerose, et espère que le gouvernement ne forcera pas les frères à transporter leur établissement à la campagne.

L'honorable député de Laval a pris une large part à l'adoption de la mesure, qui donne de si bons résultats aujourd'hui.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je dois dire quelques mots sur cette nouvelle motion et féliciter l'honorable moteur pour la large part qu'il a prise à la présente oeuvre. Le nom d'un homme restera attaché à cette oeuvre. C'est le nom de M. Berthelet, qui n'est plus mais dont le nom restera, vu le beau legs de \$3,000 qu'il fit à l'Ecole de réforme.

Aujourd'hui, si on pouvait reprocher quelque chose à cet établissement, c'est qu'il est trop bien tenu et ressemble plutôt à un grand collège qu'à une prison. Les punitions y sont presque inconnues et on conduit l'établissement sans trouble aucun.

Ayant visité cet établissement dernièrement, j'ai été surpris, comme tous ceux qui m'accompagnaient dans cette occasion, que cet établissement soit si peu connu.

Tous les membres de cette Chambre devraient se faire un devoir de visiter cet établissement.

Le gouvernement doit aussi se faire un devoir de ne pas forcer les frères à transporter leur établissement à la campagne, car par là il diminuera leurs moyens d'action et les empêchera d'accomplir leur but, qui est de bientôt subvenir à leurs propres besoins. La meilleure preuve de la bonne direction de cet établissement est que ceux qui en sortent y retournent volontairement continuer leur apprentissage.

Je suis heureux du peu que j'ai pu faire pour cette oeuvre et me fais gloire d'être son ami; puisque cet établissement fait honneur à notre province, subventionnons-le dignement.

Adopté.

Léandre Méthot

M. F. LANGELIER (Montmagny): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant: 1. Les limites accordées à Léandre Méthot, écuyer, de la paroisse du Cap-Saint-Ignace, l'étendue de chacune, le prix payé pour la licence, et la date de la concession de chacune desdites limites; 2. La quantité de bois coupé chaque année, sur chacune desdites limites, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er juillet 1874, distinguant les différentes sortes de bois; 3. Les sommes payées pour le bois coupé sur lesdites limites, et les dates auxquelles elles ont été payées.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Cela se trouve dans le rapport du commissaire.

M. F. LANGELIER (Montmagny): On ne l'y trouve pas; j'en ai pour garants des amis de la droite qui ont cherché comme moi en vain. Je désire savoir qui m'a trompé: le commissaire dans son rapport ou l'ami du ministère dans ses assertions.

Je ne crois pas que le rapport de l'honorable commissaire des Terres rencontre ma motion et je lui demande de mettre beaucoup de soin à la préparation des documents demandés afin qu'il n'y ait point d'erreurs cléricales comme l'année dernière.

M. J.W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Said that there should be a severe law passed to prevent bush-rangers from setting fire to forests, and that example should speedily be made in order to put a stop to the great losses annually incurred.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Spoke of the disasters caused by settlers building fires in the woods, and said that a law should be passed for the prevention of such incendiarism.

M. M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Trouve que la loi ne devrait pas seulement être sévère quant à la coupe des bois, mais aussi quant au feu dans les bois qui a produit des effets si désastreux, et qui devrait être prohibé pendant une certaine partie de l'année.

M. P. FORTIN (Gaspé): Returning to the subject of woods and forest, said under his administration every effort had been taken to prevent pillage. He had sent circulars to all persons concerned to inform them that the Government would punish with the greatest severity all infractions of the rights of the Crown, and requesting that the Government might be made aware of all dishonesty in this regard.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Une loi encore plus sévère faisant pareille offense criminelle devrait être passée par le gouvernement.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Je suis d'accord avec l'honorable député, mais il doit se rappeler que beaucoup de ces feux sont causés par la foudre et non exclusivement par les colons et les hommes de chantiers.

Adopté.

Comité des chemins de fer

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose que l'honorable M. Chapleau, M. Bisson et M. Lalonde soient ajoutés au comité permanent

des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Adopté.

Comité des ordres permanents

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose que M. Watts soit ajouté au comité permanent des ordres permanents.

Adopté.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Listes des compagnies incorporées

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un rapport des noms de toutes les compagnies incorporées par lettres patentes depuis le 1er janvier 1869, avec la date de telles lettres patentes.

Adopté.

Listes des compagnies incorporées

P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un rapport des noms de toutes les compagnies incorporées par lettres patentes depuis le 1er janvier 1869, avec la date de telles lettres patentes.

Adopté.

Immigration

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies des ordres en conseil au sujet de l'immigration en cette province, et aussi copie de la correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement local relativement aux arrangements avec la Puissance et les gouvernements locaux pour encourager l'immigration en Canada.

Adopté.

Chemins de fer

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état mentionnant les noms des compagnies des chemins de fer à qui il a été payé quelque somme d'argent, en vertu de

l'Acte pourvoyant à ce qu'une aide soit accordée à certaines compagnies de chemins de fer," 37 Victoria, chapitre 2, et quel montant il a été payé à chacune de ces compagnies.

Adopté.

Etat des recettes et dépenses

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose qu'un état de toutes les recettes et dépenses depuis le 30 juin dernier jusqu'au 1er décembre courant, soit placé sur la table du greffier de cette Chambre.

Adopté.

Message du Conseil législatif:

M. l'Orateur,

Le Conseil législatif permet aux honorables messieurs Archambault, Starnes, Ross et Ferrier, quatre des membres dudit Conseil, de comparaître et rendre témoignage devant le comité spécial nommé pour faire enquête sur les faits et circonstances se rattachant à l'échange de la propriété du gouvernement, située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal, s'ils le jugent convenable.

Mise au point

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Monsieur l'Orateur, je dois signaler à l'attention de la Chambre un article publié dans un journal de cette ville. Il m'a été signalé par quelques amis. Je n'y avais fait nulle attention de prime abord; mais mes amis m'ont fait remarquer que l'auteur de cet article badine avec des choses sérieuses. C'est pourquoi, je veux expliquer ma position au sujet de l'incident arrivé vendredi dernier après-midi. Je n'ai pas, comme le propriétaire de ce journal en question, qui s'appelle l'Événement, l'avantage de courir après le patronage officiel pour me soutenir; je suis obligé de gagner ma vie comme avocat. J'avais des affaires professionnelles à expédier à Montréal; comme la Chambre ne siégeait pas samedi, je crus devoir partir après la séance de l'après-midi vendredi pour me rendre à Montréal; dans le temps je n'avais pas été officiellement informé que j'étais membre du comité d'enquête des Tanneries. On sait ce qui est arrivé.

L'honorable député lit l'article en question:

Le Comité d'enquête

"Le Chronicle assure que M. Trudel en se sauvant n'avait pas l'intention de s'échapper. (Rires) C'est possible, mais pas vraisemblable. Notre confrère en donne comme preuve le fait que le fugitif n'a pas opposé de résistance à l'ordre du procureur général. (Nouveaux rires.) Ceci est naïf. Il n'aurait plus manqué que cela:

M. Trudel partant en dépit de tout. Découvert, il n'avait plus qu'à rentrer au gîte.

Tous les gens qui s'évadent, protestent, lorsqu'on les rattrape, qu'ils ne voulaient pas se sauver. (Hilarité.) Supposons, par exemple, que, grâce à la lueur de l'allumette merveilleuse destinée à révéler à la Maréchale le miracle qui s'opérait, on ait aperçu Bazaine glissant le long de la corde; le héros de Metz n'aurait pas hésité à dire qu'il descendait uniquement pour aller dire bonjour à sa femme dans le canot et remonter de suite dans sa prison, sans même troubler le repos de ses gardiens.

Notre confrère fait l'éloge de l'impartialité de M. Trudel. Nous avouons avoir nos doutes là-dessus. Le député de Champlain est homme à croire tout ce que M. Ouimet affirme. Il nous a semblé par son discours qu'il croyait à l'innocence des anciens ministres. Or, un homme qui a de pareilles illusions, est un phénomène aussi étonnant que celui de l'homme à la fourchette, et nous inclinons à penser qu'il est en état de tout avaler".

Continuant de commenter les derniers paragraphes de l'article, il fait voir combien peu tirent à conséquence les écrits, que des saltimbanques politiques faisant sonner leurs grelots publient dans ce journal.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Lorsqu'un député a à se plaindre d'un article de journal et qu'il n'a pas l'intention de demander que l'auteur de l'article soit cité à comparaître, il se trouve hors d'ordre. J'espère, Monsieur l'Orateur, que vous en déciderez.

L'ORATEUR: Décide que le député de Champlain n'est pas dans l'ordre.

Location de lots

On lit l'ordre du jour prévoyant la reprise des débats ajournés sur la motion proposée hier, qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies des billets de location pour les lots nos 4, 5, 6, dans le 2e rang N.-E. du canton de Jersey: des pétitions de Joseph Fortin et autres, et de Fortunat Poulin, avec les déclarations sous serment à l'appui d'icelles, et la correspondance échangée entre le département des Terres de la couronne et autres parties concernant lesdits lots.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par M. F. Langelier (Montmagny), propose que les mots suivants sont ajoutés à la fin d'icelle: et aussi une liste des ventes faites cette année par l'agent des Terres de la couronne dans ledit canton, distinguant celles qui ont été approuvées de celles qui ne l'ont pas été et les raisons pour lesquelles le gouvernement s'est appuyé pour faire ces distinctions.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Lors-

que la Chambre s'est ajournée hier, je crois que j'étais à donner des explications nécessaires, à mon avis, pour bien comprendre la question et pour faire tomber l'espèce d'accusation que l'honorable député de Lotbinière cherche à faire planer sur le département des Terres de la couronne et sur la question la plus difficile à régler dans le département et dans aucun département. D'un côté, on a les colons qui ont des droits acquis sur les terres; de l'autre, on a les prétendus colons qui viennent pour acheter des lots sur les terres publiques. Comment les difficultés que l'on rencontre sont-elles survenues? C'est que le bois a tellement augmenté de prix, que tout le monde s'est mis à faire du bois. Il est naturel de croire que la plupart des gens qui achetaient des droits de coupe, voulaient couper le bois pour le vendre. Il était expressément défendu de couper du bois sur les lots déjà vendus, mais il était bien difficile de faire observer la loi, même avec la surveillance des gardes-forestiers dont on avait augmenté le nombre.

Cet abus a pris de l'importance, tellement que sous mon administration on a perçu \$2,900 d'amende pour pareille contravention à la loi; on n'a pas laissé l'agent des Terres l'approuvateur de la vente d'un lot parce qu'il peut souvent être intéressé, mais on fait le commissaire lui-même l'approuvateur, et ce mode, je crois, prémunit mieux contre la fraude.

L'agent, d'après les règles du département, est obligé de prendre le nom et le dépôt d'argent du colon qui vient pour acheter, et d'entrer le tout dans un registre. Cependant, après ces formalités, la vente n'est pas faite. L'agent fait son rapport au bout de chaque mois et le département prend en considération le rapport mensuel de l'agent.

Je crois donc que l'honorable moteur a tort de proposer que l'approbation des ventes soit laissée aux différents agents; les terres ainsi dénuées de leur bois sont sans attrait pour les colons, et sont dépouillées de leur plus grande valeur. Les gens qui exploitent ainsi le bois sont dangereux, parce que sachant leur jouissance éphémère, ils coupent tout le bois sans égard à son diamètre, et en favorisant ces faux colons, on n'encourage pas la colonisation, loin de là, on la détruit et on met en perdition l'avenir de notre pays, qui dépend surtout de nos richesses forestières. Il faut donc ménager ces richesses que la nature nous a données, et tout le monde concourt à soutenir le gouvernement dans les améliorations qu'il veut faire à notre régime forestier, et de ne pas faire reproche de l'annulation d'un billet de location, lorsque cette annulation est dans l'intérêt de notre régime forestier. Je conclus donc en disant que le département des Terres de la couronne n'a jamais favorisé les propriétaires de limites à l'encontre des véritables colons, mais que jamais on ne peut trop sévir contre les faux colons et les faux exploiters de nos bois.

M. F.-X. DULAC (Beauce): Il serait malheu-

reux, sous prétexte d'encourager la colonisation et d'empêcher le gaspillage de nos bois, de priver de pauvres colons de leurs lots sur lesquels ils auraient déjà dépensé leur travail et leur argent. Mais lorsque j'ai eu l'honneur d'attirer l'attention de l'honorable commissaire des Terres sur la présente affaire, je dois dire qu'il m'a paru décidé à rendre justice à toutes les parties.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Lit une lettre de l'honorable M. Fortin par laquelle il démontre qu'il est impossible de considérer les détenteurs des lots en question dans la présente motion comme des colons de bonne foi. Il lit aussi une lettre de M. Fortin, l'agent local, qui tend à prouver la même chose; c'est par prudence qu'on ne ratifie pas immédiatement les ventes de lots, car il est indispensable de prendre les renseignements voulus sur la bonne foi de l'acheteur.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que l'on n'a pas compris les objections qu'il a faites. Il ne faut pas, lorsqu'il s'agit de cas comme celui-ci, faire des règles générales. Dans le cas actuel, le mauvais colon est l'exception. La conduite suivie jusqu'ici est arbitraire. Les colons étaient presque tous de bonne foi.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): La lettre prouve le contraire.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable commissaire n'a cité qu'une lettre du 13 novembre comme preuve d'une affaire d'achat de terrain dans le mois de juin. Je trouve qu'il aurait pu se presser davantage pour sa preuve.

M. P. FORTIN (Gaspé): Ces colons ne sont même pas venus près des lots.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable ex-commissaire a voué une haine mortelle aux faux colons, mais dans une question grave comme celle-ci, il ne faut pas faire de règles trop générales et l'exception devrait être certainement le faux colon. Quant aux lots en question, les détenteurs n'ont pas pu dans l'espace de 2 à 3 mois remplir toutes les conditions voulues d'eux, mais ils démontrent leur intention de devenir colons et leur bonne foi en défrichant en cet espace de temps 2 ou 3 arpents sur chacun de leurs lots; la conséquence de l'annulation des présents billets de location est que ces colons qui ont rempli toutes les conditions voulues par la loi et prêté serment qu'ils voulaient sérieusement s'établir sur ces lots comme cultivateurs, en ont été injustement privés, mais même si ces colons étaient des faux colons; au moins, l'honorable commissaire avant de les expulser de leurs lots aurait-il dû les notifier et leur permettre de produire leur défense surtout lorsqu'ils étaient réellement conformes à toutes les conditions voulues par la loi?

M. P. FORTIN (Gaspé): Ils n'avaient pas commencé à défricher leurs lots.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Pouvaient-ils, Monsieur l'Orateur, commencer à travailler sur ces lots avant la fonte des neiges? J'ai la preuve que dès qu'il leur a été possible, ils se sont mis à défricher. La preuve qu'ils étaient de bonne foi, c'est qu'ils ont fait le dépôt ordinaire d'argent et commencé les travaux au temps propice. En mai dernier, sans prendre la peine d'avertir les colons, le commissaire donne des permis de coupe, et il va en résulter que dans quelque temps, ces terres seront dépouillées.

L'ex-commissaire des Terres ne s'est attaché jusqu'ici qu'à trouver des colons de mauvaise foi. Il en a trouvé jusque dans l'Opposition même qu'il accuse de n'avoir pas accordé au ministre des Terres de la couronne toute l'aide possible, contrairement à ce qui est arrivé. Il était du devoir de l'Opposition de signaler du doigt les abus. C'est ce qu'elle a toujours fait, et il me semble que c'est aussi patriotique que de passer des lois pour forcer les pauvres colons à faire des remboursements onéreux et de rembourser deux fois même un paiement déjà fait, lois contre lesquelles l'Opposition a dans le temps si énergiquement protesté.

M. P. FORTIN (Gaspé): Reprend la parole et donne des explications sur la loi qui concerne les agences du département des Terres de la couronne. Il prétend que le député de Saint-Jean ne connaît pas un seul mot de la question, et qu'il ne veut que faire de la popularité avec cette affaire.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Réplique en disant à l'ex-commissaire qu'il lui prête les meilleures intentions du monde, même qu'il lui donne le bénéfice du doute; mais il le prie d'avoir un peu plus de charité envers l'Opposition et lui prêter moins d'intentions méchantes, perverses.

La proposition est adoptée.

Ajournement

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), propose que lorsque cette Chambre s'ajournera demain, elle s'ajournera jusqu'à mercredi, le 13e jour de janvier prochain.

Adopté.

T.T. Nesbitt

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose la deuxième lecture du bill pour autoriser le barreau à admettre T.T. Nesbitt à pratiquer comme avocat.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 18 décembre 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à une heure et vingt.

Documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de la société de numismatique et d'archéologie de Montréal, pour l'année 1874. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Alexander, la pétition du recteur et des syndics de l'église de la Trinité de Montréal.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition de Stanislas Drapeau, de la cité d'Ottawa.

Par l'honorable M. Garneau, la pétition du révérend J. Laberge et autres, de la paroisse de l'Ancienne Lorette, comté de Québec.

Par l'honorable M. Malhiot, la pétition de A. Polette et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Eddy, la pétition de Xavier Poitevin et autres.

Par l'honorable M. le Solliciteur général Angers, la pétition de Joseph Labady et autres, de la ville de Lévis, la pétition de G. Dick et autres, de la province de Québec, et la pétition de l'Institut canadien, Québec.

Par M. LaRue, la pétition du révérend N. Bellenger et autres, de Deschambault et d'autres paroisses.

Par M. Hearn, la pétition des syndics de l'Asile Sainte-Brigitte.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend J.-D. Déziel, de la ville de Lévis, demandant un acte d'incorporation sous le nom "Le Collège de Lévis".

Du maire, des échevins et citoyens, de la cité de Québec, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité.

De George E. Hart, de la cité de Trois-Rivières, demandant que le Barreau de la province de Québec soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres.

De John Brown, de la cité de Montréal, demandant la passation d'un acte lui permettant de changer son nom.

Du titulaire et des syndics de l'église Saint-Jean, de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste, diocèse de Montréal, demandant la passation d'un acte lui donnant le droit d'acquérir et de vendre des propriétés et pour autres fins.

De dame Marie-Louise Panet, veuve de feu Arthur Lamothe, de la cité de Montréal, demandant la passation d'un acte lui permettant de disposer de certaines propriétés.

De F. de Sales Bastien et autres, demandant

la passation d'un acte leur permettant d'agir comme notaires et comme registrateurs.

De la municipalité de la paroisse du Cap-de-la-Magdeleine, demandant l'abrogation de la 12e clause de l'acte 37 Victoria, amendant l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

De G. L. Dick et autres, du district électoral de Montmorency, demandant la passation d'un acte accordant à F. Bacon, le privilège exclusif de construire un pont sur la rivière Sainte-Anne.

De la corporation du collège de Sorel, demandant de l'aide.

De George Wakeham, de la paroisse de Sainte-Foye, demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Asile Belmont, soit augmentée.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres, demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Institution catholique des sourds muets dans ladite cité, soit augmentée.

Du révérend T-Pantaléon Bégin et autres, demandant de l'aide pour un chemin de Saint-Etienne à Saint-Lambert, comté de Lévis.

De la municipalité du township de Shenley, comté de Beauce, demandant de l'aide pour un chemin.

Rapport de comités:

M. P.-S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Le comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis donnés dans chaque cas sont suffisants.

De la Compagnie du chemin de fer des Laurentides, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du conseil de ville de la ville de Lachine, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite ville.

De dame Eliza M. Hervey et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Institut Hervey.

Du conseil de ville de la ville de Beauharnois, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De George W. Campbell et autres, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de l'Association pharmaceutique de la province de Québec.

De James Cruickshank, conseiller en loi de l'Etat de Michigan, Etats-Unis, demandant à être admis, après examen, à pratiquer comme avocat.

M. P. LARUE (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité pour l'examen des livres, comptes et dépenses de cette Chambre.

Que le sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son examen.

Que votre comité approuve ledit rapport marqué A, qui est ci-annexé et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

Votre comité recommande, en conséquence, l'adoption de la résolution suivante:

Résolu: Aucune avance ne sera faite à aucun employé d'aucune somme d'argent qui ne pourrait être remboursée dans les six mois suivants, au plus long délai, et, dans tous les cas, avant l'expiration de l'année fiscale.

A

Le sous-comité nommé par le comité permanent des dépenses contingentes pour examiner les livres des recettes et dépenses de la Chambre d'Assemblée a l'honneur de faire rapport;

Qu'il a donné une attention particulière à l'examen des livres et des dépenses de la Chambre pour la période comprise entre le 1er décembre 1873 et le 30 de novembre 1874;

Qu'il a trouvé les livres en bon ordre et que les pièces justificatives sont tenues dans un ordre convenable et correspondent aux divers montants portés dans les livres;

Que le comptable Laurent Simoneau, écuyer, a bien mérité pour l'habileté dont il fait preuve dans l'exécution des devoirs de sa charge.

Votre sous-comité a l'honneur de soumettre l'état suivant des recettes et dépenses pour le temps compris entre le 1er décembre 1873 et le 30 novembre 1874:

Montant des recettes	\$108,522.96
Dépenses	\$103,355.63
Balance de l'année fiscale	2,239.50

	\$105,595.13
Laissant une balance de	\$ 2,927.83

entre les mains du comptable.
Que votre comité a été heureux de constater une diminution dans les dépenses de l'année dernière comparée à l'année précédente.

Les dépenses pour le temps compris entre le 1er novembre 1872 et le 30 novembre 1873 ont été de

	\$115,805.53
--	--------------

Les dépenses pour la période comprise entre le 1er décembre 1873 et le 30 novembre 1874 ont été

	\$103,355.63
	\$ 12,449.90

Votre sous-comité ne saurait terminer le présent rapport sans recommander l'adoption d'une règle permanente, qui défende de faire aucune avance à aucun employé, d'aucune somme d'argent qui ne pourrait être remboursée dans les six mois suivants, au plus long délai et dans tous les cas avant l'expiration de l'année fiscale.

Introduction de bills:

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 27 Victoria, chapitre 24, intitulé "Acte pour ériger le village de Beauharnois en ville".

Accordé.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Institut Hervey.

Accordé.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le Barreau du Bas-Canada à admettre James Cruickshank à pratiquer comme avocat.

Accordé.

M. O. PELTIER (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer des Laurentides.

Accordé.

Impression de bills

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit que l'impression de la version anglaise du bill des élections n'est pas terminée, mais qu'il a vu à ce que ces copies soient envoyées aux députés pendant les vacances. Il dit qu'il fera de même pour le bill concernant les élections contestées.

Emprunt de la province

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Présente à la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 11 décembre 1874, demandant:

1. Un état montrant le montant des bons provinciaux qui ont été vendus, d'après une annonce qui a paru dans le "Times de Londres" le 4 juillet 1874, et signée par J. Robertson, trésorier de la province de Québec, offrant en vente huit cent mille louis sterling des bons de la province;

2. Quel a été le montant net retiré de la vente de ces bons, après en avoir déduit l'intérêt, le courtage, la commission et les autres dépenses relatives à cette vente;

3. Quelle partie des \$919,092 du surplus de revenu mentionné dans ladite annonce était destinée aux besoins de la province quand ledit emprunt fut contracté;

4. Quel était le taux de l'intérêt payable par les banques qui avaient en leur possession ces \$919,092, et quel montant dudit emprunt est encore placé au crédit de la province, et à quel intérêt;

5. Quel montant du revenu dudit emprunt de huit cent mille louis sterling a été dépensé, et quel est le montant placé maintenant à intérêt, dans quelle banque et à quel taux;

6. Quel montant a été payé en argent aux compagnies de chemins de fer en cette province, depuis que ledit emprunt de huit cent mille louis sterling a été négocié, et quelle proportion a été accordée à chaque compagnie;

7. Le nom des banquiers ou des courtiers chargés de négocier le susdit emprunt sur le marché de Londres. (Documents de la session, no 11.)

Notariat

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la deuxième lecture du bill concernant le notariat.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de l'honorable M. Chapleau, l'honorable M. le Solliciteur général Angers, l'honorable M. Irvine, l'honorable M. Laframboise, M. Marchand, M. Picard, M. Lynch, M. Gendron, M. Mailloux, M. Bisson, M. LeCavalier, et M. Dorion, pour faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Interpellations:

Alexandre Fraser de Berry

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si l'attention du gouvernement a été attirée sur une accusation de parjure volontaire et corrompu, insérée dans le Montreal Star du 1er octobre, imputée à Alexandre Fraser de Berry, de Saint-Patrice, Rivière-du-Loup, magistrat stipendiaire, recevant maintenant un salaire du gouvernement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Le gouvernement n'a pas été informé de cet article mais depuis, il a constaté que cette poursuite est une affaire privée qui n'est pas encore terminée et a été ajournée au 7 janvier pour la présentation de preuves supplémentaires.

Vente de bois par les colons

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'introduire dans cette session une mesure pour permettre aux colons établis sur les Terres de la couronne de

vendre à certaines conditions les bois coupés dans leurs défrichements.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): C'est l'intention du gouvernement de présenter une telle mesure.

Pardon d'Ambroise Lépine

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Champlain (l'honorable F.-X.-A. Trudel), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions devant servir de base à une adresse à Son Excellence le gouverneur général, pour lui demander de vouloir bien exercer sa prérogative royale de pardon en faveur d'Ambroise Lépine, condamné à mort.

En proposant ces résolutions, je dois d'abord mettre les députés en garde contre ce qui a pu se dire ailleurs à ce sujet.

On a dit que j'avais l'intention de demander l'amnistie pour la population du Nord-Ouest. Certes, je ne cache pas que toutes mes sympathies appartiennent à cette question mais ce n'est pas là mon but. Invité par Ambroise Lépine, accusé de meurtre, au Manitoba, à le défendre, je me suis rendu avec plaisir à cette invitation et j'ai conduit la cause avec M. Royal. Par malheur, le succès n'a pas couronné mes efforts.

Qu'on n'aille pas croire que je veuille soulever ici une discussion politique: non, je viens ici user d'un droit qui nous est octroyé par la constitution. Je viens demander la grâce de Lépine. En rédigeant ces résolutions, j'ai évité de blesser toute susceptibilité, je me suis borné à relater les faits.

En prenant la parole sur les résolutions qui vous sont soumises, je suis certain de trouver de l'écho dans cette Chambre, car je m'adresse à des personnes qui, pour des motifs différents, partagent mes sentiments.

Lorsque je viens demander grâce et pardon pour une des malheureuses victimes des troubles politiques du Nord-Ouest, je puis compter sur la sympathie de tous mes compatriotes; ils sentent comme moi ce qu'il y a de juste dans ma supplique, combien il est nécessaire que le gouverneur daigne y faire droit au point de vue de la tranquillité du pays pour calmer les inquiétudes et les irritations depuis longtemps contenues; je puis compter également sur le concours de nos collègues anglais, car je sais que l'on peut compter sur eux dès qu'il s'agit d'une grande infortune à secourir, d'une injustice à réparer.

Il est dans les traditions et le caractère de la race anglo-saxonne de se montrer généreuse même envers ses ennemis. Je ne viens pas, à coup sûr, lui demander en cette circonstance grâce pour un ennemi; non, quelles que soient ses opinions sur le mouvement de la rivière

Rouge, elle ne peut mettre cette infortunée population métisse au rang des ennemis de la couronne britannique.

Elle peut tout au plus la regarder comme une population égarée, alarmée parce qu'elle croyait ses libertés menacées. La nation anglo-saxonne, qui a défendu partout la cause des institutions libres, qui a lutté pendant des siècles pour arriver à acquérir la plénitude de ses droits et privilèges et s'assurer le gouvernement le plus libre de la terre, devrait se montrer indulgente pour des insurgés qui croyaient lutter pour ce que les Anglais défendaient au prix de leur sang et de leur fortune. La Chambre me permettra d'agrandir un peu le cercle que me suis tracé dans les résolutions qui lui sont soumises. Il me faut considérer la question à un point de vue général et il sera ensuite facile de conclure du général au particulier, de dire la part de responsabilité de Lépine dans ces malheureux événements, lorsque j'aurai fait connaître la conduite de toute population métisse.

Il n'entre pas dans ma pensée de vous faire l'historique des malheureux événements de la rivière Rouge en 1869; peut-être ne pourrions-nous pas nous entendre sur les causes qui les ont produits. Qu'il me suffise de dire que l'organisation politique qui prit la place du gouvernement existant en 1869 était issue du suffrage populaire. Qu'elle ait été entachée d'usurpation ou non, peu nous importe: j'aime mieux considérer les mobiles de la conduite de la population et ses intentions. Pas un seul sujet britannique, pas un seul homme vivant sous l'empire d'institutions libres ne pourra les blâmer; les Métis se sont insurgés parce qu'ils pensaient leur liberté en danger. Qui osera nier que telle fut leur intention? Si vous reconnaissez que tel fut le mobile de leur conduite, qui osera les blâmer? Qui doit les condamner ou les absoudre à vox yeux?

Il est impossible d'avoir deux manières d'envisager ce point. Il ressort de tous les événements de la rivière Rouge que les Métis ne se sont soulevés que pour protéger ce que nous tous, Canadiens anglais ou français, serions prêts à défendre; si nous n'admettons pas cette intention, comment pourrions-nous alors expliquer leur empressement à se rallier autour du drapeau britannique dès que le gouvernement canadien leur garantit ce qu'ils se croyaient sur le point de perdre? J'arrive à un point brûlant, à un malheureux événement qui a failli mettre en feu tout le Canada, à la seule faute qui ait marqué la conduite du gouvernement provisoire du Manitoba.

On a voulu rejeter la responsabilité qui doit peser sur tous, sur quelques individus qui avaient chargé Riel et ses compagnons de les protéger, de les conduire. Cet acte regrettable, et que je condamne, a été commis par des personnes qui ont cru, de bonne foi, qu'il était nécessaire à la sécurité de la société et du gouvernement qu'ils jugeaient légal parce qu'il était issu du suffrage populaire. Tout ce que

l'on peut dire sur l'exécution de Scott a été répété souvent; c'est un sujet qu'il importe de laisser dans l'ombre afin de ne pas réveiller les susceptibilités nationales. Je demande qu'on l'oublie, comme je désire qu'on ne parle plus de meurtre et de sang.

Du sang, il y en a eu assez de répandu pour satisfaire les deux parties; admettant, ce que je ne veux pas admettre, que les deux nationalités en conflit sur ce point exigeassent cette barbare réparation, ne parlons plus de ces tristes scènes, effaçons-en le souvenir de notre mémoire, ouvrons plutôt l'histoire pour apprendre comment nous conduire après ce drame politique.

Nous y verrons après chacun de ces bouleversements où l'autorité légitime s'est trouvée en face de l'autorité usurpée, où une population égarée prit les armes pour se défendre, où la société a côtoyé des abîmes, nous verrons sur les ruines sanglantes apparaître une grande figure: ce ne sera pas la vengeance arriérée de son glaive qui frappe, hélas, trop en aveugle sur les innocents et sur les coupables, mais la grande figure de la clémence qui exerce la plus glorieuse prérogative, que les souverains écoutent comme la voix de l'auteur de toute justice et de toute miséricorde.

Pour ne parler que de faits contemporains, j'aime rappeler à la Chambre qu'après la guerre de la Sécession, qui a fait couler tant de sang, il y eut une amnistie complète aux Etats-Unis. Vous vous souvenez qu'en Angleterre, les Féniens, autrement coupables que les Métis, ont été amnistiés.

Nous-mêmes nous avons relâché les Féniens pris les armes à la main et coupables d'avoir causé la mort de quelques-uns de nos plus braves enfants. Pourquoi plus de sévérité pour les Métis que pour les Féniens?

Ai-je besoin de vous rappeler qu'en 1842, Sa Majesté a amnistié les personnes impliquées dans les troubles de 1837-38?

Plusieurs raisons exigent cette amnistie:

1. Raison politique. La nécessité d'éloigner au commencement d'un nouvel ordre de chose toute cause d'irritation de nature à éloigner les uns des autres les divers groupes de nationalités que l'on veut rapprocher.

2. Raison de justice. Il n'est pas juste que l'on punisse quelques individus pour les faits de tous.

3. Raison d'ordre. Il importe que, dans un Etat, une partie notable de la population ne cesse de voir une réclamation juste ou qu'elle croit telle, constamment refusée: ce genre de défiance laissé dans les âmes fait naître un malaise qui perpétue un esprit dangereux pour le bien-être de l'Etat et de la nature à refondre ce courant sympathique qui doit aller du souverain au dernier des sujets.

Le but de ma demande est parfaitement expliqué dans mes résolutions. Je veux qu'une adresse ou requête soit transmise au gouvernement lui demandant la grâce de Lépine. Je demande les sympathies de cette Chambre et je

ne doute pas qu'on se fera un plaisir d'aider à soustraire Lépine à l'échafaud. Plus tard, ce malheureux Lépine sera le premier à bénir la population du Canada, à bénir tous ceux qui auront contribué à l'arracher à la condamnation de mort qui pèse sur lui. (Applaudissements.)

Adopté.

La Chambre se forme en comité.

En comité :

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose:

1. Qu'une des idées qui ont présidé à l'Union fédérale des provinces britanniques de ce continent a été une idée de conciliation entre les différentes nationalités divisées de croyances, de sentiments et d'opinions, et que le premier devoir des hommes qui s'intéressent à la chose publique dans la Puissance doit être d'empêcher toutes causes de conflit de nature à produire et perpétuer des dissensions, des divisions et des rancunes religieuses ou nationales:

2. Que les troubles survenus dans le ci-devant établissement de la rivière Rouge, maintenant province de Manitoba, en 1869 et 1870, ont malheureusement fait naître un de ces conflits, qui prit alors les proportions d'un soulèvement considérable:

3. Que les chefs de ce mouvement se constituèrent alors en gouvernement, et qu'un acte regrettable perpétré sous l'autorité assumée par ce gouvernement, a été l'exécution d'un des sujets de Sa Majesté:

4. Qu'après cette exécution, des représentants de cette population du Nord-Ouest furent reçus par le gouvernement de la Puissance, qui négocia avec eux les conditions de l'entrée de ce territoire dans l'Union du Canada, et qu'un acte fédéral sanctionna leurs demandes:

5. Que ces délégués et la population qu'ils avaient représentée à Ottawa crurent alors que le résultat de cette mission impliquait l'oubli complet du passé et des actes malheureux qui s'y étaient produits:

6. Que, après avoir vécu longtemps dans une sécurité complète au sujet de ces actes, une portion importante de la population de Manitoba vit avec surprise et douleur que des poursuites étaient dirigées contre quelques personnes impliquées dans ces troubles:

7. Que ces poursuites ont amené, vers la fin du mois d'octobre dernier, le jugement et la condamnation à mort d'Ambroise Lépine, un de ceux qui étaient impliqués dans le mouvement de 1869-70, et un des officiers du gouvernement alors existant:

8. Que, tout en s'inclinant devant le verdict rendu contre un des acteurs dans ce soulèvement, l'opinion publique dans cette province éloignée de Manitoba, comme dans les autres provinces de la Puissance, et jusqu'en Angleterre, s'est vivement émue à l'idée que cet acte de violence déplorable était tellement confondu avec les événements politiques de cette malheu-

reuse époque qu'il est impossible de l'assimiler aux cas ordinaires d'homicide;

9. Qu'un sentiment général de sympathie et de miséricorde s'est répandu dans la Puissance et dans tout l'Empire en faveur du malheureux prisonnier;

10. Que, dans le but de satisfaire ce sentiment de miséricorde et aussi dans le but de réaliser cette idée de conciliation, de paix et de tranquillité qui a présidé à l'établissement de la Confédération, et de faire disparaître toutes les causes de division et les sentiments hostiles qui pourraient se manifester entre les différentes populations de ce pays, et, en particulier, pour donner effet à la recommandation de clémence exprimée par le jury dans son verdict, Son Excellence soit humblement priée de vouloir bien exercer, en faveur du condamné, Ambroise Lépine, la royale prérogative de miséricorde, en lui octroyant grâce et pardon.

Les résolutions sont adoptées.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions. La Chambre reçoit le rapport et les résolutions sont lues une seconde fois et adoptées.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Champlain (l'honorable F.-X.-A. Trudel), qu'il soit présenté une adresse en conformité desdites résolutions, laquelle est lue comme suit:

A Son Excellence le Très Honorable Sir Frédéric Temple, comte de Dufferin, vicomte et baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le comté Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Ballyleidy et Killeleagh, dans le comté Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, chevalier de Notre Très Illustre Ordre de Saint-Patrice, et chevalier commandeur de Notre Très Honorable Ordre du Bain, Gouverneur général du Canada, et vice-amiral d'icelui. Qu'il plaise à Votre Excellence:

Une des idées qui ont présidé à l'Union fédérale des provinces britanniques de ce continent a été une idée de conciliation entre les différentes nationalités divisées de croyances, de sentiments et d'opinions, et le premier devoir des hommes qui s'intéressent à la chose publique dans la Puissance doit être d'empêcher toutes causes de conflit de nature à produire et perpétuer des dissensions, des divisions et des rancunes religieuses ou nationales;

Les troubles survenus dans le ci-devant établissement de la rivière Rouge, maintenant province de Manitoba, en 1869 et 1870, ont malheureusement fait naître un de ces conflits, qui prit alors les proportions d'un soulèvement considérable;

Les chefs de ce mouvement se constituèrent alors en gouvernement, et un acte regrettable perpétré sous l'autorité assumée par ce gouvernement a été l'exécution d'un des sujets de Sa Majesté;

Après cette exécution, des représentants de

cette population du Nord-Ouest furent reçus par le gouvernement de la Puissance, qui négocia avec eux les conditions de l'entrée de ce territoire dans l'Union du Canada, et un acte fédéral sanctionna leurs demandes;

Ces délégués et la population qu'ils avaient représentée à Ottawa crurent alors que le résultat de cette mission impliquait l'oubli complet du passé et des actes malheureux qui s'y étaient produits;

Après avoir vécu longtemps dans une sécurité complète au sujet de ces actes, une portion importante de la population de Manitoba vit avec surprise et douleur que des poursuites étaient dirigées contre quelques personnes impliquées dans ces troubles;

Ces poursuites ont amené, vers la fin du mois d'octobre dernier, le jugement et la condamnation à mort d'Ambroise Lépine, un de ceux qui étaient impliqués dans le mouvement de 1869-70, et un des officiers du gouvernement alors existant;

Tout en s'inclinant devant le verdict rendu contre un des acteurs dans ce soulèvement, l'opinion publique dans cette province éloignée de Manitoba, comme dans les autres provinces de la Puissance, et jusqu'en Angleterre, s'est vivement émue à l'idée que cet acte de violence déplorable était tellement confondu avec les éléments politiques de cette malheureuse époque qu'il est impossible de l'assimiler aux cas ordinaires d'homicides;

Un sentiment général de sympathie et de miséricorde s'est répandu dans la Puissance et dans tout l'Empire en faveur du malheureux prisonnier;

Dans le but de satisfaire ce sentiment de miséricorde et aussi dans le but de réaliser cette idée de conciliation, de paix et de tranquillité qui a présidé à l'établissement de la Confédération et de faire disparaître toutes les causes de division et les sentiments hostiles qui pourraient se manifester entre les différentes populations de ce pays, et en particulier, pour donner effet à la recommandation de clémence exprimée par le jury dans son verdict, Votre Excellence est humblement priée de vouloir bien exercer, en faveur du condamné, Ambroise Lépine, la royale prérogative de miséricorde, en lui octroyant grâce et pardon.

L'adresse est adoptée.

Introduction de bills:

M. L.-N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lachine.

Accordé.

Affaire des Tanneries

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité spécial nommé

pour faire une enquête sur les faits et circonstances se rattachant à l'échange de la propriété du gouvernement, située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal. Voici le rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :
Qu'il a ajourné ses séances à demain, dans la cité de Montréal, dans la bâtisse occupée par le bureau des arts et métiers;

Qu'il a assigné un certain nombre de témoins à comparaître et à rendre témoignage devant votre comité.

Il est résolu que cette Chambre concourt dans ledit rapport.

Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford, qui sera connue à l'avenir sous le nom de "Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnie de mines ou manufacturières.

Compagnie du chemin de fer de Sherbrooke des Cantons de l'Est et Kennébec

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et Kennébec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnie de mines ou manufacturières.

Acte d'Incorporation des Pères Oblats de l'Immaculée-Conception de Marie

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation des révérends Pères Oblats de l'Immaculée-Conception de Marie.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Incorporation de la Compagnie de l'Hôtel Russell

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie de l'Hôtel Russell.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Incorporation de la cité de Hull

M. E.B. EDDY (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer le village de Hull et une partie des cantons de Hull et Templeton sous le nom de cité de Hull.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Annexion de Saint-Lambert à Longueuil

M. G. LAROCQUE (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour annexer la municipalité de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, à la municipalité de la paroisse de Longueuil, dans ledit comté, pour toutes fins municipales et scolaires.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité des bills privés.
La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 13 janvier 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et trente.

Documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1874: la Providence, de la paroisse de Saint-Ursule, comté de Maskinongé; l'Hospice des Soeurs de la Charité, de Saint-Germain-de-Rimouski; l'Union Saint-Joseph, de Saint-Joseph de Lévis, et l'Union Saint-Jean-Baptiste, de Saint-Joseph de Lévis, (Documents de la session, no 5.)

Et aussi: Etat des affaires de la Compagnie du chemin à barrières de l'Ile Jésus, pour l'année 1874. (Document de la session, no 12.)

Message du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Ed. Caron,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec informe l'Assemblée législative qu'il a dûment transmis à Son Excellence le gouverneur général, l'adresse votée par cette Chambre, le 18 de décembre 1874, demandant à Son Excellence de vouloir bien exercer sa prérogative royale de pardon en faveur d'Ambroise Lépine, maintenant sous sentence de mort.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 13 janvier 1875

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par N. Peltier (L'Assomption), la pétition du révérend V. Clément et autres, du comté de Montcalm.

Par M. Locke, la pétition de dame Nancy P. Parsons, femme de William J. Hunter.

Par M. Bellingham, la pétition de William Parke et autres, du township de Gore, comté d'Argenteuil.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition de l'honorable Matthew Cochrane et autres, de Compton, la pétition de Samuel J. Foss et autres, et la pétition de l'honorable M. Doherty et autres, toutes deux de la ville de Sherbrooke.

Par M. Méthot, la pétition de Charles Côté et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Sawyer, la pétition de John L. Johnston et autres.

Par l'honorable M. Garneau, la pétition de A.-P. Caron et autres, et la pétition de W. Marsden, M.D., et autres, de la cité de Québec.

Par l'honorable M. le Procureur général Church, la pétition de l'honorable L. Renaud et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De R. Archer et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Metropolitan Club".

De W. B. Hartley et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de l'Hôtel Windsor de Montréal".

De John Rankin et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Atlantic Assurance Company".

De Xavier Poitevin et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Union Saint-Joseph de Saint-François de Sales".

De Joseph Labadie et autres, de la ville de Lévis, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société de Bienfaisance Mutuelle du Sacré-Coeur de Jésus, de la ville de Lévis".

De G. Dick et autres, de la province de Québec, demandant l'abrogation des sections 50 et 51 de l'acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat.

Du recteur et des syndics de l'église de la Trinité, Montréal, demandant la passation d'un acte les autorisant à emprunter une certaine somme d'argent.

Du séminaire de Québec, du révérend Charles Richard et autres, de la paroisse du Château-Richer, du révérend C.-F. Cloutier et autres, de la paroisse de Saint-Ferréol, et de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim, tous du comté de Montmorency, demandant respectivement qu'il ne soit pas accordé de privilège exclusif de construire un pont sur la rivière Sainte-Anne.

De la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, de la municipalité de la paroisse de Saint-Maurice, de la municipalité de la paroisse de Mont-Carmel, tous du comté de Champlain, et de A. Polette et autres, de la cité des Trois-Rivières, demandant respectivement que le gouvernement fasse reconstruire les ponts sur le Saint-Maurice.

De Stanislas Drapeau, de la cité d'Ottawa, demandant de l'aide pour la publication d'études historiques et statistiques sur les institutions charitables, de bienfaisance et d'éducation du Canada.

Du révérend N. Bellenger et autres, de Deschambault et autres paroisses, demandant qu'il soit fait une exploration à l'ouest de la rivière Pierre en vue de relier le chemin de fer du Lac Saint-Jean, au chemin de fer de la rive nord par la vallée de Saint-Casimir et Saint-Alban.

De l'Ecole de médecine et chirurgie, Montréal, et de l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, demandant respectivement de l'aide.

De l'Institut canadien de Québec, demandant une subvention.

De l'Ecole de médecine et chirurgie de

Montréal, demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Des Soeurs de la Providence du Côteau-de-Lac, demandant que son allocation annuelle soit augmentée.

Du révérend J. Laberge et autres, de la paroisse de l'Ancienne Lorette, comté de Québec, demandant de l'aide pour un chemin dans la concession Bélair.

Du révérend W. Richardson et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, comté de Dorchester, demandant de l'aide pour le Nova Scotia Road, dans ladite paroisse.

De John O'Farrell et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, comté de Dorchester, demandant de l'aide pour un chemin entre le 4e et le 5e rang des townships de Buckland.

De Michael Donohoe et autres, de Saint-Malachie, comté de Dorchester, demandant de l'aide pour une route conduisant au chef-lieu du district de Beauce.

Du révérend J.-A. Rainville et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine, comté de Dorchester, demandant de l'aide: 1. Pour un chemin entre le 9e et le 10e rang de Cranbourne, conduisant à Saint-François, Beauce; 2. Pour un chemin à partir du Lac Etchemin, jusqu'à Watford, passant entre Ware et Cranbourne; 3. Pour une route de la chapelle de Ware, jusqu'au 5e rang dudit township.

De Peter Kelly et autres, du township de Standon, comté de Dorchester, demandant de l'aide pour un chemin du lot no 6, entre les 3e et 4e rang de Standon à aller au township de Ware.

De Edouard Petinot et autres, de la paroisse de Sainte-Justine, comté de Dorchester, demandant de l'aide: 1. Pour un chemin entre les nos 23 et 24 des rangs 9, 10 et 11 du township Langevin; 2. Pour un chemin entre les 8e et 9e rangs du township Langevin, conduisant jusqu'à Saint-Georges-de-la-Beauce.

Rapport du commissaire d'Agriculture et des Travaux publics

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le rapport général du commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics pour la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1874. (Documents de la session, no 4.)

En soumettant ce rapport, il fait remarquer que la copie anglaise n'est pas encore prête mais qu'elle le sera avant longtemps.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Demande si la version anglaise sera prête avant la fin de la session?

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Répond qu'elle sera prête dans trois ou quatre jours.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Correspondance entre le gouvernement et le conseil de la cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, appuyé par le député de Soulanges (M. R. S. de Beaujéu), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre la correspondance entre le gouvernement et le conseil de la cité de Montréal, relativement à l'ouverture d'une rue en arrière de la propriété située à Montréal, entre la rue Claude et la place Jacques-Cartier, sur la rue Notre-Dame.

Interpellations:

Emprunt de la province

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Rose to move certain resolutions respecting the late Provincial loan effected by the Treasurer in England. The mover observed that it was very desirable, before proceeding to discuss his resolutions, that the House should be in possession of certain pertinent facts. Still, as the Treasurer had been very kind in furnishing information in the particular, he, perhaps, would not object to answering certain questions, which were intended to elicit these facts, as the latter had not been included in the return to the address for which he had moved before the adjournment. Correctly speaking, he should have given the Treasurer forty-eight hours notice of them, but the Honourable gentleman seeing the propriety of replying, perhaps, at once, might waive the objection. They referred to the Provincial loan, and sought to obtain details, which were not given in the return. He proceeded to put his questions. To the first, respecting the names of Banks, in which the deposits were made and the dates.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said it was unfair to expect that he should answer without the regular notice, but he might say that if the Honourable gentleman looked in the public accounts for last year, he would find the information he desired. He protested against the course pursued by the Honourable Member, as he believed it tended more to confuse than to elucidate matters.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that since the information was in the public accounts, the Treasurer could furnish it on the spot. But, as he did not do so, he (Mr. Bellingham) should take it that he declined.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said the Member for Argenteuil needs not be alarmed. He would answer when the time came.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said in that case, he would give the Treasurer the required notice.

Rapports des départements

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se plaint de la manière dont les rapports des différents départements sont soumis à la Chambre. Ces rapports auraient dû, suivant lui, être présentés avant l'ajournement de la Chambre afin de donner le temps aux députés de les étudier pendant les vacances.

Il prétend que le rapport du commissaire des Terres de la couronne était entre les mains des journalistes avant d'être soumis à la Chambre, car un certain journal de Québec l'a commenté tout au long tandis que les membres de la Chambre n'en avaient pas connaissance.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Cela n'a rien d'étonnant que les rapports ne fussent pas prêts avant l'ajournement. Le département a fait tout en son pouvoir pour imprimer le rapport le plus tôt possible; des erreurs graves que contenaient les premières copies imprimées en ont retardé la distribution.

Pour répondre au désir du public, le gouvernement a convoqué le Parlement avant la date prévue, afin de mettre l'enquête sur les Tanneries en marche. C'est ce qui a retardé la préparation des rapports.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que cela ne répond pas à l'accusation de M. Marchand qui affirme que le rapport du commissaire des Terres de la couronne était entre les mains des journalistes avant d'être entre les mains des députés.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond qu'il a distribué quelques copies de son rapport qu'il a corrigées à la main. Il a donné des copies aux députés qui ont coutume de s'occuper d'une manière spéciale du département des Terres de la couronne, parmi lesquels se trouvaient les députés de Gaspé (M. P. Fortin) et de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand); il a aussi envoyé quelques copies aux journaux, mais seulement après en avoir distribué aux députés qu'il a nommés et à certains autres.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): C'est une drôle de manière de faire la distribution. Il blâme sévèrement cette manière de faire la distribution.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Signale qu'il s'est trouvé dans une position d'infériorité dans une récente discussion où le député de Gaspé (M. P. Fortin) fut une des vedettes, parce que ce dernier avait un exemplaire du rapport mais lui n'en avait pas.

Puisqu'il a la parole, il en profite pour demander au Solliciteur général (l'honorable A.-R. Angers) pourquoi on a retardé jusqu'à aujourd'hui l'état des dépenses du magistrat du district du Saguenay.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que la réponse à cette adresse s'achève et sera présentée dans quelques jours.

Bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers et employés publics.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Amendements au code civil

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les articles 945 et 1336 du code civil.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa

M. E.B. EDDY (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa (Limitée)".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Compagnie du gaz de Sherbrooke

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie du gaz de Sherbrooke.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Incorporation de l'Institut Hervey

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Institut Hervey.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer des Laurentides

M. O. PELTIER (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer des Laurentides.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

La Chambre s'ajourne à quatre heures et vingt-cinq.

Séance du 14 janvier 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etats des affaires de l'Union Saint-Joseph de la ville de Lévis, pour l'année 1874. (Documents de la session, no 5.)

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Présente conformément à une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 17 décembre 1874, demandant un état indiquant:

1. Les limites accordées à Léandre Méthot, écuyer, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, l'étendue de chacune, le prix payé pour la licence, et la date de la concession de chacune desdites limites.

2. La quantité de bois coupée chaque année, sur chacune desdites limites, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er juillet 1874, distinguant les différentes sortes de bois.

3. Les sommes payées pour le bois coupé sur lesdites limites, et les dates auxquelles elles ont été payées. (Documents de la session, no 13.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 14 décembre 1874, demandant un état indiquant les divers transferts de limites effectués depuis le 1er janvier 1870, les noms des personnes entre lesquelles ces transferts ont eu lieu, la date de ces transferts et les divers montants payés. (Documents de la session, no 14.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 17 de décembre 1874, demandant un rapport des noms de toutes les compagnies incorporées par lettres patentes, depuis le 1er janvier 1869, avec la date de telles lettres patentes. (Documents de la session no 15.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 14 de décembre 1874, demandant un état indiquant les noms des agents et gardes-forestiers nommés depuis le mois d'août 1871, la date de leur nomination, leur salaire, le montant de leurs frais de voyage et autres, les divisions territoriales soumises à leur inspection (documents de la session no 16.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 14 décembre 1874, demandant un état indiquant:

1. Les diverses sommes d'argent payées chaque année au révérend Théophile Prévost, pour travaux sur les chemins de colonisation, depuis la Confédération à cette époque.

2. Les diverses sommes d'argent payées audit révérend Théophile Prévost, comme conducteur des travaux sur lesdits chemins, avec les dates de chaque paiement.

3. La quantité de milles de chemins faits et le coût moyen de chaque mille, avec copie des trois derniers rôles de paie de la session de 1874. (Documents de la session, no 17.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 26 de janvier 1874, demandant un état indiquant le montant qui a été payé sur le prêt aux incendies de Québec, depuis le 1er juillet 1867, distinguant ce qui a été payé pour capital de ce qui a été payé pour intérêts; le montant qui restait dû sur ledit prêt le 1er janvier 1874, distinguant ce qui est dû en capital et ce qui est dû en intérêts, et indiquant les personnes qui le doivent et ce que doit chacune d'elles.

2. Copies de tous ordres en conseil, tant du gouvernement de la ci-devant province du Canada que de celui de la province de Québec, ainsi que copie de toute correspondance avec lesdits gouvernements au sujet dudit prêt. (Documents de la session, no 18.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. le Solliciteur général Angers, la pétition de l'honorable J.-G. Blanchet et autres.

Par M. Duguay, la pétition de François Normand et autres, du comté d'Yamaska, et la pétition de T. M. Hart et autres, de Saint-Zéphirin de Courval et autres lieux.

Par l'honorable M. Garneau, la pétition de George Benson Hall.

Par M. Beaubien, la pétition de D. Lorn MacDougall et autres, de la Côte Sainte-Catherine.

Par M. Sawyer, la pétition de H.E. Cairns et autres, du township de Clifton-Est et de Rouville, comté de Compton.

Par M. Ouimet, la pétition du Révérend M. Tassé et autres, de la paroisse de Saint-Benoit.

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition du révérend H.-W. Couture et autres, du township Mailloux, et la pétition du révérend C.-S. Brochu et autres, des townships Rioux, Bellechasse et Daaquam, toutes du comté de Bellechasse.

Par M. Hearn, la pétition du bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Québec.

Rapport de comités:

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas.

De "The Moderators of the General Assembly of the Canada Presbyterian Church and others", demandant un acte d'incorporation

sous le nom de "l'Eglise presbytérienne en Canada, et pour autres fins".

De "The Board of Managers of the Temporalities Fund of the Presbyterian Church of Canada, in connection with the Church of Scotland", demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Eglise presbytérienne en Canada, et pour autres fins".

De "The Managers of the ministers, Widows' and Orphans' Fund, of the Presbyterian Church of Canada, in connection with the Church of Scotland", demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Eglise presbytérienne en Canada".

De George E. Hart, de la cité de Trois-Rivières, pour autoriser le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

De Dame Marie Louise Panet, veuve de Feu Arthur Lamothe, de la cité de Montréal, demandant la passation d'un acte lui permettant de disposer de certaines propriétés.

Votre comité a aussi examiné les pétitions suivantes et trouve qu'elles sont de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

Des Soeurs de la Charité de Saint-Germain-de-Rimouski, demandant un acte d'incorporation.

Du révérend J.-D. Déziel, de la ville de Lévis, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Le Collège de Lévis".

Quant à la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Québec, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité, votre comité trouve qu'il n'a pas été donné d'avis suffisant pour le 13e paragraphe de ladite requête qui demande le pouvoir de taxer certaines propriétés maintenant exemptes de taxes; et en conséquence, il recommande que cette partie de la requête soit mise de côté.

Introduction de bills:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre George Ezékiel Hart, écuyer, comme l'un de ses membres.

Accordé.

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Association pharmaceutique de la province de Québec et pour régler la vente des poisons.

Accordé.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser Madame veuve Arthur Lamothe à vendre certaines propriétés substituées à ses enfants.

Accordé.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Demande

la permission d'introduire un bill pour incorporer "The Moderators of the General Assembly of the Canada Presbyterian Church and others", sous le nom de "The Presbyterian Church of Canada".

Accordé.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation des directeurs du fonds destiné aux veuves et aux orphelins de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse, sous le nom de l'Eglise presbytérienne du Canada.

Accordé.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le bureau des directeurs du fonds des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada en rapport avec l'Eglise d'Ecosse, sous le nom de l'Eglise presbytérienne du Canada.

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le Collège de Lévis.

Adresse au lieutenant-gouverneur :

Compagnies de chemins de fer

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les noms des compagnies des chemins de fer qui, le premier novembre dernier, s'étaient conformées aux dispositions des sections 1re et 2e du chapitre 2, 37 Victoria, pour avoir droit à l'aide provinciale, mentionnée dans ces deux sections, lequel état devra aussi indiquer le nom des autres compagnies mentionnées dans

ledit acte, qui auraient dû notifier le gouvernement avant le premier janvier courant, de leur choix d'accepter le subside provincial au lieu d'une garantie sur des terres.

Adopté.

Erection de Beauharnois en ville

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 27 Victoria, chapitre 24, intitulé: Acte pour ériger le village de Beauharnois en ville.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

James Cruickshank

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser le Barreau du Bas-Canada à admettre James Cruickshank à la pratique de procureur et d'avocat.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Interpellations:

Comité des subsides

M. G. IRVINE (Mégantic): Demande si l'honorable trésorier a l'intention de proposer bientôt que la Chambre se forme en comité des subsides.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond qu'il fera probablement cette motion au commencement de la semaine prochaine. Il est aussi désireux de se débarrasser de ce discours que l'honorable député de Mégantic (M. Irvine) est désireux de l'entendre.

La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 15 janvier 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Sylvestre, la pétition du révérend J.-J. Désautels et autres, de la paroisse de Saint-Damien, comté de Berthier.

Par M. Lynch, la pétition des exécuteurs du testament de feu Stanley C. Bagg, de Montréal.

Par M. Alexander, la pétition de la faculté de la médecine de l'université McGill, Montréal.

Par M. Eddy, la pétition de David Moore et autres, de la partie ouest du township de Hull.

Par M. Duguay, la pétition de Pierre Mayrand, junior, de la paroisse de Gentilly.

Par M. Dulac, la pétition de Pierre Paré et autres, du township de Broughton, comté de Beauce.

Par M. Dorion, la pétition de l'Hôpital général du district de Richelieu.

Par M. Lavallée, la pétition du révérend J.-C. Daigneault et autres, des townships de Brassard et Provost, et la pétition de Hercule Saint-Georges et autres, de Saint-Jean de Matha.

Par l'honorable M. Malhiot, la pétition de T.-E. Normand et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Hearn, la pétition du bureau de commerce de Québec.

Par l'honorable M. Trudel, deux pétitions de la municipalité de la paroisse de Saint-Prospère, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Luc, la pétition de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, la pétition du conseil municipal du comté de Champlain, la pétition de C.-S. Rodier et autres, de la paroisse de Saint-Clément, la pétition de Ulysse J. Robillard et autres, de la ville de Beauharnois et la pétition de l'Hospice Lajemmerais, de la paroisse de Varennes.

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition de Joseph Chabot et autres, de la paroisse de Saint-Magloire, comté de Bellechasse.

Par M. Irvine, la pétition de l'Asile Finlay de Québec.

Par M. Larochelle, la pétition de Andrew Ross et autres, du township de Brompton.

Par M. David, la pétition de A. Bernard et autres, et la pétition d'Ephrem Hudon, junior, tous de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De l'honorable Matthew H. Cochrane et autres, de Compton, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Eastern Township Land and Improvement Company".

De Samuel J. Foss et autres, de la ville de Sherbrooke, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie manufacturière de Sherbrooke".

De A.P. Caron et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "North Shore and Cap Rouge Railway Company".

De John L. Johnston et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Canadian Meat and Produce Company".

De William Marsden et autres, de Québec, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Quebec Society for the prevention of cruelty to Animals".

De l'honorable Louis Renaud et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie d'emprunt des propriétaires fonciers du Canada".

De Charles Côté, de la cité des Trois-Rivières, demandant la passation d'un acte donnant le privilège exclusif de construire des (booms) estacades, dans une certaine partie de la rivière de Bécancour.

De dame Nancy P. Parsons, épouse de William S. Hunter, du township de Stanstead, demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre certaines propriétés foncières dans ledit township.

Du révérend V. Clément et autres, du comté de Montcalm, demandant que les conclusions de la pétition de la compagnie du chemin de fer des Laurentides pour amendements à son acte d'incorporation, soient accordées.

De l'honorable M. Doherty et autres, de Sherbrooke, demandant de l'aide pour l'hôpital dans ladite ville.

De William Parker et autres, du township de Gore, comté d'Argenteuil, demandant de l'aide pour un chemin.

Budget de la province

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre, en obéissance à l'ordre de la Chambre du 17 décembre dernier: Etat des recettes et des paiements de la province de Québec, depuis le premier juillet jusqu'au 30 novembre 1874.

Etat des recettes et des paiements de la province de Québec, du 1er juillet au 30 novembre 1874

RECETTES	\$	cts	\$	cts	\$	cts
Balance en banque au 30 juin 1874					1,051,404.10	
Subside de la Puissance du Canada			479,626.40			
Puissance du Canada-intérêt sur fonds de dépôt			27,729.66			
Département des Terres de la couronne			136,645.65			
Timbres de droit			59,896.04			
Timbres d'enregistrement			4,851.65			
Perceptions du revenu de l'intérieur-licence, droits, etc.			39,344.34			
Licences de mariage			2,940.00			
Honoraires de justice, non compris les timbres			1,979.93			
Revenus d'éducation			1,924.47			
Revenus des travaux publics			407.66			
Ecole de réforme de St-Vincent-de-Paul			2,200.00			
Asile des aliénés de St-Jean			437.50			
Fonds de bâtisses et de jurés (non compris les timbres)			2,127.51			
Palais de justice de Montréal			813.60			
Fonds d'emprunt municipal, crédité par la Puissance	190,001.46					
reçus comptants	641.60					
			190,943.06			
Amendes et pénalités-justice			669.96			
Amendes et pénalités-licences			166.67			
Vente des statuts			95.65			
"Gazette officielle" de Québec			8,867.65			
Administration de la justice			4,323.38			
Revenu casuel			368.50			
Compte d'intérêt			3,131.50			
Fonds de garantie sur la propriété des tanneries			53,598.00			
Prêt pour grain de semences			146.05			
Produits des bons provinciaux pour venir en aide aux ch. de fer.			2,307,961.69			
Remboursés de la Législature et des départements			1,797.08			
					3,332,693.60	
					4,384,097.70	
A balance					3,126,338.53	

(Signé)

H. T. Machin, ass.-trésorier, P.Q.

Etat des recettes et des paiements de la province de Québec du 1er juillet au 30 novembre 1874 (suite)

P A I E M E N T S		\$	cts
Législation		47,701.62	
Gouvernement civil		58,851.54	
Administration de la justice		162,399.75	
Police		28,086.66	
Ecoles de réforme		18,483.86	
Inspection des prisons		1,490.32	
Education		110,949.64	
Ecoles des arts et sciences		500.00	
Institutions scientifiques et littéraires		1,100.00	
Arts et manufactures		5,706.40	
Agriculture; sociétés, écoles, bureau et machines à broyer la pierre		56,739.50	
Emigration		18,159.43	
Sociétés et chemins de colonisation		95,473.36	
Travaux et édifices publics		53,447.73	
Institutions de charité, asile d'aliénés, élèves, écoles d'industrie et de réforme		118,891.48	
"Gazette officielle" de Québec		3,938.02	
Divers		5,511.45	
Aide aux pêcheurs pauvres, comté de Gaspé		1,000.00	
Service d'enregistrement		11,178.56	
Arpentages explorations		9,961.00	
Exploration pour localiser une ligne de chemin de fer, depuis d'embouchure de la rivière Métafédiac jusqu'à New Carlisle		3,000.00	
Dépenses générales des terres de la couronne		48,670.00	
Fonds de municipalités, S.R.B.C., chap. 110		1,369.87	
Timbres, licences, etc.		1,009.94	
Licences de mariage		5,432.00	
Chemins de fer		164,500.00	
		\$1,033,552.13	
Montant de la Puissance crédité au fonds d'emprunt municipal		190,001.46	
		\$1,223,553.59	
Ajouter, mandats non rentrés, 30 juin 1874		54,822.84	
		\$1,278,376.43	
Déduire, mandats non rentrés, 30 novembre 1874		20,617.26	
		\$1,257,759.17	
Balance		3,126,338.53	
		\$4,384,097.70	
En banque comme suit:			
Banque de Montréal	\$	200,000.00	cts
Banque Jacques-Cartier, Montréal		200,000.00	
Banque Union, Québec		100,000.00	
City Bank, Sherbrooke		85,000.00	
Métropolitan Bank, Montréal		125,000.00	
Eastern Townships Bank, Sherbrooke		190,000.00	
Dépôts spéciaux à 6 pour cent			900,000.00
Banque de Montréal	1,091,295.02		
Banque Jacques-Cartier	486,666.67		
Banque Union, Québec	283,466.67		
City Bank, Sherbrooke	243,333.33		
Produits des bons de chemin de fer portant 5 pour cent			2,104,761.69
Banque Jacq.-Cartier, garantie pour la prop. des Tanneries	53,598.00		
Banque de Montréal	31,005.61		
Metropolitan Bank	18,667.24		
La Banque nationale	13,043.67		
Union Bank.	5,262.32		
		121,576.84	
		\$3,126,338.53	

(Signé)

GASPARD DROLET, auditeur, P.Q.

Rapport des comités:

M. P. LARUE (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité nommé pour étudier le meilleur système de statistiques hygiéniques et mortuaires et de rechercher les moyens les plus propres à régulariser les inhumations et pour préparer un projet de loi à ce sujet, et d'en faire rapport à la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. LaRue pour son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Il est ordonné que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Thadée Nesbitt, bachelier en droit, au nombre de ses membres, et a l'honneur d'en faire rapport et sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill pour incorporer The Russell's Hotel Company, et a l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements.

Introduction de bills:

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'Acte de Québec 36 Victoria, chapitre 9, en autant qu'il a rapport à l'octroi de permis de coupe de bois accordés aux colons.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Hear! Hear!

M. G. OUIMET (Deux-Montagnes): Prie l'honorable commissaire des Terres de la couronne de vouloir bien expliquer la nature de son bill qui est très important.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond que ce bill est introduit dans le but de porter remède à certaines erreurs qui existent dans la loi actuellement en vigueur et pour donner plus de facilité aux colons d'obtenir des licences pour la coupe de bois.

Accordé.

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer les Soeurs de la Charité de Saint-Germain-de-Rimouski.

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour remédier à certaines informalités dans les titres de ventes d'immeubles de Philip Vibert, ex-shérif de Gaspé.

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser l'ouverture de chemins d'hiver pour le transport du bois de chauffage ou de commerce.

M. G. IRVINE (Mégantic): Demande à l'honorable solliciteur général de vouloir Bien expliquer la nature de son bill.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Répond que le but du bill est de permettre aux conseils municipaux, lorsqu'ils jugeront à propos de le faire, d'ouvrir des chemins, pour l'hiver seulement, à travers les propriétés privées en payant une juste indemnité aux propriétaires.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Est d'avis que l'on ferait mieux d'amender le code municipal dans ce sens au lieu de passer un acte séparé.

Il demande quelles sont les intentions du gouvernement à propos de cette suggestion, car il a lui-même quelques amendements à proposer.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit qu'il n'a pas d'objection à ce que son bill soit soumis au comité qui sera nommé pour prendre en considération les amendements que l'on se propose de faire au code municipal.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Demande si les chemins ainsi ouverts pourront être employés pour d'autres fins que le transport du bois.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Répond que ces chemins ne seront faits que pour le transport du bois, pas d'autres choses.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Considère que les conseils municipaux ont déjà le pouvoir d'ouvrir des chemins en payant une indemnité aux propriétaires.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Répond que le cas prévu dans ce bill n'est pas prévu dans le code municipal.

La permission est accordée.

Loi électorale

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), la deuxième lecture du bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Je ne me lève pas pour m'opposer à la seconde lecture de ce bill, mais bien pour répéter que le cens électoral est trop élevé. Depuis des années, l'Opposition désire et consacre ses énergies pour obtenir une réforme

électorale. Je ne crois pas que le gouvernement veuille augmenter le cens électoral de certaines villes comme Sherbrooke, Sorel et Saint-Hyacinthe. Ces villes votent présentement avec le comté dans lequel elles se trouvent, et le cens dans ces villes est le même que dans le reste du comté. Par ce bill, la qualification est de \$300 ou \$30 de loyer par électeur, tandis qu'avant, elle était de \$200 ou \$20.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): L'honorable député parle correctement. Mon intention n'était pas d'augmenter le cens électoral, et le bill sera modifié sous ce rapport. Cette augmentation s'est glissée dans le bill par inadvertance et lorsque le bill viendra devant le comité, il suggérera qu'un amendement soit fait pour réduire le cens électoral à \$200, tel qu'il était auparavant.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Je ne veux pas m'opposer à ce bill, mais on donne une qualification exceptionnelle pour Québec et Montréal; on l'a augmentée et on a tort, car, au contraire, on devrait étendre le cens électoral. En diminuant le cens électoral, on prive une foule de gens instruits et intelligents qui ne tiennent pas feu et lieu, par exemple des avocats, des étudiants, et des employés, du droit de vote.

Si le vote secret était institué, je donnerais aussi le droit de vote aux employés du gouvernement. L'intelligence, quant à moi, devrait être le seul critère pour obtenir le droit de vote. Nous sommes tous d'accord en Chambre à faire une excellente loi d'élection que l'Opposition travaille à obtenir depuis plus de cinq ans, et qu'elle n'a pas réussi à faire adopter grâce à l'opposition constante du parti ministériel.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Dans certaines municipalités, on évalue la propriété au-dessus de la valeur.

Il faut remarquer que souvent des colons, qui sont pourtant bien attachés au sol, sont privés du droit de vote parce que leurs propriétés sont évaluées au-dessous de \$200. Il demande au gouvernement de réduire le cens électoral à \$100 pour les gens de la campagne et de la laisser à \$200 pour les gens de la ville, ou bien de trouver quelque moyen de faire voter nos colons des cantons qui ont certainement de nombreux titres au droit de suffrage.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): La loi actuelle n'augmente ni ne diminue le cens électoral; l'intention du gouvernement n'est pas de diminuer le cens électoral et le gouvernement n'est pas disposé à accepter de suggestion en ce sens.

Mais le gouvernement est disposé à adopter toute suggestion raisonnable.

M. P. LARUE (Portneuf): Dit que l'ensemble de la mesure va opérer un effet immense.

On ne verra plus des scènes regrettables de corruption, des saletés qui menaçaient de gangrener le corps social depuis les hautes classes jusqu'aux classes les plus infimes.

Dans la province de Québec, l'immense majorité des électeurs sont indépendants. Ils n'ont pas besoin du scrutin. Le scrutin peut être désirable dans des localités où il y a beaucoup d'industriels qui peuvent être influencés d'une manière indue, mais l'influence indue ne peut être exercée dans la province de Québec où les masses des électeurs sont des cultivateurs qui sont parfaitement indépendants.

La masse des électeurs est indépendante et il est humiliant pour elle d'être obligée de voter secrètement. Le scrutin secret n'est pas exempt de défauts. On l'a vu dans de récentes élections, en particulier à Montréal. L'abolition de la nomination est un grand bienfait autant pour les villes que pour les campagnes.

J'espère qu'il sera, de plus, possible d'abolir toute assemblée le jour de la nomination. Le premier en cette Chambre, j'ai suggéré l'abolition de la nomination et mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre s'y sont opposés; j'espère qu'aujourd'hui ils auront modifié leurs vues.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Est heureux de constater la volonté du gouvernement à préparer cette loi de réforme électorale, tant attendue depuis si longtemps. Il sera heureux de voter cette deuxième lecture d'un bill dont il approuve le principe bien que s'opposant à certains détails. Il trouve que la législation proposée par le gouvernement va nous forcer à rester stationnaire ou à rétrograder en matière électorale. On n'a pas paru soupçonner sur les banquettes ministérielles qu'il pouvait y avoir une autre base pour le cens électoral. En Angleterre, on a basé le cens électoral sur la qualité de tenant feu et lieu. On pourrait adopter pour les villes et les campagnes le cens électoral voté en Angleterre en 1867 pour les bourgs. On voit beaucoup de gens qui ont beaucoup d'expérience et de connaissance des affaires publiques, qui ont de grands intérêts dans telle ou telle localité et qui cependant n'ont pas droit de vote. Reste à voir maintenant la confection des listes électorales.

L'évaluation des propriétés est faite par des agents de municipalités. Ces rôles d'évaluation sont irrégulièrement confectionnés. On a soin d'évaluer les propriétés à très bas prix et lorsqu'arrive une élection, on s'empresse de hausser la valeur des propriétés, de façon à donner droit de vote à une foule de gens.

Il y a aussi le transfert de propriété simulé, à l'occasion d'une élection. Ce sont là des fraudes, et on sait que la fraude et la dissimulation sont très difficiles à prouver devant un tribunal. Cela arrive encore aujourd'hui devant un comité chargé de faire enquête sur une fraude gigantesque.

Vient encore la question de qualification

intellectuelle. Par la loi actuelle on voit des gens qui paient \$20 de loyer, n'ayant aucune valeur intellectuelle et cependant ayant droit de vote, et en regard des jeunes gens, appartenant souvent à des professions libérales, qui vont même instruire le peuple sur des questions publiques, et qui cependant, ne tenant ni feu ni lieu, n'ont pas le droit de vote. Il serait à désirer que l'on donna le droit de vote à ces gens. Il faudrait donc pour cela changer la base du cens électoral, afin de faire disparaître ces anomalies.

Il regrette de voir que la loi maintienne aussi la qualification des candidats. En Angleterre, la qualification est abolie depuis 1858. C'est ce qui a permis au pays d'avoir parmi ses représentants un homme de la valeur de M. Stuart Mills. Aujourd'hui d'ailleurs, la qualification est illusoire. Il suffit de l'avoir au moment de l'élection, et même on peut l'avoir exprès pour l'occasion. En Angleterre il a été décidé qu'on ne pouvait pas condamner l'individu possédant le titre parfait d'une propriété au moment de l'élection, lorsqu'on savait même qu'il devait faire le transfert de cette propriété à son véritable propriétaire, aussitôt après l'élection. C'est d'ailleurs un pur sophisme que de dire que, puisque l'électeur doit être qualifié, il faut que le candidat le soit aussi. Il n'y a pas de parité entre les deux positions, de comparaison à faire. Tous les jours on voit un individu qui ne peut absolument gérer ses affaires, choisir un premier commis qui le remplace dans l'administration de ses biens et ne possède pas un sou vaillant. Souvent les meilleurs administrateurs ont été des gens dans la position de ce premier employé.

Un avantage de la loi projetée sur la loi encore en vigueur, c'est l'abolition de la nomination. Cela fera disparaître bien des abus, comme ceux qui se sont produits par exemple lors d'une certaine nomination de candidat, ici en face du Parlement ; sans compter les coups de bâton et de revolver qui ont signalé certaines nominations en d'autres parties de la ville.

Il est entièrement en faveur du scrutin secret. Avec pareil système, chacun pourra voter comme il l'entendra, sans crainte de froisser des parents, des amis, des patrons. Maintenant il va y avoir d'ici à quelques années des compagnies puissantes de chemins de fer, dans toute la province. Sans le scrutin secret, les employés de ces grandes compagnies se verraient probablement, par une influence induite, obligés de voter contre leurs convictions. C'est ce qui est arrivé jusqu'à récemment pour la compagnie du Grand Tronc. La chose est connue. Ensuite les compagnies industrielles qui commencent déjà à s'implanter dans la province réagiraient pareillement sur les employés.

Avec le scrutin secret, tout le monde est libre. On a prétendu (des gens qui n'ont pas étudié le système) qu'il n'y avait jamais tant eu, comme dans les dernières élections, à Montréal et ailleurs, des cas de "false personation". Le scrutin secret comme tout autre mode de

votation ne peut pas obvier à ces abus. C'est absolument impossible.

Il félicite le gouvernement de s'être converti un peu tard, trop tard même, car il aurait dû se convertir lors des élections de 1871, au système du scrutin secret.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je ne suis pas converti à l'abolition de la nomination par tout ce qui a été dit. Cette abolition ôtera aux électeurs l'occasion de former une impression en faveur d'un des candidats par la discussion franche, libre et ouverte à la veille des élections. L'appel nominal n'empêchera pas les électeurs de se battre; ceux qui veulent se battre se battront toujours, mais en abolissant la nomination, on enlève aux électeurs une bonne occasion de juger des candidats, de se former une opinion et de connaître les mérites des candidats. On ne peut pas empêcher les électeurs de se réunir; pourquoi donc abolir l'appel nominal?

On dit que le scrutin secret est une idée nouvelle et par conséquent un progrès. Mais une idée nouvelle n'est pas toujours un progrès et d'ailleurs ce n'est pas une idée nouvelle.

Le scrutin secret est loin d'être un progrès; c'est un pas en arrière, un pas rétrograde. C'est une nouveauté; et voilà pourquoi on l'a adopté. Le scrutin est une tentation à la fraude. On commence à croire en Angleterre que le scrutin secret est très dangereux. La Louisiane est un exemple frappant des dangers du scrutin secret. Que n'a-t-on pas vu dans ce malheureux Etat? On a vu des fraudes gigantesques entièrement dues au scrutin secret. On prétend que le scrutin protège les électeurs contre l'influence induite. Mais au contraire, on est plus porté à se vendre lorsqu'on peut le faire sans se faire connaître. Le vote ouvert protège la dignité de l'homme, tandis que le scrutin secret ouvre la porte aux plus bas instincts de la nature humaine. Quant à la qualification des députés, malgré ce qu'en a dit le député de Montmagny, elle est utile à quelque chose. Pour être juge de paix, juré, commissaire des petites causes, conseiller municipal, il faut une qualification foncière et l'opinion publique approuve; pourquoi l'abolir pour les députés qui remplissent sans contredit une charge plus importante?

On exige une qualification de \$400 pour être conseiller d'une municipalité de 100 voteurs et l'on voudrait abolir la qualification du représentant de tout un comté.

Mais la chose est évidemment illogique. Je ne dis pas qu'il faudrait élever le cens électoral, mais il est juste et raisonnable qu'il reste comme il est, car je ne suis pas de ceux qui croient que le suffrage universel est un progrès.

On parle de la qualification intellectuelle. Mais cette qualification n'exclut pas la qualification foncière. Avec ces quelques remarques, je ne m'opposerai pas à la seconde lecture du bill.

M. P. - V. V A LIN (Québec-Est) : Monsieur

l'Orateur, vous me permettrez sans doute de faire quelques remarques, et je dois dire à ce sujet que ce n'est pas une petite affaire que, par exemple, nous avons besoin dans Québec et les autres villes du même genre d'une nomination au scrutin. Dans certains comtés, mais pas tous les comtés, je crois que les abus qu'on a mentionnés n'ont pas existé.

Je ne m'étendrai pas longtemps sur la question, mais je dirai ceci. L'honorable député qui vient de s'asseoir, de Terrebonne, je dis bien, a dit que le peuple aimait à contempler les candidats en sa présence. Je demanderai si, par hasard, dans une certaine élection, il y en a eu deux, à Montmorency, je crois, on a eu occasion de contempler les traits du candidat d'alors.

Je suppose, quant à la qualification des jeunes gens, que dans un comté, un électeur ait deux filles dans différentes familles.

UN DEPUTE: Deux filles?

UN AUTRE DEPUTE: Deux différentes familles?

UN AUTRE DEPUTE: C'est cela; une de la main droite et l'autre de la main gauche.

M. V.-P. VALIN (Québec-Est): Ils mangent tous les deux à la même table, il y en a un qui appartient à la profession libérale et il a droit de vote, et l'autre est un ouvrier, un industriel. Est-ce qu'on va priver celui-ci du droit de vote? Ce serait injuste! Adoptons le suffrage universel. Car ce jeune homme peut être aussi intelligent que l'autre. Il est placé dans la nature pour cela, afin de jouir des privilèges communs. Il peut dire ce jeune homme: Nous avons droit de voter comme les autres. Je connais dans Québec des gens qui ont une grande fortune et qui n'ont pas le droit de vote. Je serais en faveur du suffrage universel. Le jeune homme âgé de 21 ans va en Chambre pour l'honneur. En Angleterre, on n'a pas la qualification, mais les députés dépensent beaucoup d'argent. Nous devrions maintenir une qualification respectable. Il faut dépenser de l'argent pour être élu; il faut donc en avoir.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said that the principle of the ballot, embodied in the bill before the House, had been discussed fully by the ablest writers and speakers on both sides of the Atlantic, and was to-day law in Great Britain and Ireland. It had been adopted by the Dominion Parliament and the Ontario Legislature, and was found to work satisfactorily. He was entirely in accord with it and would not have risen to delay the second reading of the bill, were it not for grave objections which he entertained to some of the details — notably to the clauses relating to the electoral suffrage in the city of Quebec. He hoped there was no intention on the part of the Government, by

those clauses, to disrate the Capital City of the Province, or treat her citizens with less respect and consideration than were shown to the electors of other constituencies.

M. G. IRVINE (Mégantic): J'ai compris que le moteur du bill a déclaré que la clause dont vient de se plaindre l'honorable député n'est pas intentionnelle.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Cette clause était pour faire servir aux électeurs parlementaires les listes pour élections municipales à Québec et à Montréal.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): J'espère qu'on ne veut pas dans ce bill défranchiser une partie des électeurs de Montréal.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Nous ne voulons pas du tout changer le cens électoral pour Québec et Montréal.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said that he was glad of this assurance, as it would relieve him to some extent of the belief that there were amongst the honourable occupants of the Treasury benches some who deemed it of little consequence how the city of Quebec might be treated. The answer to his enquiry concerning the demolition of the Jesuit Barracks was calculated to increase his fears. That answer was that the Government had not yet obtained a title to the property. The late Government had called for tenders for the demolition and removal of the buildings, and it was scarcely possible to conceive that the present gentlemen in office had not fully as good a title as their predecessors. He was not, perhaps, strictly in order in touching on this subject at present, but he was satisfied of being within the rules, by directing the attention of the House to the fact that by the clauses of the bill already referred to by him, the qualification of tenants-electors in the city and town municipalities of the Province would be the occupation of property paying an annual rental of thirty dollars; in the country municipalities, twenty dollars, but in the city of Quebec, one hundred and thirty-eight dollars! Such a distinction was extremely absurd, and would receive no countenance. Quebec city should be placed in relation to the legislation of the Province and the management of its affairs in as favorable a position as any other constituency. Her citizens would not ask for more, but the Government might be satisfied that nothing less would content them.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Après l'éloquence solennelle du député de Terrebonne et les signes significatifs à lui adressés par son ancien collègue, l'ex-premier ministre, je pensais voir l'honorable trésorier se lever et rétablir l'accord entre eux. Mais il n'en a rien fait, il est probablement absorbé par d'autres préoccupa-

tions. Le bill est radical. La mesure est trop avancée pour la province; mais, comme on l'a dit, elle est à la mode, on veut suivre celle-ci. Pour ma part, je ne suis pas prêt à l'accepter.

Je veux traiter de trois aspects en particulier: le scrutin secret, la qualification intellectuelle et la qualification des députés.

Je n'approuve pas le scrutin secret proposé par le gouvernement parce que la province ne connaît pas bien comment fonctionne le système et à cause de l'état arriéré de notre éducation dans cette région du pays. Il est peut-être dangereux de tenter si rapidement cette expérience. De toute façon, il me semble que le système devrait être limité à ceux qui savent écrire, comme c'est le cas en Belgique; ainsi, le droit de vote pourrait stimuler l'éducation.

Je connais nombre de gens qui sont en belle position de fortune et qui ne peuvent pas même signer leur nom, tracer une barre. Je ne demanderai le scrutin que lorsque l'éducation sera obligatoire et qu'à vingt et un ans on saura signer son nom. Je connais des gens qui ont droit de vote, et qui ne connaissent pas même le nom du candidat et même qui veulent voter pour le cabaleur qui les amène. Je me demande ce que feraient de pareilles gens dans l'urne une fois qu'ils y seraient. Je trouve qu'il est juste que le grand industriel exerce de l'influence sur le vote de ses employés, une influence raisonnable et de persuasion mais non de violence. Je voudrais que la violence fut sévèrement réprimée. Les grands industriels devraient avoir dans la balance des intérêts du pays un poids qui puisse se faire sentir. Ils sont, eux, les plus intéressés à voir les ressources du pays bien administrées. Je regrette donc l'introduction du scrutin secret, je ne voudrais pas l'adopter avant de l'avoir vu fonctionner. On a parlé de la qualification. Il y a deux ans, j'avais l'honneur de proposer, appuyé par le député de Terrebonne, que la qualification intellectuelle fût recon- nue.

Cette motion avait été insérée dans un bill de l'honorable P.-J.-O. Chauveau, qui était alors premier ministre.

J'espère que le député des Deux-Montagnes M. G. Ouimet, qui était alors d'accord avec son chef, approuvera toujours cette proposition.

M. G. OUIMET (Deux-Montagnes): J'ai peut-être changé d'idée. Le député de Saint-Maurice (M. E. Gérin) ne devrait pas croire qu'il est le seul à changer d'idée.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je ne demande pas ce monopole. Tout ce que j'espère, c'est que la conduite du député des Deux-Montagnes (M. G. Ouimet) ne me donnera pas raison de changer encore d'idée.

J'ai proposé de donner la qualification intellectuelle à la jeunesse instruite, patriotique, celle pour qui on a dépensé beaucoup d'argent pour l'établir, non pas sur un lopin de terre, mais dans un bureau professionnel. Le système de la qualification, emprunté aux constitutions européennes, est ridicule, malheureux. Je dirai que notre constitution est malheureusement trop calquée sur la constitution britannique. Il est beau de s'occuper d'affaires publiques dans un pays riche comme l'Angleterre. Les jeunes gens de ce pays sont la plupart du temps assez riches pour ne s'occuper que de la politique de leur pays. Ce sont des fils de lords, de grands propriétaires chez qui la fortune est héréditaire, et qui trouvent toujours du pain dans la huche avec du beurre et d'autres choses à mettre dessus. Ici que sommes-nous? Nous sommes tous des ouvriers, les uns gagnent leur vie avec la plume, les autres avec la pioche. Que sont les professions libérales, après tout? C'est un autre moyen de gagner sa vie, et quand elles paient un peu, c'est alors qu'elles sont libérales.

On se trompe en comparant ainsi le Canada et l'Angleterre, car chez nous, tout le monde travaille pour gagner sa vie. C'est pourquoi il importe peu, politiquement, si quelqu'un possède 500 livres de propriétés ou non: maintenir cette qualification foncière est donc ridicule. La loi actuelle est une farce, et elle est facilement contournée comme le savent très bien mes collègues. On a prouvé qu'en Angleterre, un individu a déclaré devant un tribunal qu'il n'avait acheté une propriété que pour se qualifier, et qu'il n'avait aucune intention de donner un sou sur cette propriété, et que le tribunal a confirmé la validité de cette qualification.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures du soir

Association pharmaceutique de la province de Québec

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Association pharmaceutique de la province de Québec et pour régler la vente des poisons.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Incorporation du Collège de Lévis

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer le Collège de Lévis.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Loi électorale

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée aujourd'hui: Que le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, soit maintenant lu une seconde fois.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Termine ses remarques.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je suis heureux que l'honorable solliciteur général ait annoncé qu'il voulait introduire une mesure semblable à la loi fédérale. J'admets que le fond de la loi est le même, mais on a fait un culbutis complet de la loi fédérale.

L'honorable député prouve son avancé en citant diverses sections du bill.

Ceci rendra l'application de la loi très difficile pour les officiers-rapporteurs pour scruter ou indiquer le nombre des candidats par des chiffres arabes tandis que la loi fédérale emploie des chiffres romains ou des marques. Je crois que la clause fédérale est plus simple et plus facile pour les classes non instruites.

Une autre clause annule des bulletins sur lesquels un électeur aurait mis sa marque afin qu'il puisse la faire reconnaître.

Je ne sais quelle est la marque, à part la signature et les initiales, par laquelle un électeur puisse se faire reconnaître, et c'est là une clause qui donne beaucoup de pouvoir à un officier-rapporteur complaisant.

L'abolition de la nomination n'empêchera peut-être pas toute assemblée, comme le dit le député pour Terrebonne, mais enfin il n'y aura pas d'assemblées obligatoires, et aux assemblées qui se tiendront, ira qui voudra.

Quant à la qualification, on a dit qu'elle était aussi nécessaire que pour les jurés et les juges de

paix. Mais les cas ne sont pas semblables. Les électeurs ne peuvent contrôler le choix de ces hommes, tandis que le candidat est choisi librement par l'électeur. Il est son mandataire et doit lui rendre compte, et c'est la manière dont il est contrôlé.

Je réserve toute autre remarque pour le moment où le bill sera devant un comité.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Je veux que la nomination soit abolie sérieusement; c'est ce que la loi fédérale n'a pas fait comme on a pu le voir par la récente élection de Chambly. Puisqu'on le désire, ayons le scrutin secret mais ayons-le véritablement, car celui qui crée le présent bill est secret et n'est pas celui de la loi fédérale; il faut nous efforcer de produire quelque chose de mieux.

M.S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): L'opinion publique a fait introduire la présente mesure. J'approuve le principe de la présente loi. L'esprit du siècle a fait abolir la qualification des candidats en Angleterre et je crois qu'on devrait faire la même chose ici et ne pas exclure de cette Chambre des hommes intelligents mais pauvres.

M. G. IRVINE (Mégantic): Tout le monde désire une loi efficace d'élection, mais je désapprouve certains détails de ce bill et voici les principaux. Je suis et ai toujours été contre le scrutin. Je suis aussi contre l'abolition de la nomination qui permet aux candidats d'exposer leurs opinions devant tout le comté. Quant à la qualification des députés, j'y ai toujours été opposé; en effet l'intérêt public ne demande pas une pareille chose et le défaut de qualification foncière ne devrait pas être une barrière à ce qu'un individu siège en cette Chambre. Il est aussi très important d'assimiler les lois électorales de nos Législatures, mais pour arriver à ce but, on ne doit certainement sacrifier aucun principe.

M. G. OUIMET (Deux-Montagnes): Autrefois le temps de voter était presque illimité mais toujours il y a eu un cens électoral; en ce temps-là les femmes avaient droit de voter. C'était un souvenir de la chevalerie mais ceci a été aboli, à l'Union des Canadas; on a ensuite restreint le temps de la votation et graduellement on est arrivé à un jour de votation et on appelle cela étendre la liberté de l'électeur. Le système de la présente loi embrouillera les gens qui ne savent pas lire; la manière d'agir vis-à-vis de leur scrutin; mais était-il urgent de changer notre mode de voter dans la province? Combien y a-t-il d'élections contestées devant cette Chambre depuis les dernières élections générales? Que deux; depuis l'année dernière, pas une. On dit que c'est pour faire disparaître la corruption et les menées frauduleuses, mais où sont ces menées frauduleuses, cette corruption? Aucune élection n'est contestée. Tandis

que sous la récente loi fédérale, les élections de Chambly, Montréal-Ouest, Montréal-Centre sont contestées, et pour corruption.

Il est contraire au régime constitutionnel que de vouloir forcer l'électeur à exercer son droit ainsi en secret, et je voterai contre le scrutin. Quant à la nomination, depuis 1842 que je me mêle de politique, pendant tant d'années, j'ai vu nos grands hommes aux prises sur les hustings et c'est là que je les ai admirés, et c'est là qu'on apprenait à les connaître, et on voudrait l'abolir? Je dis que c'est une garantie en faveur des électeurs que l'on doit leur conserver. Je ne trouve pas que l'on doit abolir la qualification foncière des candidats de même que la qualification des électeurs; ce sont des questions difficiles à décider et je ne crois pas que l'on doive l'abolir.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Le scrutin secret n'empêche pas de savoir pour qui chaque électeur vote; il favorise la personnification d'un électeur et c'est à ce mal-là qu'il faut trouver un remède. Nous ne pourrions faire mieux que d'adopter le système anglais sur ce point. Quant à la nomination, je diffère d'opinion avec l'ex-premier ministre et je dis qu'aujourd'hui la nomination est dégénérée en abus. La question étant de nouveau mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Loi des élections contestées

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour établir de meilleures dispositions relatives à la décision des élections contestées des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Amendement du code civil

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les articles 945 et 1336 du code civil.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Emprunt de la province

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande les questions suivantes à l'honorable

trésorier. A quelle date le trésorier provincial a-t-il dit déposer le montant du surplus du revenu, c'est-à-dire \$919,092.72, mentionné dans la réponse à l'adresse du 13 du mois dernier et dans quelle banque? A quelle date et à combien de jours de vue les lettres de change ont été tirées sur \$230,961.69 portées sur l'emprunt de 800,000 livres sterling, et une autre partie de l'emprunt de 800,000 livres sterling, outre la somme de \$2,307,961.69 ci-dessus mentionnée a été vendue, et où, pour quel montant et à quel intérêt? Si les agents employés à Londres par le trésorier provincial ont été autorisés à prendre la responsabilité de toute balance de l'emprunt qui n'était pas vendue au moment du départ du trésorier provincial de Londres. Si les \$3,074,292.18 mentionnées dans la réponse à l'adresse du 18 décembre 1874, comme étant déposées dans diverses banques du Canada ont été réellement déposées, et si les dépôts dans chaque banque ont été réglés par des ordres en conseil, où le trésorier provincial était libre de choisir les banques dans lesquelles devaient être déposés les fonds du gouvernement. S'il a été publié des avis dans le Times de Londres ou dans tout autre journal de Londres avant le 4 juillet 1874, annonçant la vente de 800,000 livres sterling de bons de cette province avant d'avoir fait insérer l'annonce qui a paru la première fois dans le Times de Londres, le 4 juillet 1874 demandant des propositions par un emprunt de 800,000 livres sterling.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond que la réponse à la première partie du premier interrogatoire est contenue dans les comptes publics pour 1873. L'argent a été déposé dans les banques de Montréal, Union Jacques-Cartier et de la Cité. Quant à la dernière partie de la question, il dit qu'une partie a été déposée en 1867, qui a continué de s'accumuler jusqu'à l'année fiscale 1873. Il lui est impossible de dire à quel chiffre elle s'élève actuellement. Les lettres de change ont été tirées le 16 août, le 15 septembre, les 15 et 30 octobre et le 15 novembre à 60 jours de vue.

L'emprunt a été payé à certaines dates. L'argent lui a été payé et il l'a immédiatement placé à 5 pour cent d'intérêt. Quand il est parti, il n'y avait que \$50,000 de vendues. Le syndicat qui a pris l'emprunt avait le droit de le prendre entre le temps de la vente et le premier juillet prochain. L'honorable M. Bellingham a mêlé, dans ses questions, l'ancien fonds de surplus avec le fonds des chemins de fer qui n'y a aucun rapport. Le fonds de surplus a été déposé à 30 jours d'avis et l'argent des chemins de fer à 5 pour cent.

L'ordre en conseil lui donnant le pouvoir de négocier l'emprunt lui ordonnait de déposer l'argent, mais le laissait libre de choisir les banques. En autant que cet argent est concerné, il a reçu des offres de plusieurs banques pour des dépôts, mais il l'a placé dans les meilleures conditions.

Il a informé le gouvernement à chaque dépôt. Il ne peut dire si aucune annonce a paru dans les journaux de Londres; il n'a jamais donné aucune autorisation à cet effet. Toute personne au fait des emprunts doit voir qu'il n'y a qu'un seul moyen, qui est de trouver des banquiers qui en prennent la responsabilité et de faire le meilleur marché possible.

Cet emprunt a été négocié à un certain chiffre et à un certain montant net, et vers le 3 juillet, MM. Morton, Rose et Cie, en avaient disposé.

Comité des dépenses contingentes

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose l'adoption du second rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'ici comme ailleurs, il a toujours essayé de favoriser les employés publics, mais il regrette d'apprendre l'abus cité dans le rapport. Il faut y remédier le plus tôt possible. Cependant, étant donné que cet abus se pratique depuis longtemps, il serait peut-être cruel de couper aussi subitement cette pratique.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): L'honorable député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) s'exagère de beaucoup l'importance de cet abus; la recommandation a été faite pour permettre d'établir régulièrement les comptes. Ce rapport veut que l'on fasse seulement les avances qui peuvent être remboursées dans un court espace de temps.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Dans l'intérêt des employés eux-mêmes ce système devrait être abandonné.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Parle dans le même sens.

Les débats sont remis.

Statistiques hygiéniques et mortuaires

M. P. LARUE (Portneuf): Propose l'adoption du premier rapport du comité sur les statistiques hygiéniques et mortuaires.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuie la proposition, à cause de la terreur du public devant les maladies contagieuses, et parce qu'il est désirable de prévenir ces maladies par la vaccination et en disposant rapidement des cadavres.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Fait quelques suggestions au comité et se plaint que l'hôpital de Montréal est obligé de recevoir beaucoup de malades des districts environnants, gratuitement.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Nie que les malades de Québec aient été envoyés à Montréal.

M. F. RINFRET (Québec-Centre): Appuie cette assertion.

Le rapport est adopté.
La Chambre s'ajourne à dix heures et demie.

Séance du 18 janvier 1875

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et vingt.

Documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etats des affaires des institutions suivantes pour l'année 1874: L'Union Saint-Joseph de Farnham, l'Hôpital de Joliette et l'Asile Finlay, Québec. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Ouimet, la pétition de F.-X. Tous-saint et autres, professeurs à l'Ecole normale Laval, Québec, et la pétition de Charles Gratton et autres, de la paroisse de Sainte-Monique.

Par M. de Beaujeu, la pétition de Henry McViltee et autres, de la cité et du district de Montréal.

Par M. David, la pétition de Octave Prévost et autres, du village Delisle, comté de Hochelaga.

Par M. Dulac, la pétition de Pierre Roy et autres, du township de Ditchfield, la pétition de la municipalité du township de Shenley, la pétition de Louis Rancourt et autres, du township de Jersey, et la pétition du révérend P. Dassylva et autres, de la paroisse de Saint-Ephrem, toutes du comté de Beauce.

Par M. Houde, la pétition des révérendes Soeurs de la Charité de Saint-Paulin, et la pétition du conseil municipal du comté de Maskinongé.

Par M. Méthot, la pétition du révérend C. Bellemare et autres, du township de Blandford, et la pétition du conseil municipal du comté de Nicolet, toutes deux du comté de Nicolet.

Par M. McGavran, la pétition de l'Institut Nazareth, Montréal.

Par M. Lavallée, la pétition de Alexis Sylvestre et autres, de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, comté de Joliette.

Par M. Chapleau, la pétition d'Eustache Saint-Pierre et autres, de Saint-Hyppolyte.

Par M. Irvine, la pétition du Barreau de la province de Québec, section du district de Québec.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De l'Hôpital général du district de Richelieu, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De l'honorable J.-G. Blanchet et autres, demandant des amendements à l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et l'Anse-aux-Sauvages.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Prospère, demandant l'abrogation de la 12e

clause de l'acte pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

De Joseph Paré et autres, du township de Broughton, comté de Beauce, demandant qu'une certaine partie dudit township soit annexée à la paroisse de Saint-Victor-de-Tring.

Du révérend J.-C. Daigneault et autres, des townships de Brassard et Provost, demandant à être détachés du comté de Berthier, et annexés au comté de Joliette.

De D. Lorn MacDougall et autres, de la Côte Sainte-Catherine, demandant la passation d'un acte érigeant une partie de la Côte Sainte-Catherine en municipalité de village.

De Francis Norman et autres, du comté d'Yamaska, demandant que la ligne de division entre la seigneurie de Courval et le territoire nommé Augmentation de Wendover, soit déterminée.

De Ephrem Hudon, jr., de la cité de Montréal, demandant la passation d'un acte pour faire rectifier la subdivision du lot no 61 du plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Montréal.

Des exécuteurs du testament de feu Stanley C. Bagg, de Montréal, demandant la passation d'un acte les autorisant à disposer de certaines propriétés chargées de substitution par ledit testament.

De Pierre Mayrand, fils, de la paroisse de Gentilly, demandant le droit de construire des booms ou estacades flottantes à l'endroit appelé Baie de Bécancour.

De George Benson Hall, de la cité de Québec, demandant le droit de faire certaines améliorations sur la rivière Chaudière, et d'en exiger des droits de péage.

Du bureau de commerce de Québec, demandant que certaines parties du bill (no 10) pour amender les actes relatifs à la compagnie du chemin de fer de Québec et Gosford, ne soient pas adoptées.

Du bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec, demandant que les conclusions de la pétition de l'évêque protestant de Québec et autres, pour amendements aux lois d'éducation, ne soient pas accordées.

De David Moore et autres, de la partie ouest du township de Hull, demandant que le bill pour incorporer la cité de Hull soit restreint à cette partie dudit township de Hull, décrite en cette pétition.

De Ulysse J. Robillard et autres, de la ville de Beauharnois, et de C.-S. Rodier et autres, de la paroisse de Saint-Clément, demandant respectivement que les limites de ladite ville de Beauharnois ne soient pas agrandies.

De A. Bernard et autres, de la cité de Montréal, demandant la nomination d'un commissaire pour l'octroi des licences dans la cité de Montréal.

Du révérend M. Tassé et autres, de la paroisse de Saint-Benoit, demandant de l'aide pour l'Hospice Youville.

De la Faculté médicale, de l'université

McGill, Montréal, de l'Asile Finlay, Québec, et de l'Hospice Lajemmerais, de la paroisse de Varennes, demandant respectivement que son allocation annuelle soit continuée.

De T. N. Hart et autres, de Saint-Zéphirin-de-Courval et autres lieux, demandant de l'aide pour un pont sur la rivière Nicolet.

De T.-E. Normand et autres, de la cité des Trois-Rivières, demandant de l'aide pour la reconstruction des ponts sur le Saint-Maurice.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Prospère, de la municipalité de la paroisse de Saint-Luc, de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, toutes du comté de Champlain, et du conseil municipal du comté de Champlain, demandant respectivement que le gouvernement fasse reconstruire les ponts sur le Saint-Maurice.

Du révérend H.-W. Couture et autres, du township Mailloux, comté de Bellechasse, demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township, et pour reconstruire un pont sur la rivière du Pin.

De Andrew Ross et autres, du township de Frampton, de H.-E. Cairns et autres, de Clifton-Est et Randville, comté de Compton, et du révérend C.-S. Brochu et autres, des townships Rioux, Bellechasse et Daaquam, comté de Bellechasse, demandant respectivement de l'aide pour des chemins dans lesdits townships.

Du révérend J.-J. Desautels et autres, de la paroisse de Saint-Damien, comté de Bellechasse demandant de l'aide pour un chemin dans ledit comté.

De Hercule Saint-George et autres, de Saint-Jean-de-Matha, demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Joliette.

De Joseph Chabot et autres, de la paroisse de Saint-Magloire, comté de Bellechasse, demandant que le gouvernement leur fasse remise de ce qu'ils lui doivent sur leurs terres.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés dans chaque cas sont suffisants.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Sauveur, de Québec, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du titulaire et des syndics de l'église Saint-Jean, de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste, diocèse de Montréal, demandant la passation d'un acte leur donnant le droit d'acquérir et de vendre des propriétés, et pour autres fins.

Du recteur et des syndics de l'église de la Trinité, Montréal, demandant la passation d'un acte les autorisant à emprunter une certaine somme d'argent.

De l'honorable Mathew H. Cochrane et autres, de Compton, demandant un acte d'in-

corporation sous le nom de "The Eastern Township Land and Improvement Company".

De Samuel J. Fox et autres, demandant un acte d'incorporation pour la Compagnie manufacturière de Sherbrooke.

De John L. Johnston et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Canadian Meat and Produce Company".

De W. Marsden et autres, de la cité de Québec, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Quebec Society for the prevention of cruelty to animals".

De l'honorable L. Renaud et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "la Compagnie d'emprunt des propriétaires fonciers du Canada".

De dame Mary Parsons, épouse de W. Hunter, du township de Stanstead, demandant la passation d'un acte pour l'autoriser à vendre certaines propriétés foncières dans ledit township.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des pétitions pour bills privés soit étendu jusqu'à jeudi prochain, le 21 courant.

Il est résolu que cette Chambre concourt dans ledit rapport.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis dans chaque cas ont été donnés.

De J. Marion et autres, de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, comté de l'Assomption, demandant qu'une certaine île dans la rivière de l'Assomption soit détachée de la municipalité de la paroisse de Repentigny, et annexée à la municipalité de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite.

De John Brown, de la cité de Montréal, demandant la passation d'un acte lui permettant de changer son nom.

Affaire des Tanneries

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Présente à la Chambre le cinquième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances de l'échange de la propriété du gouvernement située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal, lequel est lu. (Appendice no 2 des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec 1874-1875).

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Donne avis qu'il proposera mercredi prochain que ce rapport soit pris en considération.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande pourquoi on veut ainsi hâter l'adoption de ce rapport. Il ne voit pas pourquoi on l'adopterait,

puisqu'une partie seulement des témoignages est soumise à la Chambre. Pourquoi ne pas attendre que le témoignage de MM. Cotté et Duvernay soit imprimé? Ce serait bien plus suivant les règles parlementaires.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il n'a aucune objection à procéder ainsi, si tel est le désir de la Chambre. En présentant ce rapport immédiatement et en demandant sa considération mercredi, il désirait simplement placer devant les députés les renseignements déjà obtenus afin de donner suffisamment de temps pour les étudier. Evidemment, tout député peut s'opposer à la considération du rapport avant que tous les témoignages ne soient imprimés.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que cette manière de procéder n'est pas suivant les usages parlementaires.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que si l'on attendait que tous les témoignages fussent imprimés, l'enquête serait beaucoup retardée.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Répond qu'il ne parle pas de tous les témoignages. Il ne s'agit que des témoignages de MM. Cotté et Duvernay, qui sont mentionnés dans le rapport qui vient d'être soumis. Ces témoignages ne sont pas au complet et il faudrait, avant de prendre aucune action, connaître ces témoignages.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Prétend que les extraits des témoignages de MM. Cotté et Duvernay sont assez complets pour permettre à la Chambre de juger la question.

La Chambre agira sur sa responsabilité quand le moment de considérer ce rapport viendra. Les témoignages de deux personnes mentionnées dans ce rapport sont annexés au rapport, et des extraits suffisants des témoignages des deux autres y sont aussi annexés.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Réitère son opinion que la Chambre ne saurait se prononcer sur la question avant d'avoir pris connaissance de tous les témoignages.

La Chambre ne peut prendre de procédés contre ces personnes avant que leurs témoignages in extenso soient devant la Chambre.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Diffère d'opinion avec l'honorable député de Terrebonne. Il prétend que la Chambre peut se prononcer sur la question sans connaître tout le témoignage de MM. Cotté et Duvernay.

Les extraits annexés au rapport sont suffisants et contiennent tout le point en litige; c'est-à-dire les questions auxquelles ces témoins refusent de répondre.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Est sur-

pris de voir le député de Saint-Maurice soutenir une telle opinion. Sa prétention est insoutenable, sans précédent dans les usages parlementaires. Il est de rigueur que tous les papiers soient soumis à la Chambre avant qu'elle ne se prononce sur une question de cette nature. Tout cela est élémentaire.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il s'attendait à cette objection, mais les inculpés ne sont pas préjudiciés, puisque l'adoption du rapport est remise à un jour où les témoignages in extenso seront devant la Chambre.

Il dit que ce rapport a été soumis afin de gagner du temps. Le comité n'a cru faire injustice à personne. Il considère que quatre témoins seront sur un pied d'égalité.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Said he desired to ask the Chairman of the Committee when he presumed the Committee would be in a position to present a final report on this subject. He might say that an impression, with which he sympathized, however, was gaining ground outside, that the investigation was being unnecessarily prolonged and at an unnecessary large cost to the country. For his own part, he thought sufficient time had elapsed to collect at least such facts as would enable the Government and the House to come to some conclusion in the matter.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Thought the country would do the Committee the justice of admitting that they had not wasted their time. He would not enter into the question of expense, where a subject of such importance as ascertaining the truth in the public interest was concerned. He might say that with this object in view the Committee was determined to make the enquiry as thorough and searching as possible. He could not fix any precise date for the conclusion of their labors but his Honourable friend might depend that no time would be lost in the connection.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'Acte 12 Victoria, chapitre 143, et y a fait un amendement qu'il soumet à votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les pétitions pour bills privés soit étendu jusqu'à jeudi prochain, le 21 courant.

Il est résolu que cette Chambre concourt dans ledit rapport.

Introduction de bills :

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac):

Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 19 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les terrains possédés par des congrégations religieuses.

Accordé.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour permettre à John Brown de changer son nom.

DES VOIX: Quel est son nom?

DES VOIX: Trop tard!

DES VOIX: Qui est son père?

Accordé.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie manufacturière de Sherbrooke. Accordé.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des terres et d'amélioration des cantons de l'Est. Accordé.

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la société pour prévenir les cruautés envers les animaux.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Suggère qu'on inclue aussi la cruauté envers les humains. Accordé.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'article 69 du code de procédure civile du Bas-Canada, relativement à l'assignation des défendeurs.

Il suggère aux officiers en loi de s'aboucher avec les officiers en loi des autres provinces et de faire une législation concurrente permettant d'exécuter dans toute province de la Confédération un jugement rendu dans l'une d'icelles, cela sauverait beaucoup de frais.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Cette suggestion est sage mais l'adoption d'une pareille mesure serait peut-être imprudente et permettrait d'exécuter un défendeur qui n'aurait peut-être pas eu connaissance de la poursuite.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Suggère qu'il serait bon d'amender une loi relativement à l'exécution des immeubles pour taxes municipales.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Il faudrait amender le code municipal pour cela. Accordé.

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la municipalité de Saint-Sauveur. Accordé.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill pour donner un effet immédiat à la proclamation qui établit la ville de Saint-Henri.

Accordé.

M. T. LOCKE (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser dame Nancy P. Parsons, épouse de W.S. Hunter, à vendre certains biens-fonds dans le comté de Stanstead.

Accordé.

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser les ministres et les marguilliers de l'église de Saint-Jean, dans la paroisse de Saint-Jean-l'Evangéliste, dans le diocèse de Montréal, à vendre certaines propriétés et à en acquérir d'autres à la place et pour autres fins.

Accordé.

M. W. SAWYER (Compton): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie canadienne de viande et de produits alimentaires (Limitée).

Accordé.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des propriétaires fonciers du Canada.

UN DEPUTE: Demande des explications.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Ce bill permettra aux propriétaires fonciers d'emprunter sur hypothèque de propriétés hors du Canada, si nécessaire, grâce aux obligations de la compagnie. Les associations de Crédit foncier existantes laissent beaucoup à désirer dans les avantages qu'elles accordent à l'emprunteur. Bien que procurant des succès financiers parce qu'elles payent de gros dividendes à leurs actionnaires, ces associations ne cherchent que leur propre intérêt, et non celui de l'emprunteur.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable député ferait bien d'examiner si cette loi ne tombe pas plutôt dans le domaine fédéral, ressemblant beaucoup à l'acte d'incorporation d'une banque.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Cette compagnie ne sera pas une compagnie de dépôt, mais bien d'emprunt.

La permission est accordée.

Compagnie de l'hôtel Russell

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie de l'hôtel Russell.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

T. T. Nesbitt

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser le Barreau de Québec à admettre T.T. Nesbitt, bachelier en droit, au nombre de ses membres.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Acte d'incorporation de la ville
de Lachine

M. N. M. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lachine.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité des bills privés.

Eglise presbytérienne du Canada

M.A.CAMERON (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des bills suivants:

Le bill pour incorporer "The Moderators of the General Assembly of the Canada Presbyterian Church and others." sous le nom de "l'Eglise presbytérienne du Canada".

Le bill pour amender l'acte pour incorporer les directeurs du fonds destiné aux veuves et aux orphelins des ministres de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse, sous le nom de "l'Eglise presbytérienne du Canada".

Le bill pour amender l'acte pour incorporer le bureau des directeurs des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse.

He said that in moving the second reading of these bills, which he had had the honour to submit, he begged to be allowed to remark that, to his mind and according to his judgment, their demands were both reasonable and righteous. They asked the House to give effect to the wishes of a large, intelligent and influential body of the loyal subjects of the Dominion on a matter which they deemed of great importance to them in their religious work and in the interest of harmony within this Dominion. They were in no sense to be understood or interpreted as in conflict with or antagonistic to any other system of religion as taught in this country. All that the bills asked for was a consolidation of their property, a legalizing on the part of the House of a certain act affecting their temporalities, which they had agreed to among themselves, and by a very large majority; and unless it could be shown by authentic evidence that their adoption would

disturb the peace and harmony of the community, or that such results might eventually emanate from their adoption, it was clearly the duty of the House to pass them. But no such results need be feared or anticipated. Presbyterians, whatever might be said of their faith, nothing had been, neither could it be, said against them, in all the forms of Government in the world under which they had lived, for good citizenship, moral worth, intelligence, thrift and patriotism. He might dwell at length in bringing forward evidences in proof of the assertion now made, but he did not think it necessary, as it might be regarded as a reflection upon the intelligence of the House — they all knew it.

The speaker went on to say: What, then, are some of the reasons advanced by those seeking legislation in support of union? Be it remembered that the negotiating bodies are scattered over all the Provinces of the Dominion; that they are, as he had already stated, a large, influential, law-abiding body of people; that they are one in faith, one in doctrine, one in church polity; that they were and are divided on account of misunderstandings and causes which never had an existence in this country, and which, from long experience, they have felt to be a hindrance to their prosperity and usefulness. They have met often in their respective Assemblies, and have discussed this subject with open doors — in broad day-light — in all its bearings, with reporters at their elbows to give to the world every thought they had to express on the subject. Moreover, this movement has had its opponents; able men and honest men, who would be only too ready to expose any mean and mischievous design which the promoters of the Union might have in view, if such existed; but no such revelation, no, not even a hint or a breath of suspicion or insinuation has ever been uttered or expressed as to an unrighteous motive being at the bottom, from the beginning of the negotiations to the end.

This fact convinces my mind, and cannot fail to convince all intelligent minds, that the object of that people who agreed to be under one organization and are now asking us to give them a completeness in legalizing their effort is honourable beyond suspicion, and therefore in full accord with the peace, harmony, and prosperity of our country. But let us have some of their own reasons for desiring this union. They say that union would enable them to do their work more efficiently and at less cost. For instance, there are many places in country villages and towns where two separate organizations of Presbyterians now exist where one would be sufficient. It is proposed by this union of churches to amalgamate two small congregations into one, thus making it respectable and strong, so as to be able to take care of itself. A second reason they urge is that

by union they could husband their resources and thus be better able to supply their fellow countrymen who go to the new districts of the Dominion with books, evangelists and teachers. A third reason they advance is that with Confederation they (the Presbyterians), in common with all the other denominations in this land, have now a nationality of their own, that of Canada — a united and consolidated country with all the elements of greatness in it, and whose destiny is in the grip of the energy and devotion of its churches and people to the interests of the common weal that union is strength. They feel that the time has come when they should become one — a church of the country and for the country, to bind all its energies to the education, elevation and moral improvement of the people committed to its care. These, he believed, are the main reasons which those bodies have advanced themselves for seeking a union, and may be summed up in three words familiar and favoured in this House: economy, improvement, consolidation. This movement has no political bearing.

It is simply for convenience, usefulness and efficiency. The bills in their present form have already been before the Legislature of Ontario and passed with singular cordiality and unanimity. I have every confidence that this Honourable House will treat them in the same spirit, notwithstanding it has been whispered in certain circles that the Legislature of Quebec would prove indifferent and be more disposed to listen to any objections that might be urged against them. But I am persuaded from what I have seen of the spirit of this House that none of the other Legislatures can or could pass them with greater courtesy, cordiality and magnanimity. That there is a small minority opposed to the bills, I do not wish to conceal, as I have already stated, able men and honest men, and particularly among them the respected Minister of St. Andrew's, Montreal, a clear-headed, warm-hearted, hightoned Christian gentleman, the questioning of whose motives would be doing him a great injustice, and I only regret that he and those who look upon the question from their standpoint are not more in sympathy with their brethren and with the great body of the people who so ardently and so prayerfully wish to see the Union consummated. They have had every opportunity of being heard; they have had their case argued in Chancery in Ontario by able and leading counsel, and a verdict given against them. Besides, the bills are so liberal in their provisions for those who see or affect to see minor objects to the Union that I cannot conceive how this House could be influenced by their opposition. They give them the same privileges they now enjoy, or rather secure to them their vested rights or any rights they claim to have on any fund or church property now belonging to their section of the church. Now, Mr Speaker, I leave the bills before the House,

confident it will receive that kind and courteous treatment which its spirit and object demand.

Les trois bills sont lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés.

Comité des dépenses contingentes

Il est résolu que cette Chambre concourt dans le second rapport dudit comité permanent des dépenses contingentes.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Prêt aux incendiés de Québec

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Québec-Est (M. P.-V. Valin), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre la requête de F. Vézina, J. Papillon, A. Matte, Ignace Fortier et autres, de Québec, présentée à Son Excellence en conseil, le 27 novembre dernier, demandant que le gouvernement leur fasse remise et abandon du paiement des débentures connues sous le nom de "Prêt aux incendiés de Québec", ainsi que copies de tous ordres en conseil en rapport avec cette requête.

L'objet de cette demande est de faire venir une requête signée par la presque totalité des intéressés. Je suis d'opinion que le gouvernement, dans l'état où se trouve le prêt aux incendiés, devrait abandonner ce capital qui n'est pas payé. Les intérêts se sont accumulés. On sait qu'il n'y a de perçu sur ce fonds que ce qui peut être obtenu de la vente d'une propriété par autorité judiciaire. Ceux qui sont devenus à l'aise ont payé, mais maintenant le plus fort de la dette pèse lourdement sur la partie la plus pauvre des intéressés. On objectera ceci, c'est que le gouvernement ne pourrait pas abandonner le capital et les intérêts sans l'assentiment du gouvernement de l'Ontario. Il y a un précédent, c'est que le gouvernement de l'Ontario a réglé la question du fonds d'emprunt municipal sans en parler au gouvernement de Québec.

De 1867 à 1868, le gouvernement a retiré \$800; l'année suivante, 1869, il a retiré \$2,600; en 1871, \$1,000; en 1872, \$5,000; en 1873, \$1,000; et en 1874, \$4,000.

L'intérêt dû sur le capital est encore de \$200,000. Si le gouvernement veut absolument se rembourser de ce qu'il a prêté, il sera forcé de faire saisir les propriétés.

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Monsieur l'Orateur, d'après ce qu'on vient d'entendre, l'honorable ex-premier ministre vient de dire que la province de l'Ontario a réglé son fonds municipal sans nous en parler. Nous pouvons en faire autant à Québec. Je suis en faveur qu'on abandonne ce prêt aux incendiés. Bon nombre

de vieillards en souffrent, qui n'ont rien à espérer du commerce ou du travail. Si on ne leur accorde pas cette faveur, on vendra leurs propriétés à l'encan.

J'espère que le gouvernement agira avec générosité.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said that before the question was put to the vote, he desired to thank the ex-Premier for the sentiments in which he had introduced his motion, and the sympathy he had shown with those whose misfortunes had compelled them to borrow from the Quebec Fire loan. He hoped the Government would view the matter in a broad and liberal spirit, and see its way to furnish the relief sought for by the petitioners. He was satisfied that the correspondance, when brought down, would convince the House that what was aimed at by the motion would command its approval.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): There would, of course, be no objection to the correspondance being brought down, but what followed was another thing. The action of the Ontario Government in relieving the municipalities of their indebtedness, had been protested against by the Quebec and Dominion Governments, and it was far from certain that the Ontario Government would not have to make good to the Federal Treasurer the amount it had relieved the Ontario municipalities. The Quebec Government could not be expected to pursue a course that it had condemned and protested against. In 1863, the Government had agreed to abandon its claims for interest, and one-fourth of the principal due by those who had borrowed from the fire loan in 1845. That was liberal in the extreme, and should have satisfied the borrowers. He regretted as much as anyone the poverty of the victims of the great fire in Quebec, but the Government could not deal with them in a manner that would expose it to great loss and the establishment of a dangerous precedent, which might be used to do away with our own municipal loan fund, in regard to which a good many municipalities could pay and must be made pay.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Je suis sûr que les incendiés de Québec seront très reconnaissants à l'honorable député de Deux-Montagnes de l'intérêt qu'il leur témoigne. Mais je crois qu'ils lui auraient eu plus de reconnaissance, s'il eût déployé ce zèle pour eux pendant qu'il était ministre.

Je regrette que les deux gouvernements dont il a formé partie n'aient rien fait pour le règlement de cette question. Elle ne peut être résolue avant le partage définitif de l'actif donné à Québec et à l'Ontario par l'acte constitutionnel. Or, ce partage, voilà plus de sept ans qu'on nous l'annonce comme sur le

point de se terminer, et à chaque année, nous nous apercevons que nous ne sommes pas plus avancés. Les arbitres ont donné le prêt aux incendiés à Québec. Sous prétexte de ne pas acquiescer à leur sentence, les deux administrations que nous avons eues depuis ont refusé de disposer de ce prêt, comme du fonds d'emprunt municipal du Bas-Canada, du fonds des Ecoles communes. Ce serait bien si l'on eût pris des mesures pour faire casser la sentence des arbitres; mais on s'est contenté de protester, et l'on s'est ensuite croisé les bras, et le partage n'est pas plus avancé qu'en 1871.

Pendant ce temps-là, la province de l'Ontario ne se contente pas de protester, elle agit. Prenant notre négligence pour un acquiescement à la sentence, elle a agi d'après celle-ci et disposé du fonds d'emprunt municipal du Haut-Canada que lui ont attribué les arbitres.

La première chose à faire donc pour venir au secours des incendiés, c'est de terminer ce partage, sans lequel nous ne pouvons rien faire.

Lorsque nous aurons la propriété du prêt aux incendiés, devons-nous en faire remise totale? Il faudrait alors indemniser ceux qui ont payé; car il ne serait pas juste que ceux qui ont rempli leur obligation fussent plus mal que ceux qui n'ont pas payé leurs dettes.

Il est facile de se rendre populaire en parlant de faire un présent de plusieurs centaines de mille piastres aux dépens de la province. Mais, pour celui qui veut parler sérieusement, il est impossible de faire une remise totale. Il faut proposer quelque chose de pratique. La seule chose praticable, c'est de faire une remise des intérêts, et peut-être d'une partie du capital. Quant à moi, je serais en faveur d'une semblable remise.

Mais, soit qu'on abandonne le tout, soit qu'on ne remette qu'une partie du prêt, de grâce, que l'on règle cette question qui paralyse toutes les transactions sur la propriété foncière dans Saint-Roch et le faubourg Saint-Jean, et qu'on ne la garde pas comme un engin électoral destiné à donner des espérances à ceux qui votent pour le gouvernement et des craintes à ceux qui le combattent.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Déclare que l'ancien gouvernement a fait tout ce qu'il a pu faire; les accusations portées contre lui par le député de Montmagny ne sont pas fondées.

En 1873, le gouvernement a fait remise du quart du capital et des intérêts dus jusque-là.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que l'ancien ministre n'a pas été saisi de cette affaire par les incendiés. Les reproches de M. Langelier ne sont pas mérités.

Il pense que la province est en état de faire ce sacrifice, si réellement il est démontré que les débiteurs actuels sont des vieillards et des veuves. Il croit que ces débiteurs ne sont capables de payer ni l'intérêt, ni les capitaux.

Dans tous les cas, il est temps de régler cette question d'une manière définitive.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande si le gouvernement est satisfait de la distribution qui a été faite entre la province et l'Ontario.

M. Ouimet, en proposant une pareille motion, accepte donc la sentence arbitrale?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que tant que la question de l'actif entre les deux provinces du Haut et du Bas-Canada ne sera pas réglée, une question comme celle qui se présente aujourd'hui ne peut être décidée, et d'ailleurs la province de Québec ne peut pas sacrifier une aussi forte somme sans des raisons extrêmement sérieuses; il est d'avis d'ailleurs qu'un comité soit nommé pour étudier la question. Si la province de l'Ontario a cru devoir régler la question de l'emprunt municipal, elle pouvait le faire facilement, la sentence rendue par les arbitres étant en sa faveur.

Le gouvernement ne réglera pas la question des incendiés avant que le partage entre le Haut et le Bas-Canada ne soit définitivement fait.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Quand sera-t-il fait?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): L'honorable député doit comprendre que la question ne peut pas être réglée pendant cette session. Le gouvernement n'a pas encore eu le temps de l'étudier.

Le gouvernement fera tout en son pouvoir pour régler la question aussi promptement et aussi avantageusement pour la province de Québec que possible.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le gouvernement a donc l'intention de s'occuper immédiatement de la question?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Le gouvernement en a l'intention.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le gouvernement n'a eu que cela, depuis la session, des bonnes intentions.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Considère qu'il serait injuste de remettre cette dette, vu que plusieurs débiteurs ont été obligés de payer.

La proposition est adoptée.

Chemins de fer

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, appuyé par le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham), que le comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières reçoive instruction de s'enquérir des meilleures mesures à adopter pour assurer à la province de

Québec une communication avantageuse et directe avec la branche du chemin de fer du Pacifique à être construite bientôt entre la baie Georgienne et le Lac Nipissing, et de faire rapport à la Chambre au plus tôt.

Il dit qu'il a distribué parmi quelques membres de la Chambre des cartes qui feront plus facilement comprendre les explications qu'il va donner. Les chemins de fer de la rive nord du Saint-Laurent seront terminés l'automne prochain et la compagnie est disposée à les étendre jusqu'à la rivière Matawan où ces lignes laisseront cette province pour traverser la province de l'Ontario. A cet endroit, ces lignes rencontreront l'embranchement du chemin de fer du Pacifique; lequel embranchement s'étend depuis le lac Nipissing jusqu'à la baie Georgienne.

Le chemin de fer Canada Central s'étend depuis Renfrew jusqu'à Ottawa, le chemin du Côteau s'étend depuis le Côteau-du-Lac jusqu'à une douzaine de milles. On se propose de construire un pont sur lequel passera le commerce de la vallée de l'Ottawa. Si l'on se demande pourquoi les chemins de fer de la rive nord ont été préférés dans les octrois généreux accordés par le gouvernement; si ces chemins ont été préférés au chemin de Lévis qui devrait être d'un si grand avantage pour la ville de Québec; s'ils ont été préférés au chemin des Cantons de l'Est qui doit relier notre province avec les Etats-Unis; si ces chemins ont été préférés à toutes ces autres voies ferrées qui sont d'aussi grande importance, nous trouverons la réponse à toutes ces questions dans le discours sur le budget de l'année dernière. Si ces chemins ont été préférés aux autres, c'est parce que ces deux lignes, le chemin de la rive nord, et le chemin de la colonisation du nord, sont destinées à nous amener le commerce de Milwaukee, de Chicago et Duluth, mais aussi de l'Océan Pacifique, qui doit venir nécessairement par le chemin de fer du Pacifique canadien qui est la grande artère qui dirigera vers notre province la richesse de l'ouest.

C'est pour cette raison que ces deux chemins ont été si préférés; c'est pour cette raison que le pays a approuvé la politique du gouvernement qui en a fait une clause spéciale. Si nous ne pouvons pas assurer à la province cette important chemin, que la province de Québec doit payer si cher, nous n'avons plus droit à l'octroi qui nous a été accordé. Mais ce chemin n'intéresse pas seulement la province de Québec, c'est une question qui regarde aussi la Puissance tout entière, car le commerce de l'ouest doit naturellement trouver un débouché par ce chemin. Il est donc à propos que le comité des chemins de fer s'occupe de cette question qui est d'une si grande importance pour la province de Québec afin de nous assurer le commerce de l'ouest.

Pour atteindre le but que nous nous proposons, nous devons faire tout en notre pouvoir pour assurer le passage de notre chemin à travers notre province. Si nous ne réussissons pas à obtenir ces connections, nous nous

verrons supplantés par d'autres lignes qui ne seront pas à l'avantage de notre province. Il cite le discours sur le budget de M. Robertson à l'appui de ses paroles.

Nous devons éveiller l'attention non seulement de nos législateurs dans cette Législature, mais encore du Parlement fédéral, lequel devra bientôt se réunir. Le gouvernement fédéral proposera alors de subventionner les lignes qui doivent mettre le Pacifique canadien en rapport avec le réseau de voies ferrées des provinces. Nous nous attendons que nos représentants à Ottawa fassent valoir nos droits. Mais dans cette Législature, nous devons faire connaître quels sont ces droits.

Les deux compagnies de la rive nord et de colonisation du nord se sont réunies dernièrement et ont nommé une députation devant se rendre auprès du gouvernement à Ottawa. Cette députation, je dois le dire, a été fort bien reçue par l'honorable M. Mackenzie. L'honorable premier ministre a dit que s'il était possible de changer en quelque point sa manière de voir sur la question discutée, la députation présente était bien celle qui pouvait opérer ce changement; que c'était son devoir, sans s'arrêter à satisfaire l'une ou l'autre province, de travailler à rendre justice à la Puissance en recommandant la ligne la plus directe.

La députation se montra disposée à approuver la ligne recommandée par l'honorable premier ministre si cette ligne était bien réellement la plus facile et la plus courte quant au niveau et aux difficultés de terrain. Une ligne à vol d'oiseau, directe sur la carte, n'est pas toujours la plus courte lorsque l'on vient à localiser la route. Il est souvent plus facile et plus court de faire le tour d'une élévation que de la gravir et redescendre en droite ligne. Or notre ingénieur qui a étudié la route déclare que la ligne par la Matawan est de fait la plus courte. La ligne d'Aylmer à la Matawan ne coûtera que \$28,600 par mille avec lisses en fer et ponts en bois et \$31,000 par mille avec lisses en acier et ponts en fer.

M. Legge a aussi exploré la ligne depuis la Matawan jusqu'à la baie Georgienne et se fait fort d'entreprendre la construction de cette ligne pour \$30,000 par mille et ce, lui laissant un profit d'un million. On ne mettra pas en doute l'opinion impartiale de notre ingénieur qui est un des amis des messieurs de l'autre côté de la Chambre. M. Harswood a parcouru la ligne de l'honorable premier ministre, quelquefois ne pouvant approcher de cette ligne pour une grande distance en étant empêché par les feux dans les bois. M. Harswood a fait un rapport que l'ingénieur en chef, M. Flemming, ne fait que citer, sans les approuver de sa sanction vu que les données de M. Harswood sont plus ou moins incertaines. Après avoir comparé les deux lignes, M. Legge en est venu à la conclusion que la route de la Matawan est la préférable de beaucoup, vu son peu d'élévation et ses pentes faciles.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Lorsque la Chambre s'est ajournée à six heures, j'en étais rendu à ce récit de l'entrevue qui eut lieu entre la députation et l'honorable premier ministre; ce fut alors que l'honorable monsieur nous déclara que dans son humble opinion, c'était la ligne droite qui devait être adoptée pour le plus grand intérêt de la province de Québec. Les plus chers intérêts du commerce et de l'industrie étaient sauvés si l'on voulait adopter la ligne droite telle que par lui proposée. D'ailleurs, à vol d'oiseau, c'était la plus directe. Voyez, nous disait-il, tous les immenses sacrifices que Boston sait s'imposer dans l'intérêt de son commerce et de sa prospérité relativement à la construction des chemins de fer. L'on va jusqu'à percer un tunnel. Montréal ne peut raisonnablement faire opposition à l'adoption de cette ligne.

Ces paroles et cette déclaration du premier ministre de la Puissance, nous serions peut-être tentés de les accepter comme les plus favorables possibles à notre province, si nous n'avions contre cet avancé des preuves, des rapports, des données d'exploration faites par des hommes du plus haut mérite au point de vue scientifique. Nous avons à présenter des niveaux pris par M. Shanly, rapport d'une exploration de M. Clarke qui vient parfaitement corroborer les données de M. Shanly. Or, les niveaux ci-dessus mentionnés ont été pris au lac de la Trinité, et donnent une élévation de 700 pieds au-dessus du niveau de la mer. Les niveaux pris entre la baie Georgienne et Renfrew donnent 1,600 pieds. Maintenant, comme la voie ferrée s'appuiera sur les rives des lacs mentionnés, nous pouvons donc ajouter une élévation. Cette élévation de 300 pieds ajoutée à la localisation des niveaux pris sur la ligne que nous proposons et qui nous donnent pour chiffre exact 700, offre donc une élévation de mille pieds au-dessus de la mer. Nous avons donc sur les niveaux pris entre la baie Georgienne et Renfrew nous donnant 1,600 pieds, un avantage considérable: 600 pieds de moins.

La route telle que proposée par le premier ministre est considérée comme la ligne la plus directe, de onze milles plus courte que la nôtre.

Mais voici une remarque, ou plutôt une donnée scientifique qui va modifier quelque peu les intérêts offerts par l'honorable premier ministre. Il est admis par les ingénieurs que vingt pieds d'élévation perpendiculaire égalent un mille de terrain plat; selon ces données, notre ligne aura sur le tracé proposé par M. Mackenzie cinquante milles de moins.

De plus, en adoptant notre ligne, toute cette contrée comprise sous le nom de Rock Country progressera à merveille. La colonisation y fera d'énormes conquêtes. Cette localité, aujourd'hui déserte, comptera alors une population nombreuse. Le commerce, l'industrie, tous les grands avantages de la civilisation y fleuriront, et nous aurons alors une compensation pour ces déboursés onéreux que tôt ou tard nous aurons

à faire, relativement à la construction de cette voie ferrée.

M. Beaubien cite le rapport de M. Legge, établissant la différence des niveaux existants entre son propre tracé et la voie proposée par l'honorable premier ministre.

Je vous avoue, Monsieur l'Orateur, que je fus grandement surpris de la réponse faite à notre députation. L'honorable M. Mackenzie nous déclara franchement, nettement, sans aucune arrière-pensée, qu'il pourrait être exposé à commettre une grave erreur, que la route qu'il proposait était de beaucoup plus facile. Je fus décontenancé par cet avancé, tellement que je résolus de m'informer auprès de l'ingénieur et de lui demander si, après cette déclaration du premier ministre, il était prêt à maintenir la justesse de ses avancés; et en dépit des paroles de M. Mackenzie, il croyait encore à la prépondérance de notre tracé sur celui présenté par le ministre fédéral au point de vue de la facilité d'exécution. De plus, je priai l'ingénieur de vouloir bien transmettre par écrit la réponse qu'il me devait faire. Je vous avoue que malgré la déclaration du premier ministre, je croyais à la véracité et à l'exactitude des rapports de messieurs Logan, Legge et Shanly.

Voici, Monsieur l'Orateur, en quels termes s'exprimait l'ingénieur, M. Legge, après l'entrevue de la délégation avec le premier ministre. (M. Beaubien cite le rapport). M. Legge déclare que son opinion, sa conviction la plus entière est que la vallée de l'Outaouais est par excellence la ligne la plus facile, la moins dispendieuse, la plus favorable aux intérêts de l'industrie et du commerce.

Il va même jusqu'à déclarer que suivre une ligne de conduite opposée serait non seulement une faute grave, mais un crime. Disons-nous que tous ces spécialistes se sont trompés? Alors, qu'on nous le prouve. Jusqu'ici nous avons le droit de dire que cette ligne explorée par des hommes si éminents dans cette spécialité doit avoir la préférence. Oui, toutes ces explorations sont en faveur de la Matawan. Mais ce qui m'étonne, c'est que l'on ait donné un contrat pour Renfrew et la baie Georgienne sans avoir antérieurement ordonné une exploration.

Nous sommes presque assurés qu'aucune offre moindre que \$40,000 par mille ne sera faite pour notre ligne, mais ce dont nous sommes assurés, c'est que rien ne sera offert pour le tracé Renfrew à la baie Georgienne pour l'excellente raison que l'on n'a pas eu la présence d'esprit de faire explorer cette région de la province. L'on nous dira que quelqu'un a donné un rapport, mais quel rapport? L'homme qui a donné cette ligne directe que l'on va suivre, a déclaré lui-même avoir été obligé de s'éloigner de la ligne directe jusqu'à une distance de plus de vingt milles parce que le feu était dans les bois. Toutes ces choses bien considérées, tous ces arguments, tous ces rapports et ces explorations soumis à un examen sévère ne serviront qu'à déterminer les hommes intelligents et versés dans les questions des chemins

de fer à décider en faveur de la vallée de l'Outaouais.

La question est une question nationale. Il y va de l'intérêt de notre province et nous devons multiplier nos efforts pour faire triompher notre cause. Pour moi, je me croirais responsable si je ne déclarais pas ouvertement ce soir et mon opinion et les connaissances que j'ai relativement à ce chemin de fer. Ce que je demande ce soir, je pense qu'il est du devoir de chacun des députés de cette province de le demander avec moi. Le gouvernement fédéral peut avoir des vues différentes sur de telles entreprises puisqu'il envisage la question au point de vue des intérêts de la Puissance. Nous la considérons au point de vue du progrès et de l'avancement de la province de Québec. Puissent nos efforts être pour quelque chose dans le succès de l'entreprise.

L'on se rappelle, lorsque la question vint pour la première fois au Parlement fédéral, que le gouvernement d'alors avait proposé que le terminus du chemin de fer de colonisation du nord fût au sud-est de Nipissing. Le parti de l'Opposition dans l'Ontario présenta, par l'entremise de M. Blake, un amendement qui demandait que le terminus fût placé au sud-ouest du lac Nipissing. Enfin, des amis de la cause du chemin de colonisation du nord proposaient, par la voix de MM. Dorion et Holton, que le terminus fût placé à l'ouest de l'Outaouais.

Et maintenant, quelle est de ces trois propositions la motion qui prédomine? M. Mackenzie faisant passer la ligne à vingt-cinq milles au sud-ouest du lac Nipissing, n'est-ce pas l'Ontario qui prédomine? M. Mackenzie a eu peur de ce *Wild world* qui, en dépit de l'idée défavorable qu'en puisse avoir le premier ministre, est plus habité qu'on ne le pense. Vingt-cinq milles au sud-ouest de Nipissing, c'est vingt-cinq milles de moins pour l'Ontario et vingt-cinq milles de plus pour le Québec.

Le gouvernement de la Puissance a fait des dépenses énormes pour la province de l'Ontario; il a donné \$6,310,000 à cette province, nous refuserait-il en justice la somme comparative-ment minime de \$800,000?

La ligne que nous voulons faire adopter est très importante pour nous puisqu'elle est entièrement destinée à sauvegarder les intérêts de notre province. Cette ligne, qui tend à choisir Pembroke de préférence à Renfrew, qu'on ne peut atteindre au témoignage des ingénieurs, nous avons demandé, ceux qui faisaient partie de la délégation et moi, à M. Mackenzie de nous l'accorder. La réponse qu'il nous a faite a été fort courtoise et en termes très amicaux, mais elle était loin de nous être favorable. M. Mackenzie nous refusait, en réalité, ce qu'il paraissait vouloir nous accorder. Lorsque la délégation laissa la capitale, tout le monde était sous l'impression que la démarche avait été couronnée d'un plein succès, tandis qu'il n'en était rien cependant.

Nous sommes actuellement à la merci du

Canada Central. Nous n'avons pas de connexion sûre avec l'ouest, à l'heure qu'il est. Nos chemins de fer sont la grande artère pour la prospérité de notre province de Québec. Si nous sommes assez gauches de ne pas travailler pour nos intérêts, il viendra un jour où le Canada Central se dira indépendant de nous et nous serons alors dans la triste nécessité de nous mêler à un amalgame où nous aurons, non seulement le dessous, mais même où tout sera contre nous.

Une raison de plus qui peut être très forte à nous faire choisir cet endroit pour le tracé de notre ligne, c'est que Pembroke est prêt à nous aider largement si elle a la préférence sur Renfrew. Il est de la dernière importance que nous ayons la connexion à Pembroke. Si la connexion ne nous est pas donnée là, c'est une injustice qu'on nous fera, puisque nous avons des droits incontestables pour la demander à cet endroit et pour l'obtenir ainsi, et ces droits ne doivent pas être méprisés.

On nous répète souvent que Montréal est la tête de la navigation dans la Puissance, prenons garde que Toronto ne vienne pas entraver sa marche par notre propre faute.

Il termine en disant que s'il prend la parole sur ce sujet, ce n'est pas pour étaler son savoir sur cette affaire, mais bien plutôt pour faire reconnaître qu'il demande une justice qu'on ne peut mépriser sans être en contravention directe avec nos plus chers intérêts.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande quelques explications sur le tracé des routes indiquées sur les cartes soumises à la considération des députés.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Répond en le priant de voir le plan du tracé de M. Mackenzie qui lui a été passé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il a demandé des explications, bien qu'il ait lui-même voté pour le même objet dans la Chambre des Communes. Il n'a pas saisi beaucoup de choses dans les remarques de l'honorable député d'Hochelaga, de même qu'à la lecture du rapport de M. Legge. L'honorable député d'Hochelaga paraît attacher une grande importance au bénéfice de la ligne qu'il fait connaître à la province de Québec. Il désire faire connaître qu'il a, lui aussi, à cœur les intérêts de la province de Québec, et il va le faire voir dans les quelques remarques qu'il va ajouter. Pour lui, il considère que l'honorable député d'Hochelaga a paru plutôt s'attaquer au gouvernement fédéral qu'à chercher à faire valoir les intérêts de notre province. Lorsque la même question, qui est agitée en ce moment, est venue sur le tapis, à Ottawa, M. Beaubien et ses amis ont voté contre ce que l'honorable député d'Hochelaga demande aujourd'hui. Mes amis et moi, dit-il, nous avons voté dans ce sens, et si M. Beaubien avait été avec nous alors, il aurait rendu service à la province de Québec.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je n'étais pas député alors et ce n'est pas moi qui ai donné le vote de 1872 dont parle l'honorable député de Lotbinière. C'est de l'honorable M. Louis Beaubien qu'il s'agit.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'avais toujours cru que M. Beaubien, qui a parlé ce soir, était le même que l'ancien député de ce nom pour les Communes. M. Beaubien veut donner un coup au gouvernement fédéral. Qu'il réfléchisse et il verra que nous ne sommes pas une succursale d'Ottawa. Nous sommes parfaitement indépendants. Je prouverai à mon honorable ami que ses prières à M. Mackenzie ne sont que la répétition de ses jérémiades accoutumées. M. Beaubien a tort de toujours nous considérer comme méprisant les intérêts de la province de Québec.

Pour ce qui regarde la route de la Matawan, il a été dit que la route de Pembroke à Nipissing est la plus courte et de beaucoup. D'après son langage, il est évident que M. Beaubien désire que le chemin de fer du Pacifique ne s'étende pas en dehors de cette province. Il croit lui-même (M. Joly) que la route de Pembroke est de beaucoup la plus facile.

Il dit que le chemin ne se rendra pas à Pembroke mais à Renfrew et que la carte dont M. Beaubien a parlé est inexacte. Il croit donc que, dans l'intérêt de M. Beaubien, il vaut mieux plier sa carte.

Nous nous occupons de la ligne tracée depuis Nipissing jusqu'à Renfrew. Si M. Beaubien s'était borné à traiter la question sur son seul mérite, je me serais borné à exprimer le désir de voir l'affaire renvoyée au comité des chemins de fer. J'ai été peiné de voir avec quel esprit de parti il a traité la question: je ne pensais pas qu'il viendrait faire ce soir un plaidoyer contre le gouvernement fédéral; quiconque examine la ligne, peut voir une ligne qui va à Renfrew mais qui, suivant M. Beaubien, mène à Pembroke. M. Joly dit que ce chemin ne se rendra pas à Pembroke, mais à Renfrew, et que la carte dont M. Beaubien a parlé est inexacte. Il croit donc qu'il vaut mieux mettre cette carte de côté. Il n'a plus l'honneur de siéger à Ottawa, mais il ne doute pas que le gouvernement fédéral veillera avec soin aux intérêts de notre province.

Le député d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien) croit-il que M. Mackenzie soit assez stupide pour lui avoir donné des promesses du genre de celles dont il vient de parler? Au reste, il est lui-même très en faveur de la ligne de Pembroke et il espère fermement que les représentations de cette province à Ottawa seront propres à sauvegarder nos intérêts.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Le ton que l'honorable chef de l'Opposition vient de donner à ce débat me rappelle un de mes amis aussi spirituel qu'intelligent qui me racontait un jour que des électeurs peu charitables et très

impatiens lui avaient fait un très mauvais parti du zèle qu'il avait déployé sur un husting à défendre une cause politique qu'il voulait gagner.

Les malheureux! disait-il, qui ont pris mon enthousiasme pour de la colère! Véritablement, mon honorable ami le député d'Hochelaga a vu son zèle et ses nobles efforts pour les intérêts de notre province bien mal compris ou bien mal représentés par le député de Lotbinière. Evidemment, il devait y avoir quelque secret remords dans la conscience politique du chef de l'Opposition pour le faire bondir si violemment au récit d'un acte parlementaire dont le député d'Hochelaga lui faisait un éloge, ce qu'il a pris pour une ironie insultante. Car enfin, l'honorable député d'Hochelaga, en lui rappelant son vote de 1872 à Ottawa en faveur du terminus du Pacifique le plus près possible de la frontière de notre province, s'est contenté de faire un appel aux sympathies que l'honorable député de Lotbinière manifestait alors pour la province de Québec.

Je regrette sincèrement que sur une question qui devrait tous nous rallier, l'honorable député ait ainsi voulu susciter des passions de parti qui devaient y rester étrangères. C'est avec un système pareil qu'on perd les meilleures causes, car en se donnant satisfaction à soi-même on porte, sans s'en douter, des coups sérieux à nos plus grands intérêts.

Pourquoi revenir sur ce débat de la Chambre des Communes à propos des Tanneries, du Pacifique et jeter comme une insulte au gouvernement d'alors de n'avoir pas adopté la proposition de MM. Holton et Dorion de placer ce terminus dans le voisinage de la rivière Ottawa? Il ne faut pas être sérieux pour parler ainsi. Il est vrai de dire que l'honorable député de Lotbinière a cru que le persiflage n'était pas au-dessous de sa dignité pour traiter cette grave question et il ne s'est pas privé du plaisir de rire lui-même de ses plaisanteries. Cela peut aller à l'honorable député, mais les électeurs qui nous écoutent et qui nous lisent n'entendront peut-être pas de cette oreille, car ils pensent, eux, que leurs intérêts sont bien au-dessus des amitiés politiques que l'honorable député a voulu cultiver.

Tout le monde sait que le terminus du Pacifique canadien au sud-est du lac Nipissing a été le résultat d'un compromis entre les prétentions extrêmes des provinces rivales de Québec et d'Ontario. MM. Holton et Dorion n'ont jamais un instant rêvé que leur motion entraînerait ce terminus près de la rivière Ottawa, quand bien même le gouvernement d'alors l'eût voulu. Il n'y a qu'à des enfants à qui on pourrait faire croire une pareille ineptie.

Au sud-est du lac Nipissing, les deux provinces étaient invitées à venir relier leurs lignes de chemins de fer au terminus est du Pacifique canadien, en laissant au commerce de décider de la supériorité de la voie à suivre pour se rendre à l'océan Atlantique. Le chemin de fer

de colonisation du nord qui demande, par sa charte, de pousser sa ligne jusqu'à la rivière Creuse, à la rivière Matawan, se préparait vivement à rejoindre ce terminus, quand il apprend que le gouvernement fédéral paraît disposé à subventionner largement une ligne locale qui menace de diverger la voie du trafic de l'ouest de sa direction naturelle au détriment de notre province. On se hâte; les compagnies de la rive nord et du chemin de colonisation du nord s'entendent et vont prier l'honorable premier ministre de la Puissance de vouloir bien ne pas oublier notre province et la supériorité que leurs lignes offrent au commerce comme voie de transport à l'Atlantique. La réponse du ministre est ambiguë comme toutes les réponses des ministres quand ils sont dans l'embarras. On insiste pour une réponse catégorique qui n'arrive pas, et l'on se décide à faire connaître, par la voie de cette Chambre, de quel poids pèse l'opinion publique de cette province dans cette question si intéressante pour elle. Y a-t-il là de quoi blâmer l'honorable député d'Hochelaga? Ne mérite-t-il pas au contraire l'approbation et les remerciements de tous les vrais amis de la province pour son zèle et son indomptable persévérance dans cette grande oeuvre nationale?

Pourtant, l'honorable chef de l'Opposition ne trouve à cette occasion que des paroles amères et que du persiflage! C'est fâcheux pour la province qui en demandera compte à l'honorable député. Comment! l'honorable député se fâche tout rouge, quand l'honorable représentant d'Hochelaga félicite l'honorable M. Holton de sa conduite ferme, en empêchant son leader à Ottawa, d'imposer au pays une législation qui lui aurait été funeste! Est-ce donc un crime que de faire des éloges à ces messieurs? Ou bien faut-il leur laisser le monopole de l'admiration mutuelle? J'avoue que c'est bien décourageant pour ceux qui s'aviseraient d'imiter la conduite de l'honorable député d'Hochelaga.

L'honorable député de Lotbinière trouve étrange et déplacé que l'on presse le gouvernement fédéral de nous rendre justice; il en augure presque un refus qui pourrait nous consterner si son dernier cri n'en eût pas été un cri d'espérance. Personne n'ignore que nous n'avons pas le droit de légiférer ici sur cette question, mais tout le monde sait aussi que le Parlement de cette province a bien le droit d'exprimer une opinion et de faire un appel au sens de justice du gouvernement de la Puissance. Mais la prière couvre une menace, nous dit l'honorable député de Lotbinière, et il nous réédite en assez mauvais caractères la comparaison d'un goût douteux qu'il nous faisait au commencement de cette session du palefrenier de son coursier "qu'il brosse d'une main et qu'il étrille de l'autre". D'abord il ne peut y avoir de menace dans le procédé qu'adoptera cette Chambre que pour ceux qui se sentent coupables ou qui sont mal disposés. Le gouvernement des amis de

l'honorable député, à Ottawa, serait-il par hasard dans cette position? J'ose espérer que non et j'aime me bercer dans la douce espérance que nous a fait entrevoir l'honorable chef de l'Opposition en nous disant que peut-être Pembroke serait le point où le gouvernement d'Ottawa ferait aboutir le prolongement est du Pacifique canadien, et qu'à cet endroit, le chemin de colonisation pourrait facilement se rendre en jetant un pont sur l'Ottawa vis-à-vis de Pembroke. Mais, y aurait-il de la vivacité dans la demande que fait notre province, que cela ne nuirait en aucune façon. Serait-il à présent défendu de démontrer qu'on a droit à ce que l'on demande et que la faveur qu'on implore est en même temps un acte de justice qu'on nous fait? Non, Monsieur l'Orateur, tous les gouvernements se ressemblent sur ce point; quand ils sont placés entre des ambitions opposées, il faut toujours un peu leur arracher ce qu'on leur demande, et pour eux, la crainte de l'opinion est le commencement de la sagesse.

L'honorable député a cru beaucoup amuser la Chambre aux dépens de l'honorable représentant d'Hochelaga en essayant de le mettre en contradiction avec lui-même dans l'appréciation que ce dernier faisait des dispositions du chef de l'exécutif à Ottawa envers notre province. "Comment pouvez-vous douter des intentions du premier ministre fédéral, si vous étiez présent à l'entrevue que les deux compagnies de chemins ont eue avec lui? Nos oreilles nous ont-elles fait défaut? Ou le ministre nous a-t-il jeté un sortilège pour nous faire comprendre noir quand il nous disait blanc? Et s'il a dit que le chemin irait à Pembroke, comment craignez-vous qu'il n'aille à Renfrew? ...

Et comme l'honorable représentant d'Hochelaga attirait son attention sur une carte préparée pour l'entrevue, à la demande du ministre lui-même, et sur laquelle Renfrew est indiqué comme le terminus est du prolongement du Pacifique à partir du lac Nipissing :

"Alors comment, continue l'honorable député de Lotbinière en s'étouffant dans son rire, comment avez-vous compris que le ministre disait Pembroke quand la carte indiquait Renfrew? " Et c'est avec cet interrogatoire peu malin, accompagné d'un rire satisfait, que l'honorable député croit avoir trouvé le fin mot de l'énigme? Il ne faut vraiment pas être difficile pour se contenter de si peu.

La chose est pourtant facile à saisir et l'honorable député d'Hochelaga ne l'a pas embrouillée. Rendue à Ottawa, dit-il, la députation expose ses vues au ministre; celui-ci leur montre magistralement une carte sur laquelle il indique une ligne évidemment plus courte, et prétend-il plus facile, pour y placer le prolongement du Pacifique. Cette ligne aboutit à Renfrew. "Joi-gnez", dit-il à la députation, "notre ligne à ce point et cherchez à amener chez vous par cette voie le trafic de l'ouest que vous ambitionnez d'avoir". "Mais pouvez-vous, M. le ministre, nous promettre que nous aurons l'usage des

rails du Canada Central depuis Ottawa jusqu'à là?" "Ah! non, répond le ministre, je n'ai pas de contrôle sur ce chemin!" "Alors n'en parlons plus, car les difficultés sont insurmontables pour que nous nous relions à Renfrew en traversant Ottawa vis-à-vis de ce dernier endroit. Tout ce que nous pourrions faire serait de traverser à Pembroke". "Eh bien, on ne sait pas, reprend le ministre, peut-être pourrait-on aller à Pembroke? Il faudra avoir des données plus précises et nous ferons faire des relevés à cet effet".

Et la députation n'eut rien de plus précis que cela comme réponse, si ce n'est que le ministre ne leur laissa pas de doute sur sa détermination de ne donner aucun subside à une ligne bascanadienne qui offrirait dans sa construction une supériorité bien établie pour les besoins du commerce, et qui relierait le prolongement du Pacifique aux chemins de colonisation du nord. Y a-t-il de quoi s'étonner si cette réponse du ministre a paru évasive et si on a voulu avoir une réponse plus catégorique? Et quelle a été la deuxième réponse de l'honorable premier ministre? N'est-elle pas encore assez vague pour laisser espérer, sans rien promettre de bien défini?

C'est pour faire cesser cette incertitude, c'est pour convaincre, s'il est possible, le cabinet d'Ottawa, que la députation a demandé un rapport scientifique à un ingénieur distingué, M. Legge, qui nous dit, dans les termes les plus clairs et avec les chiffres les plus convaincants, que cette route apparemment plus longue de la rive nord de la Matawan est de fait la plus courte, vu la différence des niveaux qu'il faudra atteindre.

"Voyez donc cette ligne, disait le ministre fédéral en montrant la carte; elle est 11 1/2 milles et demi plus courte que la vôtre, pourquoi ne pas la choisir? " "Mais les arpenteurs les plus autorisés, lui répondait-on, nous apprennent que cette ligne plus courte, il est vrai, nous force à élever votre chemin au niveau de 751 pieds de plus que l'autre; or la science et l'expérience nous prouve que chaque 20 pieds d'élévation de niveau représente un mille de chemin; votre ligne est donc de fait, quoique apparemment plus courte, quelque 26 milles plus longue que la nôtre! "

C'est là ce que l'honorable représentant d'Hochelaga veut démontrer à cette Chambre en demandant à un de ses comités les plus importants de s'enquérir soigneusement de cette question. Ce n'est pas un empiétement sur les droits de la Chambre des Communes et nous n'entendons pas légiférer sur cette question. Nous ne faisons que mettre en pratique ce grand procédé constitutionnel: s'informer, agiter et gagner l'opinion publique à une idée en la démontrant de la manière la plus vive possible, et forcer, par la persuasion, le gouvernement fédéral à se rendre à notre demande.

L'honorable député fait alors à grands traits l'historique du chemin du Pacifique canadien,

en fait voir la grandeur dans l'avenir de la Confédération et les bienfaits qui en résulteront pour notre province, si l'on peut réussir à y relier notre grande artère des chemins des rives nord du Saint-Laurent et de l'Ottawa; il invite la Chambre à oublier ses divisions politiques devant cette grande question nationale et il termine en félicitant l'honorable député d'Hochelega sur le zèle infatigable qu'il a toujours montré pour le succès de cette entreprise si essentielle à notre progrès dans l'avenir.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Bien que la nuit soit fort avancée, il ne veut pas, dans un débat de cette importance, s'abstenir de faire quelques remarques. Il se rappelle parfaitement que cette province a depuis longtemps fait des efforts pour venir en aide à cette ligne nationale de chemin de fer. Il a pris, dans le temps, un grand intérêt au mouvement qui se produisit alors en faveur de l'entreprise. Depuis, lorsque la consolidation de la dette provinciale a permis à cette province de fournir une aide plus grande encore, il fut heureux de voir que dans la grande somme d'argent accordée à des entreprises de chemins de fer, la moitié de cette somme et même plus, a été consacrée au profit d'une ligne nationale de chemin de fer qui irait de cette province à la rivière Creuse et de là vers la Matawan. Il supplie la Chambre d'éloigner toute allusion politique, pendant le cours de ce débat, allusion qui pourrait entraîner les honorables députés à s'éloigner du sujet en considération.

La question est tout à fait provinciale et mérite également l'appui des deux partis. Si nous ne nous unissons pas, nous serons incapables d'obtenir jamais ce que requièrent nos intérêts qui auront été sacrifiés par la faute de nos divisions. Le moment est donc particulièrement critique et la question qui nous occupe tout à fait actuelle. Il est d'avis que le plan original de la ligne droite doit être abandonné, si c'est possible, et que la jonction doit être faite avec la branche de la baie Georgienne du Pacifique par la route de Matawan et de la vallée de la rivière Française. Il supplie encore une fois la Chambre de se mettre au-dessus des divisions de parti pour montrer au gouvernement fédéral que, sur cette question au moins, nous sommes tous d'accord, pour assurer le succès des grands intérêts de notre commerce, de nos finances, et de toute notre province enfin.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Croyait-il y a quelques années que le tracé de Québec à la rivière Creuse était préférable à tout autre, et il pense encore ainsi maintenant. Il a été un peu étonné de la discussion de ce soir; le contracteur lui a dit que le contrat a été donné pour 85 milles depuis la rivière Française. M. Mackenzie dit qu'il ne peut donner des facilités pour que la ligne passe à travers le Canada Central de Pembroke à Renfrew. Il croit bien, aussi, qu'un chemin de fer, qui serait

en connexion entre le lac Huron et Québec, serait très avantageux et rendrait des bénéfices réels.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Message au lieutenant-gouverneur:

Commissaires des licences

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (M. C. Alexander), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la correspondance entre les commissaires des licences, à Montréal, et le gouvernement dans les derniers six mois.

Adopté.

Limites à bois

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre les changements opérés depuis le 10 décembre 1873, dans la possession des limites mentionnées dans le rapport du commissaire des Terres de la couronne de 1874.

Adopté.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le prix d'achat des limites mentionnées dans le rapport du commissaire des Terres de la couronne pour 1874.

Adopté.

Bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers et employés publics.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

Amendements au code municipal

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Bisson, de l'honorable M. le procureur général Church, de l'honorable M. Ouimet, de l'honorable M. Irvine, M. Gendron, M. Lynch, M. Bachand, M. Verreault et M. Locke, pour en faire rapport aussitôt que possible, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

La Chambre s'ajourne à onze heures et quarante.

Séance du 19 janvier 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures trente.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Alexander, la pétition des dames directrices de l'Hospice de la maternité de l'Université, Montréal.

Par M. McGauvran, la pétition de la Compagnie des consommateurs de gaz, de la cité et du district de Montréal.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition de C.-S. Rodier et autres, de la ville de Beauhar-
nois.

Par N. Dulac, deux pétitions de la municipalité du township de Shenley.

Par l'honorable M. Chapleau, la pétition du révérend A. Labelle et autres, du township de Saint-Jérôme et la pétition de William Sloane et autres, de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Montagnes, comté de Terrebonne.

Par M. Beaubien, la pétition de la municipalité du village de Hochelaga.

Rapport de comités:

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances de l'échange de la propriété du gouvernement située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'attendu qu'il appert par une lettre reçue de l'imprimeur M. John Lovell, que le type pour l'impression des cent vingt-sept premières pages de l'enquête prise devant ce comité n'a pas été laissé debout à la suite d'un malentendu;

Qu'attendu que si l'on attend jusqu'après la présentation du rapport final de votre comité avant d'ordonner la réimpression de ces cent vingt-sept pages, dans les deux langues, il en résultera des délais considérables.

Qu'en conséquence, votre comité recommande respectueusement à votre honorable Chambre, qu'il lui soit permis de faire imprimer de suite ces cent vingt-sept pages, et en même temps tout le reste du témoignage, à quatre cent cinquante copies dans la langue française et à deux cent cinquante copies dans la langue anglaise, avec la condition que ces copies ne seront pas distribuées, mais resteront entre les mains du greffier du comité jusqu'après la présentation du rapport final du comité, à votre honorable Chambre.

Il est résolu que cette Chambre concourt dans ledit rapport.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai

l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis dans chaque cas ont été donnés.

De Charles Côté, de la cité des Trois-Rivières, demandant la passation d'un acte lui donnant le privilège exclusif de construire des "booms" estacades, dans une partie de la rivière Bécancour.

De l'Hôpital général du district de Richelieu, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De l'honorable J.-G. Blanchet et autres, demandant des amendements à l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et l'Anse-des-Sauvages.

De Georges Benson Hall, demandant le droit de faire des améliorations sur la rivière Chaudière, et d'exiger des péages pour leur usage.

Votre comité a aussi examiné les pétitions suivantes et trouve qu'elles sont de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

De R. Archer et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Metropolitan Club".

De Xavier Poitevin et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Union Saint-Joseph de Saint-François-de-Sales".

De Joseph Labadie et autres, de la ville de Lévis, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société de bienfaisance mutuelle du Sacré-Coeur-de-Jésus, de la ville de Lévis."

Quant à la pétition de Joseph Paré et autres, du township de Broughton, demandant qu'une certaine partie dudit township soit annexée à la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, votre comité trouve qu'il n'a pas été donné d'avis, cependant votre comité recommande la suspension de la 51e règle, attendu que la pétition ne concerne que ceux qui l'ont signée.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill pour incorporer la cité de Hull.

Bill pour incorporer l'Institut Hervey.

Bill pour incorporer le Collège de Lévis.

Réponses à une adresse:

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Présente à la Chambre, en conformité d'une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 17 décembre 1874, demandant copies des billets de location pour les lots nos 4, 5, 6, dans le 2e rang N.-E. du canton de Jersey; des pétitions de Joseph Fortin et autres, et de Fortunat Poulin, avec les

déclarations sous serment à l'appui d'icelles, et la correspondance échangée entre le département des Terres de la couronne et autres parties concernant lesdits lots et aussi, une liste des ventes faites cette année par l'agent des Terres de la couronne dans ledit canton; distinguant celles qui ont été approuvées de celles qui ne l'ont pas été; et les raisons sur lesquelles le gouvernement s'est appuyé pour faire ces distinctions. (Documents de la session no 20).

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ecoutez, écoutez.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Présente conformément à une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 16 décembre 1873, demandant un état indiquant le nombre d'actions portées devant le magistrat stipendiaire du district du Saguenay, Horace Cimon, écuyer, depuis l'époque de sa nomination, jusqu'au 1er décembre 1873; les endroits où ces jugements ont été rendus, les dépenses de voyage dudit magistrat, ses comptes produits pour chaque voyage et les montants payés. (Documents de la session, no 21).

Aussi réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 16 décembre 1874, demandant le rapport de l'enquête faite au sujet des dépenses de voyage du magistrat du district du Saguenay, Horace Cimon, écuyer. (Documents de la session, no 22).

Introduction de bills:

M. E.B. EDDY (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la société appelée l'Union Saint-Joseph de Saint-François-de-Sales.

Accordé.

M. F. METHOT (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser Charles Côté, écuyer, à construire des piliers et des estacades sur la rivière Bécancour.

Accordé.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser Geo. B. Hall, à faire des améliorations sur la rivière Chaudière, et à exiger des taux de péage pour leur usage.

Accordé.

M. F.-X. DULAC (Beauce): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer une partie du township de Broughton, à la paroisse de Saint-Victor-de-Tring.

Accordé.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Hôpital général du district de Richelieu.

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société de bienveillance du Sacré-Coeur-de-Jésus de la ville de Lévis.

Accordé.

Message du Conseil législatif:

L'Orateur: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte concernant l'Eglise méthodiste du Canada," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Eglise méthodiste du Canada

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Secondé par le député de Montréal-Est (M. F. David), propose que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte concernant l'Eglise méthodiste du Canada" soit maintenant lu la première fois. Adopté.

Contrat avec les Soeurs de l'Asile de la Providence

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Secondé par le député des Trois-Rivières (l'honorable H.-G. Malhiot), propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant la base d'un contrat que le gouvernement se propose de faire avec les révérendes soeurs de l'Asile de la Providence.

Adopté.

En comité:

Voici les résolutions:

Résolu, que cette Chambre approuve les bases d'un contrat que le gouvernement se propose de faire avec les révérendes Soeurs de la Providence, pour le soin des idiots et aliénés de l'un et de l'autre sexe, pendant vingt ans ou environ, dans un établissement que la communauté fait bâtir dans le district de Montréal, tel qu'expliqué dans le document maintenant soumis à cette Chambre, et marqué A.

A

1. Les soins que les révérendes Soeurs de l'Asile de la Providence s'engagent à donner aux idiots et aliénés qui leur seront confiés, consistent dans le logement, le chauffage, l'habillement, l'entretien, la nourriture et les soins, tant en santé qu'en maladie, sauf les honoraires des médecins qui seront à la charge du gouvernement, les révérendes Soeurs ne leur fournissent que le logement;

2. Le prix de chaque pensionnaire sera de

cent piastres par année, et en outre trois piastres et douze centins, en cas de sépulture;

3. Le nombre des pensionnaires ne devra pas être moins de trois cents;

4. Aussitôt que les révérendes Soeurs de l'Asile de la Providence auront complété les bâtisses nécessaires, lesquelles devront être à la satisfaction des inspecteurs de prisons, le gouvernement confiera à ces révérendes Soeurs des idiots et aliénés pour le terme de vingt ans ou environ, à compter du jour du contrat à être fait entre les révérendes Soeurs et le gouvernement, aux conditions ci-dessus énumérées et au nombre de pas moins de trois cents, y compris toutefois les pensionnaires actuels.

In support, the Treasurer said that it was some time since it had become strikingly evident that the Beauport Asylum was far from sufficing to the requirements of this service in so far as accomodation was concerned for the unfortunate inmates. In fact, it was overcrowded, while applications for admission were continually presenting themselves. Under such circumstances, it became the urgent duty of their Government to cast about for relief. At this junction, the religious ladies referred to in the resolution made an offer to the Government to undertake the care of a certain number of idiots and insane and to erect such buildings as would enable them to do with the utmost advantage possible for the poor patients confided to them. The Government thought they could do no better than accept this offer, and they now ask the Legislature to endorse their action in the matter. They invited a full discussion, but at the same time he desired to say in the most positive terms, as mention had been made in the press and elsewhere on the subject, that it was not intended to send Protestant patients to this institution, which was Roman Catholic.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Congratulated the Government in submitting this resolution to the House. He stated the circumstances respecting the contract substantially as they had been detailed by the Treasurer, referring to the over crowding of Beauport, and the urgency of the Government providing accomodation elsewhere. The offer of the good ladies in the sense of the resolution had been accepted by Order in Council. As regarding the price they asked for taking care of the unfortunate patients to be entrusted to them, it was exceedingly low. In fact, it was only religious ladies who could undertake such an arduous and difficult task at such a modest price. This price was \$100 a year per patient, with a guarantee of 300 patients. He referred to the visit made, when the Tanneries Committee was recently in session at Montreal, by certain members of the Legislature and others to the establishment of these good ladies at Longue Pointe, when the party was accompanied by Chief Justice Dorion, and when the warmest

testimony was paid to the zeal of the lady managers, and to the surprising progress made in their arrangements for the comfort of their patients, as well as to the excellent quality of the latter. For his own part, he should say that the building was a credit to the good ladies and would remain a lasting monument to the advantage and good name of the Province. He believed that the House would place no obstacle in the way of the adoption of the resolution, in the first place considering the urgent necessity of relieving the over crowded Asylum of Beauport and of entering into some contract like the present for the purpose, and, secondly, because of the remarkably low and advantageous price for the Province asked for the support of the patients at Longue-Pointe.

M. J.W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Est pour les résolutions.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Rose to correct an erroneous impression which had gone abroad in regard to the Longue-Pointe Institution. He positively asserted that the statement that no distinction as to the creed of the patients to be sent there was to be made, was unfounded. Only patients of the Roman Catholic faith would be sent there.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Suggère que le médecin soit payé par les révérendes Soeurs et non par le gouvernement. Cela coûtera moins cher; il serait mieux d'augmenter la somme votée aux révérendes Soeurs.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Approuve cette disposition et afin que le médecin soit sous le contrôle du gouvernement, on veillera à ce que son compte ne soit pas trop exorbitant.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Said he was glad to learn from the motion of the Government before the House, that they were taking action in this direction. Several years ago, the then Treasurer, Honourable Mr. Dunkin, came to him, asking as to the possibility of any public institution in the City of Montreal taking charge of the poor unfortunate inmates now under charge of the Government Asylum. After considering the matter he had arrived at the conclusion that there was no charitable institution in the city that could possibly take charge of these unfortunates, but he suggested that, in his opinion, the Government would have to erect a suitable building for these subjects and maintain it themselves. He thought that, under the circumstances, the arrangements made by the Government were a step in advance, and he had no doubt that under the care of the Reverend Sisters these poor unfortunate creatures would receive better care than they had had under the former arrangement. He

believed, therefore, that the Government in this matter were moving in the right direction.

M. W.W. LYNCH (Brome): Expressed his regret that the Government had not seen fit to change the system of farming out this class of patients at so much a year. They should recognize the position that they were responsible, that it was their duty to provide for their care and maintenance. The spirit of the age was that they should be provided for at the public expense, and not farmed out. He had no doubt that the Sisters would take care of their patients, but he was surprised that they should be able to do so for so extremely moderate a sum. He could not see how it was possible for them to do so, but he presumed they had counted the cost. He should be extremely glad to see the Government take care of the idiots and lunatics. For some years past the Province had in the Southwestern portion an institution for the accommodation of this class of unfortunates and presided over by a medical man, Dr. Howard, who was second to none in his abilities for the task. He took it for granted, although he had not heard announced, that the Government, having entered into this arrangement, would do away with the St. John's Asylum. The institution must be kept up; the Province was bound to do so. He knew it would be said that the expense of the St. John's Asylum was too much, but where scientific treatment was administered, the question of expense should be the last to be considered. At St. John's many persons had been restored, and it was extremely desirable that unfortunate patients should receive the best scientific treatment the country could afford. He desired to know, too, whether the ladies would have the management of lunatics as well as idiots. The time had now come when it was generally admitted that a great distinction should be made between the treatment of lunatics and idiots. On the one hand, the former were capable of successful treatment, while the cases of the latter were almost hopeless. The classes should be kept entirely distinct. He desired to know what was the intention with regard to Dr. Howard, and whether they would send to Longue-Pointe lunatics as well as idiots.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Said the questions put by the Member for Brome were exceedingly important. He would, however, supplement them with another, and ask who had the appointment of the attending physician?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond que les lunatiques aussi bien que les idiots seront envoyés à l'Asile de la Longue-Pointe. Quant à l'Asile Saint-Jean, c'est l'intention de la discontinuer, vu le nombre limité de patients que cet asile peut contenir et les dépenses énormes qu'il entraîne.

Les Soeurs de la Providence ont été chargées de ces lunatiques et idiots parce que l'Asile de Beauport était rempli.

Le docteur Howard, qui a maintenant la direction de l'Asile de Saint-Jean, sera nommé médecin de l'Asile de la Longue-Pointe.

Il ajoute qu'il est nécessaire que le médecin engagé soit à l'abri des pressions politiques.

En réponse aux remarques de M. Lynch, il est d'avis qu'un asile entre les mains des religieuses offre toutes les garanties que l'on puisse désirer. D'ailleurs, il n'y aura que des patients catholiques et les membres catholiques du gouvernement prennent sur eux toute la responsabilité. Cette mesure sera d'une grande économie pour la province.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Demande si on y enverrait tous les malades.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Certainement pas.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Dit qu'il a été informé que l'on doit envoyer à l'Asile de la Longue-Pointe tous les meilleurs fous et laisser à l'Asile de Beauport les plus mauvais sujets. Il craint que, si telle est l'intention du gouvernement, l'Asile de Beauport ne fasse des plaintes.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond que c'est l'intention de mettre les deux asiles sur un pied d'égalité parfaite; on enverra à l'Asile de la Longue-Pointe les bons comme les mauvais sujets, sans aucune distinction. Mais même en supposant que l'on enverrait les meilleurs sujets à l'Asile de la Longue-Pointe, l'Asile de Beauport n'aurait pas de plainte à faire, puisqu'il reçoit bien plus du gouvernement que l'Asile des Soeurs de la Providence.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande si le gouvernement a l'intention de donner un traitement spécial aux aliénés qui seront envoyés à l'Asile de la Longue-Pointe, ou bien si les aliénés ne recevront que de la surveillance et des soins. Il faudrait pour rendre l'asile utile qu'il y eût un corps d'hommes spéciaux. Il espère qu'il y aura plus qu'un simple surveillant à la nouvelle institution.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond que le gouvernement a certainement l'intention de donner tous les soins possibles aux aliénés; on leur donnera le meilleur traitement scientifique possible. C'est pour cette raison que le gouvernement s'est réservé le contrôle du médecin.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il vaudrait mieux que les révérendes Soeurs eussent le contrôle en même temps que la responsabilité des soins médicaux donnés à leurs patients.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Dit que les bâtisses qu'occupent actuellement les Soeurs ne leur ont pas permis de traiter avantageusement les sujets les plus difficiles. Il a visité ces bâtisses temporaires, et il a été étonné de voir l'ordre et la propreté qui régnaient dans ces appartements encombrés. On peut être certain que lorsque les Soeurs seront installées dans leur nouvelle bâtisse, les patients jouiront de tout le confort qu'il soit possible de leur donner. Il est bien aise de voir que le gouvernement s'est réservé le droit de nommer et de contrôler le médecin de l'institution, car les aliénés n'ont pas seulement besoin des soins que dictent la bonne volonté et la charité, ils ont aussi besoin des soins scientifiques d'un médecin expérimenté.

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Je n'approuve pas la nomination du médecin par le gouvernement. Dans le cas actuel, on comprend ce que le gouvernement veut par cette mesure. Il ne veut pas laisser à la porte un vieux serviteur, c'est bien, mais qu'on ne donne pas de mauvaises raisons, car qui niera que les bonnes Soeurs pourraient donner d'aussi bons soins médicaux à leurs patients que le gouvernement?

Je crois que le député de Brome a tort de croire que si le gouvernement prenait directement les aliénés sous ses soins au lieu de les affermer, cela coûterait moins cher. Notre passé est là qui nous dit le contraire et nos institutions religieuses nous permettent d'affirmer ces infortunés à des prix plus bas qu'aucune autre dénomination. Il voudrait aussi que, aussitôt que possible, les aliénés curables fussent séparés des incurables, car nous savons aujourd'hui que le traitement de ces deux classes est tout différent.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Je suis heureux que cette Chambre ait approuvé ce projet à l'unanimité. Je suis heureux aussi de voir que l'on reconnaît que des institutions semblables à celle des révérendes Soeurs peuvent accepter de pareils contrats et les exécuter. Ces dames nous permettent ainsi de faire une économie de près de \$12,000 par année et relèvent la province du coût de construction d'un établissement de pas moins de \$200,000. Je dis aussi que les malades auraient été aussi bien traités si les soins médicaux étaient laissés aux révérendes Soeurs au lieu d'être sous le contrôle du gouvernement. Je reconnais aussi que d'autres établissements mentionnés dans ces débats ont montré du dévouement dans le traitement de leurs malades. Je serais le dernier à le nier et voilà peut-être ce qui explique leur succès, je suis pour la classification des aliénés et cela se fait déjà à la Longue-Pointe. Ce n'est pas un affermage que le gouvernement fait avec les révérendes dames, on ne peut donner ce nom aux bonnes oeuvres de ces Soeurs que le dévouement seul fait agir.

Je serais heureux que le médecin soit nommé par le gouvernement, non pas pour ces dames, mais pour le public lui-même; cela les empêchera d'être exposées à certaines critiques dirigées contre d'autres institutions. Je ne doute pas que tous les députés se joindront au gouvernement pour accepter la proposition de ces dames.

M. J.W. McGAUVVRAN (Montréal-Ouest): Was surprised that the ladies of the institution could do so much for so small an amount. He also testified to the pleasure which an inspection of these institutions had given him, concluding with an expression of approval of the resolutions.

La résolution est adoptée.

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue et adoptée.

Loi électorale

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

Le comité fait rapport de quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 20 janvier 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Asile des orphelins protestants de Montréal, pour l'année 1874. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition de la municipalité du township de Roxton, comté de Shefford.

Par M. Mailloux, la pétition du révérend L. Boutard et autres, de la paroisse de Saint-Honoré-d'Armand, comté de Témiscouata.

Par M. McGauvran, la pétition de la Compagnie des omnibus et de transport de Montréal, et la pétition de A.-H. David et autres, membres de la faculté médicale de l'Université de Bishops College, Montréal.

Par M. Lavallée, la pétition de J.-A. Leprohon et autres, de la paroisse de Sainte-Emmélie-de-l'Energie.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition de D. Lacoursière et autres, de la paroisse de Sainte-Genève, et la pétition du révérend J.-O. Prince et autres, de la paroisse de Saint-Maurice, toutes deux du comté de Champlain.

Par M. Laberge, la pétition de P. Munro et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Henry McVittie et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Club royal de Montréal".

De Charles Gratton et autres, de la paroisse de Sainte-Monique, demandant à être détachés du comté de Terrebonne, et annexés au comté des Deux-Montagnes.

Du conseil municipal du comté de Nicolet, demandant l'abrogation de la 12e section du chapitre 57 des Statuts de la province de Québec, intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières".

De Octave Prévost et autres, du village Delisle, comté d'Hochelaga, demandant que ledit village ne fasse pas partie de la ville de Saint-Henri.

De F.-X. Toussaint et autres, les professeurs de l'Ecole normale Laval, demandant une augmentation de salaire.

Du Barreau de la province de Québec, section district de Québec, demandant de l'aide dans la publication de "The Quebec Law Reports".

De Alexis Sylvestre et autres, de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, comté de Joliette, de-

mandant de l'aide pour creuser la décharge du lac Noir, dans ladite paroisse.

Des révérendes Soeurs de la Charité de Saint-Paulin, demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

De l'Institut Nazareth, Montréal, demandant que son allocation annuelle soit augmentée.

De Pierre Roy et autres, du township de Ditchfield, comté de Beauce, demandant de l'aide pour un chemin depuis le lac Mégantic jusqu'à la rivière Chaudière.

De la municipalité du township de Shenley, de Louis Rancourt et autres, du township de Jersey, toutes du comté de Beauce, du révérend C. Bellemare et autres, du township de Brandford, comté de Nicolet, demandant respectivement de l'aide pour des chemins dans lesdits townships.

Du conseil municipal du comté de Maskinongé, demandant de l'aide pour un chemin dans ledit comté.

Du révérend D. Dassylva et autres, de la paroisse de Saint-Ephrem, comté de Beauce, demandant de l'aide pour des chemins dans les townships de Tring et Adstock.

De Eustache Saint-Pierre et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte, demandant de l'aide pour un chemin de Saint-Hippolyte jusqu'au lac Masson.

Rapport de comités:

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'Est et Kennebec" (32 Victoria, chapitre 57), auquel il a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition suivante, et trouve que les avis requis ont été donnés.

De Ephrem Hudon jr, de la cité de Montréal, demandant la passation d'un acte pour faire rectifier la subdivision du lot no 61 du plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Montréal.

Réponse à des adresses :

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Présente, conformément à des adresses à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée législative

datée le 17 décembre 1874, demandant copies de tous les rapports concernant les écoles d'industrie et de réforme établies en cette province. (Document de la session, no 23.)

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 18 janvier 1875, demandant la requête de F. Vézina, J. Papillon, A. Matte, Ig. Fortier et autres, de Québec, présentée à Son Excellence en conseil le 27 novembre dernier, demandant que le gouvernement leur fasse remise et abandon du paiement des debentures connues sous le nom de "Prêt aux incendiés de Québec", ainsi que copies de tous ordres en conseil en rapport avec cette requête. (Document de la session, no 18.)

Et aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 17 décembre 1874, demandant copies des ordres en conseil au sujet de l'immigration en cette province, et aussi de la correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement local, relativement aux arrangements avec la Puissance et les gouvernements locaux pour encourager l'immigration au Canada. (Documents de la session, no 24.)

Introduction de bills:

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Demande la permission d'introduire un bill pour rendre valide certains actes et documents exécutés dans le district de Gaspé.

Accordé.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 18 des Statuts refondus du Bas-Canada.

Accordé.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le retrait du plan officiel et du livre de renvoi du lot soixante et un de la paroisse de Montréal.

Accordé.

Affaire des Tanneries

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, secondé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), que vu qu'il appert par le cinquième rapport du comité nommé pour s'enquérir de l'échange de la propriété du gouvernement située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, qu'entre autres témoins assignés devant le comité, monsieur John Rollo Middlemiss, courtier, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, a commencé à donner son témoignage;

Qu'aux questions suivantes qui lui furent alors posées et à chacune d'elles, il a refusé de répondre, savoir:

1. Par qui avez-vous été informé que la propriété des Tanneries n'appartenait pas au gouvernement de la Puissance?

2. Quelle proposition avez-vous faite à Bond

et Brothers au sujet des propriétés Leduc et des Tanneries?

3. Vous avez déclaré que vous aviez eu de Rice une promesse de vente par écrit, que vous ne pouviez trouver, veuillez donner la substance de cette promesse de vente.

4. Quelle considération avez-vous donné à Rice comme prix de la propriété Leduc, mentionnée dans le contrat de vente de Rice à vous, le 1er juillet dernier?

5. Le prix qui y est mentionné était-il un prix fait de bonne foi?

6. Quelle partie de la somme de \$105,000 qui y est mentionnée comme ayant été payée, avez-vous réellement payée comptant?

7. Avez-vous eu aucune garantie de M. Dansereau pour la somme de \$48,000 que vous dites lui avoir avancée, et si oui, dites quelles garanties?

8. Veuillez dire si M. Donald Murray est une personne de moyens suffisants pour assurer le paiement de la balance de \$44,897, mentionnée dans le contrat du 31 juillet dernier de vous à lui, à part la garantie du terrain lui-même?

Et que, vu que ledit John Rollo Middlemiss a refusé de répondre auxdites questions malgré que le comité lui ait ordonné de le faire, cette Chambre maintient la décision dudit comité, et ordonne audit John Rollo Middlemiss de comparaître devant ledit comité à tel jour et à telle heure que ledit comité fixera et de répondre auxdites questions.

Cette Chambre maintient la décision du comité et ordonne audit Ludger-Denis Duvernay de comparaître devant le comité à tel jour et à telle heure que le comité fixera et de répondre auxdites questions.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande si ceci est bien régulier. Il ne le croit pas, puisque le cinquième rapport du comité a été abandonné.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Prétend que la motion est tout à fait régulière.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Veut que tous les procédés dans cette affaire importante soient bien réguliers.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que cette motion n'a rien à faire avec le cinquième rapport du comité et peut être prise en considération même après le retrait du rapport; mais ce rapport n'est pas retiré. L'honorable procureur général n'a fait que retirer sa motion pour l'adoption de ce rapport; le rapport existe toujours.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il n'a jamais eu l'intention de retirer le rapport.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Il est nouveau pour moi qu'on base une motion sur

un rapport qui n'est pas encore adopté. Je maintiens que la motion est irrégulière.

Il serait bien plus conforme aux usages parlementaires d'adopter ce rapport avant de proposer une motion basée sur ce rapport que la Chambre n'a pas encore approuvé.

Il est surpris de voir l'honorable député de Lotbinière soutenir que la Chambre peut passer une motion basée sur un rapport qui, plus tard, pourrait être rejeté par la Chambre.

M. G. IRVINE (Mégantic): Il n'est pas nécessaire qu'un pareil rapport du comité soit adopté par la Chambre du tout. Le comité nous a informés à quelles questions les témoins ont retusé de répondre et leurs raisons pour ce refus. La Chambre peut donc parfaitement agir, ayant la connaissance de ces faits.

M. L'ORATEUR: Décide que la motion pour prendre en considération le refus des témoins de répondre devant le comité est dans l'ordre, vu que le cinquième rapport du comité est devant la Chambre, bien que la motion pour sa prise en considération ait été retirée.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que tout en acceptant la décision de l'Orateur sur ce point, il ne considère pas que la Chambre puisse adopter cette résolution pour une autre raison.

La question soulevée est très grave car elle met en jeu la liberté de quatre sujets de Sa Majesté.

Il est donc important que la Chambre la connaisse bien. Or les témoignages de deux des témoins en question n'ont été soumis à cette Chambre que ce matin, et les témoignages des deux autres ne sont pas complets. Il est convaincu que les quatre-cinquièmes des députés ne sont pas en état de se prononcer sur la question.

Il est ridicule de vouloir décider la présente question sans avoir les dépositions, qui seules peuvent nous permettre de nous enquérir des faits de la présente question. Et perdrait-on à attendre que tous les témoignages et rapport du comité fussent devant la Chambre? Ne serait-ce pas plus logique?

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Nous avons soumis la question à la Chambre sous une forme qui lui permet parfaitement de juger, je crois; mais si les honorables députés sont d'avis contraire, je suis prêt à me soumettre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Les questions que le comité a posées et auxquelles il veut que les témoins répondent ont été jugées importantes; elles tendent à prouver que les rumeurs qui circulaient dans le public à propos du dépôt à la Banque Jacques-Cartier étaient fondées ou non. Les questions qui ont été posées à MM. Middlemiss, et Dansereau sont de la plus haute importance. Il aurait été impossible, du reste, à

la Chambre de prendre connaissance de tant de témoignages.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Regrette d'être obligé d'insister sur cette question davantage, parce qu'il est lui-même un des témoins dans cette affaire, mais il ne peut pas laisser adopter cette motion, qu'il regarde comme très irrégulière, sans protester. Il exprime sa surprise de voir la manière dont le comité a agi envers la presse. Le comité avait d'abord déclaré formellement qu'aucune partie du témoignage ne serait publiée dans les journaux avant que tous les témoignages ne fussent soumis à la Chambre. Et cependant, le surlendemain de cette déclaration, les journaux ont publié les témoignages, et le comité n'a pas dit un mot. Si encore les témoignages publiés dans les journaux étaient exacts, mais plusieurs témoins lui ont affirmé que ces rapports sont très irréguliers.

C'est là une question de privilège et le comité aurait dû insister davantage à faire respecter ses ordres au risque même d'être vilipendé par la presse.

En adoptant cette motion, la Chambre s'expose à se prononcer sur une question qu'elle ne connaît qu'imparfaitement. La Chambre n'a jamais été saisie de la question d'une manière régulière. Il demande que si la motion est adoptée, elle le soit sur division, car pour lui, il ne saurait jamais se prononcer sur une question qu'il ne connaît pas.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Dit que M. Chapleau a pleinement raison, si les témoignages dont il parle n'ont été mis devant la Chambre qu'aujourd'hui. Mais si les témoignages ont été mis devant la Chambre lundi dernier, il ne voit rien qui empêche la Chambre de se prononcer de suite. C'est là une question de fait qui peut être facilement vérifiée. S'il se prononce ainsi, ce n'est pas parce qu'il a besoin de connaître les témoignages tout au long pour porter son jugement sur la question, mais parce qu'il considère que les témoins impliqués ont droit à ce délai.

Le comité était chargé de découvrir s'il y avait eu fraude et voilà pourquoi il est d'avis que Middlemiss aurait dû répondre aux questions qui lui ont été posées; mais comme la question est d'une haute importance, la Chambre doit procéder avec une sage lenteur. Il est d'avis qu'on devrait remettre à après-demain l'adoption du rapport qui concerne MM. Cotté et Duvernay. Toutefois si ces dépositions ont été mises devant la Chambre lundi, elle a eu assez de temps pour en prendre connaissance.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Après avoir consulté le greffier, déclare que les témoignages ont été déposés sur la table en même temps que le rapport, mais qu'ils n'ont pas été mis entre les mains des imprimeurs.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Cham-

plain): Croit que les extraits qui sont devant la Chambre sont suffisants pour juger de la question. La question dont il s'agit est une question de privilège qui sera probablement suivie d'une autre question: les atteintes portées à la liberté du sujet. En tout cas, si les députés ne sont pas suffisamment informés, il n'y en aurait qu'un seul et il est prêt à respecter son opinion.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il est important qu'il n'y ait pas de délai, il ne s'agit pas de persécuter personne, mais de mener cette enquête, qui menace de se prolonger, à bonne fin. Mais si réellement quelques députés ne se croient pas suffisamment renseignés, que l'on accorde un délai de deux jours.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Consent à ce qu'un délai de deux jours soit accordé.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Nous avons nommé un comité pour faire l'enquête et ce comité demande à la Chambre de lui donner le pouvoir de faire répondre les témoins qui ne le veulent pas. Il ne s'agit pas de la liberté individuelle; cette question ne se présentera que si le comité fait mettre en prison les témoins qui refusent de répondre. Pour le moment, il ne s'agit que des fonctions du comité. Si la Chambre approuve la conduite du comité, ce refus de répondre est un refus fait à la Chambre elle-même.

Le raisonnement de M. Chapleau est complètement à côté de la question.

L'HONORABLE H.-G. MAILHOT (Trois-Rivières): Il faut que la Chambre examine si les questions sont pertinentes et si le témoin doit y répondre. Voilà la question telle qu'elle se présente maintenant. Il est d'avis que la conduite de M. Church, qui est disposé à laisser sa motion devant la Chambre pendant deux jours, est bien raisonnable.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que les témoignages de MM. Middlemiss et Danseureau ont été déposés sur la table depuis lundi, et il considère que les députés ont eu le temps d'en prendre connaissance. Il n'est question maintenant que des extraits des témoignages de MM. Cotté et Duvernay.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Réitère son opinion que la Chambre n'a pas besoin de connaître les questions.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Fait remarquer au député de Saint-Maurice que le comité a demandé à la Chambre de juger les questions auxquelles les témoins ont refusé de répondre. Le comité ne demande pas le vote de confiance.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose que le débat sur cette question soit ajourné à

vendredi et qu'il soit alors pris comme premier ordre du jour.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Exprime de nouveau son opinion que ce n'est autre chose qu'un vote de confiance dans le comité.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Dit de nouveau au député de Saint-Maurice que tel n'est pas le cas.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Il est certain que si un seul membre de cette Chambre n'est pas au fait de la question, on doit donner du délai, mais il n'y a que M. Chapleau qui est à la fois témoin, juge et accusé, qui ne se trouve pas assez renseigné. Du reste, n'oublions pas qu'il y a quatre motions de ce genre, et si nous accordons deux jours par motion, cela prendra huit jours. Je suggérerais donc que si la motion de M. Bellerose est adoptée, il soit entendu que l'on disposera vendredi prochain des quatre témoins.

M. F. LANGELIER (Montmagny): La seule personne intéressée est M. Middlemiss; donc la seule question est de savoir si M. Middlemiss est justifiable de refuser de répondre. D'ailleurs, lorsque M. Ritchie insiste à faire répondre M. Middlemiss, ce dernier répond qu'il ne le fera pas, parce que cela concerne ses affaires privées, et que le lendemain, les journaux reproduisent la chose. Cette enquête va coûter très cher à la province, et si l'on ne force pas les témoins à répondre à ces questions qui sont de la plus haute importance, le résultat du comité sera nul. La Chambre n'a aucun intérêt à voir le reste du témoignage de M. Middlemiss, et pour ma part, je suis opposé à tout délai.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il n'a pas demandé que la question fut remise à demain. Il répond au long à M. Gérin et démontre que ce n'est pas un vote de confiance dans le comité. Il s'agit de savoir si le comité avait droit de poser ces questions et si les témoins étaient obligés d'y répondre.

Le débat est remis au lendemain.
A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Hôtel Russell

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la Compagnie de l'Hôtel Russell.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

T.T.Nesbitt

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propo-

se, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour autoriser le Barreau de Québec à admettre T.T. Nesbitt, bachelier en droit, à pratiquer comme avocat.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation des Oblats de l'Immaculée-Conception de Marie

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation des révérends Pères Oblats de l'Immaculée-Conception de Marie.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte amendant l'acte 12 Victoria, chapitre 143".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation de la cité de Hull

M. E.B. EDDY (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer le village de Hull et une partie des cantons de Hull et Templeton sous le nom de cité de Hull.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour incorporer la cité de Hull".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation de l'Institut Hervey

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Institut Hervey.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation du Collège de Lévis

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer le Collège de Lévis.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie canadienne de viande
et de produits alimentaires

M. W. SAWYER (Compton): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie canadienne de viande et de produits alimentaires (Limitée).

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Titres de ventes d'immeubles
par Philip Vibert

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour remédier à certaines informalités dans les titres de ventes d'immeubles par Philip Vibert, ex-shérif de Gaspé.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité de toute la Chambre pour demain.

Compagnie manufacturière de Sherbrooke

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie manufacturière de Sherbrooke.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Compagnie des terres et d'amélioration
des cantons de l'est

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie des terres et d'amélioration des cantons de l'est.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Société de bienfaisance mutuelle
du Sacré-Coeur de Jésus

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la société de bienfaisance mutuelle du Sacré-Coeur de Jésus, de la ville de Lévis.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Eglise méthodiste du Canada

Le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte concernant l'Eglise méthodiste du Canada" est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Bill pour rendre saisissable
une partie des salaires
des officiers publics

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers et employés publics.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Saint-Henri

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour donner effet immédiat à la proclamation érigeant la ville de Saint-Henri.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Loi électorale

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, rapporte qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à onze heures.

Séance du 21 janvier 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Watts, la pétition de Charles Church et autres, la pétition du révérend M.-G. Proulx et autres, de la paroisse de Saint-Cyrille-de-Wendover et Simpson.

Par M. Sawyer, la pétition du révérend R. LaRue et autres, du canton de Clifton, comté de Compton.

Par M. David, la pétition de la Compagnie du chemin de fer à passagers de Montréal.

Par M. Irvine, la pétition de Alexander L. Light et autres, la pétition de George Hall et autres, et la pétition de William Ross et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Alexander, la pétition de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Par M. Daigle, la pétition de L.-A. Sénécal et autres.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend Max. Leblanc et autres, de Sainte-Agathe-des-Monts, et la pétition du révérend L.-A. Dequoy et autres, de la paroisse de Sainte-Adèle.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition de J.-H. Marchildon et autres, de la paroisse de Batiscan.

Par l'honorable M. Malhiot, la pétition de l'honorable H.-G. Malhiot et autres.

Par M. Beaubien, la pétition de C. Aimé Dugas et autres.

Par M. Langelier, la pétition de la Congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la municipalité du village de Hochelaga, demandant le droit d'emprunter une certaine somme pour améliorations dans ledit village.

Du révérend A. Labelle et autres, de la ville de Saint-Jérôme, demandant de l'aide en faveur du Collège Saint-Jérôme.

Des dames directrices de l'Hospice de la maternité de l'Université, Montréal, demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

De William Sloane et autres, de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Montagnes, comté de Terrebonne, demandant un octroi pour la continuation du chemin de colonisation du nord de Saint-Jérôme à Sainte-Agathe-des-Monts.

De la municipalité du township de Shenley, demandant de l'aide pour un chemin dans les 4e et 5e rangs sud dudit township.

De la municipalité du township de Shenley,

demandant de l'aide pour un chemin dans les 4e et 5e rangs dudit township, conduisant à la municipalité d'Aubert Gallion.

Rapport de comités:

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés:

De madame B. Wartley et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "le Compagnie de l'Hôtel Windsor".

De John Rankin et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom "The Atlantic Assurance Company".

De Henry McVitte et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Club Royal de Montréal".

M. P. LARUE (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour étudier le meilleur système de statistiques hygiéniques et mortuaires, et de rechercher les moyens les plus propres à régulariser les inhumations, de préparer un projet de loi à ce sujet et d'en faire rapport à la Chambre.

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre:

Que dans les cas de mort, de maladies épidémiques telles que la variole, le choléra asiatique et le typhus épidémique, on devra exiger l'emploi des désinfectants tels que la chaux vive, le sulfate de fer, la terre desséchée, la tourbe, l'acide carbonique, le charbon de bois pulvérisé, etc., avant de procéder à l'inhumation.

Que dans le cas de mort par le typhus épidémique, le choléra asiatique ou la variole, le transport des cadavres d'une paroisse à une autre, pour l'inhumation, devra être défendu à moins que ces cadavres ne soient enfermés dans des cercueils métalliques hermétiquement clos et remplis de matières désinfectantes.

Votre comité est aussi d'opinion de prescrire que, dans les cas des maladies susmentionnées, on doit défendre l'entrée de ces corps dans les églises, et ordonner qu'ils soient transportés immédiatement de la maison au lieu de sépulture, et déposés dans la terre et dans des fosses séparées, à une profondeur suffisante pour qu'il y ait au moins quatre pieds de terre qui recouvrent la bière, et qu'ils soient aussitôt recouverts. Ces cadavres ne devront pas non plus être déposés dans des charniers.

Quelques autres maladies, lorsqu'elles revêtent un caractère épidémique et dangereux, devraient être soumises aux mêmes lois.

Dans tous les cas de maladies épidémiques, sur l'avis d'un magistrat ou d'un médecin,

chaque conseil municipal devra faire des règlements conformément à ce que ci-dessus prescrit, et à défaut d'action de la part des conseils municipaux, aucun des magistrats de la localité devra émaner une proclamation à cet effet.

Votre comité prescrit aussi que les vêtements et la lingerie qui ont servi aux pestiférés doivent être brûlés ou désinfectés par la terre desséchée ou par quelque autre désinfectant.

Votre comité recommande que dans toutes les inhumations dans les églises (les cas de maladies contagieuses toujours exceptés, tel que prescrit ci-dessus), lorsqu'il n'y aura pas au moins quatre pieds de terre pour recouvrir les bières, on devra construire une maçonnerie en pierre de pas moins de dix-huit pouces, ou ce qui serait préférable, une maçonnerie en briques d'au moins douze pouces bien noyées dans le mortier; dans tous les cas d'inhumation dans les églises, l'usage des désinfectants devra toujours être de rigueur.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmourey): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa", il a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Introduction de bills:

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie d'assurance atlantique. Accordé.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'hôtel Windsor de Montréal. Accordé.

M. R.S. DE BEAUJEU (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le Club royal de Montréal. Accordé.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande la permission d'introduire un bill concernant les avis et les déclarations à être donnés aux régistres.

Accordé.

Affaire des Tanneries

La Chambre reprend les débats sur la question qui fut proposée hier, savoir:

Que, vu qu'il appert par le cinquième rapport du comité nommé pour s'enquérir de l'échange de la propriété du gouvernement située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, qu'entre autres témoins assignés devant le comité, monsieur John Rollo Middlemiss, courtier,

de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, a commencé à donner son témoignage.

Qu'aux questions suivantes qui lui furent posées et à chacune d'elles, il a refusé de répondre, savoir:

1. "Par qui avez-vous été informé que la propriété des Tanneries n'appartenait pas au gouvernement de la Puissance?"

2. "Quelle proposition avez-vous faite à Bond et Brothers au sujet des propriétés Leduc et des Tanneries?"

3. "Vous avez déclaré que vous aviez eu de Rice une promesse de vente par écrit, que vous ne pouviez trouver, veuillez donner la substance de cette promesse de vente."

4. "Quelle considération avez-vous donnée à Rice comme prix de la propriété Leduc, mentionné dans le contrat de vente de Rice à vous, le 1er juillet dernier?"

5. "Le prix qui y est mentionné était-il un prix de fait de bonne foi?"

6. "Quelle partie de la somme de \$100,000 qui est mentionnée comme ayant été payée, avez-vous réellement payée comptant?"

7. "Avez-vous eu aucune garantie de M. Dansereau pour la somme de \$48,000 que vous dites lui avoir avancée, et si oui, dites quelles garanties?"

8. "Veuillez dire si M. Donald Murray est une personne de moyens suffisants pour assurer le paiement de la balance de \$44,897 mentionnée dans le contrat du 31 juillet dernier de vous, à lui, à part la garantie du terrain lui-même".

Et que, vu que ledit John Rollo Middlemiss a refusé de répondre auxdites questions malgré que le comité lui ait ordonné de le faire, cette Chambre maintient la décision dudit comité, et ordonne audit John Rollo Middlemiss de comparaître devant ledit comité à tel jour et telle heure que ledit comité fixera et de répondre auxdites questions.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Se lève pour terminer les remarques qu'il avait commencé à faire, hier soir. Il avait demandé que les débats fussent ajournés pour deux jours afin de donner aux députés le temps d'étudier la question. Pour lui, il est dans la même position qu'hier. Demain il sera prêt à donner son vote, mais si les autres députés se croient assez bien renseignés, que la Chambre procède.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il avait compris que les débats devaient être continués aujourd'hui. Cependant il laisse la question à la décision de la Chambre.

La question est mise aux voix. Elle est adoptée sur division, à la demande du député de Terrebonne. (M. J.-A. Chapleau).

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Secondé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose que vu qu'il appert par le

cinquième rapport du comité nommé pour faire une enquête sur l'échange du terrain du gouvernement, situé au village de Saint-Henri-des-Tanneries, qu'entre autres témoins assignés devant le comité, monsieur Clément-Arthur Dansereau, un des propriétaires du papier-nouvelle "la Minerve", de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, a commencé à donner son témoignage; que sur les questions suivantes qui lui furent alors posées, et à chacune d'elles il a refusé de répondre, savoir:

1. "A quelle banque avez-vous pris ces billets de la Puissance?"

2. "On trouve à la date du dix-sept juillet dernier, à votre crédit dans les livres de la banque Jacques-Cartier, un dépôt de dix-sept mille piastres; voulez-vous dire par qui ce dépôt a été fait?"

3. "Dois-je comprendre que vous refusez de répondre à la question que je vous ai posée, savoir:

Quelle était la nature de ces garanties; c'est-à-dire, les garanties que vous dites avoir données à M. Middlemiss, pour le remboursement des cinquante mille piastres?"

4. "Je vous répète de nouveau; voulez-vous me dire quelle était la nature de ces garanties?"

5. "N'est-il pas vrai que c'est à la banque Jacques-Cartier que vous avez pris les cinquante mille piastres, avec lesquelles vous dites avoir payé samedi dernier le billet que vous avez consenti à M. Middlemiss?"

Que, vu que ledit Arthur Dansereau a refusé de répondre aux dites questions malgré qu'il lui fut enjoint par ledit comité d'y répondre:

Cette Chambre maintient la décision du comité et ordonne audit Clément-Arthur Dansereau, de comparaître devant ledit comité à tel jour et telle heure que ledit comité fixera et de répondre auxdites questions.

Adopté, sur division, à la demande du député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau).

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose que vu qu'il appert par le cinquième rapport du comité nommé pour faire une enquête sur l'échange du terrain du gouvernement situé au village de Saint-Henri-des-Tanneries, qu'entre autres témoins, assignés devant le comité, monsieur Ludger-Denis Duvernay, un des propriétaires du papier-nouvelle "La Minerve", de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, a commencé à donner son témoignage;

Qu'aux questions suivantes qui lui furent alors posées, à chacune d'elles, il a refusé de répondre, savoir:

1. "Voulez-vous produire les livres de compte dans lesquels se trouvent entrés les argents que monsieur C.-A. Dansereau a versés dans la caisse de votre établissement, depuis le premier juin dernier, jusqu'au trente octobre aussi dernier afin que le comité puisse en faire tels extraits qu'ils jugera convenables, à l'effet

d'obtenir tous les montants que monsieur Dansereau a versés dans ladite caisse, et les époques auxquelles il les a versés?"

2. "Voulez-vous donner à ce comité un extrait du livre ou des livres contenant les entrées des versements fait par monsieur Dansereau dans la caisse de votre établissement, depuis le premier juin dernier, jusqu'au trente et un octobre aussi dernier, lequel extrait ne devra contenir que les sommes versées par M. Dansereau entre ces dates?"

Que vu que ledit Ludger-Denis Duvernay a refusé de répondre auxdites questions malgré qu'il lui fut enjoint par ledit comité de le faire:

Cette Chambre maintient la décision du comité, et ordonne audit Ludger-Denis Duvernay de comparaître devant le comité à tel jour et à telle heure que le comité fixera et de répondre auxdites questions.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande si l'on est réellement sérieux en proposant une telle motion. Il ne croit pas que l'on ait lu cette motion; si on veut bien la lire, l'on verra que le témoin a respectueusement répondu à toutes les questions posées par le comité et ayant trait à l'affaire des Tanneries. Mais tout à coup on vient lui demander de produire les livres de son établissement. Naturellement il a refusé de répondre à cette question. Il considère que cette motion est ridicule ni plus ni moins.

Adopté, sur division.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Secondé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose que vu qu'il appert que le cinquième rapport du comité nommé pour faire une enquête sur l'échange du terrain du gouvernement situé au village de Saint-Henri-des-Tanneries, qu'entre autres témoins assignés devant le comité, monsieur Honoré Cotté, caissier de la banque Jacques-Cartier, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, a commencé à donner son témoignage; qu'aux questions suivantes qui lui furent alors posées et à chacune d'elles, il a refusé de répondre, savoir:

1. "Voulez-vous donner le nom de cette personne?"

2. "N'est-il pas vrai que ces \$50,000 n'ont été substituées au chèque en question que depuis que cette enquête est commencée?"

3. "N'est-il pas vrai que cet argent n'a été substitué au chèque que longtemps après que ce chèque eût été déposé à votre banque, c'est-à-dire longtemps après le 4 juillet?"

Que, vu que ledit Honoré Cotté a refusé de répondre auxdites questions malgré qu'il lui fut enjoint par ledit comité de le faire:

Cette Chambre maintient la décision du comité, et ordonne audit Honoré Cotté de comparaître devant le comité à tel jour et telle heure que ledit comité fixera et de répondre auxdites questions.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Cham-

plain): Se lève pour expliquer la position prise par le comité. Le comité a cru de son devoir de procéder avec la plus grande sévérité possible, afin de ne mériter aucun reproche. Mais il lui semble que les objections soulevées par le témoin Cotté sont bien graves et méritent une attention spéciale. Lorsque la question est venue devant le comité, il a proposé que les réponses auxquelles le témoin refusait de répondre fussent prises à huis clos. La majorité des membres du comité a jugé à propos de rejeter sa proposition.

Il a cru par ce moyen éviter le danger qu'appréhendait le témoin; car il faut se rappeler que M. Cotté a refusé de répondre parce qu'il craignait que sa réponse ne portât préjudice aux intérêts de ses clients dont il doit garder les secrets inviolables.

Par conséquent, il ne croit pas que la Chambre serait justifiée en ne faisant aucune distinction entre M. Cotté et les autres témoins. Il faut distinguer entre les témoins intéressés et ceux qui ne le sont pas. Le public a sans doute droit de connaître ce qui se passe devant le comité, mais il faut aussi respecter les secrets de la vie privée; il faut ajouter foi à un homme désintéressé qui vient nous déclarer sous serment de la manière la plus solennelle que telle question n'a directement ni indirectement rien à faire avec l'enquête et que la réponse dévoilerait des secrets que sa position l'oblige à garder inviolables.

Il est donc d'avis que la Chambre devrait ordonner au comité de prendre les réponses de M. Cotté à ces questions à huis clos, si le témoin le demande. Le comité, il est vrai, ne dit pas être entravé ni restreint, mais d'un autre côté, il faut avoir quelque égard pour la vie privée des citoyens, il faut respecter le serment d'un homme honorable et désintéressé.

Mais il y a un autre point sur lequel il désire attirer l'attention de la Chambre. C'est qu'il n'y a pas que les témoins dont la Chambre s'occupe en ce moment qui ont refusé de répondre aux questions posées par le comité. Il y a un autre témoin de qui l'on avait droit d'attendre tous les débats de la transaction; cependant ce témoin a refusé de répondre à un grand nombre de questions. Ce témoin, c'est M. Perkins, l'avocat de M. Middlemass.

Il sait fort bien qu'un avocat doit respecter, doit garder les secrets de son client. Mais quelle différence y a-t-il entre les secrets de M. Perkins et ceux de M. Cotté? S'il y a quelque différence, c'est en faveur de M. Cotté. On parlera sans doute des privilèges d'un avocat, mais il croit sincèrement qu'un caissier de banque doit garder aussi sérieusement les secrets de son établissement qu'un avocat ceux de son client. Il réitère son opinion que la Chambre devrait ordonner au comité de recevoir les réponses de M. Cotté à huis clos, afin de concilier les deux intérêts, l'intérêt privé et l'intérêt public.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac):

Cette Chambre a le pouvoir de s'enquérir des affaires privées de n'importe quel individu de la province. Tout individu a des droits mais qui doivent toujours céder le pas devant l'intérêt public; ce n'est pas au témoin à décider si telle question était étrangère à la transaction ou non, mais bien au comité qui a parfaitement droit d'exiger une réponse. Devant un comité de la Chambre, un témoin ne peut refuser de répondre même si la réponse tend à l'incriminer ou à l'exposer à une action en dommages. Ceci est bien exorbitant du droit commun et néanmoins toutes les autorités sur la pratique parlementaire s'accordent sur ce point.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Je crois que l'honorable député de Champlain n'avait pas droit d'espérer que le comité adoptât sa proposition. Le comité devait accepter l'ordre de la Chambre, et celle-ci n'avait pas autorisé le huis clos. Dans le rapport fait à la Chambre par le comité, celui-ci pouvait suggérer que les réponses se donnassent à huis clos. La Chambre pouvait accepter la chose et le comité siéger secrètement. Je ne suis pas d'avis, comme l'honorable M. Trudel, que les secrets d'affaire d'un caissier peuvent être dévoilés. J'aurais proposé, moi, que la dernière partie du rapport ne fût pas adoptée, mais changée en disant qu'il est permis à Honoré Cotté de donner ses réponses à huis clos.

Qu'arrivera-t-il si, le huis clos étant refusé, M. Cotté refuse péremptoirement de répondre? Je ne vois rien, cependant, dans toutes les questions, qui compromette l'institution dont il est caissier. Qu'on mette les témoins en position de donner leurs réponses à huis clos; plus tard, si l'oeuvre du comité était entravée ou frustrée, on ne pourrait pas alléguer que l'on a fait la position trop difficile aux témoins.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Je suis prêt à adopter un amendement dans le sens de la suggestion du député de Laval.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Je demande à donner des explications. Lorsque j'ai fait ma proposition, il s'est élevé une forte discussion pour savoir si j'étais dans l'ordre. Je ne me dissimulais pas les objections qu'elle susciterait. Le comité avait demandé au début de siéger de telle façon et la Chambre y avait acquiescé. Mais lorsqu'un comité a à s'occuper d'intérêts aussi graves, aussi délicats, il doit jouir de certains pouvoirs ou privilèges. Le comité a cependant bien pris le parti de faire imprimer les témoignages, cependant il n'y a pas d'ordre de la Chambre à ce sujet ou de documents qui l'approuvent. Nous n'étions pas tellement liés par les ordres du comité que nous devions absolument tenir les séances publiques et rejeter complètement le huis clos.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Secondé par le député de Montréal-Ouest (M. J.W. McGau-

vran), propose, sous forme d'amendement, que les mots "à huis clos et que le comité ne fasse rapport à cette Chambre que des réponses qui se rapportent auxdites questions," soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si les reporters doivent être exclus pendant que l'on reçoit les réponses de M. Cotté; si tel est le cas, il s'oppose à l'amendement. Il croit que s'il n'y a rien de compromettant dans l'affaire, on ne doit, certes, rien craindre. S'il y a quelque chose de scandaleux, à combien plus forte raison le public doit-il être mis au courant des faits.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que la Chambre ne peut pas forcer le témoin à répondre aux questions qui lui ont été posées par le comité. Il lui semble que puisqu'on va permettre à M. Cotté de donner ses réponses à huis clos, il serait à propos d'accorder le même privilège aux autres témoins.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'accepte avec plaisir la motion de l'honorable député de Laval. Si M. Cotté a refusé de répondre à certaines questions que lui a faites le comité, c'est pour sauver un client. C'est un motif honorable et généreux dont la Chambre doit lui tenir compte. M. Middlemiss, lui, a refusé de répondre parce que ses intérêts privés en seraient lésés. Nous n'avons pas à nous occuper de cela. L'intérêt général doit primer sur l'intérêt privé. Quant à M. Cotté, il mérite toute la sympathie de la Chambre.

Monsieur l'Orateur, je saisis l'occasion de dire que l'on a souvent porté des insinuations désobligeantes sur le comité. Je dirai que si les membres du comité n'ont pas apporté autant que d'autres députés de cette Chambre des talents et des lumières, ils ont mis à l'expédition de sa besogne toute la bonne volonté et la patience désirables.

L'amendement est adopté.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix; Résolu que vu qu'il appert par le cinquième rapport du comité nommé pour faire une enquête sur l'échange du terrain du gouvernement situé au village de Saint-Henri-des-Tanneries, qu'entre autres témoins assignés devant le comité, monsieur Honoré Cotté, caissier de la banque Jacques-Cartier, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, a commencé à donner son témoignage; qu'aux questions suivantes qui lui furent alors posées et à chacune d'elles, il a refusé de répondre, savoir:

1. "Voulez-vous donner le nom de cette personne?"
2. "N'est-il pas vrai que ces \$40,000 n'ont été substituées au chèque en question que depuis que cette enquête est commencée?"
3. "N'est-il pas vrai que cet argent n'a été substitué au chèque, que longtemps après que

ce chèque eût été déposé à votre banque, c'est-à-dire longtemps après le 4 juillet?"

Que vu que ledit Honoré Cotté a refusé de répondre auxdites questions malgré qu'il lui fut enjoint par ledit comité de le faire:

Cette Chambre maintient la décision du comité et ordonne audit Honoré Cotté de comparaître devant le comité à tel jour et telle heure que ledit comité fixera et de répondre auxdites questions à huis clos et que le comité ne fasse rapport à cette Chambre que des réponses qui se rapportent auxdites questions.

Adopté.

Ville de Saint-Henri

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour donner effet immédiat à la proclamation érigeant la ville de Saint-Henri étant lu;

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose que ledit bill soit renvoyé à un comité spécial composé de M. Beaubien, l'honorable M. le solliciteur général Angers, l'honorable M. Chapleau, M. Laframboise, M. Marchand et M. Joly, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. G. IRVINE (Mégantic): Il serait important de décider si ce bill est un bill privé ou non.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Explique la nature du bill.

M. G. IRVINE (Mégantic): D'après ces explications, c'est un bill privé et il devrait être soumis aux formalités ordinaires.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Ce bill est basé sur la proclamation du gouverneur et non sur une pétition; donc c'est un bill public.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Prétend que c'est un bill privé ou une érection de paroisse.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Soutient que c'est un bill privé et que ce principe a été adopté sur un bill du même genre relatif à des paroisses du comté de Bonaventure.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé à un comité spécial,

Chapitre 18 des Statuts refondus

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre 18 des Statuts refondus pour le Bas-Canada.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Titres de ventes d'immeubles
par Philip Vibert

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmouncy): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour remédier à certaines informalités dans les titres de ventes d'immeubles par Philip Vibert, ex-shérif de Gaspé. Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmouncy): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour remédier à certaines informalités dans des titres de ventes d'immeubles donnés par Philip Vibert, ex-shérif de Gaspé".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

George Ezékiel Hart

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre George Ezékiel Hart, écuyer, comme l'un de ses membres. Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Vente de propriétés
par dame Marie-Louise Panet

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser dame Marie-Louise Panet, veuve d'Arthur Lamothe, à vendre certaines propriétés qui sont substituées à ses enfants.

Dame Nancy P. Parson

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser dame Nancy P. Parson, veuve de W. S. Hunter, à disposer d'un certain bien-fonds dans le comté de Stanstead. Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Estacades sur la rivière Bécancour

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser Charles Côté, écuyer, à construire des piliers et des estacades sur la rivière Bécancour. Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Améliorations dans la rivière Chaudière

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser George B. Hall à faire des améliorations dans la rivière Chaudière, et à exiger des taux de péage pour leur usage. Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Plan officiel du lot 61
de la paroisse de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser le retrait du plan officiel et du livre de renvoi du lot soixante-et-un de la paroisse de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Lecture de pétitions:

M. F. LANGEЛИER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), que les pétitions présentées aujourd'hui ayant rapport à des bills privés soient maintenant reçues et lues.

Adopté. Ces pétitions sont reçues et lues comme suit:

De Alexandre L. Light et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de la Compagnie du Chemin de Fer direct de Matawan et Québec.

De Cyrille Brassard et autres, des cantons de Wendover et Simpson, comté de Drummond; demandant que lesdits cantons soient érigés en deux municipalités séparées.

De George Hall et autres; demandant la passation d'un acte pour incorporer de nouveau la compagnie des mines de Mégantic.

De William Ross et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Victoria Opera House Company."

De L.A. Sénécal et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de la compagnie de quaiage de Sorel.

De l'Honorable H.G. Malhiot et autres; demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer de Ste Angèle de Laval, au village de Richemond.

De la Congrégation des Catholiques de Québec parlant la langue anglaise; demandant des amendements à l'acte 18 Victoria, chapitre 228.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Loi électorale

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en nouveau comité pour étudier le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

Plusieurs articles du bill sont discutés.

Le comité fait rapport de quelques progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

La Chambre s'ajourne à onze heures.

Séance du 22 janvier 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures et quinze.

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. le solliciteur général Angers, la pétition de Téléphore Lavoie, et autres de la paroisse de Saint-François-Xavier de la petite Rivière, et la pétition du révérend J. Sirois et autres, de la Baie Saint-Paul, toutes deux du comté de Charlevoix, et la pétition de Pierre Arguin et autres, des paroisses de Saint-Etienne-de-Lauzon, Saint-Jean-Chrysostôme et Saint-Lambert.

Par M. Beauchesne, la pétition de Alexander McDonald, de la paroisse de Bécancour.

Par M. David, la pétition de Edwin McMullen et autres, de Montréal.

Par M. Alexander, la pétition de dame Philo. D. Brown et autres dames de la cité de Montréal, et la pétition du révérend Gavin Lang et autres, de Montréal et autres lieux.

Par M. Picard, la pétition de James Mairs et autres, du canton de Melbourne, comté de Richmond, et la pétition de la municipalité du canton de Dudswell, comté de Wolfe.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De A.-H. David et autres, membres de la faculté médicale de Bishop's College, Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Hôpital de la maternité, Montréal."

De la Compagnie d'omnibus et de transport de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la municipalité du township de Roxton, comté de Shefford, demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière Noire.

De P. Munro et autres de la cité de Montréal, demandant le rappel de la loi ordonnant la vaccination compulsoire.

Du révérend J.-O. Prince et autres, de la paroisse de Saint-Maurice, et D. Lacoursière et autres, de la paroisse de Sainte-Geneviève, toutes du comté de Champlain, demandant de l'aide pour reconstruire les ponts sur le Saint-Maurice.

De J.-A. Leprohon et autres de la paroisse de Sainte-Émmélie-de-l'Énergie, demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Joliette.

Du révérend L. Boutard et autres, de la paroisse de Saint-Honoré-d'Armand, comté de Témiscouata, demandant de l'aide pour un chemin.

Bills privés

M. W. J. WATTS (Drummond-Arthabaska): Demande que le délai pour recevoir les bills privés soit prolongé.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): S'oppose à cette demande. Il déclare qu'il est opposé à ce que ce temps soit prolongé davantage. Si un député désire présenter une pétition, il pourra le faire avec la permission de la Chambre.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Est en faveur d'une prolongation du temps.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas:

De la Compagnie des consommateurs du gaz de la cité et district de Montréal.

De Lorn MacDougall et autres, de la Côte Sainte-Catherine, demandant la passation d'un acte érigeant une partie de la Côte Sainte-Catherine en municipalité de village.

Des exécuteurs testamentaires de Stanley C. Bagg, demandant la passation d'un acte pour leur permettre de disposer de certains biens immeubles chargés de substitution.

Quant à la pétition de la Congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise, votre comité trouve qu'il n'a pas été donné d'avis, mais attendu que la requête est signée par la presque totalité des intéressés et que le sujet de cette requête a été expliqué aux membres de ladite congrégation, du haut de la chaire pendant deux dimanches consécutifs, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable J.-O. Beaubien, président.

Votre comité recommande respectueusement que son quorum soit réduit à sept membres.

Que l'honorable M. Hale et messieurs Gérin et Gendron forment un sous-comité avec instruction d'examiner les comptes d'impression qui leur seront soumis et les autres documents qui pourront leur être renvoyés par rapport aux impressions.

Il est résolu que cette Chambre concourt dans lesdits rapports.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport: Qu'il a examiné les bills suivants et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour amender les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford, qui sera connue à l'avenir sous le nom de Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer des Laurentides.

Bill pour amender de nouveau l'acte sanctionné, le vingt-quatre de décembre mil huit cent soixante-dix, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de la vallée des rivières Missisquoi et Noire".

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmourenzy): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer la Compagnie du gaz de Sherbrooke.

Bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre James Cruickshank, au nombre de ses membres.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait rapport à la Chambre que le comité spécial nommé pour étudier le bill pour donner effet immédiat à la proclamation érigeant la ville de Saint-Henri, a examiné le bill et y a fait plusieurs amendements.

Introduction de bills:

M. J.W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal.

Accordé.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Eglise Baptiste de la rue Sainte-Catherine, Montréal.

Accordé.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer les habitants de la Côte Sainte-Catherine en une municipalité de village.

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmourenzy): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 35 Victoria, chap. 27, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de Lévis et de l'Anse-des-Sauvages".

Accordé.

Contrat avec les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, secondé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives à un contrat passé entre Sa Très Gracieuse Majesté la Reine et les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.

Il explique que dans l'acte, il avait été stipulé que les Frères bâtiraient dans l'espace de trois ans une maison de réforme sur une terre propre à une ferme. Aujourd'hui, on objecte à cela parce qu'il serait plus avantageux pour les jeunes délinquants que les ateliers de l'établissement fussent à la ville plutôt qu'à la campagne.

L'exploitation seule d'une ferme ne pourrait pas subvenir aux dépenses qu'elle nécessiterait, et de plus, par l'acte lui-même, le gouvernement se trouverait obligé de payer plus cher pour chaque sujet.

Adopté.

En comité:

Il est résolu qu'il est à propos d'abroger les deux clauses suivantes, stipulées dans un certain contrat entre Sa Très Gracieuse Majesté la Reine Victoria, et les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, au sujet de la garde et de l'entretien des jeunes délinquants catholiques de la province de Québec, ledit acte passé devant Me L.-O. Héту, notaire, à Montréal, le 11 janvier 1873, à savoir:

(3). Lesdits Frères s'engagent à bâtir à leurs frais, d'hui à trois ans, sur un terrain propre à l'exploitation d'une ferme, une autre école de réforme, dans laquelle sera installé leur établissement; le choix du site et les plans de construction de cette maison, devant être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(4). Dès que les jeunes délinquants auront été transportés dans la nouvelle école de réforme desdits Frères, à être construite comme ci-dessus, le gouvernement leur paiera pour chaque délinquant une somme de deux cents piastres par année, au minimum garantie de cent cinquante, et pour chaque délinquant au-dessus de deux cents, une somme de cent quatre-vingt piastres.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution.

Loi électorale

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

Les clauses 102, 103, 104, 105 sont adoptées.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande, à propos de la clause 106, pourquoi on y a changé la loi fédérale décrétant qu'on pourra proposer une candidature de midi à 2 heures, pour substituer les heures de midi à 1 heure, p.m.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Répond que l'on a trouvé ce laps de temps trop long, parce que dans les rassemblements tumultueux qui se font alors, les émeutes ont le temps de se produire. En raccourcissant le délai d'une heure on obviendra à beaucoup de désordres.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Est d'avis que cette différence entre les deux lois suscitera beaucoup d'erreurs, de malentendus. Souvent, pour ignorer ce détail et se fier sur la loi fédérale, on manquera l'occasion de proposer une candidature importante, et le pays sera peut-être privé d'un représentant capable.

La clause 106 est adoptée sans amendement, ainsi que les clauses 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114 et 115.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, en amendement à la clause 116, que le dépôt de \$100, par tout candidat, soit supprimé. Il ne faut pas exiger des candidats pareil sacrifice et ce n'est pas trop pour eux de se monter la tête au point d'accepter une candidature.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Cela peut fort bien convenir aux millionnaires anciens et nouveaux. (Rires) Que l'on mette le nombre de candidats que l'on voudra, mais qu'on n'impose pas ce que je pourrais appeler la taxe directe sur les candidats. Le candidat doit être libre, et je demande, au nom de la liberté du corps électoral, qu'on retranche ce dépôt. Comme le disait le député de Terrebonne, le candidat n'a pas trop de vaincre ses répugnances sans qu'on l'oblige à effectuer un dépôt.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Se prononce contre le dépôt.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Est d'avis que ce dépôt fait disparaître les candidatures inutiles. Ce système en vigueur en Australie a obtenu jusqu'ici le succès le plus complet.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Donne lecture de l'amendement qui consiste en ceci à peu près; que le mot "cent" soit remplacé par "deux cents" et que le dépôt sera remboursé à tout candidat qui aura obtenu au moins le quart des votes dans la division électorale.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Je demande qu'on élève le dépôt à cinq cents piastres pour les ministres.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je m'oppose formellement à cet amendement. Ce sont ceux qui veulent l'augmentation de l'indemnité parlementaire qui insistent le plus sur l'adoption de cet amendement.

L'amendement est adopté sur division.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'espère que l'honorable trésorier votera pour que l'indemnité parlementaire soit augmentée l'an prochain.

PLUSIEURS DEPUTES: Le dépôt est remboursé.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Il est toujours plus facile de faire un dépôt que de le retirer.

La clause 117 est adoptée.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Fait remarquer, au sujet de la clause 118, qu'il n'est pas dit que l'officier-rapporteur sera tenu de donner un reçu, s'il en est requis. Il propose que cela soit ajouté à la clause.

Adopté.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer que la clause 118 diffère de la loi fédérale qui dit que le serment devra être prêté devant l'officier-rapporteur. La loi provinciale décrète que ce serment devra être prêté devant un magistrat.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Devant les deux, le magistrat et l'officier-rapporteur.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande pourquoi on intercale ces nuances dans la loi provinciale. Si on n'assimile pas cette loi à la loi fédérale, on se verra bientôt aux prises avec maintes difficultés.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): En ajoutant le nom du magistrat, c'est une facilité que nous avons voulu accorder au candidat.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): A ce sujet, on vient de me rappeler un triste souvenir. C'est qu'un officier-rapporteur peut disparaître, comme c'est déjà arrivé.

Les clauses 118 à 144 sont adoptées.

M. F. LANGELIER (Montmagny): A la clause 145, il demande qu'en même temps que la proclamation, les instructions sur la manière de voter soient publiées et affichées, afin que les électeurs puissent se mettre parfaitement au courant de ce qu'ils ont à faire.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Fait remarquer que vu qu'il y a huit jours d'intervalle entre la proclamation et la votation, ces avis peuvent être détruits. D'ailleurs, il est prévu à cela plus loin.

M. F. LANGELIER (Montmagny): L'un n'empêche pas l'autre. Ces instructions peuvent être publiées une seconde fois.

La clause est adoptée, telle qu'amendée.

La 146e clause est adoptée.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer, à la clause 147, encore une différence qui existe entre la loi provinciale et la loi fédérale. Dans celle-ci, l'officier-rapporteur refusant ou manquant de donner ses listes d'élection est passible d'une amende de \$2,000, tandis que dans celle-là, l'officier-rapporteur est passible de \$200 d'amende ou d'un emprisonnement de 6 mois.

Les clauses 147 et 148 sont adoptées sans amendement.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Propose, à la clause 149, que les officiers municipaux, tels que le maire, les conseillers ou le secrétaire-trésorier, soient ex officio députés-officiers-rapporteurs. Par là, on éviterait des abus criants incroyables. Lors des élections en 1872, on avait choisi dans plusieurs divisions électorales, comme députés-officiers-rapporteurs, des espèces de bandits, pour intimider les électeurs. Dans le district de Québec entre autres, on avait fait un choix d'assommeurs. Lui-même a vu un de ces personnages qui tenait un revolver d'une main. Heureusement qu'il y avait dans ces endroits des gens qui n'avaient pas plus peur des brigands de la ville que de la campagne. On devrait mettre comme députés-officiers-rapporteurs des maires, les plus anciens conseillers, des officiers de municipalités, enfin, des gens censés être d'un excellent caractère, d'une respectabilité inattaquable.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Ce serait alors qu'on pourrait dire en choisissant le maire, des conseillers ou autres, chefs ou personnages les plus influents dans une paroisse, que c'est ou ce sont les meilleurs cabaleurs de la paroisse. Il vaut mieux réserver à l'officier-rapporteur le droit de choisir ses assistants. D'après le système que l'on propose, on aurait dix ou douze bureaux de votation dans une paroisse et on n'aurait qu'un maire.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Dit que ce dernier avancé est impossible. Il n'y a pas de paroisse qui ait 1,200 voteurs. Les plus considérables en ont 600 et la moyenne générale est de 200 à 250 voteurs par paroisse.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Cite quelques paroisses de certains comtés qui ont, l'une 800, l'autre 600 électeurs.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Il m'est arrivé de voir, M. le Président, dans plusieurs élections, que l'on envoyait dans des paroisses voisines de chauds partisans, qu'on les forçait d'y aller sous peine d'amende. Bon nombre, il est vrai, préféreraient payer l'amende que de se soumettre. Je trouve que la loi à ce sujet a une lacune. Elle ne contient rien pour empêcher l'officier-rapporteur à se porter à de pareils abus. Je suggérerais qu'à la fin de la clause, on ajoutât ceci: on ne forcera pas un sous-officier-rapporteur ou clerc de poll à agir ailleurs que dans sa paroisse.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuie l'amendement en citant des abus rien moins qu'incroyables.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Dit que pour faire un pareil amendement, il faut attendre à la clause 236.

Les clauses 149 jusqu'à 156 sont adoptées.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il attend le concours sur le bill pour s'opposer au système du vote au scrutin.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dois-je croire que la qualification sera maintenue par le gouvernement?

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Non.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je regrette de voir le gouvernement prendre cette position. Un bill d'élection présenté par le gouvernement doit être un bill de la Chambre. Les usages parlementaires veulent qu'il en soit ainsi et qu'un bill de ce genre ne lie personne vis-à-vis d'aucun parti. Je l'ai toujours compris ainsi; des amis du gouvernement ont cru devoir se prononcer contre certaines clauses du bill, je n'aurais jamais pensé qu'on dût les accuser de mauvaise foi ou d'hostilité à l'égard de ce gouvernement. Je n'aurais jamais pensé que les quelques objections que j'ai pu faire auraient été interprétées ainsi. Il est contre la dignité de la Chambre de faire de ce bill d'élection une question ministérielle.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Tout en approuvant les remarques de l'honorable préopinant, il déclare que le principe du bill était le vote au scrutin secret.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je dis qu'il y a un principe dans ce projet de loi, c'est la qualification; le scrutin, lui, est un mode d'exercer la franchise électorale.

Le parti conservateur s'est de tout temps opposé au scrutin. Il saura encore faire entendre sa voix. Je dirai qu'en cette circonstance le gouvernement a fait un acte de faiblesse.

M. F. LANGELIER (Montmagny): L'honorable député voudrait-il nous dire ce qu'il entend par un principe et un mode?

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je le sais.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Nous ne le savons pas.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Déclare que le gouvernement a cru devoir introduire le scrutin secret dans la législation pour supprimer les désordres, anéantir la corruption, faire disparaître l'intimidation.

Par cette loi, une fois adoptée, le gouvernement croit qu'il aura atteint son but; ce n'est pas par faiblesse qu'il a agi. Est-ce à dire parce que les grands industriels et négociants doivent, à raison de leur position et de leur expérience des affaires, exercer une légitime influence sur la classe moins expérimentée, qu'il faille les laisser torturer la conscience des électeurs? Le parti conservateur a toujours été contre le scrutin secret. Mais lorsqu'une idée a fait son chemin, qu'elle a mûri, qu'on a vu qu'elle est vraiment raisonnable, pourquoi ne pas l'adopter? Le scrutin existe partout dans les grands pays, aux Etats-Unis, en Angleterre et ailleurs. Il est temps pour nous de l'adopter. Qui peut avoir objection à voter au moyen d'un bulletin? Y a-t-il quelque chose de blessant pour qui que soit dans ce procédé? Non, il n'y a rien d'humiliant. Quand on voit que ce scrutin secret vient en aide à l'employé public, à l'employé de grands propriétaires, au pauvre et les soustrait à toutes sortes d'influences indues, est-ce qu'on ne doit pas s'emparer de l'adopter comme un bienfait?

Les clauses 157 jusqu'à 174 sont adoptées. Cette dernière se lit comme suit: Si ce nom se trouve sur la liste des électeurs, pour l'arrondissement de votation de ce bureau, le votant recevra du sous-officier-rapporteur, une enveloppe et un bulletin de vote sur lequel celui-ci aura préalablement apposé ses initiales.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmagny): Dit qu'il a quelque chose à ajouter après les mots "apposé ses initiales" à savoir: "et un numéro correspondant à un numéro vis-à-vis le nom du votant".

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Est convaincu que le secret du scrutin n'existe plus avec cet amendement. L'officier-rapporteur peut parfaitement retracer tous les votes au moyen de ce chiffre et connaître pour qui un tel ou un tel a voté. Il n'y aura plus de secret.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmagny): Dit que l'officier-rapporteur est sous serment ainsi que le greffier de la couronne en chancellerie. Pense-t-on qu'ils soient décidés à violer ce serment? De plus, la loi le défend

expressément, et il y a une clause qui dit qu'on ne pourra avoir accès au bulletin que dans deux ou trois cas; 1. dans le cas de poursuite pour violation du scrutin; 2. dans le cas de fausse personation; 3. dans le cas de bulletins rejetés.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Croit que si cet amendement est proposé et adopté, c'est la mort du scrutin secret; c'est qu'alors le gouvernement, en représentant sa loi, n'est pas sincère. Il y a une clause qui dit que le scrutin sera dépouillé devant l'officier-rapporteur et les représentants du candidat. Lorsque l'officier-rapporteur prendra le bulletin, il l'examinera en-dessus et en-dessous, tout comme les représentants du candidat. Avec un peu de mémoire, l'officier-rapporteur ou tel autre qui sera présent pourra facilement se rappeler pour qui le no 25 aura voté.

Maintenant, si un individu veut voir les bulletins au bureau du greffier de la couronne en chancellerie, il n'aura qu'à déposer une requête devant un juge pour contestation d'élection. Ce ne sera plus alors qu'un scrutin hypocrite, polichinelle. Maintenant, comment pourra-t-on savoir le nom de celui qui s'est rendu coupable de fausse personation? Je ne veux pas d'une demi-mesure. Elle fonctionnera clopin-clopant, comme tant d'autres, volées souvent à l'Opposition et défigurées après coup. On a pris des mesures à l'Opposition et quand elles ont mal fonctionné, on s'est écrié: Voyez les sages mesures de ces gens de l'Opposition. On n'a pas dit, par exemple, que, comme celle-ci, elles avaient été gâchées par ceux qui s'en étaient servis. Quant à moi, je m'opposerai certainement à ce genre de scrutin secret, si on arrive avec un amendement de cette nature.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Ceci fait probablement partie du vote de non-confiance.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je trouve qu'il y a beaucoup de force dans les raisons de l'honorable député de Montmagny.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): On doit donc comprendre que la question est libre.

La motion est adoptée sur division.

Les clauses 175, 176, 177, 178, 179 et 180 sont adoptées.

Clause 181. Chaque fois qu'un votant aura fait préparer son bulletin de vote conformément à la section 180, il en sera fait mention au cabinet de votation en regard du nom de tel votant.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer, à propos de la clause 181, que là encore il y a différence entre la loi provinciale et la loi fédérale. A la clause 48 de cette dernière, il est dit que lorsque le député-officier-rapporteur viendra en aide à des voteurs malades, estropiés ou infirmes, il en tiendra une liste spéciale.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dans chaque cas de ce genre, il y aura dans le cahier de votation une colonne où seront entrés les noms de ces électeurs avec l'indice que chacun d'eux a été aidé à voter par le député-officier-rapporteur. C'est pour ne pas compliquer la procédure. Les clauses 181, 182, 183, 184, 185 et 186 sont ensuite adoptées.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

Accordé.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa

M. E.B. EDDY, (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa, (Limitée)".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital général du district de Richelieu

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Hôpital général du district de Richelieu.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Loi électorale

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements. Il est ordonné que le bill, tel qu'amendé, soit réimprimé.

Société de Québec

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la

deuxième lecture du bill pour incorporer la Société de Québec pour prévenir les cruautés envers les animaux.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Chapitre 18 des Statuts refondus

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender le chapitre 18 des Statuts refondus pour le Bas-Canada.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins d'hiver

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser l'ouverture de chemins d'hiver pour le transport du bois de chauffage ou de commerce.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité spécial sur le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec.

Pratique de la médecine

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'Acte chap. 76 des Statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie et l'étude de l'anatomie en ce qui a rapport à la nomination d'un inspecteur d'anatomie.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre ajourne ses travaux à dix heures et quarante.

Séance du 25 janvier 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Watts, la pétition de James Duncan et autres, du canton de Grantham.

Par l'honorable M. Malhiot, la pétition de la Société historique de Montréal.

Par M. David, la pétition de Dugall J. Bannatyne et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De dame Philo. D. Brown et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Young Women's Christian Association of Montreal".

De Edwin McMullin et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Canadian Bridge Company".

De C. Aimé Dugas et autres, demandant la passation d'un acte pour donner un effet immédiat à la proclamation qu'établit la ville de Saint-Henri.

De la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, demandant que les privilèges accordés à ladite compagnie soient maintenus.

De la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, demandant que certaines parties du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie d'omnibus et de transport de Montréal ne deviennent pas loi.

Du révérend Gavin Lang et autres, de Montréal et autres lieux, demandant que les divers bills se rapportant aux Eglises presbytériennes ne deviennent pas loi.

De Alexander McDonald et autres, de la paroisse de Bécancour, demandant que le bill pour autoriser P. Mayrand, fils, à construire des estacades et des piliers sur la baie de Bécancour, ne devienne pas loi.

Du révérend M.-G. Proulx et autres, de la paroisse de Saint-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond, demandant que les conclusions de la pétition de P. Cyrille Brassard et autres, pour diviser les townships de Wendover et Simpson, en deux municipalités séparées, ne soient pas accordées.

De Pierre Arguin et autres, de Saint-Etienne-de-Lauzon, Saint-Jean-Chrysostôme et Saint-Lambert, demandant un abandon des arrérages des rentes seigneuriales dues ou gouvernement sur leurs terres et la commutation desdites rentes.

De la municipalité du township de Dudswell, comté de Wolfe, demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière Saint-François.

De J.-H. Marchildon et autres, de la paroisse de Batisca, demandant de l'aide pour la reconstruction des ponts sur le Saint-Maurice.

Du révérend Jos. Sirois et autres, de la Baie Saint-Paul, et Téléphore Lavoie et autres, de la paroisse de Saint-François-Xavier de la Petite Rivière, toutes du comté de Charlevoix, demandant respectivement qu'il ne soit pas accordé de privilège exclusif de construire un pont sur la rivière Sainte-Anne.

De James Mairs et autres, du township de Melbourne, comté de Richmond-Est, du révérend R. LaRue et autres, du township de Clifton, comté de Compton, demandant respectivement de l'aide pour un chemin.

De Charles Church et autres, demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Durham.

Du révérend Max. Leblanc et autres, de Sainte-Agathe-des-Monts, et du révérend L.-A. Dequoy et autres, de la paroisse de Sainte-Angèle, demandant respectivement de l'aide pour la construction du chemin de colonisation du nord de Montréal jusqu'à Sainte-Agathe.

M. W. J. WATTS (Drummond-Arthabaska): Propose que la pétition de James Duncan et autres, du canton de Grantham, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant qu'une partie du canton d'Upton soit annexée au canton de Grantham, est reçue et lue.

Rapport de comités:

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Adopté.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Association pharmaceutique de la province de Québec, et pour régler la vente des poisons, et y a fait plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill du Conseil législatif: "Acte concernant l'Eglise méthodiste en Canada" et y a fait un amendement qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'à vendredi, le 29 janvier courant inclusivement, et que celui pour la présentation des rapports sur lesdits bills privés soit prolongé jusqu'à vendredi, le 5 février inclusivement.

Adopté.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-

Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici le rapport :

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des bills privés soit prolongé jusqu'à vendredi, le vingt-neuf janvier courant inclusivement, et que celui pour la réception des rapports sur lesdits bills privés soit prolongé jusqu'à vendredi, le cinq février prochain inclusivement.

Adopté.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De George Hall et al., demandant à être réincorporés sous le nom de Compagnie des mines de Mégantic.

De la Compagnie d'omnibus et de transport de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Introduction de bills:

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la Compagnie des omnibus et de transport de Montréal.

Accordé.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Propose que la 51e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise.

Adopté.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Demande la permission d'introduire ledit bill.

Accordé.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour ériger la paroisse de Sainte-Prudentienne en une municipalité pour fins scolaires, municipales et électORALES.

Accordé.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande la permission d'introduire un bill concernant les huissiers de la province de Québec.

Il explique le but du bill, qui est d'unir dans une corporation une classe d'hommes très utiles tout comme le Barreau et autres groupes du genre. Le public et les huissiers profiteront de cette mesure.

Les huissiers devront faire des études avant d'être licenciés et ils devront aussi subir un examen devant un bureau d'examineurs et donner un cautionnement avant de pouvoir entrer en fonctions.

M. G. IRVINE (Mégantic): Demande si le bill a été présenté en vertu d'une pétition rapportée par le comité permanent des ordres permanents. Il dit que ce bill est un bill privé puisqu'il s'agit d'incorporer certaines classes de personnes.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Ce bill est dans une certaine mesure un bill public; autrement il vaudrait autant dire que le bill incorporant le Barreau de la province de Québec est un bill privé.

Ce bill concerne toute une classe de fonctionnaires de la province; ayant ainsi un caractère général, ce bill n'a pas besoin d'être demandé comme un bill privé.

M. L'ORATEUR: Décide que le bill, dans une large mesure, a un caractère public et ne requiert par conséquent pas de pétition préliminaire. Il décide que le bill est un bill public.

Le bill est introduit.

M. G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des mines de Mégantic.

Accordé.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande la permission d'introduire un bill pour exempter de l'enregistrement certaines substitutions conditionnelles.

Accordé.

Société historique de Québec

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Présente une requête de la Société historique de Québec, demandant de l'aide.

Subsides

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Called the attention of the House and more particularly of the Treasurer, to the steps taken by the latter in December last, in order to simplify the procedure with regard to going into Supply. He (Mn B.) did so to ascertain whether the Treasurer intended to proceed under the old system or the new one he had proposed for; if under the former, at the present rate of going, it would take the House three weeks to arrive at that object.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that he intended to proceed as he had proposed in December. The estimates were

in the hands of the printers, who were pushing them through as fast as they possibly could.

Compagnie du chemin de fer
des Laurentides

M. O. PELTIER (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer des Laurentides.

Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, rapporte qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Compagnie du chemin de fer de la vallée
des rivières Missisquoi et Noire

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de gaz de Sherbrooke

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie de gaz de Sherbrooke.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

James Cruickshank

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser le Barreau du Bas-Canada, province de Québec, à admettre James Cruickshank à la pratique de la profession de procureur.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Union Saint-Joseph de Saint-François-de-Sales

M. E. B. EDDY (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la société appelée "L'Union Saint-Joseph de Saint-François-de-Sales".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie de consommateurs de gaz
de la cité et du district de Montréal

M. J. W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer de jonction
de la Pointe-Lévis et de l'Anse-des-Sauvages

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 35 Vict., chap. 27, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et de l'Anse-des-Sauvages".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies de mines ou manufacturières.

Interpellations:

Succession de feu Edouard Fraser

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande si c'est l'intention du gouvernement de demander l'envoi en possession des biens de la succession vacante de feu Edouard Fraser, en son vivant écuyer, avocat et co-seigneur de la Rivière-du-Loup, et si aucune demande n'a été faite dans ce but par le gouvernement depuis la confection de l'inventaire.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Le gouvernement n'a eu qu'un soupçon de l'inventaire des biens de la succession. Un curateur a été nommé. Et personne n'a présenté de réclamations contre la succession au gouvernement qui ne peut pas agir.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande si le gouvernement a été informé qu'en aucun temps la couronne a, avant la mort de feu

Edouard Fraser, renoncé à son droit qu'elle avait ou pouvait avoir dans la succession vacante de feu Alexandre Fraser, en son vivant seigneur de la Rivière-du-Loup et autres lieux. Si oui, quand et en faveur de qui?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): En 1865, le gouvernement de la province du Canada, par ordre en conseil, a décidé de remettre aux héritiers Fraser et en particulier à Alexandre Fraser, l'un d'eux, la part qui lui revenait dans la succession.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire rendre un compte par J.-B. Pouliot, écuyer, nommé curateur à la succession vacante de feu Alexander Fraser, pour la part que feu Edouard Fraser pouvait avoir dans ladite succession et qui aujourd'hui revient à la couronne, par la mort dudit Edouard Fraser pouvait avoir dans ladite succession et qui aujourd'hui revient à la couronne, par la mort dudit Edouard Fraser, décédé ab intestat et sans héritiers légitimes.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Les héritiers avaient institué contre le curateur des actions en reddition de compte. Dans l'incendie du palais de justice, plusieurs documents ont été perdus et détruits. Cela a suspendu les procédures. Le gouvernement a l'intention de s'occuper de la question.

Chemins à barrières

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Est-ce l'intention du gouvernement, avant la fin de cette session, de prendre les moyens de redresser les griefs de la Compagnie des chemins à barrières exposés dans la pétition adressée à cette honorable Chambre, le 9 du mois dernier, par le préfet et les membres du conseil municipal du district de Québec.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said it was the intention of the Government to appoint a Commission after the session to enquire into the grounds of complaint urged in the petition referred to by the Honourable Member for Quebec West, with the view of doing justice to the bond-holders and all others interested, and he would add that the Government had reason to know that such intention was satisfactory to the petitioners.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Tandis que vous y êtes, mettez donc aussi la Commission à barrières de Montréal, qui se trouve dans une position identique à celle de Québec.

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Si elle le veut, qu'elle nous le demande.

Palais de justice de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Est-ce l'intention du gouvernement d'inclure dans les estimés de la prochaine année fiscale, une somme pour l'érection d'un palais de justice pour la cité et le district de Québec et pour des édifices destinés aux départements ou pour l'un ou pour l'autre?

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said the Government had not yet decided on putting in the estimates a sum for the erection of a Court House in the city of Quebec, but they had resolved on including a sum for Departmental buildings, which he hoped would be satisfactory.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): En français.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Une somme sera demandé dans les subsides pour ériger de nouvelles bâtisses pour les départements publics.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement, en attendant, a pris les mesures nécessaires pour mettre à l'abri les dossiers et documents des cours de loi.

Prêts aux compagnies de chemins de fer

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Desired to enquire of the Honourable Member for Argenteuil if he intended going on with the motion concerning the Railway Loan which was upon the order paper so long; and if he did not, whether he would not see the propriety of taking it from the paper.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said he did not see how the Treasurer was going to make anything by his proceeding with the motion, or by withdrawing it. It was impossible for them to discuss the subject intelligently until he had obtained information as to the liability of the Government to the Railway Companies. It was public rumour that the Government intended to increase the railway subsidies, and in this connection were mentioned the Lévis and Kennebec scheme, and that in which the Honourable Treasurer was politically and pecuniarily interested. It was impossible, thus, for him to proceed until he had become possessed of the necessary information.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that this had nothing to do with the question. There was this motion for a committee to enquire into the contracting of the loan, and he wanted to know whether the mover intended going on with it, for if he did not, it was time it should be taken from the

paper, so that it would not obstruct other business.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Voudrait savoir comment il retarde les travaux de la Chambre. Il rappelle la proposition qu'il a faite au trésorier de discuter la question devant deux ministres et deux membres de l'Opposition.

DES VOIX: A l'ordre! A l'ordre! Go on! Go on! Drop it! Drop it!

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Se lève...

DES VOIX: A l'ordre! A l'ordre!

M. L'ORATEUR: Dit que si la Chambre consent à discuter davantage ce sujet, le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) a la parole.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Reprend ses explications du retard à procéder à la motion, disant qu'il ne pouvait procéder en ignorant la situation financière de la province.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Desired that Mr Bellingham's motion should be proceeded with at once, as every day's delay tended not only to depreciate the value of the Provincial bonds, but also those of the city of Montreal.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Trouve que cet avis de motion devrait être retiré des ordres du jour.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Soutient la position prise par le député d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham).

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Could not see the fairness of forcing the Honourable Member for Argenteuil to proceed with his motion before the Honourable Treasurer had announced his railway policy. A knowledge of that policy was essential to a proper discussion of the subject involved in the motion, and without it, no correct or logical conclusion could be arrived at in the matter. The motion might be dropped, but should not be proceeded with in the absence of the information demanded by the mover and withheld by the Treasurer.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Succession de feu Edouard Fraser

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Propose, appuyé par le député de Bonaventure (M. P.-C. Beaudesne), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie du rapport du commissaire que le gouvernement a

envoyé à Fraserville, pour surveiller la confection de l'inventaire de la succession vacante de feu Edouard Fraser, en son vivant, avocat et co-seigneur de la Rivière-du-Loup.

En attirant l'attention du gouvernement sur cette question, mon but est simplement d'empêcher, à propos de la succession de feu Edouard Fraser, la répétition de ce qui a eu lieu pour la succession vacante de feu Alexander Fraser. En effet, depuis 1843, je crois, le curateur nommé à la succession vacante de feu Alexander Fraser a toujours continué l'exercice de cette charge et rien ne fait prévoir la fin de cette administration, pendant que quelques enfants de feu Alexander Fraser sont dans un état voisin de la pauvreté, du moins de la part qui pourrait leur échoir.

La couronne qui, suivant la déclaration que vient de faire l'honorable solliciteur général, a cédé ses droits dans la succession de feu Alexander Fraser en faveur des enfants naturels ou légitimes de ce dernier, est de nouveau appelée à cette succession, étant au lieu et place de feu Edouard Fraser, pour la part qui lui advenait dans la succession de son père par suite de la renonciation de la couronne, comme je viens de le dire. La question est certainement importante, car il s'agit d'un peu près £27,000 ou £9,600 à intérêt depuis 30 ans.

Aujourd'hui il y a une nouvelle curatelle à une seconde succession réputée vacante. Il est donc important pour le gouvernement et les intéressés que l'autorité intervienne afin que des questions aussi importantes ne soient pas réglées sans qu'elle soit consultée. Cette intervention aura pour effet de faire résoudre promptement les questions de liquidation qui s'élèvent déjà et d'empêcher la nouvelle curatelle de s'éterniser comme la première. En agissant ainsi, le gouvernement, je crois, ferait un bon acte d'administration de justice et mettrait fin à toutes les contestations qui menacent cette succession.

Si les moyens ordinaires ne suffisaient pas, je suggérerais l'idée d'avoir recours à une législation spéciale, afin d'obvier à toutes les difficultés qui pourraient s'élever lors du partage de ces deux successions, surtout celle de feu Alexandre Fraser. J'ai la confiance que le gouvernement actuel va prendre des mesures de suite pour faire obtenir aux enfants naturels ou légitimes de feu Alex. Fraser ce qu'ils peuvent avoir droit d'avoir dans cette succession; d'autant plus que j'ai lieu de croire que le curateur actuel, M. J.-B. Pouliot, serait bien heureux de pouvoir rendre compte à qui de droit afin de soulager ses épaules d'un pareil fardeau et de l'idée que plus tard cette curatelle pourrait causer beaucoup d'embarras à ses propres héritiers.

La proposition est adoptée.

Succession en déshérence

M. F. LANGELIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G.

Marchand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de Québec et celui de la Puissance au sujet des successions en déshérence.

Il explique qu'il est rare que la couronne hérite d'une succession de grande valeur, car des héritiers apparaissent habituellement; des exceptions à cette règle se sont produites récemment, et il importe de savoir si l'héritage revient à la couronne représentée par le gouvernement du Dominion, ou à la couronne représentée par les provinces où l'héritage est produit.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit qu'il ne croit pas qu'une correspondance de cette nature existe.

Pour sa part, en tout cas, il croit que le gouvernement provincial possède le droit prioritaire à recueillir l'héritage.

La proposition est adoptée.

Aide aux chemins de fer

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tout rapport fait jusqu'ici au gouvernement, soit par le Bureau provincial du chemin de fer ou ses ingénieurs, ainsi que des sommes d'argent payées aux compagnies de chemin de fer qui ont droit à des octrois publics en vertu de la loi, avec copie des demandes des compagnies ou des individus qui ont fait des demandes d'argent, les autorités légales en vertu desquelles ces sommes d'argent ont été payées et à qui elles l'ont été.

Adopté.

Concessions de terres

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, appuyé par le député d'Ottawa (M. E. B. Eddy), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant la quantité de terres octroyées par lettres patentes à Charles Pennoyer, écuyer, de Eaton, à Michel Fournier, écuyer, de Port-Joli, et à G. B. Hall, écuyer, de Québec, la date de la vente de chacun de ces lots et d'aucune partie desdits lots, les noms des personnes auxquelles ils ont été vendus originellement, et la date des lettres patentes de chacun desdits lots ou d'aucune partie d'iceux.

Il dit que cet état est demandé comme explication d'un état de choses qui appert dans le rapport du ministre des Terres. Cet état montrera que le lot indiqué dans l'appendice no 15 a été vendu suivant les règles ordinaires du département. Adopté.

Prison de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, appuyé par le député de Québec-Ouest (M. J. Hearn), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre toute correspondance entre le gouvernement et le geôlier de la prison de Montréal, relativement à l'entretien et nourriture donnés aux prisonniers.

Je dirai quelques mots de certains abus qui existent dans la prison de Montréal. Chaque automne, on voit des gens qui commettent des délits peu graves, de manière à être emmenés en prison pour y être hiverner. Eh bien! on devrait faire travailler ces prisonniers dans les rues de Montréal. Ces individus, le plus souvent, ne sont pas des gens infirmes mais des gens paresseux. On devrait donc autoriser le geôlier à les faire travailler dans les rues. Quant à l'administration de la prison, elle est excellente.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que les trois quarts des prisonniers devraient être entretenus aux frais de la corporation de Montréal; il espère que le trésorier recommandera que la corporation soit tenue de payer l'entretien des prisonniers. Entre-temps, une loi fédérale devrait permettre d'occuper ces prisonniers, soit par la corporation, soit par des manufacturiers. Il est convaincu qu'une telle loi réduirait de beaucoup le nombre des prisonniers.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Je suis enchanté des deux discours qui viennent d'être prononcés; on se rappellera que M. Payette, qui administre si bien la prison, a été nommé par le gouvernement de 1863.

Le recorder ou magistrat de police est responsable de l'inactivité des prisonniers, puisqu'il ne les condamne pas aux travaux forcés.

J'approuve donc la proposition du député de Montréal-Est (M. F. David).

La proposition est adoptée.

Dépôts judiciaires

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des comptes assermentés, fournis au trésorier de la province de Québec, en vertu de l'"Acte concernant les dépôts judiciaires et autres"; et un état détaillé des montants déposés avec numéros et titres des causes, noms des parties par Michel Mathieu, écuyer, shérif, du district de Richelieu, en vertu du même acte; ainsi que copie de toute correspondance entre aucun des membres du gouvernement ou aucun des départements, et ledit Michel Mathieu, au sujet de ces dépôts.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Cette adresse exigera un travail considérable, aussi je demanderai à M. Molleur de spécifier une époque en particulier.

La proposition est adoptée.

D.-Z. Gauthier

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, appuyé par le député de Napierville (M. L.-D. Lafontaine), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes commissions, instructions et correspondances émanées de l'honorable procureur général de cette province ou de son département, et adressées à D.-Z. Gauthier, écuyer, avocat, de Sorel, relativement à la conduite des affaires criminelles de la part de la couronne, dans le district de Richelieu, depuis le premier janvier mil huit cent soixante-quatorze, jusqu'à ce jour; et aussi copie de toutes correspondances, dépêches, rapports, comptes, etc., reçus par ledit honorable procureur général ou son département, dudit D.-Z. Gauthier, écuyer, pendant la même période de temps. Adopté.

T.T. Nesbitt

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose que l'honoraire payé sur le bill pour autoriser le Barreau de Québec à admettre T.T. Nesbitt, pour pratiquer comme avocat, soit remis.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Demande si M. Bachand a de bonnes raisons pour faire cette demande.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Répond que M. Nesbitt n'est pas assez fortuné pour payer cette somme.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit qu'à moins que M. Nesbitt ne soit réellement incapable de payer cette somme, il ne voit pas pourquoi on la lui remettrait.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Appuie la proposition.

La proposition est adoptée.

Statistiques hygiéniques et mortuaires

M. P. LARUE (Portneuf): Propose que cette Chambre concourt dans le second rapport du comité spécial nommé pour étudier le meilleur système de statistiques hygiéniques et mortuaires, et de rechercher les moyens les plus propres à régulariser les inhumations, de préparer un projet de loi à ce sujet, et d'en faire rapport à la Chambre.

Adopté.

Licences pour la coupe de bois

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que la réponse à une adresse du 17 décembre dernier, au sujet de licences pour coupe de bois accordées sur certains lots dans le canton de Jersey, vendus l'hiver dernier, et des réclamations faites par les acquéreurs desdits lots contre ces licences, ainsi que tous les documents placés devant cette honorable Chambre avec ledit retour, soient soumis à un comité spécial de cinq membres nommés par la Chambre (et dont le moteur ne fera pas partie), avec instruction d'examiner cette affaire et de faire rapport à la Chambre, avec pouvoir d'examiner personnes, papiers et records, si nécessaire.

Monsieur l'Orateur, comme la question est destinée à soulever une longue discussion, je ne ferai que le simple exposé des faits. Je dirai pourquoi je fais ma motion aujourd'hui. Des colons du canton de Jersey sont venus me trouver et m'ont déclaré qu'ils avaient employé la violence pour chasser de leurs terres à bois des ouvriers de MM. King. Je leur ai fait observer qu'ils avaient eu tort de prendre cette attitude, dans un pays civilisé, que s'ils avaient des griefs ils n'avaient qu'à faire valoir leurs réclamations auprès des autorités; qu'ils étaient sous la protection du gouvernement qui, lui, avait pu être induit en erreur.

J'ai cru, devant un pareil état de choses, quand des gens étaient en armes, qu'il pouvait survenir de moment en moment des scènes déplorables, j'ai cru, dis-je, que je devais saisir de suite la Chambre de la question.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit qu'il a examiné minutieusement l'affaire et que la question est difficile à régler. Il y a bon nombre de colons de bonne foi, mais ils n'ont pas en leur faveur assez de preuves pour que le gouvernement puisse leur accorder des permis.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je crois que si l'on ajourne la discussion et que si je ne fais que présenter un exposé des faits, cela mettra mon honorable ami, le commissaire des Terres de la couronne, en position de se renseigner complètement sur la situation. Je crois devoir dire que les réclamations des colons de cette partie du pays sont basées non seulement sur la justice, mais aussi sur la loi. J'ai obtenu du Bureau des Terres de la couronne la liste des colons lésés. Je suis surpris de n'en trouver que six, au lieu de trente-quatre, c'est-à-dire le nombre de ceux qui ont obtenu des permis de coupe de bois. Après quelques autres remarques, l'honorable député cite une lettre adressée à M. Fortin, agent des Terres de la couronne dans la Beauce, donnant instruction à celui-ci d'excepter dans ce renouvellement de la licence de M M. King,

certaines terrains octroyés à des colons. Il rapporte qu'il proposa en décembre dernier qu'il était expédient pour le gouvernement de favoriser les colons de bonne foi et de poursuivre avec toute la rigueur de la loi les colons de mauvaise foi. Il sait cependant que le gouvernement apprécie le colon de bonne foi, que celui-ci a certains droits à des bois de commerce, pourvu toutefois qu'il remplisse certaines conditions. D'après le permis d'occupation lui-même, l'agent des terres se trouve engagé à mettre en vigueur certains règlements pour protéger les bois.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): L'honorable député doit savoir que l'approbation d'un permis d'occupation doit être donnée par le commissaire lui-même. Cette approbation seule constitue le titre parfait à la propriété de tel ou tel lot.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je connais très bien cela. Mais voici ce que je déplore. On vend à trente-quatre des colons certaines terres publiques avant le temps du renouvellement des licences. Quelque temps après, lorsque MM. King demandent le renouvellement de la licence, l'agent des terres à la Beauce écrit au département des Terres à Québec que MM. King veulent renouveler leur licence, tout en ayant payé leur rente foncière, mais sans être conforme au règlement le plus important, celui qui exige un état assermenté des bois coupés sur leurs lots. La lettre est datée du 1er mai. Le député de la Beauce appela l'attention du gouvernement sur les réclamations des colons. Le gouvernement ne pouvait pas manquer d'être averti. Le département répond à l'agent que les licences ne devront être renouvelées que lorsque les conditions auront été remplies. Cependant les licences sont renouvelées au bout de quelque temps et, à peine un mois après, on approuvait les ventes faites aux colons. Si le gouvernement avait attendu un peu plus longtemps avant d'accorder le renouvellement des licences de MM. King, il n'aurait commis une injustice. Les MM. King avaient jusqu'au 5 décembre pour renouveler leurs licences.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): L'honorable député ne sait-il pas que ce serait faire dommage au commerce de bois que de dire aux exploiters qui se présentent

au 1er mai: Attendez, attendez au 5 décembre, cela pour favoriser quelques colons, souvent malheureusement de mauvaise foi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable député devrait savoir, et l'honorable député de Maskinongé sait bien lui, que ce n'est pas le printemps mais l'automne que le bois est coupé. Les colons ont besoin d'être protégés. L'honorable député parle en détail de cette question et insiste d'une façon particulière sur l'injustice commise envers les colons de Jersey. Au 1er mai 1874, on considère les trente-quatre colons comme étant de mauvaise foi en accordant des licences à MM. King, et au mois de juin, le 11, 12 ou 16 de ce mois, on les reconnaît comme de bonne foi en approuvant les ventes. La loi accordait à MM. King jusqu'au 5 décembre pour le renouvellement des licences. Pourquoi n'a-t-on pas attendu un, deux ou trois mois? Si le gouvernement avait attendu un mois, il n'aurait pas donné à MM. King le permis de couper du bois sur les trente-quatre lots de terre vendus.

Encore une fois, il ne veut pas jeter tout le blâme sur l'administration, mais certainement il y a quelque chose qui doit être amendé dans la loi.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Le secret de toute cette difficulté, c'est que pendant qu'on faisait des recherches pour constater quels étaient les colons de bonne foi, les MM. King ont fait renouveler leur licence. Voilà toute l'affaire.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Mais on n'avait pas besoin de tant se presser, puisqu'on avait depuis le mois de mai jusqu'au 5 décembre pour accorder des licences.

M. P. FORTIN (Gaspé): La coupe de bois est vendue pour 20 ans mais afin de conserver un certain contrôle sur les exploiters, le gouvernement s'est réservé le privilège de renouveler chaque année les licences qui expirent le 30 avril. Or, dès ce moment, le propriétaire a le droit de faire renouveler la licence puisqu'il a payé pour les 20 ans. On a prolongé le délai jusqu'au mois de décembre afin de laisser plus de délai aux acheteurs pour payer leurs licences en partie.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures.

M. H-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement devait renouveler la licence pour les coupes de bois. Il est évident qu'il y a eu une grande négligence de la part du département des Terres de la couronne. On a dit que les licences concernant les coupes de bois ont été données de bonne foi. Je ne voudrais pas le nier, mais d'un autre côté je me plains du manque de connaissance, de la mauvaise foi et de la négligence de ceux qui ont effectué ces ventes au nom du gouvernement. La question exige l'attention du gouvernement. Les colons du canton de Jersey sont soulevés contre les agents des marchands de bois, qui coupent du bois sur leurs terres.

Il y a eu des ventes de faites même dans les mois de janvier, février et mars. Le gouvernement paraît faire le contraire de ce que l'on s'attendait, et il est temps de décider de la valeur du bois vendu et de dire à qui réellement appartient ce bois. Il a été reconnu que des marchands de bois et des colons, ceux-ci étaient de bonne foi; cependant on a enlevé des lots à plusieurs d'entre eux. On a voulu jusqu'à un certain point réparer ces torts en envoyant un garde-forestier visiter les lots vendus dans le canton de Jersey. Ce garde-forestier a trouvé 6 lots où il n'y avait absolument aucun ouvrage de fait, 8 lots où un peu d'ouvrage avait été fait, et 7 où tout l'ouvrage était fait et où les terrains étaient prêts à recevoir la semence le printemps prochain. Les propriétaires de ces divers lots doivent-ils être traités de la même manière? Evidemment non. Après le rapport du garde-forestier, la vente de quelques lots n'a pas été désapprouvée; du moins rien ne me porte à croire qu'elle ait été désapprouvée réellement. Le gouvernement se trouve donc, à mon avis, dans une fort embarrassante position. Je ne veux pas dire que le gouvernement actuel est responsable des actes de l'ancien pour ce qui regarde cette question de la vente des coupes de bois. Mais, cependant, une chose est bien certaine, c'est qu'il a le droit d'intervenir dans ce qui a été fait et peut ainsi satisfaire les colons, soit en leur payant la valeur du bois, soit de quelque autre façon, et régler ainsi ces difficultés. Après avoir travaillé sur leurs terres, se les voir enlever sans indemnité n'est pas juste assurément.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Avant d'admettre tout ce que vient d'avancer l'honorable député de Lotbinière, je dois avouer que j'exigerai d'autres preuves que celles par lui amenées ce soir pour jeter du louche sur la conduite du commissaire des Terres de la couronne et les employés de ce département. Dans l'affaire qui nous occupe actuellement, je dois dire que les licences, pour quelques-uns des lots, n'étaient pas accordées d'une manière définitive, mais qu'elles étaient encore sujettes à l'approbation ou la désapprobation du commissaire des Terres de la couron-

ne. Il faudrait, avant tout, savoir si les gens qui ont acheté des lots ont agi de bonne foi et si, par conséquent, ils sont dans leur droit. Comme je ne suis pas prêt à répondre aux questions et aux attaques de l'honorable député de Lotbinière, je demande à la Chambre que le débat sur ce sujet soit remis à demain. Je verrai ce qui a empêché de retirer les licences dont vient de parler M. Joly. La vente a eu lieu dans le cours de l'hiver dernier, le commissaire a approuvé une partie des ventes et l'on ne peut revenir sur ces ventes. Il n'existe qu'une agence, pour la vente des coupes de bois dans le canton de Jersey. Lorsque le commissaire parvient à découvrir que les ventes ont été faites par fraude ou sont de mauvaise foi, il ne peut les confirmer et ne les confirme pas.

Si, après trois ans, l'acheteur d'un lot n'a pas pris possession de ce lot ou plutôt ne s'y est pas établi, on peut lui enlever, suivant la loi, 10 ou 15 parties de ce lot, parce qu'alors il n'a pas rempli les conditions exigées dans le cas des ventes de ce genre. Je suis sous l'impression que le commissaire a toujours agi de bonne foi et avec une grande prudence. Plusieurs de ceux qui ont acheté des lots ne l'ont pas fait dans le but d'aller s'y établir, mais dans l'unique intention de s'emparer des bois au préjudice du gouvernement. Voilà que l'on peut désapprouver.

Je propose donc, appuyé par l'honorable M. Angers, l'ajournement de ces débats à demain.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il concourt dans les paroles de M. Joly. Le colon reçoit un billet d'allocation; en homme de bonne foi, il a ensuite un délai de six mois, pendant la durée duquel il n'est tenu à aucun travail sur son lot. Il a ensuite quatre ans pour terminer l'ouvrage qu'il est tenu de faire, suivant la loi. Le commissaire ne révoque pas des billets, mais à l'époque du premier mai, il approuve la licence du marchand de bois et le temps arrivé où la licence doit être renouvelée, on lui enlève ses lots. M. Malhiot ne devrait pas, ce me semble, assumer la responsabilité de semblables licences.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Aussitôt que le temps est arrivé, il faudrait alors retirer la licence. Il se présente des cas où le commissaire des Terres fait bien de suspendre la vente des coupes de bois; c'est lorsqu'il lui paraît évident que la vente a été faite par fraude ou de mauvaise foi. Chaque année, il se vend ordinairement quatre ou cinq lots. Un jour, le commissaire s'aperçoit qu'on a vendu vingt, trente et même quarante lots dans un seul canton et cela contre l'usage qui existe depuis dix ans. Le commissaire doit s'opposer à ce genre de vente et ne pas l'approuver. Le député de Saint-Jean oublie de faire une distinction importante; c'est qu'il n'y a pas que les propriétaires de limites qui achètent des lots.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): J'avouerais

tout d'abord que la question actuellement débattue est une des questions les plus difficiles qui puissent se présenter dans l'administration des terres de la couronne. Il s'agit de concilier la justice avec les droits des colons et ceux qui ont des licences. S'il est reconnu que les acheteurs de lots ont agi de mauvaise foi, je pense que l'on peut alors révoquer ce qui a été fait. Il existe une clause de la loi exigeant de donner un avis de soixante jours. Lorsqu'une agence concède un lot, il est entendu que du moment que le colon paye un billet sur tel ou tel lot, le commissaire ne peut casser la concession sans l'avis des soixante jours.

Je désire faire remarquer que les licences sont données jusqu'au 30 d'avril, mais il est entendu qu'un marchand de bois peut attendre jusqu'au 6 décembre pour le renouvellement de sa licence. C'est un arrangement à l'amiable qui se fait généralement. Pendant ce temps les licences sont là et personne n'a le droit d'aller prendre des lots qui sont déjà pris. Il faut une raison de fraude pour casser la concession des lots. Dans les licences il est dit qu'aucun lot concédé par allocation ne sera exclu par la licence. Si les lots concédés avant le 5 décembre ne peuvent être reçus, il faut que l'agent mentionne que telle ou telle personne est exempte de la licence. Maintenant, il y a d'autres points à considérer; la protection des colons et le détournement de la fraude. Nous ne saurions trop faire pour protéger les colons, et ne trop faire aussi pour prévenir l'action des gens qui achètent des lots d'une manière qu'on ne peut expliquer.

Il est ordonné que les débats soient ajournés jusqu'à demain.

Article 69 du code de procédure civile

M. F. LANGELE (Montmagny): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'article 69 du code de procédure civile, relativement à l'assignation des défendeurs.

Adopté.

Contrat avec les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport que le comité de toute la Chambre pour prendre en considération une certaine résolution relative à un contrat passé entre Sa Très Gracieuse Majesté la Reine et les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, a passé une résolution, laquelle est lue comme suit:

Qu'il est à propos d'abroger les deux clauses suivantes, stipulées dans un certain contrat entre Sa Très Gracieuse Majesté la Reine Victoria, et les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, au sujet de la garde et de l'entretien des jeunes délinquants catholiques de la province de Québec, ledit acte passé devant Me L.-O. Héty, notaire, à Montréal, le 11 janvier 1873, savoir:

3. Lesdits Frères s'engagent à bâtir à leur frais, d'hui à trois ans, sur un terrain propre à l'exploitation d'une ferme, une autre école de réforme, dans laquelle sera installé leur établissement; le choix du site et les plans de construction de cette maison, devant être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Dès que les jeunes délinquants auront été transportés dans la nouvelle école de réforme desdits Frères, à être construite comme ci-dessus, le gouvernement leur paiera pour chaque délinquant une somme de deux cent piastres par année, au minimum garanti de cent cinquante, et pour chaque délinquant au-dessus de deux cents, une somme de cent quatre-vingt piastres.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose que la Chambre concoure dans ledit rapport.

Il a été constaté qu'un asile situé en dehors de la ville ne serait pas aussi avantageux pour les jeunes délinquants. A Montréal on leur enseigne des métiers et l'établissement étant dans la ville même, on peut bien plus facilement qu'ailleurs vendre les ouvrages qu'ils font. Un quart du prix de vente de ces produits sera appliqué au paiement de pension des jeunes délinquants; pension qui sera toujours de deux cent piastres tant que les Frères de la Charité seront à Montréal.

M. G. IRVINE (Mégantic): Demande au gouvernement s'il a l'intention d'abandonner le projet de construire une école à la campagne pour y établir une ferme d'agriculture à l'usage des jeunes délinquants. Il est d'avis, lui, que ces jeunes se formeront mieux à la campagne qu'à la ville.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond que les Frères avaient suggéré d'abandonner ce projet et qu'en outre la vie de la campagne était tout à fait opposée aux goûts des garçons; mais d'un autre côté, les délinquants lorsqu'ils seront à la campagne seront exempts d'une foule de tentations auxquelles ils sont exposés à la ville et qu'il ne fallait pas écouter les goûts des délinquants.

M. G. IRVINE (Mégantic): On ne doit pas considérer les goûts de ces enfants, parce que la vie à la campagne est préférable pour eux et qu'elle les tient éloignés du tumulte de la ville.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Plusieurs députés ont déjà manifesté l'opinion qu'il est utile de donner aux jeunes délinquants des notions sur l'agriculture. Il est désirable que ceux qui auraient des goûts pour ce genre d'ouvrage puissent les cultiver. Cependant, je suis d'avis qu'on ne devrait pas les forcer à apprendre l'art agricole, mais qu'on devrait donner à ceux qui le voudraient, l'avantage d'exprimer leur goût. Dans le jardin atte-

nant à l'institution, ceux qui le veulent peuvent exercer leur force physique. Cependant, ceux-là sont en bien petit nombre, et tout le monde sait qu'il est important de ne pas empêcher les Frères de conduire les délinquants comme ils l'entendent. On vend les ouvrages qu'ils font et que l'on reconnaît être excellents. Je ne voudrais pas changer le système actuellement en vigueur dans l'institution, ce système me paraît très sage.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit que dans les pays d'Europe les enfants ne sont pas tentés de s'échapper, bien qu'ils soient occupés à travailler dans les champs. En dehors de l'enseignement des arts mécaniques cette classe d'industrie l'emporte de beaucoup.

M. J.W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Appuie les paroles du député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham).

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Il est impossible assurément de former tous les délinquants à l'art agricole. Ce serait une absurdité d'en agir ainsi.

L'HONORABLE J.-A. BELLEROSÉ (Laval): On perd de vue les rapports présentés par ceux qui dirigent cette institution. Depuis quatre-vingt ans le nombre de ceux qui aiment l'agriculture est extrêmement restreint. Peu ont des goûts pour le travail des terres, et le grand nombre préfère travailler dans les ateliers. Sur les deux cents qui sont à l'école de réforme, presque tous veulent apprendre des métiers. Il ne faut pas oublier que l'aptitude et le goût sont pour beaucoup chez les jeunes délinquants.

On doit les laisser libres de faire les travaux qui sont plus conformes à leurs goûts. Dans les pénitenciers, les condamnés ont chacun le métier qu'ils désirent exercer. A plus forte raison les enfants qui ne sont pas, eux, des hommes faits, devraient-ils être parfaitement libres de choisir le genre de travail qui convient à leurs aptitudes et à leurs goûts. L'agriculture est un bel art, mais il ne faut pas méconnaître la force physique nécessaire pour exercer cet art, et l'on ne doit pas s'attendre à trouver cette force chez des jeunes gens.

Ladite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Dépôt et lecture d'une pétition:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par l'honorable M. Malhiot, la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité des Trois-Rivières.

Et ladite pétition demandant un acte pour réformer les divers actes concernant ladite cité des Trois-Rivières en un seul acte est reçue et lue.

La Chambre s'ajourne à neuf heures et quarante.

Séance du 26 janvier 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

Documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etats des affaires de l'Asile Sainte-Brigitte de Montréal, de l'Union Saint-Pierre du village de Bienville-de-Lévis, et de l'Hospice Saint-Joseph, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, tous pour l'année 1874. (Document de la session, no 5.)

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. David, la pétition de John Hamilton, et autres, de la cité de Montréal, et de ses environs.

Par M. Irvine, la pétition de J. Hickson et autres.

Rapport de comités:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent chargé d'étudier le bill concernant le notariat. Voici ce rapport: Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que M. Verreault soit ajouté audit comité.

Adopté.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés dans chaque cas sont suffisants.

De l'honorable H.-G. Malhiot et autres, demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer de Saint-Angèle-de-Laval jusqu'au village de Richmond.

De dame Philo D. Brown et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Young Women Christian Association of Montreal".

De Edwin McMullen, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Canadian Bridge Company".

Votre comité a aussi examiné la pétition de A.-H. David et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Hôpital de la Maternité, Montréal", et trouve qu'elle est de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis; quant à la pétition de A.-P. Caron et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer du

nord et du Cap-Rouge", votre comité trouve que les avis requis n'ont pas été donnés.

Introduction de bills:

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie canadienne de Pont.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Une demande d'incorporation pour une compagnie analogue se fera à la prochaine session du Parlement fédéral. Cette compagnie aura pour but de construire un pont à Montréal et c'est là exactement ce que demandent les promoteurs du présent. Je ne m'y opposerai pas, mais je crois que je dois avertir la Chambre que l'année prochaine une compagnie parfaitement analogue demandera un acte d'incorporation.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Je suis heureux qu'il n'y ait pas d'opposition à ce bill, car la compagnie dont je demande l'incorporation est éminemment utile et tout le monde admet aujourd'hui que la construction d'un pont autre que le pont Victoria est nécessaire à Montréal.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je n'ai jamais fait d'opposition à ce bill.

J'ai tout simplement fait remarquer au député de Montréal-Est (M. F. David) qu'il était trop tard pour présenter une pétition en faveur de ce bill.

La permission est accordée.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et des cantons de l'Est.

Accordé.

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser les exécuteurs testamentaires de Stanley C. Bagg, écuyer, ci-devant de la cité de Montréal, à vendre, échanger, aliéner et transporter une certaine propriété foncière, grevée d'une substitution dans ledit testament, et à en placer les produits.

Accordé.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes relatifs à l'incorporation de la cité de Québec.

Accordé.

Ville de Saint-Henri

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour donner effet immédiat à la proclamation établissant la ville de Saint-Henri, étant lu.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose que ledit ordre soit déchargé.

Adopté.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité spécial, auquel il a été d'abord envoyé.

Adopté.

Code municipal

M. G. IRVINE (Mégantic): Présente une pétition du Grand Tronc et autres compagnies de chemins de fer demandant des changements au code municipal.

Il explique que l'intention est de mettre les villes et villages dans la même position que les autres municipalités dans toute taxation relative aux chemins de fer.

Il propose que la pétition soit reçue et lue immédiatement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): S'y oppose à cause de l'importance très grande des amendements proposés.

M. G. IRVINE (Mégantic): Dit que si un député s'objecte à la pétition, il devra naturellement suivre la procédure habituelle.

Documents:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Présente, conformément à une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 18 janvier 1875, demandant copie de la correspondance entre les commissaires des licences à Montréal, et le gouvernement, pendant les derniers six mois. (Document de la session, no, 25.)

Et aussi, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, rapport des propriétaires médicaux, directeurs de l'Asile des aliénés de Québec, pour l'année 1873-74. (Document de la session, no, 26.)

Loi des élections contestées

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour établir de meilleures dispositions relativement à la décision des élections contestées des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec plusieurs amendements, lesquels sont lus et adoptés.

À six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures.

Association pharmaceutique
de la province de Québec

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Association pharmaceutique de la province de Québec et pour régler la vente des poisons.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Eglise méthodiste du Canada

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte concernant l'Eglise méthodiste du Canada."

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

Annexion à la paroisse
de Saint-Victor-de-Tring

M. F.-X. DULAC (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour annexer une partie du township de Broughton, à la paroisse de Saint-Victor-de-Tring.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Licences pour coupe de bois

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée hier, que la réponse à une adresse du 17 décembre dernier, au sujet de licences pour coupe de bois accordées sur certains lots dans le canton de Jersey, vendus l'hiver dernier, et des réclamations faites par les acquéreurs desdits lots contre ces licences, ainsi que tous les documents placés devant cette honorable Chambre, avec ledit retour, soient soumis à un comité spécial de cinq membres nommés par la Chambre (et dont le moteur ne fera pas partie), avec instruction d'examiner cette affaire et de faire rapport à la Chambre,

avec pouvoir d'examiner personnes, papiers et records, si nécessaire.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit, en attirant l'attention de la Chambre sur la motion qu'il a présentée hier, qu'il a reçu un document de l'honorable commissaire des Terres, l'informant que les ministres n'entendent pas s'opposer à la formation du comité dont il est parlé dans sa motion.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Avec le comité dont il est parlé dans la motion de l'honorable député de Lotbinière, je suis d'avis que l'on pourra réussir à éclaircir bien des points qui semblent laisser à désirer dans les manières dont les coupes de bois ont été vendues dans le canton de Jersey. Ce comité devra s'occuper de l'antagonisme qui existe entre le colon et le marchand de bois. Il devra chercher les moyens de combattre l'action des colons qui agissent de mauvaise foi, ainsi que les abus des commerçants de bois qui prennent des terres au nom de leurs employés. Si le comité reste étroitement dans les limites de sa mission, je n'ai pas le moindre doute qu'il fera de sages suggestions qui seront d'un grand secours au commissaire et au département en général des Terres de la couronne.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je suis contre l'adoption du comité d'enquête dans cette affaire du canton de Jersey. En adoptant la formation du comité, la Chambre établit un précédent qui n'est pas constitutionnel. Je suis d'opinion que la difficulté présente aurait pu se résoudre au département des Terres. Je dois aussi avouer que le gouvernement ayant consenti à la formation de ce comité, je ne m'y oppose pas, mais je ne puis m'empêcher de faire remarquer que c'est là un précédent tout à fait inconstitutionnel. Il me semble que le gouvernement aurait pu corriger ce qui est défectueux. En finissant, qu'on le remarque bien, je ne parle pas dans l'intention de désapprouver la Chambre d'en avoir agi ainsi.

M. G. IRVINE (Mégantic): Il n'y a pas de doute qu'excepté dans des circonstances exceptionnelles, l'adoption d'une pareille motion serait une motion de non-confiance; mais dans le cas actuel, vu qu'il s'agit de s'enquérir d'un acte d'administration de l'ex-gouvernement, le ministère peut y consentir sans déroger.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je n'ai pas du tout censuré le gouvernement. Je ne l'oppose pas, mais je me soumetts volontiers à sa décision.

M. W. SAWYER (Compton): Je n'objecte pas à la formation de ce comité, mais il me semble que la Chambre peut obtenir sur un pareil point des renseignements précieux des différents agents des terres de la couronne.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Défend la position du cabinet.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Ce qui fait l'objet de la question actuellement débattue est d'une nature très compliquée et très difficile à résoudre. Il y a quelques années, on a déjà formé un comité pour s'enquérir de l'administration des terres de la couronne, et je ne vois pas pourquoi nous n'en formerions pas un semblable aujourd'hui.

Les commerçants de bois veulent s'emparer des limites de leurs voisins, il est juste qu'on s'enquiert de leurs droits ou de leurs torts. Il ne faut pas oublier que ce comité ne portera aucun préjudice au département des Terres. Il est hors de doute que dans les ventes de coupes de bois opérées sous l'administration de l'honorable M. Fortin, ce monsieur a agi de bonne foi. Cependant ces colons que, dès l'abord, on avait pensé être de mauvaise foi, l'on a depuis reconnu qu'ils avaient agi de bonne foi. Il s'agit donc de réparer des torts et de rendre justice à tous. Le sujet mérite de faire l'objet des remarques de cette Chambre.

C'est une des questions les plus intéressantes dont la Chambre puisse s'occuper, car aujourd'hui le faux colon est un véritable fléau pour nos forêts.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Il y a deux ans, j'avais l'honneur de demander au cabinet Chauveau la formation d'un comité pour s'occuper des limites. L'honorable premier ministre d'alors, M. Chauveau, me répondit qu'il n'avait aucune objection à accorder ce que je voulais obtenir. La Chambre peut agir aujourd'hui comme elle l'a fait il y a deux ans. Il est aujourd'hui reconnu que le département des Terres est le plus important de tous les départements. Le commissaire ne peut étudier toutes les questions qui se présentent à lui, ce serait une besogne trop lourde pour un seul homme, fût-il le plus actif du monde. Je dirai que j'approuve chaleureusement la formation du comité qui me semble très constitutionnelle. Le Parlement actuel a très largement contribué à rendre de grands services aux colons. Il ne faut pas s'arrêter à la dernière session de ce Parlement. Nous ne saurions trop faire de suggestions dans le but de faire faire des progrès à ce département si important des Terres.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Mon honorable ami, le député de Saint-Maurice, avait obtenu de M. Chauveau un comité; à la session suivante et à la dernière session, M. Gérin demanda encore la formation du même comité.

Ceux qui se sont opposés à la formation du comité auquel réfère l'honorable député de Saint-Maurice sont l'honorable député de Saint-Maurice et l'honorable M. Holton, notre maître à tous en fait de droit constitutionnel.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-

Rivières): Le comité partagera la responsabilité avec moi et pourra faire des suggestions dans le but de faire disparaître les abus qui pourraient exister.

Il est ordonné que l'honorable M. Malhiot, M. Gendron, M. Langelier, M. Roy et M. Watts composent ledit comité.

Profession de notaire

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Mégantic (M. G. Irvine), la deuxième lecture du bill pour amender l'acte chapitre 13, 37 Victoria, concernant la profession de notaire.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité spécial sur le bill concernant le notariat.

Validation de certains actes passés dans Gaspé

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour rendre valides certains actes et documents exécutés dans le district de Gaspé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Explique que l'objet du bill a pour but d'obvier à l'absence de notaires dans le district de Gaspé.

M. G. IRVINE (Mégantic): Le passage de ce bill produira beaucoup de confusion. Peut-être les intérêts de la justice demandent-ils le passage de cette loi; mais il me semble qu'on ne procède pas régulièrement; c'est un bill privé et on aurait dû donner les avis requis afin que les parties intéressées ne se trouvent pas lésées.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): C'est un amendement à un acte public et par conséquent un acte public.

M. G. IRVINE (Mégantic): Mais l'amendement à cette loi particulière ne regarde que certaines personnes en particulier, c'est donc un bill privé.

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Le présent bill est le seul moyen de ratifier certains actes sous seing privé passés dans le district de Gaspé, acte nécessité par l'absence de notaire dans cette localité; on ne peut ressusciter les morts ni faire revenir les absents et le présent bill est le seul moyen de valider les actes sous seing privé que je viens de mentionner.

M. G. IRVINE (Mégantic): Ce bill devrait être référé d'abord à un comité spécial, ce serait plus prudent.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Pareille législation est bien dangereuse et on devrait prendre toutes les précautions possibles, et le référer à un comité spécial.

La proposition est adoptée.

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Propose que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé de M. Beauchesne, l'honorable M. le solliciteur général Angers, M. Irvine, M. Fortin et M. Langelier pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Cour de magistrat à l'Avenir

M. W.J. WATTS (Drummond-Arthabaska): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'établir une cour de magistrat à l'Avenir, dans le comté de Drummond.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): La question est sous la considération du gouvernement.

La Chambre s'ajourne à neuf heures et trente.

Séance du 27 janvier 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

Documents:

M. l'orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Asile des orphelins de Saint-Patrice, Montréal, pour l'année 1874. (Document de session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. LaRocque, la pétition du révérend A. Thibault, et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly.

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition de V. Hudon et autres.

Par M. Larochelle, la pétition du révérend W. Richardson et autres, de la paroisse de Saint-Malachie.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Dugald J. Bannatyne et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "St.Pierre Land and Manufacturing Company (Limited)".

De la Société historique de Montréal, demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Rapport de comités:

M. P. LARUE (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité spécial, nommé pour étudier le meilleur système de statistiques hygiéniques et mortuaires, et pour rechercher les moyens les plus propres de régler les inhumations, et pour préparer un projet de loi à ce sujet, et pour en faire rapport à la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'après mûres réflexions et des études approfondies sur cette question, il en est venu à la conclusion de recommander expressément la vaccination soit comme préservatif, soit comme palliatif de la variole.

Que la vaccination, sans être coercitive, devrait être compulsoire dans ce sens que toutes les autorités municipales devraient faire des règlements, dans le but de faciliter aux classes pauvres les moyens d'être vaccinées.

Que les défaillances qui ont pu, dans certains cas exceptionnels, jeter du discrédit sur la vaccination, sont dues à la dissémination d'un vaccin défectueux ou contaminé.

Que pour obvier à ces inconvénients et à des faits aussi regrettables, le gouvernement devrait prendre les moyens de fonder dans la province

de Québec, un établissement ayant pour but de faire des expériences sur la vaccination buculine, et de fournir et répandre, dans toute la province, un vaccin pur et ayant toutes les qualités requises pour inspirer la confiance.

Introduction de bills:

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec, 1869.

Accordé.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'amendement des compagnies à fonds social.

Accordé.

Documents:

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Présente, conformément à une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 13 janvier, 1875, demandant la correspondance entre le gouvernement et le conseil de la cité de Montréal, relativement à l'ouverture d'une rue en arrière de la propriété située à Montréal, entre la rue Claude et la place Jacques-Cartier, sur la rue Notre-Dame. (Document de la session, no, 27.)

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Commissaires des chemins à barrières

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. F. Langelier), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,

1. Un état indiquant le nombre de milles de chemins qui ont été macadamisés et qui sont entretenus par les commissaires des chemins à barrières de la rive sud de Québec, depuis 1857.

2. Un état des recettes et des dépenses desdits commissaires sur lesdits chemins, depuis le 1er janvier 1873 au 1er janvier 1875.

3. Copie des tarifs établis par lesdits commissaires pour passer dans lesdits chemins depuis 1857.

4. Copie de toute correspondance au sujet desdits chemins entre le gouvernement, d'une part, et lesdits commissaires et les habitants ou conseil des municipalités traversées par lesdits chemins, d'autre part, depuis 1857.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à la motion de l'honorable député. Mais il demande un grand nombre de documents qu'il sera impossible au gouvernement de lui procurer.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Le but que me suis proposé est de faire rendre justice à un certain nombre de contribuables. Il fut formé une commission qui avait le contrôle sur les deux rives, en 1853; par la 16 Vict. Chap. 235, cette commission a été divisée en deux parties en 1857, 20 Vict. chap. 125.

Depuis ce temps, la compagnie n'a pas rendu justice à tout le monde. On s'est plaint à la commission des chemins à barrières qui a répondu: "Nous ne pouvons ouvrir de nouveaux chemins à l'Avenir."

Je pense que c'est un faux-fuyant de la part de la commission.

L'adresse que je présente aujourd'hui est dans le but d'obtenir un rapport détaillé et correct, afin d'arriver à faire rendre justice aux intéressés des municipalités environnantes par la commission des syndics des chemins à barrières de la rive sud à Québec, qui entre autres injustices font payer depuis un grand nombre d'années le même tarif qui pourrait être exigé si la longueur voulue par la 16 Vict. chap. 235 était complétée tandis qu'elle ne l'est pas.

M. F. LANGEIER (Montmagny): Appuie la proposition.

La proposition est adoptée.

Enquêtes faites par le shérif Hénault

M. E. LABERGE (Châteauguay): Propose, appuyé par le député de Rouville (M. V. Robert), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de l'enquête faite en 1872 par le shérif Hénault, contre M. C.-M. Lebrun, greffier de la cour de Sainte-Martine, et contre M. M. Gagné, registrateur du comté de Châteauguay; et aussi un état de toute correspondance et papiers relatifs à ladite enquête, qui ont été échangés entre le gouvernement et les personnes susnommées.

Adopté.

Assignation des défendeurs

M. F. LANGEIER (Montmagny): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'article 69 du code de procédure civile du Bas-Canada, relativement à l'assignation des défendeurs.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. LANGEIER (Montmagny): Propose, la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rapport de comités:

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis qui ont été donnés dans chaque cas sont suffisants :

De P. Mayrand, fils, de la paroisse de Gentilly, demandant le droit de construire des estacades flottantes à l'endroit appelé "Baie-de-Bécancour".

De la municipalité du village de Hochelaga, demandant le droit d'emprunter une certaine somme pour améliorations dans ledit village.

De William Rose et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom "Victoria Opera House Company".

Quant à la pétition de G.L. Dick et autres, du district électoral de Montmorency, demandant la passation d'un acte accordant à Ferdinand Bacon le privilège exclusif de construire un pont sur la rivière Sainte-Anne, votre comité trouve que les avis requis, n'ont pas été donnés.

Introduction de bills:

M. G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie de la maison d'Opéra Victoria.

Accordé.

Compagnie de chemin de fer des Laurentides

M. O. PELTIER (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie de chemin de fer des Laurentides.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. O. PELTIER (L'Assomption): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Soeurs de la Charité de Saint-Germain de Rimouski

M. A. CHAUVÉAU (Rimouski): Propose la deuxième lecture du bill pour incorporer les Soeurs de la Charité, de Saint-Germain de Rimouski.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Aide aux chemins de fer

LE GREFFIER: Appelle l'avis de motion du gouvernement: Résolution concernant les chemins de fer dans la province.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Que l'autre côté de la Chambre ne s'alarme pas, le gouvernement n'a pas l'intention de laisser tomber cet item.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): La conduite du gouvernement est véritablement étrange. Il force l'autre jour, avec la sévérité la plus grande, l'honorable député d'Argenteuil, à retirer un avis de motion, et aujourd'hui, il tombe précisément dans la même faute. Nous arrivons à l'ajournement, et cette partie de l'administration si importante nous est encore inconnue.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande à l'honorable trésorier quand il se propose de présenter à la Chambre ses résolutions sur les chemins de fer. La Chambre et le pays sont fatigués d'attendre, sont lassés de cette politique d'atermoiements. La politique des chemins de fer est d'une importance vitale et il est indigne de la part d'un gouvernement de l'aborder avec tant de lenteur. Nous avons déclaré de ce côté-ci de la Chambre que nous étions en faveur d'une sage politique de chemins de fer. Le gouvernement n'a donc rien à craindre de la part de l'Opposition.

L'Opposition est animée des idées les plus larges, les plus patriotiques. Qu'il finisse donc cette politique mesquine, une politique d'escalier, de couloir. C'est probablement là, à en juger par le sérieux qu'il y met, qu'il a préparé sa politique. Nous demandons qu'il se mette à l'oeuvre et qu'il produise ses mesures au sujet des chemins de fer.

DES CRIS (à gauche): Go on! Go on!

DES CRIS (à droite): Dropped! Dropped!

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Déclare que si l'on retarde comme cela, on n'aura à la fin plus de temps de s'occuper d'une question si importante. Qu'arriverait-il si le comité d'enquête des Tanneries s'ajournait? Il faudrait passer seulement deux ou trois séances du soir à considérer les résolutions de l'honorable trésorier sur les chemins de fer. Ce serait accorder trop peu de temps à la question la plus importante de la session. Le pays et la Chambre attendent que le gouvernement agisse à ce sujet.

On s'est ajourné, Monsieur l'Orateur, pour donner tout le temps possible au comité de faire enquête sur l'affaire des Tanneries. Au moins, c'est la raison qu'on a donnée. On pensait que pendant l'ajournement le gouvernement préparerait ses mesures. Il est vrai qu'il en a préparé quelques-unes; le bill des élections et celui des élections contestées; mais ce ne sont pas là des mesures du gouvernement, ce sont des idées émises en Chambre dans des sessions précédentes et qui ont été adoptées par tout le monde. Ce n'est pas là la véritable politique du gouvernement. La véritable politique du jour, celle qui intéresse le pays tout entier, c'est celle des chemins de fer. Le plus tôt elle sera prise en

considération, étudiée et mûrie, le mieux ce sera.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said if any one had the right to complain of the delay of the Government, it was himself, he, having some days ago given notice of a motion of enquiry into the loan, but had waited for the Treasurer to bring down his railway policy, in order to ascertain whether he intended to propose additional subsidies, as it was naturally supposed, that if he intended to give larger subsidies, it would somewhat alter his motion.

He knew too that under the able management of the Treasurer, there had been during the last six months a deficiency of \$77,000; besides a payment of \$164,000 had been made, which should long ago have been paid. If the finances of the Province were going behind at the rate of \$240,000 in six months, it was well to know it. He complained that he could not proceed. He had dropped his motion upon the expressed condition that when the Treasurer brought up his resolutions he would renew it, and yet one paper in the interest of the Treasurer had said that he had shuffled out of it. He wished it to be understood that he never shuffled out of anything, being quite prepared to carry out whatever he undertook.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said no one understood the importance of the railway resolutions more than he did himself, but it was no easy matter to make one dollar do the work of two. It took a great deal of time to devise means to do justice to some roads, without doing injustice to others. He had during the recess proposed a statement on the subject which embodied the views of his colleagues as well as himself. But they had to meet difficulties in details. As far as Mr Bellingham's resolutions were concerned, and when he brought his up, he would be prepared to satisfy the House and the country as to the loan. He believed he had done well in the negotiations, and did not fear to meet the country on any act of the old administration in regard to their railway policy.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): A quand désirez-vous fixer la présentation de vos résolutions? Une semaine, dix jours? Quoi?

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Je ne puis rien fixer. (Rires et mouvements à gauche.)

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Le gouvernement n'a pas encore fixé les derniers détails.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que la politique du gouvernement à l'égard des chemins de fer est bien connue de la Chambre; il n'est donc pas nécessaire de presser le

gouvernement sur cette question. Il trouve que le gouvernement fait bien de prendre le temps nécessaire pour mûrir cette importante question. Loin de blâmer le gouvernement, la Chambre devrait le remercier d'avoir agi sagement et sans précipitation. On sait qu'il y a actuellement à Québec plusieurs députations représentant autant de chemins de fer, venues ici pour faire valoir leurs droits aux agents du gouvernement. Il vaut bien mieux donc que le gouvernement prenne le temps voulu pour en venir à une résolution sage et raisonnable.

Il espère que le gouvernement ne pliera pas devant les pressions, même celles qui viennent de ce côté de la Chambre, celui de l'Opposition.

Le député d'Argenteuil n'a pas droit de se plaindre de ce qu'on ait fait disparaître son avis de motion des ordres du jour, car sa motion en était une de non-confiance, et par conséquent une menace qu'on n'avait pas droit de tenir suspendue ainsi sur la tête du ministère.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière) (et autres): Hear! Hear!

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Et probablement le chemin de fer Gosford est destiné encore à nous donner une foule d'embarras.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il m'est tout à fait impossible de comprendre, Monsieur l'Orateur, pourquoi l'honorable député vient de faire allusion au subside que j'ai pu recevoir pour le chemin de fer de Gosford.

L'honorable député a fait allusion au chemin de fer de Gosford en disant qu'il me sied mal de presser le gouvernement sur sa politique des chemins de fer. Les subsides accordés à ce chemin l'ont été honnêtement et suivant la loi et non pas une faveur du gouvernement d'alors.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je n'ai mentionné le nom d'aucun député.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable député a donné tout à comprendre et tout le monde a compris qu'en cette circonstance, c'est de moi dont il a voulu parler. Eh bien! je dirai à l'honorable député que si j'ai obtenu un subside du gouvernement pour le chemin de fer dont j'étais le président, c'est honnêtement, loyalement et légalement que je l'ai obtenu. C'est parce que j'y avais droit de par la loi qu'on me l'a donné, et sur les rapports de l'ingénieur du gouvernement. Pour cela, je ne dois de reconnaissance à personne.

Quand j'ai donné ma démission comme président, c'était le jour où le gouvernement accorda 10,000 arpents de terre par mille de chemin à la compagnie, et c'est parce que je me serais trouvé à être dans l'obligation d'avoir quelque reconnaissance envers un gouvernement qu'alors je combattais en Chambre que j'ai donné ma démission.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Proteste qu'il n'a pas voulu attaquer l'honorable député de Lotbinière et que celui-ci avait droit au subside de par la loi elle-même.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Mon avis de motion comportait le manque de confiance dans l'ex-ministère et non dans le ministère actuel, comme le disait le député des Deux-Montagnes.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande quand le trésorier va soumettre son budget et ses estimés pour l'année courante.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond qu'ils ne sont pas encore imprimés.

Loi des élections contestées

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill, pour établir de meilleures dispositions, relativement à la décision des élections contestées des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, étant lu.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose que la Chambre se forme en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Introduction de bills:

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Demande la permission d'introduire un bill pour rendre valides certains actes passés devant des notaires qui sont en même temps régistres.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à cinq heures.

Séance du 28 janvier 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et vingt.

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Institution protestante pour les sourds et muets et les aveugles, Montréal, pour l'année 1874. (Documents de la session, no, 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. David, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Garneau, la pétition de G.B. Hall et autres.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition de C.-S. Rodier et autres, de la ville de Beauharnois.

Par M. Beaubien, la pétition de Sir Hugh Allan et autres.

Par M. Larochelle, la pétition du révérend L. Poulin, et autres de la paroisse de Saint-Isidore; et la pétition de John Brennan et autres, de la paroisse de Saint-Edouard de Frampton.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De J. Hickson et autres, demandant des amendements à l'acte des chemins de fer de 1869.

De John Hamilton et autres, de la cité de Montréal et de ses environs, demandant que les privilèges accordés à la Compagnie des omnibus et de transport de Montréal, soient maintenus.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande que la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

M. J.-H. BELLEROSSE (Laval): Dit qu'il est trop tard pour présenter des pétitions pour bills privés, surtout des bills de cette importance.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande à la Chambre d'accepter cette pétition.

M. J.-H. BELLEROSSE (Laval): S'y oppose de nouveau et dit que l'on devrait observer les règles de la Chambre; il maintient son objection.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Demande à l'honorable député de Laval de retirer son objection à la réception de la pétition.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Prend de nouveau la parole en faveur de la pétition. Le bill est d'une haute importance pour la ville de Montréal. Il fait appel à l'honorable M. Bellerose de retirer son objection.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Fait la même demande.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Retire son objection.

Adopté.

Et ladite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la cité de Montréal, est reçue et lue.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande que la pétition de Sir Hugh Allan et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Adopté.

Et ladite pétition, demandant un acte d'incorporation sous le nom de la Compagnie du port Saint-Laurent, est reçue et lue.

Rapport de comités:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait rapport que le comité spécial formé pour étudier le bill pour donner effet à la proclamation établissant la ville de Saint-Henri, a examiné le bill et y a fait des amendements.

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Fait rapport que le comité spécial formé pour étudier le bill pour rendre valides certains actes et documents exécutés dans le district de Gaspé, a étudié le bill, et y a fait plusieurs amendements.

M. L. MOLLEUR (Iberville): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour aviser aux moyens d'établir des assurances mutuelles contre le feu, sous le contrôle et la garantie des municipalités.

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné avec beaucoup de soin le fonctionnement des différentes compagnies d'assurance établies en cette province et qu'il a pu constater, dans ses recherches, que ces compagnies font des profits considérables, malgré le fort montant de leurs dépenses administratives, lequel dépasse généralement celui des pertes causées par incendies.

Votre comité est en outre convaincu qu'il serait urgent pour tout citoyen, d'assurer ses bâtimens contre les accidents du feu, de la foudre et du vent, s'il lui était possible d'effectuer telle assurance en ne contribuant que dans le montant des pertes et dépenses encourues et que, dans de pareilles circonstances, une coupable négligence seule pourrait l'empêcher de le faire.

Après mûr examen de la question, votre comité en est arrivé à la conclusion qu'il est facile d'établir un système économique d'assurance contre les accidents du feu, de la foudre et du vent, sous la direction et la garantie des municipalités locales.

Que ce système, en réduisant les frais administratifs à des proportions minimales, comparés à ce qu'ils sont aujourd'hui, et en limitant la prime au juste montant requis pour rencontrer

telles dépenses et les pertes encourues, ferait tourner au bénéfice des assurés cette réduction de dépenses ainsi que le montant des profits que font sur eux les compagnies d'assurance ordinaires.

En conséquence, votre comité est d'opinion qu'une loi devrait être passée à l'effet de permettre à tout conseil de municipalité rurale de conférer, par un règlement, à toute corporation de telle municipalité, tous droits, pouvoirs et obligations d'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre, et le vent, sous le contrôle et la garantie de telle municipalité.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis qui ont été donnés dans chaque cas sont suffisants:

De P.-Cyrille Brassard et autres, des townships de Wendover et Simpson, comté de Drummond, demandant que lesdits townships soient érigés en deux municipalités séparées.

De L.-A. Sénécal et al, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "la Compagnie des quais de Sorel".

De James Duncan et autres, pour annexer une partie du township d'Upton du township de Grantham.

Du maire, des échevins et des citoyens de la cité des Trois-Rivières, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité.

De Dugald J. Bannatyne et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Saint-Pierre Land Manufacturing Company" (Limited).

Quant à la pétition d'Alexander Light et al., demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer de l'embouchure de la Mattawan jusqu'à Québec, votre comité trouve que les avis requis n'ont pas été donnés.

Introduction de bills:

M. P. LARUE (Portneuf): Demande la permission d'introduire un bill pour mieux régulariser les inhumations.

Accordé.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, et les divers actes qui l'amendent.

Accordé.

M. W. W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour changer le nom du chef-lieu du district de Bedford, Nelsonville, en celui de Sweetsburgh.

Accordé.

M. L. J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser la corporation du village d'Hochelaga à faire un emprunt et pour d'autres fins.

Accordé.

Interpellations:

Requête de Henry Mountain

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Pierre): Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pris aucun procédé sur la requête de Henry Mountain, chef de police de Sorel, contre le grand connétable du district de Richelieu, en date du 29 novembre 1872? Pourquoi le gouvernement a-t-il refusé d'accéder à la demande contenue dans ladite requête de donner ordre au greffier de la paix pour le district des Trois-Rivières, de livrer copies des dépositions contenues dans les archives du greffier de la paix du district relativement aux offenses mentionnées dans ladite requête?

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Répond que dans le cas de la première partie de l'interpellation, cela a eu lieu sous l'ex-gouvernement. Quant à la seconde partie, il dit qu'il fallait s'adresser à la cour et non au gouvernement.

Édifices du gouvernement

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Demande si c'est l'intention du gouvernement de bâtir les édifices du gouvernement à Québec, quand il doit commencer l'érection desdites bâtisses et en quel endroit il se propose de les bâtir.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): C'est l'intention du gouvernement de bâtir des édifices du gouvernement à Québec. Les démarches seront commencées aussitôt que les subsides auront été votés. Ces bâtisses seront construites sur l'emplacement des casernes.

Réponse à une adresse:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Présente, conformément à une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 24 janvier 1875, demandant copie des comptes assermentés, fournis au trésorier de la province de Québec en vertu de "l'Acte concernant les dépôts judiciaires et autres"; et un état détaillé des montants déposés avec numéros et titres des causes, noms des parties, etc., par Michel Mathieu, écuyer, shérif, du district de Richelieu en vertu du même acte; ainsi que copie de toute correspondance entre aucun des membres du gouvernement ou aucun des départements, et ledit Michel Mathieu au sujet de ces dépôts. (Documents de la session, no, 28.)

Prêts aux incendiés de Québec

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Québec-Est (M. P.-V. Valin), propose que la pétition transmise à cette Chambre, en réponse à une adresse du 20 janvier courant, soit renvoyée à un comité spécial composé de l'honorable M. Ouimet, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Garneau, M. Valin, M. Rinfret et M. Hearn, avec instruction d'examiner les faits et allégués de cette pétition et de faire rapport à cette Chambre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Je n'ai aucune objection à la formation de ce comité. Au contraire; je suis convaincu qu'il peut avoir beaucoup d'utilité.

Mais je profite de l'occasion pour rectifier les paroles que m'a attribuées un journal qui fait métier de falsifier et de travestir les paroles et les actes de tous ceux qui ont le malheur, ou plutôt l'honneur de ne pas posséder son affection. Ce journal m'a dénoncé comme ayant parlé contre la remise des dettes. Tel n'est pas le cas. Je serais heureux s'il était possible d'effacer complètement les dettes des incendiés. Mais je réalise que le seul plan praticable consiste, ainsi que je le disais l'autre jour, à faire remise de tous les intérêts et d'une partie du capital. C'est ce que doivent demander les vrais amis des incendiés. Ceux qui leur promettent plus veulent les tromper, en leur promettant l'impossible, quant à moi, je suis bien décidé à ne pas essayer de blaguer les incendiés en leur faisant espérer ce que je sais impossible. S'ils aiment mieux ceux qui leur promettent ce qu'ils savent ne pas pouvoir tenir, c'est leur affaire. Mais ils verront bientôt où sont leurs vrais amis.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): L'honorable député peut avoir son opinion, et qu'il la garde; mais qu'il laisse aussi l'opinion des autres députés, qui y vont avec autant de bonne foi que lui-même. L'honorable député pense qu'une remise totale ne peut être faite; je pense le contraire. Quant à ces incendiés dont parle l'honorable député, qui ont été obligés pour vendre leur propriété de lever l'hypothèque du gouvernement, le comité est précisément chargé de voir ceux qui en ont le plus besoin.

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Parle pour la proposition.

Adopté.

Rapports de C.-H. de Salaberry et L.-H. Gosselin

M. F. LANGELIER (Montmagny): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire

mettre devant cette Chambre, copie ports fait au gouvernement par messieu de Salaberry et L.-H. Gosselin, tous deux gardes-forestiers au service de la province.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Ne croit pas que de tels rapports existent, mais que si tel était le cas, ils seraient soumis à la Chambre.

Adopté.

Lecture de pétitions:

Il est ordonné que la pétition de V. Hudon et autres, présentée hier, et demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Institut national des beaux-arts, sciences, arts et métiers et d'industrie, soit maintenant reçue et lue.

Bien-fonds de l'Eglise Saint-Jean

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser le ministre et les marguilliers de l'Eglise Saint-Jean, de la paroisse de Saint-Jean-l'Evangéliste, dans le diocèse de Montréal, en possession d'un certain bien-fonds avec pouvoir de le vendre et d'en appliquer le prix au paiement d'autres terrains, ou à la construction d'une nouvelle église.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Incorporation de l'Eglise baptiste, Montréal

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Eglise baptiste, rue Sainte-Catherine, Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Paroisse de Sainte-Prudentienne

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour ériger la paroisse de Sainte-Prudentienne en municipalité pour les fins scolaires, municipales et électorales.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Actes concernant l'incorporation de la cité de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture d'un bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Loi électorale

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, la réception du

rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

En comité:

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, à la huitième clause, l'amendement suivant:

Que tout propriétaire ou occupant d'un bien-fonds dans une municipalité autre qu'une municipalité de village d'une valeur réelle de \$200 et d'une valeur annuelle de \$20 ait droit de voter bien qu'il n'ait pas les titres.

Il ajoute que cet amendement aura pour effet de donner le droit de vote à une foule de colons qui sont parfois dans l'impossibilité de se procurer des titres réguliers.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Nous ne voulons pas priver ces colons du droit de voter et si cette Chambre juge cet amendement opportun, nous n'avons pas d'objection à l'accepter.

M. F. LANGELIER (Montmagny): J'ai un amendement à proposer qui rendra sans nécessité celui de M. Fortin.

Je propose qu'on donne droit de voter à tous ceux qui tiennent feu et lieu depuis 6 mois.

On ne m'accusera pas d'être un révolutionnaire pour cela puisque l'idée de cet amendement m'est suggéré par un bill qui a été présenté en Angleterre par M. Disraeli.

Je propose l'amendement suivant:

Que ledit bill soit amendé de la manière suivante:

1. En substituant à la clause 7e dudit bill, la clause suivante:

7. "Nul n'aura droit de voter à l'élection d'un membre de l'Assemblée législative de cette province, à moins qu'il ne remplisse, au moment de voter, toutes les conditions ci-après requises pour être inscrit sur la liste électorale".

8. "Nul ne sera inscrit sur la liste des électeurs, à moins qu'il satisfasse aux conditions suivantes:

1. Etre du sexe masculin, majeur et sujet de Sa Majesté par naissance ou par naturalisation.

2. N'être pas privé de la jouissance ou de l'exercice des droits civils.

3. Etre actuellement, et avoir été sans interruption depuis, occupant comme propriétaire ou locataire d'une maison d'habitation ou bien

4. Etre actuellement, et avoir été sans interruption depuis six mois, propriétaire, locataire ou occupant d'immeubles d'une valeur totale de trois cents piastres, dans les cités qui ont droit d'envoyer un ou des membres à l'Assemblée législative, et de deux cents piastres dans les autres municipalités, le tout d'après le rôle d'évaluation en force pour les fins municipales ou,

5. Etre actuellement et avoir été sans interruption depuis six mois, propriétaire de débenture de la province ou de la Puissance, ou d'actions dans une banque incorporée, d'une valeur totale, au pair, de trois cents piastres, ou

6. Avoir et avoir eu depuis six mois droit de toucher de la province ou de la Puissance une pension représentant à six pour cent, une somme de trois cents piastres, ou

7. Avoir actuellement et avoir eu sans interruption depuis six mois déposé dans une caisse d'épargnes incorporée, ou dans une caisse d'épargnes de la Puissance, une somme de trois cents piastres, ou

8. Etre gradué d'une université incorporée du Royaume-Uni ou de la province ou diplômé dans la province comme avocat, notaire, médecin, arpenteur ou instituteur".

Le comité fait rapport de quelques progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

A six heures, l'Assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

En comité:

La Chambre se forme à nouveau en comité pour étudier le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Le comité étudie le bill, adopte des amendements, puis fait rapport de quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

La Chambre s'ajourne à neuf heures et quinze.

Séance du 29 janvier 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Alexander, la pétition de Maurice Cuvillier et autres.

Par M. LaRue, la pétition de Firmin H. Proulx, éditeur-propriétaire de la Gazette des Campagnes.

Par M. Mailloux, la pétition d'Adolphe Labelle et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres, demandant de l'aide pour une institution pour le traitement gratuit des maladies d'yeux.

Du révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly, demandant de l'aide pour l'Hôpital de Saint-Joseph-de-Chambly.

Du révérend W. Richardson et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, demandant de l'aide pour un chemin sur le lot no 3, dans le 9e rang du township de Frampton.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition suivante, et trouve que les avis requis ont été donnés:

Du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Montréal, demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Quant à la pétition de V. Hudon et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de: "L'Institut national des beaux-arts, sciences, arts et métiers et industrie", votre comité trouve qu'elle est de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les divers bills suivants, et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour autoriser dame Nancy P. Parsons, épouse de W. S. Hunter, à disposer de certaines propriétés mobilières dans le comté de Stanstead.

Bill pour incorporer les Soeurs de la Charité de Rimouski.

Réponse à une adresse:

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-

Rivières): Présente, conformément à une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 15 janvier 1874, demandant un tableau des causes intentées et jugées en l'année 1872, dans la cour Supérieure, dans tous les districts judiciaires, et dans la cour de Circuit, pour compléter le tableau déjà publié dans la Gazette officielle de Québec, page 310, dans lequel tableau sont omis les districts de Beauharnois, Bedford, Chicoutimi, Gaspé (comté), Richelieu et Trois-Rivières. (Documents de la session, no 29.)

Introduction de bills:

M. W. J. WATTS (Drummond-Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer une partie du canton d'Upton au canton de Grantham. Accordé.

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 71 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la profession médicale et la vente des médicaments. Accordé.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Institut national des beaux-arts, sciences, arts et métiers et industrie. Accordé.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie de terrains et de manufactures de Saint-Pierre. Accordé.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la charte de la cité de Montréal, 37 Vict., chap. 51. Accordé.

M. P. LARUE (Portneuf): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser P. Mayrand à construire les piliers et des estacades à l'entrée de la baie de Bécancour. Accordé.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Demande la permission d'introduire un bill pour établir des assurances mutuelles sous le contrôle et la garantie des municipalités. Accordé.

Assurance mutuelle contre le feu

Il est résolu que cette Chambre concoure dans le premier rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des meilleurs moyens d'établir un système d'assurance mutuelle contre le feu, sous le contrôle et la garantie des municipalités.

Loi électorale

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le

bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. F. LANGEIER (Montmagny): Appuyé par le député de Bellechasse (M. O. Pelletier), propose que le bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'amender de nouveau, en y substituant dans la clause 8 dudit bill les paragraphes suivants à la place du paragraphe 3 d'icelle.

3. Etre actuellement, et avoir été sans interruption depuis six mois, occupant comme propriétaire ou locataire d'une maison d'habitation, ou bien,

4. Etre actuellement, et avoir été sans interruption depuis six mois, propriétaire, locataire ou occupant d'immeubles d'une valeur totale de trois cents piastres, dans les cités qui ont droit d'envoyer un ou des membres dans l'Assemblée législative, et de deux cents piastres dans les autres municipalités, le tout d'après le rôle d'évaluation en force pour les fins municipales ou

5. Etre résident depuis six mois dans une municipalité et gradué d'une université du Royaume-Uni ou de la province de Québec, ou diplômé dans ladite province comme avocat, médecin, arpenteur ou instituteur.

Le but de cette motion est de donner le droit de suffrage à tous ceux qui tiennent feu et lieu, à tous les propriétaires de débentures de la Puissance ou de la province ou d'actions de banque de la valeur totale de \$300. Quant à cette dernière qualification, rien n'est plus facile que de la mettre en pratique au moyen de certificat des institutions qui ont émis telle débenture.

Une autre qualification que je propose est celle de tous ceux qui reçoivent une pension du gouvernement provincial ou fédéral. Le montant de cette pension serait établi par des certificats de ceux qui paient cette pension. Une autre qualification est celle de ceux qui, depuis 6 mois, auraient à leur crédit une somme de \$300 à une caisse d'épargne et dans le paragraphe 8, je propose qu'on donne le droit de vote à tous les gradués des universités incorporées par le gouvernement provincial ou impérial et à tous ceux qui ont des diplômes les admettant à la pratique des professions libérales.

Cette dernière qualification est admise, je crois, par tout le monde et beaucoup regrettent qu'elle ne soit pas dans nos lois depuis longtemps. Je propose donc, appuyé par M. Pelletier, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour considérer ces amendements.

M. J.-H. BELLEROSSE (Laval): Je ne suis pas au nombre des députés qui ont promis d'ap-

payer les amendements du député de Montmagny. Il a paru baser ses arguments sur ce qui a été fait en Angleterre; mais il y a une grande différence entre l'Angleterre et notre pays. En Angleterre, la propriété est entre les mains d'un nombre comparativement minime d'hommes riches. Il a fallu songer à faire une loi pour que le pays fût représenté par la masse du peuple; voilà pourquoi on a étendu le suffrage électoral.

Dans notre pays, au contraire, la propriété appartient au très grand nombre. N'est-il pas vrai, par exemple, que dans un grand nombre de paroisses, il y a autant de voteurs que de chefs de familles. Il n'y a donc aucune nécessité de vouloir étendre le cens électoral. Comme conservateur, il est opposé à tous ces changements et il croit qu'il le sera longtemps encore. Il n'est pas alarmiste, mais quand il songe aux troubles qui ont bouleversé le vieux monde, quand il songe où le suffrage universel a conduit la France, notre ancienne mère patrie il se sent affermi dans la pensée qu'il n'est pas prudent d'ouvrir la porte aux innovations que l'on propose d'introduire dans le cens électoral, car il y voit un danger pour l'avenir du pays. Les habitants de ce pays n'ont jamais montré qu'il leur manquait quelque chose sous ce rapport.

La Chambre ferait un mauvais pas en adoptant ces changements. Il a toujours été et sera toujours opposé à l'abolition de la qualification des candidats, car ces derniers doivent représenter la propriété foncière. En Angleterre encore, la position n'est pas la même, car le propriétaire n'y représenterait qu'une faible proportion du peuple. Qu'on mette la qualification aussi basse que possible si l'on veut, mais qu'on en maintienne le principe.

Il est opposé au scrutin secret, mais comme il est en vigueur pour les élections fédérales, il admet que le gouvernement a eu raison d'assimiler les deux lois afin de familiariser le peuple avec la loi électorale. Il ne croit pas à l'efficacité du scrutin secret, et ce qu'il vient de lire dans les journaux n'est pas propre à augmenter sa confiance. Il vient de lire que sur 88 élections dans la province de l'Ontario, 73 vont être contestées pour corruption. Puisqu'il faut faire l'épreuve de ce mode d'élection, il est bon qu'on la fasse d'une manière complète.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Contended that the same rules do not apply here as in England. In this country, almost every man was a proprietor. Further, in England, the law provided that every voter must be an occupant, paying scot and lot. The landed property of England was actually in the hands of some thirty or fifty thousand individuals and the tendency was still in the direction of a smaller number of proprietary interests. With reference to extending the franchise, say, to individuals having savings-bank deposits for a stated period, he argued that if permitted, the electoral lists would be crammed and crowded with voters qualified upon false pretences. For

instance, a father with a number of sons might qualify each of them by depositing \$300 to the name of each, six months in advance and then withdrawing such deposits when his purposes were served. With regard to parties in receipt of state pensions, he could not see what object would be gained in adding them to the voting classes. They were insignificant in numbers, and, in nine cases out of ten, would undoubtedly be electors in their own rights as proprietors, tenants or occupants. Giving the franchise to collegiates and persons of that class would, in his opinion, be discrediting the less educated, but not the less worthy citizens.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai écouté avec beaucoup de plaisir les paroles de l'honorable procureur général. Je le félicite d'avoir traité le sujet avec autant de modération. Je ne peux pas faire le même compliment au député de Laval. Les propositions de mon honorable ami, le député de Montmagny, méritent assurément d'être traitées sérieusement. Il s'est donné beaucoup de fatigue pour élaborer la question de la qualification. Il a consulté la loi d'Angleterre, les débats parlementaires des Communes britanniques, et même il a pris les opinions de Disraeli, le chef du parti conservateur en Angleterre. Quoique certainement il y ait plusieurs opinions exprimées par mon honorable ami que je ne suis pas prêt à adopter immédiatement, je lui tiens compte de son travail considérable.

Le député de Laval pouvait parfaitement se dispenser de crier au suffrage universel, de signaler les désordres qui ont désolé l'ancien monde. L'honorable député de Montmagny n'a pas eu l'idée de naturaliser ici les immigrants comme voteurs. Voici ce que dit le premier article des amendements qu'il propose: Etre du sexe masculin, majeur et sujet de Sa Majesté, par naissance ou naturalisation."

J'ai essayé d'étudier les résolutions proposées en amendement. Je ne suis pas prêt à dire que j'accepte toutes les opinions émises par mon honorable ami. Je crois cependant qu'elles feront leur chemin, et comme il faut marcher avec le temps, il faudra bien les accepter. Si la clause du household suffrage était adoptée, elle mettrait à l'abri des fraudes ou des erreurs dans l'évaluation de la propriété foncière et n'élèverait guère plus le nombre des voteurs.

Il y a dans la loi une clause qui dit que pour avoir le droit de vote, il faut n'être frappé d'aucune incapacité juridique. Je trouve que dans un cas, se mettre à la recherche de ce qui pourrait constituer une incapacité juridique exposerait à beaucoup d'embarras.

L'amendement proposé par mon honorable ami est plus explicite et plus pratique. Il propose que pour avoir droit de vote, il faut ne pas être privé de la jouissance de l'exercice de ses droits civils.

Quant aux articles 5, 6 et 7 des amendements, c'est-à-dire la qualification mobilière plutôt qu'immobilière, elle est nouvelle ici. En

Angleterre, elle a été proposée et discutée longtemps mais n'a pas été adoptée. Et je crois qu'en matière de législation électorale et constitutionnelle, il n'est pas mal de prendre mot d'ordre de l'Angleterre.

Quant à la qualification intellectuelle, je l'appuie de toutes mes forces. Le député de Laval nous a déclaré à ce sujet: Si nous n'augmentons pas le nombre des électeurs, à quoi cela servira-t-il de faire une nouvelle législation? Quand même cela serait, je crois que nous devons rendre cet hommage à l'intelligence, et si nous voulons étendre le cens électoral, commençons par donner le privilège du vote au mérite intellectuel.

L'honorable procureur général nous a dit qu'il y avait assez d'avocats, de médecins, etc., en Parlement, et qu'on ne croyait pas que le pays nous serait reconnaissant de nous voir accepter le vote intellectuel. Sans aller plus loin que la Chine, pays que nous nous sommes toujours habitués à regarder comme barbare, et qui nous a précédés de plusieurs années dans la voie de la civilisation, on reconnaît là que c'est l'intelligence qui a seule droit aux honneurs, aux premières places. On a déjà fait ailleurs un pas dans cette direction. Je crois que c'est en Belgique. On y a admis jusqu'à un certain point la qualification intellectuelle. Ainsi un voteur y est obligé de savoir écrire non seulement son nom, mais aussi celui du candidat. S'il l'ignore, il n'a plus droit de vote, serait-il l'un des plus grands propriétaires du pays. Puisque nous faisons une loi nouvelle, pourquoi ne pas reconnaître de suite la qualification intellectuelle? Quand les conservateurs d'ici sauront que ces idées sont celles de M. Disraeli, ils n'auront aucune raison de s'effrayer.

En terminant, je dois remercier mon ami, M. Langelier, d'avoir étudié cette question et de l'avoir soumise à la Chambre.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Si je comprends bien les grands principes conservateurs, c'est que c'est celui qui possède les plus grandes propriétés qui doit faire proportionnellement sentir son influence dans les affaires du pays. On veut au moyen du scrutin secret, avoir le vote sincère de tous les électeurs, afin que les députés représentent en Chambre la majorité sincère des électeurs et non pas la majorité des industriels. Si l'on adopte ce principe, eh bien ! qu'on étende le droit de suffrage à un autre groupe d'hommes, à cette classe qui fait l'instruction politique du peuple, aux notaires, aux avocats, aux médecins et aux instituteurs. On a dit qu'il y avait assez de membres de professions libérales en Chambre. Mais par là même le peuple nous donne une leçon en les envoyant en Chambre comme membres de la représentation. Il a fait lui-même la distinction.

J'ai entendu dire au député de Laval que la qualification intellectuelle est une idée qui nous vient de la France, et que c'est là ce qui a causé les malheurs de notre mère patrie, notre chère

mère patrie. Je lui dirai qu'on n'a jamais eu la qualification intellectuelle en France. Et s'il y a eu des désordres, des malheurs, c'est grâce au suffrage universel. Oui, c'est grâce au suffrage universel. Et moi, je ne suis pas partisan du suffrage universel. Mais en Angleterre, pourquoi le système électoral et le système parlementaire ont-ils si heureusement fonctionné? C'est grâce à l'infusion du suffrage intellectuel. Voilà en quoi nous devrions imiter l'Angleterre. Les grands corps universitaires sont à peu près tous représentés dans le Parlement anglais et si on fait l'énumération des grands hommes de l'Angleterre, on verra qu'ils appartiennent tous aux grandes universités de ce pays là.

Nous avons eu soin cependant de ne prendre à l'Angleterre que des institutions dont le Canada, la province de Québec, auraient parfaitement pu se passer. On a établi ici une Chambre haute, le Conseil législatif. Mais une Chambre haute est-elle pour nous ce qu'elle est pour l'Angleterre? Non. Le Conseil législatif n'est pas ici la représentation de la volonté, du vœu populaire. Elle ne représente que le bon vouloir, le caprice du gouvernement. Celui-ci y loge tous les éclopés de la vie publique, les infirmes de l'arène politique. Le Conseil législatif, c'est l'Hôtel des invalides politiques. Je proposais il y a quelques années à la Chambre de rendre ce corps électif. Pourquoi ce corps, dont les membres peuvent être parfaitement respectables individuellement, ne serait-il pas élu par les grandes corporations commerciales ou industrielles? Quand je faisais cette proposition à la Chambre, n'était-ce pas là un projet tout à fait conservateur? Et pourtant que de bons conservateurs en ont levé les épaules en Chambre, lorsque j'ai émis cette idée.

Voyons donc quelle injustice on a faite à une foule de gens, entre autres à l'instituteur. Dans un village, une paroisse, souvent l'instituteur est un factotum, un secrétaire général; on vient le trouver de chez le dixième voisin, des concessions, pour lui faire écrire une lettre; ou le consulter sur toutes espèces de choses. Le soir, on va le trouver pour lui faire lire la gazette; c'est lui qui instruit les gens de la paroisse sur les questions politiques du jour, qui commente celles-ci. Et le jour, c'est encore lui qui instruit, façonne l'intelligence des enfants de ces mêmes cultivateurs. On voit quelle somme d'influence il peut exercer et exerce en effet. Eh bien! cet instituteur, ce secrétaire général, ce commentateur politique, le jour où tous ses voisins sont appelés à exercer leur droit de suffrage, est obligé de rester chez lui. C'est un ilote parmi les siens.

Voici maintenant un cultivateur qui a deux fils. Il ne peut que leur donner à chacun que 200. A l'un, il donne un bien-fonds; à l'autre en qui il a reconnu plus d'aptitudes pour l'étude, il a dépensé 200 à lui acquérir non pas un bien-fonds, mais les trésors de la science, à développer chez lui une spécialité, un talent. Eh bien ! par le système actuel, celui qui aura eu le

bien-fonds n'aura probablement que 22 ans et jouira du privilège de suffrage avant son frère qui aura pâli sur les livres, aura acquis une éducation supérieure. Je dis, Monsieur l'Orateur, qu'il y a là une injustice qui devrait être disparue de notre code déjà depuis longtemps.

On a dit que c'est une législation insignifiante que l'on propose. Mais alors, si elle est tellement insignifiante, pourquoi lui fait-on opposition au nom des grands principes conservateurs?

Pourquoi s'oppose-t-on à la qualification intellectuelle et défranchise-t-on la partie de notre population la plus en état de juger des questions politiques du jour et qui même travaille pratiquement à l'éducation politique du peuple? Les trois quarts et demi des gens appartenant aux professions libérales ici n'avaient, bien sûr, que des dettes lorsqu'ils ont passé leur examen final, et peut-être que bon nombre d'entre eux avaient déjà fait cinq ou six campagnes électorales.

On a voulu à ce sujet évoquer le spectre des révolutions, mais il serait inexact et injuste d'assimiler la position des jeunes gens instruits en Canada à celle des jeunes gens instruits en Europe et en France en particulier. On connaît la haute respectabilité de nos grandes institutions enseignantes, tant catholiques que protestantes. Le père qui y envoie son fils, est sûr qu'il ne l'envoie pas dans une sentine de vice et de révolution. Après la saine et paisible éducation que l'on reçoit dans les collèges, pense-t-on que le jeune homme soit bien disposé aux idées révolutionnaires. Ce n'est pas alors que de pareilles idées se produisent; c'est lorsque le jeune homme est désillusionné, aigri par les déboires, désespéré par les revers, qu'il se laisse aller au désespoir et aux idées subversives. Et les bons députés conservateurs ici, n'ont pas besoin de redouter les révolutions avec le vote intellectuel en Canada.

Quant aux autres résolutions, je ne crois pas qu'il soit urgent de les accepter maintenant.

Il est ordonné que les débats soient ajournés pour être repris aujourd'hui.

Affaire des Tanneries

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances de l'échange de la propriété du gouvernement située au village de Saint-Henri-des-Tanneries près de Montréal.

Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Que l'impression du témoignage pris devant votre comité a été faite jusqu'à ce jour, avec toute la diligence possible;

Qu'il reste cent à deux cent vingt-cinq pages dudit témoignage à être imprimées;

Que votre comité, dans le but de soumettre son rapport final à votre honorable Chambre dans le plus court délai possible, croit devoir recommander que l'impression dudit témoignage soit divisée entre différents ateliers typographiques;

Qu'en divisant ainsi l'impression dudit témoignage, la différence dans le prix, d'après l'information reçue par votre comité, serait d'à peu près (\$400) quatre cents piastres, en sus du prix demandé pour pareille impression par les contracteurs ordinaires, c'est-à-dire de trente-trois et un tiers à cinquante pour cent de plus;

Que votre comité recommande respectueusement à votre honorable Chambre, de vouloir bien prendre la question en considération, et décider si votre comité doit en venir à cette détermination, et encourir telles dépenses.

Adopté.

A six heures l'Assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et cinquante.

Message du Conseil législatif:

L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre 18 des Statuts refondus pour le Bas-Canada", avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de la Chambre.

Compagnie du chemin de fer de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et de Kennébec

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie de chemin de fer de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et de Kennébec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité de Saint-Sauveur

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la municipalité de Saint-Sauveur.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie d'assurance atlantique

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Montréal-Est (M. F. David), propose, selon l'ordre du jour, la seconde lecture du bill pour incorporer la compagnie d'assurance atlantique.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Parle longuement contre le bill et prétend que cette incorporation est du ressort de la Législature fédérale. Il ajoute que le bill sera certainement désavoué par le gouvernement fédéral.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmagny): Dit que cette Chambre a le pouvoir de légiférer sur cette question qui intéresse particulièrement notre province.

M. G. IRVINE (Mégantic): Dit qu'une compagnie d'assurance a déjà été incorporée par la Législature locale. Quant à lui, il trouverait plus

sage de faire incorporer la compagnie en question par la Législature fédérale. Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie de l'Hôtel Windsor

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie de l'Hôtel Windsor de Montréal. Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Club Royal de Montréal

M. R.S. DE BEAUJEU (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer le Club Royal de Montréal. Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie d'omnibus et de transport de Montréal

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie d'omnibus et de transport de Montréal". Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Village d'Hochelaga

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser la corporation du village d'Hochelaga, à faire un emprunt et à d'autres fins.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Message du Conseil législatif:

L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendements:

Bill intitulé: "Acte pour remédier à certaines informalités dans des titres de ventes d'immeubles donnés par Philip Vibert, ex-shérif de Gaspé".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Institut Hervey".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Thaddée Nesbitt, bachelier en droit au nombre de ses membres".

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer le Club métro-

politain de Montréal", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Club Métropolitain de Montréal

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Apuyé par le député de Montréal-Est (M. F. David), propose la première lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour incorporer le Club métropolitain de Montréal".

Adopté.

Chapitre 18 des Statuts refondus pour le Bas-Canada

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre 18 des Statuts refondus pour le Bas-Canada".

Les amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill du Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Loi électorale

La Chambre, selon l'ordre du jour, reprend les débats ajournés sur la question proposée aujourd'hui. Que le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'y amender, en substituant, dans la clause 8 du bill, les paragraphes suivants à la place du paragraphe 3 d'icelle.

3. Etre actuellement, et avoir été sans interruption depuis six mois, occupant comme propriétaire ou locataire d'une maison d'habitation, ou bien,

4. Etre actuellement, et avoir été sans interruption depuis six mois, propriétaire, locataire ou occupant d'immeubles d'une valeur totale de trois cent piastres dans les cités qui ont droit d'envoyer un ou des membres dans l'Assemblée législative, et de deux cent piastres dans les autres municipalités, le tout d'après le rôle d'évaluation en force pour les fins municipales, ou,

5. Etre résident depuis six mois dans une municipalité et gradué d'une université du Royaume-Uni ou de la province de Québec, ou diplômé dans ladite province comme avocat, médecin, arpenteur ou instituteur.

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Désire faire remarquer à la Chambre que la classe ouvrière mérite, aussi bien que la classe instruite, d'avoir le droit de voter. On a dit que les jeunes gens qui sortaient de nos collèges après avoir coûté de grandes sommes à leurs parents, et qui sont assez intelligents pour exercer le droit de suffrage, ne devraient pas être privés de ce

droit. Il désire faire remarquer, à ce propos, que dans la classe ouvrière il y a aussi des jeunes gens qui ont coûté cher à leurs parents et qui, pour n'être pas dans la classe instruite, n'en sont pas moins honnêtes, intelligents, capables enfin d'exercer honnêtement le droit de suffrage. Les ouvriers, comme les colons, sont la principale base et le soutien de la société. Il est donc juste qu'étant le soutien de la société, les ouvriers devraient avoir, aussi bien que les gens instruits, le droit de voter. Ce que je demande, c'est que l'on soit aussi juste envers la classe ouvrière qu'on l'est envers la classe lettrée.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmagny): Fait de longues remarques sur les amendements proposés par le député de Montmagny.

La Chambre se rappelle qu'en présentant ses résolutions, M. Langelier a dit qu'elles étaient analogues à d'autres résolutions présentées en Angleterre par le grand chef du parti conservateur, M. Disraeli. Il faut bien tenir compte de cette admission par laquelle M. Langelier admet qu'on peut trouver encore quelque chose de bon dans les idées conservatrices. Mais il faut également bien tenir compte de ceci: M. Disraeli n'a pas proposé que tout homme qui couche sous un toit ait droit de voter. C'est là ni plus ni moins le suffrage universel que semble patroniser l'honorable député de Montmagny malgré qu'il se garde bien de se déclarer ouvertement en faveur de cette mesure révolutionnaire.

L'on a voulu donner le droit de franchise à une autre classe de la société; l'on s'est écrié: mais un millionnaire, d'après votre bill, un homme qui possède des actions considérables dans les banques n'aura donc pas le droit de voter? S'il n'est pas dans la catégorie de ceux qui possèdent au moins trois cent piastres en propriété foncière, ou au moins s'il ne paye pas un loyer de trente piastres, il ne devra pas voter. Je ne veux pas dire, pour cela, que nous devrions délaisser les grands capitalistes. Non, mais notre bill aura peut-être pour effet d'inciter ces gens-là à se servir de leur argent pour l'encouragement de nos manufactures et de notre industrie.

C'est en employant leurs actions de banque au développement de notre industrie, c'est en augmentant le nombre de nos manufactures que nos capitalistes pourront rendre un grand service au pays et acquérir le droit de suffrage. C'est de cette manière aussi qu'ils pourront largement contribuer à arrêter le fléau de l'émigration aux Etats-Unis, qui fait tant de mal à notre province. Je ne suis pas opposé, il s'en faut, aux établissements de banque et à leur succès. Mais aussi je voudrais que les capitaux fussent surtout employés à établir des industries qui puissent donner de l'ouvrage à la classe ouvrière. Et puis, je le demande à l'honorable député de Montmagny, quel est l'homme qui, dans notre province, ne possède pas une propriété foncière valant \$300 ou qui ne paye pas un

loyer de \$30? L'on a proposé d'étendre le cens électoral à plusieurs autres classes de la société, aux pensionnaires, aux diplômés des universités, etc. M. Gérin nous a dit que cette dernière question n'avait jamais été traitée en France. Mais n'a-t-il jamais lu ce que dit la Revue catholique des institutions et du droit? Dans un article sur le suffrage universel, cette revue dit que l'on devrait donner le droit de vote à toute la classe instruite, riche ou pauvre. Cependant, le journal français ajoute que le principe de ce suffrage de l'intelligence est néanmoins plus théorique que pratique. On a donc reconnu en France que cet agrandissement du cens électoral est irréalisable en pratique aujourd'hui.

On veut donner de plus le droit de voter aux diplômés du Royaume-Uni.

Ceci seulement me fait peine, car nous avons ici des universitaires dans la province qui se trouvent exclus.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Si l'honorable député veut lire mieux, il verra que l'amendement donne le même droit aux diplômés de la province.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): C'est vrai, de la province aussi.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmagny): C'est alors la facture de l'amendement lui-même qui me trompe; la faute d'orthographe que j'y remarque.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Si l'honorable Solliciteur veut bien rappeler ses souvenirs, il se souviendra que j'ai signalé hier un grand nombre de fautes typographiques.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): L'honorable solliciteur ne rendra pas responsable des fautes des imprimeurs le député de Montmagny. Ceci ne fait rien à la question, pas plus que le cuir que l'honorable solliciteur a fait tantôt en disant bien-t-à-tous.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmagny): D'ailleurs, une chose digne de remarque et qui pourrait devenir très embarrassante si le suffrage intellectuel était adopté: où l'électeur qui est instruit et qui n'a pas de propriété pourrait-il voter? dans quel arrondissement, dans quel comté?

Je suis d'opinion que, sortant du collège, un jeune homme instruit et intelligent ne doit pas

rester en repos. Il doit faire des efforts pour se faire une position dans la société, s'acquérir une propriété afin d'exercer ensuite son droit de suffrage lorsqu'il l'aura acquis. La fortune lui a donné l'avantage de faire un cours d'études, il aura facilement celui d'acquérir le droit de voter. Il est bon qu'un jeune homme travaille pour se créer une position; et la perspective qu'il aura le droit de voter, lorsqu'il aura acquis une petite propriété, doit être un stimulant pour l'encourager à travailler.

Quant aux instituteurs, ils sont dans une position tout à fait exceptionnelle. Ils ne devraient pas, suivant mon opinion, exercer le droit de suffrage. Je crois que c'est dans l'intérêt de la plus grande harmonie de leurs écoles, et il est aussi préférable qu'ils ne votent pas.

Il termine en disant qu'il espère que la Chambre sera convaincue de la justesse de ses remarques et qu'elle n'étendra pas le cens électoral en dehors des limites tracées dans le bill qui est actuellement sous sa considération.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Se plaint qu'on ait dit des énormités au sujet de ses avancés. On prétend que je veux trop étendre le cens électoral et trop le restreindre en même temps. Il est difficile de s'entendre à ce sujet. On dit aussi que mes résolutions tentent à amener la révolution. C'est là une fausseté. Je n'ai voulu introduire qu'un système analogue à celui des francs tenanciers; c'est ainsi que l'on dit les marguilliers depuis longtemps. Est-ce amener la révolution? C'est avec un cens électoral très restreint que l'on a fait la révolution de 1848 en France, comme c'est avec le suffrage universel qu'on a établi et soutenu l'empire de 1852 pendant 20 ans. Je n'approuve pas le suffrage universel; mais je dois le dire franchement, si je l'approuvais, je n'aurais pas honte de l'avouer assurément.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue dans la négative.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, appuyé par le député de Trois-Rivières (H.-G. Malhiot), que le bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour l'y amender de nouveau. Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a fait un nouvel amendement lequel est lu et adopté par la Chambre.

La Chambre s'ajourne à dix heures trente-cinq.

Séance du 1er février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Lynch, la pétition de Joseph D. Molson, ci-devant de Montréal, et maintenant de Lennoxville.

Par M. Mailloux, la pétition du conseil municipal du comté de Témiscouata, la pétition du révérend A. Ladrière et autres, et la pétition de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Viger, toutes deux du comté de Témiscouata.

Par M. David, la pétition de la nouvelle compagnie du gaz, de la cité et du district de Montréal et la pétition du révérend P.-L. Lapierre et autres, de la cité de Montréal et des Tanneries.

Par M. Méthot, la pétition de Charles Legris et autres, des paroisses de Sainte-Monique et de Saint-Zéphirin-de-Courval.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De C.-S. Rodier et autres, de la ville de Beauharnois, demandant que le bill pour amender l'acte 37 Victoria, chapitre 24, intitulé: "Acte pour ériger le village de Beauharnois en ville, ne devienne pas loi".

De Maurice Cuvillier et autres, demandant que le bill pour autoriser la corporation du village d'Hochelaga à faire un emprunt et autres fins, ne devienne pas loi.

De Adolphe Labelle et autres, demandant que le bill pour donner effet immédiat à la proclamation érigeant la ville de Saint-Henri, ne devienne pas loi.

De G.B. Hall et autres, demandant que le bill pour autoriser P. Mayrand à construire des estacades à l'embouchure de la Baie de Bécancour, ne devienne pas loi.

De Firmin H. Proulx, éditeur-propriétaire de la Gazette des Campagnes, demandant de l'aide pour cette publication.

De John Brennan et autres, de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton, et du révérend L. Poulin et autres, de la paroisse de Saint-Isidore, demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Impression des documents

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande au député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), si celui qui a le contrat des impressions doit aussi plier les documents. Il fait remarquer qu'il ne le fait pas actuellement.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): No.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il a

constaté le même état de choses pour des documents autres que ceux du Conseil. Il croit que les officiers responsables devraient s'occuper de cette affaire.

Rapport de comités:

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné la pétition de Sir Hugh Allan et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du pont Saint-Laurent" et trouve que les avis requis ont été donnés.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés: Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement:

Bill pour autoriser dame Marie-Louise Panet, veuve Lamothe, à vendre certaines propriétés qui sont substituées à ses enfants.

Bill pour autoriser le retrait de plan particulier et du livre de renvoi du lot 61, de la paroisse de Montréal.

Votre comité a examiné de plus les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour amender l'acte 27 Vict., chap. 24, intitulé: "Acte pour ériger le village de Beauharnois en ville."

Bill pour incorporer la société de Québec pour prévenir les cruautés contre les animaux.

Bill pour incorporer la Compagnie canadienne de viande et de produits alimentaires.

Bill pour incorporer la Compagnie manufacturière de Sherbrooke.

Bill pour incorporer la Compagnie des terres et des améliorations des cantons de l'Est.

Bill pour autoriser Charles Côté à construire des piliers et des estacades flottantes sur la rivière Bécancour.

Introduction de bills:

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill concernant le ligne de division entre la province de Québec et la province de l'Ontario. Accordé.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les lois concernant la constitution de la cour du Banc de la Reine et la cour Supérieure.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande des explications.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac):

Regretted that he was not in a position to do so very fully at present. He might say, however, that the Bar of Montreal had passed a resolution in favour of an increase of the judiciary of the Courts referred to, on account of the inability of the present staff of Judges, owing to their insufficient number, to keep up with the business. The consequence was a large amount of arrears and an injury to the cause of justice. The present bill was a result of this suggestion, but he would be in a position at a future stage to give fuller explanations.

Accordé.

Message du Conseil législatif:

L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé: "Acte pour amender les articles 945 et 1336 du code civil, au sujet des substitutions et de la communauté entre époux".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte intitulé: Acte pour incorporer la compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa (limité)".

Et aussi le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour annexer l'Isle Vaudry, dans la rivière l'Assomption, à la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Paroisse Saint-Paul-l'Ermite

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Appuyé du député de Deux-Montagnes (M. G. Ouimet), propose la première lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour annexer l'Isle Vaudry, dans la rivière l'Assomption, à la paroisse Saint-Paul-l'Ermite."

Adopté.

Réponse à une adresse :

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Présente, conformément à une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 25 janvier 1875, demandant copie du rapport du commissaire que le gouvernement a envoyé à Fraserville, pour surveiller la confection de l'inventaire de la succession vacante de feu Edouard Fraser, en son vivant avocat et coseigneur de la Rivière-du-Loup. (Documents de la session, no 30.)

Bien-fonds de dame Nancy P. Parsons

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser dame

Nancy P. Parsons, épouse de W.S. Hunter, à disposer d'un certain bien-fonds dans le comté de Stanstead.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Soeurs de la Charité de Saint-Germain-de-Rimouski

M. A. CHAUVREAU (Rimouski): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer les Soeurs de la Charité de Saint-Germain-de-Rimouski.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. CHAUVREAU (Rimouski): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit "Acte pour incorporer l'Hospice des Soeurs de la Charité de Rimouski".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie des propriétaires fonciers du Canada

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie des propriétaires fonciers du Canada.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Congrégation des catholiques de Québec parlant la langue anglaise

M. F. LANGELIER (Montmagny): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte qui incorpore la Congrégation des catholiques de Québec parlant la langue anglaise.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande des explications.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Explique ce bill, qui est pour nommer des syndics pour l'église Saint-Patrice de Québec, amender son acte d'incorporation et confier l'administration temporelle de cette église aux révérends Pères Rédemptoristes.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said his regard for the very large number whom he knew to be in favor of the bill prevented him from opposing this second reading, but he was anxious that no honourable Member should infer from that fact that he committed himself to an acceptance of the principle which the bill contained. He was not one who believed that the Catholics of Quebec speaking the English language had no fitness for the management of the temporal affairs of their church — on the contrary, he looked upon the intelligent and respectable body, known as the English-speaking Catholics of Quebec, as eminently competent to control, or at least have a voice in the control of, the temporalities of St. Patrick's of Quebec. The humblest Catholic parish in the Province had its worldly affairs more or less governed by the laity, and he could not understand why, if the principle of lay interference in such matters were bad, it should not be removed from all the parishes.

To legislate away the rights of the English-speaking Catholics — rights which in common with their French coreligionists they had so long enjoyed — rights which were secured to them by Act of Parliament — rights which under the Pastorates of the lamented founder of their church — the late Father McMahon and his esteemed successors, Fathers Nelligan and McGauvran, they had guarded with just pride — to take from them those rights whilst preserving them to so many others was nothing short in his judgment of branding them with a mark of inferiority — directly saying to them "there is not amongst you honesty and capacity to direct any longer those affairs which you and your fathers for nearly two generations have been entrusted, with and therefore, that direction must be taken from you." He was second to no man in his respect for the priests of the church to which it was his proud privilege to belong. His regard for the Reverend Fathers brought here by His Grace the Most Reverend Archbishop, to take spiritual charge of the St. Patrick's congregation, was all that it ought to be, but to give his approval to what his convictions disapproved would be to trample on his own self respect, and establish that he was unworthy of the position which he had the honour to occupy. He respected the opinions and feelings of all who deferred with him on the question, and because he did so sincerely, he would invoke no rule to keep the bill from a second reading. His wish was that it should go to the Private Bills Committee; there an opportunity would be afforded to its many advocates to place it in the fairest colors, but there also an opportunity would be given to the respectable and intelligent minority, who thought with him on the subject, to express their views, and the result, he hoped, would be to have what was best for the true interests of all concerned, prevail.

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Did not

desire to say a word on the bill at this stage. He wished to call the attention of the Honourable Member for Quebec-West, however, to the fact that, if he was anxious that all the parties in this matter should receive a fair hearing before the Committee, it was wrong for him to impress the House with one side of the question. It would have been much fairer for him to wait until the bill was before the Committee, when all could be heard. At the same time, now that he was up, he (Mr B.) might tell his honourable friend that if he only looked around him he would see that there were other congregations in this respect, which — to use the Honourable Member's words — were in a far worse position than the Irish Catholics of Quebec, and notably several bodies in Montreal, and this with their own consent. He thought the Honourable Member would have acted more wisely, prudently, and like a good Catholic, if he had deferred his remarks until the bill was before the tribunal of the Private Bills Committee.

M. F. LANGEIER (Montmagny): Believed that neither the House nor any single Member of it would consent for an instant to a direct insult being cast in the faces of so important and respectable a body as the English-speaking Catholics of Quebec. He thought, however, that it would be conclusively shown that the proposed changes were not insulting, but were, on the contrary supported by an immense majority of the body in question morally and materially. He had taken charge of the bill under that impression at least. He might be in error, and, if so, the fact could be established before the Committee.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Could not agree altogether with the last speaker. He did not think it was a question of majority, but one of principle, right or wrong. He was, however, of the opinion that the most opportune time for discussing the merits of the bill was not at present upon the second reading, but he did not desire that the second reading should be taken as an admission of the principle of the measure. They were not there to discuss a measure of this kind in the abstract at present. Nevertheless he might say that in most of our parishes, the priests administer in reality the temporalities and the church wardens only occupy an honorary position in that relation. There was a most important question involved in the bill, and he believed that a majority of the House would not approve of special and invidious legislation of the sort, without any evidence before it. When all the information gathered by the Private Bill Committee was before them, then and then only would they be in a position to pronounce upon its merits intelligently.

M. J. HEARN (Quebec-Ouest): Was sorry that his remarks should have displeased the Honourable Member for Laval and lead him to think that he had acted otherwise than as a

good Catholic. He preferred, however, obedience to his own conscience rather than obedience to the wishes of his honourable friend. His aim was to secure a fair hearing for those who supported and those who opposed the bill. He never wished to play a double part in any matter, particularly in a matter where opinion was so divided as in the present, and, had he reserved his remarks for the Committee, he had no doubt the Honourable Member would have told him that his silence amounted to an endorsement of the principle to which he was from honest conviction, and not choice, opposed.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie des terres et des manufactures de Saint-Pierre

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie des terres et des manufactures de Saint-Pierre.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Club métropolitain de Montréal

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif pour incorporer le Club métropolitain de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Exécuteur testamentaire de S.C. Bagg

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser les exécuteurs testamentaires de Stanley C. Bagg, écuyer, ci-devant de la cité de Montréal, à vendre, échanger, aliéner et transporter une certaine propriété foncière grevée d'une substitution dans ledit testament et à placer le produit de la vente de ladite propriété.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Horace Cimon

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose que la réponse à une adresse du 16 décembre 1874, demandant le rapport de l'enquête faite au sujet des dépenses de voyage du magistrat du district de Saguenay, Horace Cimon, écuyer, et aussi la réponse à une adresse du 16 décembre 1873, demandant un état indiquant le nombre d'actions portées

devant le magistrat stipendiaire du district de Saguenay, Horace Cimon, écuyer, depuis l'époque de sa nomination jusqu'au 1er décembre 1873, les endroits où ces jugements ont été rendus, les dépenses de voyage dudit magistrat, ses comptes produits pour chaque voyage et montants payés, soient renvoyés au comité permanent des comptes publics.

Je ne me propose pas de développer longuement ma motion, car c'est toujours une chose délicate d'attaquer un officier remplissant une charge aussi importante que celle de magistrat. En examinant les comptes de cet officier public, je vois des items qui m'ont fort surpris. Ce magistrat est chargé d'administrer la justice sur toute la côte Nord. Il fait ses voyages en chaloupe. Il y avait à bord lors de son voyage de 1872, un pilote, un marmiton et le patron de la chaloupe. Je vois dans le compte que le propriétaire est payé à \$3 par jour. Il paraît que le chaloupier était de son métier ferblantier.

Le magistrat fit marché avec ce dernier de lui laisser travailler la ferblanterie à bord et qu'il retrancherait un écu sur les trois piastres de ses gages. Après six jours de cette musique, le magistrat ennuyé offrit au chaloupier d'ajouter l'écu. Le chaloupier dit avoir été payé \$2.50 et le magistrat prétend avoir donné \$3.00.

Le marmiton du bord semble avoir eu un appétit vorace pendant tout le voyage. Il était nourri au lard et aux pommes de terre, et cependant on charge pour la nourriture de ce marmiton une piastre par jour.

Le magistrat se flanque de plus d'un greffier, auquel il ne fait manger aussi que la valeur d'une piastre par jour, tandis qu'il se donne une piastre et demie pour sa propre nourriture. Je signale l'injustice à la Chambre.

Le magistrat fait un second voyage qui ne dure que 68 jours, et il paie 75 jours, donnant pour raison que le chaloupier était engagé pour ce temps-là. J'accorde la chose; mais ce qui est extraordinaire, c'est que le magistrat se trouve obligé de se faire nourrir par la province avec ses hommes pendant tout ce temps-là. Dans ce voyage la position du marmiton est améliorée; on lui donne plus cher, \$1.20 par jour.

On donne dans le compte le salaire d'un second pilote, et toutes les personnes qui étaient à bord disent qu'il n'a jamais été vu l'ombre d'un tel pilote à bord.

En réduisant les comptes pour 1872 et 1873, j'arrive au résultat suivant: qu'il a été payé \$168 de trop pour le voyage de 1872 et \$324 pour celui de 1873.

La personne chargée de faire l'enquête a fait rapport qu'il fallait entendre certaines personnes sous serment. Le gouvernement n'en a rien fait cependant.

Le magistrat avait des amis à bord de la chaloupe pendant le voyage. Un de ces amis déclare dans son témoignage, à deux reprises différentes, qu'il est embarqué à la Pointe-aux-Esquimaux et qu'il est descendu à terre à Betchouan. Ce trajet a pris, suivant lui, l'espace

de trois semaines. D'un autre côté, le chaloupier Boudrault dit qu'un étranger s'est embarqué à la Pointe-aux-Esquimaux et qu'on l'a descendu à Betchouan. On demande à Boudrault quelle est la distance entre ces deux endroits. Celui-ci dit que la distance est d'à peu près cinq lieues. Va-t-on croire que les célèbres magistrat, chaloupier et marmiton ont mis raisonnablement trois semaines à faire ce voyage? J'en ai dit assez, Monsieur l'Orateur, pour démontrer que la question doit attirer l'attention du gouvernement et qu'il est impossible qu'on s'oppose au renvoi du rapport au comité permanent des comptes publics.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): L'honorable député de St-Jean semble remplir maintenant en Chambre le rôle de l'honorable député de Chicoutimi, les années précédentes, avec cette différence que le premier n'a que des couleurs très riantes à sa palette, tandis que le second adoptait les couleurs sombres. Dans cette affaire, je suis d'avis qu'on doit renvoyer le rapport au comité des comptes publics, qui nommera un sous-comité composé des honorables députés, qui, comme le député de Saint-Jean, suivent plusieurs professions à la fois et seront par là même en état de juger la question du chaloupier-ferblantier.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmourencey): J'ai eu l'occasion de lire les témoignages de cette affaire. Après avoir tenu compte des dépenses qu'on doit encourir pour faire un tel voyage, je n'en suis pas venu à la conclusion que ce compte est aussi exagéré que veut bien le dire l'honorable député de Saint-Jean. Le voyage a coûté \$700; on a fait un voyage de 1140 milles de long. Calcul fait, chaque personne employée a coûté huit chelins par jour.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Quand le chaloupier avait \$4 par jour?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmourencey): Pris sur le tout chaque personne a coûté 8 chelins par jour, et je défie qu'on puisse voyager en chemin de fer pour 8 chelins par jour.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Comment feriez-vous ce chemin pendant vos 75 jours?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmourencey): Il faut compter en chaloupe avec les éléments.

Le magistrat a produit des reçus de toutes les personnes employées, pour le compte payé et chargé. Il est vrai que M. Jean vient dire plus tard qu'il n'a pas reçu tout le montant chargé au gouvernement. Je dis, moi, qu'un homme de ce calibre-là ne doit pas être cru sous serment.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable solliciteur a dit que 1,140 milles avaient été

parcourus, et que le voyage n'avait coûté que 8 chelins par jour. Si on fait le calcul on verra qu'un voyage de Québec à Montréal, d'après l'honorable solliciteur, coûterait \$19.50.

Il est évident que le magistrat a fait payer au gouvernement beaucoup plus qu'il n'a déboursé, c'est-à-dire qu'il a spéculé par tous les moyens possibles, depuis les repas du pauvre petit marmiton jusqu'à ses repas à lui-même. Je trouve déplorable qu'un représentant de Sa Majesté la Reine allant rendre la justice, au nom de Sa Majesté, s'annonce, comme celui-ci, au son des casseroles et de la ferblanterie. Dans ce cas-ci, sans plaisanterie, j'espère que la question est assez importante pour engager le gouvernement à s'emparer de la question, et à ne pas s'opposer à ce que ce compte soit référé au comité des comptes publics.

Adopté.

Terres de la Pointe-de-Betsimis

M. W. W. LYNCH (Brome): Appuyé par le député de Compton (M. W. Sawyer), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de toute correspondance concernant les terres de la Pointe-de-Betsimis, dans le comté de Saguenay, vendues à la Compagnie de la baie d'Hudson, par le gouvernement de la ci-devant province du Canada, en 1867, ou concernant la prétendue révocation de ladite vente, le 2 octobre 1872, et de tous rapports, ordres en conseil, pétitions ou documents concernant ces sujets, et de toute patente accordée depuis cette date, ou de toutes ventes de ces terres ou d'aucune partie d'icelles, et de toute correspondance et de tout document s'y rapportant en aucune manière.

He explained that at the point in question the Hudson's Bay Company applied previous to Confederation, to the old Government of Canada, to purchase some 500 acres of land. The transaction was entered into in good faith — the Company paying \$114. and the Government receiving the money. Some years afterward, when Confederation was effected, without any notice whatever, without being aware that any conditions were attached to their grant, they were informed that their grant had been cancelled for alleged failure to comply with the conditions of the same — the Government resuming the land and issuing patents therefore to other parties. He desired to obtain all the papers on the subject.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Cette question paraît avoir été réglée d'une manière définitive par le département des Terres qui a vendu cette propriété à MM. Girouard et Cie; du reste, c'est à la Compagnie de la baie d'Hudson à prendre des procédures devant les tribunaux pour faire annuler la patente.

Adopté.

Statistiques hygiéniques et mortuaires

M. P. LARUE (Portneuf): Appuyé par le député de Huntingdon (M.A. Cameron), propose que la Chambre concoure dans le troisième rapport du comité spécial nommé pour étudier les meilleurs systèmes de statistiques hygiéniques et mortuaires, et pour rechercher les moyens les plus efficaces de régulariser les inhumations, de préparer un projet de loi à ce sujet, et d'en faire rapport à la Chambre.

Je dirai quelques mots avant l'adoption du rapport. Je crois qu'on devrait prendre des mesures afin de rendre la vaccination plus efficace. Sans doute, la vaccination a été bien mauvaise depuis quelques années, mais cela est dû à ce que bien souvent l'on s'est servi de vaccin contaminé. Aussi je ne suis pas surpris qu'il soit arrivé quelquefois des accidents, je suis même surpris qu'il n'en soit pas arrivé en plus grand nombre. Je crois que le gouvernement agirait sagement en fondant une institution où les médecins pourraient se procurer du bon vaccin; on ne se figure pas les difficultés que les médecins rencontrent pour se procurer du vaccin.

De telles institutions existent dans d'autres pays.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Said the recommendation of the Committee and the importance of the subject certainly claimed and deserved, as it would receive, the most serious attention of the Government. At the same time, he was not prepared to say at present what course they would take in the matter, but it was certain that the suggestion of the Committee would receive the consideration it deserved.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Approuve les suggestions du rapport et il dit que le meilleur moyen de s'y conformer ce serait d'ajouter cette institution à l'école vétérinaire de Montréal. La dépense serait très minime, parce qu'elle se bornerait à l'entretien de quelques animaux.

M. R.-F. RINFRET (Québec-Centre): Je ne suis pas opposé aux recommandations du comité, mais je dois dire qu'on se trompe en pensant qu'il n'y a pas de bon vaccin au pays. Une telle opinion n'est propre qu'à effrayer la population. Aussi, je dois dire, pour rassurer les gens, que des médecins se sont spécialisés dans la vaccination et ont réussi à se procurer du bon vaccin. Les médecins ne voudraient certainement pas exposer leurs patients aux mauvais effets de certains vaccins.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Desired to point out that it would not be in order to adopt the report as, if carried, it pledged the House to an expenditure of money, which could not be done without a message

from the Lieutenant-Governor recommending such an expenditure. He did not wish to be understood as objecting to the recommendation of the Committee, but there was a right way and a wrong way of doing things, and he wished to point out where the Honourable Member was adopting an irregular course.

M. P. LARUE (Portneuf): Précise qu'il n'a pas voulu dire qu'on ne pouvait plus se procurer du bon vaccin au pays; il a tout simplement voulu en signaler la rareté et les difficultés éprouvées pour en obtenir.

L'ORATEUR: Décide que l'adoption dudit rapport entraînerait une dépense des fonds publics de la province, et qu'il ne peut être adopté parce qu'il serait en contradiction directe avec la 54^e et la 90^e section de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord 1867, qui pourvoit que la Chambre n'adopte pas, ni ne passera aucun vote, résolution, adresse ou bill pour l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public, ou d'aucune taxe ou impôt, pour quelque fin que ce soit, qui n'aura pas été préalablement recommandé à la Chambre par un message du lieutenant-gouverneur, durant la session pendant laquelle tel vote, résolution ou bill est proposé. Telle est de plus la pratique suivie en Angleterre, dans la Chambre des Communes.

M. P. LARUE (Portneuf): Dit qu'il a reçu une lettre du Dr Larocque dans laquelle il lui dit qu'ils n'ont pas à Montréal de vaccin sur lequel il puisse se fier. Ici même on s'en procure bien difficilement.

L'Orateur croit que la question n'est pas dans l'ordre. J'espère, du moins, que M. Robertson aidera pour un pareil objet, car dans le moment surtout, on comprend toute l'importance et l'opportunité de cette question. Le pays devra de la reconnaissance au comité pour les excellentes suggestions qu'il a faites à ce sujet, et je crois qu'il est du devoir du gouvernement de l'aider pécuniairement dans ses vues. Le comité en question sera, je l'espère, un excellent préservatif contre la picote, et surtout rassurera les familles et le pays. J'espère donc que le gouvernement, malgré la décision de l'Orateur, accordera le montant nécessaire pour mettre en opération les suggestions du comité.

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il prendra la chose en considération.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Dit quelques mots dans le sens exprimé par le député de Portneuf (M. P. LaRue).

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Said the report was most important and, urged as it was by so many eminent Members of the medical profession, he hoped the Government would

take the matter into immediate consideration. The people had a claim upon them to that effect, as, in Montreal especially, the inhabitants were almost terrified by the ravages of that terrible disease, small-pox. He hoped that as early as possible too, the Government would lend their utmost assistance to the different Boards of Health in the Province who would cheerfully accept all the cost. He believed the country was under great obligation to the Committee for the attention they had given to this important matter, and he hoped the Government would yield to their suggestions. He was glad to learn that the Committee were unanimous in considering vaccination a preventive of disease, and this alone would serve to allay a good deal of the fear in the public mind.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Espère que la Chambre ne pensera pas qu'il est opposé à la chose en elle-même, mais il veut que les choses se fassent régulièrement. Le gouvernement prendra la chose en considération et il ne doute pas que cette somme ne soit demandée à la Chambre.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Est d'avis que l'on devrait s'occuper surtout de donner un meilleur système d'égouts à nos grandes villes; c'est le défaut de drainage qui propage la variole.

A six heures l'Assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et cinquante

Validation de certains actes exécutés dans Gaspé

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour rendre valides certains actes et documents exécutés dans le district de Gaspé.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Aide aux chemins de fer

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Se plaint de ce que l'honorable M. Robertson n'ait pas encore présenté ses résolutions sur les chemins de fer de la province. Cependant, la session tire à sa fin et rien encore n'arrive. Il espère néanmoins que l'honorable trésorier présentera ses résolutions avant de faire l'exposé de son budget. Il croit s'apercevoir que l'honorable trésorier n'a adopté aucune politique sur les chemins de fer et il est tout probable que dans ce moment même, il cherche encore quelle politique il devra adopter sur cette question. Il croit voir dans cette conduite du gouvernement une arrière-pensée; c'est de tenir sous sa main un certain nombre de députés désireux de conserver l'octroi pour les chemins de fer qu'ils patronisent.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that as far as the budget was concerned, there was no mention made in it of railway estimates and never had been. He positively denied that he had been going around from one Member to another to ascertain their views. He had not spoken to a single Member of the House on the subject, outside of the Government. He intended, if they got through the election bill tonight, to bring down the budget tomorrow, and in the course of two or three days, he would bring down the railway resolutions. He had no intention of springing a trap upon the House, and they would have abundant opportunity of discussing the railway policy, before the item of the budget was disposed of. But if his colleagues in the House persisted in asking for more money than the House would give, he would be obliged to withdraw from the Government. He repeated that before concurrence was asked in the item of the budget, the Government would be prepared with their railway policy.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said that the railway policy was the most important of all the questions the House would have to discuss, and he held that Government ought to have brought it down long ago. It had been on the notice paper since the 18th December last and Government was still keeping it back. Nevertheless they were still saying to the Honourable Member for Argenteuil that they were ready to meet him, but they were ready at this very moment to change their policy in order to suit the pleasure of particular Members of the House.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): S'il fallait en croire le témoignage de M. Joly, il y aurait dans cette Chambre des députés qui seraient tenus dans un état de servilité, d'esclavage! L'honorable député dit que l'honorable trésorier doit supporter le blâme de la Chambre parce que l'état du budget n'est pas encore connu. Si le budget n'a pas encore été présenté, c'est parce que nous pensons qu'il en est temps encore et que ce retard n'aura aucun effet pour la prolongation de la session. Il termine en protestant, en termes énergiques, contre les accusations du député de Lotbinière.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'attire l'attention de la Chambre sur la date des résolutions concernant les chemins de fer: 18 décembre, voilà un mois et demi qu'on nous fait attendre. Ces retards occasionnent de grandes dépenses à la province.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Et la vacance?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'aurais cru que M. Robertson aurait employé ce temps à mûrir ses résolutions; bien loin de là, il n'en a pas encore jeté la semence.

Loi électorale

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), propose la réception du rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "bill" soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant tous les mots après "légale" dans la 5e ligne de la 132e section, et en substituant aux sections 133 et 144 inclusivement la clause suivante:

"Aucun cens d'éligibilité ne sera, à l'avenir,

exigé des candidats à l'Assemblée législative de Québec, ni des membres de ladite Assemblée," soient mis à la place.

Chaque fois qu'une clause un peu dure venait à passer dans le bill des élections, le gouvernement nous disait: elle se trouve dans le bill fédéral. Dans le but d'avoir uniformité, nous passions par là-dessus. Les honorables députés ne s'opposèrent pas à ma motion alors, puisque la qualification des candidats a été abolie à la dernière session fédérale.

Qu'on se rappelle que la qualification foncière est abolie en Angleterre, depuis 1858, et cependant, personne n'a jamais eu à se plaindre de cet état de choses; loin de là, jamais la Chambre des Communes en Angleterre n'a été composée d'hommes aussi distingués que depuis cette époque. Nous ne citons qu'un exemple.

Si la qualification foncière existait encore en Angleterre, on n'aurait jamais vu en Chambre John Stuart Mill; l'un des hommes les plus distingués de l'Angleterre.

La qualification foncière renferme certainement une foule d'inconvénients. M. Gérin nous a dit, l'autre jour, qu'il serait obligé de se retirer de la politique si la loi actuelle est maintenue; ce serait un malheur réel pour le pays puisqu'il est un des membres les plus marquants de cette Chambre et que son absence de l'arène parlementaire priverait la province d'un de ses représentants les plus distingués. Son départ ne reposerait, en effet, que sur son manque de qualification. D'après mon amendement, M. Gérin pourrait encore revenir dans cette Chambre et l'éclairer de ses connaissances en droit constitutionnel et de ses talents distingués.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Considered that it had been unwise on the part of the Dominion Parliament to abolish the qualification of Members. There was no comparison between the state of things in this country and England. In the latter country, the expenses of polling-booths, etc., were born by the candidates, and not by the Government, and he was sure that these expenses were at least, in most cases, one half of the amount required to qualify Members for the Province. He regarded as wise and exact the qualification proposed as a necessary preliminary condition to all who wished to become Members of the House.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Jusqu'à aujourd'hui, j'ai toujours été en faveur de la qualification, mais ce que j'ai toujours regretté, c'est que la qualification n'ait pas continué sans interruption durant tout le temps du mandat. La loi, telle qu'elle est maintenant, a toujours été une cause de corruption; c'est pourquoi je propose que cette qualification existe chez un député tout le temps qu'il sera mandataire du peuple. Quoique opposé au scrutin secret, je voterai pour cette mesure dans le seul but d'assimiler la loi locale à la loi fédérale.

Et cet amendement étant mis aux voix, la

Chambre se divise, et il est résolu dans la négative :

Et la question étant de nouveau proposée que le rapport soit maintenant reçu.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Appuyé par le député de Jacques-Cartier (M. N. Lecavalier), propose sous forme d'amendement que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "bill soit de nouveau référé au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender, en ajoutant dans la 1re ligne de la 132e clause, après le mot "élu", les mots, "ni voter, ni siéger," et d'ajouter à la fin de la clause les mots suivants:

"Et toute personne qui siégera ou votera sans avoir la qualification requise comme susdit, encourra une amende de deux mille piastres pour chaque jour qu'elle aura ainsi voté ou siégé", soient mis à la place.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Se prononce contre la proposition du député de Laval (M. J.-H. Bellerose).

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Il est ordonné que ledit comité reçoive instruction d'amender ledit bill, en ajoutant dans la 1re ligne de la 132e clause, après le mot "élu", les mots "ni voter, ni siéger;" et d'ajouter à la fin de la clause les mots suivants: "Et toute personne qui siégera ou votera sans avoir la qualification requise comme susdit, encourra une amende de deux mille piastres, pour chaque jour qu'elle aura ainsi siégé."

En comité:

M. G. IRVINE (Mégantic): Reasserted his disapproval of the retention of the property qualification, but remarked that if its advocates had determined to retain it, they were quite consistent in requiring such qualification to exist not only at the time of candidature, but to be continuous throughout the tenure of the seat. At the same time, he felt bound to say that, in the matter of retaining this qualification, this Province was retrograding, while the rest of the world was moving forward.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

Et la question étant de nouveau proposée que le rapport soit maintenant reçu;

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Avant de laisser la Chambre concourir dans le rapport du comité, je vais proposer des amendements dans le sens des paroles que j'ai prononcées l'autre jour. Je m'oppose au vote du scrutin secret parce que ce mode est contraire au principe du parti conservateur. Je sais que le ministère a fait de cette question une question ministérielle. Lorsque le gouvernement a exprimé cette idée, j'ai été bien surpris, mais pour être conséquent avec moi-même, je dois présenter mon amendement.

Appuyé par le député de Soulanges (M. R.-S. de Beaujeu), il propose sous forme d'amendement que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'amender en retranchant toutes les sections depuis la 154e jusqu'à la 219e, inclusivement, et en leur substituant les suivantes:

Enregistrement des votes

Le sous-officier-rapporteur inscrira en toutes lettres ou fera imprimer au haut de chaque page du cahier de votation dont il se servira, le numéro de telle page, et le certifiera par sa signature comme suit: "page numéro un (ou deux, ou suivant le cas), A.B., sous-officier-rapporteur."

Il certifiera aussi en toutes lettres, au bas de telle page, avant d'entrer ou de faire entrer un nom ou un vote sur la page suivante, le premier et le dernier nom et le nombre total des noms y inscrits, et la signera alors, lequel certificat sera à l'effet suivant:

"Je certifie que le nombre total des noms inscrits sur cette page est de---; le premier nom étant CD., et le dernier E.F.

A. B.
"Sous-officier-rapporteur ".

Le sous-officier rapporteur, au bureau de votation tenu par lui, enregistrera ou fera enregistrer dans le cahier de votation, et dans l'ordre qu'ils auront été donnés, les votes des électeurs votant à ce bureau de votation, en y inscrivant les nom, prénom, qualité, état ou métier et domicile de chaque électeur, et en y constatant aussi, par l'insertion du mot "propriétaire" ou du mot "locataire" ou "occupant" dans le cahier de votation, si c'est comme propriétaire, locataire ou occupant que tel électeur réclame le droit de voter à ce bureau de votation.

Lorsqu'un électeur aura prêté le serment requis de lui par le présent acte, le sous-officier-rapporteur constatera dans le cahier de votation la prestation de ce serment par l'électeur, en inscrivant en regard de son nom dans la colonne à ce destinée dans le cahier de votation, le mot "assermenté" et rien de plus.

Lorsqu'une objection sera faite au vote de quelque personne par un candidat ou son agent, le sous-officier-rapporteur constatera l'objection dans le cahier de votation, en y écrivant en regard du nom du votant, dans la colonne des objections seulement le mot "objecté" et le nom du candidat qui a fait l'objection ou au nom de qui l'objection a été faite.

Le sous-officier-rapporteur recevra le vote de toute personne dont il trouvera le nom sur la liste des électeurs pourvu que telle personne, si elle en est requise par un candidat ou par l'agent d'un candidat, ou par le sous-officier-

rapporteur lui-même, prête le serment ou affirmation qui suit:

"Vous jurez (ou affirmez solennellement) que vous êtes (nom de l'électeur tel qu'inscrit sur la liste) dont le nom est inscrit sur la liste des électeurs à vous maintenant exhibée (exhibant la liste à l'électeur); que vous n'avez pas auparavant voté à cette élection pour cette division électorale, ni à ce bureau de votation, ni à aucun autre; que vous n'avez rien reçu, et que rien ne vous a été promis, directement ou indirectement, soit pour vous engager à voter à cette élection, soit pour vous indemniser de votre perte de temps, de vos frais de voyage, louage de voiture, ou de tous autres services se rattachant à cette élection; et que vous n'avez commis aucun acte de corruption, d'influence indue, de subordination, ou autre acte illégal qui vous rend inhabile à voter à cette élection. Ainsi, Dieu vous soit en aide".

Et nul autre serment ou affirmation ne sera exigé d'une personne dont le nom sera inscrit sur la liste d'électeurs.

Chaque fois qu'un sous-officier-rapporteur aura lieu de savoir ou de croire qu'une personne offrant de voter, a déjà voté à l'élection et se présente pour voter de nouveau, ou que cette personne offre de voter sous un faux nom ou une désignation fausse, ou se donne ou se représente faussement comme étant inscrite sur la liste des électeurs, tel sous-officier-rapporteur sous une pénalité n'excédant pas deux cents piastres, qu'il en soit ou non requis, administrera à cette personne le serment autorisé par la loi, ce dont mention sera faite dans le cahier de votation.

Lorsqu'une personne offrant de voter aura été requise par le sous-officier-rapporteur, ou par un candidat ou son agent, de prêter ce serment ou de faire cette affirmation, et qu'elle refusera de le faire, son refus sera constaté par le sous-officier-rapporteur dans le cahier de votation, en y écrivant en regard du nom de cette personne le mot "refusé"; et son vote ne sera pas pris ni enregistré dans le cahier de votation.

Si ce vote est pris et enregistré, il sera, de plein droit, nul et de nul effet; et le sous-officier-rapporteur, pour avoir pris et enregistré ou avoir fait prendre et enregistrer tel vote dans son cahier de votation, encourra une pénalité n'excédant pas quarante piastres.

Si une personne vote à une élection sans avoir prêté ce serment, ou fait cette affirmation, lorsqu'elle en aura été requise par le sous-officier-rapporteur, ou par un candidat ou son agent, elle encourra une pénalité n'excédant pas quarante piastres.

Lorsque les circonstances l'exigeront, le sous-officier-rapporteur pourra employer un interprète pour traduire l'affirmation ou le serment qui sera requis de tout électeur, ainsi que toute question légitime qu'il sera nécessaire de lui poser, et ses réponses.

Cet interprète prêtera devant le sous-officier-rapporteur le serment ou l'affirmation qui suit:

"Je jure (ou j'affirme) que je traduirai fidèlement les serments, déclarations, affirmations, questions et réponses que le sous-officier-rapporteur m'enjoindra de traduire à cette élection. Ainsi, Dieu me soit en aide".

Le sous-officier-rapporteur, à la fin du jour de la votation, certifiera sous sa signature, sur le cahier de votation, et en toutes lettres, le véritable état des votes à la clôture, à l'effet suivant:

"Je certifie que le nombre de votes inscrits, à la clôture de la votation, dans le bureau de votation (désignation de bureau) est de (le nombre total des votes inscrits), dont --- en faveur du candidat G.-H.; --en faveur du candidat J.-K.; --- en faveur du candidat L.-M. (suivant le cas) -A.-B., sous-officier-rapporteur".

Il donnera des copies certifiées de cet état des votes à quiconque lui en fera la demande avant son départ du bureau de votation.

Aucun officier-rapporteur ou sous-officier-rapporteur, n'accordera ni ne fera ou ne commencera aucun scrutin des votes donnés à aucune élection.

Pénalités contre ceux qui votent frauduleusement

Quiconque, lors d'une élection, sciemment, vote faussement sous le nom d'une autre personne dont le nom figure sur la liste des électeurs, que cette autre personne soit vivante ou morte, ou que le nom de cette autre personne soit celui d'une personne fictive, encourra une amende n'excédant pas deux cents piastres.

Quiconque votera plus d'une fois à la même élection encourra, pour chaque vote donné après le premier, une amende n'excédant pas deux cents piastres; et tout vote subséquent au premier sera nul et de nul effet.

Toute personne votant de propos délibéré à une élection sans être inscrite sur la liste des électeurs, encourra une pénalité n'excédant pas quarante piastres, et son vote sera nul de plein droit.

Si quelque propriété a été cédée ou transportée à quelqu'un, en vertu d'un titre quelconque, ou a été louée à quelqu'un par bail à loyer, à ferme ou à rente, dans le seul but de lui donner la qualité requise pour être électeur, et si cette personne vote à une élection à raison de cette propriété, elle encourra une pénalité n'excédant pas cent piastres.

Tels bails, cession ou transport seront valides et obligatoires pour les parties contractantes, nonobstant toute convention à l'effet de les annuler ou révoquer ou de faire rétrocession de cette propriété; et toute convention à l'effet d'annuler ou révoquer cette cession ou ce transport ou ce bail sera nul et de nul effet.

Procédure après la votation

Le greffier d'un bureau de votation, après la clôture de la votation mais avant que le

sous-officier-rapporteur ait remis le cahier de votation à l'officier-rapporteur, prêtera et souscrira, devant un juge de paix, le sous-officier-rapporteur ou devant l'officier-rapporteur lui-même, le serment de la formule O; lequel serment sera ensuite annexé au cahier de votation.

Le sous-officier-rapporteur qui aura tenu et clos le bureau, avant de remettre le cahier de votation à l'officier-rapporteur, prêtera et souscrira, devant un juge de paix, ou l'officier-rapporteur, le serment de la formule P; lequel serment sera ensuite annexé au cahier de votation.

Le sous-officier-rapporteur en personne délivrera à l'officier-rapporteur le cahier de votation, avec sa commission, celle du greffier de bureau de votation, leurs serments d'office, et leurs serments prêtés à la clôture de la votation.

Si le sous-officier-rapporteur ne peut délivrer ces documents en personne, il les délivrera sous une enveloppe cachetée à une personne qu'il choisira, et il fera, sur l'enveloppe, mention du nom de la personne à laquelle il les aura remis, et il en prendra un reçu.

La personne qui prendra ces documents en charge, les remettra elle-même en personne, tels qu'elle les aura reçus, à l'officier-rapporteur, au temps et au lieu voulus, sous peine d'une amende n'excédant pas quatre cents piastres, ou d'un emprisonnement de pas moins de six mois, ni de plus d'un an, ou de l'un et de l'autre à la fois.

Le sous-officier-rapporteur fera la transmission des documents prescrits par les deux sections précédentes, le ou avant le troisième jour après la clôture de la votation.

Clôture de l'élection et procédure ultérieure

L'officier-rapporteur, aussitôt après avoir reçu les cahiers de votation de tous les bureaux de votation, constatera le nombre total des votes inscrits pour chaque candidat à l'élection, d'après chacun des cahiers tels que certifiés et attestés sous serment par les divers sous-officiers-rapporteurs, et transmettra par la poste, dans les dix jours suivants, un rapport au greffier de la couronne en chancellerie.

Il délivrera aussi, sur demande, à chacun des candidats ou à leurs agents, ou à défaut de demande, il transmettra par la poste, dans le même délai de dix jours, à chacun des candidats, une copie de ce rapport, laquelle dans tous les cas remplacera l'"indenture" pour le candidat élu.

Si un cahier de votation est dérobé et enlevé du lieu où il est alors déposé, suivant la loi, ou est perdu ou détruit, ou autrement mis hors de la portée du sous-officier-rapporteur alors dépositaire de ce cahier, avant qu'il en ait fait rapport à l'officier-rapporteur, tel sous-officier-rapporteur se rendra immédiatement en personne auprès de l'officier-rapporteur et lui fera

rapport du fait de la perte du cahier de votation.

Le greffier du bureau de votation du sous-officier-rapporteur, aussitôt qu'il aura été informé de cette perte personnellement ou par lettre, par le sous-officier-rapporteur ou par l'officier-rapporteur lui-même, ou aussitôt qu'il aura d'autres bonnes raisons de croire que cette perte a eu lieu, sera aussi tenu de se rendre sans délai, en personne, auprès de l'officier-rapporteur.

Il sera du devoir de l'officier-rapporteur d'examiner le sous-officier-rapporteur et le greffier du bureau de votation, sous serment ou affirmation, à l'égard de la perte du cahier de votation et de ce qu'il contenait, lequel examen sera rédigé par écrit et signé par le sous-officier-rapporteur, et le greffier du bureau de votation, et sera annexé au rapport à la place de ce cahier de votation.

Le nombre de voix que l'officier-rapporteur constatera, pas ce moyen, avoir été enregistrées dans le cahier de votation, pour chaque candidat à l'élection, sera compris dans l'addition des votes donnés à cette élection, comme si ce nombre eût été tiré du cahier de votation.

Si le sous-officier-rapporteur ou le greffier du bureau de votation omet de se présenter devant l'officier-rapporteur, ou refuse de prêter serment ou affirmation devant l'officier-rapporteur, il sera possible d'une amende n'excédant pas deux cents piastres; et dans le cas où il refuserait de prêter serment ou affirmation, il pourra être incarcéré par l'officier-rapporteur dans la prison commune du district, jusqu'à ce qu'il soit élargi par un ordre de l'Assemblée législative de cette province.

Lorsque l'officier-rapporteur, après avoir reçu un cahier de votation ou quelque document concernant l'élection, aura lieu de croire qu'il a été altéré, lacéré ou oblitéré, ou qu'on y ait fait des ajoutés, il ajournera les procédures et constatera les faits véritables en la manière ci-dessus prescrite dans le cas de la perte d'un cahier de votation.

L'officier-rapporteur fera ou fera faire des copies exactes de tous les cahiers de votation qui lui auront été rapportés par les divers sous-officiers-rapporteurs; et sous les dix jours après avoir fait son rapport au greffier de la couronne en chancellerie, il déposera ces copies dûment certifiées par lui, au bureau du registraire du comté ou de la partie du comté où se trouve l'endroit où aura été faite la nomination des candidats à cette élection.

Tel registraire sera tenu d'en permettre l'inspection à toute personne qui le lui demandera, en par elle lui payant un honoraire de vingt centins, et lui permettra d'en prendre des copies à ses frais.

L'officier-rapporteur transmettra au greffier de la couronne en chancellerie les originaux des cahiers de votation et les listes des électeurs qui ont servi dans cette élection avec le bref

d'élection et son rapport; et les originaux des cahiers de votation avec les affidavits et les certificats ci-dessus requis seront, dans tous les cas, une preuve prima facie de la vérité des allégations qui y sont contenues.

L'officier-rapporteur transmettra au greffier de la couronne en chancellerie, en même temps que son rapport, le certificat de son serment d'office, la commission du secrétaire d'élection et le certificat de son serment d'office, ainsi que tous les documents qui lui auront été transmis par les sous-officiers-rapporteurs ou de leur part en vertu de la section 128.

Agents des candidats absents

A chaque élection, à défaut de toute personne autorisée par écrit à agir comme agent d'un candidat absent, tout électeur, dans l'intérêt de ce candidat, pourra, soit à l'estrade, soit au bureau de votation, et en quelque temps que ce soit de l'élection, se déclarer et agir comme l'agent de ce candidat, sans produire un pouvoir spécial par écrit à cet effet, soient mis à la place.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Said the circumstances were wellknown under which the Government had embraced this principle in their bill. They believed that it would tend to greater purity and peace at elections, while securing uniformity with the Dominion law, and the Government had endeavoured in the matter to deal with the utmost candor with Members of both sides of the House.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement a pris sur cette question une position bien décidée. Eh bien! aujourd'hui comme toujours, pour rester fidèles à nos principes, nous voterons avec le gouvernement et protégerons aussi son existence. On connaît bien ce que c'est que le scrutin secret, aussi je me bornerai à citer une anecdote. Il y avait une grève parmi des ouvriers en Angleterre; plusieurs désiraient faire cesser cet état de choses mais ils étaient retenus par la crainte. Enfin on décida de voter au scrutin secret pour savoir si l'on continuerait la grève. On prit le vote et il ne se trouva que trois individus qui votèrent pour la continuation de la grève. Or ce qui s'est passé parmi ces ouvriers est un exemple frappant de ce qui se passe parmi les électeurs. Dans les élections, souvent, on voit des électeurs retenus par la crainte d'un marchand forcé à voter contre leur désir. Eh bien! avec le scrutin secret on rend la liberté à tout le monde.

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Je suis surpris de la conduite de M. Ouimet. Quoi! lui qui prêchait l'autre jour la discipline, le voilà qui donne ce soir l'exemple de l'insubordination? Sans doute je ne suis pas un partisan du scrutin secret, mais je soutien cette mesure pour

rendre uniforme la législation. Du reste, on ne pourra me faire reproche si je fais taire mes opinions pour suivre mes chefs surtout lorsqu'il s'agit d'une question ministérielle. Je regrette d'autant plus cette conduite de M. Ouimet que les deux partis sont plus forts dans cette province. Or, c'est lorsque l'armée est peu nombreuse que le soldat doit être le plus fidèle. Mais, mon Dieu! j'ai voté bien des fois à contrecœur pour certaines mesures proposées par M. Ouimet lorsqu'il était au pouvoir. Je l'ai fait pour suivre mes chefs; pour ne citer qu'un cas, c'est avec peine que j'ai voté pour M. Chauveau lorsqu'il a donné le contrat de l'Asile de Beauport quelques jours seulement avant la session et cela sans consulter les Chambres. Je l'ai fait par discipline pour mon parti et lorsque M. Ouimet était au pouvoir, nous ne lui disions pas: Vous n'auriez pas dû faire telle chose. Si mes amis ne me soutiennent pas, je tomberai. Oui, je le répète, M. Ouimet est d'autant plus blâmable qu'il a passé lui-même plusieurs années sur les banquettes ministérielles et qu'il connaît les embarras. Je dirai plus, s'il est une question qui doive favoriser une fusion, c'est certainement celle-ci et la fusion, c'est là où je vois le salut de la province de Québec.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Si M. Bellerose a cru devoir abandonner son parti sur certaines questions, c'est son affaire, je ne lui en fais pas de reproches. Mais puisqu'on dit que la question du secret n'en valait pas la peine, que ce n'est qu'une question de détail, le gouvernement n'aurait pas dû en faire une question ministérielle et exposer ainsi le parti et les idées qu'il représente. D'ailleurs, je l'ai dit l'autre jour, le gouvernement a commis une faiblesse en acceptant le scrutin. L'Opposition l'a déclaré tantôt par la bouche de son chef en disant que c'était une mesure que le parti libéral avait longtemps cherché à faire passer.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise au voix,

Il est résolu que cette Chambre concoure avec le comité dans les amendements faits en premier lieu audit bill.

L'HONORABLE L.-R. CHURCH (Pontiac): Propose la troisième lecture dudit bill:

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Bellerose, la pétition de Edward J. Harkin et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Il est ordonné que la pétition de Edward J.

Harkin et autres, de la cité des Trois-Rivières, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant que le bill pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre George E. Hart comme l'un de ses membres, devienne loi, est reçue et lue.

Introduction de bills:

M. J.-A. DORION (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des quais de Sorel.

Accordé.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du pont Saint-Laurent.

Accordé.

Ventes constituées

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les ventes, cessions et transports volontaires des ventes constituées représentant les droits seigneuriaux créés en vertu des cadastres seigneuriaux et la signification desdites ventes, cessions et transports.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport de quelques progrès. Il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre s'ajourne à dix heures et vingt.

Séance du 2 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures-

Question de privilège

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Attire l'attention de la Chambre sur un article qui a paru dans le National de lundi, qui l'accuse de s'être opposé au bill introduit par M. David pour incorporer une compagnie devant construire un pont sur le Saint-Laurent.

Il déclare formellement que cette accusation est complètement et entièrement fausse et sans aucun fondement.

Emigration et rapatriement

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), que la Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées au sujet de l'émigration et du rapatriement des Canadiens.

Depuis longtemps, le public s'intéresse grandement au rapatriement de ses concitoyens habitant aux Etats-Unis. Le gouvernement n'avait pas cru opportun d'étudier cette question, dont le succès était peu probable.

Maintenant, le gouvernement croit devoir soumettre à la Chambre les résolutions en question, nous croyons le moment favorable. Grâce à la crise que traversent dans le moment les Etats-Unis, si ce projet réussit, la colonisation se développera. Nous laissons au lieutenant-gouverneur en conseil le soin de donner des lots aux colons rapatriés.

Il dit que cette question est encore à l'état d'essai. Il serait difficile d'adopter de suite une mesure qui rencontrerait les désirs de tous.

Comme dans toute expérimentation, il ne manquera pas de difficultés et revers, mais nous aurons cependant un succès à la fin. Si nous réussissons, nous ouvrirons des débouchés et renverserons le courant des migrations, ce à quoi nous travaillerons par tous les pouvoirs dont nous disposerons.

La proposition est adoptée.

En comité:

1. Résolu, qu'à même les revenus de cette province, il soit créé un fonds spécial de soixante mille piastres appelé "Fonds de colonisation", et que ce fonds soit employé, en la manière ci-après mentionnée, à encourager les Canadiens émigrés aux Etats-Unis, à venir se fixer sur nos terres publiques, et à attirer en cette province une plus forte proportion d'immigrants, agriculteurs européens disposés à se faire colons.

2. Qu'à même cette somme, le commissaire

de l'Agriculture et des Travaux publics soit autorisé à faire ébaucher dans les localités qui pourront être choisies par le lieutenant-gouverneur en conseil, un certain nombre de lots de cent acres destinés à être offerts à nos compatriotes résidant en ce pays, et aux Canadiens des Etats-Unis et aux immigrants européens qui désireront se faire colons, et qui lui paraîtront en état de réussir comme tels.

3. Que cette ébauche de lots consistera en un défrichement de quatre acres prêts à être ensemencées et en une maison d'habitation de pas moins de seize pieds sur vingt. Le coût de ces travaux joint au prix du fonds ne devra en aucun cas excéder la somme de deux cents piastres et le commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics autorisera sur ordre du lieutenant-gouverneur en conseil le paiement desdits travaux à même le "Fonds de colonisation" créé par les présentes.

4. Que le prix des lots ainsi ébauchés sera payable en la manière ordinaire, à l'agent des terres de la couronne, dans la juridiction desquels ils se trouveront compris, et la balance en quatre versements annuels consécutifs avec intérêt du jour de l'émission du permis d'occupation. Et le coût des améliorations sera payable en cinq autres versements annuels consécutifs, qui deviendront exigibles successivement après que le prix du fonds sera dû sans intérêt jusqu'à l'échéance de chaque paiement.

5. Qu'il sera tenu dans le département de l'Agriculture et des Travaux publics, pour les dépenses d'amélioration de chaque lot, un compte régulier dont un double sera fourni au département des Terres de la Couronne, qui en fera la perception par ses agents à mesure que les versements deviendront exigibles.

6. Que pour avoir droit à un lot aussi ébauché, il faudra que le colon soit âgé de dix-huit ans au moins, qu'il ait les qualifications requises pour réussir comme colon, et qu'il ne possède point de propriété foncière dans la province.

7. Que les lettres patentes pour les lots ainsi ébauchés ne pourront être accordées que lorsque le prix du fonds et le coût des améliorations auront été payés intégralement et lorsque le colon aura défriché et maintiendra en état de culture au moins quinze acres de son lot.

8. Qu'à défaut de paiement d'aucun des versements exigibles tant pour le prix du fonds que pour le coût des améliorations, et à défaut par le colon de tenir de bonne foi feu et lieu sur son lot, de défricher et mettre en culture au moins une acre de son lot par chaque année, le permis d'occupation qui lui aura été accordé pourra être annulé, et le lot concédé à une autre personne, sans qu'il ait droit de rien réclamer pour les travaux et les versements déjà faits, lesquels, à moins de raisons valables, seront confisqués au profit de la province.

9. Qu'à même le dit fonds de colonisation, le commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics soit autorisé à faire construire et à entretenir, dans chaque colonie qui sera formée en vertu des présentes, une maison pour y recevoir

les familles des colons les premiers jours de leur arrivée.

10. Qu'à même le dit fonds de colonisation, le commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics soit autorisé à payer les frais d'organisation de chaque colonie.

Les résolutions sont adoptées.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose que le rapport soit maintenant reçu.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le gouvernement, après deux mois de réflexion, nous apporte des résolutions que nous aurions eu raison de croire complètes; il n'en est rien cependant, comme on le verra tout à l'heure. L'honorable commissaire des Travaux publics n'a pas songé à retenir nos Canadiens qui sont au pays. Il n'a pensé qu'à faire revenir ceux qui étaient partis. Le gouvernement a fait sa planche de salut de ces résolutions et a cru amadouer la Chambre et le pays avec les mots colonisation et rapatriement. Je suis ami de la colonisation et du rapatriement, mais je veux plus que des mots, je veux des moyens pratiques.

L'honorable commissaire a emprunté l'idée de ses résolutions à un projet beaucoup plus pratique émis par le gouvernement de l'Ontario et dont j'ai vu des détails et des éloges dans les journaux.

Ce projet donne des octrois gratuits de terres aux colons et ces octrois sont donnés le long des lignes de chemin de fer, de manière à leur procurer de l'ouvrage immédiatement, et en cas de manque d'ouvrage le gouvernement paiera le colon pour les travaux de défrichement sur sa propre terre; dans ce cas-ci comme dans beaucoup d'autres, le gouvernement cède devant la crainte. Avec un pareil gouvernement, je crois que nous pouvons arriver à la perfection, car ce gouvernement n'ayant aucune esprit d'initiative, il est l'instrument du public qui peut lui faire faire ce qu'il voudra.

L'honorable commissaire propose ici toute une série d'établissements, \$60,000 pour faire des travaux aux dépens du gouvernement. Le montant sera payé par les colons. Je crois qu'il aurait été plus pratique de donner des lots au colon, et de lui donner une prime par tant de terres défrichées. Il y aurait par là même encouragement au travail. J'exprimais au commencement mon étonnement de voir qu'on avait pris autant de temps pour découvrir que le colon avait besoin de protection. Le gouvernement ne l'a pas vu avant qu'il ait senti qu'il fallait cela ou sa chute. Quand il sera en péril, on trouvera toujours à notre gouvernement de la bonne volonté. En pareille circonstance, il se fait l'instrument servile de la majorité de la Chambre.

Ceux qui sont le plus propres à la colonisation du pays, sont les enfants du sol. Nous trouvons ici un grand nombre de jeunes gens

qui ont des dispositions pour l'agriculture, et qui cependant ne s'y livrent pas, parce que le gouvernement ne les protège pas assez. Sans doute nous devons travailler au rapatriement; mais le meilleur sujet comme colon est celui que nous avons au pays. Je dis que les meilleurs colons sont les jeunes gens du pays dont toutes les tendances les portent vers la culture qu'ils connaissent. Dans tous ces détails, cependant, ces colons sont oubliés et l'on est allé chercher des colons en Europe et ailleurs. On réussira sans doute à rapatrier un bon nombre de nos compatriotes qui sont aux Etats-Unis. Mais la plupart d'entre eux se sont livrés à l'industrie et ont abandonné l'agriculture; un bon nombre des jeunes gens qui sont aux Etats-Unis n'ont jamais cultivé de sorte que lors même qu'on les ramènera ici, ils ne pourront pas se livrer avantageusement à la colonisation.

J'espère que l'on réussira à faire revenir des Etats-Unis un certain nombre de nos compatriotes; mais il sera à peu près impossible de les faire cultiver; car ils sont trop accoutumés à l'industrie. On sait que la grande cause de l'expatriation a été les dettes dont étaient chargés ceux qui se sont expatriés. On les ramènera ici pour les constituer en arrivant débiteurs, de sorte qu'on les met dans la même position qu'au départ. Il est difficile de croire que ces personnes accoutumées aux forts salaires acceptent une telle position. Dans tous les cas, je ne suis pas contre les résolutions, car si elles sont mauvaises, le gouvernement en sera seul responsable.

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): La cause de l'émigration est parfaitement connue. D'abord pour ceux de la campagne. Il y a des cultivateurs qui ont plusieurs fils et sont incapables de les établir. Voilà ce qui fait que beaucoup vont émigrer. Mais ce n'est qu'une petite affaire en rapport avec les villes. Il se plaint de ce qu'on a taxé l'industrie de la construction de navires, ce qui a eu pour effet de paralyser cette industrie.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Etant donné la bonne volonté et la compréhension mutuelle qui régneront dans cette question, le gouvernement acceptera sans doute un amendement qui ne peut qu'améliorer son projet. J'ai un amendement à proposer qui, je suis sûr, sera bien accueilli de M. Garneau qui se dit bien disposé à rendre ses résolutions aussi parfaites que possible. Je propose donc, appuyé par M. Langelier, que la Chambre ne concoure pas maintenant dans le rapport du comité, mais que les résolutions soient amendées, et qu'on y ajoute que des travaux seront donnés à l'enchère dans chaque paroisse après avoir donné des avis publics de ces travaux.

CRIS: Lost! Lost!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'entends les honorables députés de l'autre côté de la Cham-

bre crier: Lost! Lost! J'espère qu'on me permettra de donner quelques mots d'explication. Je compte sur mon honorable ami le député de Québec-Est pour les appuyer. M. Valin s'est plaint que le gouvernement fédéral n'employait que des hommes recommandés par ses amis. Eh bien, c'est précisément pour empêcher un pareil inconvénient que je propose de donner ces travaux à l'enchère. Ce sera le plus juste et le plus équitable. La manière la plus économique pour le gouvernement de faire ces travaux est de les mettre aux enchères publiques en donnant avis dans les localités les plus accessibles. On a fini par adopter le système des enchères publiques pour la vente des terres de la couronne. Je pourrais dire même qu'il y a certains travaux du département des Travaux publics qui doivent être faits aux enchères. Maintenant que ces résolutions sont adoptées, nous devons les mettre à exécution de la façon la plus effective et la plus économique.

Le gouvernement évitera par le mode que je propose beaucoup d'embarras, d'ennuis, d'obscussions et peut-être de dangers.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Approuve les résolutions du gouvernement et le félicite de sa conduite. Le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) joue bien son rôle de membre de l'Opposition. Il critique le projet du gouvernement. Pourquoi alors ne suggère-t-il pas quelque chose de mieux? Mais non, il est bien plus facile de démolir que de construire. L'Opposition ne doit pas se borner à blâmer le gouvernement mais elle doit éclairer la Chambre de ses lumières.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit que, suivant lui, le plan proposé par le député de Lotbinière, de demander des soumissions pour les travaux devant être exécutés, n'est pas praticable. Il désire donner aux colons nouvellement arrivés l'avantage de faire ces travaux, s'ils veulent les faire. C'est pourquoi il est prévu dans ces résolutions de construire une maison où les colons pourront se loger d'abord en attendant que ces travaux soient faits.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que l'on devrait dire d'une manière plus explicite que les colons eux-mêmes devront faire ces travaux. Il demande à l'honorable M. Garneau de vouloir bien remettre l'adoption des résolutions à demain afin qu'il puisse les examiner et les rendre plus claires avec l'aide de M. Garneau. A cette condition, il consentira à retirer son amendement.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Répond qu'il n'a aucune objection à remettre l'adoption des résolutions à demain. Mais il croit que l'on devrait laisser un peu de latitude au gouvernement et à ses agents. Il serait souvent impossible pour les colons de

faire les travaux en question. Il veut leur donner le pouvoir de les faire mais non les y obliger.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit qu'on ne peut mettre de l'argent entre les mains du colon, afin que celui-ci fasse tel ou tel ouvrage qu'il voudra. Il fait remarquer que le gouvernement, quelque bien disposé qu'il soit vis-à-vis des émigrants, doit aussi exercer sa sollicitude envers les colons déjà établis dans le pays. Dans son comté et dans le comté de Champlain, il y a nombre de localités qui ont besoin de ponts. Ces ponts sont considérables. Depuis plusieurs années, l'honorable député de Champlain le sait. On s'est adressé au département des Travaux publics pour obtenir la construction de quelques-uns de ces ponts et ce département n'a jamais rien fait en ce sens; jamais on n'a pu rien obtenir de lui. Si on ne fait pas ces travaux, les colons y établis déjà s'en iront. Il faut que le gouvernement exerce d'abord sa sollicitude envers les colons déjà établis.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Approuve les résolutions du gouvernement. Il trouve dans celles-ci ce qui est nécessaire pour rapatrier les Canadiens émigrés aux États-Unis.

Du reste, il ne peut pas exiger du gouvernement actuel qui vient d'être chargé de l'administration des affaires publiques, ce que son prédécesseur n'a pas fait pendant les nombreuses années qu'il a été au pouvoir. Il ne dit pas cela dans le but de blâmer l'ancien gouvernement, mais seulement pour le constater.

Il est heureux de voir que le gouvernement ait décidé d'accorder une aide à ceux qui voudront retourner au pays et y établir des colonies. On ne saurait jamais donner trop d'encouragement à l'agriculture et à l'industrie. Dès que nous aurons une politique dirigée dans ce sens, nous réussirons à arrêter l'émigration aux États-Unis.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Repousse l'accusation de contradiction que le député d'Hochelaga a dit exister parmi les députés de la gauche. Loin d'avoir été un crieur, un démolisseur, comme l'a dit le député de Champlain, il rappelle qu'il a proposé, en 1869, tout un plan de colonisation qui a suggéré au gouvernement la passation d'un bill en faveur des sociétés d'agriculture. Il trouve que l'on montre un beau zèle pour le rapatriement des Canadiens. Cependant, il se rappelle que de l'autre côté de la Chambre on a applaudi à l'émigration de nos compatriotes, parce que, disait-on, l'émigration fait la prospérité du pays. On a dit que c'était la lie de la population qui émigrerait; que l'émigration était un bien. Il se rappelle même qu'on a cité en Chambre l'Ecosse, à la prospérité de laquelle l'émigration avait si grandement contribué. Il ajoute qu'il a toujours travaillé autant qu'il a pu en faveur de la colonisation et de l'agriculture.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Tous nos com-

patriotes désirent revenir au pays, mais ils demandent: Que peut-on gagner? Et la grande partie d'entre eux sont convaincus qu'ils peuvent être aussi bien payés ici qu'aux États-Unis; mais leur grande crainte c'est d'être plusieurs mois sans ouvrage. Travaillons donc à faire élever le prix de la main-d'oeuvre et ce sera un moyen sûr de rapatrier les Canadiens des États-Unis.

Rendons la position de nos cultivateurs et de nos industriels enviable, et alors nous verrons nos compatriotes émigrés aux États-Unis revenir en masse. Il faut avant tout s'appliquer à faire disparaître la cause de l'émigration. Il faut surtout faire des efforts pour mettre les cultivateurs actuellement dans le pays sur un pied d'égalité avec les autres classes de notre population. Il vaudrait mieux dépenser les \$60,000 dont le gouvernement veut disposer, pour améliorer la condition des colons que nous avons maintenant au milieu de nous, au lieu d'en faire venir d'autres.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Dit que la seule politique pour lui, c'est la conscience, et qu'il a toujours voté d'après les dictées de sa conscience. Il dit qu'il vaut mieux faire faire les chemins de colonisation à la journée et non à l'entreprise. Il a vu souvent des chemins faits à l'entreprise, qui au printemps n'étaient plus praticables. Il ne faut pas non plus s'occuper des partis lorsqu'il s'agit de choisir des hommes pour faire exécuter des travaux publics. Il faut choisir les plus compétents. Ce qui est une des grandes causes de l'émigration aux États-Unis, dans nos campagnes, ce sont ces hommes que l'on appelle communément "shavers" qui ruinent les cultivateurs en leur enlevant leurs terres.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance
à sept heures et demie.

Propriétés de dame Marie-Louise Panet

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser dame Marie-Louise Panet, veuve d'Arthur Lamothe, à vendre certaines propriétés qui sont substituées à ses enfants.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lot 61 de la paroisse de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité pour étudier le bill pour autoriser le retrait du plan particulier et du livre de renvoi du lot 61, de la paroisse de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village de Beauharnois

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte 27 Victoria, chap. 24, intitulé: "Acte pour ériger le village de Beauharnois en ville".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société de Québec

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Société de Québec pour prévenir les cruautés contre les animaux.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie canadienne de viande et de produits alimentaires

M. W. SAWYER (Compton): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie canadienne de viande et de produits alimentaires.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W. SAWYER (Compton): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie manufacturière de Sherbrooke

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la compagnie manufacturière de Sherbrooke.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie des terres et d'améliorations des Cantons de l'Est

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie des terres et d'améliorations des cantons de l'Est.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Construction d'estacades sur la rivière Bécancour

M. F.-X.-O. Méthot (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser Charles Côté, écuyer, à construire des piliers et des estacades sur la rivière Bécancour.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté (sur division).

Il est ordonné que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

John Brown

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour permettre à John Brown de changer son nom.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité des bills privés.

Acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour refondre et amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, et les divers actes qui l'amendent.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

District de Bedford-Nelsonville

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour changer le nom du chef-lieu du district de Bedford-Nelsonville, en celui de Sweetsburgh.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Annexion à la paroisse Saint-Paul-l'Ermite

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour annexer l'Isle Vaudry, dans la rivière l'Assomption, à la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie des mines de Mégantic

M. G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie des mines de Mégantic.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnie de mines ou manufacturières.

Emigration et rapatriement

La Chambre reprend les débats sur la question qui a été proposée aujourd'hui, que le rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant l'émigration et le rapatriement des Canadiens soit maintenant reçu.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. M. HOUE (Maskinongé): Je n'ai pas l'habitude de parler bien souvent, en présence de cette honorable Chambre, composée principalement de la classe instruite de notre province. Il me semble que mon manque d'éducation m'interdit de me mêler aux débats. Cependant, la question qui nous occupe actuellement est tellement importante, elle regarde si particulièrement ceux que j'ai l'honneur de représenter

ici que je me crois obligé de dire quelques mots à ce sujet. J'ai entendu bien des fois parler de colonisation et de rapatriement. Mais je pense que l'on s'est toujours bien plus occupé de la théorie que de la pratique. C'est là un grave défaut dans mon humble opinion. La théorie est bonne généralement, mais la pratique lui est bien supérieure. J'approuve beaucoup les efforts que l'on fait pour la colonisation et le rapatriement de nos compatriotes émigrés aux Etats-Unis. Mais ne serait-il pas aussi avantageux de chercher à trouver les causes qui engagent nos Canadiens à laisser le pays pour aller gagner leur vie sur la terre étrangère? N'est-il pas évident qu'une des grandes causes de l'émigration est produite par l'action de ces "shavers", de qui je parlais à la séance de cet après-midi, gens qui par leur conduite injuste envers les colons les forcent à s'expatrier? Et cependant, ces "shavers" on les voit dans les honneurs, quelques-uns d'entre eux occupent même des positions lucratives et sont à la tête des banques. Ce sont eux qui causent l'émigration et font tort à l'agriculture.

Si je parle ainsi, Monsieur l'Orateur, c'est dans l'intérêt de la classe que je représente particulièrement ici, c'est dans l'intérêt des cultivateurs. Je puis me rendre ce témoignage que j'ai toujours tenu la conduite que me dictaient ma conscience et mes convictions politiques. Je ne suis pas comme un certain député qui a déclaré hier soir, en plein Parlement, qu'il a souvent voté contre ses convictions pour faire triompher ses chefs. Je ne puis faire la même déclaration. Depuis que j'ai l'honneur de représenter le florissant et beau comté de Maskinongé, même sous l'ancien régime, j'ai toujours voté suivant mes principes et ma conscience, sans m'occuper si ma conduite plairait aux hommes qui étaient au pouvoir; je n'ai jamais agi dans le but d'obtenir des faveurs du gouvernement, d'obtenir des places, soit de sénateur, soit de conseiller législatif. Il m'a déjà été offert des emplois; heureusement pour moi, je les ai toujours refusés, et ce n'est pas à l'âge avancé où je suis que l'appât des faveurs du gouvernement pourrait m'engager à voter contre mes convictions. Je me croirais l'homme le plus malheureux du monde si je manquais à mes principes et à ma conscience pour obtenir une faveur publique.

Je déclare solennellement que j'ai supporté le Parti libéral sous l'ancienne constitution parce que j'avais confiance dans les hommes de ce parti. Quand ces hommes ont perdu ma confiance, je n'ai pas hésité un seul instant à les abandonner. J'ai ensuite supporté le cabinet Chauveau, le cabinet Ouimet et je suis partisan du cabinet de Boucherville parce que, dans ma conviction, je pensais et je pense encore que ces personnes ont travaillé pour nos intérêts.

Je déclare aussi que si le cabinet de Boucherville accomplissait les actes que je n'approuvais pas, je n'hésiterais pas un seul instant à l'en blâmer par mes votes. Je ne suis pas partisan

servile du gouvernement. Ce que je trouve bon, je l'approuve comme je désapprouve ce que je crois contraire à nos intérêts.

Je réclame du gouvernement son secours pour les intérêts agricoles de mon comté. J'ai présenté une requête des habitants de Saint-Paulin demandant l'appui du gouvernement pour la construction d'un pont qui est devenu d'une nécessité urgente pour cette localité. J'espère que le gouvernement ne refusera pas ce qu'on lui demande. Je félicite les honorables députés de Saint-Maurice et de Champlain qui ont aussi fait des démarches auprès du gouvernement dans l'intérêt de leurs comtés respectifs.

C'est en encourageant l'agriculture et les manufactures, c'est en aidant nos cultivateurs que nous rendrons aussi de grands services au pays. Il est bien beau d'encourager les commerçants et les industriels; mais ce qu'il faut surtout encourager, ce sont les cultivateurs qui sont le principal soutien de la société. Je félicite le gouvernement sur la politique qu'il adopte à l'égard des chemins de fer; mais en même temps je le prie de s'occuper encore plus qu'il ne l'a fait des chemins de colonisation.

Ce sera là un grand moyen de faire cesser l'émigration qui fait tant de mal à la province de Québec.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers) que la troisième résolution soit amendée en ajoutant les mots suivants à la fin d'icelle: "et lesdits travaux seront faits autant que possible par les colons auxquels ces lots sont destinés".

Et la question étant mise aux voix, que le rapport ainsi amendé soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont lues une seconde fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour encourager les Canadiens des Etats-Unis à venir se fixer sur les terres incultes de la couronne et pour d'autres fins.

Accordé.

Message du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur revêtu de la signature de Son Excellence, Ed. Caron.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative les estimés supplémentaires pour l'année courante, et celles pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1876; et en conformité des dispositions de la 54e clause de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, il recommande ces estimés à

l'Assemblée législative. (Documents de la session, no 19).

Hôtel du gouvernement,
Québec, 25 janvier 1875

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): M. le Président, je propose que vous quittiez le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

Bien loin d'être une simple affaire de forme, cette motion comporte un état des sources de notre revenu et de la manière dont on a disposé des appropriations votées par la Législature: elle permettra de constater si le gouvernement a fait preuve d'une sage économie ou d'une extravagance blâmable.

Cette motion comporte encore des renseignements précis sur les recettes et les dépenses de la prochaine année fiscale, ainsi que le détail des différentes branches des services que la Chambre est appelée à autoriser de ses votes.

Il est sage que, sous notre régime constitutionnel, il appartienne tout particulièrement à cette Chambre de prélever les fonds nécessaires à l'administration des affaires, et d'en disposer d'après la volonté des représentants et dans l'intérêt du public. Le gouvernement n'a donc qu'à obéir à la Législature, et il est bon que chaque année, il puisse rendre ses comptes à la Chambre pour qu'elle juge si l'Exécutif a répondu à sa confiance.

Les comptes publics soumis à la Chambre, depuis quelques jours déjà, sont aussi clairs et lucides que possible. Ils contiennent les détails des recettes et des dépenses de l'année qui vient de finir, et j'espère qu'on les trouvera satisfaisants.

Je suis heureux de constater que les recettes réelles ont dépassé de \$325,000 l'estimation que j'en avais donnée à la Chambre, le 29 novembre 1872, et que nos dépenses ont été moindres de \$105,000 et cela malgré les grandes dépenses encourues pour le château de Spencer Wood et le palais de justice de Québec.

Il y a aussi parmi les dépenses de l'année passée une somme de \$38,700, payée à la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est. Cette somme, devant être prise à même les fonds prélevés pour les chemins de fer, j'ai fait faire les entrées nécessaires, afin qu'elle paraisse dans les comptes de cette année comme augmentant le revenu de la province, et au débit du fonds des chemins de fer, auquel seront à l'avenir portés les paiements faits aux différentes compagnies.

J'espère que la Chambre voudra bien me permettre de donner quelques explications à propos de paiements faits cette année à quelques compagnies de chemins à lisses. Je veux parler de \$80,000 payées à la Compagnie du chemin de fer du nord, et d'une somme

semblable au chemin de fer de colonisation du nord de Montréal.

L'acte de la dernière session pourvoit à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil, assuré que les compagnies ont de bonne foi donné des contrats pour la construction de leurs chemins respectifs et que l'ouvrage progresse activement, puisse, à compter du montant auquel elles ont droit en vertu de la loi, payer à ces compagnies telles sommes qui pourront paraître justifiables d'après les progrès des ouvrages et les garanties prises par les compagnies.

Le gouvernement croyait s'être entendu avec un ingénieur pour les inspections et les rapports nécessaires, quand, au dernier instant, par suite d'un malentendu de sa part, ce dernier refusa d'agir faute de temps. Les contracteurs ayant fait de grandes dépenses, les compagnies n'ayant à leur disposition aucun moyen de continuer les ouvrages commencés, le gouvernement eut à se demander s'il devait venir en aide aux compagnies ou les laisser arrêter leurs travaux.

Le gouvernement, ayant obtenu de l'ingénieur en chef de la Compagnie du chemin de fer du nord un rapport de l'ouvrage fait et des matériaux fournis, avança à cette compagnie pour lui permettre de continuer ses travaux, une somme de \$80,000 à compter de l'octroi de la Législature; et cela jusqu'à ce que l'ingénieur du gouvernement pût faire un rapport officiel du progrès des travaux et de leur valeur en argent. Le rapport de M. Light, l'ingénieur du gouvernement, est venu depuis complètement justifier l'avance du gouvernement.

On ne fit aussi l'avance au chemin de fer de colonisation du nord de Montréal qu'après avoir obtenu, tant de l'ingénieur de la compagnie que de celui de la corporation de la cité de Montréal, des rapports établissant les progrès des différents ouvrages sur la ligne, et pour empêcher l'arrêt partiel sinon complet des travaux.

Ici encore l'inspection de l'ingénieur du gouvernement est venu justifier l'à-propos du paiement; dans les deux cas, on a eu soin de rester en-deça des bornes. Considérant la position critique des compagnies et des contracteurs, je soutiens que le gouvernement aurait été blâmable de ne pas leur accorder une partie de l'octroi fait par la Législature afin de leur permettre de continuer les travaux sur des chemins aussi importants.

Il m'a été souvent donné d'entendre discuter en Angleterre la probabilité de la réussite de ces chemins à lisses, et je rencontrai à leur égard une opposition décidée de la part de certaines influences considérables à Londres. On doutait, disait-on, de la bonne volonté des cités de Montréal et Québec, à remplir leurs engagements envers les compagnies des chemins. On doutait de la légalité des règlements passés par les corporations de ces villes. On ne savait pas si le gouvernement consentirait à faire des avances pour aider à leur construction. En un mot, on

avait recours à toutes sortes d'entraves, de doutes et de soupçons pour empêcher la négociation des bons des compagnies ou l'achat des lisses dont elles avaient besoin. Je trouvai aussi que, dans l'espoir d'étouffer l'entreprise des chemins de fer en cette province, en empêchant la vente des bons du gouvernement, on mettait en doute le droit de notre Législature de faire un emprunt pour un tel objet; ou bien, si ce droit existait, on disait que la loi de la dernière session, autorisant l'émission et la vente de ces bons, était défectueuse et insuffisante. Voici, à part beaucoup d'autres, quelques-unes des objections que j'eus à réfuter.

Après avoir réussi à placer les bons du gouvernement, j'eus occasion de donner des renseignements qui, à part le bien qui s'en est suivi d'ailleurs, ont, j'en ai la conviction, dissipé quelques-uns des préjugés au sujet de nos chemins de fer. Ces renseignements tendaient à établir l'importance des chemins pour la prospérité de la province, leur nécessité et les octrois de la Législature en leur faveur.

M. le Président, c'est avec la connaissance de ces choses et de beaucoup d'autres encore que je ne mentionne pas afin de ne pas fatiguer la Chambre, que j'ai consenti aux paiements dont il s'agit. Je savais fort bien que la suspension des travaux eût réjoui certains hommes, mais je savais aussi que c'eût été anéantir l'espoir de négocier, d'ici à quelques années, aucun emprunt en Angleterre; que c'eût été la ruine des contracteurs et des compagnies, et que d'ici à longtemps notre Législature eût été paralysée dans ses efforts à promouvoir toute entreprise de même nature.

M. le Président, j'accepte, dans toute sa plénitude, la responsabilité qui me revient en cette circonstance. Eussé-je hésité, de concert avec mes ci-devant collègues, à venir au secours de ces compagnies au temps de leur détresse, j'aurais manqué à ce que je dois à cette Chambre qui a tant fait et qui fait tant encore pour les chemins de fer, à cette Chambre qui a sanctionné et approuvé la politique si généreuse en force aujourd'hui.

On a dit ici que le gouvernement avait violé la loi en faisant les paiements en question, sans avoir préalablement obtenu un rapport de son ingénieur. Ceci est absolument faux. M. le Président, en ce qui concerne ces chemins, la loi ne dit rien au sujet du rapport, soit de l'ingénieur du gouvernement, soit de tout autre, avant qu'aucune somme ne soit payée. La loi dit qu'on pourra avancer de l'argent, pourvu que le gouverneur en conseil soit satisfait du progrès des travaux, de la bonne foi des contrats et des arrangements financiers.

Le gouvernement se proposait décidément d'employer un ingénieur, mais n'ayant pas réussi, sans faute de sa part, il a agi d'après les meilleurs renseignements possible. Les rapports de son ingénieur sont venus depuis prouver que le gouvernement n'avait couru aucun risque en adoptant la ligne de conduite qu'il a suivie.

M. le Président, avec la connaissance des difficultés que les compagnies avaient à surmonter, voyant l'inimitié et l'opposition de certains hommes et de certaines corporations à la construction de ces chemins, au fait du profond intérêt des membres de cette Chambre pour ces entreprises et autres semblables, de l'anxiété du peuple de cette province au sujet de leur réussite et de la nécessité impérieuse de montrer en dehors de cette province que son gouvernement et son peuple avaient foi dans sa politique de chemins de fer, connaissant toutes ces choses, je dis que le gouvernement, en n'agissant pas, eût grandement mérité d'encourir la censure de cette Chambre. Certaines gens heureux de l'insuccès des chemins de fer, auraient vu avec plaisir l'inaction du gouvernement, et

l'auraient blâmé également et d'agir et de n'agir pas.

Je regrette, M. le Président, que la loi ne permette pas au lieutenant-gouverneur en conseil de venir en aide, de la même manière, avant que 25 milles aient été construits et pourvus de tout ce qui est nécessaire pour le trafic et les voyageurs, à d'autres compagnies en butte à toute espèce de difficultés de la part d'ennemis déclarés et d'amis tièdes. Cette digression exige des excuses de ma part, mais vraiment, la défense du ci-devant gouvernement et l'intérêt public me l'ont imposée.

Je regrette de dire à cette Chambre que l'on n'a rien fait, depuis la dernière session, au sujet de la répartition de l'actif commun aux provinces de l'Ontario et de Québec.

Recettes

Maintenant, M. le Président, j'en viens aux recettes de la dernière année fiscale. Comme je l'ai déjà dit, elles ont dépassé, d'un montant considérable, l'estimation que j'en avais faite, et je m'y attendais. Il est beaucoup plus agréable d'avoir à annoncer un excédent qu'un déficit. J'aime à me tromper du bon côté. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les détails des années précédentes, et je vais me contenter de donner un sommaire des principaux items des recettes et des dépenses. Les honorables députés peuvent facilement, pour tout but pratique, trouver dans les comptes publics ce dont ils peuvent avoir besoin.

Gouvernement de la Puissance:

Acompte des subsides, de l'intérêt sur les fonds en fidéi-commis, et subside particulier à l'immigration	\$1,031,690.91
Département des Terres de la couronne	\$ 625,206.90
A déduire: billets recouvrables pas échus ou non payés	<u>121,023.61</u>
	\$ 504,183.29
Ajoutez: Billets comme ci-dessus déduits l'an dernier	\$ 37,957.38
Montant surpayé	<u>.05</u> \$ 542,140.72
Timbres judiciaires et d'enregistrement	\$ 131,920.41
Honoraires judiciaires et fonds de bâtiesse et jurés (non compris les timbres) et \$100,000 prix de vente de l'ancienne prison de Québec reçu des syndics du collègue Morin	\$ 34,304.74
Palais de justice de Montréal (timbres non compris)	\$ 2,078.75
Licences d'auberges, etc	\$ 141,597.72
Licences de mariages	\$ 7,482.00
Recettes du ministère de l'Instruction publique	\$ 10,991.14
Police provinciale (reçu de la cité de Québec pour un an)	\$ 18,066.90
Fonds d'emprunt municipal	\$ 14,737.73
Gazette officielle	\$ 16,578.79
Intérêt	\$ 52,239.24

Recettes diverses

Produit de la vente de terrains avoisinant le palais de justice de Montréal	\$ 1,000.00	
Asile d'aliénés à Saint-Jean	767.50	
Amendes	1,118.40	
Prêt aux incendiés de Québec	4,117.46	
Township de Windsor (en fidéi-commis)	1,436.49	
Ventes de statuts	87.85	
Honoraires sur bills privés	2,888.24	
Produit de la maison de correction et contribution de la cité de Montréal à l'entretien de la garde de la prison	8,196.74	
Revenu casuel	1,722.82	
Fonds d'amortissement du pont Dorchester	450.00	
		\$ 21,694.50
Remboursements		\$ 15,651.16
Recettes totales de l'année		\$2,041,174.71
En mains le 30 juin 1873		\$ 948,001.43
En tout		\$2,989,176.14

Dépenses

Je passe maintenant à l'énumération des dépenses de l'année dernière.

On verra que, malgré les paiements considérables pour des ouvrages d'un caractère permanent et les chemins de fer, le montant en caisse dépasse de plus de \$100,000 celui de l'année précédente. Il nous faut prendre les moyens de réduire nos dépenses annuelles, d'autant plus que je crains fort de voir nos recettes de cette année et de l'année prochaine diminuer par suite de la stagnation du commerce de bois, et j'espère que la Chambre, admettant la convenance de cette ligne de conduite, saura se modérer dans ses demandes d'octrois.

L'an dernier, nos dépenses ont été comme suit :

Législation	\$ 173,292.98
Gouvernement civil	\$ 146,766.41
Administration de la justice, police, prisons de réforme et inspection des prisons	\$ 469,479.21
Instruction publique, institutions littéraires et scientifiques, arts et manufactures	\$ 320,166.07
Agriculture, immigration et colonisation	\$ 242,072.75
Travaux et édifices publics	\$ 161,147.42
Institutions de charité (y compris l'Asile de Beauport, \$137,800.54) écoles de réforme et industrielles	\$ 218,224.85
Gazette officielle	\$ 10,147.28
Dépenses du département des Terres de la couronne y compris le service d'enregistrement	\$ 128,574.82
Subside du chemin de fer du Sud-Est	\$ 38,700.00

Dépenses diverses

Différents item	\$ 13,304.36	
Fonds des municipalités	1,413.00	
Licences, timbres, etc.	2,309.00	
Township Windsor (en fidéi-commis)	1,436.49	\$ 18,462.85
Ce qui porte le total des dépenses faites pendant l'année, en vertu des mandats de paiement émis par le trésorier, à la somme de		\$1,927,034.64
A laquelle il faut ajouter les montants payés à même leurs perceptions, par les shérifs et les percepteurs du revenu		\$ 25,134.23
Aussi bien que le montant porté à l'avoir du fonds d'emprunt municipal, mais non payé à notre gouvernement par celui de la Puissance		\$ 11,516.82
Ajoutez encore les mandats non rentrés au 30 juin 1873		\$ 28,909.19
		\$1,992,594.88

Moins les mandats non rentrés au 30 juin 1874	\$ 54,822.84
	<u>\$1,937,772.04</u>

De sorte que, prenant les recettes totales de l'année, y compris la balance en mains le 30 juin 1873	\$2,989,176.14
Et déduisant les dépenses totales de l'année	<u>\$1,937,772.04</u>
Il reste au trésor	<u>\$1,051,404.10</u>

Dont il a été fait les dépôts suivants, savoir:

Banque d'Union	\$ 100,000.00	
Banque Métropolitaine	125,000.00	
Banque Jacques-Cartier	100,000.00	
Banque des Cantons de l'Est	130,000.00	
Banque de la Cité	75,000.00	
Banque de Montréal	150,000.00	
Dépôts spéciaux à 6 pour cent d'intérêt		\$ 680,000.00
Banque de Montréal	315,025.54	
Banque d'Union	24,167.65	
Banque Métropolitaine	18,667.24	
La Banque Nationale	13,543.67	
Dépôts ordinaires		<u>\$ 371,404.10</u>
		<u>\$1,051,404.10</u>

Je dois maintenant parler des dépôts judiciaires, compte entièrement en dehors de nos recettes et de nos dépenses générales. Ces argents, ne formant pas partie des fonds de la province, sont gardés en fidéi-commis et sont payables, sur demande, d'après les jugements de distribution des différents tribunaux. Mon département se trouve ainsi chargé d'un surcroît d'ouvrage, ayant à tenir des comptes avec les déposants, les districts et les officiers des cours de justice, pour chaque cause; mais la loi et le système fonctionnent à la satisfaction de tout le monde, sont une garantie pour le public, et déchargent les officiers de justice de la responsabilité encourue par le soin des argents.

Dépôts judiciaires

Dépôts avant le 1er juillet 1873	\$ 827,854.97
Dépôt pendant l'année finie au 30 juin 1874	512,384.89
Total déposé	<u>\$ 1,340,239.86</u>
Montants payés avant le 1er juillet 1873	558,761.55
Montants payés pendant l'année fiscale finie au 30 juin 1874	602,890.86
Total payé	<u>\$ 1,161,652.41</u>
Balance des dépôts	<u>\$ 178,587.45</u>
Intérêt accumulé au 1er juillet 1873	\$ 14,655.29
Intérêt accordé par les banques pour l'année finie au 30 juin 1874	13,718.02
Total des intérêts	<u>\$ 28,373.31</u>

Moins

Montants payés avant le 1er juillet 1873, tel que par état publié	\$ 7,120.87
Montants payés l'année finissant le 30 juin 1874:	
Remboursements à l'administration de la justice:	<u>\$ 178,587.45</u>

Partie du traitement de l'auditeur	400.00	
Traitement d'un clerc et comptable	1,083.33	
Livres, blancs et impressions, etc.	188.27	
	<u>\$ 1,671.60</u>	
Remboursés au trésor pour frais de poste	500.00	
Payé en vertu de la loi, aux shérifs, protonotaires, etc.	2,726.08	
	<u>\$4,897.68</u>	
Total porté contre les intérêts		\$12,018.55
Balance d'intérêt		<u>\$ 16,354.76</u>
Balance à l'avoir des dépôts judiciaires et en banque comme suit:		\$ 194,942.21
Banque d'Union, Québec	\$	59,004.09
Banque d'Union, Trois-Rivières	\$	4,814.29
Banque d'Union, Outaouais	\$	633.56
Banque des Marchands, Sorel	\$	2,702.41
Banque des Marchands, Saint-Hyacinthe	\$	1,280.63
Banque des Marchands, Beauharnois	\$	1,256.87
Banque des Marchands, Saint-Jean	\$	3,459.71
Banque de la Cité, Sherbrooke	\$	8,780.66
Banque des Cantons de l'Est, Sherbrooke	\$	1,713.89
Banque des Cantons de l'Est, Cowansville	\$	9,444.91
La Banque Jacques-Cartier, Montréal	\$	101,851.91
		<u>\$ 194,942.21</u>

Recettes 1875-76

J'aborde maintenant les recettes de la prochaine année fiscale, et j'espère qu'elles réaliseront plus que l'estimation que j'en ai faite d'après celle des années passées:

En premier lieu, je m'attends de recevoir du gouvernement de la Puissance, tant pour le subside en vertu de l'acte impérial que pour intérêt sur certains fonds entre ses mains

\$1,014,000.00

Les officiers du département des Terres de la couronne en estiment le revenu à

\$ 550,550.00

J'espère réaliser ce montant, mais je dois avouer qu'il me semble un peu fort, en vue de l'état du commerce de bois. Il peut arriver que l'effet s'en fasse plutôt sentir cette année que l'année prochaine et que, sous peu, de plus grandes demandes à de meilleurs prix viendront relever et accroître cette branche importante d'industrie.

Les autres recettes sont estimées aux chiffres suivants:

Timbres de loi et d'enregistrement	\$	132,000.00
Education: écoles normales	\$	8,500.00
Prison de réforme à Saint-Vincent-de-Paul (montant dû sur vente d'effets faites lors du transfert à Montréal)	\$	5,000.00
Licences de toutes sortes	\$	150,000.00

Je dois admettre qu'il est extrêmement difficile de faire une loi convenable pour régler d'une manière satisfaisante la vente des boissons. J'ai changé la loi, pour ce qui regarde la cité de Montréal, à trois ou quatre reprises, et chaque fois pour rencontrer les vues de ceux qui avaient à la faire fonctionner. Je l'ai encore amendée à la dernière session, d'après le désir de la cité, et de manière, comme on le supposait, à limiter et à empêcher l'obtention de licences par certaines gens qui ne devaient pas en obtenir, et à mettre fin à la vente illicite; mais l'on se plaint de l'insuffisance de la loi. La prudence exigerait peut-être de faire de nouveaux amendements pour ce qui concerne Montréal.

Je continue mes estimations des recettes probables:

Maison de correction et garde de la prison à Montréal	\$	8,000.00
Fonds d'emprunt municipal	\$	40,000.00
Gazette officielle	\$	18,675.00
Revenu casuel	\$	2,000.00

Vente des statuts, impression des lois, et honoraires sur bills privés	\$ 3,000.00
Police	\$ 30,000.00
Loyers de bâtisses à Montréal	\$ 500.00
Prison de femmes à Montréal (de la corporation tel que convenu)	\$ 32,000.00
Honoraires de la justice, fonds de bâtisses et jurés, et taxe du palais de justice	\$ 25,000.00
Intérêt sur dépôts en banques	\$ 175,000.00

Formant un total de recettes estimées à \$2,194,225.00

J'espère recevoir ce montant, à part de toute balance en caisse à la fin de l'année courante.

Dépenses

J'en viens maintenant à l'estimation des dépenses de l'année prochaine, et je m'attends à ce qu'elles suffiront, à moins de circonstances imprévues. Les honorables députés voudront bien se rappeler que le vote de ces sommes ne suppose pas qu'il faille les dépenser. Toute balance d'appropriation, dont la dépense n'est pas absolument requise, rentre au trésor à la fin de l'année fiscale. Comme le montant voté par la Législature ne suffira pas à couvrir les dépenses de l'année courante, au lieu de me prévaloir de la loi qui autorise les mandats spéciaux, je préfère soumettre à la Chambre une estimation supplémentaire pour les services suivants:

Gouvernement civil (traitements)	\$ 3,000.00
Administration de la justice	\$ 32,000.00
Police	\$ 3,350.00
Inspection des prisons	\$ 250.00
Maison de réforme à Montréal	\$ 6,200.00
Immigration	\$ 20,000.00
Chemins de colonisation 1re classe	\$ 18,345.00
Chemins de colonisation 2e classe	\$ 13,598.02
Chemins de colonisation 3e classe	\$ 3,579.91
Service d'enregistrement	\$ 17,500.00
Démarcation de la frontière entre Québec et Ontario	\$ 4,000.00
Dépenses générales du département des Terres de la couronne, agences, etc.	\$ 6,000.00
Loyers, assurances, et réparations des édifices publics, (Spencer Wood)	\$ 3,000.00
Asile d'aliénés à Montréal, sous les soins des Soeurs de la Providence	\$ 8,000.00

En tout \$ 138,822.93

Je passe maintenant à l'estimation des dépenses pour la prochaine année fiscale, correspondant avec les estimations soumises à la Chambre; dans certains cas on les trouvera plus élevées que par le passé, comme je le ferai remarquer dans le cours de mon exposé.

On voudra bien aussi observer que mon estimation mentionne toute la dépense proposée, que des votes soient requis ou non, afin que la Chambre puisse connaître les montants dont on a besoin pour chaque service.

Conformément aux exigences d'un statut de cette Législature, je ne demande pas de vote pour des dépenses déjà autorisées par différentes lois, et j'ai numéroté consécutivement chacun des item des estimations à être votées.

I. Législation

Conseil législatif, comprenant l'indemnité et les frais de route des membres, salaires et dépenses contingentes	\$ 41,507.00
Assemblée législative, pour les mêmes frais	\$ 100,000.00
Dépenses pour les élections	\$ 30,000.00
Les élections générales devant avoir lieu cette année entraîneront une dépense plus grande que d'ordinaire.	
Bibliothèque du Parlement	\$ 5,000.00
Salaires et dépenses contingentes du greffier de la couronne en chancellerie	\$ 800.00
Impression, reliure et distribution des lois	\$ 5,500.00
Salaires et dépenses contingentes du greffier en loi	\$ 4,000.00

Faisant pour la Législature \$ 186,807.00

II. Gouvernement civil

Salaires et dépenses contingentes des départements du service civil \$ 145,915.00
 On trouvera dans l'état imprimé qui accompagne les estimations, les détails de ce montant qui dépasse d'à peu près \$2,500 celui de l'an dernier.

III. L'administration de la justice

Administration de la justice	\$ 371,110.00
Police	\$ 66,000.00
Prisons de réforme	\$ 44,500.00
Inspection des prisons	\$ 3,700.00

Faisant pour la justice, etc. \$ 485,310.00

Je dois avouer que, malgré tous les efforts pour diminuer la dépense, les item de l'administration de la justice, de la police et des prisons de réforme sont considérables et vont sans cesse augmentant depuis 1867.

Le gouvernement a l'intention de faire un examen approfondi du fonctionnement de l'administration de la justice, de la police et des prisons de réforme, afin de s'assurer si on ne pourrait obtenir la même efficacité à un coût moindre pour le pays. Plusieurs officiers de cette branche du service ne sont certainement pas assez rétribués tandis que d'autres le sont trop. Dans plusieurs districts, par exemple, les shérifs n'ont pas de quoi vivre décemment pour ne pas dire plus. Les magistrats de district se plaignent que leurs salaires ne suffisent pas à les soutenir d'une manière convenable, et le gouvernement est sans cesse appelé à remédier à cet état de choses.

Les montants considérables requis pour l'administration de la justice n'ont cependant pas permis au gouvernement d'accorder des augmentations de salaire, jusqu'à ce que les officiers en lois de la couronne aient étudié la question dans tous ses détails, et trouvé le moyen de rendre le fonctionnement aussi effectif tout en rétribuant mieux les fonctionnaires de cette branche importante du service public.

Les mêmes remarques conviennent à la police, et il faut prendre des mesures pour diminuer les dépenses qui dépassent ce que la province peut légitimement payer. Il est évident qu'il faudra diminuer le nombre des hommes employés, à moins que les contributions locales n'augmentent. Le gouvernement devra donc étudier tout le système de l'administration de la justice et de la police, afin de s'assurer d'une efficacité égale à un coût moindre pour la province.

Vient ensuite l'Instruction publique.	
Instruction supérieure proprement dite	\$ 71,000.00
Ecoles supérieures à Québec, et Montréal	\$ 2,470.00
Compensation aux institutions catholiques romaines pour l'allocation	
aux écoles supérieures	\$ 4,940.00
Ecoles communes	\$ 155,000.00
Ecoles dans les municipalités pauvres	\$ 8,000.00
Ecoles normales	\$ 46,000.00
Salaires des inspecteurs d'écoles	\$ 24,000.00
Livres en prix	\$ 2,500.00
Journaux de l'Instruction publique	\$ 2,400.00
Instituteurs à la retraite	\$ 6,000.00
Ecoles pour les sourds-muets	\$ 12,000.00

Total pour l'Instruction publique..... \$ 334,310.00

On voudra bien remarquer qu'il y a cette année quelque chose de moins pour les inspecteurs d'écoles, et un peu plus pour les écoles normales.

On a souvent représenté au gouvernement que les salaires des professeurs des écoles normales n'étaient pas assez élevés pour des gens de leur condition, et qu'on devrait avoir d'excellents professeurs, si l'on voulait donner à ces institutions importantes l'efficacité qu'on était en droit d'exiger.

Il devient donc nécessaire de mieux rétribuer les professeurs des écoles normales, tant pour s'en assurer de nouveaux que pour conserver le concours efficace de ceux que nous avons déjà. On a proposé de répartir entre les professeurs les honoraires payés par les élèves, mais nous n'avons pas cru devoir agréer cette proposition avant d'obtenir le consentement de la Chambre.

Je conserve dans l'estimation de mes recettes le montant ordinaire reçu des écoles normales, et je sou mets à la Chambre la convenance, envers les professeurs, d'une libéralité dont la justice sera aisément admise.

On ne saurait exagérer, et les honorables membres de cette Chambre ainsi que le peuple ne sauraient trop apprécier l'importance de ces établissements où se forment les instituteurs de nos académies et de nos écoles modèles.

Viennent ensuite les institutions littéraires et scientifiques; ce sont les mêmes que l'an dernier à l'exception de la bibliothèque du Barreau à Québec en moins, et l'Institut canadien de Québec en plus.

Faculté de médecine du Collège McGill, Montréal	\$	750.00
Ecole de médecine, Montréal	\$	750.00
Société d'histoire naturelle, Montréal	\$	750.00
Société historique, Montréal	\$	400.00
Ecole de médecine (Collège de l'Evêque), Montréal	\$	500.00
Société littéraire et historique, Québec	\$	750.00
Institut canadien, Québec	\$	500.00
Le Naturaliste Canadien, Québec	\$	400.00
Académie de musique, Québec	\$	100.00
Faisant en tout	\$	5,000.00

Arts et fabriques

Chambre des arts et métiers	\$	7,500.00
-----------------------------	----	----------

On remarquera que cette année, j'ai augmenté de moitié cet octroi, afin d'encourager l'établissement d'écoles d'arts et métiers et de dessin. Je crois que ces écoles font beaucoup de bien et remplissent une lacune que d'autres écoles ne sauraient combler. Elles sont fréquentées par des jeunes gens qui désirent se perfectionner dans les différentes branches d'industries auxquelles ils veulent se livrer. Beaucoup, occupés toute la journée à gagner leur pain, ne peuvent aller qu'aux écoles du soir, sans lesquelles ils continueraient d'ignorer les principes de leurs métiers sans pouvoir jamais espérer atteindre la distinction. Il est à désirer que les contributions particulières viennent en aide à ces établissements et que la Chambre puisse faire un peu plus dans la suite.

Agriculture, immigration et colonisation

Sociétés d'agriculture	\$	50,000.00
Bureau d'agriculture	\$	2,000.00
Concasseurs	\$	2,000.00
Ecoles d'agriculture	\$	2,400.00
	\$	56,400.00
Immigration et rapatriement	\$	50,000.00

Colonisation

Sociétés de colonisation	\$12,500.00	
Chemins de colonisation 1re classe	40,000.00	
Chemins de colonisation 2e classe	12,000.00	
Chemins de colonisation 3e classe	8,000.00	
Pour encourager l'établissement de fabriques de sucre de betteraves	5,000.00	
		\$ 77,500.00
		\$ 183,900.00

Afin d'engager ceux qui reviennent des Etats-Unis, à rester au pays — et j'espère que ce ne sera pas inutilement — le gouvernement a l'intention d'employer une partie du montant affecté à l'immigration et au rapatriement, à élever des bâtiments et à faire, en certains endroits, quelques défrichements sur chaque cent acres des terres de la couronne.

Je viens maintenant aux travaux et édifices publics:

Loyers, assurances et réparations générales	\$	42,680.00
Inspections et plans	\$	4,000.00
Hôtels des ministères (acompte)	\$	100,000.00

Les plans et devis de ce que le gouvernement se propose de faire sont presque terminés et seront soumis à la Chambre. Le montant que ces bâtisses exigent, ainsi que d'autres de même nature qui requièrent un vote, doivent être pris à même le surplus en caisse; ils doivent être portés au capital et non au revenu. Une fois les hôtels des ministères construits, les loyers et les assurances annuels maintenant à notre charge disparaîtront par là même et compenseront l'intérêt du montant employé à leur construction.

Pont sur l'Outaouais à l'Ile-du-Calumet, pourvu que le canton dans lequel il se trouve fournisse le nombre nécessaire pour le compléter	\$	4,000.00
Prison de Montréal, et construction d'un hangar et d'une cheminée	\$	5,000.00
Loyers, assurances et réparations des palais de justice et prisons	\$	27,887.00
Prison de Montréal (pour femmes) pourvu que la ville paie le quart du coût	\$	40,000.00
Palais de justice et prison de Bonaventure, construction d'une résidence pour le gardien	\$	1,000.00
Palais de justice et prisons des nouveaux districts (pour voûtes à l'épreuve du feu)	\$	10,000.00
Total des dépenses pour travaux et édifices publics	\$	235,067.00

Institutions de charité

Asile d'aliénés	\$	159,184.00
Maison de santé (Belmont), Québec	\$	700.00
Hôpital de la marine, Québec	\$	2,666.67
Hospice pour femmes en couche, Québec	\$	1,333.33
Diverses institutions (telles qu'énumérées)	\$	39,890.00
Ecoles de réforme	\$	6,940.00
Ecoles d'industries	\$	6,000.00
Faisant pour ces institutions	\$	216,714.00

Services divers

Gazette officielle de Québec	\$	11,200.00
Arbitrage en vertu de l'acte constitutionnel	\$	2,500.00
Divers	\$	20,000.00
	\$	33,700.00

Perception, administration et autres déductions à opérer sur le revenu

Fonds des municipalités (S.R.B.C. ch. 110)	\$	5,000.00
Cadastre	\$	50,000.00
Arpentages	\$	24,000.00
Dépenses générales du département des Terres de la couronne	\$	60,400.00
Timbres et licences	\$	4,000.00
	\$	143,400.00
Intérêt et fonds d'amortissement de la dette pour chemins de fer	\$	240,000.00
Pour couvrir les mandats spéciaux relatifs à des dépenses déjà faites pendant la dernière année fiscale	\$	66,822.00

Résumé des montants à voter

Législation	\$	128,343.00
Gouvernement civil	\$	145,915.00
Administration de la justice, etc.	\$	415,460.00
Instruction publique	\$	346,810.00
Agriculture, immigration, colonisation	\$	121,400.00
Travaux et édifices publics	\$	235,067.00
Institutions de charité	\$	216,714.00
Services divers	\$	33,700.00
Déductions sur le revenu	\$	143,400.00
	\$	1,786,809.00

Il m'est très agréable de dire ici en passant que l'honorable représentant d'Argenteuil s'est trompé l'autre jour en annonçant à la Chambre que, sous l'habile administration du trésorier, la province était en perte d'environ \$240,000 durant les derniers six mois, et cela d'après l'état des recettes et des dépenses depuis le 1er juillet dernier.

Les dépenses du 1er juillet 1874 au 31 décembre 1874 ont été de _____ \$1,056,617.23
Et du 1er juillet 1873 au 31 décembre 1873, de _____ \$1,037,796.21

Faisant une dépense en plus de _____ \$ 18,821.02

Mais les recettes pour les derniers six mois ont été de _____ \$ 969,425.44
Et celles des six mois terminés, le 31 décembre 1873 _____ \$ 922,741.18

Faisant cette année un excédent de _____ \$ 46,683.96

Comme j'avais en caisse le 31 décembre dernier \$155,170.36 de plus que le 31 décembre 1873, en laissant de côté les fonds des chemins de fer et des tanneries, il semble que la province est loin d'être en perte de \$240,000 pour six mois.

La Chambre s'attend à ce que je lui donne quelques renseignements au sujet de l'emprunt de la province pour venir en aide aux chemins de fer.

Je passai en Angleterre, l'été dernier, pour négocier un emprunt si je pouvais obtenir des prix convenables. J'y trouvai le taux de l'intérêt bien bas, et en certains endroits, les capitalistes peu disposés à placer leurs capitaux sur des nantissements permanents.

Comme la province de Québec n'était pas connue, et que les Anglais ne paraissent pas comprendre notre système de la Puissance et des gouvernements locaux, je rencontrai de graves difficultés.

Tant d'ignorance au sujet du Canada et de ses effets publics me causa une grande surprise.

Le fait que c'était le premier emprunt que la province de Québec faisait sur le marché anglais, et qu'il avait pour objet de venir en aide à la construction de chemins de fer, causa quelques difficultés au placement de nos bons.

Je trouvai que certaines personnes, en mesure de connaître, et connaissant réellement nos véritables ressources, au lieu de m'aider à maintenir le crédit de la province, faisaient tout en leur pouvoir pour déprécier nos effets, en donnant cours à toutes espèces de faussetés: D'abord, que d'après la constitution, la province n'avait pas le droit de lever un emprunt en faveur des chemins de fer; puis, qu'il y avait assez de chemins de fer en Canada pour le trafic d'ici vingt ans; ensuite que ces chemins ne donneraient aucun profit, et enfin que le peuple de cette province était tellement pris de la manie des chemins de fer qu'il ne regardait pas aux moyens de s'en procurer à n'importe à quel prix.

Malgré cela, avec l'aide et le puissant concours de la Banque de Montréal et de Morton, Rose et Cie, je réussis à placer l'emprunt à des conditions très avantageuses pour la province, comme le peuvent témoigner tous ceux qui ont quelque expérience de ces transactions.

Il est évident qu'on ne se montrait hostile à l'emprunt que pour essayer de compromettre le gouvernement actuel, et que c'était surtout moi, membre de l'ancien ministère comme du présent, que l'on voulait atteindre. J'accepte toute ma part de responsabilité; je suis prêt à justifier ma conduite et je défie qui que ce soit d'établir que j'ai négligé les affaires de la province ou que j'ai subordonné ses intérêts à mon propre avantage.

On peut réduire à trois les objections faites à l'emprunt.

1. Il n'y avait nul besoin d'un emprunt, puisque le gouvernement, ayant \$919,000 en caisse, pouvait et devait s'en servir pour payer les compagnies de chemins de fer.

2. Qu'au lieu de donner aux différentes compagnies ce que les bons (bonds) avaient réalisé, on aurait dû leur donner les bons mêmes, et par là épargner l'escompte perdu par la province.

3. Que les bons (bonds) ont été vendus à trop bas prix et à grande perte.

Voilà à peu près tout ce que contiennent les propositions soumises à cette Chambre et auxquelles je vais essayer de répondre.

Quant à la première: que le gouvernement, ayant plus d'un million de dollars en caisse, n'avait aucun besoin de vendre les effets du gouvernement, j'ai à dire que cette proposition repose sur l'hypothèse que le gouvernement pouvait employer cet argent au paiement des chemins de fer. Or cette hypothèse est absolument contraire à la loi qui définit ce qui devra être payé, c'est-à-dire les bons au pair ou ce qu'ils auront réalisé, d'après la décision du lieutenant-gouverneur en conseil; et le gouvernement n'avait pas le droit de prendre pour les chemins de fer, un seul dollar de son surplus. L'acte des chemins de fer, passé à la dernière session, stipulant le montant payable à chaque compagnie, et le fonds d'où devront provenir les montants à payer, le gouvernement n'aurait pu empiéter sur le surplus sans encourir une grave responsabilité.

Mais, M. le Président, lors même que le gouvernement aurait eu le droit d'employer notre surplus en caisse, et l'eût employé jusqu'à ce que tout eût été payé aux compagnies de chemins de fer, je le demande à tout homme

raisonnable, quelle aurait été la valeur de nos bons mis en vente sur le marché anglais soit par le gouvernement, soit par les compagnies, si nos comptes publics avaient montré notre caisse vide, la nécessité absolue de nous procurer, à n'importe quel prix, le moyen de rencontrer nos obligations, et que nous n'avions pas en caisse de quoi solder l'intérêt d'ici à quelques années, ou au moins une partie de l'intérêt, si quelque crise imprévue nous y forçait? Si le gouvernement avait agi de cette manière, M. le Président, lors même que la loi le lui eût permis au lieu de lui défendre, je déclare qu'il eût mérité d'encourir, à cause de sa négligence, de son ignorance des affaires et de son imprévoyance, la censure de la Chambre et du pays.

La Chambre se rappellera que lors de la passation de l'acte de la dernière session, on savait parfaitement et les comptes publics le montraient — ce qu'était le surplus et où il se trouvait placé. Si la Chambre avait eu l'intention de l'employer au paiement des chemins de fer, elle l'aurait manifesté dans l'acte, mais l'acte ne dit rien à ce sujet. La loi déclare expressément que les subsides seront payés aux compagnies des chemins de fer soit en bons, soit en produits de bons.

La législature a agi avec sagesse et prudence en adoptant une mesure qui pare à toute éventualité, et si on avait suivi la ligne de conduite suggérée par quelques honorables députés, au lieu d'être en état de faire honneur à nos obligations envers les chemins de fer, nous nous serions trouvés obligés de faire un emprunt à des conditions beaucoup plus onéreuses, à de plus grands sacrifices, et au détriment du crédit de la province. Se présenter sur le marché anglais avec des bons et une caisse vide, eût été un acte de démente inqualifiable, lors même que notre argent aurait été dépensé en travaux d'un caractère permanent.

En même temps que moi, M. le Président, il y avait en Angleterre d'autres personnes intéressées dans des entreprises de chemins de fer. Les uns voulaient lancer leur emprunt, les autres acheter des lisses, d'autres obtenir des avances, et tout cela en faisant valoir la garantie des subventions du gouvernement et des contributions des municipalités. Que leur fut-il répondu? Que les municipalités ne paieraient jamais, que leurs règlements étaient peut-être contraires à la loi, et on devait en contester la légalité devant les tribunaux; que le gouvernement pourrait changer et adopter, au sujet des chemins de fer, une politique toute différente; qu'on ne connaissait pas la province de Québec, laquelle d'ailleurs n'avait pas le droit d'emprunter pour cette sorte d'entreprise et ne pouvait même payer l'intérêt. Voici, à part beaucoup d'autres, les bruits que s'élevaient à répandre à Londres des gens directement intéressés à entraver le succès de nos chemins de fer, et qui réussirent presque à empêcher toute négociation, si ce n'est à des conditions ruineuses.

Le placement de l'emprunt de la province de

Québec fit cesser tous ces bruits, en montrant que le gouvernement, n'attendant pas d'être forcé d'emprunter pour ses besoins, s'était préparé longtemps à l'avance à rencontrer ses obligations. Il a agi, d'ailleurs, comme devait agir un homme d'affaires prudent.

Je n'hésite pas à dire, M. le Président, que le placement de l'emprunt de la province, de la manière dont il a été fait, permettra aux compagnies de prélever des fonds d'une manière plus avantageuse qu'elles n'auraient pu le faire autrement, d'obtenir plus pour leurs bons, et de gagner ainsi trois fois plus qu'elles ne perdront sur le prix de vente des débentures du gouvernement.

Je crois avoir démontré, M. le Président, que le gouvernement n'avait pas le droit de toucher à son surplus et qu'il ne pouvait donner aux compagnies des chemins de fer que les bons ou leur produit. (Applaudissements.)

J'en viens maintenant à la seconde objection, c'est-à-dire qu'au lieu d'argent, on aurait dû donner les bons mêmes aux compagnies, et que celles-ci auraient pu les vendre plus avantageusement et sauver l'escompte.

Que serait-il résulté de cette manière d'agir, M. le Président? Je vais vous le dire, le gouvernement se serait vu obligé de distribuer ces bons en lots de \$20,000 à \$100,000 à une douzaine de compagnies qui, à leur tour, les aurait passés aux contracteurs. Ces derniers, tous nécessairement plus ou moins endettés envers la banque ou des particuliers, n'auraient pu éviter de les leur transmettre à l'acquit de leurs dettes, et cela au taux que leurs créanciers auraient bien voulu leur donner. On sait parfaitement que des contracteurs se sont vus forcés de payer des taux d'intérêt très élevés pour des fonds garantis par des subventions du gouvernement, et la même chose serait arrivée pour nos bons. Si nos bons avaient été donnés aux compagnies, non seulement il eût été impossible de les faire coter sur le marché anglais, mais leur valeur eût été dépréciée partout où l'on aurait voulu les introduire.

Ceux qui veulent placer un emprunt, pour en obtenir un prix raisonnable, doivent avoir, du moins pour quelque temps, le contrôle de tout l'emprunt, comme l'admettent tous ceux qui sont au fait de cette branche des finances. Quand une banque ou un syndicat de banquiers lancent un emprunt, ils ne s'attendent pas à réaliser un profit sur les premiers bons vendus; mais ils sont souvent obligés de les racheter à différentes reprises afin de maintenir le prix de la première émission; ce n'est qu'avec le temps, et en ayant le contrôle de l'emprunt entier, qu'ils réussissent à établir un prix qui les dédommage de l'avoir gardé, et des dépenses considérables à encourir pour le placer et pour le faire coter à la bourse. Aucune maison de banque ne consentira à placer une partie d'emprunt parce qu'elle pourrait se voir forcée d'en disposer et de ruiner ceux qui possèdent le reste.

On a comparé la vente au prix de 103 à 106 des bons de la Puissance, portant cinq pour cent, à celle des nôtres de 98 à 99 pour cent; mais ceux qui voulaient ravalier et déprécier le prix que nous en avons obtenu, ignoraient, ou le sachant, n'ont pas voulu dire que ces mêmes bons de la Puissance n'avaient été vendus en 1869 et 1871 qu'à 95 et 97 pour cent, et avaient été offerts à un prix moins élevé que les nôtres en juillet dernier; mais les intérêts ayant été payés régulièrement sans retard, et le Canada mieux connu, leur valeur a augmenté graduellement. Le prix élevé des bons de la Puissance s'explique par le fait que son gouvernement est obligé, coûte que coûte, à les racheter chaque année pour le fonds d'amortissement: A mesure qu'ils deviennent plus rares et concentrés en un moindre nombre de mains, le prix s'en élève nécessairement de plus en plus. Les détenteurs savent qu'une certaine quantité doit absolument être vendue chaque année et à mesure que l'époque du rachat définitif approche, leur valeur augmente. Le prix de la cote de ces bons n'établit donc pas leur valeur: des dispositions exceptionnelles quant à leur achat leur donnent une valeur exceptionnelle; s'il en était autrement, les prétentions mal fondées, invoquées à rencontre de l'emprunt de Québec, s'appliqueraient à celui que la Puissance vient de faire.

J'ajouterai qu'il n'est pas honnête de prendre la cote actuelle de nos bons, de comparer le taux auquel ils se vendent aujourd'hui avec celui de la première vente et de dire qu'il y a une grande perte. Si nos bons commandent un prix aussi satisfaisant, on le doit surtout aux efforts de Sir John Rose et Cie, et de la Banque de Montréal à Londres. La position distinguée qu'occupent ces grandes maisons conduites par des hommes d'affaires hors ligne dont les transactions sont marquées au cachet de l'honneur et de la droiture, voilà ce qui a donné à nos bons un nom que nul autre établissement à Londres ne pouvait rehausser. Ils n'agissaient pas en aveugles; ils savaient que bien que nos ressources et nos moyens de payer fussent satisfaisants, cependant, comme la province de Québec n'était pas connue, le placement de nos bons à un taux aussi élevé exigerait de leur part beaucoup de travail et de grandes dépenses, et je sais que pour en maintenir le crédit jusqu'à ce que le public fut suffisamment renseigné, ils eurent plusieurs fois à les racheter à des prix plus élevés que ceux qu'ils avaient eux-mêmes obtenus.

M. le Président, je ne fais donc que rendre justice à Sir John Rose et aux agents de la Banque de Montréal, en disant que la province doit leur être grandement reconnaissante, et je puis ajouter que sans leur concours je n'aurais pas aussi bien réussi.

J'ai consulté, touchant l'emprunt et le prix que je pouvais en obtenir, d'autres banquiers éminents à Londres; tous et chacun d'eux me déclarèrent que si j'obtenais de 90 à 92 1/2 pour

cent pour des bons à cinq pour cent pour un emprunt provincial inconnu à Londres, c'était tout ce que je pouvais raisonnablement espérer. Je suis convaincu que le syndicat, qui a émis l'emprunt, n'aurait pas réalisé la moitié, ni même le quart des profits qu'il a obtenus, si je n'avais réussi à faire coter à la bourse, parmi les fonds des gouvernements des colonies, les bons de la province de Québec.

On a dit que si les bons avaient été donnés aux différentes compagnies de chemins de fer, la province n'aurait pas eu à subir la perte de l'escompte dont on se plaint; c'est faux. Peu importe qui obtenait les bons; du moment qu'ils n'étaient plus entre les mains du gouvernement, celui-ci devenait responsable de l'intérêt et du fonds d'amortissement sur le montant des débentures entières. J'admets volontiers que si les compagnies avaient pu vendre à un taux plus élevé que celui que nous avons obtenu, elles auraient gagné d'autant, mais personne parmi ceux qui s'y connaissent tant soit peu, ne prétendra que des bons partagés indistinctement en petites sommes, auraient pu réaliser, non pas autant, mais quelque chose d'approximatif. Dans tous les cas, quels que soient les vendeurs ou les détenteurs, la responsabilité de la province est précisément la même.

D'ailleurs, M. le Président, nous avons déjà vu des gouvernements donner des bons à des compagnies et à des contracteurs de chemins de fer, et nous savons ce qui en est. Aux Etats-Unis, dans tous les cas et sans exception aucune, voici ce qui en est résulté: dépréciation des bons, crédit du gouvernement ébranlé, et perte pour ceux qui les recevaient au lieu d'argent.

Nous avons vu la même chose sans sortir de notre Puissance. Les bons portant 6 pour cent de la Nouvelle-Ecosse qui avaient été donnés aux contracteurs des chemins de fer de l'Hudson et d'Annapolis furent mis en vente dans les journaux de Londres et vendus à un escompte beaucoup plus considérable, au détriment du crédit du Canada tout entier dont le gouvernement dut se charger de payer la compagnie en argent, afin d'éviter le malheur de voir notre crédit en danger par suite de l'obligation où pouvaient se trouver la compagnie ou les contracteurs de réaliser coûte que coûte. Un seul fait de ce genre pour un homme de jugement vaut mieux que toutes les théories de gens sans responsabilité, et qui ne comprennent pas le premier mot en fait de finances.

Un fait à l'appui de ce que j'avance. Le gouvernement s'était réservé le droit de donner aux contracteurs du chemin de fer de l'Ile-du-Prince-Edouard des bons ou de l'argent à son choix et afin que le crédit de la Puissance n'eût pas à souffrir, il a préféré donner l'argent. Je déclare donc qu'en face de ces faits, le gouvernement de la province de Québec aurait tout à fait mal agi en ne négociant pas lui-même ses propres bons. Passons maintenant à la troisième proposition: Que les bons ont été vendus trop

bon marché, et n'ont pas réalisé autant que l'emprunt de la Puissance.

J'ai déjà répondu en partie à cette objection. Je ne me suis jamais attendu d'obtenir, pour mes bons, tout à fait autant que le gouvernement de la Puissance pour les siens, et aucun homme tant soit peu au fait de finances ou d'emprunts ne s'y serait attendu. La Puissance, ses ressources et son crédit étaient connus depuis longtemps en Angleterre, et il serait aussi absurde de la trouver en défaut parce qu'elle n'a pas obtenu pour son emprunt autant que le gouvernement anglais obtient pour ses effets sur le marché, que de comparer les emprunts de la Puissance et de Québec. Mais je prétends que et je dis qu'aucune province ou gouvernement aussi peu connu que Québec, ayant à négocier un premier emprunt, n'a fait mieux, et pour chaque cas où en de semblables circonstances on a fait aussi bien, je pourrais en signaler des douzaines où on a fait beaucoup plus mal.

Je crois, M. le Président, que le peuple de cette province et cette Chambre, les compagnies de chemins de fer si grandement intéressées au succès de notre emprunt, et une grande majorité de ceux qui comprennent les questions financières et savent combien il est difficile de se faire un bon crédit en Angleterre, sont parfaitement satisfaits du résultat de ma mission. (Applaudissements).

Sans aucun mobile d'intérêt personnel, avec le seul désir de remplir mon devoir envers cette Chambre et le Pays, tous mes efforts tendirent à mettre ceux qui pouvaient m'être de quelque secours et le peuple anglais, au fait de notre véritable position et à asseoir notre crédit sur une base solide, et je suis assez modeste pour croire que j'ai passablement réussi. J'ai eu occasion de rencontrer à Londres, avant mon départ, des hommes ayant une connaissance intime du marché monétaire anglais et tous, sans exception, m'ont assuré que j'avais obtenu pour mon emprunt un prix qui dépassait de beaucoup leur attente, et que ceux qui s'en étaient chargés pourraient à peine se récupérer de leurs troubles et de leurs déboursés.

J'ai lu une lettre du gérant de la Banque d'Ecosse, une des banques les plus considérables de la Grande-Bretagne, ci-devant à la tête de deux des plus grandes banques de la Puissance. Dans cette lettre, il me disait ne pouvoir pas faire beaucoup pour la vente de nos bons, ni même pour les recommander, non pas qu'ils ne fussent un placement sûr, mais parce qu'ayant été mis à un prix trop élevé, les spéculateurs pouvaient placer leurs capitaux beaucoup plus avantageusement.

Depuis mon retour, j'ai eu l'occasion de rencontrer ou d'entendre des gens dont quelques-uns ont eu souvent à négocier des emprunts sur le marché anglais pour le gouvernement canadien; tous unanimement sont d'avis que j'ai obtenu un prix satisfaisant, et que le gouvernement aurait fait tort au crédit de la province et réalisé moins pour les chemins de

fer, en donnant les bons aux compagnies au lieu de les négocier lui-même. J'ai donc raison de croire, M. le Président, que la Chambre et le pays sont satisfaits du résultat de ma mission pour ce qui concerne la prospérité et le crédit financier de Québec.

On s'est évertué à répandre à Londres le bruit que la loi passée à la dernière session était défectueuse en ce qu'elle ne précisait pas le montant que la province pourrait emprunter, et on s'opposa à laisser coter notre emprunt à la bourse; puis, après beaucoup de difficultés, le comité de la bourse consentit à la cote de nos bons dans la liste des fonds divers. Je m'y opposai en insistant à les faire paraître parmi les fonds des gouvernements des colonies.

Pour y parvenir, j'eus à préparer un exposé établissant que, dans le cercle de leur juridiction respective, les gouvernements de la Puissance et de la province de Québec ne pouvaient prélever d'argent qu'en vertu de l'autorité dérivée du Parlement impérial et que la construction des chemins de fer était une de nos attributions comme le constatait l'Acte constitutionnel de 1867.

On en appela au secrétaire d'Etat pour les colonies, qui me donna gain de cause, et nos bons furent cotés parmi les fonds des gouvernements coloniaux, ce qui leur assura du coup une valeur que des années n'auraient pu leur donner autrement.

Ici encore, Sir John Rose me donna son puissant concours et je puis dire que sans lui mes efforts auraient été inutiles. C'est peut-être à cette circonstance, autant qu'à toute autre, qu'on peut attribuer la hausse actuelle de nos bons, et Sir John Rose m'assura que, sans cet avantage, le syndicat qui a émané l'emprunt n'aurait pu réaliser aucun profit sur le prix de l'émission. Je savais que la saison des affaires était presque passée et que je n'avais pas de temps à perdre.

Je crois avoir établi qu'afin de pouvoir être en mesure de répondre aux demandes probables de subsides en faveur des chemins de fer, le gouvernement n'avait pour alternative, la loi ne lui permettant pas d'employer à cette fin son surplus en caisse, que de négocier l'emprunt et d'en donner le produit aux compagnies des chemins de fer, ou de leur donner les bons et de mettre en péril le crédit de la province tout en faisant beaucoup moins pour ces entreprises.

Je crois avoir prouvé que j'ai vendu les bons aussi bien qu'on pouvait s'y attendre.

Je dis maintenant, M. le Président, que le dernier gouvernement a agi avec sagesse et dans l'intérêt du pays, et que dans la préparation et la vente des bons à Londres et dans les dépôts à intérêt dans ces banques, j'ai exécuté à la lettre les prescriptions de l'ordre en conseil, et que dans toute ma conduite j'ai complètement rempli mes engagements envers mes collègues. J'ai la conviction intime que, si je n'avais clos la vente dans le temps au prix obtenu, il est probable qu'elle serait aujourd'hui à clore et

que nous serions loin de pouvoir le faire aussi avantageusement. Au commencement de juillet, le taux de l'intérêt de l'argent haussa, comme je m'y attendais, et d'après la tournure que les affaires ont prise de ce côté-là de l'océan, non seulement nous ne pourrions maintenant espérer obtenir des conditions aussi favorables, et je doute même qu'on pût réussir en aucune manière.

Je suis d'avis, M. le Président, que la perte du léger escompte sur la vente est de l'argent bien placé, puisqu'elle a servi à donner au crédit de la province en Angleterre le rang qu'il occupe aujourd'hui, et qu'on ne devrait pas l'appeler perte, puisque les compagnies intéressées ont reçu le produit des bons. Les efforts que j'ai faits avec succès, aidé de toute l'influence de Sir John Rose et du comité de la Banque de Montréal à Londres, pour faire coter nos bons dans la liste des fonds des gouvernement et non dans celle des fonds divers valent bien la perte que nous avons pu subir, et ceux qui auront dans la suite à placer les bons du gouvernement local recueilleront le fruit de mes travaux.

En m'efforçant de faire assigner à nos bons la place qui leur appartenait de droit dans la liste des fonds des gouvernement coloniaux, je savais travailler non seulement à l'avantage de Québec, mais aussi à celui des autres provinces de la Puissance, et leurs ministres n'ont pas hésité à me témoigner leur reconnaissance et à me dire que j'avais livré leurs combats en livrant le mien (Applaudissements.)

Je crains d'avoir importuné la Chambre, mais j'ai cru devoir donner à ce sujet des explications complètes et franches, d'autant plus qu'on m'y a forcé en quelque sorte. Si, par suite, le crédit de la province vient à en souffrir, ce ne sera pas ma faute. Si les membres de cette Chambre sont d'avis que je suis à blâmer et que j'ai négligé les intérêts de la province, je dois m'incliner devant leur décision. J'accède volontiers à l'enquête la plus sévère, et je consens à ce que mes actes officiels soient soumis à des hommes en état de les comprendre et de mesurer les obstacles que j'ai eu à rencontrer et à vaincre. Je suis prêt aussi à me présenter au tribunal du bon sens et de l'intelligence publics et à me courber devant son jugement.

J'en appelle au témoignage des membres de cette Chambre qui ont eu, comme moi, à négocier des emprunts en Angleterre et qui connaissent combien la réussite en est difficile. L'honorable représentant de Montréal-Centre était à Londres en même temps que moi; il peut dire ce que les banquiers pensaient du placement de notre emprunt. Il vous dira comme moi que tous ceux qu'il a rencontrés étaient unanimes à dire que nous avions obtenu un prix élevé et que la province de Québec avait toutes les raisons d'être satisfaite.

J'en viens maintenant, M. le Président, à la politique des chemins de fer.

Comme j'aurai l'occasion de faire connaître pleinement les intentions du gouvernement

lorsque les résolutions viendront devant la Chambre, je m'abstiendrai de tout détail pour aujourd'hui. Quelques honorables députés sont mécontents de ce que le gouvernement n'a pas fait plus tôt connaître sa politique; qu'ils veuillent ne pas oublier que certaines compagnies avaient jusqu'au premier janvier pour faire leur choix entre leurs terres ou l'argent, et que le gouvernement, avant de pouvoir adopter une politique quelconque, devait obtenir des renseignements indispensables.

Il est évident que, pour favoriser la construction des chemins de fer, il faut que l'aide donnée par le gouvernement suffise à mettre les compagnies en état de s'en procurer à l'extérieur pour pouvoir continuer et compléter leurs chemins. La grande difficulté à vaincre pour arriver à une décision, c'est de concilier les besoins des chemins avec nos ressources pécuniaires. Rien de plus facile avec de grands moyens que de donner l'aide suffisante, ou bien si, fermant les yeux sur l'avenir, nous allions à l'aveuglette nous surcharger de dettes en laissant nos successeurs se tirer d'affaire comme ils pourraient.

L'entraînement pour l'extension des chemins de fer est tel qu'il serait facile à un parti ou au gouvernement d'acquiescer à une popularité passagère en recommandant de nos subsides. Mais le devoir du gouvernement n'est pas de céder à une pression dont les suites seraient désastreuses pour le pays, mais de ne pas perdre de vue l'intérêt de la province de Québec et de ne céder que dans la mesure de cet intérêt.

Je divisai, l'année dernière, les chemins de fer en trois classes. La première comprenait ceux de Québec à la rivière Creuse, avec une législation particulière en leur faveur; la deuxième, ceux qui, à certaines conditions, avaient droit à des subsides en argent; la troisième, enfin, ceux qui avant le premier juin suivant avaient à choisir entre leurs octrois de terre ou l'argent.

La première classe ne subit cette année aucun changement, mais on a ajouté un octroi de \$30,000 pour aider à construire un pont sur l'Outaouais, entre les provinces de Québec et de l'Ontario, afin de relier le chemin du Pacifique dans le comté de Pontiac à la passe sur la rivière Creuse, ou quelque autre point intermédiaire.

La seconde classe comprend, cette année, deux chemins ci-devant dans la troisième. Ce sont ceux de Québec au Lac Saint-Jean et le chemin Intercolonial de Saint-François et de Mégantic, dont les directeurs ont renoncé à leurs octrois en terres et à qui le gouvernement a l'intention d'accorder un subside additionnel plus élevé que celui de l'an dernier soit en bons du gouvernement portant 5 pour cent, soit en argent réalisé de la vente des bons, tel que pourvu par l'acte de la dernière session.

La troisième classe se compose des chemins à qui l'on continue l'octroi de l'an dernier. Plusieurs n'ont pas satisfait à toutes les exigences de la loi, mais plutôt que de les priver des

avantages de l'acte des subsides, le gouvernement veut bien leur accorder un an de délai pour se mettre en règle. On trouvera dans cette classe le chemin de la baie des Chaleurs, qui avait à choisir entre un octroi de terres et un secours en argent de \$2,500 par mille; comme les directeurs du chemin ont préféré conserver leurs terres, le gouvernement se propose d'accorder un octroi additionnel.

Je sais bien que la politique du gouvernement ne satisfera pas ceux qui ont intérêt dans la construction des chemins de fer; j'admettrai même que, pour ma part, je n'en suis pas content; mais, après avoir mûrement réfléchi et tout pesé, je n'ai pas cru devoir charger la province d'une dette au-delà de ses forces.

Si tous les chemins se construisent, cette politique entraînera une dette d'environ six millions de dollars en tout.

Je l'ai déjà dit, je ne consentirai jamais à aller au-delà de ce que, selon moi, la province peut supporter, et je puis dire ici que nous n'aurions pu faire que bien peu en fait de secours en argent aux chemins de fer, si nous n'avions réussi à faire prendre à charge, par la Puissance, notre part de la dette de la ci-devant province du Canada.

Nous ne devons pas, et pour ma part je n'y consentirai jamais, agir de manière à forcer la Législature à recourir à la taxe directe pour rencontrer les dépenses ordinaires, ou l'intérêt de notre dette; et quoique je sache mettre en péril ma popularité en suivant cette ligne de conduite, j'ai la conviction que le peuple de cette province en verra plus tard la sagesse.

Du 1er juillet 1867 au 1er juillet dernier, nos recettes telles que publiées se sont élevées à \$12,165,089.64 et nos dépenses à \$11,168,508.38, ce qui, avec les mandats non payés au montant de \$54,822.83, laissait en caisse au 1er juillet dernier une somme de \$1,054,404.10, comme l'établissent les comptes publics.

Du 1er juillet 1867 au 1er juillet 1874, nous avons dépensé en ouvrages d'un caractère permanent \$934, 674.

Du 1er juillet 1868 au 1er juillet 1873, nous avons laissé \$1,163,367.90 entre les mains de la Puissance, en acompte de l'intérêt sur notre part de la dette de la province du Canada.

Il y a aujourd'hui à notre avoir entre les mains de la Puissance, et portant 5 pour cent d'intérêt, qui nous sont payés annuellement, \$412,314.25 du fonds de l'éducation supérieure, et \$675,986.90 de celui des écoles communes.

Il y a de plus sur ce dernier fonds, entre les mains du gouvernement de l'Ontario, environ \$750,000, produit de la vente des terres, et 8000 à 9000 acres de terres à vendre: là-dessus, il y a entente parfaite. Ajoutons le fonds d'emprunt municipal du Bas-Canada et quelques autres montants d'actif qui devront être répartis entre les deux provinces.

Il est inutile de discuter le fait qu'il nous faut la plus grande économie pour rencontrer nos dépenses ordinaires et l'intérêt de notre emprunt, et en exerçant cette économie je crois que nous pouvons faire face à nos dépenses. En employant notre surplus en caisse et en faisant rentrer notre actif disponible, nous pouvons faire honneur à nos affaires sans entraver celles du pays.

J'ai calculé que, durant le cours de la prochaine année fiscale, nous aurons à payer aux chemins de fer environ deux millions de dollars, peut-être plus.

D'ici à ce temps, nous serons en état de savoir si nous pouvons disposer du capital de notre actif pour le paiement des subsides, soit de l'intérêt payé par la Puissance pour faire face à un montant égal d'intérêt sur une augmentation d'emprunt si cela devient nécessaire; la Législature pourra décider de ce qu'il y aura à faire.

Dans une question aussi importante se reliant à celle du chemin de fer du Pacifique, cette Chambre doit s'élever au-dessus de toute coterie et de tout esprit de parti; l'intérêt de la province doit passer le premier, et ceux des localités ensuite.

Quand les résolutions sur les chemins de fer seront soumises, je donnerai à la Chambre tous les renseignements qu'on croira nécessaires pour que la proposition soit bien comprise.

Je finis, M. le Président, en remerciant les honorables députés de cette Chambre de la bienveillance et de la courtoisie avec lesquelles ils m'ont écouté non seulement ce soir, mais dans toutes les occasions où dans le passé j'ai eu à soumettre le budget. Ces remerciements ne s'adressent pas seulement à ce côté de la Chambre, mais aussi aux députés de l'autre côté qui ont toujours accueilli avec patience et attention les remarques que j'ai eu à faire, et qui m'ont ménagé la critique, peut-être plus même que je ne le méritais; à tous, j'offre le témoignage de ma reconnaissance la plus sincère.

D'ici à la présentation du prochain budget, le personnel de cette Chambre devra subir de grands changements, et d'autres occuperont dans cette Législature et devant le pays les places qui sont aujourd'hui les nôtres. A d'autres, du moins en grande partie, sera confiée l'administration des affaires de la province. Si nos successeurs, s'efforçant de suivre l'exemple que leur ont donné pendant huit ans ceux qui les auront précédés, et bannissant de leurs discussions tout ce qui touche aux questions de nationalité, de race et de croyance, ne jugent les questions que d'après leur mérite intrinsèque en dehors de ces divisions qui distinguent notre peuple, ils mériteront la reconnaissance du pays, comme l'ont méritée, je le crois, les membres de cette Législature et leurs prédécesseurs.

J'ai foi dans l'avenir de notre Puissance.

Nous sommes destinés à devenir une grande nation; grande par ses ressources et sa population, grande par la liberté de ses institutions et la libéralité de ses lois, grande par son influence sur les autres peuples et par l'exemple qu'elle leur donnera par son esprit d'entreprise et par ses progrès agricoles, commerciaux et industriels.

J'ai la confiance que nos établissements religieux et d'instruction marcheront de pair avec notre progrès matériel et prouveront que le peuple de ce côté de l'Atlantique n'a pas dégénéré et est toujours digne des deux grandes nations européennes dont il descend; qu'il est décidé à marcher sur leurs traces et qu'en avançant en âge la Puissance ne diminuera pas en pouvoir et en énergie, mais que chaque année donnera à nos institutions un surcroît de force et de vigueur, jusqu'à ce que notre province ait autant de siècles qu'elle compte d'années depuis la Confédération. (Applaudissements).

J'ai foi aussi, M. le Président, dans l'avenir de notre propre province. Nous avons adopté un grand nombre de lois importantes et sages qui ont été bien administrées. Notre pays est riche et produit en abondance tout ce qui est nécessaire à la vie. Le progrès que nous avons fait pour le développement de cette province par les chemins ordinaires et les chemins de fer est bien sensible et va croissant de plus en plus. La construction des chemins de fer ne peut manquer de donner une puissante impulsion à toute espèce d'industrie, et je ne doute pas que nos établissements religieux et d'instruction ont su et sauront se tenir à la hauteur du progrès général. Une sage économie dans l'administration de nos ressources, la précaution de mettre toujours l'intérêt du pays au-dessus de celui des partis et une rigoureuse fidélité à la pratique de nos devoirs de citoyens et d'hommes publics ne peuvent manquer, avec la bénédiction de Dieu, de nous rendre un peuple heureux, satisfait et prospère.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Qui a dressé l'annonce publié dans le Times de Londres?

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): MM. Morton, Rose et Cie et la Banque de Montréal l'ont fait insérer, accompagné d'un état signé par moi, faisant voir le montant de l'emprunt, les ressources de la province et le montant de notre surplus en caisse.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Est-ce que par l'annonce on ne prenait pas l'engagement de consacrer à ce paiement de l'intérêt des bons le subsidé additionnel reçu de la Puissance?

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Pas plus que tout autre revenu. J'ai seulement voulu établir que, avec cette augmen-

tation de revenu, il était encore plus facile à la province de faire honneur à ses obligations.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Un état comme celui dont il s'agit était nécessaire pour assurer le succès de l'emprunt et ne faisait que rendre la position meilleure.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Vous êtes-vous adressé à ces financiers de vive voix ou par écrit?

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): De vive voix.

Il dit qu'il avait eu des lettres d'introduction des hommes les plus distingués de l'Angleterre, qui l'avaient sagement conseillé, comme il l'a cru. C'était alors son avis et il le croit encore. Il communique à la Chambre qu'il a reçu de Sir Alexander Galt, de Sir Francis Hincks, de l'honorable M. Cartwright, de l'honorable M. Holton et d'autres des félicitations écrites ou verbales au sujet du prix élevé qu'il a obtenu pour les bons de la province.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Lorsque l'emprunt a été négocié, je me trouvais à Londres avec deux de mes confrères de la cité de Montréal, pour une affaire du même genre. Rencontrant tous les jours l'honorable trésorier, nous fûmes d'avis qu'il avait parfaitement réussi et fait preuve d'un grand tact; ce fut aussi l'opinion des financiers les plus expérimentés que nous eûmes l'occasion de rencontrer. Tous furent unanimes à reconnaître qu'il avait agi à l'avantage de la province. Ceux même qui s'étaient chargés de l'emprunt de la province nous assurèrent positivement qu'il leur était impossible d'en prendre un autre à des conditions aussi avantageuses que celles obtenues par l'honorable M. Robertson. J'ai eu, depuis mon retour en ce pays, l'avis de quelques-uns de nos financiers les plus distingués et ils ne firent que confirmer l'impression que nous avions eue à Londres. Veuillez, M. le Président, me permettre de dire que, selon moi, toute discussion à ce propos n'est pas propre à aider la vente de nos bons à Londres, mais que je crains au contraire qu'elle n'ait l'effet d'en déprécier la valeur et de faire tort à notre crédit. Le marché monétaire anglais est des plus impressionnables, les agents de change sont toujours sur le qui-vive, et je suis persuadé que cette honorable Chambre ne voudrait pas nuire à notre crédit. Il y a encore une grande partie de nos bons à vendre et ce serait vraiment malheureux d'en déprécier la valeur par une discussion tendant à faire croire à ce pays et à la bourse anglaise que cette Chambre ne ratifie pas la conduite de l'honorable trésorier au sujet de cet emprunt. Toute discussion propre à discréditer ce qu'il a fait ne peut, selon moi, que faire baisser le prix de nos bons et mettre grandement en danger ce qui reste à vendre entre les mains de nos agents à Londres. Je crois devoir m'exprimer ainsi en

toute justice à l'honorable trésorier, et en cela je dois dire que mes deux collègues me donnent leur plein assentiment. Je pourrais en dire beaucoup plus, mais il vaut mieux me contenter de proclamer bien haut que la négociation de l'honorable trésorier a été des plus avantageuses à la province.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille quatre cent quarante-trois piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du greffier de la couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires du bureau du greffier en Loi pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses contingentes du greffier en Loi (comprenant un commis surnuméraire et un messenger) pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à dix heures quarante-cinq.

Séance du 3 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Martin, la pétition d'Absalon Thouin et autres, des paroisses de Repentigny et Saint-Sulpice, comté de L'Assomption.

Par M. LaRocque, la pétition de la corporation du collège de Chambly.

Par M. Dulac, la pétition de Joseph Veulleux et autres, de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce, et la pétition du conseil municipal du comté de Beauce.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Joseph D. Molson, ci-devant de Montréal, et maintenant de Lennoxville, demandant la passation d'un acte lui donnant droit de vendre un certain immeuble grevé de substitution.

De la nouvelle compagnie du gaz de la cité et du district de Montréal, demandant à être entendue contre l'adoption du bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie des consommateurs de gaz, de la cité et du district de Montréal.

Du révérend P.-L. Lapierre et autres, de la cité de Montréal et des Tanneries, demandant que certaines parties du bill pour amender l'Acte d'incorporation de la compagnie d'omnibus et de transport de Montréal ne deviennent pas loi.

Du conseil municipal du comté de Témiscouata et du révérend A. Ladrière et autres, du comté de Témiscouata, demandant respectivement l'abolition de la juridiction concurrente de la cour de Circuit, du comté de Kamouraska, sur le comté de Témiscouata, et pour autres fins.

De la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Viger, comté de Témiscouata, demandant de l'aide pour un chemin dans ladite paroisse.

De Charles Legris et autres, des paroisses de Sainte-Monique et Saint-Zéphirin-de-Courval, demandant que les conclusions des pétitions pour la construction d'un pont sur la rivière Nicolet, au lieu appelé Chatillon, ne soient pas accordées.

Affaire des Tanneries

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances de l'échange de la propriété du gouvernement située au village de Saint-Henri-des-Tanneries.

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'en conformité à l'ordre de votre honorable Chambre, votre comité a dûment assigné Honoré Cotté, de la cité de Montréal, caissier de la banque Jacques-Cartier et Ludger-Denis Duvernay, du même endroit, copropriétaire du journal la Minerve, à comparaître devant votre comité, mardi, le 26e jour de janvier dernier, à 11 heures de l'avant-midi, étant le jour et l'heure désignés par votre comité, pour la comparution dudit Honoré Cotté et dudit Ludger-Denis Duvernay, en leur faisant signifier à chacun d'eux personnellement un bref de sommation, pour ainsi comparaître, accompagné d'une copie dudit ordre de votre honorable Chambre.

Que, nonobstant qu'ils ont été ainsi dûment sommés, ledit Honoré Cotté et ledit Ludger-Denis Duvernay n'ont pas comparu devant votre comité.

Votre comité croit de son devoir de faire rapport de ces faits à votre honorable Chambre.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose que M. l'Orateur émette son warrant adressé au sergent d'armes de cette Chambre, lui enjoignant de prendre sous sa garde Ludger-Denis Duvernay, de la cité de Montréal, co-propriétaire du journal la Minerve, pour avoir désobéi à l'ordre de cette Chambre, en date du vingt et un janvier dernier.

Adopté.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose que M. l'Orateur émette son warrant au sergent d'armes de cette Chambre, lui enjoignant de prendre sous sa garde Honoré Cotté, de la ville de Montréal, caissier de la banque Jacques-Cartier, pour avoir désobéi à l'ordre de cette Chambre, en date du vingt et un janvier dernier.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Reconnaît que le comité a le devoir d'agir de la sorte. Il précise néanmoins qu'il a été informé par M. Lacoste, l'avocat de M. Cotté, de la venue à Québec demain matin de ce dernier. Avant la soirée, il aura reçu un télégramme confirmant la chose. Aussi, il demande à la Chambre de remettre à plus tard l'adoption de la proposition.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Considered Mr Cotté's conduct an insult and defiance to the House and urged an immediate and stern vindication of the dignity of the Legislature.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Said it had been the understanding of the Committee with Mr. Lacoste, the counsel of Mr. Cotté, that the Committee should simply present their report and take no action thereupon, provided an answer was received by telegraph from Mr. Cotté before three o'clock this day.

No such answer had been received by him and his duty was therefore plain under the circumstances.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le comité a employé tous les moyens de conciliation possibles. Il a traité les témoins avec une modération qui l'a fait accuser de faiblesse. Eh bien! si la Chambre veut continuer à être respectée dans le pays, elle doit être rigoureuse envers M. Cotté.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Croit que le comité ne fait que son devoir et qu'il a montré beaucoup d'esprit de justice. Il approuve la motion de M. Church, mais il dit qu'il ne faut pas oublier que le comité a consenti ce matin à remettre ces procédures s'il reçoit un télégramme avant 3 heures. Il demande de surseoir cette procédure jusqu'à 6 heures et, si l'on n'a pas de nouvelles à ce moment, alors on prendra le warrant nécessaire pour faire arrêter M. Cotté.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Fait observer que, si la motion est adoptée de suite, le sergent d'armes pourra partir ce soir pour Montréal.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il vaudrait peut-être mieux de prendre des moyens de conciliation de peur que la question soit référée aux tribunaux. Du reste, il n'est pas sûr que cette Chambre ait le droit de prendre une pareille procédure. Cette Chambre a passé une loi s'accordant tous les privilèges de la Chambre des communes en Angleterre. Il a des doutes graves sur la constitutionnalité de cette loi et c'est aussi l'avis de M. Cauchon.

Il ajoute que la Législature de l'Ontario croit si peu à la légalité d'une pareille loi qu'elle n'a pas voulu s'accorder pareil privilège dans le dernier Parlement.

Et, la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Adopté sur division.

L'ORATEUR: Sur division.

Question de privilège:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il n'a pas l'habitude de faire état des attaques personnelles dirigées contre lui par la presse. Néanmoins, le cas auquel il veut faire allusion est une véritable atteinte à toute la Chambre, à son nom et à sa dignité.

Il signale à la Chambre une accusation contre le comité qui a paru dans un des derniers numéros du Bien Public. Il demande que l'auteur de cet article soit traduit à la barre de la Chambre. Il expose en substance l'article qui dit que tous les membres du comité des

Tanneries, à une seule exception près, étaient prêts à faire leur devoir, mais que l'exception avalerait l'affaire des Tanneries comme elle avait avalé celle du Pacifique.

Voici l'article du Bien Public:

"La physionomie du comité est assez curieuse. La salle est remplie de spectateurs et de témoins. Les ex-ministres sont éparpillés à un bout de la table, dont l'autre extrémité est occupée par les membres du comité, le greffier et la presse.

M. Church préside avec beaucoup d'impartialité et témoigne un grand désir d'arriver à trouver la vérité. Il a donné son appui à toutes les mesures destinées à forcer les témoins à répondre.

A sa droite sont rangés MM. Joly et Bachand; à sa gauche, MM. Trudel et Verreault. Tous les membres du comité, à une seule exception près, ont fait ce que le public avait droit d'attendre d'eux. Quant à l'exception, on sait à quoi s'en tenir sur son compte.

N'ayant rien trouvé à reprendre à la vente du contrat du Pacifique, il est naturel pour lui d'excuser les auteurs du scandale des Tanneries.

Vous pouvez compter qu'il ne concourra pas dans le rapport de la majorité, si ce rapport est tel qu'on l'attend et qu'il sera sans doute".

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il regrette cet article mais qu'on ne va pas à la guerre sans qu'il en coûte; il ajoute qu'il a lui-même été accusé de n'avoir pas fait son devoir devant le comité mais qu'il ne s'en est pas occupé.

Il est d'avis qu'on ne devrait pas prendre une pareille procédure.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) fait montre de très peu d'égard à l'endroit des privilèges de la Chambre et de la réputation du comité.

M. W. W. LYNCH (Brome): Viewed the article referred to as one calling for the attention of the House, while expressing his regret that the Press should lend itself to such calumnies upon public men. He paid a high compliment to the impartiality, sense of justice and desire of the Committee to thoroughly sift the intricate question under their cognizance.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Que M. Joly me montre un journal où il est attaqué d'une manière aussi blessante et aussi diffamatoire que celle-ci.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne demande pas de relever les accusations auxquelles j'ai pu avoir été en butte.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Les députés ont droit de se plaindre quand ils sont attaqués de cette manière-là.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-

Rivières): Il est regrettable que les membres du comité soient ainsi attaqués. Si l'honorable député désire prendre une action contre l'auteur de l'article en question, je le supporterai. Il ne faut pas que la presse intimide les députés dans l'exercice de leurs devoirs.

L'HONORABLE J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Il n'y a qu'une voix pour flétrir cet article du Bien Public. Cependant je suis d'avis que cet article ne mérite pas de faire citer son auteur à la barre de cette Chambre. On doit mépriser ces accusations blessantes. Le meilleur moyen de traiter ces choses est par le silence du mépris; c'est ce que j'ai fait quand on m'a ainsi attaqué. Je m'en suis bien trouvé et je suggérerais le même procédé au député de Terrebonne. D'ailleurs, l'honorable député auquel réfère l'article en question est au-dessus de tout soupçon.

Le public sait généralement faire justice de ces accusations. Je conseille donc à l'honorable député de Terrebonne de ne pas insister d'avantage sur la mesure qu'il vient de proposer. Il y a de ces gens qu'on ne peut retenir dans de justes bornes. La presse de l'opposition s'est montrée souvent injuste à mon égard. Mais je l'admets, l'on n'aurait pas dû lancer de telles diffamations sur le compte de l'honorable M. Trudel.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Je ne voudrais pas voir la Chambre perdre son temps avec des choses aussi méprisables.

Le député de Laval ayant mentionné mon nom comme celui auquel réfère l'article, je dirais à la Chambre de ne pas perdre son temps à savoir si elle croit qu'un pareil article pourrait m'intimider dans la conduite que je dois tenir. J'avais déjà lu l'article en question et je l'ai trouvé modéré en comparaison du ton général qui règne dans ce journal. J'ai déjà attiré l'attention de la Chambre sur un article de ce journal à mon adresse mais alors, je l'ai dit afin de mettre la Chambre en position de reconstituer le comité pour le mettre à l'abri de tout soupçon. Mais en général je n'approuve pas qu'on amène un membre de la presse à la barre de la Chambre car cela ne guérira pas ces messieurs de la manie de faire de semblables articles.

D'ailleurs, l'auteur de l'article serait trop fier de paraître à la barre de cette Chambre, cela lui donnerait une importance qu'il n'a pas.

Je m'oppose donc à la proposition du député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau).

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Said he wished to repudiate an expression which had appeared in the Morning Chronicle relative to himself. He did not care much what newspapers said against him, for he was used to it, but he did not wish to be misrepresented. He was represented as having gone into the Private Bills Committee room, when the bills relative to Presbyterian Union were up, and described

them as blague or humbug. He never expressed such an opinion. Of course, whether he had found the Tanneries investigation room too hot or not, it was for himself to judge. He had read the petition and the bills of the Presbyterian question with much attention, and when they came before the House he would vote for them. He had the very greatest respect for the Presbyterian communion and should be sorry indeed to have it thought that he would have described the bills as humbug.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que s'il retire sa motion, c'est qu'à l'exemple de plusieurs de ses collègues, il veut laisser l'auteur de l'article en question sous le poids du mépris public. Il veut que l'on respecte la consigne des adversaires.

Rapport de comités.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Bill pour annexer une partie du canton de Broughton à la paroisse de Saint-Victor-de-Tring.

Bill incorporant la Société de bienfaisance mutuelle du Sacré-Coeur-de-Jésus, de la ville de Lévis.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre George Ezekiel Hart, écuyer, au nombre de ses membres.

Bill pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer l'Hôpital général du district de Richelieu".

Bill pour amender l'acte pour incorporer "The Managers of the Ministers, Widows' & Orphans' Fund of the Synod of the Presbyterian Church of Canada, in connection with the Church of Scotland, and amendments thereto".

Bill concernant l'union de certaines églises presbytériennes y mentionnées.

Bill pour amender un acte intitulé: "An Act to incorporate the Board for the Management of the Temporalities Fund of the Presbyterian Church of Canada, in connection with the Church of Scotland".

Bill pour incorporer l'Eglise baptiste de la rue Sainte-Catherine à Montréal.

Bill pour incorporer la société "L'Union de Saint-François-de-Sales".

Bill du conseil Législatif, intitulé: "Acte pour incorporer le Club métropolitain de Montréal".

Votre comité a aussi examiné le bill pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie

des consommateurs de gaz de la cité de Montréal et trouve que le préambule n'est pas prouvé, vu que les raisons données à l'appui de la mesure n'ont pas été jugées suffisantes par la majorité de votre comité.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que l'avis de sept jours requis par la 60e règle de votre honorable Chambre soit limité à trois jours seulement, à compter de la date de l'ordre de référence de tous tels bills privés pour la prise en considération de ces bills par le comité permanent des bills privés pour le reste de la session, et que la 60e règle soit suspendue, de manière à permettre à votre comité de prendre en considération tous les bills, trois jours après celui de l'affichage.

Réponse à une adresse:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Présente conformément à une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 25 janvier 1875, demandant copie de tout rapport fait jusqu'ici au gouvernement, soit par le bureau provincial du chemin de fer ou ses ingénieurs, ainsi que des sommes d'argent payées aux compagnies de chemins de fer qui ont droit à des octrois publics en vertu de la loi, avec copie des demandes des compagnies ou des individus qui ont fait des demandes d'argent, les autorités légales en vertu desquelles ces sommes d'argent ont été payées et à qui elles l'ont été. (Documents de la session, no 31).

Introduction de bills:

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 68 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les compagnies d'assurance mutuelle.

Accordé.

Interpellations.'

Ecole normale de Montréal

M. R.S. DE BEAUJEU (Soulanges): S'informer si le gouvernement a l'intention de rebâtir l'Ecole normale sur le site qu'elle occupe actuellement, rue Notre-Dame, Montréal, ou s'il doit consacrer cette propriété à une autre destination.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que c'est l'intention du gouvernement de rebâtir l'Ecole normale, mais ailleurs.

Droits seigneuriaux

M. A. ESINHART (Laprairie): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire aux censitaires de la seigneurie de Laprairie remise de partie des arrérages de droits seigneuriaux

pus par eux au gouvernement et de leur donner un délai pour le paiement de la balance.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit qu'il ne répondra que demain.

Township de Linière

M. F. LANGELIER (Montmagny): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute application, correspondance, billets de location et patente au sujet des abouts qui se trouvent entre le premier et le deuxième rangs du township de Linière.

Il attire l'attention de la Chambre sur l'irrégularité de la concession des patentes, pour les limites des bois en question.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que les faits sont tels que M. Langelier les a relatés et qu'il n'a aucune objection à mettre devant la Chambre les documents en question.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Les considérations d'équité sont bien bonnes en théorie, mais on devrait les mettre à exécution aussi bien à l'égard des riches marchands de bois qu'à l'égard des pauvres colons comme ceux de Jersey.

La loi du département des Terres ne permet pas d'accorder plus de 200 acres de terres au même propriétaire et cependant le gouvernement a accordé 1972 acres à M. Benson Bennett dans le comté de Portneuf. J'aimerais bien à connaître les raisons qui ont engagé le gouvernement à en agir ainsi. Lorsqu'il s'agit d'un pauvre colon, il faut faire une enquête pour savoir s'il est de bonne foi, mais lorsqu'il s'agit d'un riche marchand de bois on ne prend pas toutes ces précautions.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Si les colons font des améliorations sur une terre sans en avvertir le gouvernement, ils n'ont pas raison d'être surpris si le gouvernement vend ensuite ces terres à des marchands de bois qui vont y prendre du bois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Trouve que M. Malhiot n'a pas répondu à la question de M. Langelier, qu'il n'a pas dit en vertu de quelle loi il a agi ainsi.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond que le gouvernement peut déroger à cette loi du département des Terres par un ordre en conseil. Il ajoute qu'il n'est pas au fait de cette affaire de M. Benson Bennett.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que

ces explications ne le satisfont pas. Il voit que toute la sollicitude du gouvernement est dirigée vers les gros marchands de bois. Il ne croyait pas que M. Malhiot avait de pareilles faiblesses pour ce qu'il appelle de faux colons et que le ministre des Terres appelle de vrais colons. Il y a un règlement qui condamne à l'expulsion le colon qui n'a pas accompli toutes les conditions de sa patente, mais il faut croire que ce règlement n'existe pas pour les riches marchands de bois.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit que si M. Marchand était plus familier avec le commerce de bois, il ne serait pas si surpris de la conduite du gouvernement. Il dit que les circonstances obligent parfois le gouvernement à en agir ainsi.

Adopté.

Ville de Saint-Henri

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour donner un effet immédiat à la proclamation qui établit la ville de Saint-Henri.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Prétend que le bill est un bill privé et non d'une nature publique, ne pouvant pas comme telle être pris en considération comme bill public, et que les avis requis par la 51^e règle de cette Chambre, concernant les bills privés, n'ont point été donnés.

Les débats sur cette question sont ajournés.

A six heures, l'Assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Message du conseil législatif:

L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer le Collège de Lévis" sans amendement.

Et de plus, le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé: "Acte concernant l'Eglise Méthodiste du Canada," sans amendement.

Compagnie du chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les actes concernant le chemin de fer de Québec et Gosford, qui sera connu à l'avenir sous le nom de la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean.

Adopté.

En comité :

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Raised the question of order. The requisite notices respecting the Corporation subscription clauses had not been given.

Le comité rapporte l'objection suivante :

Que le bill contient certaines clauses qui imposent une dette de six cent mille piastres, sur la cité de Québec, et dont la corporation de ladite cité n'a pas reçu d'avis suffisant, et que le bill ne peut être maintenu plus longtemps, à moins que lesdites clauses ne soient modifiées.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Maintained that his objection was not to the scheme of the bill, but to the highly improper and exceptional manner in which Quebec, in this instance, as in many others, had been legislated for. He protested with warmth against Honourable Members acting towards his constituents and the citizens generally in a way they would not tolerate their own constituencies being dealt with.

M. G. IRVINE (Mégantic): Supported the objection, believing it to be rightfully taken.

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Fait l'historique du chemin et rappelle en faveur de son geste les précédents du chemin de fer de la rive nord.

M. F. LANGELEUR (Montmagny): Soutient l'objection du député de Québec-Ouest (M. J. Hearn) et affirme qu'on doit arrêter de faire des exceptions pour Québec.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Se prononce en faveur du maintien des clauses du bill.

M. F. RINFRET (Québec-Centre): Dit que la corporation de Québec devrait avoir le pouvoir de souscrire à une telle entreprise.

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Indique que le temps réservé à l'étude des bills privés était écoulé.

L'ORATEUR: Déclare que l'heure fixée pour prendre en considération les bills privés est expirée.

Introduction de bills:

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal.

Accordé,

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour remédier à certaines illégalités et

irrégularités commises dans les bureaux du shérif du district d'Ottawa, et dans les bureaux d'enregistrement des comtés de Bonaventure et d'Ottawa, et du deuxième district d'enregistrement du comté de Rimouski.

Accordé.

Coupe de bois dans le canton de Jersey

M. C.-F. ROY (Kamouraska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir au sujet d'une réponse à une adresse du 17 décembre dernier, concernant des licences pour coupe de bois accordées sur certains lots dans le canton de Jersey, vendus l'hiver dernier et des réclamations faites par les acquéreurs desdits lots contre ces licences, ainsi que tous les documents placés devant cette honorable Chambre, avec ledit retour présenté à la Chambre le rapport dudit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre:

Que les terres vendues en février, mars et avril derniers à messieurs François Gagnon, David Fortin, Jean Jacques, Thomas Fortin, Zéphirin Loignon, Sévère Poulin, Joseph Jacques, Fortunat Poulin, Olivier Loignon, Patrick McNamara, Sévère Paquet, Vénérand Baillargeon, Fortunat Loignon, John McIntyre, Thomas McIntyre, John Haggan, David Haggan, Joseph Fortin, William John Hughes fils, William Hughes père, James McIntyre, Siméon Pomerleau, Thomas Genesse, Jean Létourneau, Thomas Loignon, Godfroi Veilleux, Pierre Marcoux, dans le Canton de Jersey, dans le comté de Beauce, se sont trouvées incluses dans la licence de MM. King et Cie, les propriétaires de la limite, en raison des délais qu'entraîne le système actuel, de ne pas distraire de limites, les lots vendus par l'agent, tant que ces ventes n'ont pas été approuvées par le Commissaire des Terres de la couronne.

En conséquence, votre comité a l'honneur de recommander qu'à l'avenir, tous les lots vendus par les agents des terres de la couronne soient considérés distraits des licences de propriétaires de limites à compter, de la date du renouvellement desdites licences, lors même que la vente desdits lots n'aurait pas été approuvée par le commissaire des Terres, pourvu toutefois que ces ventes aient été faites au moins trente jours avant le renouvellement des licences.

Lesdits colons alléguant avoir été de bonne foi, votre comité croit devoir recommander que les droits qui seront perçus par la couronne pour le bois coupé durant la présente saison sur chacun des lots vendus aux personnes sus-nommées soient portés en déduction du prix du lot sur lequel le bois aura été coupé, jusqu'à concurrence du prix total dudit lot, le surplus devant appartenir à la couronne, pourvu que lesdits colons fassent preuve de leur bonne foi, à la satisfaction du commissaire des Terres de la couronne, et qu'ils se conforment aux condi-

tions d'établissement mentionnées dans leurs billets de location.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said he had made a few notes on the Honourable Treasurer's speech yesterday in reference to the advances made to the Montreal Northern Colonization Railway and the North Shore Railway. He regretted deeply that the Honourable Treasurer had not yet brought down his railway resolutions, so that the House could better understand the drift of his policy. He would ask if the conditions of the grants to those roads, as imposed by statute, had been complied with? Before making these grants, had the Government ascertained that these were first class roads? And before the 1st of August, did they notify the Government that they gave up the land grant? And did they give up to the Government their debentures to an equal amount with the debentures paid to the Government?

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Answered that the railway companies had notified the Government before the 1st August that they gave up their land grants, that the Government were assured that both roads were first class before the money was paid, and with regard to the debentures, the Montreal Northern Colonization Railway had given to the Government debentures for a larger amount than had been paid to it, but in the case of the North Shore Railway the debentures were not yet prepared, but were in course of preparation both for the amounts already paid and yet to be paid.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Did not see how the Government could consider these roads first class when they had received no report from an engineer as to their character. In the constitution of Provincial Railway Board, it was provided that the Government should take only the report of its own engineer, which did not appear to have been done. He thought there was no ground for the Honourable Treasurer's charge that certain interested persons had done all in their power to thwart the Government in its efforts to place the railway loan.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Asked Mr. Joly to suspend his judgment until he had seen the report of Mr. Legge on the Northern Colonization Railroad.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Could not express much satisfaction with what little he yet knew of the Government railway policy. He was compelled to the opinion that the Honourable Treasurer had not yet made up his

mind as to the way in which he should divide his railway subsidies, not, he feared, for the benefit of the country, but for the benefit of his party. He (Mr. Joly) then referred to the amount of \$121,023.61 bills receivable not yet matured or paid, under head of Crown Lands Department. He supposed they were payment for Crown Lands, and he characterized it as a most dangerous abuse, and one he would have expected the Honourable Treasurer to set his face against. The amount was nearly one-half of the revenue of Crown Lands Department.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Admitted that the system which had prevailed for some years, of putting these sums on the credit side of account, was objectionable. In the present case the amount was very large, too large, and if he had not been absent in England, it might have been much less.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas l'intention de faire un discours à cette heure avancée de la soirée, mais je désire néanmoins faire quelques remarques avant que l'Orateur ne laisse le fauteuil. J'avais d'autant moins l'intention de parler que je me sens quelque sympathie pour la position du trésorier. Il y a déjà plusieurs heures que des honorables députés le tiennent comme sur un brasier, et il semble qu'il serait cruel de le laisser plus longtemps dans cet état de supplice.

L'honorable trésorier semblait prévoir depuis le commencement de la session ce qui lui arrive maintenant. Dès les premiers jours, lorsqu'il était temps pour lui de faire son exposé financier, il amusa la Chambre en faisant passer une résolution, comme cela s'était fait en Ontario, disait-il, pour faire nommer de suite un comité des subsides et des voies et moyens, afin d'éviter les délais. C'était le 14 décembre, à la septième séance de la Chambre. Mais l'honorable trésorier voulait imiter de loin le trésorier de l'Ontario. Celui-ci, durant la dernière session, a fait en effet ce que le trésorier rapporte, mais avec une toute autre diligence. A la sixième séance de la session, le trésorier de la province voisine avait soumis son budget à la Chambre, tandis que nous voilà à la 28e séance de notre session, et ce n'est qu'hier que notre trésorier s'est décidé à faire ce qu'il aurait dû faire il y a plus d'un mois. Je comprends la perplexité du trésorier, il savait qu'il lui fallait enfin rendre compte de sa regrettable mission en Angleterre, de son emprunt injustifiable.

Durant la dernière session, nous avons passé une loi pour permettre à la province d'aider la construction de plusieurs chemins de fer.

Tous les membres de la Chambre comme tout le public, je crois, étaient favorables à cette loi, qui allait à dire qu'une aide provinciale serait accordée par mille à certaines compagnies et qu'un prêt au moyen de débetures serait fait à la Compagnie du chemin de fer de la rive

nord, et à la Compagnie du chemin de colonisation du nord, sous les conditions qui sont mentionnées dans cette loi. Mais je suis certain qu'aucun des membres de la Chambre n'aurait voulu voter pour cette loi, si on avait tenté de lui donner l'interprétation que le trésorier veut maintenant lui donner.

Pas un membre de cette Chambre n'aurait été pour cette loi si le trésorier eût dit, alors, qu'aussitôt la session finie, il aurait fait voile pour Londres, pour y négocier quatre millions de piastres de débentures qu'il prétend que cette loi lui donnait le droit d'émettre.

Mais le trésorier prétend que cette Chambre devait nécessairement s'attendre à quelque chose comme ce qu'il a fait, puisqu'il lui fallait payer des subventions aux chemins de fer et que la loi ne lui permettait de les payer à même le surplus que la province a maintenant, et, dit-il, la 24^e clause de la loi citée déjà, lui donnait le pouvoir de négocier des débentures.

Toutes ces prétentions sont très mal fondées. D'abord la trésorerie pouvait fort bien payer aux compagnies à même le million qu'elle avait en caisse le 1^{er} juillet dernier, il ne peut pas y avoir de doute sur ce droit; et d'ailleurs c'est ainsi qu'en maintes circonstances le trésorier a expliqué les lois pour aider aux compagnies de chemins de fer.

N'a-t-il pas payé avant que ces débentures fussent émises et négociées \$38,700 à la Compagnie du Sud-Est? N'a-t-il pas payé \$99,100 à la compagnie de Drummond, Sorel et Arthabaska? Que disait le trésorier dans son discours sur les finances en 1872, à propos de ce dernier paiement? Le gouvernement avait le droit de donner ses bons pour payer les subsides, disait-il; mais il avait en caisse un surplus suffisant pour lui permettre de faire ce paiement, et il a cru qu'en bon administrateur, il devait payer ce subside à même son surplus, qui ne lui donne pas 5 par cent d'intérêt, plutôt que de contracter des obligations. Toute la Chambre l'a approuvé et le trésorier d'ailleurs ne faisait qu'exécuter et bien interpréter la loi. La loi de 1869, comme celle de 1872, dit clairement que ces subsides seront payés à même le fonds consolidé du revenu de la province. Or, le trésorier au moyen de ces lois se trouvait autorisé à faire les paiements qu'il a faits.

La loi de la dernière session ne déclare pas, comme ces deux autres statuts, que l'aide provinciale qui peut être donnée aux deux compagnies nommées dans la première section, sera payée à même le fonds consolidé du revenu. Mais cette omission ne peut ôter le pouvoir au trésorier de payer à même ce fonds. Je ne vois pas que cette disposition soit indispensable et de rigueur. Comme le disait M. Irvine, du moment qu'une somme d'argent est votée pour un objet quelconque, cela doit comporter qu'elle peut être payée.

Mais la loi de la dernière session donne-t-elle au trésorier le droit d'émettre et négocier les débentures au moyen desquelles il a emprunté

quatre millions? Si la Compagnie du chemin de la rive nord fait son chemin de Québec à Montréal, si la Compagnie du chemin de colonisation du nord fait son chemin de Montréal à Aylmer, des débentures au montant de deux millions peuvent être émises. De plus, si cette dernière compagnie fait un embranchement d'Aylmer à la rivière Creuse, d'autres débentures pour un montant d'environ six cent mille piastres pourront être émises.

Ce sont les seules débentures que la loi de 1874 permet d'émettre, et jamais le trésorier en vertu de cette loi ne pourra en émettre davantage.

Ainsi, en émettant des débentures pour 4 millions de piastres, comme il l'a fait, le trésorier en a émis pour un million et demi de plus qu'il n'avait droit de le faire, en supposant que ces deux compagnies feraient tous leurs chemins.

Maintenant, ces compagnies pour avoir droit à cet octroi ou emprunt doivent renoncer aux octrois de terres que des lois antérieures leur avaient faits; de plus, la Compagnie du chemin de fer de colonisation du nord, pour avoir droit à l'emprunt, pour aider à la construction de l'embranchement d'Aylmer à la rivière Creuse, doit avoir tracé sa ligne avant le 1^{er} juin prochain et en avoir rapporté le fait au gouvernement, et lui prouver que les moyens sont pris pour assurer la construction de cette partie de chemin. Eh bien! cela était-il fait lorsque le trésorier a fait son emprunt? Non seulement le gouvernement n'avait alors encore rien en sa possession pour lui faire croire que plus tard il aurait à avancer à la dernière compagnie \$600,000 qu'elle aurait droit d'avoir en faisant cet embranchement, mais à l'heure qu'il est le gouvernement n'a encore aucune de ces informations.

Voilà donc \$600,000 de débentures émises et vendues. Quant à l'époque de l'emprunt, l'on ignorait complètement si ce montant serait jamais requis.

Mais il y a plus, la loi n'autorise l'émission des débentures pour ces deux compagnies qu'en autant que des travaux sont faits et qu'il y a rapport d'ingénieur recommandé par le bureau des chemins de fer et que ces travaux sont de première classe. Eh bien! A l'époque de l'émission des débentures, il n'y avait pas la moindre preuve devant le gouvernement qu'un seul mille de chemin était fait. Voilà donc quatre millions de débentures émises sans la moindre autorisation. Et à l'heure qu'il est, ces deux compagnies n'auraient droit, paraîtrait-il, qu'à un très petit montant, et n'auraient eu en effet que \$164,000; somme qui pouvait fort bien être prise à même le surplus en caisse, si le gouvernement voulait donner de l'argent au lieu de donner des débentures, comme son devoir était de le faire.

Je ne fais pas ces observations dans un but d'hostilité aux compagnies de chemins de fer. Au contraire, je suis de ceux qui croient que la

politique sage des chemins de fer est aujourd'hui la meilleure. Je comprends que ce sont des chemins de fer qui développeront le plus efficacement les ressources de la province. Mais c'est dans l'intérêt public et précisément pour assurer la mise en pratique de cette politique sage et nationale, que je blâme tout ce qui pourrait la compromettre. Et c'est compromettre cette politique que de commencer par violer les lois que nous passons pour la favoriser, d'une manière aussi injustifiable. Non seulement la loi est violée, mais une perte considérable a été probablement éprouvée par la province. Il paraîtrait qu'à l'heure qu'il est, nos débentures se vendraient 4 par cent plus cher que le trésorier les a vendues. Dans ce cas, si le trésorier eût attendu le besoin d'argent, il faisait donc gagner à la province un montant considérable, près de deux cent mille piastres.

Je ne veux pas retenir la Chambre plus longtemps. J'aurais désiré cependant faire quelques remarques sur les autres points de la politique financière du trésorier; mais j'aurai occasion de le faire plus tard. Cependant, je ne veux pas m'asseoir sans mentionner quelque chose qui me frappe maintenant. Je ne sais trop comment expliquer cela; mais il me semble que le trésorier fait son dernier budget, et cela me rappelle le premier qu'il a soumis à la Chambre.

Quand le trésorier succéda à M. Dunkin en 1869, il crut devoir mentionner à la Chambre que ce dernier avait laissé un déficit dans la caisse de \$54,000, sur les cinq derniers mois de son administration, du 1er juillet au 1er décembre. Que constate-t-on aujourd'hui, d'après les états du trésorier lui-même, mis devant la Chambre? C'est que dans les cinq mois correspondants de l'année dernière, du 1er juillet au 1er décembre 1874, il y a aussi un déficit, mais celui-là est un peu plus élevé que celui laissé par M. Dunkin. Ses états sont là, il n'y a qu'à y référer. Le trésorier nie cela aujourd'hui; mais M. Dunkin niait aussi quand le trésorier actuel lui disait qu'il avait laissé un déficit. Le fait est que le trésorier a un système à lui de tenir ses comptes, où il croit pouvoir faire dire excédent quand il y a déficit. Tout est recettes ordinaires d'après son système. Il fait un emprunt; voilà pour lui une recette ordinaire; il reçoit un dépôt comme dans le cas des \$50,000 de l'échange des Tanneries, sa caisse est augmentée d'autant. De cette façon on peut prétendre, suivant le système, que la recette excède la dépense.

La politique financière du trésorier doit nécessairement commencer à jeter l'alarme. A part le malheureux acte d'emprunt de 4 millions, la caisse ne paraît plus être entourée des soins que l'on avait cru devoir remarquer au début de l'administration ou du trésorier actuel; et le surplus qui s'était élevé à plus de \$500,000 dans les deux ans de l'administration de M. Dunkin, ne s'élève après 5 ans qu'à un million et l'on a vu que pour la dernière année fiscale, l'excédent n'a été que de \$100,000, bien que le trésorier ait reçu du gouvernement fédéral plus de \$200,000 en sus de ce qui devait recevoir, et bien que le commissaire des Travaux publics ait négligé de faire certains travaux pour un montant assez considérable en exécution du vote de la Chambre. Ne doit-on pas s'inquiéter un peu pour l'avenir, si cette politique ne peut être améliorée? Mais voilà une autre chose. Au milieu de ces grandes entreprises pour la construction de chemins que nous voulons favoriser par tous les moyens possibles, le gouvernement croit que nous devons nous engager dès aujourd'hui à construire des édifices pour les départements publics et on propose à la Chambre de voter pour commencer \$100,000. Je suis bien de ceux qui voudraient voir Québec orné de beaux édifices. Mais ne craint-on pas que l'on veuille trop embrasser à la fois? Ne songe-t-on pas qu'en appropriant ce montant considérable, ce qui n'est certainement pas plus que le quart de ce qu'il faudrait pour ces bâtisses, que l'embaras des finances sera plus que considérable, qu'à tout événement nous nous exposons à ne pas pouvoir favoriser certaines compagnies de chemins de fer comme elles devraient l'être?

Je crois que c'est une grande erreur de contracter cette année un aussi grand engagement avant d'avoir bien défini la politique des chemins de fer et d'avoir mieux compris l'état de nos finances.

Le trésorier disait qu'il résignerait du jour où il s'apercevra que les recettes n'excèdent pas les dépenses, ce qui est constaté pour les cinq mois finissant le 1er décembre dernier; mais cette Chambre n'a pas à considérer les dispositions de résignation du trésorier; elle doit examiner froidement la position qui lui est faite par les derniers actes de l'administration sortante et ne pas attendre qu'il soit trop tard.

La Chambre s'ajourne à minuit et quinze.

Séance du 4 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Alexander, la pétition du bureau de commerce de Montréal.

Rapport de comités.:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Bill pour incorporer la compagnie d'assurance Atlantique de Montréal.

Bill pour incorporer "The Windsor Hotel Company of Montreal".

Introduction de bills:

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes 16 Vict., chap. 235, et 23 Vict., chap. 69, concernant la Compagnie des chemins à barrières sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent à Québec.

Accordé.

M. G. OUIMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour séparer du comté de Terrebonne la partie de la paroisse de Sainte-Monique située dans ce comté et pour l'annexer à celui des Deux-Montagnes, pour les fins parlementaires municipales et scolaires.

Accordé.

M. J.W. MCGAUVIRAN (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill incorporer l'Hospice de la maternité de Montréal.

Accordé.

Ville de Saint-Henri

L'ordre du jour pour la reprise des débats sur la question proposée hier:

Que cette Chambre se forme maintenant en comité pour étudier le bill pour donner effet immédiat à la proclamation érigeant la ville de Saint-Henri, et l'objection faite que le bill est un bill privé et n'est pas d'une nature publique, ne pouvant pas comme telle être pris en considération comme bill public, et que les avis requis par la 51^e règle de cette Chambre, concernant les bills privés, n'ont pas été donnés,

étant lu, ladite objection est, du consentement de la Chambre, retirée.

La Chambre, en conséquence, se forme en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. IRVINE (Mégantic): Ce bill passe dans sa présente forme sans protêt de ma part et je veux qu'on ne puisse pas invoquer un si mauvais précédent contre moi plus tard.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Vu les circonstances sous lesquelles ce bill se présente, il est inutile de soulever la question d'ordre pour savoir si c'est réellement un bill privé ou un bill public.

La question est douteuse, mais les graves intérêts en jeu dans la présente mesure doivent nous faire suspendre la question d'ordre.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre 76 des Statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et la chirurgie, et l'étude de l'anatomie en ce qui a rapport à la nomination d'un inspecteur d'anatomie".

Bill intitulé: "Acte concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec".

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers et employés publics" avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Acte pour rendre saisissable
une partie des salaires
des officiers publics

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers et employés publics".

Adopté.

Réregistrateurs

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième

me lecture du bill relatif aux avis et déclarations à être donnés aux registrateurs.
Adopté.

Acte des chemins de fer de Québec 1869

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec 1869.

Ce bill est pour forcer les compagnies de chemin de fer à faire des passages de ferme sur le parcours de leurs lignes. Aujourd'hui ces compagnies n'y sont pas tenues et les cultivateurs qui les feraient seraient coupables de délits.

Le second sujet est de diminuer les frais de convocation des assemblées des actionnaires des compagnies de chemins de fer en diminuant le coût des avis dans les journaux et en les remplaçant par des avis personnels.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): J'ai examiné le présent bill et je crois qu'il doit être renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

M. M. HOUDE (Maskinongé): L'amendement proposé devrait être étendu de manière à rencontrer le cas où une terre serait divisée entre plusieurs héritiers où un seul passage de ferme ne suffirait pas pour une pareille ferme.

La proposition est adoptée.

Assurances mutuelles

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour établir des assurances mutuelles sous le contrôle et la garantie des municipalités.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande que la considération du bill soit remise à demain.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Refuse de remettre son bill.

La proposition est adoptée.

Incorporation des compagnies à fonds social

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social.

Adopté.

Profession médicale

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre 71 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la profession médicale et la vente des médicaments.

Adopté.

Compagnie de chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean

La Chambre reprend les débats sur l'objection rapportée du comité de toute la Chambre, au sujet du bill pour amender les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford, qui sera connue à l'avenir sous le nom de la Compagnie de chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, que le bill contient certaines clauses qui imposent une dette de six cent mille piastres sur la cité de Québec, et dont la corporation de ladite cité n'a pas reçu d'avis suffisants, et que le bill ne peut pas être maintenu plus longtemps, à moins que lesdites clauses ne soient modifiées.

M. L'ORATEUR: Décide que les clauses du bill auxquelles on fait objection peuvent former partie du bill en autant que les avis ont été considérés comme suffisants par la corporation de la cité de Québec.

La Chambre se forme alors en comité pour étudier ledit bill.

En comité:

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Prétend que ceux qui sont à la tête du projet ont voulu tromper le gouvernement en faisant souscrire par la ville de Québec, dans le bill présenté à la Législature, plus d'argent que celle-ci n'en avait souscrit. Dans une motion adoptée dans le comité des chemins de fer, il est dit que l'argent sera voté par les électeurs municipaux de la ville de Québec. Il propose que la motion soit adoptée avec cet amendement. Pour souscrire une pareille somme, il faut que la ville de Québec agisse en toute prudence et sûreté, et se méfie de ceux qui veulent surprendre sa bonne foi. La propriété de Québec est déjà assez hypothéquée par des souscriptions de ce genre.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'étais présent lorsqu'il s'est agi de savoir quels seraient les électeurs qui devaient être appelés à voter pour un règlement autorisant une prise d'actions de la part de la corporation de Québec dans l'entreprise; j'ai dit que ce devait être les propriétaires.

J'ai certainement compris dans le comité des chemins de fer que l'on a résolu que les propriétaires fonciers seuls pourraient voter sur la question de \$500,000 mentionnés dans le bill. Je crois que le député de Chicoutimi devrait amender son bill en ce sens, car la majorité de la Chambre, je crois, est de cette opinion.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Soutient la position du comité et se plaint du langage violent du député de Québec-Ouest à l'égard surtout du député de Chicoutimi (M. Baby).

Il dit qu'une des clauses prévoit que le bill soit présenté aux électeurs municipaux avant

d'être mis en vigueur. Il était entendu que seuls les propriétaires voteraient, comme le veut le code municipal.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Dit qu'il a peut-être usé de paroles peu parlementaires, mais qu'il les croit justes et qu'il est l'ennemi le plus acharné des rings de toute espèce.

M. G. IRVINE (Mégantic): Thought the City of Quebec should have a right to vote upon this bill, provided that proper means were taken to give those who would have to pay for the road the opportunity of saying whether they were willing to do so or not. No doubt the whole mass of the electors of Quebec paid no taxes at all, for even though many, as tenants, might pay taxes, it was in reality the proprietors from whom the money came. He would propose that those words be added to the 16th clause, "which bill shall not have the effect of law until it has been sanctioned by a vote of the majority of the municipal electors entitled to vote for Aldermen, and that said vote and all proceeding therein he had as provided by Chap. 25 of the Consolidated Statutes of Lower Canada.

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Supported the bill in its present shape. He wanted it to be submitted to all the ratepayers of the city, as the proposed road was an enterprise which would immensely benefit all classes of the citizens. He thought the citizens of Quebec should have the same privilege as was accorded to the citizens of Montreal on the occasion of the grant to the Northern Colonization Railway.

M. F. LANGE LIER (Montmagny): Puisqu'ils auront à payer la note, les propriétaires devraient pouvoir décider s'il doit y avoir une subvention ou pas. Il est abominable que les législateurs laissent la masse des électeurs renverser le vote des propriétaires dans une question qui engage la corporation municipale à une subvention importante.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures cinquante.

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour amender les Actes relatifs à la compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford, qui sera connue à l'avenir sous le nom de la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean.

Adopté.

Le comité rapporte qu'il a fait quelque

progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

Annexion à Saint-Victor-de-Tring

M. F.-X. DULAC (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour annexer une partie du canton de Broughton à la paroisse de Saint-Victor-de-Tring.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-X. DULAC (Beauce): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société de bienfaisance mutuelle du Sacré-Coeur-de-Jésus de la ville de Lévis

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la société de bienfaisance mutuelle du Sacré-Coeur-de-Jésus, de la ville de Lévis.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

George Ezékiel Hart

L'HONORABLE J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre George Ezékiel Hart, écuyer, comme l'un de ses membres.

Adopté.

Hôpital général du district de Richelieu

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'Acte pour incorporer l'Hôpital général du district de Richelieu.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Synode de l'Eglise presbytérienne du Canada

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'Acte d'incorporation des directeurs du fonds destiné aux veuves et aux orphelins des ministres du synode de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse, et ses amendements.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Union d'Eglises presbytériennes

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant l'union de certaines Eglises presbytériennes y mentionnées.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Eglise presbytérienne du Canada

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte pour incorporer le bureau d'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Eglise baptiste de Montréal

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Eglise baptiste, de la rue Sainte-Catherine à Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Union Saint-Joseph de Saint-François-de-Sales

M. E. B. EDDY (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la

société appelée l'Union Saint-Joseph de Saint-François-de-Sales.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. B. EDDY (Ottawa): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Eglise méthodiste du Canada

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé "Acte concernant l'Eglise méthodiste du Canada".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

Compagnie canadienne de Pont

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie canadienne de Pont.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Amendements à la charte de la cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la charte de la cité de Montréal, 37 Vict., Chap. 51.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'association chrétienne des jeunes femmes de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je suis obligé de blâmer le gouvernement à propos du chemin de fer du nord. Le rapport fourni à la Chambre est si incomplet qu'on ne peut se former une idée exacte. Je me verrai forcé d'attirer sous peu l'attention de la Chambre sur le rapport en question. Le chemin de fer du nord est considéré par toute la population comme la continuation du Pacifique. Nous ne pouvons attacher trop d'importance au chemin. Nous devons insister pour que l'argent donné par le gouvernement à cet effet soit employé pour les travaux faits. Que chaque piastre soit utilement employée. Ce sont des amis sincères de cette entreprise qui doivent forcer le gouvernement à voir à ce que les travaux soient bien faits. On aura beau essayer de faire croire que je suis opposé à la construction de ce chemin, je ne cesserai pas de protester; je ferai tous mes efforts pour que le chemin soit bien construit et qu'on rende compte de tous les deniers qui y sont dépensés. Je ne crois pas nuire à la construction du chemin en disant que certains travaux sont faits d'une manière défectueuse. M. Light dans son rapport le dit lui-même. On m'a reproché, hier, d'avoir parlé à la légère quand j'ai dit que ce chemin de fer n'est pas de première classe. Eh bien! M. Light lui-même me donne raison. Il prouve dans son rapport ce que j'ai dit hier.

Le rapport donné par l'ingénieur du gouvernement dit qu'il y a eu des négligences, et rien n'indique, dans son rapport, que les travaux de ce chemin soient des travaux qui en feront un chemin de première classe. Les faits sont tels que je les énonce. L'ingénieur dit que ledit chemin, entre Québec et Trois-Rivières, est trop bas et ne pourra jamais empêcher la neige de s'y amonceler. Il dit aussi que, pour les passagers qui vont à travers le terrassement, la maçonnerie n'est pas placée à une assez grande profondeur pour la préserver de la gelée.

Les murs ne sont pas placés assez en terre, à deux pieds au lieu de trois. Une autre objection au mode de construction, c'est que la longueur des ponts, surtout entre Québec et Trois-Rivières, est plus grande qu'il est nécessaire; la même objection s'étend aussi aux terrassements et aux échafaudages. Ce chemin n'est pas un chemin de première classe. Il faut que l'immense quantité d'argent employé pour cette entreprise le soit à propos.

Je n'en dirai pas plus long aujourd'hui. Je n'ai voulu qu'attirer l'attention des députés sur cette question et leur prouver que j'avais raison de parler comme je l'ai fait hier.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Demande au député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) s'il est sous l'impression que le nouveau gouvernement a avancé quelque somme pour l'entreprise du chemin de fer de la rive nord.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répond qu'il n'est pas prêt à répondre immédiatement. Il y a

tant de changements dans le gouvernement qu'il ne pourrait pas répondre au juste à cette question. Il ajoute que l'honorable trésorier doit avoir eu le rapport de M. Light.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): L'honorable député croit que le gouvernement actuel a avancé de l'argent aux contracteurs du chemin de fer du nord.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répond qu'il n'a pas à faire ce soir un cours de droit constitutionnel; que, dans tous les cas, le gouvernement actuel et l'administration qui l'a précédé ont des rapports si intimes entre eux — et, pour s'en convaincre, il ne suffit que de se rappeler que certains membres du gouvernement actuel faisaient partie de l'ancien — que, si le premier est coupable, le second doit nécessairement s'en sentir un peu.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): L'honorable député de Lotbinière paraît sous l'impression que le gouvernement a payé certaines sommes au chemin de fer du nord. Il n'en est rien, et la raison pour quoi le gouvernement n'a pas payé, c'est que le rapport de l'ingénieur n'était pas favorable.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Alors, pourquoi hier, quand on m'a accusé d'agir à la légère, le leader de la Chambre ne m'a-t-il pas défendu?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): L'honorable député a parlé aussi du chemin de fer de colonisation. Le gouvernement actuel a assez de défendre sa position actuelle, sans se rendre responsable de la conduite des gouvernements qui l'ont précédé.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je suis de l'opinion de l'honorable chef de l'Opposition. Les deux compagnies de chemin de fer du nord et de colonisation ont fait avec Montréal et Québec un contrat qu'elles doivent remplir. Lorsque le premier paiement a été fait, nous avons sollicité le gouvernement de nommer un ingénieur pour examiner nos travaux. Quant au second paiement, le gouvernement ne l'a fait qu'après un rapport de l'ingénieur en chef. Je ne connais pas ce rapport.

Dans tous les cas, si l'ingénieur suggère que nous devons modifier nos travaux, nous sommes prêts à nous y soumettre; la compagnie a promis un chemin de fer de première classe, nous le donnerons. Si on nous prouve que nous ne remplissons pas notre promesse, nous sommes décidés à remettre l'octroi que le gouvernement nous accorde. Je demanderai aux députés de cette Chambre, en terminant, de remarquer que les travaux du chemin ne sont pas complétés.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-cinq mille neuf cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante-cinq mille neuf cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas vingt et un mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la police, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'entretien des prisons de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix-huit mille quatre cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure (couvrant les allocations autorisées par les statuts) savoir: éducation supérieure proprement dite, soixante et onze mille piastres; high schools, Québec et Montréal, deux mille quatre cent soixante-dix piastres; compensation en faveur des institutions catholiques pour l'octroi accordé aux high schools, quatre mille neuf cent quarante piastres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles normales,

pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des inspecteurs de l'Education publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour l'année Financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'Ecole des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la faculté médicale, Université McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Ecole de médecine, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'histoire naturelle, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société historique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société de numismatique et d'archéologie, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Ecole de médecine, Bishop's College,

Lennoxville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la société historique et littéraire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institut canadien, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'Académie de musique, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la publication du Naturaliste canadien, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du Conseil des arts et manufactures pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la Chambre d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'achat de machine à casser la pierre, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'immigration et du rapatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1re classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2e classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3e classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme aide pour l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à onze heures.

Séance du 5 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures quinze.

Documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'hôpital Saint-Patrice de Montréal, pour l'année 1874. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Alexander, la pétition du très révérend évêque anglican de Québec, et autres, de la cité de Québec.

Par M. Hearn, la pétition de John Lane, junior et autres possesseurs de bancs dans l'église de Saint-Patrice.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues:

De Absolon Thouin et autres, des paroisses de Répigny et Saint-Sulpice, comté de l'Assomption, demandant que le bill pour annexer l'Isle Vaudry à la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, ne devienne pas loi.

Du conseil municipal du comté de Beauce, demandant des amendements à la loi concernant le paiement des jurés par les municipalités.

De la corporation du Collège de Chambly, demandant de l'aide.

De Joseph Veilleux et autres, de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce, demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Tring.

Rapport de comités:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill du Conseil législatif "Acte pour annexer l'Isle Vaudry, dans la rivière de l'Assomption, à la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, et à l'honneur d'en faire le rapport sans amendement".

Votre comité a aussi examiné le bill pour annexer le municipalité de la paroisse de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, à la municipalité de la paroisse de Longueuil, dans ledit comté de Chambly, et pour toutes fins municipales et scolaires, et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a l'honneur de recommander de plus que le délai pour la réception de rapports sur bills privés soit prolongé jusqu'à vendredi prochain, le 12 février courant. Adopté.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici ce rapport :

Votre comité a examiné la pétition de Joseph D. Molson, ci-devant de Montréal et maintenant de Lennoxville, demandant la passation d'un acte lui donnant droit de vendre un certain immeuble grevé de substitution, et trouve qu'il n'y a pas d'avis de donnés; mais attendu que la pétition est signée par toutes les parties intéressées et que les intérêts des tiers ne devront pas être affectés par l'adoption de la mesure à cet effet, c'est pourquoi votre comité recommande à votre honorable Chambre la suspension de la 51e règle.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances de l'échange de la propriété du gouvernement, située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal.

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'en conformité de l'ordre de votre honorable Chambre, votre comité a dûment assigné Clément-Arthur Dansereau, de la cité de Montréal, copropriétaire du journal la Minerve, à comparaître devant votre comité, mardi, le 26e jour de janvier dernier, à 11 heures de l'avant-midi, étant le jour et l'heure désignés par votre comité pour la comparution dudit Clément-Arthur Dansereau, en lui faisant signifier personnellement un bref de sommation, pour ainsi comparaître, accompagné d'une copie dudit ordre de votre honorable Chambre.

Que, nonobstant, qu'il ait été ainsi dûment sommé, le dit Clément-Arthur Dansereau, ne s'est pas conformé au dit ordre de votre honorable Chambre, en ce qu'il n'a pas répondu à une des questions auxquelles votre honorable Chambre lui avait ordonné de répondre.

Votre comité croit de son devoir de faire rapport de ces faits à votre honorable Chambre.

L'HONORABLE J.-H. BELLEROSSE (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité des dépenses contingentes. Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a nommé un sous-comité pour examiner les rapports des différents officiers de cette Chambre.

Que le sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son examen.

Que votre comité approuve ledit rapport marqué B qui est ci-annexé, et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

B

Votre sous-comité a l'honneur de faire rapport à votre comité:

Qu'il a examiné d'une manière très exacte les rapports de E. Simard, écuyer, assistant-greffier, de L. Simoneau, écuyer, comptable, de C.-J. Ardouin, écuyer, greffier en chef des bureaux, de L. Morel, écuyer, maître de poste, et de Olivier Robitaille, messenger en chef, transmis

par G. M. Muir, écuyer, greffier de cette Chambre, et qu'il les trouve satisfaisants.

Que votre sous-comité doit recommander qu'on devrait, à l'avenir, apporter une plus grande diligence dans la livraison de l'impression du journal de la Chambre, et faire disparaître le retard qui a eu lieu cette année.

Que vu que la recommandation faite l'année dernière par votre sous-comité d'augmenter le nombre de chambres de comités, n'a pas été prise en considération, votre sous-comité croit devoir faire de nouveau, cette année, à votre comité, la même suggestion.

Que votre sous-comité croit aussi devoir suggérer que la chambre actuelle du comité des bills privés est trop petite pour y contenir les intéressés, et recommande que ledit comité soit, à l'avenir, pourvu d'une chambre plus spacieuse.

Que votre sous-comité ne peut terminer son rapport sans dire que l'achat de la papeterie a été fait cette année avec économie, avec goût, et que tous les articles sont de bonne qualité.

Adopté.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour examiner les bills concernant le notariat. Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il est urgent que le bill concernant la profession de notaire soit imprimé immédiatement en anglais et en français, et que votre comité regrette d'avoir à dire qu'une mesure aussi importante ait été retardée si longtemps.

Adopté.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition de Félix Bigaouette et autres, de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, est présentée par M. Langelier.

Il est ordonné que la dite pétition demandant que le bill pour amender l'acte d'incorporation de la municipalité de Saint-Sauveur ne devienne pas loi, soit reçue et lue.

Introduction de bills:

Il est ordonné que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à un bill pour autoriser Joseph Dinham Molson et William Hastings Kerr à vendre une certaine propriété immobilière grevée d'une substitution.

M. W. W. LYNCH (Brome): Demande la permission de présenter ledit bill.
Accordé.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill pour diviser en trois la division d'enregistrement de Montréal.

Accordé.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le code municipal au sujet des chemins d'hiver sur les rivières.

Accordé.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la 10^e section de l'acte concernant le notariat, 33 Victoria, chapitre 28.

Accordé.

L'HONORABLE G.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender et étendre l'article 2175 du code civil concernant le cadastre.

Accordé.

Affaire des Tanneries

L'HONORABLE L.-R. CHURCH (Pontiac): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose que le neuvième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur des faits et circonstances de l'échange de la propriété du gouvernement située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal, soit adopté maintenant.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): S'oppose à l'adoption de ce rapport, parce que le comité dans son rapport à la Chambre déclare que M. Dansereau a refusé de répondre à une des questions qui lui ont été posées, et cependant il n'appert pas, ni par le rapport ni par le témoignage de M. Dansereau, que cette question lui ait été posée.

Si la question ne lui a pas été posée, il n'a pas pu refuser d'y répondre.

L'HONORABLE L.-R. CHURCH (Pontiac): Explique que la question dont il s'agit a été posée à M. Dansereau, qu'il a demandé la permission d'aller à Montréal consulter les personnes intéressées par cette question, disant que si ces personnes consentaient, il répondrait. Le comité lui a accordé cette permission avec l'entente qu'il devait donner une réponse définitive mercredi dernier.

Or, M. Dansereau n'est pas venu se présenter de nouveau devant le comité, lequel a logiquement conclu par là que M. Dansereau refusait de répondre.

Il donne de plus lecture d'une lettre de M. Dansereau dans laquelle il déclare qu'il ne peut pas répondre, et priant le comité de ne point le forcer à répondre à cette question vu que cette réponse pourrait affecter les intérêts privés d'un tiers.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'en cette affaire des Tanneries, il est bien indépendant. Il reproche à M. Church d'avoir lu une lettre que lui, M. Chapleau, lui a remis après la rédaction du rapport du comité. Du

reste, il prétend que le rapport n'est pas exact comme fait, qu'il ne donne pas toute la vérité.

Il suffit pour s'en convaincre de savoir, et c'est un des membres du comité qui l'a déclaré, que le témoin, M. Dansereau, a reçu permission de s'absenter. Le comité perd par là même le droit de forcer le témoin à répondre maintenant.

Il dit que le rapport est inexact en ce que le comité avait reçu ordre de la Chambre de poser les cinq questions à M. Dansereau et d'exiger de lui un oui ou un non. Qui a permis au comité de faire des compromis avec celui-ci ou celui-là? La Chambre lui a ordonné de poser cette question, pourquoi ne l'a-t-il pas posée? S'il n'a pas voulu poser cette question, s'il a négligé de la poser, il aurait dû dire à cette Chambre pourquoi il ne l'a pas posée. La Chambre ne savait pas que le comité avait permis à M. Dansereau d'aller à Montréal et de consulter ses amis avant de répondre. La Chambre vient d'apprendre cela de la bouche de l'honorable M. le procureur-général. Pourquoi le comité ne l'a-t-il pas dit dans ce rapport que l'on veut que la Chambre adopte? Lorsque cette affaire viendra devant les tribunaux, on sera étonné de voir la manière irrégulière dont le comité a procédé.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Veut tirer du fait que toutes les procédures n'ont pas été suivies très rigoureusement un argument en faveur de M. Dansereau. Je ne partage pas l'opinion de M. Chapleau quand il dit que le comité a perdu son droit de poser la question, parce qu'il a laissé partir le témoin. Si je me rappelle bien c'était à la fin d'une séance du comité. Si on prend cette raison, nous serons obligés de donner tous les faits; et alors, on saura que si le comité a donné permission au témoin de s'absenter, c'est qu'il avait promis de revenir devant le comité.

Le témoignage de M. Dansereau n'était pas clos, le président du comité ne l'ayant pas encore reconnu, le comité pouvait permettre au témoin de s'absenter.

L'honorable M. Chapleau dit que le rapport est faux; en disant "faux" il n'entend pas dire que le rapport est un mensonge, mais légalement le rapport est faux puisqu'il constate une chose qui n'est pas prouvée. Le rapport dit que M. Dansereau a refusé de se rendre aux ordres de la Chambre en refusant de répondre. Mais il n'appert ni par le rapport ni par le témoignage que cette question lui ait jamais été posée.

L'honorable M. Chapleau dit que tout ce qu'il faut pour le moment c'est que la Chambre approuve le rapport du comité. Le comité soumet un rapport disant que telle chose est arrivée, et le comité demande l'adoption de ce rapport. Si la Chambre a confiance dans son comité elle l'adoptera.

Si l'honorable M. Chapleau veut trouver une majorité des députés de cette Chambre pour le soutenir, la position qu'il a prise sera justifiable.

Tant que la déposition n'est pas signée par le témoin et reconnue par le président du comité, elle n'a aucune valeur légale. En ce moment la Chambre n'a qu'à se prononcer sur le rapport. Le comité déclare que telle chose est vraie, le comité déclare que M. Dansereau a refusé de répondre à une des questions qui lui ont été posées.

Maintenant, il s'agit tout simplement de savoir si la Chambre a foi dans son comité; c'est une question de véracité, ni plus ni moins.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): On dit que M. Dansereau a refusé de répondre à une des questions, mais comment peut-on savoir qu'il n'a pas répondu pour la bonne raison que le comité ne lui a pas posé la question?

Le rapport ne le dit pas, le témoignage de M. Dansereau ne le dit pas non plus.

L'HONORABLE H.-G. MAILHOT (Trois-Rivières): Qu'avons-nous pour nous guider dans cette question? C'est le rapport du comité. Personne n'ira s'imaginer que ce rapport est faux. Il ne peut y avoir aucun doute là-dessus; on doit le croire, tenir ce qu'il nous a donné pour vrai.

La seule question est de savoir si la Chambre va adopter le rapport oui ou non. On ne saurait révoquer en doute de véracité du comité.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je remercie l'honorable leader de contredire son collègue; ceci arrive du reste dans les meilleures familles.

Cette prétention de l'honorable leader est assez curieuse. Il s'agit ici d'une question de privilège, tous les papiers mentionnés dans le rapport ne sont pas devant la Chambre et si l'honorable procureur général présente l'adoption immédiate de son rapport, je ferai motion pour que la déposition de M. Dansereau soit mise devant la Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La première fois que nous sommes venus devant la Chambre pour demander plus amples pouvoirs, on nous a demandé d'avoir tous les témoignages; la Chambre a ordonné au comité de forcer les témoins à répondre.

La Chambre a ordonné au comité de poser certaines questions au témoin Dansereau. Le comité devrait par conséquent faire rapport à cette Chambre. Ce rapport est maintenant devant la Chambre et constate que le témoin Dansereau a refusé de répondre à une question qui lui a été posée.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Mais cette question, vous ne la lui avez pas posée!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Oui, nous l'avons posée.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Cela n'appert pas.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Cela appert puisque dans son rapport le comité déclare que M. Dansereau a refusé de répondre à une des questions.

Nous ne sommes pas obligés de dire: Nous avons posé telles questions et le témoin a refusé de répondre. Il suffit, pour la Chambre, que le comité l'avertisse que tel témoin résiste aux ordres du comité. Je me rappelle fort bien les espèces de menaces faites par M. Ouimet et autres, pour transgresser une loi présentée par lui, du temps qu'il était au pouvoir, pourtant. Quand nous sommes venus devant la Chambre, c'était pour faire décider si les questions posées étaient pertinentes. Nous avons posé la question concernant les \$17,000 à M. Dansereau, et c'est à la demande du député de Terrebonne que nous avons permis à M. Dansereau d'aller consulter ses amis, pour obtenir la permission des intéressés de répondre.

Du jour où la Chambre a ordonné à certains témoins de répondre à certaines questions, on ne peut plus soulever de questions sur la pertinence de ces questions auxquelles cette Chambre lui a ordonné, de répondre. Il ne reste donc plus à cette Chambre que de faire respecter son ordre d'adopter le présent rapport et citer M. Dansereau à la barre de cette Chambre pour le forcer à répondre. Le comité a retardé plusieurs jours pour faire ce rapport et dans le cas actuel on ne peut nous reprocher d'avoir été tyranniques mais plutôt d'avoir été trop complaisants.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): On m'a reproché d'avoir voulu entraver la marche du comité et de conspirer contre la dignité de la Chambre. Je nie cet avancé. Tout ce que j'ai dit, c'est que la Chambre devrait être prudente sur les présentes motions parce que les témoins intéressés ne se laisseraient pas emprisonner sans faire décider la légalité de leur arrestation par les tribunaux.

L'honorable député a prononcé trois mots dans son discours: conspiration, trahison et menaces. Je nie les trois accusations; car je n'ai jamais parlé de menaces, ce n'était pas mon droit du reste. Je ne parle ici qu'avec un grand désavantage; mais il est des circonstances où le silence n'est plus possible. J'ai suivi l'enquête instant par instant. On n'a pas entendu de ma part une plainte. Quand on voit pourtant qu'une personne va être privée de sa liberté, on doit raisonnablement croire qu'elle fera tout en son possible pour trouver les moyens légitimes de se préserver. Je n'ai pas à donner mon opinion ici.

Au lieu de trahir la Chambre comme l'a dit le député de Lotbinière, n'a-t-il pas fait son devoir envers la Chambre en faisant remarquer ce qu'il croit une irrégularité qui pourrait causer plus tard de graves embarras à la Chambre? Il est d'opinion que les trois quarts des faits prouvés devant le comité n'auraient pas dû être prouvés. Au lieu de nous accuser de trahison et

de conspiration, ne serait-il pas mieux d'examiner si réellement il y a irrégularité? Le rapport dit que M. Dansereau a refusé de répondre à cinq questions. Si les officiers en loi de la couronne sont prêts à déclarer que le témoin était tenu à se présenter devant le comité et de répondre sans être questionné, s'ils sont prêts à déclarer cela, et si cette prétention est fondée, alors le témoin est certainement en mépris de la Chambre. Mais si cette prétention n'est pas fondée, le comité aurait dû spécifier la question à laquelle le témoin a refusé de répondre.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): L'estime que le député de Lotbinière a pour lui-même ne m'empêchera pas de rejeter avec indignation l'accusation qu'il a portée contre moi de conspirer contre la dignité de la Chambre.

Serais-je accusé de trahison parce que je veux agir sans précipitation, parce que je ne veux pas exposer la Chambre aux reproches et à la censure? J'ai toujours défendu les immunités de la Chambre.

Je lirai au député de Lotbinière des extraits des procédés du Parlement anglais, qui démontrent que même dans la Chambre des Lords, il peut discuter des questions de privilèges sans être traité de conspirateur, et même qualifier les actes de cette Chambre assez vivement. (Il lit des extraits du rapport d'un discours de Lord Brigham dans la Chambre des Lords.)

La Chambre des Pairs n'a pas même le droit de forcer un citoyen à produire un document privé. On cite des précédents, mais le même auteur a dit que les précédents parlementaires ne font pas loi, et qu'ils peuvent être souvent très dangereux. Cette enquête l'intéresse fort peu, et rien ne l'empêchera d'exprimer son opinion.

J'ai voulu qu'on discute sérieusement la question de privilège qui s'élève actuellement, et qu'on ne la décide pas à la légère. C'était là le seul but de mes remarques, et je regrette tout autre motif que l'on m'impute.

L'HONORABLE L.-R. CHURCH (Pontiac): Dit que l'on est sorti de la question. Il ne demande à la Chambre d'entraver la liberté de personne. Tout ce qu'il demande à la Chambre maintenant, c'est qu'elle adopte le rapport du comité. Quand il présentera une motion pour faire venir M. Dansereau à la barre de la Chambre, ce sera alors le temps de parler comme l'ont fait les députés des Deux-Montagnes et de Terrebonne.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Fait quelques remarques.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande au procureur général si la Chambre doit s'occuper oui ou non du témoignage de M. Dansereau.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Répond négativement.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Fait quelques remarques.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): La question de privilège ne s'élève pas actuellement. Je ne demande que le concours de la Chambre dans le rapport du comité. La question de privilège s'élèvera ensuite, quand je ferai motion pour que M. Dansereau soit cité à la barre de cette Chambre.

Et la question étant mise aux voix que cette Chambre concourt dans ledit rapport, elle est résolue dans l'affirmative.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose que M. l'Orateur émette son mandat au sergent d'armes de cette Chambre, lui enjoignant de prendre sous sa garde Clément-Arthur Dansereau, copropriétaire du journal la Minerve, pour avoir désobéi à l'ordre de cette Chambre, en date du 21 janvier dernier.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Fait remarquer que peut-être cette motion serait difficilement mise à exécution, vu qu'il pouvait se faire que le sergent d'armes fût mis sous garde lui-même.

A six heures, l'Assemblée suspend ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures quarante

Eglise presbytérienne du Canada

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation des directeurs du fonds destiné aux veuves et aux orphelins des ministres du synode de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse, et ses amendements.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant l'union de certaines Eglises presbytériennes y mentionnées.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer le bureau d'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford, qui sera connue à l'avenir sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean".

Adopté.

En comité :

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Ayant appris du député de Québec-Centre que le conseil de ville veut que la résolution votant les \$350,000 soit laissée à la décision des propriétaires fonciers, il est prêt à accepter un amendement en ce sens. Mais il désire qu'on ne mette plus d'entraves ni de délais à la passation de ce bill.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Le conseil de ville veut introduire dans le bill qui est devant la Chambre une clause l'autorisant à voter les \$350,000 en question et il sait que c'est le vrai moyen de faire la chose.

Le comité fait rapport du bill avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

Il est ordonné que le bill soit lu la troisième fois lundi prochain.

Compagnie d'assurance Atlantique

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie d'assurance Atlantique.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de l'hôtel Windsor

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie de l'hôtel Windsor.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de la maison d'opéra Victoria

M. G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie de la maison d'opéra Victoria.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Annexion au canton de Grantham

M. W. J. WATTS (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour annexer une partie du canton d'Upton au canton de Grantham.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Institut national des beaux-arts, sciences,
arts et métiers et industries

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Institut national des beaux-arts, sciences, arts et métiers et industries.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport audit bill.

Hospice de la maternité de Montréal

M. J.W. MCGAUVIRAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Hospice de la maternité de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport audit bill.

Affaire des Tanneries

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée aujourd'hui, que M. l'Orateur émette son mandat au sergent d'armes de cette Chambre, lui enjoignant de prendre sous sa garde Clément-Arthur Dansereau, de la cité de Montréal, copropriétaire du journal la Minerve, pour avoir désobéi à l'ordre de cette Chambre, en date du vingt et un janvier dernier.

Et la question étant de nouveau proposée.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Appuyé par le député de Deux-Montagnes (M. G. Ouimet), propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "il soit enjoint au greffier du comité chargé de s'enquérir des faits qui se rapportent à l'échange de la propriété des Tanneries de produire devant cette Chambre les notes du témoignage dudit Arthur-Clément Dansereau, en réponse aux questions auxquelles il lui était enjoint de répondre en vertu de l'ordre de cette Chambre, en date du 22 janvier 1875", soient mis à la place.

En présentant cette motion, je désire faire remarquer que la motion de l'honorable M. Church a pour but de faire arrêter un témoin qui a comparu devant le comité d'enquête. Ce témoin a répondu à ce qu'on lui demandait, il s'est rendu à l'ordre de la Chambre. De quelle manière, maintenant, y a-t-il répondu? Nous ne le savons pas le moins du monde. Bien plus, si la motion est adoptée, ceux qui auront voté pour son arrestation n'auront pas su ce qu'il a répondu. Il regrette véritablement que, dans le rapport du comité, on ait mentionné qu'il n'ait pas répondu à une des questions. Le témoin s'est conformé à l'ordre qu'il a reçu. Avant de faire venir ici le récalcitrant, je voudrais donc que les papiers en question fussent remis devant cette Chambre. La lettre que j'ai passée à l'honorable M. Church cet après-midi ne dit pas que le témoin ne veut pas répondre. Si le comité dit qu'il y a des notes devant le comité, ces notes doivent être placées devant cette Chambre avant que M. Dansereau soit arrêté.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): La déposition de M. Dansereau n'a pas été lue par lui-même, n'est pas signée par moi et n'est d'aucune valeur légale. Alors, à quoi bon suspendre ma motion pour produire un pareil papier devant la Chambre.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je demande à M. le Président du comité s'il y a eu un témoignage de M. Dansereau de rendu devant le comité.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Répond affirmativement. Mais les questions qui ont été faites et les réponses ne sont pas revêtues d'un caractère officiel.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai posé une question, avant six heures, aux membres du comité. On m'a répondu que M. Dansereau n'avait pas répondu à une des cinq questions. Si le témoin a répondu à quatre des questions, en vertu de quel droit, je le demande, peut-on refuser d'exposer ces réponses?

Pourquoi refuse-t-on à cette Chambre de faire mettre ces réponses devant la Chambre?

Je suppose que la motion de l'honorable M. Church est adoptée.

Le warrant que vous émanez alors comptera que, sans aucun document devant cette Chambre, vous le faites arrêter sans lui dire pourquoi vous le faites arrêter.

Y aura-t-il, dans ce warrant, un corpus delicti? Ce n'est pas un délit que de ne pas répondre à une question.

Je le répète, quelle objection y a-t-il à produire ces documents?

Il n'y a absolument rien dans les statuts qui puisse autoriser à agir de la sorte. Il me semble que nous devrions avoir le document devant nous, afin qu'il serve plus tard lorsque cette affaire viendra devant les tribunaux.

Il n'y a donc pas de délit, tel que le comporte la motion principale.

On aurait donc tort d'adopter la motion principale.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Beauchesne, Chapleau, Duguay, Gendron, Lalonde, Laroche, Mailloux, Oumet et Picard 10

Contre: MM. Alexander, Angers (Sol. gén.), Baby, Bachand, Bellerose, Bellingham, Bisson, Brigham, Cameron, Chauveau, Church (proc. gén.), Daigle, David, Dorion, Dulac, Esinhart, Gagnon, Garneau, Hearn, Houde, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, LaRocque, LaRue, Lavallée, Locke, Lynch, Malhiot, Marchand, Martin, McGauvran, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Peltier (L'Assomption), Rinfret dit Malouin, Robert, Robertson, Sawyer, Sylvestre, Trudel, Valin, Verreault et Watts 47.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que M. l'Orateur émette son mandat au sergent d'armes de cette Chambre, lui enjoignant de

prendre sous sa garde Clément-Arthur Dansereau, de la cité de Montréal, copropriétaire du journal La Minerve, pour avoir désobéi à l'ordre de cette Chambre, en date du 21 de janvier dernier, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Fait part à la Chambre de plusieurs résolutions relatives aux chemins de fer. Les voici:

1. Qu'il est à propos, dans l'intérêt et pour le plus grand avantage des habitants de la province de Québec, d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder un subside additionnel de \$15.00 par mille à chacune des compagnies de chemins de fer suivantes:

1. Le chemin de fer de Québec au Lac-Saint-Jean, n'excédant pas une longueur de 150 milles;

2. Le chemin de fer International de Saint-François et Mégantic, n'excédant pas une longueur de 80 milles;

3. Le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, n'excédant pas 180 milles;

4. Le chemin de fer de Lévis et Kennébec, n'excédant pas 80 milles;

5. Le chemin de fer de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et de Kennébec, n'excédant pas 100 milles;

6. Le chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska, n'excédant pas 100 milles;

7. Le chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, (pour la ligne d'embranchement de Saint-Jérôme), n'excédant pas 151 milles.

2. Que le subside mentionné dans la résolution précédente soit payé de la même manière que l'aide provinciale accordée par l'acte pour aider les chemins de fer de Québec de 1874, sauf en ce qu'il pourra être payable par chaque dix milles ou plus de chemins complets, continus et non interrompus.

3. Que la Compagnie du chemin de fer de la frontière de Québec et celle du chemin de fer de la vallée des Rivières Missisquoi et Noire, qui avaient droit au subside en argent, en vertu de l'acte pour aider les chemins de fer de Québec de 1874, continuent d'avoir droit à ce subside jusqu'au premier de février 1876, pourvu que ces compagnies aient fait et complété à cette date au moins 10 milles continus et non interrompus de chemin avec rails en fer ou en acier, et que le paiement de ce subside pourra être fait par chaque 10 milles ou plus de chemin ainsi faits et complétés.

4. Que les compagnies de chemins de fer qui n'ont droit, en vertu de l'acte pour aider les chemins de fer Québec de 1874, à un subside qu'après avoir fait et complété vingt-cinq milles de chemin continu et non interrompu, auront droit à ce subside par chaque dix milles de chemin ainsi faits et complétés.

5. Que nonobstant toute disposition contraire toute compagnie qui a droit aux subsides, en

vertu des présentes résolutions ou de l'acte pour aider les chemins de fer de Québec de 1874, aura droit de recevoir en acompte de subside ainsi accordé une somme de \$75 par mille pour aider cette compagnie à localiser son chemin, mais seulement après que les arpentages, plans et profils de ce chemin auront été déposés au département de l'Agriculture et des Travaux publics.

6. Que, attendu qu'il est de la plus grande importance pour cette province d'assurer la jonction du chemin de fer du Pacifique avec les chemins de fer de la rive nord du fleuve Saint-Laurent et de la rivière Ottawa, il est à propos d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder une somme de \$30,000 pour aider à la construction du pont qui devra réunir dans le comté de Pontiac les chemins de la rive nord du fleuve Saint-Laurent et de la rivière Ottawa au chemin de fer du Pacifique.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Je désire rappeler au trésorier que la compagnie de Missisquoi semble avoir été oubliée. Ce chemin a déjà 30 milles de complétés. Ce qui doit faire présumer que la compagnie achèvera toute la ligne. Je ne demande pas pour la compagnie des faveurs, je n'ai pas le droit d'en demander au gouvernement. Il est vrai de dire que j'ai voté avec lui ce soir, mais ce n'est pas ma faute et on me rendra cette justice que je ne suis pas coutumier du fait. Quoi qu'il en soit, l'honorable trésorier pourra se convaincre par le rapport de cette compagnie qu'elle mérite certainement un peu d'encouragement.

M. W. W. LYNCH (Brome): Les avancés et la description que vient de donner le trésorier en réponse à M. Laframboise, quant au chemin de fer de Missisquoi, montrent qu'il est mal avancé. Les travaux n'ont pas été faits d'une manière continue sur ce chemin par rapport à la conformation du terrain mais on aurait pu débayer le chemin à chaque extrémité par 10 à 15 milles à beaucoup moins de frais. Ce chemin s'est conformé aux conditions de la loi malgré ce que dit l'honorable trésorier et le rapport de l'ingénieur du gouvernement le démontrera. Il y a le chemin de fer du Sud-Est qui se relie aux lignes américaines, qui est très important et qui n'est cependant pas mentionné dans ces résolutions.

L'honorable trésorier nous en donnera sans doute de bonnes raisons, mais je dois protester devant cette Chambre contre l'injustice faite aux gens chez qui ce chemin passe. On en trouvera le secret en demandant quels sont les députés intéressés dans les différents chemins de fer, et on verra que ce sont ceux-là qui sont favorisés. J'avertis le gouvernement que je trouve sa conduite injuste sur ses résolutions, et que je me propose d'agir en conséquence à une phase subséquente de ces résolutions.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmo-

rency): On a avancé que la politique du gouvernement sur les chemins de fer est une politique arriérée. C'est là un avancé aussi faux qu'injurieux. Il est impossible de ne pas admettre que la compagnie de Lévis à Kennébec ne soit une des plus importantes de la province.

La politique du gouvernement, cette année, politique améliorée, je le prétends, quoi qu'on en dise, est d'encourager les compagnies qui commencent; ce sont celles-là qui ont le plus de besoin.

On dit que la compagnie du Sud-Est est traitée d'une manière injuste. Je vais prouver que, d'après la loi, cette compagnie n'a pas le droit de demander des secours d'argent. Cette compagnie n'a fait qu'un bout de chemin ici et là, et d'après le rapport de l'ingénieur du gouvernement, on se convaincra que j'ai raison.

On nous accuse de ne favoriser que nos amis politiques. Je proteste contre un tel avancé, car je serais fort en peine de nommer quels peuvent être les députés de cette Chambre qui ont des intérêts dans ces compagnies.

Quand la province est venue à l'aide des chemins de fer, ce n'était pas pour aider les chemins de fer construits, mais pour aider ceux qui débutent.

Il passe en revue les différentes compagnies mentionnées comme recevant un octroi du gouvernement, et essaie de justifier la politique du gouvernement.

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Fait quelques remarques.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Appuyé par le député des Trois-Rivières (l'honorable H.-G. Malhiot), propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant l'octroi d'une aide additionnelle à certaines compagnies de chemins de fer.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant proposée, que la Chambre se forme en ledit comité.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Explique longuement l'objet de ces résolutions. Elles sont faites dans le but de donner \$1,500 de plus par mille aux compagnies de chemins de fer. Le chemin du Lac Saint-Jean a abandonné un octroi de terres pour accepter les \$1,500 qu'on lui accordera par ces résolutions. Plusieurs autres compagnies de chemins se trouvent dans les mêmes conditions, ainsi qu'il est dit dans les résolutions. L'Orateur explique ensuite les résolutions les unes après les autres. J'espère que la Chambre s'empressera de reconnaître le bien qu'elles sont appelées à produire pour nos compagnies de chemins de fer.

M. G. IRVINE (Mégantic): Les présentes résolutions de l'honorable trésorier me surprennent. Sans doute il ne pouvait contenter tout le monde, mais enfin les sommes promises par l'ancien gouvernement auraient dû être données par celui-ci, quoiqu'un nouveau gouvernement comporte très souvent un changement de politique. Le chemin de Lévis à Kennébec a toujours été bien encouragé par cette Chambre et le sera encore; mais enfin le chemin de fer du nord est aussi digne d'attention, mérite encouragement et est pourtant bien négligé. Il en est de même de plusieurs autres chemins. Il n'est pas toujours bon de n'accorder des subsides qu'aux chemins qui n'ont que 22 milles de chemin de faits. Cela cause souvent des injustices regrettables.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Nous avons amélioré la politique de l'administration qui nous a précédés et les présentes résolutions ont pour but d'encourager et aider les chemins qui commencent. Le chemin de Missisquoi n'a pas rempli ses conditions et la section 8 de l'acte des chemins de fer le démontre: car cette compagnie a fait il milles de nivellement, mais ne les a pas faits conformément à la loi; car ils ne sont pas faits d'une manière continue comme le veut la loi. Les raisons qui ont présidé à notre politique de chemins de fer, cette année, sont celles-ci: subventionnons les chemins les plus utiles et quand ceux-ci auront enrichi le pays, on en subventionnera d'autres. L'année dernière, le chemin de Missisquoi n'a reçu que \$1,000 et on ne s'est plus plaint. Les chemins qui vont recevoir une aide additionnelle sont les chemins qui doivent enrichir la province et pas les particuliers. Voilà pourquoi le premier chemin sur la liste est le chemin du Lac Saint-Jean qui, construit, doublera le prix des terres de la Couronne, et c'est l'idée qui a présidé aux subsides qu'on a proposés pour chaque chemin.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Le gouvernement prend une grave responsabilité quand il permet à son trésorier d'informer la Chambre et le pays qu'il va engager le pays jusqu'à un montant de près de \$6,000,000.

L'honorable solliciteur-général dit qu'on a subventionné les chemins qui doivent enrichir le pays. Eh bien! on a mal choisi et on a eu tort de négliger le chemin du nord et plusieurs autres qui forment partie d'une ligne qui, une fois complétée, nous amènera le commerce de l'ouest, bienfait immense.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Trouve que le chemin de fer du Côteau et de l'Outaouais a été négligé.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): C'est un chemin dont bénéficiera la province de l'Ontario et qu'on ne doit point encourager.

Le député d'Argenteuil veut nous relier à

l'Ouest; mais ce qui est encore plus important, c'est de relier toutes les parties du pays les unes avec les autres et encourager les chemins qui nous donneront ce résultat.

Nos moyens sont minimes et les subsides que nous proposons s'en ressentent. Il ne faut pas considérer ces résolutions à un point de vue local ou partisan, mais à un point de vue national, provincial, et on verra alors que ce que propose le gouvernement est un plan sage, propre à faire bénéficier la province, et est réellement national.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): J'ai été agréablement surpris de voir l'octroi accordé à un chemin dans lequel je suis intéressé. Nous ne l'avions pas demandé, mais nous l'acceptons avec reconnaissance.

M. V. ROBERT (Rouville): Croit que le chemin du Côteau Landing aurait dû être subventionné.

Je suis surpris de voir que par ces résolutions l'on n'a rien donné au chemin de fer de Montréal et Chambly, qui traverse le comté de Rouville. D'un autre côté, je remercie le gouvernement de l'octroi qu'il accorde au chemin de Yamaska.

En vérité, j'aurais été heureux si le chemin de Chambly avait reçu le même octroi que ce dernier chemin de fer. J'en suis d'autant plus étonné que j'ai toujours compris que ces deux lignes étaient d'une importance égale pour le pays et par conséquent méritaient le même encouragement.

M. Beaubien a déclaré qu'il était surpris de voir dans ces résolutions un subside qu'il n'a pas demandé pour le chemin de fer de colonisation du nord; pour ma part ma surprise n'a pas été moins grande de voir que le gouvernement n'avait rien accordé au chemin de fer de Montréal et Chambly. Je termine ces quelques remarques en sollicitant du gouvernement, pour le chemin de fer de Montréal et Chambly, un octroi semblable à celui qu'il a accordé aux autres compagnies. Je dois ajouter aussi que je regrette beaucoup de voir qu'aucune de ces lignes ne passe à Saint-Césaire, l'une des plus grandes paroisses du comté et l'une des plus riches.

M. W. SAWYER (Compton): Félicite le gouvernement de ses résolutions.

M. R. S. DE BEAUJEU (Soulanges): Parle en faveur du chemin du Côteau Landing.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je félicite le gouvernement des progrès de la législation actuelle. Il y a progrès sur la politique de l'année dernière. Le député d'Argenteuil a dit que la province s'endetterait de \$6,000,000 par cette solution, mais la province peut s'endetter de quelques millions dans un si bon but; car chaque montant que la province dépense dans

ce but sera décuplé, si on agit sagement. Dans la paroisse de Saint-Jérôme qui forme partie de mon comté, les propriétés ont doublé de valeur par un simple embranchement qui y a été construit. L'année dernière, on exigeait 25 milles de chemin complétés pour avoir droit à un subside; cette année on a réduit cette distance à 10 milles, et par là on a agi de manière à encourager tous les chemins. Je félicite le gouvernement des subsides accordés au chemin de fer de colonisation du nord et cette ligne qui doit nous amener le commerce de l'Ouest. Je crois qu'il était inutile de mettre dans ces résolutions la longueur absolue des chemins que le gouvernement se propose de subventionner.

Le gouvernement devrait supprimer ces chiffres qui pourraient nuire aux compagnies dans la négociation de leurs bons.

M. Chapleau blâme le gouvernement d'avoir limité la longueur de l'embranchement de Saint-Jérôme. Le chemin des Laurentides était subventionné l'année dernière pour 13 1/2 milles, à \$2,500 par mille. Le gouvernement croit que ce chemin y a encore droit cette année; c'est une erreur. Le contrat de ce chemin est donné, les lisses sont achetées, le terrassement est fait sur une distance considérable et tout cela sur la foi du gouvernement, promettant un octroi. J'espère donc qu'on y remédiera et que l'on fera cet octroi, car le chemin des Laurentides ne se trouve pas compris dans les subsides promis du chemin de Saint-Jérôme. A part ces remarques, je félicite le gouvernement de sa politique.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Nous avons attendu ces résolutions longtemps, et je regrette de ne pouvoir mêler ma voix au concert d'éloges que l'on vient de faire. Les chemins dont on augmente l'octroi de \$2,500 sont les chemins du lac Saint-Jean, celui de Mégantic et celui de la Baie des Chaleurs et ce dernier est le plus subventionné.

Il y a un chemin d'une grande importance qui n'est même pas mentionné, c'est le chemin de la Rivière-du-Loup au Nouveau-Brunswick.

Chaque fois qu'un gouvernement subventionne une compagnie de chemins de fer, il doit se demander si le chemin sera profitable à toute la province. Le chemin de fer de l'Intercolonial fait un grand détour auquel nous avons consenti pour donner avantage à la Gaspésie; ne serait-il pas plus juste de dépenser nos deniers aux différentes compagnies pour contrat dans la province et qui font partie d'un plus grand réseau?

Je crois en avoir dit assez pour démontrer que ces résolutions ne sont pas ce qu'elles devraient être.

Et la question étant de nouveau proposée que cette Chambre se forme maintenant en ledit comité:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Montmagny (M. F. Langelier), propose, sous forme d'amendement, que tous les

mots après "Chambre" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "tout en voulant aider autant que le permettent les ressources de la province la construction des chemins de fer, est d'opinion que la politique énoncée dans lesdites résolutions est injuste, et qu'elle ne promet pas ces résultats proportionnés à la grandeur des sacrifices que la province est appelée à faire", soient mis à la place.

M. P. FORTIN (Gaspé): Je croirais manquer à mon devoir comme représentant d'une partie de la Gaspésie si je ne répondais pas à l'honorable député (M. Joly) qui vient de parler contre les résolutions de l'honorable trésorier concernant les chemins de fer et qui s'est attaqué de préférence au chemin de fer projeté de la Baie des Chaleurs. J'avoue que la conduite de l'honorable député m'étonne dans cette occasion, car l'année dernière il paraissait tout à fait en faveur des chemins de fer.

Par ces résolutions, il est accordé un subside additionnel de \$1,500 par mille au chemin de la Baie des Chaleurs ainsi qu'aux autres chemins mentionnés dans ces résolutions.

Mais avant d'entrer dans le vif de la question, je crois devoir appuyer sur un incident soulevé au sujet du chemin de fer Intercolonial.

L'honorable député semble nous faire un reproche de ce que la Gaspésie reçoit quelques avantages de l'adoption du tracé Robinson, et il dit que le chemin de fer a fait un grand détour pour suivre ce tracé, et auquel il a donné un concours, pour donner avantage à la Gaspésie, et que cela a occasionné un surcroît de dépenses. C'est là aussi l'opinion bien prononcée du chef politique de l'honorable député à Ottawa, l'honorable M. Mackenzie, qui, après s'être déclaré tout à fait en faveur du tracé Robinson en 1866 et l'avoir dit dans son discours sur la Confédération, et après avoir entretenu la même opinion en 1868, a fait tout à coup volte-face, et se déclare en faveur du tracé du Sud, sans doute pour embarrasser le gouvernement et empêcher la province de Québec des avantages que leur procure le tracé Robinson. M. Mackenzie, en agissant ainsi, ne faisait que jouer son rôle ordinaire, c'est-à-dire de s'opposer à toute amélioration qui peut avantager la province de Québec.

Maintenant, quels sont les avantages que le tracé Robinson, adopté pour le chemin Intercolonial, procure à la Gaspésie et qu'on semble nous reprocher?

L'on sait que ce chemin passe à travers le tiers à peu près du comté de Bonaventure.

Quant au comté de Gaspé, ce chemin passe à pas moins de 120 milles de l'extrémité de ce comté la plus rapprochée et à plus de 200 milles du centre. Sont-ce là de très grands avantages?

Maintenant, je vais dire les raisons pour lesquelles le tracé Robinson a été adopté; c'est que, au dire des ingénieurs les plus compétents, il était le seul praticable, quoiqu'un peu plus long que les deux autres tracés.

L'on sait que dans cette contrée, les chaînes

de montagnes courent de l'est à l'ouest. Comme le chemin court du nord au sud, il aurait eu à traverser de quatre à cinq de ces chafnes à angle droit, ce qui a été considéré presque comme impossible. Et pour obtenir ce tracé Robinson, quel effort n'a-t-il pas fallu faire pour lutter contre le mauvais vouloir du Parti libéral de l'Ontario?

Mes collègues de la Gaspésie et moi avons lutté pendant plus d'une session pour obtenir ce résultat et cette honorable Chambre nous a accordé son puissant concours et a signé à l'unanimité une pétition en faveur de ce tracé.

Maintenant, j'en reviens à la question et je dirai que l'honorable député semble avoir choisi de préférence le chemin de fer de la Baie des Chaleurs comme l'objet de ses attaques, parce que ce chemin est pour ainsi dire dans une contrée éloignée et peu connue généralement; il espérait peut-être en avoir ainsi à meilleur marché. L'honorable député nous a dit que c'était un chemin local et qui aboutissait à un petit village qui n'avait que peu d'importance.

Mais, qu'est-ce que le chemin de la Baie des Chaleurs?

C'est un chemin qui, se liant au chemin de fer Intercolonial, à Campbellton, à l'entrée de la rivière Restigouche, traversera en se dirigeant vers l'est une partie du comté de Bonaventure, pour pénétrer dans le comté de Gaspé et ira aboutir au Bassin de Gaspé, port de mer, comme l'on sait, qui n'a pas de supérieur dans toute l'Amérique du Nord et le centre d'un commerce de poisson considérable. Ce chemin ira donner la vie à une population d'au-delà de 3,000 âmes, et servira à développer la colonisation dans cette vaste contrée encore en partie inculte, et les immenses ressources que lui fournissent les forêts et ses pêcheries.

Est-ce là un chemin local et sans importance?

N'est-il pas au contraire un chemin désirable, d'autant plus que la contrée qu'il est destiné à relier au centre du pays a été jusqu'à présent sans moyen de communication facile pendant la saison de l'hiver?

Cette contrée habitée par une race accoutumée de bonne heure aux travaux rudes et périlleux de la pêche se distingue par sa vigueur, son énergie et sa loyauté.

Elle contribue pour une large part au commerce de Québec et de Montréal, où elle va s'approvisionner, et elle consomme plus d'articles sujets aux droits de douane ou de provenance canadienne qu'aucune autre partie du pays, proportionnellement à sa population.

N'est-ce pas là une population à laquelle il faut tendre la main, au lieu de la repousser et de la laisser dans son isolement désavantageux?

On nous a dit que nous avions des communications faciles en été par voie de steamers.

C'est vrai en effet, mais pendant l'hiver, cette contrée se trouve, en ce qui regarde le transport de ses produits et des approvisionnements qu'il y faut, dans une impuissance complète.

Impossible d'y faire exporter un seul quintal de poisson et d'y expédier un seul quart de farine pendant la saison.

De là la nécessité de faire des approvisionnements dès les mois d'octobre et novembre pour jusqu'aux mois de mai et juin suivants, et les exportations ne peuvent se faire que pendant la saison de la navigation. Pendant la saison de l'hiver, il reste jusqu'à des 50,000 quintaux de poisson dans les hangars.

Un chemin de fer permettra donc à cette population de s'approvisionner pendant toute l'année et de profiter de tous les avantages que présentent les marchés éloignés; et la conséquence, c'est que les approvisionnements coûteront beaucoup meilleur marché qu'à présent. De même, quand il y aura avantage à exporter pendant l'hiver, cela sera possible.

Mais ce chemin ne donnera pas seulement des facilités pour l'approvisionnement de la population de cette contrée, il parera à bien des misères qui résultent de la difficulté et souvent de l'impossibilité qu'il y a, pendant des automnes orageux et froids, d'y transporter les approvisionnements nécessaires.

Que n'a-t-on pas vu, il y a deux ans? Douze goélettes chargées de provisions de bouches pour les comtés de Gaspé et de Bonaventure n'ont-elles pas été retenues par les glaces dans le port de Québec, et des centaines de familles auxquelles ces provisions étaient destinées n'ont-elles pas souffert beaucoup de la disette des vivres? Et dans certaines paroisses, n'a-t-on pas vu des personnes mourir de misère?

Et sans les grands approvisionnements importés dans plusieurs maisons de commerce, mais surtout sans l'esprit de charité vraiment fraternelle qui distingue cette population à un haut degré, et qui a fait que les plus riches ont partagé leurs approvisionnements avec les plus pauvres, n'aurait-on pas vu des scènes de misères douloureuses et regrettables? Et tout cela, non parce que la population était trop pauvre pour se procurer les approvisionnements nécessaires. Non, mais bien à cause de l'impossibilité de transporter de Québec à une distance de 400 à 450 milles les approvisionnements nécessaires.

Le chemin de fer parera à tout cela. Le commerce, au lieu de se faire pendant six mois de l'année seulement, fera sentir ses effets bienfaisants dans cette contrée pendant toute l'année. Toutes nos villes de l'intérieur verront leur commerce s'agrandir tous les ans avec ce grand pays qui ne demande que des voies de communication pour se développer d'une manière dont on ne peut se faire une idée.

Et le commerce de bois, qui est un des auxiliaires les plus puissants de la colonisation et qui est une des sources de revenus les plus grandes de notre gouvernement, ne va-t-il pas retirer les plus grands avantages de ce chemin de fer? Ne pourra-t-on pas pratiquer pendant l'hiver une foule d'industries forestières qui, à présent, n'existent pas?

Mais il est encore une chose que ce chemin favorisera, et ce n'est pas la moindre. Je veux

parler du commerce de poisson à l'état frais. Ne sait-on pas que dans un rayon de cent milles de la côte de Gaspé, il se prend annuellement pas moins de 50 millions de livres de poissons comestibles de première qualité? Ce sont la morue, le haddock, le maquereau, le hareng, le saumon, la truite, etc. Ce poisson vendu sur les lieux de pêche n'a pas une grande valeur. La morue et le haddock rapportent un sol la livre, le maquereau beaucoup moins, le hareng, presque rien; quant au saumon, on l'achète pour 6 et 7 cents la livre. Eh bien, quel prix n'obtiendra-t-on pas pour ces poissons dans les grandes villes de l'Ouest, à Chicago, Milwaukee, Saint-Louis, etc., où l'on pourra les transporter facilement, paquetés dans la glace ou dans la neige, lorsqu'il y aura un chemin de fer? Dans cet endroit, ces poissons auront décuplé de valeur, et tâchons de nous faire une idée approximative des bénéfices que rapporterait aux pêcheurs le transport sur ces marchés éloignés d'une partie seulement de ces 50 millions de livres de poissons pris annuellement sur la côte de Gaspé et dans les environs.

N'est-ce pas aussi un encouragement à l'industrie de la pêche? N'est-ce pas un moyen de développer ces magnifiques pêcheries où, grâce à une bienveillante Providence, nous pouvons recueillir tous les ans de riches moissons sans être obligés d'ensemencer les terrains sur lesquels l'on puise ces richesses?

J'entends quelqu'un des honorables députés parler du télégraphe de Gaspé, comme si c'était là un avantage que nous aurions reçu du gouvernement. Au contraire, Monsieur l'Orateur, cette ligne télégraphique, dont l'honorable M. Robitaille et moi avons pris l'initiative, est due à l'esprit d'entreprise, de progrès et d'union qui distingue la population de la Gaspésie. Ce sont les habitants qui fournissent gratuitement les poteaux nécessaires à cette ligne, au nombre de plus de neuf mille cinq cents, et ont obtenu de la compagnie de Montréal la construction de cette ligne. Et nous nous faisons une gloire de cela dans la Gaspésie, d'autant plus que ce télégraphe ne sert pas seulement aux intérêts locaux, mais il favorise de plus la navigation et, par cela, est utile à toute la Puissance.

Je pense en avoir assez dit pour prouver que ce chemin n'est pas un chemin local, mais au contraire qu'il a droit à toute la bienveillance de cette Chambre et du pays. Et l'honorable député, chef de l'Opposition, qui s'oppose tant à ce que cette Chambre accorde un subside additionnel pour le chemin de la Baie des Chaleurs, n'a-t-il pas reçu de tous les membres de cette Chambre l'appui le plus cordial lorsqu'il demandait une aide pour le chemin Gosford dont, pourtant, plusieurs contesteront l'utilité?

Et pourtant ce chemin n'avait certainement pas l'importance de celui de la Baie des Chaleurs, puisqu'au lieu d'aboutir à un port de mer où il se fait déjà un grand commerce comme le port de Gaspé, il allait aboutir à Gosford, à un

cul-de-sac pour ainsi dire, dans un endroit où il n'y a aucun commerce ni aucune population.

J'ai déjà retenu peut-être trop longtemps cette Chambre qui m'a montré beaucoup de bienveillance en me prêtant tant d'attention pendant ces longues remarques, mais je me croyais obligé de faire tout en mon pouvoir pour faire connaître la contrée à travers laquelle ce chemin de fer va passer et ses ressources multiples et, en même temps, démontrer que ce chemin, qui sera un des embranchements les plus importants du chemin de fer Intercolonial, mérite toute la bienveillance de cette Chambre et du pays. J'espère que cette Chambre votera à une grande majorité non seulement le subside qui lui est accordé par les résolutions mais aussi les autres subsides qui sont demandés pour les autres lignes mentionnées dans les résolutions, et je loue beaucoup le gouvernement de sa politique de chemin de fer qui est une sage continuation de celle que cette Chambre a adoptée l'année dernière.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Se prononce contre la proposition.

M. G. IRVINE (Mégantic): Se lève pour parler. (La droite demande que la proposition soit mise aux voix).

M. W. J. WATTS (Drummond-Arthabaska): Appuyé par le député de Mégantic (M. G. Irvine), propose que les débats soient ajournés jusqu'à lundi prochain. La Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Alexander, Bachand, Bellingham, Bisson, Chauveau, Daigle, David, DeBeaujeu, Dulac, Esinhart, Gagnon, Hearn, Irvine, Joly, Langege, Lafontaine, Laframboise, Langelier, Lynch, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Rinfret dit Malouin, Robert, Roy, Sylvestre et Watts, 27

Contre: MM. Angers (sol. gén.), Baby, Beau-bien, Beauchesne, Bellerose, Brigham, Cameron, Chapleau, Church (proc. gén.), Dorion, Duguay, Fortin, Garneau, Gendron, Houde, Lalonde, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Mailloux, Malhiot, Martin, McGauvran, Ouimet, Peltier (L'Assomption), Picard, Robertson, Sawyer, Trudel, Valin et Verreault, 34

Ainsi la proposition est résolue dans la négative.

Et la question sur l'amendement étant de nouveau proposée.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-

Rivières): Il ne s'agit pas d'adopter ces résolutions; il s'agit de savoir si elles sont justes ou non.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Comment l'honorable commissaire peut-il supposer que nous pourrions les juger injustes ou non quand nous ne les connaissons pas?

(De la droite on crie: question! question!).

M. F. LANGELIER (Montmagny): On votait tantôt contre l'ajournement et les députés de la droite crient maintenant question! question! pour empêcher la discussion. Je trouve qu'une telle conduite est véritablement scandaleuse.

(A l'ordre! A l'ordre!)

M. F. LANGELIER (Montmagny): Je répète qu'une telle conduite est véritablement scandaleuse et je ne m'explique pas pourquoi on veut nous interdire la discussion.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Parle très longuement.

M. G. IRVINE (Mégantic): Appuyé par le député d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham), propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

La Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour: MM. Alexander, Bachand, Bellingham, Bisson, Daigle, David, DeBeaujeu, Dulac, Esinghart, Gagnon, Hearn, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, Lynch, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Rinfret dit Malouin, Robert, Roy, Sylvestre et Watts, 26.

Contre: MM. Angers (sol. gén.), Beaubien, Baby, Beauchesne, Bellerose, Bingham, Cameron, Chapleau, Church (proc. gén.), Dorion, Duguay, Fortin, Garneau, Gendron, Houde, Lalonde, Larochelle, LaRocque, La-

Rue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Mailloux, Malhiot, Martin, McGauvran, Ouimet, Peltier (L'Assomption), Picard, Robertson, Sawyer, Trudel, Valin et Verreault, 34.

(On continue longtemps encore à discuter.)

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Alexander, Bachand, Bellingham, Bisson, Daigle, DeBeaujeu, Esinhart, Gagnon, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Rinfret dit Malouin, Robert, Sylvestre et Watts, 20.

Contre: MM. Angers (sol. gén.), Baby, Beaubien, Beauchesne, Bellerose, Bingham, Cameron, Chapleau, Church (proc. gén.), David, Dorion, Duguay, Dulac, Fortin, Garneau, Gendron, Houde, Lalonde, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Msilloux, Malhiot, Martin, McGauvran, Ouimet, Peltier (L'Assomption), Picard, Robertson, Roy, Trudel, Valin et Verreault, 35.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, il est résolu que cette Chambre se forme maintenant en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'octroi d'une aide additionnelle à certaines compagnies de chemins de fer.

En comité:

Le comité étudie les résolutions et fait rapport de quelque progrès.

Il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité ait la permission de siéger de nouveau lundi prochain.

La Chambre s'ajourne à six heures (du matin).

Séance du 8 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures trente.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Gérin, la pétition de Narcisse-C. Faucher, grand connétable pour le district de Québec.

Par M. Chauveau, la pétition de Silas Seymour, de la cité de Québec, ingénieur civil.

Par M. Hearn, la pétition de John Lane et autres, de la cité de Québec.

Par M. Alexander, la pétition de Robert Stuart et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la chambre de commerce de Montréal, demandant que les églises et certaines institutions ne soient pas exemptées de taxes.

De John Lane, jr, et autres, possesseurs de bancs de l'église Saint-Patrice, demandant que l'expropriation des biens de l'église Saint-Patrice n'ait pas lieu.

Du révérendissime évêque anglican de Québec et autres, de la cité de Québec, demandant l'établissement d'un asile pour les aliénés protestants en rapport avec celui du Dr Wakeham, à Belmont.

Il est ordonné que la pétition de Robert Stuart et autres, de la cité de Montréal, présentée aujourd'hui soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant que les églises et certaines institutions charitables dans cette cité ne soient pas exemptées de taxes, est reçue et lue.

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Propose que la pétition de Silas Seymour, de la cité de Québec, ingénieur civil présentée aujourd'hui soit maintenant reçue et lue.

Il dit que cette pétition n'aurait pas sa raison d'être si certains députés de cette Chambre n'avaient pas demandé au commencement de la session qu'une copie du rapport de M. Light fût mis devant la Chambre et si on n'avait pas critiqué la manière dont les travaux sont faits sur le chemin. Il est d'un intérêt absolu que les deux côtés de la question soient bien éclaircis et que les députés aient en leur possession tous les renseignements désirables sur cette question. S'il a présenté pareille pétition, c'est dans le seul but de rendre justice et à l'ingénieur en chef et à la compagnie. Il ne reproche pas au ministère la nomination de M. Light comme ingénieur du gouvernement; mais en même temps, il se plaît à dire qu'il a autant de confiance dans la capacité de M. Seymour que dans celle de M. Light. Le fait que le général Seymour soit l'un des ingénieurs en chef du Northern Pacific Railway est suffisant pour

justifier sa conduite. Il y a eu trois rapports de présentés sur les travaux du chemin de fer du nord: l'un par M. Baillargé, ingénieur de la corporation, le second par M. Light, et le troisième par le général Seymour. Ces trois rapports ne s'accordant pas sur la qualité des travaux, la question a été soumise à M. Sandford Fleming par la compagnie.

M. L'ORATEUR: Fait remarquer qu'il n'est pas dans l'ordre de parler sur une pétition.

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Répond que son intention n'est pas de soulever la discussion sur le sujet; mais il considère qu'en justice, le rapport du général Seymour mérite la même considération que celui de M. Light, et il demande que la pétition soit lue.

Adopté.

La pétition étant lue...

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande quand le rapport de M. Fleming sera en la possession de la compagnie.

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Dit qu'il est attendu de jour en jour, et il n'a aucun doute que le bureau des directeurs en fournira copies à la Chambre, si on le demande.

De toute façon, il y a plusieurs directeurs nommés par le gouvernement qui y auront accès.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Explique que M. Light a présenté un rapport sur le chemin de fer du nord, lequel rapport est défavorable aux travaux. Le général Seymour a aussi fait un rapport, lequel rapport est favorable aux travaux. M. Fleming a été appelé par la compagnie à inspecter les travaux pour décider entre le contracteur et le général Seymour, et pour décider lequel des deux rapports était le plus exact.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): J'avais cru que M. Fleming avait été consulté pour arbitrer entre le contracteur du chemin et l'ingénieur de la compagnie. Avais-je raison?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Au début, il y a eu quelque difficulté à décider sur quoi M. Fleming devait donner son opinion.

M. G. IRVINE (Mégantic): Corroborated the remarks of Mr. Chauveau with regard to the fitness of General Seymour for his post, and also as to the general circumstances of the case. He deprecated the discussion at present as inopportune and likely to be productive of no benefit to anyone concerned. Anyhow, as the question had been broached, he might also say that he considered it was not only a question between the engineer of the Company and the contractor that had been submitted to Mr.

Fleming, but it was also a question which interested the public.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said it was to be regretted that so much discussion had taken place on the subject at present. The Honourable Member for Megantic in pronouncing the discussion inopportune pronounced well. No good to the Government, to the Opposition, or to the country could result from it. Only very few Honourable Members had an opportunity of reading the reports of General Seymour and Mr. Light, and until they had such opportunity, availed themselves of it, and became acquainted with the main points in dispute, it would be almost impossible to form a correct opinion of the matters at issue. Mr. Sandford Fleming, whose reputation for integrity, honour, and high engineering ability was second to no man's in the Dominion, was engaged in preparing a report on the subject, which it was expected would be ready in a few days. When Honourable Members would have Mr. Fleming's conclusions and the reports already referred to before them, would be the time for discussion and not the present. As so much, however, had been said, he deemed it only fair to the contractor to express the conviction in his mind that the work executed by that gentleman would be found fully up to the specifications and the obligations imposed on him by his contract. Deprecating discussion, he would not contribute to its continuance by any further remarks.

Et ladite pétition, demandant que les réponses du pétitionnaire au rapport de l'ingénieur du gouvernement M. Light soient mises devant la Chambre, est reçue et lue.

Rapport de comités:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement:

Bill pour mettre le ministre et les marguilliers de l'Eglise Saint-Jean-l'Evangéliste, dans le diocèse de Montréal, en possession d'un certain bien-fonds avec pouvoir de le vendre et d'en appliquer le prix au paiement d'autres terrains, ou à la construction d'une nouvelle église.

Bill pour changer le nom de John Brown, de la cité de Montréal, en celui de John Stevenson Brown.

Bill pour incorporer l'Hospice de la maternité de Montréal.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer l'Institut national des beaux-arts, sciences, arts et métiers et industrie.

Bill pour constituer la paroisse de Sainte-

Prudentienne en municipalité pour les fins scolaires et électorales.

Bill pour amender un acte intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie d'omnibus et de transport de Montréal".

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec. Voici le rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre:

Qu'il a nommé un sous-comité pour prendre en considération les amendements proposés à certains articles du code municipal.

Que le sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son travail.

Que votre comité approuve ledit rapport marqué A, qui est ci-annexé, et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

A

Le sous-comité nommé pour examiner les bills nos 17 et 51 soumet respectueusement à la considération de votre comité ce qui suit:

Que, considérant l'époque avancée de la session et l'impossibilité qu'il y a de donner aux nombreux amendements jugés nécessaires toute l'attention que votre comité juge à propos de faire au code municipal, il est importun d'amender de nouveau le code municipal, durant cette session, excepté cependant pour les amendements suivants, que votre sous-comité considère être d'une importance première.

Que l'article 718 du code municipal, tel qu'amendé par l'acte 36 Vic, chap. 21, sect. 10, soit amendé, en retranchant les mots "et l'âge", dans les 3e et 5e paragraphes; en amendant le 6e paragraphe de manière à ce qu'il se lise comme suit: "l'indication et la désignation de la propriété foncière imposable de telle manière qu'il en sera décidé par une résolution du conseil; excepté lorsqu'il existe un cadastre, auquel cas, il sera nécessaire de se servir des numéros tels qu'indiqués par ce cadastre; les paragraphes 15, 16, 17 et 18 du même article soient révoqués".

Votre comité recommande de plus qu'une copie de l'acte, qu'il espère voir passer par la Législature, pour donner effet à la suggestion susdite, soit envoyée au secrétaire-trésorier de chaque municipalité de la province, avec une lettre demandant que tout amendement ou tous amendements au code municipal qui seront jugés nécessaires soient adressés à A.-T. Marsan, écuyer, greffier en loi de la Législature, sans délai, afin de mettre ce monsieur en état de préparer un projet qui comprendra les changements les plus désirables, et qui pourront être soumis à la Chambre pendant les premiers jours de la prochaine session.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Présente le cinquième rapport du

comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné le bill pour réincorporer la compagnie des mines de Mégantic, et pour conférer à ladite compagnie tous les droits de propriété et autres droits possédés par la compagnie minière de Mégantic, en vertu de l'acte 18 Vict., chapitre 49, lequel acte en dernier lieu mentionné n'a plus force de loi;

Aussi, le bill amendement l'acte 35 Vict., chapitre 27, "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et l'Anse-des-Sauvages", auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité recommande qu'une adresse renfermant les résolutions suivantes soit adoptée par votre honorable Chambre:

Considérant que la province de Québec sera appelée à payer une proportion considérable du montant requis pour construire le chemin du Pacifique, et pour subventionner la ligne qui reliera son terminus aux voix ferrées maintenant existantes ou en construction, sans qu'aucune partie de ces travaux ne paraisse devoir être faite sur son territoire;

Qu'en conséquence la province de Québec doit s'attendre à ce que dans la localisation du terminus du Pacifique aussi bien que dans le tracé d'une ligne reliant ce terminus aux lignes ferrées existantes ou en construction, ses justes droits soient reconnus autant qu'ils ne porteront pas atteinte à l'intérêt général de la Puissance;

Considérant que d'après les rapports d'hommes éminents sur la nature et la configuration du terrain, il résulterait que tant pour la branche du Pacifique à l'Est de la Baie

Georgienne que pour la ligne à être subventionnée par le gouvernement, un tracé qui suivrait la Matawan présenterait la route la plus économique, la plus facile et la plus prompte pour l'écoulement du vaste commerce de l'Ouest et du Pacifique;

Qu'il soit résolu que la province de Québec prie Son Excellence le gouverneur général de bien vouloir ordonner une exploration minutieuse du terrain et des différentes voies proposées avant que de se décider sur l'adoption d'aucune d'elles;

Et que dans le cas où l'exploration prouverait qu'une ligne préférable à celle de la Matawan existe au sud de la Rivière Ottawa, la ligne à être subventionnée par le gouvernement soit amenée à Pembroke et non à Renfrew, où une jonction avec le système de voie ferrée de la province de Québec est impossible, vu les dépenses énormes qu'elle entraînerait;

Que la ligne devant relier le Pacifique avec les autres voies ferrées soit suffisamment sous le contrôle du gouvernement fédéral pour assurer pleine et égale justice à toutes les compagnies de chemins de fer qui désireraient se mettre de communication avec le Pacifique;

Que le lieutenant-gouverneur de la province de Québec soit respectueusement prié de transmettre ces résolutions à Son Excellence le gouverneur général.

Message du Conseil Législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour établir de meilleures dispositions relativement à la décision des élections contestées des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec".

Bill intitulé: "Acte incorporant la Compagnie de gaz de Sherbrooke".

Bill intitulé: "Acte pour donner effet immédiat à la proclamation érigeant la ville de Saint-Henri".

De plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la cité de Hull".

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte passé le vingt-quatrième jour de décembre mil huit cent soixante-dix, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire".

Bill intitulé: "Acte autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Cruickshank à la pratique de la profession de procureur et d'avocat".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer des Laurentides".

De plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour valider certaines ventes de meubles de succession".

Bill intitulé: "Acte pour valider certains actes notariés".

Et de plus, le Conseil législatif a adopté l'amendement fait par cette Chambre au bill intitulé: "Acte pour incorporer le Club métropolitain de Montréal".

Compagnie du chemin de fer des rivières Missisquoi et Noire

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte passé le vingt-quatrième jour de décembre mil huit cent soixante-dix, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer des rivières Missisquoi et Noire".

Adopté.

James Cruickshank

La Chambre procède à prendre en considéra-

tion l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour autoriser le Barreau du Bas-Canada, province de Québec, à admettre James Cruickshank à la pratique de la profession de procureur et d'avocat".

L'amendement est lu une seconde fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Compagnie du chemin de fer des Laurentides

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer des Laurentides".

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Ventes de meubles de succession

M. V. ROBERT (Rouville): Propose, appuyé par le député de Châteauguay (M. E. Laberge), que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour valider certaines ventes de meubles de succession", soit maintenant lu la première fois. Adopté.

Validation de certains actes notariés

Il est ordonné que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour valider certains actes notariés" soit maintenant lu la première fois.

Pétitions:

Il est ordonné que les pétitions présentées à cette Chambre par les conseils municipaux et les citoyens des différentes paroisses du comté de Champlain, demandant l'abrogation

de la douzième clause de l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, soient renvoyées au comité des bills privés, auquel le dit bill a été renvoyé.

Introduction de bills:

M. L. SYLVESTRE (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la 22e Victoria, chapitre 65, des Statuts refondus du Canada.

Accordé.

M. G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour étendre les dispositions de l'article 22 du code municipal aux cités et villes incorporées.

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant la procédure civile dans les cours Supérieure et de Circuit.

Accordé.

Documents:

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Présente, conformément à une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 25 janvier 1875, demandant un état indiquant la quantité de terres octroyées par lettres patentes, à Charles Pennoyer, écuyer, de Eaton, à Michel Fournier, écuyer, de Port-Joli, et à G.B. Hall, écuyer, de Québec, la date de la vente de chacun de ces lots et d'aucune partie desdits lots, les noms des personnes auxquelles ils ont été vendus originairement et la date des lettres patentes de chacun desdits lots ou d'aucune partie d'iceux. (Documents de la session, no 32).

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures.Compagnie du chemin de fer de Québec
et du Lac Saint-Jean

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour amender les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford, qui sera connue à l'avenir sous le nom de la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, étant lu,

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Propose que ledit ordre soit déchargé.
Adopté.

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Propose que le bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.
Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Propose la troisième lecture dudit bill.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Annexion à la paroisse de Longueuil

M. G. LAROCQUE (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour annexer la municipalité de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, à la municipalité de la paroisse de Longueuil, dans ledit comté, pour toutes les fins municipales et scolaires.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Propose la troisième lecture dudit bill.
Adopté (sur division).

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Annexion à Saint-Paul l'Ermite

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour annexer l'Isle Vaudry, dans la rivière l'Assomption, à la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs

que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

Côte Saint-Catherine

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer les habitants de la Côte Saint-Catherine en municipalité de village.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

J. P. Molson et W. H. Kerr

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser Joseph Dinham Molson et William Hastings Kerr à vendre un certain immeuble grevé de substitution.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Compagnie du chemin de fer de la vallée
des rivières Missisquoi et Noire

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre la correspondance échangée entre les directeurs de la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire et le gouvernement, au sujet de l'octroi auquel ce chemin a droit, ainsi que le rapport transmis au gouvernement par ladite compagnie, pour constater le montant des ouvrages faits sur ladite ligne de chemin.

Adopté.

Interpellations:Chemins de colonisation

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Pourquoi le gouvernement emploie-t-il pour la construction de certains chemins de colonisation un conducteur à \$2 par jour, un sous-conducteur à \$1.50 et un teneur de comptes aussi à \$1.50?

Pourquoi permet-il que le même conducteur conduise les travaux sur quatre ou cinq chemins en même temps, reçoive ses deux piastres par jour pour chaque chemin et lui paie ses frais de voyage en sus?

Est-il à la connaissance du gouvernement que certains conducteurs se dispensent totalement de visiter les travaux qu'ils sont censés diriger?

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): En réponse à la première question, ceci

a été fait quand il a été employé plus de 24 hommes.

Le département n'alloue jamais plus de \$2 par jour; mais il a été accordé un boni trouvé légitime dans ce cas.

Quant à la troisième, le fait n'est pas à la connaissance du gouvernement.

Emprunt de la province

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. Bellingham, l'honorable M. le procureur général Church, l'honorable M. Trudel, M. Joly, M. Bachand et M. Verreault, pour s'enquérir de toutes les affaires se rapportant à l'emprunt de 800,000 livres sterling, annoncé dans le Times de Londres du 4 juillet 1874, et signé par le trésorier de la province, et de toutes les affaires se rapportant au paiement de subsides aux compagnies de chemins de fer subventionnées et au prêt des \$2,307,961.69 empruntées en Angleterre, avec pouvoir de faire comparaître devant lui toutes les personnes, de se procurer tous papiers et documents, et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre, surtout à l'égard des exposés suivants:

1. Que près d'un million de piastres de l'excédent du revenu restait en caisse quand le trésorier de la province a demandé la permission de se rendre à Londres pour négocier un emprunt de 800,000 livres sterling; qu'après son retour au Canada, quoiqu'il connût très bien qu'il avait été stipulé que les compagnies de chemins de fer de la rive nord et de colonisation du nord de Montréal devaient recevoir le montant de leurs subventions en bons de la province au pair, il leur fit accepter quatre-vingt et quatre-vingt-quatre mille cinq cents piastres respectivement, comme part de leurs subventions en argent comptant au taux de 95 cents dans la piastre; que le montant total des subventions aux chemins de fer payées par le trésorier de la province, jusqu'au 18 décembre dernier, s'élève seulement à \$203,200, et qu'en déduisant cette somme de l'excédent du revenu en caisse, il restait encore au 18 décembre dernier plus de \$750,000 de l'excédent du revenu, ce qui démontre d'une manière concluante que cette province n'avait pas besoin d'emprunter \$2,307,961.69 à Londres.

2. Qu'après que le trésorier provincial fût arrivé à Londres pour négocier ledit emprunt, il prit sur lui-même, sans consulter ses collègues, de vendre les bons de la province.

3. Qu'après le retour au Canada du trésorier de la province, il aida, de concert avec les honorables MM. Ouimet, Chapleau et Archambault (les autres membres du dernier cabinet ayant auparavant résigné), à former un quorum de conseil exécutif, et la veille du jour où le ministère résigna, il coopéra dans la passation d'ordres en conseil l'autorisant — le trésorier de la province — à payer des sommes considérables

de l'argent public à certaines compagnies de chemins de fer subventionnées, nonobstant les dispositions expresses du contraire renfermées dans les clauses 10e, 16e et 21e de la 37 Vict., chap. 2, en contravention directe dudit statut et en violation de l'arrangement que les subventions accordées aux compagnies de chemins de fer de la rive nord et de colonisation du nord de Montréal devaient être payées en bons de cette province.

4. Que l'emprunt de \$2,307,961.59 à 5 1/4 par cent d'intérêt à Londres, et que le prêt de cette même somme aux banques canadiennes à 5 p.c. d'intérêt entraînant une lourde perte annuelle pour cette province, et qu'en calculant la perte d'intérêt, les frais, le fonctionnement du fonds d'amortissement, les agences, les commissions, et le risque de reprêter trois millions de piastres, cette province doit éprouver pécuniairement, avant que ledit emprunt soit remboursé, une perte de quelques centaines de milliers de piastres.

He argued that this being its first loan, and the position of the Province being of the highest, it was extremely desirable that the bonds of the Province should not have been sold, at least below par; that the Treasurer, in negotiating them for less, exceeded his instruction, and was guilty of a breach of official etiquette towards his colleagues; that he jumped at the first offer and thereby caused a loss to the Province, when by placing himself in communication with the Finance Minister of the Dominion then at home, he might have had them placed on the same footing as the Dominion bonds and sold to equal advantage, that was to say, at a considerable premium as Mr. Cartwright had sold his securities, instead of below par, as the Treasurer had worked the Provincial bonds off. The speaker went on to condemn what he characterized as the illegal advances made by the Treasurer towards certain railways, and to censure his conduct on his return, at the moment of a Ministerial crisis, to obtain a show of authority from the Executive for such advances. He also contended that there was no necessity for the loan, the Province having a large balance lying idle, and considered from an economic point of view that the loan would be a source of loss to the Province in the long run. He considered that the proceeding of the Treasurer had been far from commendable, and by distributing money at a low rate among banks, some of them, not of the greatest importance, tended to foster an unhealthy system of banking, as disapproved of at the last meeting of the Dominion Board of Trade.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je ne connais pas les dispositions du gouvernement sur cette question; l'ancien gouvernement n'a pas d'objection à la motion. On dit que l'ancien gouvernement mérite la censure parce qu'il n'a pas vendu ses bons assez cher.

Malgré que j'aie beaucoup de respect pour l'opinion de l'honorable député d'Argenteuil, j'ai aussi l'opinion de certains députés qui s'y connaissent en fait de finance et qui sont d'un avis contraire.

Quand le trésorier est parti pour l'Angleterre, il avait l'ordre de ne négocier qu'avec le consentement du gouvernement. M. Bellingham prétend que l'action de l'honorable trésorier n'a pas été judicieuse parce qu'il a vendu ses bons à trop bon marché. Si M. Bellingham, pendant le voyage qu'il a fait en Angleterre lui aussi en même temps que M. Robertson, a glané des nouvelles concernant la réussite de l'honorable trésorier, il est incontestable, d'un autre côté, qu'il n'en a pas glané de bien renseignées. Je dois déclarer qu'au départ de l'honorable trésorier pour l'Angleterre, il avait été résolu qu'il ne pourrait rien conclure à moins de 95. De plus, qu'aucun de ses contrats ne recevrait sanction définitive qu'après avoir reçu l'assentiment du gouvernement. A son retour, M. Robertson a exposé sa conduite qui a été approuvée, le gouvernement ayant été satisfait de ce qu'il avait fait. Maintenant, M. Bellingham déclare pour la cinquième fois que les débentures devaient être payées en débentures. L'honorable député a tort de parler ainsi; il ne doit pourtant pas ignorer que d'après la loi on peut aussi payer avec le produit des débentures. Les faits qui ont eu lieu sont donc absolument conformes à la loi. Je n'entrerai pas dans le mérite de la question parce que je n'ai pas la prétention de M. Bellingham de me croire un éminent financier.

On fait un autre reproche au gouvernement, c'est d'avoir accordé une somme d'argent à une compagnie de chemin de fer à la veille de la chute du dernier ministère. Pour ma part, je trouve ce reproche souverainement injuste. Ne connaît-on pas toutes les difficultés que la Compagnie du chemin de fer de la rive nord a rencontrées l'été dernier? Il était absolument nécessaire que le gouvernement lui vint en aide immédiatement. Il l'a fait. Pour ma part, je n'ai pas eu honte de venir en aide à cette compagnie et je le dis hautement, il ne devrait se trouver personne pour avancer des paroles de blâme contre l'ancien gouvernement à ce sujet.

D'ailleurs, l'honorable M. Robertson ne nous a pas demandé d'adopter ses propres idées.

Le gouvernement a délibéré à ce sujet et il a été question de voter des sommes d'argent à des compagnies.

Maintenant, je dirai un mot au sujet des difficultés survenues à propos du rapport de M. Light.

Si le rapport de ce monsieur donne à entendre que les travaux, qui ont été faits sur le chemin de fer de la rive nord, ne sont pas de première classe, d'un autre côté, le rapport de M. Seymour dit expressément que ces mêmes travaux sont des travaux qui en feront un chemin de fer de première classe. (L'Orateur cite ici une partie du rapport en question pour

appuyer ce qu'il dit). Nous avons été informés de bonne source qu'il y avait pour \$600,000 de travaux de faits, et nous n'avons pas hésité à accorder cette somme à la compagnie.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said he would not detain the House long, for the subject was one which he had tried before to explain. He thought it unnecessary for Mr. Bellingham to state that he did not desire to implicate the late or the present Government in the blame of the loss, but to accuse him personally of malfeasance of office.

M. S.-R. BELLINGHAM (Argenteuil): No! No! Mismanagement.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Denied that the Government had promised to guarantee bonds of companies, or that there ever was any legislation to that effect. The plan of the Government had been to advance \$3,000 per mile for 20 years at 5 per cent, the Government to guarantee their own bonds. The statement that the North Shore and Northern Colonization Railways demanded bonds instead of money was untrue. He denied that there ever had been an arrangement to issue bonds to the different companies, and have them negotiate them, for he knew well that the only way was to negotiate the loan as a whole, and not divide it up. There never was any agreement that the bonds should be issued at par. They never expected to be enabled to turn out the bonds at any such price. If he could sell the bonds at 97 or 96 1/2, he was to undersell at the best advantage. It was at this very time that the Dominion Government put £4,000,000 stg., successfully upon the English market, and Mr. Bellingham said that he should have gone to the Dominion Minister then in England and asked him to guarantee the provincial bonds. This just showed how much the Honourable Member knew about the subject. Had he done so, he would have been met with a response to the effect that the law did not admit anything of the kind, and a proper rebuff which should not be tolerated by any representative of this Province. This was not to the point, however. The best financiers had declared that the Province had got the loan at the most advantageous rate possible. He had gone to the Rothschilds, the Barings, Glyn Mills, the Morgans, and the rest of the great banking houses, and had been offered sums far below those the Government expected to realize but outside of them he had been enabled to obtain a price such as no one expected would have been obtained. He asked the House to take the Dominion loan and that effected by the Province and compare them, calculating interest and compound interest, and it would be found that at the end of 30 years the Province would

do better than the Dominion. And to speak of the Provincial loan going up to par at one jump, it was expecting far more than was obtained even by Imperial Consols. He cited a letter from Messrs. Morton, Rose & Co., dated Sept. 23, stating that they had only sold of the loan *224,000 sterling, and that they had had to buy in some of it on account of their desire to keep up the price. He denied having favored local institutions, and said that the Eastern Townships Bank had never had a dollar of the loan, and never, he believed, would have. He spoke of the manner in which he had issued circulars relative to the sale of exchange, which had been effected at a good rate. He cited the Order in Council to prove the authority under which he acted, and a letter from the Honourable Mr. Cartwright, Dominion Minister of Finance, to show that the loan had been effected upon the most favourable terms, and that it would have been impossible under the circumstances for more favourable conditions to have been obtained. If the Member for Argenteuil wished at this late stage of the session to press his motion for a Committee, he had no objection whatever. He defended himself from every imputation on the score of the loan, and argued that it was one negotiated in the best interests of the Province.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Montréal-Est (M. F. David), sous forme d'amendement à la question, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "dans l'opinion de cette Chambre, l'emprunt fait par l'honorable trésorier en Angleterre fait une opération financière avantageuse, et qu'elle avait établi et assuré notre crédit en Angleterre," soient mis à la place.

He said, with regard to the resolutions of the Honourable Member for Argenteuil, the House already knew his opinion. He had already expressed it on the subject, to the effect that the loan made by the Treasurer was an excellent one as well as that further discussion on this head might only tend to depreciate that loan on the London Stock Exchange. Further also he saw no good that would result from a discussion of the sort. The loan had been made and successfully so, and he respectfully submitted the wisdom of agitating the question any further. For one, he heartily deprecated a discussion on the subject as being detrimental to the financial interests of the Province. With the permission of the House he would read the following letter from a gentleman of much financial ability and one who was in London at the time:

Montreal, 1st February, 1875

C. Alexander, Esq., M.P.P.,
Quebec.

Mr Dear Sir,

I have pleasure in complying with your

request for my opinion on the result of the loan obtained in England last July by Honourable J. G. Robertson. In doing this, however, I wish to take only the financial view of the matter. In this connection there are two points to be considered: The one as to whether the rate obtained for the loan was advantageous to the Province; the other as to the policy adopted by the late Government of floating the loan themselves instead of giving the bonds to the railway companies.

The amount of this five per cent loan was £800,000 sterling, which was offered by the negotiating bankers, to the public at 97 1/2 or 95 net to the Province, the 2 1/2 per cent forming bankers' commission and expenses of negotiation. This was a most favourable rate. My own friends, J. S. Morgan & Co., the well known bankers, whose long and large experience in floating American and Continental loans gives an opinion from them the very greatest weight, considered the figure too high. I may add myself, what is known to every financier, that a young country coming like the Province of Quebec for the first time on the English money market, unaided by guarantees or otherwise, could not expect to at once obtain the highest price for its securities. However well known to Canadians, commercially, financially and in its relations to the Dominion this Province is, it was practically unknown on the London market, and it was owing to this circumstance that the bonds were at first refused admission on the Colonial list of the Stock Exchange.

Let me, however, compare this price with the actual business done at that time on the London Stock Exchange in other securities of this same nature. Of course each country has its own peculiar financial circumstances which establish the price of its bonds, but of countries well known to us, I may mention France, where five per cent were 97 1-16th, and Russia, the securities of which are well thought of, whose five were 99 to 101. Montreal fives were at that time 95 1/2.

Shortly before the floating of the Province of Quebec loan, Mr. Cartwright had issued, through the Glynns and Barings, a Dominion 4 per cent loan at 90, paying, it was said, 4 per cent for bankers' commission and expenses of negotiation, the net amount being thus 86. A comparison has been made in this country between these loans, but it may be a surprise to those who are not familiar with the London money market to know that the Quebec loan was there considered the more favourable. Before Confederation. Canadian fives were as low as 71, and even when the Confederation resolutions were adopted by the delegates at Quebec, 92 was their highest point. Since then, Dominion securities have gradually crept upwards, but it has been the work of years and they should stand higher than those of the separate provinces. (If Ontario, though the richest of our Provinces, were to come

tomorrow on the London money market with a loan, I should hardly expect it to receive more than the Province of Quebec has).

As to the policy of handing over the bonds to the railways for the amount of subsidy accruing to these, and allowing them to realize these at their own expense, looking at it from a financial point of view, it would not have been wise on the part of the Province or profitable to the railways. Interest being so much higher here than in England, five per cent would never bring their value in this country, nor is there here sufficient money for such investments. Now the large English bankers, whose very names give success to a loan at the best figure, will not undertake the negotiation unless the amount is £103,000 and upwards, and as the sums each railway would receive would necessarily be in comparatively small amounts, and be handed in bonds to them at different times, these bonds would be only hawked about by the brokers in London, irrespective of the favourableness or not of the time, and there would be great difficulty in disposing of them even at low figures. This would injure the Provincial credit. No one who is at all familiar with the London money market would do otherwise than Mr. Robertson has.

My own opinion is that party discussions in the House, on the Provincial loan, will tend to depreciate the value of the bonds in England. They are in a good position, and it is a pity that any unwise discussion should now be raised in regard to them.

Yours faithfully,
A. T. Drummond

In conclusion, Mr. Alexander added that the opinion of F.W.D. Black, Esq., City Treasurer of Montreal, affirmed most distinctly that the loan of the Treasurer had been an excellent one, and Mr. Black was one of the best accountants and financiers in Montreal.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande à l'ancien premier ministre (M. G. Ouimet) s'il avait été compris que le trésorier consulterait ses collègues avant de contracter des emprunts.

M. G. OUIMET (Deux-Montagnes): Répond qu'il n'y eut pas d'entente particulière, mais qu'il était entendu que le gouvernement, de façon générale, serait tenu au courant des démarches.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): On peut avoir différente opinion sur l'emprunt. Je ne suis pas prêt à blâmer l'emprunt. Je ne vois pas que la motion de M. Bellingham dise que l'emprunt n'a pas été fait à un prix avantageux; elle comporte seulement qu'il n'était pas opportun de faire tel emprunt, et que le trésorier n'était pas autorisé à le faire. Je défie l'honorable trésorier de prouver le contraire devant un

comité. Nous disons de plus que le gouvernement, lorsqu'il a avancé l'argent aux chemins de fer, n'avait aucun rapport des ingénieurs pour se justifier de faire ces avances.

Comment la Chambre peut-elle approuver cette usurpation de pouvoir de la part du gouvernement et la négligence dont on a fait preuve? Là est toute la question.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Parle contre la motion de M. Bellingham. Il dit que les explications du trésorier sont parfaitement satisfaisantes et qu'il ne peut faire autrement que de le soutenir sur cette question. Il ajoute qu'en agissant ainsi il croit servir les intérêts de la grande division qu'il représente. Si ses électeurs ne sont pas satisfaits, ce sera à eux de le blâmer, mais qu'il ne peut faire autrement que de voter suivant sa conscience.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Dit qu'on fait un reproche à M. Robertson d'avoir effectué un emprunt pendant que son coffre était rempli. Il prétend qu'on a tort. En effet, si le coffre eût été vide, on ne lui aurait pas prêté d'argent, car on ne prête qu'aux riches dit le proverbe.

M. G. IRVINE (Mégantic): Se rappelle bien qu'il avait été formellement entendu avant le départ du trésorier que les bons ne seraient pas vendus sans l'autorisation de ses collègues.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Prétend que M. Irvine est dans l'erreur et demande l'opinion de M. Ouimet.

M. G. OUIMET (Deux-Montagnes): Nous avons autorisé l'emprunt à 95 mais à la condition que le trésorier nous consultât avant de terminer la négociation.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il n'a jamais rien compris de tel malgré qu'il fût présent à la séance du Conseil.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Comment se fait-il que le trésorier ait été autorisé à négocier à 95, comme le voulait le cabinet et d'après l'ordre qui lui avait été donné, et qu'à son retour il subisse les reproches de l'ex-premier ministre?

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): M. Irvine pourra répondre bien mieux à cette question.

Il cite ensuite ce que lui a dit M. Henry Thomas, de Montréal, à propos de l'emprunt. Ce monsieur lui a déclaré que cet emprunt était un grand succès et ce qu'on appelle en Angleterre une surprise. Il dit que la motion actuelle est un vote direct de non confiance. Il prétend qu'on se méprend beaucoup sur ce que c'est qu'un comité. Du reste, dans le discours du trône, il est dit que l'emprunt a été heureux et partout il l'approuve, donc c'est un vote de

non-confiance contre le gouvernement que la motion de M. Bellingham. Il félicite MM. David et Alexander d'avoir proposé un amendement à cette motion. Une des raisons qui ont engagé le trésorier à ne pas consulter ses collègues est celle-ci: La grande vacance arrivait en Angleterre et tous les hommes d'affaires allaient s'éloigner pour un mois. Or, le trésorier craignait que durant ce temps le Grand Tronc allait faire jouer ses influences délétères et nuire à la transaction. Il s'est dit: je vais me hâter de négocier l'emprunt et lorsque j'expliquerai la chose à mes collègues, ils comprendront que j'ai bien fait et approuveront ma conduite.

M. F. LANGEIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), sous forme d'amendement à l'amendement déjà proposé, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "cette Chambre, sans exprimer aucune opinion sur les conditions auxquelles a été fait l'emprunt par l'honorable trésorier, est d'opinion qu'un emprunt pour un montant aussi considérable n'était pas alors nécessaire" soient mis à la place.

La Chambre ne peut certainement adopter la motion de l'honorable député de Montréal-Centre. Ce serait voter les yeux fermés sur une question qu'elle ne connaît pas. Comment pourrions-nous dire, comme le veut la motion, que l'emprunt a été fait à des conditions très avantageuses et qu'il a établi le crédit de la province, lorsque nous n'en savons absolument rien.

Je vais donc proposer à la Chambre une motion qui exprime, je crois, la véritable position que nous occupons en ce moment. Elle tend à déclarer que nous ne pouvons nous prononcer sur les conditions de l'emprunt, mais que nous le trouvons trop considérable.

Je crois pouvoir démontrer que l'emprunt a été plus considérable que ne le permettait la loi, et plus considérable aussi que ne le demandaient les besoins de la province.

D'après la loi, le gouvernement ne pouvait émettre de débentures que jusqu'à concurrence des avances qu'il faisait aux compagnies de chemins de fer. Nous avons la preuve, sur le montant de l'emprunt, le gouvernement ne leur a avancé que moins de \$200,000. Il se trouve donc avoir emprunté plus de deux millions de trop.

Si l'on dit qu'on n'aurait pu négocier un montant aussi peu considérable, ce que j'admettrai facilement, je répondrai qu'on n'avait pas besoin d'emprunter cette somme ayant en caisse plus de \$900,000. Le trésorier ne pouvait donner de l'argent aux compagnies de chemins de fer; il devait leur donner des débentures ou le produit de ces débentures. C'est vrai; mais alors pourquoi le trésorier n'a-t-il pas, avec les \$900,000 qu'il avait en caisse, acheté les

débentures qu'il lui fallait donner aux compagnies?

Le résultat de l'emprunt est très désavantageux pour la province. Il entraîne une perte

nette de 1/4 p.c. sur plus de deux millions de piastres. En effet, nous avons emprunté à un taux qui dépasse 5 1/4 p.c. et le produit de l'emprunt est placé à 5 p.c. Le trésorier fait comme ferait un homme riche qui, ayant de l'argent en caisse, dans le seul but de montrer son crédit, emprunterait à 5 1/4 p.c. pour reprêter à 5 p.c. Ce serait une opération insensée. C'est pourtant une opération de ce genre que voudrait nous faire approuver l'honorable député de Montréal-Centre. Il voudrait nous faire approuver l'emprunt pour la seule raison qu'il a servi à montrer le crédit de la province. Voter pour une semblable motion, ce serait nous exposer au ridicule devant toute la Puissance.

Ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour: MM. Bachand, Bellingham, Daigle, DeBeaujeu, Esinhart, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langeier, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Robert et Sylvestre, 15

Contre: MM. Alexander, Angers (Sol. gén.), Baby, Beaubien, Beauchesne, Brigham, Cameron, Chapleau, Chauveau, David, Dorion, Duguay, Dulac, Fortin, Garneau, Gendron, Gérin, Houde, Lalonde, LaRocque, LaRue, Lavallée, LeCavallier, Mailoux, Malhiot, Martin, McGauvran, Ouimet, Picard, Robertson, Trudel et Valin, 32.

Ainsi il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Alexander, Angers (Sol. gén.), Baby, Beaubien, Beauchesne, Brigham, Cameron, Chapleau, Chauveau, David, Dorion, Duguay, Dulac, Fortin, Garneau, Gendron, Gérin, Houde, Lalonde, LaRocque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Mailoux, Malhiot, Martin, McGauvran, Ouimet, Picard, Robertson, Trudel et Valin, 32,

Contre: MM. Bachand, Bellingham, Daigle, DeBeaujeu, Esinhart, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langeier, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Robert et Sylvestre, 15

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale étant mise aux voix;

Il est résolu que dans l'opinion de cette Chambre, l'emprunt fait par l'honorable trésorier en Angleterre était une opération financière avantageuse et qu'il avait établi notre crédit en Angleterre.

La Chambre suspend ses travaux à deux heures moins dix.

Séance du 9 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Baby, la pétition de Ed. Lemieux et autres, de l'Anse Saint-Jean et Chicoutimi.

Par M. Alexander, la pétition de Peter Redpath et autres, de la cité de Montréal.

Introduction de bills:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant la qualification des jurés dans le comté de Bonaventure.

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Accordé.

Rapport de comités:

M. L'ORATEUR: J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque du Parlement. Voici le rapport:

Le comité conjoint de la bibliothèque a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a fait l'audition des comptes de la bibliothèque et les a trouvés parfaitement exacts. Il a pris connaissance de toutes les pièces justificatives, il a examiné les listes des ouvrages achetés, et se déclare satisfait de la manière dont cet important département est administré.

Votre comité croit qu'il est de l'intérêt de la Législature de Québec et de la province en général de fonder en une seule bibliothèque les deux importantes bibliothèques de l'Instruction publique et de la Législature. Il est heureux de déclarer que l'honorable ministre de l'Instruction publique est tout à fait favorable à ce projet.

Votre comité, en conséquence, a l'honneur de vous prier de permettre à M. le bibliothécaire de s'entendre avec l'honorable ministre de l'Instruction publique et les honorables orateurs, pour prendre possession de cette bibliothèque du département de l'Instruction publique, et de la faire transporter dans le local occupé par la vôtre, aussitôt qu'il sera possible de le faire.

Subsides

Le comité des subsides fait rapport à la

Chambre des 8 résolutions adoptées à la séance du 2 février dernier.

Les résolutions sont lues une deuxième fois et adoptées.

Le comité des subsides fait ensuite rapport à la Chambre des 25 premières résolutions adoptées à la séance du 4 février dernier.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que lesdites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et la première résolution étant lue une seconde fois et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Les seconde, troisième et quatrième résolutions étant lues une seconde fois.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): (A propos de la 2e résolution) Demande ce que l'on a fait de la pétition des clercs des cours Supérieure et de Circuit de Québec, demandant une augmentation de salaire. Il veut savoir si le gouvernement s'est enquis du mérite de la pétition, savoir si les pétitionnaires ont ou non droit à l'augmentation de salaire demandée. Il se prononce en faveur des pétitionnaires qu'il dit insuffisamment rémunérés pour leur travail ardu.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Reconnaît que les clercs des cours Supérieure et de Circuit ont droit, plus que tout autre peut-être, à une augmentation de salaire, et il mentionne aussi le bureau du shérif.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Hear! Hear!

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Le gouvernement a l'intention d'étudier la chose, mais il dit que le nombre des pétitions de ce genre est immense et le gouvernement n'a pas eu de loisir suffisant pour donner à ce sujet toute l'attention qu'il mérite. Il ne peut dire que tous méritent une augmentation, mais certainement quelques-uns qui travaillent de 9 heures du matin à 6 heures du soir et qui sont bien pauvrement payés. Nonobstant, il dit qu'il ne faut pas oublier que l'honorable trésorier a dit récemment que les dépenses de l'administration de la justice augmentaient annuellement dans une telle proportion qu'il deviendrait nécessaire de les diminuer avant longtemps. Toutefois, le gouvernement examinera la chose dans un esprit de justice.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ne veut pas pousser le gouvernement à des mesures trop hâtives.

M. G. IRVINE (Mégantic): Dit que pendant qu'il était procureur général, il a eu le plaisir de recommander plusieurs employés des cours Supérieure et de Circuit, ici et à Montréal, à une augmentation de salaire. Il ne croit pas que le

personnel soit trop nombreux à Québec. Ces employés travaillent avec diligence et bien, et, règle générale, ils sont bien mal payés. Il signale entre autres M. Doucet, qui est employé actuellement comme clerc dans le bureau de la police et a été pendant plusieurs années dans le service public du pays; cependant il est bien mal rétribué. Il appelle spécialement l'attention du gouvernement sur ce cas particulier.

Lesdites résolutions (2, 3, 4) sont adoptées.

La cinquième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La sixième et les suivantes jusqu'à la neuvième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La dixième résolution étant lue une seconde fois:

M. G. IRVINE (Mégantic): Je veux attirer l'attention du trésorier sur ce fait que les inspecteurs, qui sont d'un grand service, sont des fonctionnaires bien mal payés.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Depuis le dernier budget, cet item a été porté de \$19,000 à \$24,000.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

La onzième résolution et les suivantes jusqu'à la dix-septième inclusivement sont lues une deuxième fois. (A l'item 14, au sujet de l'Ecole des sourds-muets).

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Je félicite le gouvernement de l'augmentation de l'octroi pour cette école et j'espère que le gouvernement ne s'en tiendra pas là. C'est une oeuvre très importante, plus importante même que les soins donnés aux aliénés, car les sourds et muets, après avoir reçu l'éducation qu'on leur donne, deviennent des citoyens utiles et peuvent rendre des services de toute espèce. La somme de \$12,000 votée aujourd'hui n'est presque rien comparée aux sommes que l'on consacre au même objet dans les autres pays. Aux Etats-Unis, on consacre \$1,500,000 par année à l'instruction des sourds-muets. Il fait l'éloge des Soeurs de la Providence de Montréal qui se sont imposé de grands sacrifices pour instruire ces infortunés.

Dans la province de l'Ontario, les sourds-muets coûtent \$175 par tête, tandis que dans la province de Québec, chaque sourd-muet ne coûte à l'Etat que \$17 ou \$20.

En présence de ces chiffres, tout en félicitant le gouvernement sur cet octroi, j'espère qu'il verra que ce n'est qu'un premier pas.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je concours dans ces remarques et je dis que depuis deux

ans ces institutions ont rendu d'immenses services au pays; c'est à ces institutions que l'on doit d'ouvrir l'intelligence de ces pauvres malheureux et de leur permettre de gagner leur vie et de devenir des citoyens utiles.

La maison de Montréal se trouve à l'heure qu'elle est dans des situations excessivement difficiles et a besoin tout particulièrement d'aide; j'espère que l'opinion publique se prononcera fortement pour encourager le gouvernement à aller plus loin.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je me joins aux remarques que viennent de faire les deux honorables députés et j'espère que le gouvernement va bientôt prendre lui-même ces institutions en main et donnera au moins autant de soins à ces pauvres infortunés qu'aux idiots.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Fait remarquer que les sourds-muets, qui reçoivent les soins des Soeurs de la Providence de Montréal, viennent de toutes les parties de la province.

Il lit une lettre de M. Workman, de Montréal, en faveur de l'oeuvre.

Lesdites résolutions (de 11 à 17) sont adoptées.

Affaire des Tanneries

M. G. IRVINE (Mégantic): Demande au gouvernement s'il a été informé que le juge Ramsay, de Montréal, a rendu jugement mettant de côté l'ordre d'arrestation émis par l'Orateur contre MM. Cotté et Duvernay. Il demande aussi au gouvernement de vouloir bien faire connaître à la Chambre quelle position il entend prendre en face de ce jugement.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que le gouvernement n'a reçu aucune information officielle de ce genre. Il a appris, cependant, que des dépêches privées avaient annoncé que le juge Ramsay avait accordé un bref d'habeas corpus à MM. Cotté et Duvernay et mis de côté le mandat de l'Orateur. Le gouvernement prendra la question en considération et fera part à la Chambre de la conclusion à laquelle il sera venu aussitôt qu'il aura reçu l'information officielle.

M. F. DAVID (Montréal-Est): A-t-on l'intention d'attendre les documents de Montréal? N'y a-t-il pas de télégraphie?

M. G. IRVINE (Mégantic): Dit que la chose est très importante et que le gouvernement fera bien d'attendre le jugement du juge Ramsay avant de prendre aucune action.

Cependant, le gouvernement sera peut-être en mesure d'informer la Chambre jeudi prochain.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sher-

brooke): Il vaudra mieux attendre un rapport du sergent d'armes.

Subsides

La dix-huitième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La dix-neuvième résolution étant lue une seconde fois est adoptée.

La vingtième résolution (au sujet de l'Ecole de médecine de Lennoxville) étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec ledit comité dans ladite résolution.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Propose, appuyé par le député de Napierville (M. L.-D. Lafontaine) sous forme d'amendement, que le mot "concourt" soit effacé, et que les mots "ne concourt pas" soient mis à la place.

Il accuse ledit collège de Lennoxville de donner des diplômes de docteur en médecine après deux années et deux années et demie d'études, contrairement aux autres institutions qui exigent quatre années d'études. Il prétend qu'il n'y a qu'un très petit nombre de personnes capables d'acquiescer les connaissances nécessaires pour pratiquer avantageusement la médecine, et il connaît des médecins nullement qualifiés de pratiquer qui ont obtenu des diplômes de cette manière.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Parle dans le même sens et accuse les professeurs de s'être fait payer pour quatre années d'études, malgré qu'ils aient donné des diplômes après deux années d'études, et il prétend qu'ils s'occupent plutôt de recevoir les honoraires des élèves que de s'assurer s'ils ont les capacités suffisantes pour pratiquer.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'espère que l'honorable député ne persistera pas dans sa motion. De très bons docteurs sortent de cette institution, et il y a de très bons professeurs. D'ailleurs l'octroi est bien petit.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Je ne conteste pas ce que dit l'honorable trésorier. Il y a là de très bons professeurs et il en est sorti de bons élèves. Mais on est reçu là après 2 1/2 ans et les examens sont nominaux. Je ne presserai pas ma motion à présent; mais plus tard, si c'est possible, je demanderai qu'on mette devant la Chambre les documents relatifs à cette institution.

M. G. IRVINE (Mégantic): Dit qu'il serait injuste de priver cette institution de son petit octroi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La Chambre et

le gouvernement devraient certainement s'intéresser à cette affaire et s'assurer que les études sont aussi longues et solides à cette école qu'aux autres.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Les études sont aussi sérieuses et aussi longues au Bishop's qu'ailleurs.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Dit qu'il demandera que l'on produise les règlements de cette institution.

La Chambre se divise et l'amendement est résolu dans la négative.

La vingt et unième et les suivantes jusqu'à la vingt-cinquième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Introduction de bills:

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour permettre au Lord Evêque de Montréal, avec le consentement du ministre et des marguilliers de l'église de la Trinité, Montréal, d'emprunter une somme d'argent et d'hypothéquer à cette fin la propriété de ladite église.

Accordé.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide annuelle durant cinq ans, pour l'établissement de manufactures de sucre de betterave, pour l'année finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose: Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour bâtir les départements publics pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-

Comté): Dit que cette somme est urgente, vu que les archives publiques et les documents publics sont actuellement en danger, et la présente somme de \$100,000 est pour l'érection d'édifices où archives et documents seront en sûreté.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande si cette somme est suffisante.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que le gouvernement demande cette somme "en acompte".

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il croyait qu'il était entendu que les plans et devis seraient soumis à la Chambre avant la fin de la session.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que l'on est à préparer ces plans aussi promptement que possible. Ces plans seront soumis à la considération de la Chambre sous le plus court délai possible.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): On n'a devant nous ni plan, ni rapport d'ingénieurs et on nous demande de voter une pareille somme sans aucune connaissance de cause.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Dit que la Chambre ne peut prendre sur elle de voter \$100,000 pour les bureaux publics sans avoir tous les détails les plus précis, et surtout lorsque l'on demande des plans pour de nouvelles bâtisses parlementaires. Ce n'est plus à \$250,000 mais bien \$500,000 que s'élèverait la dépense. Il arrivera ce qui est arrivé pour les monumentales bâtisses d'Ottawa; on demanda d'abord la bagatelle de \$275,000 qui a été votée, et aujourd'hui on est rendu à la dépense de \$4,000,000. De plus, le gouvernement n'a pas le titre de la propriété sur laquelle il a commencé à faire faire des travaux, les casernes des Jésuites.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Je ne sache pas qu'il y ait eu des ouvriers qui aient travaillé l'année dernière aux casernes des Jésuites.

J'espère pouvoir soumettre dans quelques jours une partie des plans, et le reste avant la fin de la session. On prépare actuellement ces plans, à l'échelle, pour les départements publics, et ils estimeront le coût final à \$250,000. Il

faudra une somme supplémentaire si nous ajoutons de nouveaux édifices parlementaires. Tout sera fait par soumissions de contrats.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Je ne suis pas ministre des Travaux publics, et pourtant j'ai vu moi-même les ouvriers à l'oeuvre l'année dernière. Je ne pense pas que ces ouvriers travaillent pour rien. On a pris la peine même de faire venir deux ouvriers de Montréal, un

architecte et un maître maçon, comme si à Québec, il n'y avait pas eu de gens tout aussi capables pour le moins de faire la besogne. Tout cela, le député des Deux-Montagnes, qui était alors premier ministre, l'a fait par amour pour Québec. Nous n'avons pas à Québec de palais de justice. Depuis l'année dernière ou deux ans, la justice à Québec est réfugiée à l'hôpital. Les archives judiciaires, qui sont certainement les plus importantes de toute la Puissance, ne sont pas placées dans des voûtes sûres, elles sont exposées aux ravages de l'humidité et à être rongées par les rats. Encore une fois, il n'est pas prêt à voter l'icelle de \$100,000 à l'aveuglette, sans exiger aucune information du gouvernement.

M. M.-G. BABY (Chicoutimi-Saguenay): Hoped the Honourable gentleman would not vote against the item, believing, as he did, that the matter might be safely left in the hands of the Government.

M. P.-V. VALENT (Québec-Est): Dit que si le gouvernement n'emploie pas les \$100,000, on les mettra dans une banque. On fera les dépenses nécessaires pour démolir les casernes des Jésuites; elles sont une menace permanente d'incendie et exposent la ville de Québec à une catastrophe.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai une question des plus importantes à adresser au gouvernement. Depuis quelques instants, je m'aperçois que le député de Québec-Est siège à la place du procureur général. Les savantes dissertations légales de l'honorable député lui donnent certainement droit à ce siège, mais j'aimerais savoir s'il y a eu dernièrement des changements dans le ministère.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Pour en finir et pour calmer tous les soupçons, je conseille au gouvernement de construire ces édifices là où il n'aurait pas d'ennuis, et où le peuple serait heureux de les recevoir.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Hear! Hear!

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): S'il y a eu des travaux de faits aux casernes, c'était pour voir ce que l'on pourrait en tirer de bon. En faisant venir les ouvriers de Montréal, il a voulu ne pas créer de jalousie entre Québec et Montréal.

S'il y a tant de difficultés à s'arranger à Québec, nous serons obligés de demander qu'on transporte les bâtisses à Montréal.

La conduite des honorables députés justifierait cette démarche extrême. Bien qu'ils le méritent peut-être, il regretterait personnellement de voir la bonne vieille ville de Québec privée du siège gouvernemental. Mais si les difficultés persistent, les ministres devraient recommander de déménager à Montréal, où ils trouveraient des édifices pour les accueillir.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Trouve l'amour de l'honorable député de Deux-Montagnes pour Québec bien extraordinaire.

Cet amour à l'air tant frais, semble dater d'aujourd'hui même; on ne lui en a jamais connu lorsqu'il était ministre. J'ai des doutes sur la sincérité de ce sentiment, parce que lorsqu'il a été ministre, il a voulu faire cadeau à Québec d'un édifice rapiécé pour les bureaux publics. Si ce n'eût été de l'opinion publique qui se souleva contre cela, nous aurions aujourd'hui ce monument. L'honorable député dit que si l'on a tant de difficultés à s'arranger à Québec, il se verra obligé, lui et ses amis, de demander que les bâtisses soient transportées à Montréal, où le gouvernement aura tous les avantages du monde. Ces menaces en l'air, on sait parfaitement les apprécier à leur valeur à Québec. Il termine en disant au gouvernement qu'il ne votera pas certainement pour l'item de \$100,000 demandé dans les estimés si la Chambre n'a pas plus d'informations qu'elle n'en a à ce sujet.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Lit l'octroi de l'année dernière qui était expressément pour réparer les bâtisses des Jésuites, et le député de Montmagny a voté pour cet octroi. L'ex-gouvernement était donc autorisé à faire ces réparations et devait les faire. On n'a cessé que lorsqu'on a établi ces bâtisses irréparables.

Le député de Montmagny simule l'indignation dans le but de capter la faveur publique.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Il est étonnant de voir l'honorable député de Montmagny exprimer de telles opinions.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Il n'y a pas de quoi.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Y a de quoi, y a de quoi. Toujours de nouvelles théories avec l'honorable député. Si les bâtisses s'en vont à Montréal, ce sera sa faute.

CRIS A LA GAUCHE: Hear! Hear!

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Je suis étonné des arguments du député de Montmagny qui, comme Québécois, devrait être le premier à voter pour cette mesure. Nous n'avons pas voulu faire réparer les casernes des Jésuites parce qu'il était impossible d'arriver à un bon résultat. Nous aimerions à faire de nouvelles bâtisses parce que nous pourrions économiser énormément sur le chauf-

fage et autres dépenses en réunissant les bâtisses parlementaires et tous les départements publics. L'honorable député de Montmagny n'a pas raison de dire qu'il veut avoir les spécifications avant de voter les cent mille piastres.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je suis désolé d'avoir pour voisin M. Langelier. Quoi! M. Langelier ose demander aux ministres ce qu'ils veulent dépenser pour les édifices publics! M. Langelier ose dire qu'il ne veut pas voter une somme sans savoir quelle somme il votera! Mais c'est le comble de l'audace. Je suis surpris qu'il ne se fasse pas une machine à voter. Heureusement qu'il n'y a pas beaucoup de députés aussi audacieux que lui dans cette Chambre. Badinage à part, je suis surpris de voir les reproches que l'on adresse à M. Langelier. M. le Président, je regrette qu'il n'y ait pas moyen de discuter dans cette Chambre sans qu'on mette dans la bouche des arguments ridicules et qu'on s'en serve contre lui, c'est là ce que fait M. Garneau pour M. Langelier. Ce n'est pas en essayant de soulever des préjugés contre les députés qu'on rend service à la province.

Quant à moi, je soutiens M. Langelier quand il dit qu'il ne faut pas voter une somme de \$100,000 pour des édifices publics sans en avoir les plans et spécifications. M. Ouimet a fait preuve d'un grand amour pour Québec. J'espère qu'il ne partira pas de notre bonne ville, car que deviendrait Québec sans lui? Cependant, M. Ouimet ne peut en imposer aux citoyens de Québec par cet amour. Avant de se dire autant en faveur de notre ville, il aurait dû faire plus lorsqu'il était au pouvoir. C'était là le temps de nous montrer son amour. M. Garneau a dit que nous économiserions énormément sur les loyers pour les départements publics; mais si nous considérons ce que nous payons actuellement, je crois qu'il nous faudra payer au moins autant.

Les débats sont ajournés.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau. Accordé.

Travaux de la Chambre

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande si la Chambre doit siéger demain.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond que la Chambre ne siégera pas demain, vu que c'est une fête légale.

Il propose donc, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui elle soit ajournée jusqu'à jeudi prochain. Adopté.

A six heures la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Chemin de fer de jonction de la
Pointe-Lévis et l'Anse-des-Sauvages

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmourenzy): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte 35 Vict., chap. 27 intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et l'Anse-des-Sauvages".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmourenzy): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour mettre le ministère et les marguilliers de l'église Saint-Jean de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste, dans le diocèse de Montréal, en possession d'un certain bien-fonds, avec pouvoir de le vendre et d'en appliquer le prix au paiement d'autres terrains ou à la construction d'une nouvelle église.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

John Brown

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour permettre à John Brown de changer son nom.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour changer le nom de John Brown, de la cité de Montréal, commis voyageur, en celui de John Stevenson Brown".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hospice de la maternité de Montréal

M. J. W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest):

Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Hospice de la maternité de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institut national des beaux-arts,
sciences, arts, métiers et industries

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Institut national des beaux-arts, sciences, arts et métiers et industries.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse de Sainte-Prudentienne

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour ériger la paroisse de Sainte-Prudentienne en municipalité pour les fins scolaires, municipales et électORALES.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie d'omnibus et de transport
de Montréal

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie d'omnibus et de transport de Montréal".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer de la
vallée des rivières
Missisquoi et Noire

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte passé le vingt-quatrième jour de décembre mil huit cent soixante-dix, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Compagnie des quais de Sorel

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie des quais de Sorel.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du pont Saint-Laurent

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du pont Saint-Laurent.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose que l'item de \$100,000 mis dans les estimés pour la construction de départements publics soit rejeté, mais que le gouvernement entre en communication avec la corporation de Montréal pour faire bâtir ces départements dans cette ville.

Il dit que le gouvernement possède une magnifique propriété sur la rue Notre-Dame, la plus belle rue de Montréal, où on pourrait facilement ériger les édifices publics. Si on accorde la demande qu'il fait, sans aucun doute la corporation de Montréal s'engagera à donner un fort montant pour la construction des bâtiments. Il cite plusieurs autres propriétés qui pourraient être employées avec avantage pour le même but. M. Baggs, grand propriétaire, est

disposé à donner un emplacement, dans un site des plus jolis, et si le gouvernement approuve sa motion, il est prêt lui-même à faire cadeau au gouvernement de 10 acres de terre dans la rue Saint-Denis, aux mêmes conditions. Il suggère aussi la halle du marché Bonsecours.

Il exprime en terminant l'espoir que le siège du gouvernement sera transféré à Montréal.

M. F. LANGELIER (Montmagny): C'est aujourd'hui le mardi gras, c'est pourquoi il est sous l'impression que M. David n'est pas sérieux. Sa motion est évidemment une motion de mardi gras.

Il n'est aucunement besoin d'un terrain à Québec. Nous en avons au contraire beaucoup. Le gouvernement fédéral, par exemple, possède dans notre ville des terrains vacants, dont la beauté du site ne le cède en rien à ce qui peut être trouvé à Montréal. Ce dont nous avons besoin ici, ce sont des édifices publics qui soient pour notre vieux Québec des monuments pouvant donner quelque crédit à la ville.

Il propose en amendement: Que le comité est unanime dans l'opinion que les départements publics devraient être construits à Québec.

M. J.W. McGAUVRAN (Montréal-Ouest): Parle en faveur de la proposition du député de Montréal-Est (M. F. David).

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said if it were not that he had the advantage of knowing intimately the Honourable Members for Montreal-East and Montreal-West, he would say that they were popularity hunting. The general elections would soon be on hand, and it would doubtless be said by the uncharitable that the motion of the Honourable Members was suggested by that fact. He, however, knew better, and was satisfied that their aim was jocular — an innocent desire to change the character of the debate and indulge for a while in a joke and a laugh. The House had permitted the Honourable gentlemen their fun, and he hoped they were content. It was time to treat the matter seriously. The people of Québec were not jealous of Montreal's prosperity — on the contrary, they rejoiced in her good fortune and great future. They wished to reciprocate their feelings towards her. It was by all the constituencies of the Province wishing prosperity and contentment to one another that their country would be best served, and because such was the fact he asked that nothing resembling jealousy of Quebec would seek a foothold in the House. The assurance given by the Honourable Treasurer that the item of \$100,000 was only on account of departmental buildings at Quebec was satisfactory to him. He felt that no Government would be so unwise as to put up departmental buildings at Quebec other than such as would be in keeping with the history of the grand old city, the past and present capital

of the Province. A million of dollars for departmental buildings and an additional million for a Parliament House were what he hoped the Government would see their way to providing. He did not approve the remarks of the Honourable Member for Chicoutimi that nice plain buildings were what was wanting. Buildings that would attract and adorn, and bring the admirers of art and architecture visiting America to their city were what were expected. He had no fear that, with their present Honourable Treasurer, extravagance would be countenanced, but extravagance in his judgment, in the present connection, would be less blâmable than parsimony. He gave the Government credit for meaning well to Quebec, and trusted the near future would establish that he was not mistaken. He concluded by expressing the hope that the amendments would be withdrawn and the \$100,000 carried unanimously.

M. P. FORTIN (Gaspé): S'oppose et s'opposera toujours au transfert du siège du gouvernement à Montréal ou à tout autre endroit.

Il dit que ce n'est pas souvent qu'il s'accorde avec le député de Montmagny; il s'accorde avec lui parfaitement ce soir, et il espère s'accorder avec lui bien souvent à l'avenir. Montréal n'est pas un endroit propice pour le siège du gouvernement; il faut se défier des grandes villes.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): A entendre la prodigalité avec laquelle les deux députés de Montréal qui ont parlé disposent de propriétés à Montréal, ils semblent être les seuls propriétaires dans cette ville.

Le député de Québec-Ouest (M. J. Hearn) a frappé juste quand il a dit que les honorables députés cherchent à se créer une popularité; ils se préparent aux prochaines élections.

M. F. DAVID (Montréal-Est): M. Laframboise a tort de m'accuser de vouloir faire mon élection. M. Laframboise pense me faire peur, mais je n'ai jamais imploré ses services depuis que je suis dans la vie publique, et aux prochaines élections, je ferai encore la lutte si bon me semble.

Maintenant, je dois dire que M. Langelier m'a surpris; lui qui est citoyen de Québec devrait être plus intéressé que qui que ce soit à avoir les départements à Québec. Et cependant il dit qu'il ne votera pas un sou sans avoir vu les plans et spécifications des bâtisses qui doivent être construites. Je crois qu'il a tort et moi, comme citoyen de Montréal, je me crois justifié de faire la motion qui est maintenant devant le fauteuil. Je dirai de plus que ceux qui disent qu'avant de voter les cent mille piastres il faut avoir les plans sont dans l'erreur.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Je suis aussi, moi, citoyen de Montréal; mais jamais je ne seconderai une motion de la

sorte; car ce n'est pas par de telles motions que l'on peut faire changer la capitale. Il est oiseux de discuter pareil amendement. Il est bien connu que par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la capitale de chaque province est déterminée.

Il n'y a que le gouvernement exécutif qui puisse faire de tels changements et je ne pense pas que ce gouvernement soit dans cette disposition. D'ailleurs, je trouverais un pareil changement peu judicieux, quand je pense aux frais énormes que pareil changement entraînerait. M. Garneau a dit tout à l'heure que je serais assez libéral pour voter ce montant. Je le voterai mais à contrecœur, car avant de voter, je suis de l'opinion de M. Langelier. Je désirerais avoir des données sûres. Quoique très intéressé comme citoyen de Montréal, je voterai contre la motion de M. David parce qu'en premier lieu la motion de M. David est en contradiction directe avec la loi, et en second lieu parce qu'il ne croit pas que l'honorable député soit sérieux. Si M. David et M. McGauvran ont fait cette motion pour faire oublier leurs mauvais votes, ils se trompent grandement, et les électeurs de Montréal sauront à quoi s'en tenir.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Regrette de constater que le même esprit de rivalité qui existait entre le Haut et le Bas-Canada au sujet du siège du gouvernement existe aussi entre Montréal et Québec. Il pense que pour satisfaire les deux villes, il faudrait retourner au système ambulatoire, mais il espère qu'on trouvera mieux.

On dit: In medio stat virtus, et pour trancher toutes ces difficultés et réconcilier tous les partis, il faudrait trouver un moyen terme.

Trois-Rivières étant la ville intermédiaire la plus rapprochée de Québec et de Montréal, pour mettre fin à tous les différends, il propose que le siège du gouvernement soit transféré à Trois-Rivières.

Il est certain que cette motion sera adoptée parce qu'elle tend à concilier tous les intérêts.

LE PRESIDENT DU COMITE: Décide que cette proposition est hors d'ordre.

M. F. LANGEIER (Montmagny): Demande quelles sont les intentions du gouvernement.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Déclare que le gouvernement n'a nullement l'intention de transporter le siège du gouvernement à Montréal ou ailleurs. Il est certain que ces motions sont des protestations contre la conduite du député de Montmagny qui refuse de voter \$100,000 pour construire les bâtisses publiques à Québec.

M. F. LANGEIER (Montmagny): Encore une fois, M. le Président, je suis prêt à voter \$500,000 pourvu que l'on me donne les garanties que les bâtisses que l'on veut construire

seront convenables; mais une somme de \$100,000 me paraît tout à fait insuffisante pour faire pareille construction.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): On ne veut pas demander une si forte somme parce que l'on n'a besoin que de cent mille piastres pour commencer les travaux. L'année prochaine il y aura une nouvelle demande d'argent. Le gouvernement a cru que c'était la meilleure conduite à suivre. C'est là la manière que l'on a adoptée pour la prison de femmes à Montréal. L'an dernier, nous avons voté 30,000 dollars pour cette prison et cette année nous avons une somme additionnelle de \$40,000 pour le même but.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Fait remarquer que toute cette discussion n'a aucun rapport avec la question débattue; il s'agit de voter une somme de \$100,000 pour commencer la construction des bâties gouvernementales, lesquelles coûteront probablement entre \$400,000 et \$500,000.

Il prie les députés qui ont fait les différents amendements de les retirer.

La suggestion est admise.

1. Il est résolu qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour bâtir les départements publics (en compte pour) pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un pont sur la rivière Ottawa jusqu'à l'Ile-au-Calumet, pourvu que le township dans lequel ce pont se trouve situé fournisse une somme suffisante pour le compléter (\$3,000 votées de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâties et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâties et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille huit cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâties et de

jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du palais de justice de Montréal, pour la construction d'une dépendance et d'une cheminée imputable au fonds de bâties et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la prison des femmes, Montréal, pourvu que la cité paye un quart des frais, imputable au fond de bâties et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'une résidence pour le gardien du palais de justice et prison de Bonaventure, imputable au fonds de bâties et de jurés, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'une clôture pour la cour des prisonniers du palais de justice et prison de Gaspé, imputable au fonds de bâties et de jurés, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour construction des voûtes de sûreté des palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, imputable au fonds de bâties et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante-neuf mille cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux asiles des aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas sept cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Belmont pour les ivrognes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la marine et des émigrés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent trente-trois piastres et trente-trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une

aide à l'Hospice de la maternité, sous les soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastre, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les orphelins, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la maternité de l'Université, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas huit

cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal, pour leur hospice des enfants trouvés (tant qu'il n'y en aura pas à Québec), pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la maternité, sous les soins des Soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

32. Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des dames pour les veuves et les orphelins (comprenant la ci-devant maison de refuge), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'industrie et refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke):

34. Propose qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Regretted that the Treasurer had not seen proper to make this grant a round sum of a thousand, \$1,000, both in the cases of the St. Brigitte's Asylum and of the Ladies' Protestant Home, which were respectively valuable and excellent institutions. He had pressed the matter on the attention of the Treasurer last session, and though the Honourable gentleman had recognized the correctness of his representation, he had not made the amount larger than it now existed. He (the Treasurer) had been kind enough to say that in the then next and now present session he hoped to increase the item to both those institutions to a sum of \$1,000 respectively. He (Mr H.) expected the Honourable gentleman to adhere to that promise.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that he would make a note of the items in question with a view to considering the question favourably, if possible.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke):

35. Propose qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph-du-Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des enfants protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les femmes, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames charitables de l'Asile des orphelins catholiques romains, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la maternité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des dames protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelines protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas deux

mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Soeurs de la Charité, pour les enfants trouvés, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Filles de la Charité, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, Saint-Benoît, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Côteau du Lac, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, Beauharnois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie-de-Monnoir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Mascouche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de LaJemmarais, Varennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Soeurs de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, Laprairie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Elisabeth, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Providence de l'Hospice de N.-D. de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Ursule, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne-Lapocatière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Ferdinand d'Halifax, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et Asile pour les orphelins, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Lanoraie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

79. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Paulin, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

80. Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

81. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

82. Qu'une somme n'excédant pas onze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la Gazette Officielle de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

83. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour l'arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

84. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

85. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour allocations accordées sur le fonds de municipalités (Statuts refondus, B.C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

86. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

87. Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

88. Qu'une somme n'excédant pas soixante mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses générales pour le département des Terres de la couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, le domaine de la couronne, la seigneurie de Lauzon, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

89. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

90. Qu'une somme n'excédant pas soixante-six mille huit cent vingt-deux piastres soit accordée à Sa Majesté pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1874.

Adopté.

91. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des salaires des départements publics, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 37 Vict., chap., 1, cédule B, est insuffisant.

Adopté.

92. Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 37 Vict., chap. 1, cédule B est insuffisant.

Adopté.

93. Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la police, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 37 Vict., chap. 1, cédule B est insuffisant.

Adopté.

94. Qu'une somme n'excédant pas deux

cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant voté par 37 Victoria, chapitre 1, cédule B est insuffisant.

Adopté.

95. Qu'une somme n'excédant pas six mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer l'entretien de la prison de réforme, Montréal, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 37 Victoria, chapitre 1, cédule B, est insuffisant.

96. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 37 Victoria, chapitre 1, cédule B, est insuffisant.

Adopté.

97. Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille trois cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1re classe, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 37 Victoria, chapitre 1, cédule B, est insuffisant.

Adopté.

98. Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinq cent quatre-vingt-dix piastres et deux centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2e classe, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 37 Victoria, chapitre 1, cédule B, est insuffisant.

Adopté.

99. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cent soixante-dix neuf piastres et quatre-vingt onze centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3e classe, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 37 Victoria, chapitre 1, cédule B, est insuffisant.

Adopté.

100. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 37 Victoria, chap. 1, cédule B, est insuffisant.

Adopté.

101. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des aliénés sous la direction des Soeurs de la Providence, Montréal, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 37 Vict., chap. 1, cédule B, est insuffisant.

Adopté.

102. Qu'une somme n'excédant pas dix-sept

mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de service d'enregistrement, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 37 Vict., chap. 1, cédule B, est insuffisant.

Adopté.

103. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la ligne de division entre Québec et Ontario, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 37 Vict., chap. 1, cédule B, est insuffisant.

Adopté.

104. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses générales des Terres de la Couronne, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 37 Vict., chap. 1, cédule B, est insuffisant.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

Rentes constituées

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les ventes, cessions et transports volontaires des rentes constituées représentant les droits seigneuriaux et la signification desdites ventes, cessions et transports.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Partage de la division d'enregistrement de Montréal

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour partager la division d'enregistrement de Montréal en trois divisions d'enregistrement.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour jeudi prochain.

Repatriement des Canadiens

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour encourager les

Canadiens des Etats-Unis à venir se fixer sur les terres incultes de la couronne pour d'autres fins.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour jeudi prochain, et les résolutions, adoptées en comité de toute la Chambre, mardi, le deuxième jour de février courant, concernant l'immigration et le repatriement des Canadiens, sont renvoyées audit comité.

Avis et déclarations à être donnés aux registrateurs

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill relatif aux avis et déclarations à être donnés aux registrateurs.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte des chemins de fer de 1869

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour amender l'acte des chemins de fer, 1869.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec amendement, lequel est lu et adopté.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies à fonds social

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement lequel est lu et adopté.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte pour légaliser des actes de notaires

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill

pour légaliser certains actes de notaires registrateurs.

Adopté (sur division).

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Inhumations

M. P. LARUE (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour mieux régulariser les inhumations.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Compagnie d'assurance mutuelle

M. N.-M. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre 68 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les compagnies d'assurance mutuelle.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à onze heures et demie.

Séance du 11 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures vingt-cinq.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Alexander, la pétition de Ed. Scott et autres, et la pétition d'Owen Daly et autres, toutes de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Malhiot, la pétition de J. Boucher de Niverville et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De John Lane et autres, de la cité de Québec, demandant à être entendus contre le bill pour amender l'acte qui incorpore la congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise.

De Narcisse C. Faucher, grand connétable du district de Québec, demandant à être indemnisé des pertes par lui souffertes dans l'incendie du palais de justice.

De Peter Redpath et autres, de la cité de Montréal, demandant que les droits de l'Université McGill soient protégés.

De Ed. Lemieux et autres, de l'Anse Saint-Jean et de Chicoutimi, demandant de l'aide pour la construction d'un quai à l'entrée Est de la Baie ou Anse Saint-Jean.

Il est ordonné que la pétition de J. Boucher de Niverville et autres, de la cité des Trois-Rivières présentée aujourd'hui soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant que le bill pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières et les divers actes qui l'amendent ne devienne pas loi, est reçue et lue.

Rapport de comités:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement:

Bill pour incorporer l'Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour amender l'acte pour incorporer la congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise.

Bill pour autoriser Joseph Dinham Molson et William Hastings Kerr, ès-qualité, à vendre certain immeuble chargé de substitution.

Bill pour autoriser les exécuteurs du testament de Stanley C. Bagg, écuyer, à vendre, échanger, aliéner et transporter certain bien-fonds chargé de substitution dans ledit testament, et à placer les produits de la vente de ladite propriété.

Bill pour autoriser la corporation du village d'Hochelaga à emprunter de l'argent et pour autres fins.

Bill pour incorporer la compagnie de terrains et de manufactures de Saint-Pierre.

Introduction de bills:

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 18 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant l'érection et la division des paroisses, la construction et la réparation des églises.

Accordé.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le tracé et l'entretien d'un chemin d'hiver entre les villes de Sorel et de Berthier.

Accordé.

Affaire des Tanneries

LE SERGENT D'ARMES: S'avance près de la table du greffier et, sur l'ordre de l'Orateur, donne lecture du rapport de sa mission à Montréal, déclarant qu'il a arrêté MM. Cotté et Duvernay, en vertu du mandat de l'Orateur, mais il n'a pu les amener à la barre de la Chambre, à cause de la décision donnée par Thomas Kennedy Ramsay, écuyer, accordant des brefs d'habeas corpus et annulant les mandats de l'Orateur.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Le renseignement fourni à la Chambre est de grande importance. (Il est interrompu avant de pouvoir expliciter davantage).

M. G. OUIMET (Deux-Montagnes): La Chambre ne connaît pas la personne dénommée Thomas Kennedy Ramsay, écuyer.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il serait alors préférable que le sergent d'armes corrige son rapport en y ajoutant les mots suivants:

"Honorable Thomas Kennedy Ramsay, un des juges de la cour du Banc de la Reine".

Voici le rapport tel que présenté à la Chambre par le sergent d'armes:

Le sergent d'armes de cette Chambre fait rapport par écrit que, vendredi, le cinquième jour de février courant, entre dix et onze heures de l'avant-midi, en obéissance au mandat de M. l'Orateur, daté le troisième de février courant, il a pris sous sa garde Ludger-Denis Duvernay, de la cité de Montréal, copropriétaire du journal "La Minerve", et qu'il n'a pu le faire compa-

raître à la barre de la Chambre, en conséquence d'un writ d'habeas corpus et d'un jugement de l'honorable Thomas Kennedy Ramsay, l'un des juges de la cour du Banc de la Reine, pour la province de Québec, annulant le mandat de M. l'Orateur et mettant ledit prisonnier en liberté.

Assemblée législative,

Au sergent d'armes de l'Assemblée législative,

Attendu que l'Assemblée législative a ordonné aujourd'hui: "Que Ludger-Denis Duvernay, de la cité de Montréal, copropriétaire du journal "La Minerve" soit mandé, sous la garde du sergent d'armes de cette Chambre,

Les présentes vous requièrent, en conséquence, de prendre sous votre garde la personne dudit Ludger-Denis Duvernay, et de l'emmener à la barre de ladite Assemblée législative".

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce troisième jour de février mil huit cent soixante-quinze.

(Signé), J.-G. Blanchet
Orateur de la Chambre d'Assemblée

Canada
Province de Québec,
District de Montréal

Victoria, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi.

A Charles Garneau, écuyer, de la cité de Québec, dans le district de Québec, maintenant dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec. Salut.

Nous vous recommandons d'amener devant Thomas Kennedy Ramsay, écuyer, un des juges de notre cour du Banc de la Reine pour le Bas-Canada, dans la Chambre des juges, dans le palais de justice, dans notre cité de Montréal, immédiatement après la réception de ce bref, la personne de Ludger-Denis Duvernay, qui a été mis sous votre garde et qui est détenu par vous (comme il est dit), et de produire en même temps le jour et la cause de l'appréhension et de la détention dudit Ludger-Denis Duvernay, sous quelque nom que ledit Ludger-Denis Duvernay soit appelé dans le même, pour faire et recevoir toutes et chaque telles choses que notre dite justice considérera de lui alors et là, sous ce rapport, et que vous ayez alors et là le présent writ.

En foi de quoi nous y avons fait apposer le sceau de notre cour du Banc de la Reine pour le Bas-Canada, en notre cité de Montréal, ce cinquième jour de février, dans la trente-huitième année de notre règne.

(Signé,) Dessaulles & Schiller,
greffiers de la couronne

Vraie copie.
(Signé,) Dessaulles & Schiller,
Greffiers de la couronne.

L'exécution de ce writ est prouvée par la cédule qui y est annexée.

(Signé), Charles Garneau,
Sergent d'armes

Dessaulles & Schiller,
Greffiers de la couronne

Province de Québec,)
District de Montréal)

Je, Charles Garneau, sergent d'armes de l'Assemblée législative, certifie par les présentes et fais rapport à Notre Souveraine Dame la Reine qu'avant d'avoir reçu le writ ci-annexé, à moi dirigé, le cinquième jour de février courant, la personne dudit Ludger-Denis Duvernay y désigné nommé ledit bref, a été pris et mis sous ma garde en vertu d'un warrant sous le nom et le sceau de l'honorable Joseph-Goderic Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec, lequel warrant est conçu dans les termes suivants, savoir:

Assemblée législative.

Au sergent-d'armes de l'Assemblée législative,

Attendu que l'Assemblée législative a, ce jour, ordonné: que Ludger-Denis Duvernay, de la cité de Montréal, copropriétaire du journal La Minerve, soit mandé sous la garde du sergent-d'armes de la Chambre, les présentes vous requièrent, en conséquence, de prendre sous votre garde la personne dudit Ludger-Denis Duvernay, et de l'emmener à la barre de ladite Assemblée législative."

Signé, J.-G. Blanchet,
Orateur de l'Assemblée législative

(L.S.)

Et ceci est la cause, et la seule cause de la détention par moi dudit Ludger-Denis Duvernay, dont je produis maintenant la personne, tel qu'il m'est ordonné par ledit writ.

Certifié en la cité de Montréal, dans le district de Montréal en ladite province de Québec, le sixième jour de février, en la trente-huitième année du règne de Sa Majesté, de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-quinze.

Signé, Charles Garneau,
Sergent-d'armes

Vraie copie,

Signé, Dessaulles & Schiller,
Greffiers de la couronne

Lecture faite du rapport du writ ci-inclus, et après avoir entendu Thomas W. Ritchie, écuyer, l'un des conseils en loi de Sa Majesté, à l'appui

du mandat de l'honorable Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec, et William H. Kerr, écuyer, l'un des conseils en loi de Sa Majesté, et conseil pour ledit y mentionné Ludger-Denis Duvernay, il est ordonné que le dit rapport soit filé, et me paraissant que le mandat annexé audit rapport est irrégulier, nul et sans effet, et insuffisant en droit pour justifier la détention et l'emprisonnement dudit Ludger-Denis Duvernay, il est ordonné que ledit Ludger-Denis Duvernay soit mis en liberté.

Chambre des Juges, Montréal, ce neuvième jour de février 1875.

(Signé), T. K. Ramsay

Vraie copie

(signé), Dessaulles & Schiller,
Greffiers de la couronne

De plus, le sergent d'armes de cette Chambre fait rapport que vendredi, le cinquième jour de février courant, entre dix et onze heures de l'avant-midi, en obéissance au mandat de M. l'Orateur, daté le troisième jour de février courant, il a pris sous sa garde Honoré Cotté, de la cité de Montréal, caissier de la Banque Jacques-Cartier, et qu'il n'a pu le faire comparaître à la barre de la Chambre, en conséquence d'un writ d'habeas corpus et d'un jugement ci-annexés de l'honorable Thomas Kennedy Ramsay, l'un des juges de la cour du Banc de la Reine, pour la province de Québec, annulant le mandat de M. l'Orateur et mettant ledit prisonnier en liberté.

Assemblée législative.

Au sergent d'armes de l'Assemblée législative,

Attendu que l'Assemblée législative a ordonné aujourd'hui: "Que Honoré Cotté, caissier de la Banque Jacques-Cartier, de la cité de Montréal, soit mandé, sous la garde du sergent d'armes de cette Chambre:

Les présentes vous requièrent, en conséquence, de prendre sous votre garde la personne dudit Honoré Cotté, et de l'emmener à la barre de ladite Assemblée législative".

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce troisième jour de février, mil huit cent soixante-quinze.

(Signé), J.-G. BLANCHET,
Orateur de la Chambre d'Assemblée

Canada
Province de Québec
District de Québec

Victoria, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi.

A Charles Garneau, écuyer, de la cité de

Québec, dans le district de Québec, maintenant dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, sergent-d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec. Salut.

Nous vous recommandons d'emmener devant Thomas Kennedy Ramsay, écuyer, un des juges de notre cour du Banc de la Reine pour le Bas-Canada dans la Chambre des juges, dans le palais de justice, dans notre cité de Montréal, immédiatement après la réception de ce bref, la personne de Honoré Cotté, qui a été mis sous votre garde et qui est détenu par vous (comme il est dit) et de produire en même temps le jour et la cause de l'appréhension et de la détention dudit Honoré Cotté, sous quelque nom que ledit Honoré Cotté soit appelé dans le même, pour faire et recevoir sous ce rapport, et que vous ayez alors et là le présent writ.

En foi de quoi nous y avons fait apposer le sceau de notre cour du Banc de la Reine pour le Bas-Canada, en la cité de Montréal, ce cinquième jour de février, dans la trente-huitième année de notre règne.

(Signé), DESSAULLES & SCHILLER,
Greffiers de la couronne

Vraie copie,
(Signé), Dessaulles & Schiller,
Greffiers de la couronne

L'exécution de ce writ est prouvée par la cédule qui y est annexée.

(Signé), CHARLES GARNEAU,
Sergent d'armes

Vraie copie.

Dessaulles & Schillet,
Greffiers de la couronne

Province de Québec,
District de Montréal

Je, Charles Garneau, sergent d'armes de l'Assemblée législative, certifie par les présentes et fait rapport à Notre Souveraine Dame la Reine qu'avant d'avoir reçu le writ ci-annexé, à moi dirigé, le cinquième jour de février courant, la personne dudit Honoré Cotté, y désigné, nommé dans ledit bref, a été pris et mis sous ma garde en vertu d'un warrant sous le nom et le sceau de l'honorable Joseph-Goderic Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec, lequel warrant est conçu dans les termes suivants, savoir:

Assemblée législative.

Au sergent d'armes de l'Assemblée législative,

Attendu que l'Assemblée législative a ce jour ordonné: Que Honoré Cotté, de la cité de

Montréal, caissier de la banque Jacques-Cartier, soit mandé sous la garde du sergent d'armes de la Chambre:

Les présentes vous requièrent, en conséquence, de prendre sous votre garde la personne dudit Honoré Cotté, et de l'emmener à la barre de ladite Assemblée.

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Québec, ce troisième jour de février, mil huit cent soixante-quinze.

(Signé), J.-G. Blanchet,
Orateur de l'Assemblée législative

Et ceci est la cause, et la seule de la détention par moi dudit Honoré Cotté, dont je produis maintenant la personne tel qu'il m'est ordonné par ledit writ.

Certifié en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, en ladite province de Québec, le sixième jour de février, en la trente-huitième année du règne de Sa Majesté, en l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-quinze.

(Signé), Charles Garneau,
Sergent d'armes

(L.S.)

Vraie copie.

(Signé), Dessaulles & Schiller,
Greffiers de la couronne

Lecture faite du rapport du writ ci-inclus, et après avoir entendu Thomas W. Ritchie, écuyer, l'un des conseils en loi de Sa Majesté, à l'appui du mandat de l'honorable Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec, et William H. Kerr, écuyer, l'un des conseils en loi de Sa Majesté, et conseil pour ledit y mentionné Honoré Cotté. Il est ordonné que ledit rapport soit filé et, me paraissant que le mandat annexé audit rapport est irrégulier, nul et sans effet, et insuffisant en droit pour justifier la détention et l'emprisonnement dudit Honoré Cotté, il est ordonné que ledit mandat soit annulé et que ledit Honoré Cotté soit mis en liberté.

Chambre des juges, Montréal, ce neuvième jour de février 1875.

Signé, T.K. Ramsay

Vraie copie

(Signé) Dessaulles & Schiller,
Greffiers de la couronne.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Cette décision du juge Ramsay porte une grave atteinte à nos privilèges, mais heureusement on peut en appeler à la cour d'Appel, in banco.

Il existe une loi qui n'a pas été désavouée nous permettant de forcer des témoins à comparaître, et le juge Ramsay n'a pas dit que cette

loi est inconstitutionnelle. La question va être portée, sous peu de jours, devant la cour d'Appel et l'on verra si cette cour appréciera la décision du juge Ramsay et il est mieux d'attendre jusque-là avant de prendre aucune procédure. Si la cour d'Appel soutenait la décision du juge Ramsay, alors cette Chambre unanimement demandera que ces pouvoirs lui soient conférés. J'espère que la cour d'Appel donnera son jugement avant la prorogation.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si la Chambre obtiendra cette décision de la cour d'Appel avant la prorogation.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit qu'il a toute raison d'espérer.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Tout le monde admet qu'il y a des doutes sérieux sur nos pouvoirs. Quant à moi, je n'attendrais pas à l'année prochaine pour faire décider la question. Nous devrions pétitionner la Chambre d'Angleterre avant la prorogation, car il y a des doutes sérieux sur nos pouvoirs. Si la cour d'Appel décide que nous avons ces pouvoirs, notre requête en Angleterre sera inutile; dans le cas contraire, on aura ces pouvoirs à la prochaine session.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Si cette Chambre n'est pas revêtue du pouvoir d'entendre les témoins sous serment et de les contraindre à comparaître devant elle, si elle n'a pas ce droit, il est inutile pour nous de nous réunir ici; si nous n'avons pas ce droit, il vaudrait mieux fermer les portes de cette enceinte et nous en aller. Tout en respectant nos cours de justice, je ne crois pas qu'elles aient le droit de décider de la constitutionnalité de nos lois.

Il faut prier Sa Majesté de définir nos privilèges et pouvoirs. Je diffère d'opinion avec l'honorable commissaire des Terres de la couronne. L'honorable juge a modifié son jugement. Il a déclaré que cette Chambre n'a pas le droit d'entendre les témoins sous serment. Il a aussi dit que la question posée aux témoins était d'une telle nature que le refus d'y répondre ne mettait les témoins en mépris de cette Chambre. Si l'honorable juge avait décidé dans ce sens seulement, j'aurais pu comprendre son jugement. Dans tous les cas, il faut faire tout en notre pouvoir pour revendiquer les droits de cette Assemblée.

G. IRVINE (Mégantic): Said it was a necessary incident of our system that the courts should have the right to decide upon the powers of the Legislature. In England, the power of Parliament was universal and unrestrained in any way, and in that country, therefore, the courts had no right to say what was beyond its competency. But in this country, the Legislative power was divided between the Local and Federal bodies, and it

sometimes became necessary in consequence that the Courts should be invoked to decide upon points of disputed jurisdiction. In the case of l'Union Saint-Joseph and Delisle, the Privy Council decided that it was within the competence of every judge in this country before whom an act of the Legislature was brought to decide whether that act was within its power or not, holding that this was a necessary incident of the Federal system; acts of this Legislature as well as of the Dominion Parliament were clearly within the jurisdiction of the courts. He agreed with Mr. Joly that this House was put in a humiliating position by Judge Ramsay's decision. His Honour had clearly decided that this House had no right to do what it had been doing for weeks in conducting the investigation into the Tanneries Land Exchange. If this judgment was sustained, the sooner the House took steps to obtain such power the better. The Committee could only get to the end of this investigation by the examination of witnesses, and if the investigation was to be postponed until the decision of the Court of Appeal was given, no one could tell how long the Committee would have to wait or the House to sit, perhaps till March or June next.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Dit qu'il est convaincu que toute la Chambre est unanime à regretter cette décision de l'honorable juge Ramsay. Si nous sommes privés du droit d'interroger les témoins sous serment, nous n'avons pas le droit de légiférer d'une manière convenable. Car dans le comité des bills privés, par exemple, il nous faut de toute nécessité interroger les témoins sous serment. Il est certain que la cour d'Appel, voyant l'importance de cette question, se hâtera de donner sa décision et il espère que cette décision sera différente de celle donnée par le juge Ramsay, mais il est impossible de dire quand cette décision sera donnée. Il croit qu'il sera peut-être plus sage d'épuiser tous les moyens que nous avons à notre disposition avant de pétitionner Sa Majesté. Si la décision de la cour d'Appel nous est défavorable, nous pouvons en appeler au Conseil privé de la reine. Dans tous les cas, la Chambre ne sera pas prorogée sans qu'une décision quelconque ne soit prise.

Chef-lieu de Bedford et Nelsonville

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour changer le nom du chef-lieu de Bedford et Nelsonville, en celui de Sweetburg.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Profession médicale

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender le chapitre 71 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la profession médicale et la vente des médicaments.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif:

L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'article 69 du code de procédure civile relativement à l'assignation de certains défendeurs".

Bill intitulé: "Acte pour rendre valides certains actes et documents exécutés dans le district de Gaspé".

Et, de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de l'Association pharmaceutique de la province de Québec et pour régler la vente des poisons".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de l'hôtel Russell".

Association pharmaceutique de la province de Québec

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de l'Association pharmaceutique de la province de Québec, et pour régler la vente des poisons".

Adopté.

Il est ordonné que ces amendements soient lus une deuxième fois demain.

Compagnie de l'hôtel Russell

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil

législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de l'hôtel Russell".

Adopté.

Il est ordonné que ces amendements soient lus une deuxième fois demain.

Incorporation de la cité de Hull

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la cité de Hull".

Adopté.

Il est ordonné que ces amendements soient lus une deuxième fois demain.

Interpellations :

Censitaires de la seigneurie de Laprairie

M. A. ESINHART (Laprairie): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire aux censitaires de la seigneurie de Laprairie remise de partie des arrérages de droits seigneuriaux dus par eux au gouvernement et de leur donner un délai pour le paiement de la balance.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Le gouvernement a déjà été saisi de cette question.

Assurances mutuelles sous le contrôle des municipalités

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour établir des assurances mutuelles sous le contrôle et la garantie des municipalités.

L'HONORABLE L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande au député d'Iberville (M. L. Molleur) d'expliquer le bill.

M. L. MOLLEUR (Iberville): A une assemblée des électeurs de mon comté, tous ont compris l'avantage d'une pareille assurance, l'avantage de porter les risques les uns des autres dans chaque municipalité. Le comité spécial nommé pour étudier ce bill l'a adopté d'une voix unanime. Les compagnies d'assurance dans le pays ont immensément d'argent, ou de grandes dépenses d'administration, d'où on a conclu que chaque assuré paie un montant double à celui nécessaire pour s'assurer pour la même somme dans une assurance telle que je propose. Je suis certain que le présent bill fonctionnera bien, mais si des honorables députés y ont objection, que cette Chambre en restreigne l'opération au district d'Iberville. J'ai plusieurs amendements à proposer au présent bill en comité.

M. W.W. LYNCH (Brome): Il y a un principe dans ce bill qui est mauvais, c'est que tout contribuable dans une municipalité est néces-

sairement membre de l'assurance mutuelle; ceci est contraire à tous nos principes sur les assurances qui sont toujours volontaires; ceci est d'autant plus sérieux qu'aucune requête du comité d'Iberville ne présente la présente mesure. Il est vrai que la présente assurance ne sera établie dans une municipalité qu'à la demande de la majorité, mais il est injuste d'astreindre la minorité sur une question d'assurance aux vœux de la majorité. Je demanderais donc à l'honorable député de suspendre sa mesure pour le présent.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je m'oppose au présent bill parce que je trouve qu'il nuira aux assurances agricoles qui fonctionnent très bien depuis plusieurs années et les remplacera par un système inconnu.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Si l'honorable député ne retire pas sa mesure, je me verrai forcé de demander qu'elle soit renvoyée à six mois.

M. L. MOLLEUR (Iberville): On a dit que ce bill avait pour but de renverser plusieurs assurances. Si un comté établit ces sortes d'assurances, c'est donc qu'elles rendent plus de services que les autres compagnies d'assurance. On a fait de la cabale pour faire tomber ce bill. On a eu grandement tort et, si je ne savais pas que la mesure rencontre l'approbation de mon comté, je ne proposerais pas ce bill. On se plaint que ce sera une imposition de la minorité à la majorité. Je ne le crois pas, il y a eu peu de feux à la campagne.

Les cultivateurs sont obligés de payer des employés pour rien actuellement, tandis que le système que je propose ne demande aucun employé. Toutes les dépenses d'administration que ceux dont les bâties assurées ne brûlent pas sont obligés de payer se trouvent évitées. Le système d'assurances agricoles, tel qu'il est en force, ne profite qu'aux actionnaires et nullement aux assurés; c'est avec l'argent des primes payées pour rien que se font ces profits.

On dit que ce bill soumet la minorité à la majorité.

Mais est-ce que cela n'arrive pas tous les jours? Lorsqu'une municipalité vote un subside à un chemin de fer, est-ce que la minorité n'est pas soumise à la majorité?

On a dit que ce système sape les compagnies d'assurance par la base; mais cela est loin d'être un malheur, puisque, en vertu de ce bill, on pourra assurer ses propriétés à bien meilleur marché que les taux des compagnies d'assurance.

C'est dans l'intérêt de tout citoyen de s'assurer; nous ne devons donc pas craindre d'imposer l'obligation de s'assurer. Il ne retirera pas son bill et verra ceux qui voteront contre.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je suis opposé à ce bill si on veut constituer un conseil

municipal en compagnie d'assurance. Ce bill devrait être un bill privé et il n'est pas dans l'ordre, attendu qu'il n'y a pas les avis nécessaires. Ce bill, ensuite, ne met pas tout le monde sur un pied d'égalité, car dans un village le risque est plus grand; cependant avec le système proposé par M. Molleur, l'assuré paiera le même taux que le cultivateur dont le risque est isolé.

Je conseille au député d'Iberville (M. L. Molleur) de retirer son bill, au moins pour la session présente.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): M. Molleur a droit de se plaindre de la manière dont la Chambre a traité son bill. Si l'on était décidé de le rejeter, on aurait dû le faire à la deuxième lecture.

Néanmoins, il n'approuve pas le bill et votera contre, si M. Molleur ne le retire pas. Il considère que le principe du bill est injuste; et d'ailleurs les conseillers municipaux ont bien assez à faire sans se faire agents d'assurances.

M. M. HOUDE (Maskinongé): S'oppose au bill; il désapprouve une législation de la nature de cette compagnie qui aurait pour effet de forcer les gens à s'assurer. Il croit que M. Molleur ferait mieux de laisser son bill sur les ordres du jour afin de permettre aux députés de consulter leurs électeurs sur ce bill. Il est d'avis qu'on doit toujours laisser la liberté aux citoyens.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Explique comment le bill a passé à sa seconde lecture, inaperçu. Le bill a été envoyé à l'imprimeur sans la signature du greffier en loi; le bill a même été envoyé à l'imprimeur avec la signature d'un des employés de la couronne qui a déclaré que cette signature n'est pas la sienne. Il ne dit pas cela dans le but d'accuser quelqu'un, mais seulement pour constater comment le bill a été imprimé sans la connaissance du gouvernement.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Dit qu'il n'a rien fait de la sorte pour faire passer son bill. Il ajoute qu'il n'est pas traduit et que c'est le greffier en loi lui-même qui l'a préparé. Il est donc bien étonné des remarques de M. Angers. Il proteste donc contre ce qu'on veut lui imputer et dit qu'il y a quinze jours qu'il est sur les ordres du jour. Il prétend qu'on n'a pas compris l'esprit de son bill; on s'effraie sans raison des difficultés que pourrait soulever cette mesure. Il est prêt à amender son bill et en retrancher la clause qui rend l'assurance obligatoire.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit que c'est lui qui n'a pas assisté au comité, mais que la raison en est bien simple, c'est qu'il est obligé d'assister à plusieurs comités. Il reconnaît que M. Molleur a agi avec une franchise parfaite.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Voit dans l'aveu de M. Garneau une preuve que dans le cas présent, c'est le gouvernement qui est en cause.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit que, si l'on retranche la clause établissant l'obligation de participer à l'assurance, le bill devient tout à fait inutile puisque les contribuables peuvent déjà se former en compagnie d'assurance mutuelle. La seule différence, c'est que par ce bill les conseillers municipaux seront les directeurs et les agents ex officio de la compagnie, ce qui ne devrait pas être. Ce qu'il veut établir existe déjà en vertu du chap. 68 des Statuts refondus du Bas-Canada.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Se porte de nouveau à la défense de son bill et prétend que son bill n'est pas la même chose que ce que contient le chapitre 68 des Statuts refondus du Bas-Canada.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Trouve qu'on ne rend pas justice à M. Molleur, qui s'est donné un mal infini pour amener des membres au comité. Les remarques qu'on a faites sur cette question prouvent, je crois, que l'on n'a pas étudié suffisamment cette question en comité. M. Molleur a exposé l'esprit de son bill et personne n'a répliqué à ses arguments, bien qu'il y eût là des hommes très compétents.

Les paroles de M. Angers sont de nature à laisser une mauvaise impression. Eh bien! j'ai vu moi-même le bill après qu'il a été sorti de mains du greffier en loi, j'ai vu de mes propres yeux les notes marginales faites par le greffier en loi lui-même; donc, s'il y a négligence, c'est de la part du gouvernement. Quant à la clause obligatoire, je l'approuve et je ne trouve rien d'aussi étrange qu'on l'a prétendu. Je conseillerais donc à M. Molleur de ne pas retirer le bill lui-même afin de permettre à la Chambre d'étudier la question et je ne doute pas qu'un autre année la mesure de M. Molleur soit accueillie favorablement par la Législature.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Proteste énergiquement contre les imputations de M. Angers.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande à l'Orateur de vouloir bien se servir de l'autorité qu'il possède pour découvrir comment il se fait que ce bill a ainsi été envoyé à l'impression.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Encore une fois, je n'ai voulu accuser personne; j'ai voulu seulement expliquer comment il se faisait que le bill avait été envoyé à l'impression et rien de plus; je n'ai voulu accuser personne.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Eglise de la Trinité

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour permettre au Lord Evêque de Montréal, du consentement du ministre et des marguilliers de l'église de la Trinité, Montréal, d'emprunter une somme d'argent et d'hypothéquer à cette fin la propriété de ladite église.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Code municipal

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Il est ordonné que le comité ait la permission de siéger à nouveau demain.

Saisie des salaires des officiers publics

Les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers et employés publics", sont, en conformité de l'ordre, lus une seconde fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Interpellations:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le commissaire des Travaux publics a informé des députés de son côté de la Chambre du fait que les plans relatifs à l'édifice du ministère étaient prêts.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Les plans se trouvent dans le bureau du président d'Assemblée. S'il était possible de déplacer la masse, on pourrait peut-être les présenter pour étude aux députés.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Déplaçons alors la masse.

(Ceci étant fait, les plans sont déposés sur le bureau du greffier.)

Subsides

Le comité des subsides fait rapport des résolutions adoptées à la séance du 9 février.

La première résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La deuxième résolution, étant lue une seconde fois et la question étant proposée, que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution:

M. L. MOLLEUR (Iberville): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose sous forme d'amendement que les mots "ne concoure pas maintenant" soient mis à la place du mot "concourt" dans ladite motion.

La Chambre se divise et l'amendement est rejeté.

La résolution est adoptée.

La troisième et la quatrième résolutions étant lues une seconde fois et la question étant proposée, que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Montmagny (M. F. Langelier), propose sous forme d'amendement à la question que les mots "à condition que les travaux des chemins de colonisation soient donnés autant que possible à la compétition publique chaque fois qu'ils excéderont la somme de \$400" soient ajoutés à la fin d'icelles.

L'amendement étant mis aux voix est adopté.

Ladite résolution ainsi amendée est alors adoptée.

La Chambre adopte les résolutions suivantes jusqu'à la cent neuvième.

La cent neuvième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

La cent dixième résolution et les suivantes jusqu'à la cent quatorzième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre s'ajourne à minuit et demi.

Séance du 12 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Affaire des Tanneries

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Monsieur l'Orateur, je suis fâché de me voir obligé d'attirer l'attention de cette Chambre sur un article libelleux publié contre moi dans le *Morning Chronicle*.

Je regrette d'avoir à le faire parce que mon nom y est mentionné. Je propose, appuyé par le député de Trois-Rivières (l'honorable H.G. Malhiot), que M. le greffier fasse lecture de l'article en question. J'en appelle à tous les membres de cette Chambre et à l'honorable chef de l'Opposition. La Chambre doit se protéger contre les calomnies de certains individus qui déshonorent la presse.

Cet article, intitulé "How the case stands", est libelleux et je regrette de voir la Chambre à la merci de certains individus qui appartiennent de fait, mais qui ne devraient pas appartenir à l'honorable profession de journaliste. Depuis quelque temps, certains journaux se sont appliqués à jeter du discrédit sur les membres et les procédés de cette Chambre. Il en appelle à tous les membres de la Chambre de voir à ce que les privilèges de cette Chambre soient respectés. Il demande que certaines parties de l'article soient entrées dans les votes et délibérations.

M. LE GREFFIER: Commence à lire l'article.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Cela n'est pas nécessaire, j'ai indiqué les passages à lire.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le greffier ferait mieux de lire tout l'article, je pense.

LE GREFFIER: Lit l'article.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Trois-Rivières (l'honorable H.-G. Malhiot), qu'une partie du premier paragraphe et deux parties du second paragraphe d'un article inséré dans le journal appelé *The Morning Chronicle*, publié à Québec le douzième jour de février courant, ayant pour titre "How the case stands," soient maintenant lues par le greffier de cette Chambre, et lesdites parties de paragraphe sont lues comme suit:

"Deux ex-ministres, qui sont eux-mêmes accusés, ont, par leur conduite en Chambre, encouragé les récalcitrants dans leur refus d'accomplir ce qui est honorable et digne d'un homme, et ils peuvent être maintenant satisfaits en pensant qu'ils ont, pour cette session du moins, empêché une enquête minutieuse sur les circonstances qui ont accompagné l'échange du terrain.

Ils se sont tellement mis à évidence dans le comité et dans la Chambre, comme avocats des chefs des conspirateurs; ils ont jeté tant d'obstacles dans l'examen satisfaisant des témoins; ils ont conseillé si ouvertement à Duvernay, Dansereau et Cotté de désobéir aux ordres du comité; leurs rapports avec les personnes qui ont recueilli le fruit de la transaction ont été si marqués que l'opinion publique ne peut faire autrement que de rester sous l'impression qu'il y a quelque chose qu'ils s'efforcent de cacher, malgré leurs déclarations du contraire. Nous ne pouvons nous empêcher de conclure, lorsque nous les voyons encourager les impertinences d'un Middlemiss et excuser et pallier les insolences d'un Dansereau, les individus qui ont conduit la transaction et en ont eu le bénéfice, qu'ils sont les avocats retenus spécialement pour les défendre. Ils ne peuvent faire concorder leurs déclarations précédentes avec leur conduite durant l'enquête, et nous ne pensons pas qu'ils aient, aujourd'hui, un ami assez osé pour dire que leurs mains ne sont pas souillées...

Ils ont sans cesse paru être dans des rapports très intimes avec ceux qui ont préparé la transaction aux dépens de la province, leur langage en Chambre et devant le comité a été de nature à pousser le témoin récalcitrant à persévérer dans son refus dédaigneux, et à fortifier la croyance chez le peuple qu'il y a à cacher quelque chose que, dans leurs intérêts, il n'est pas à désirer que le public connaisse; conséquemment, s'ils sont jugés sévèrement à cause de leurs paroles et de leurs actions, ils ne doivent pas blâmer ceux qu'ils ont volontiers acceptés comme aptes à se prononcer sur la part exacte qu'ils ont pri dans l'affaire qui préoccupe si vivement tout le pays."

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Trois-Rivières (l'honorable H.-G. Malhiot), que William Leslie Thorn, écuyer, de la cité de Québec, comparaisse immédiatement à la barre de cette Chambre. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Put it whether it was advisable for the House to attempt to exercise powers which had only so very recently been denied them by a formal decision of the Courts. In persisting in the same course, they were only inviting the same conflict and making their position more humiliating. He admitted that it was very desirable, if possible, to place a check upon this style of literature, but, if they were on all occasions of the kind, to bring the offenders before them for punishment, that is to say, if they had power to punish them, the Treasurer would have to submit a supplementary estimate to increase our good accommodation. If Mr. Thorn refused to answer the questions put to him, or refused to appear before them at all, they would only have to go over the same course as at Montreal.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Said the Honourable gentleman (Mr Bellingham) was not in order. The motion had been carried. Nevertheless, he did not desire to prevent Honourable Members from expressing their views on the subject, but he might tell the Honourable Member that the question was not the same as it was at Montreal. Mr. Thom was the known editor of the Chronicle, and at the same time employee of this House. If he refused to obey the order of the House, then the opinion might be asked from the House as to the manner in which employees under such circumstances should be dealt with.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Pointed out that he had not been out of order, as the seconder of the motion had only just entered the Chamber, and the motion could not be carried without his presence.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said that he was rather surprised at the action which had been taken. It would be cowardly on his part, he thought, to keep silence on this matter, for he had himself made charges very much like those complained of, on the floor of the House. But there were precedents so numerous in English practice that he did not wish to object to the motion of itself, though he did not wish that his silence, when the motion was put, should be construed into concurrence in its spirit. He could not do so without the imputation of cowardice when his own conduct had been so marked in the same connection.

M. L'ORATEUR: Décide que toute question à M. Thom devra être posée par écrit.

M. G. IRVINE (Mégantic): Et être approuvée par la Chambre.

M. L'ORATEUR: Certainement. Le député sergent d'armes fait rapport qu'en obéissance à l'ordre de cette Chambre, M. Thom est présent.

On fait alors entrer M. Thom et, à la barre, il est examiné comme suit:

Par M. Chapleau:

1. Quel est votre nom, votre résidence et votre profession?

Mon nom est William Leslie Thom, ma résidence, Québec, ma profession celle de journaliste.

2. Êtes-vous un des employés de cette Chambre et, si oui, en quelle capacité êtes-vous employé?

Je suis sur la liste des écrivains surnuméraires de cette Chambre et j'ai été dans cet emploi durant les deux dernières sessions. On m'a accordé un salaire pour fournir des rapports des délibérations plus étendus.

3. Êtes-vous l'éditeur, ou l'un des éditeurs du Morning Chronicle publié en cette cité?

Je fais partie du personnel du journal le Morning Chronicle publié en cette cité.

M. Chapleau, appuyé par l'honorable M. Malhiot, propose que la question suivante soit faite à M. Thom:

"Quelle autorité avez-vous pour publier des rapports des délibérations de cette Chambre plus détaillés que les autres journaux"?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): S'oppose à cette question. La fonction de M. Thom n'était pas de rédiger des rapports plus longs, mais tout autre chose.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): La Chambre n'a jamais permis la publication d'un *hansard* ou d'un rapport officiel. Je veux seulement que le témoin explique sa réponse et qu'il nous dise en vertu de quelle autorité il a agi.

La Chambre se divise et approuve la question.

Et, ladite question étant proposée, M. Thom répond comme suit:

Je fus nommé écrivain surnuméraire de cette Chambre par M. l'Orateur et il fut entendu que je devais faire des rapports aussi complets que possible dans le Morning Chronicle, dont on pourrait se servir comme d'un moyen de référence pour les débats de cette Chambre.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Ce n'est pas là une réponse. Je veux savoir de qui il a reçu autorité de publier ces comptes rendus détaillés.

Je propose, appuyé par l'honorable M. Malhiot, que la question suivante soit faite au témoin.

5. Dites-vous que vous aviez reçu des instructions de la part de M. l'Orateur de faire des rapports spéciaux des délibérations de cette Chambre? Sinon, de qui avez-vous reçu ces instructions?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Quel est le rapport entre cette question et l'accusation portée contre M. Thom?

La Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Et cette question étant posée, M. Thom répond comme suit:

Je n'ai aucune instruction définie, mais il y avait une espèce d'entente générale pour cette fin.

6. Avec qui avez-vous eu cette entente?

Je ne me le rappelle pas précisément, mais je pense que ce fut avec l'honorable M. Robertson, qui était alors trésorier de la province et d'autres membres qui m'avaient recommandé à cet emploi.

M. Chapleau, appuyé par l'honorable M. Malhiot, propose que la question suivante soit posée au témoin: "Quels sont les noms et prénoms des propriétaires du Morning Chronicle?"

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Trouve que

cette question est oiseuse, vu que les noms des propriétaires doivent être par la loi déposés au greffe.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Maintient sa question et cite un précédent à son appui.

La Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Et ladite question étant posée, M. Thom répond comme suit:

Au meilleur de ma connaissance, M. John Jackman Foote est le propriétaire du Chronicle, et l'éditeur responsable. Je suis employé par M. Foote et je reçois de lui mes instructions.

8. Etes-vous l'auteur de l'article publié dans le Morning Chronicle de ce matin, intitulé: "How the case stands"?

Je refuse de répondre à aucune question de ce genre, parce que, d'abord, ce serait contraire aux règles de l'étiquette et, ensuite, parce que M. Foote est l'éditeur responsable du Morning Chronicle.

Le prisonnier demande qu'il lui soit permis de se retirer pour consulter un aviseur légal.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose qu'il soit permis au prisonnier à la barre de se retirer sous la garde du sergent d'armes, pour être rappelé quand la Chambre aura donné un ordre à cet effet.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que les précédents de la Chambre des communes ne justifient pas cette motion, mais, si M. Thom demandait la permission de se retirer pour quelque temps, il est convaincu que la Chambre ne s'y opposerait pas.

M. THOM: Fait cette demande.

La proposition est adoptée. Il est ordonné que le député sergent d'armes amène M. William Leslie Thom, maintenant sous sa charge, à la barre de la Chambre à sept heures et demie, aujourd'hui.

Question de privilège

M. W. W. LYNCH (Brome): Soulève une question de privilège et attire l'attention de la Chambre sur le rapport d'un désaveu de l'honorable Fraser de Berry, publié dans le Morning Chronicle, où les choses les plus odieuses sont dites sur le compte de M. Gérin, un des membres de cette Chambre. Il donne lecture de ce discours qui est évidemment très injurieux et proteste contre ces injures lancées à la face d'un honorable membre de cette Chambre.

La Chambre, que va-t-elle faire si ces paroles ont été réellement prononcées par un conseiller législatif? Il a été informé que l'honorable conseiller a positivement nié avoir prononcé ce discours.

M. G. IRVINE (Mégantic): Demande au

leader de la Chambre de déclarer quelle position la Chambre doit prendre.

C'est le devoir du leader de la Chambre de revendiquer dans les circonstances actuelles l'honneur de la Chambre.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Ne pense pas que l'on puisse procéder contre un membre du conseil législatif comme l'on procéderait contre un simple citoyen, car le Conseil législatif a des privilèges qu'il faut respecter. Il faut d'abord constater que ce discours a été réellement prononcé par l'honorable conseiller. Pour cela, il serait à propos de nommer un comité spécial qui serait chargé de s'enquérir de la vérité du compte rendu et, s'il appert, par suite du rapport de ce comité, que l'honorable conseiller pour la division de Rougemont a réellement prononcé ce discours injurieux, alors il faudra adresser une requête au Conseil législatif, demandant à cet honorable corps de permettre au conseiller pour Rougemont de comparaître devant la barre de cette Chambre.

Mais il faut se rappeler que l'auteur de ce discours est membre d'un corps privilégié, comme le nôtre sous les circonstances. Je crois qu'il faudrait nommer un comité pour s'enquérir des faits.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Voilà les effets du jugement qui vient d'être rendu à Montréal. Jamais la presse n'a été si insolente que ce matin, mais il faut être prudent dans les procédures que nous prendrons. Quant au fait que, lors de la discussion du bill d'élection, un membre de cette Chambre déclare qu'il n'avait plus sa qualification foncière, ce membre était parfaitement en droit de le faire. Quant à l'article en question, je crois qu'il n'est pas nécessaire de prendre des mesures rigoureuses contre l'auteur de cette vile colonne, car tout homme en cette Chambre, comme en dehors, qualifiera cet article d'infâme libelle.

La Chambre a été unanime à regretter la décision prise par le député de Saint-Maurice de se retirer de la vie politique.

M. G. IRVINE (Mégantic): L'honorable député semble ne pas comprendre qu'il s'agit d'un discours prononcé au Conseil législatif.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Je croyais que l'on était sur le fait que ce rapport du discours était une calomnie.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je regrette que mon humble personnalité occupe si longtemps la Chambre, car il s'agit évidemment de moi en cet article. Dans cette circonstance, je suis bien indifférent, vu l'auteur du discours en question, car on doit toujours tenir compte d'où vient une injure; mais un homme prend souvent son importance du corps dont il fait partie.

Si ces injures avaient pu le blesser, il aurait

été complètement guéri par les sentiments généreux dont cette Chambre est animée à son égard. Mais en voulant blesser un député de cette Chambre, bien que l'on n'ait pas atteint le membre, on a blessé la dignité de ce corps. Il n'a pas besoin d'être vengé. Si cette insulte est tombée sur le pavé de cette Chambre, elle n'est pas parvenue jusqu'à lui excepté en sa qualité de député de la Chambre. Il est donc bien regrettable qu'un homme ait profité de l'importance du corps dont il forme partie pour faire des remarques qui peuvent amener un conflit regrettable; ces injures ne m'ont jamais atteint et je demanderais à la Chambre, si elle n'est pas atteinte dans ses privilèges, de ne pas s'occuper de cette question. (Applaudissements).

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait remarquer que pareille chose est arrivée à Ottawa. Un membre de la Chambre des Communes avait été attaqué par un sénateur. La Chambre des communes a pris la même position que celle prise par l'Assemblée législative de Québec. Elle a été unanime à offrir ses sympathies au député attaqué et, puis, on a abandonné le sujet.

M. J. HEARN (Québec-Est): Suggère que la personne qui a fait le rapport publié dans le *Chronicle* soit appelée à la barre de la Chambre pour déclarer si ce discours a été prononcé ou non par l'honorable conseiller de Rougemont.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il avait cru que l'incident devrait être abandonné à l'exemple de la Chambre des Communes.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit qu'il tient entre ses mains une motion pour renvoyer la question au comité des privilèges, mais, si c'est le désir de la Chambre d'abandonner le sujet, il ne la présentera pas.

La discussion est abandonnée.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il soit bien compris qu'il n'abandonne pas la position qu'il a prise vis-à-vis de l'éditeur du *Chronicle*.

Affaire des Tanneries

M. L'ORATEUR: Ordonne que le député sergent d'armes amène M. William Leslie Thorn, maintenant sous sa charge, à la barre de la Chambre à sept heures et demie, P.M., aujourd'hui.

Mise au point

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Informe la Chambre qu'il part demain pour Montréal. Il fait ceci pour éviter que des honorables députés ou des journaux croient, comme ils l'ont déjà fait, qu'il se sauve.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Chauveau, deux pétitions du conseil

municipal de la deuxième division du comté de Rimouski.

Par M. Langelier, la pétition de l'Institut Montmagny.

Par M. Dulac, la pétition de Paul Roy et autres, du canton de Gayhurst, et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Sébastien-d'Aylmer, tous deux du comté de Beauce.

Rapport de comités:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour mieux définir et étendre certains pouvoirs concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Sauveur, de Québec.

Bill pour incorporer la compagnie de l'Académie de musique de Montréal.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération la possibilité de naviguer le bas du Saint-Laurent, pendant la saison d'hiver. Voici le rapport: le comité spécial nommé pour s'enquérir de la possibilité de la navigation du fleuve Saint-Laurent pendant l'hiver a l'honneur de faire rapport:

Que votre comité s'est mis en devoir d'examiner des témoins compétents sur les points suivants:

Premièrement, la forme et la construction du vaisseau le plus propre à rencontrer et briser les banquises.

Secondement, les obstacles physiques à surmonter, tels que les tempêtes de neige, le brouillard qui se dégage de l'eau pendant les froids intenses, le manque de bouées, de phrases et les difficultés du mouillage.

Troisièmement, le chenal ou courant d'eau que l'on doit suivre pour s'assurer de la plus grande étendue d'eau claire possible.

Que votre comité, afin d'obtenir les renseignements les plus complets et les plus authentiques relativement au sujet plus haut mentionné, a assigné un grand nombre de témoins qu'il considère, à cause de leur expérience et de leurs connaissances pratiques, comme les plus compétents en cette matière.

Que votre comité a examiné les témoins suivants:

M. E.W. Sewell, constructeur de navires, capitaine Michel Lecours, l'honorable M. Savage, Michel Guénard, pilote licencié du fleuve Saint-Laurent, Joseph Brown, de même, M. Charles Brown, de même, capitaine Thomas Connell, de même, capitaine François Desgrosseilles, capitaine Honoré Scherrer, capitaine Goudeau, maître du havre de Québec, colonel T.-C. Farijana, ingénieur hydrographe.

Un certain nombre de ces témoins ont soutenu que la navigation d'hiver sur le Saint-Laurent ne pouvait nullement en aucun temps être arrêtée par les banquises, pourvu que l'on ne négligeât aucune précaution nécessaire dans la construction des navires, tel que le blindage en fer, etc.

Que l'épaisseur maximum des banquises, charroyées par le flux et le reflux de la marée, ne peut arrêter la marche d'un vapeur à hélice bien construit.

Qu'on ne pourrait pas toujours se servir de voiliers pendant les mois d'hiver, bien qu'il appert que des bâtiments de cette espèce ont à différentes reprises descendu et remonté le fleuve sur un long parcours dans les mois de janvier et février.

Qu'en tout temps pendant l'hiver, soit le côté nord, soit le côté sud du chenal du Saint-Laurent se trouvait entièrement libre de glace.

Que la glace se forme de bonne heure, l'hiver, sur toutes les battures et bancs de sable, de même que tout le long de la côte, depuis la ligne de la marée basse jusqu'aux eaux profondes.

Que dans beaucoup d'endroits, le chenal profond et navigable est déterminé par la glace des battures; les grandes mers du printemps en détachent une partie, mais la plus grande partie reste stationnaire pendant tout l'hiver.

Que les banquises, entraînées par le courant le long du côté extérieur des battures, forment une barrière sûre entre le vaisseau l'hiver et le rivage tel que l'a démontré l'honorable M. Savage qui a fait connaître le résultat d'expériences faites pendant quarante ans sur l'état du fleuve pendant l'hiver.

Quelques-uns des témoins prétendent que les vaisseaux, pendant une tempête de neige, doivent profiter des banquises en naviguant le long du bord extérieur de ces dernières et mouiller s'ils le jugent à propos, l'eau claire et libre de glaces, qui se trouve au vent de banquises, présentant alors un mouillage bien plus sûr qu'en été, car les tempêtes et grains de vents accompagnés de mers houleuses qui sévissent dans cette dernière saison causent une plus grande tension des câbles du vaisseau que si ce dernier était mouillé en eau calme.

Le brouillard qui se dégage des eaux du Saint-Laurent, dans les grands froids, est dissipé par le soleil levant et, pendant la nuit, il ne s'élève guère au-delà de douze à quinze pieds.

Les voiliers se servent, pendant la saison d'été, de bouées qui ont quelquefois à lutter pendant des semaines entières contre les vents d'ouest. Mais les bateaux à vapeur qui marchent en droite ligne à une vitesse de douze à quinze milles à l'heure voient à peine les bouées. La glace des battures et les banquises indiquent le chenal et tous les bancs de sable bien plus distinctement que les bouées que l'on aperçoit très difficilement du vaisseau dans sa course et que l'on ne voit pas pendant la nuit.

Toutes les lumières dont on se sert pendant la navigation d'été seraient aussi nécessaires pendant la navigation d'hiver.

La simple mention faite par les journaux qu'un comité avait été nommé pour s'enquérir de la possibilité de la navigation d'hiver du fleuve Saint-Laurent a démontré le grand intérêt que les populations des villes et villages des deux rives du Saint-Laurent portaient à cette question. Les côtes de Gaspé et de la Baie-des-Chaleurs, la Baie-Saint-Paul, Tadoussac, le Rivière-du-Loup, Betsiamis, Rimouski, New Carlisle et Paspébiac aspirent à devenir ports d'escale.

L'état ci-dessus contient le résumé des témoignages qui ont été rendus devant le comité. Quelques-uns des témoins ont non seulement affirmé qu'il était possible de naviguer sur le Saint-Laurent pendant l'hiver, mais plusieurs d'entre eux, pilotes d'une longue expérience, ont déclaré qu'ils se faisaient fort d'entreprendre un tel voyage (pourvu que le vapeur fût construit pour ce genre de navigation) en se fondant sur le fait que la navigation d'hiver entre Québec et Lévis, qui avait toujours été considérée comme impossible, est depuis 1869 devenue un fait accompli, démontrant ainsi que la navigation d'hiver en bas du fleuve Saint-Laurent est un problème qui sera résolu d'une manière satisfaisante avant peu d'années. Plusieurs des témoins ont établi, dans leurs témoignages, qu'ils avaient été envoyés, pendant l'hiver, comme capitaines à bord de remorqueurs, dans le bas du fleuve pour porter secours aux vaisseaux abandonnés dans les glaces, et qu'ils s'étaient acquittés de leur tâche, sans danger et avec succès.

D'un autre côté, quelques témoins d'une expérience reconnue, tout en manifestant le désir sincère de voir réussir une entreprise de ce genre, ont exprimé leurs doutes sur la possibilité de vaincre les difficultés physiques qu'elle présente, telles que les grands froids, l'absence ou manque de lumière et de bouées, tempêtes de neige, brouillard, banquises et havres fermés par les glaces, etc.

Votre comité sait que le gouvernement fédéral doit essayer la navigation d'hiver dans le détroit de Northumberland, entre la terre ferme et l'Île-du-Prince-Edouard, au moyen de vapeurs à hélice. Les ports d'escale choisis seront le Cap Traverse, du côté sud et le havre Georgetown, du côté est de ladite île. On s'attend à ce que cet essai réussisse. S'il en est ainsi, votre comité espère que cette navigation d'hiver s'étendra jusqu'aux Îles-de-la-Madeleine, établissant des communications entre les Îles et la terre ferme; ceci est d'autant plus à souhaiter que les habitants de ces Îles se trouvent tout à fait dépourvus de voies de communication avec les autres parties du globe pendant six mois de l'année.

En considérant la question au point de vue national, votre comité ne doute nullement que, si la science moderne pouvait contribuer au

succès de cette grande entreprise, le Canada jouirait alors des avantages inestimables d'une voie de communication indépendante et non interrompue avec les pays étrangers et une grande partie de ses habitants répandus sur les deux rives du Saint-Laurent. Québec deviendrait alors un port de mer d'hiver d'une grande importance, et le projet de construire des chemins de fer pour mettre la Puissance en rapport direct avec les ports de l'Atlantique subirait alors un changement complet, car il faudrait concentrer tout le commerce d'exportations à Québec, qui deviendrait alors le seul port de mer d'hiver de la Puissance.

En terminant, votre comité a l'honneur d'attirer votre attention sur la pétition présentée au gouvernement de la Puissance par M. E. W. Sewell et autres, annexée aux témoignages qui vous sont soumis.

Les pétitionnaires sont tellement convaincus de la possibilité qu'il y a d'établir la navigation d'hiver dans le golfe et le fleuve Saint-Laurent, de résoudre ce problème si longtemps regardé comme insoluble et d'entreprendre avec succès et sans dangers des voyages entre Québec et le bas du fleuve qu'ils ne demandent aucun subside, ni allocation, ni privilège spécial jusqu'à ce qu'ils aient démontré pendant l'espace de six mois la possibilité qu'il y a de naviguer sur le Saint-Laurent pendant l'hiver.

Etablissement de fabriques de betterave

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions pour encourager l'établissement de fabriques de sucre de betterave.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

En comité:

Il est résolu:

1. Qu'il est à propos pour l'avancement de l'agriculture et de l'industrie, dans la province, d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder un subside annuel de \$5,000 pendant cinq ans, pour l'établissement de la première manufacture de sucre de betterave, dans la province.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur le rapport du commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics, fixer l'endroit où sera établie cette manufacture et imposer à la personne ou à la compagnie qui l'établira toutes les conditions qu'il croira de

nature à assurer les intérêts de la province, et notamment la stabilité de cet établissement et la permanence de la fabrication de sucre de betterave, dans la province.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé deux résolutions. Et la question étant mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le comité dans lesdites résolutions, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour encourager la fabrication de sucre de betterave dans la province de Québec.

Accordé.

Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant l'octroi d'une aide additionnelle à certaines compagnies de chemin de fer.

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, appuyé par le député de Saint-Maurice (M. E. Gérin), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "Que cette Chambre regrette que la réclamation spéciale des compagnies de chemins de fer du Sud-Est et de Montréal, Chambly et Sorel, à un subside additionnel en conformité de la promesse faite dans cette Chambre, le 23 janvier 1874, par l'honorable premier ministre du gouvernement d'alors, et ratifiée et confirmée par un écrit de ce dernier, en date du 24 du même mois, n'ait été reconnue et mentionnée dans lesdites résolutions."

Et de plus, que cette Chambre regrette que l'importance du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick, auquel un octroi de terres fut fait par l'acte des chemins de fer de 1870 — et aussi cette portion du chemin de fer du South-Eastern appartenant ci-devant au chemin de fer de Richelieu, Drummond et Arthabaska, ainsi que du chemin de fer de Missisquoi et de la rivière Noire, n'ait pas été reconnue par lesdites résolutions", soient mis à la place.

Mr Speaker, after the declaration just made by the Honourable Treasurer that it is not the intention of the Government to modify the railway resolutions submitted for the consideration of the House except in some unimportant details, it becomes my duty, painful and unpleasant as it is to myself, to move that you do not leave the chair but that it be resolved — "That this House regrets that the claims of

the South-Eastern Railway and the Montreal, Chambly and Sorel Railway to an additional subsidy, in accordance with the promise made in this House by the Honourable the Premier of the late Government, on the 23rd January, 1874, and ratified and confirmed by him in writing on the 24th of January, 1874, have not been recognized and mentioned in said resolutions."

On making this motion, Sir, I fully appreciate the responsibility of the position I assume, and am prepared to receive the hostile criticism which my present attitude will provoke from those quarters where everything is peaceful and lovely on account of these railway resolutions; but I feel that I would be wanting in my duty to myself, to an important and extensive section of this Province, as well as to my regard for the faithful performance of solemn engagements, were I not to enter my humble protest against what I consider to be a disregard of obligations in favour of certain railway schemes and the unfair discrimination with reference to others.

I have most earnestly hoped that my Honourable friends opposite would have brought down such a broad and comprehensive project as would have faithfully carried out the promise made in the Speech from the Throne at the opening of the present session, that the railway policy of their predecessors would be continued; but in this hope I have been deemed to bitter disappointment, and all my efforts to effect a modification have been treated with contempt. I intend, Mr Speaker, to confine my observations principally to a consideration of the first portion of my motion having reference to the promise made by the late Government in favour of the South-Eastern and Montreal, Chambly and Sorel Lines of railway, to which I attach a special importance.

It will be within the recollection of this House that when the railway policy of the late Government was fore-shadowed in the financial statement of my Honourable friend the Treasurer, last session, a great deal of emphasis was laid on the alleged fact that all the available resources of the Province would be pledged to the encouragement of railway enterprise; and accordingly when, on the 23rd of January, 1874, the railway resolutions were submitted and only \$1100 per mile were given to each of these railway lines, the Premier reported that the Government had gone as far as the resources of the Province would then permit; but that if any further sum was at the disposal of the Government the coming year the subsidy of these two railways would be increased. This promise was confirmed by the then Attorney General, and assented to by the House. This proposition was so fair that the friends of these railways accepted it, and the resolutions passed. On the following day, with a view if possible to render the engagement more formal and binding, I addressed a letter on the subject to

the Premier, which I will read with the permission of the House:

Legislative Assembly,
Quebec, 24th Jany., 1874.

My Dear Mr, Premier,

In reference to the reply made by yourself and the Honourable the Attorney General last night in answer to my question as to what the Government is prepared to do in reference to the balance of the subsidy which the South-Eastern Railway Company claims, I desire particularly to have a reply from you on behalf of the Government as to the preferential claims of the South-Eastern Railway Company in the manner and form in which the Government intend to meet their claims, as substantially announced last night.

Faithfully yours,
W.W. Lynch

Hon. G. Ouimet,
Premier ministre,
Québec

To which I received the following answer, which I will also read :

Quebec, 24th Jany., 1874.

Dear Sir,

In reply to your letter of the 24th instant, I shall be happy to renew in writing the promise made by the Government in the House respecting the claim of the South-Eastern Railway to further aid. We consider that in recommending the present resolutions to the House, including the grant to the South-Eastern and Montreal and Chambly lines of \$1,000 per mile, we have gone as far as the resources of the Province will at present permit, but that if the failure of any of the companies mentioned in the resolutions to fulfil their conditions, places any further sum at the disposal of the Government next year, the South-Eastern and Montreal and Chambly roads will be considered to have a claim for an increase so as to make their subsidy equal to the other railways in the same class.

I have the honour to be,
Sir,
Your obedient servant,

Gédéon Ouimet

W.W. Lynch, Esq.
M.P.P.

This promise, in writing, made by the later Premier, I hold, Mr Speaker, to be an engagement towards these two railways, to the redemption of which the honour and good faith

of this Province are pledged; and that the present Government cannot escape the responsibility of acting on it without violation of the sacred trust which has been confided to them.

The Government cannot plead ignorance of the existence of such a promise; for the Honourable Treasurer was a Member of the late administration as he is of the present one, and must have been a consenting party to an obligation which he now seeks to repudiate; and further, Sir, more than two weeks ago, I had the honour of forming part of a *députation* which waited on the Government for the purpose of urging the claims of these railways as based on this promise, and I then left the letters which I have just read with the Government for their consideration. I had no part in inspiring the railway policy of the Government, and shall not now attempt a discussion of the question as to whether the financial position of the country warrants the large increase proposed to be given to certain favoured lines of railway. But I must confess that I think the Government would have far better consulted their own ease and the interests of the Province, if they had confined themselves to a liberal execution of the railway policy of their predecessors.

I am quite sure that they would have had the approbation of the whole House if they had confined themselves to asking for an extension of time to enable certain railways to comply with the conditions of the Aid Act of last year. But not content with this, what are we asked to do? Why, Sir, to give over one million dollars in increased subsidies to certain lines of railway which possess the merit of having as their advocates staunch supporters of the powers that be, and to pass over in silence the engagements of their predecessors? We enjoy the precious privileges of constitutional Government as understood and practised in a land to which we are attached by ties the most tender and enduring and I ask my Honourable friend, the Treasurer, to point out one single precedent which has occurred in the Imperial Parliament to warrant the departure from continuing ministerial responsibility to which he now asks the concurrence of this Honourable House. Let him and his colleagues look at the noble stand taken by Mr. Disraeli in 1866, when in his capacity of Chancellor of the Exchequer he asked the House to adopt a money vote in redemption of a promise made in writing by the Premier of the then preceding Government, the late lamented Lord Palmerston.

It appears that in 1863 Lord Palmerston submitted an appropriation of 50,000 to aid in the construction of the Prince Consort memorial; and he then assured the House that this amount would be all that they would be required to vote. Subsequently he wrote a letter to the Committee of Construction, promising to give them a certain quantity of old gun-metal

of the value of between four and five thousand pounds. Before Lord Palmerston was requested to carry this promise into execution, he died; and a new Government, composed of gentlemen holding a different political creed, came into power; and yet there was no attempt in this instance to shirk a promise or evade its faithful execution, but Mr. Disraeli said that he considered it to be his official duty to submit the vote in redemption of the promise in writing made by the Premier of the preceding Government, and which he declared he had seen.

I give my Honourable friend credit for possessing a fund of ingenuity which enables him to extricate himself from almost any difficulty; but I shall await with anxiety the answer which he will doubtless give me before this discussion closes, as to the reasons which induce the Government to repudiate the promise made in writing by my Honourable friend, the Member for Two Mountains. And now, Sir, having said this much about that portion of my motion which I consider as possessing a peculiar significance, I will say a word in reference to the other lines of railway mentioned in the last paragraph. I venture to assert, Mr. Speaker, and I do so with more or less timidity under the circumstances, that the Richelieu, Drummond and Arthabaska part of the Lorette Eastern Railway is as important a line of railway in the interests of this Province as any one of those mentioned in the first of my Honourable friend's resolutions, and to which an additional subsidy of \$1,500 per mile is to be given.

It starts from Sorel, on the St. Lawrence, crossing through the counties of Richelieu, Yamaska, Drummond, Bagot, Shefford and Brome, there connecting with other lines of railway, where the ramifications extend to Montreal on the one side, and the cities of New York and Boston on the other. The Company charged with its construction have, prior to the first day of November last, about 18 miles of road graded in conformity with the conditions of the Aid Act of last year; and yet their claims to an additional subsidy have been completely ignored, and their demands contemptuously for the unfair discrimination which has been manifested as against this road at least, and which I trust will be made known before this debate terminates. I shall not repeat the remarks which I had the honour of making a few days since in reference to the manner in which the Missisquoi and Black River Railway has been treated, beyond stating my conviction that they have honestly conformed to the conditions imposed on them, and are justly entitled to that recognition which has been withheld; and then, Sir, there is the Quebec and New Brunswick Railway, the importance of which as another inter-provincial line cannot be too highly estimated. It too is a victim of the discriminating policy which encourages less deserving schemes.

I now place this motion in your hands, Mr,

Speaker, and submit it for the fair and impartial judgment of this Honourable House, trusting that the result will be such as to establish on a permanent basis, for the future at least, the principle that, when the honour and good faith of the Province are once pledged to enterprises which have for their object the progress and development of the country, no amount of shuffling or expediency can be successfully resorted to to justify a dishonourable repudiation. I congratulate my Honourable friends whose persistent efforts have resulted in securing this large additional aid for their pet railway schemes; but I have no congratulating to offer to those who stand by and assist in the adoption of this discrimination policy which places at an unfair disadvantage a large and important section of the Province, whose interests they are here specially to protect.

Les débats sur cette question sont ajournés.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour autoriser dame Marie-Louise Panet, veuve Arthur Lamothe, à vendre certaines propriétés qui sont substituées à ses enfants".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser le retrait du plan particulier et du livre de renvoi du lot soixante et un de la paroisse de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de l'hôtel Windsor de Montréal (Limitée)".

Bill intitulé: "Acte pour annexer une partie du canton de Broughton à la paroisse de Saint-Victor-de-Tring".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie manufacturière de Sherbrooke".

Bill intitulé: "Acte passé pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer l'Hôpital général du district de Richelieu".

Bill intitulé: "Acte incorporant la Société de

bienfaisance mutuelle du Sacré-Coeur de Jésus, de la ville de Lévis".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie canadienne de viande et de produits alimentaires".

Bill intitulé: "Acte passé pour incorporer l'Hospice des soeurs de la Charité de Rimouski".

Bill intitulé: "Acte passé pour incorporer la Compagnie d'assurance atlantique de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Eglise baptiste de la rue Sainte-Catherine, à Montréal".

Et aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants avec divers amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé: "Acte passé pour autoriser Charles Côté à construire des piliers et des estacades flottantes sur la rivière Bécancour".

Bill intitulé: "Acte amendant l'acte 12 Victoria, chapitre 143".

Estacades sur la rivière Bécancour

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour autoriser Charles Côté à construire des piliers et des estacades flottantes sur la rivière Bécancour".

L'amendement est lu deux fois et est adopté. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Amendement de l'acte 12 Victoria, chap. 143

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 12 Victoria, chapitre 143".

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté. Il est ordonné que le greffier reporte le bill du Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.Affaires des Tanneries

L'ordre de la Chambre d'aujourd'hui pour la comparution à la barre de la Chambre de William Leslie Thom étant lu,

Le député sergent d'armes fait rapport qu'en obéissance à l'ordre de la Chambre M. Thom est présent.

M. Thom est alors appelé et examiné à la barre comme suit : Par M. Chapleau :

8. Etes-vous l'auteur de l'article publié ce matin dans le Morning Chronicle, ayant pour titre "How the case stands"?

Je refuse de répondre: 1. Pour la raison qu'une telle réponse serait préjudiciable à ma profession; 2. Que cette intervention de la Législature par rapport à un article publié dans les colonnes d'un journal quotidien, ne contenant aucune réflexion sur cette honorable Chambre et écrit dans le style ordinaire du journalisme, est une attaque grave portée à la liberté de la discussion et propre à entraver la liberté du sujet.

9. Refusez-vous positivement de répondre à la question précédente? Je refuse positivement de répondre à la question qui m'est posé relativement à cet article, parce qu'il ne contient rien d'injurieux contre cette Chambre et, s'il renferme quelque injure contre un des honorables membres de cette Chambre, ce membre peut s'adresser aux tribunaux pour obtenir satisfaction. L'impersonnalité est un des principaux traits du journalisme et je ne puis enfreindre cette règle impérieuse. Je pourrais ajouter, Monsieur l'Orateur, que n'étant pas le rédacteur responsable du journal auquel je suis attaché je ne suis pas libre de dire quel est l'auteur des articles publiés dans ce journal.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): M. Thom n'a pas le droit de se refuser à la question. La question de savoir s'il y a un rédacteur responsable n'est pas une raison. Ce que nous voulons savoir, c'est s'il est oui ou non l'auteur de l'article en question. Qu'il réponde positivement. Quant à ce qu'il dit de poursuivre devant les tribunaux, nous n'avons rien à faire à cela, que la Chambre se fasse respecter.

M. G. IRVINE (Mégantic): Le témoin refuse de répondre et il faut une motion spéciale pour le forcer à répondre.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande que le témoin se retire.

M. Thom reçoit alors l'ordre de se retirer.

Association chrétienne
des jeunes femmes de Montréal

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente d'un immeuble

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser Joseph Dinham Molson et William Hastings Kerr à vendre un certain immeuble grevé de substitution.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Testament de Stanley C. Bagg

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser les exécuteurs du testament de Stanley C. Bagg, écuyer, à vendre, échanger, aliéner et transporter certain bien-fonds chargé de substitution dans ledit testament, et à placer les produits de la vente de ladite propriété.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de terrains
et de manufactures de Saint-Pierre

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la compagnie de terrains et de manufactures de Saint-Pierre.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation du village de Hochelaga

M. L. J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser la corporation du village de Hochelaga à emprunter et pour d'autres fins.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association pharmaceutique de la province de Québec

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de l'Association pharmaceutique de la province de Québec et pour régler la vente des poisons.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Compagnie de l'Hôtel Russell

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de l'hôtel Russell".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Incorporation de la cité de Hull

Les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé: "Acte pour incorporer la cité de Hull", sont en conformité de l'ordre, lus une seconde fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Inhumations

M. P. LaRue (Portneuf): Propose selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour mieux régulariser les inhumations. Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. P. LARUE (Portneuf): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aide aux chemins de fer

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité sur certaines résolutions proposées concernant l'octroi d'une aide additionnelle à certaines compagnies de chemins de fer, lequel amendement était: Que tous les mots après "Que jusqu'à la fin de la question" soient effacés, et que les mots:

"Que cette Chambre regrette que la réclamation spéciale des compagnies de chemins de fer du Sud-Est de Montréal, Chambly et Sorel, à un subside additionnel en conformité de la promesse faite dans cette Chambre, le 23 janvier 1874, par l'honorable premier ministre du gouvernement d'alors, et ratifiée et confirmée par un écrit de ce dernier, en date du 24 du même mois, n'ait pas été reconnue et mentionnée dans lesdites résolutions."

"Et de plus, que cette Chambre regrette que l'importance du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick, auquel un octroi de terres fut fait par l'acte des chemins de fer, 1870, et aussi de cette portion du chemin de fer du Sud-Est, appartenant ci-devant du chemin de fer de Richelieu, Drummond et Arthabaska, ainsi que du chemin de fer de Missisquoi et de la rivière Noire, n'ait pas été reconnue par lesdites résolutions," soient mis à la place.

M. W.W. LYNCH (Brome): Je suis force d'appuyer la présente motion parce que constitutionnellement et en honneur le gouvernement actuel devait remplir les engagements de ses prédécesseurs. J'en suis chagrin, mais que la responsabilité de la présente motion demeure avec ceux qui ont refusé de faire le moindre sacrifice pour faire disparaître la difficulté actuelle. Plusieurs membres de cette Chambre savaient depuis plusieurs semaines que le chemin de fer allait recevoir des subsides. Moi et ceux qui considèrent que plusieurs chemins ayant de justes droits à un subside ont été négligés, je considère qu'il est injuste que cette politique du gouvernement fût connue d'avance. Quant à la partie de pays que je représente, elle a été grandement négligée. Dans ce cas, je suis convaincu de la justesse de ce que j'avance et je crois que nos droits ont été sacrifiés à d'autres. J'en appelle à l'impartialité de la Chambre et je demande qu'un chemin de fer qui a accompli les conditions voulues par la loi reçoive sa juste part des subsides.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Je me rappelle que l'année dernière l'honorable trésorier a dit qu'il avait offert et donné tous les

subsidés possibles et qu'il a promis une augmentation de subsides pour le chemin que soutenait le député de Brome aussitôt qu'il pourrait en aucune manière augmenter les subsides aux chemins de fer. Le ministère actuel et surtout l'honorable trésorier, qui occupe aujourd'hui la position qu'il occupait alors, ne peut répudier les promesses de ses prédécesseurs. Je considère que le gouvernement a suivi un système dangereux en augmentant les subsides et j'appuierai la présente motion parce que je trouve que les chemins y mentionnés ont droit à une augmentation de subsides.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): L'année dernière, j'ai proposé une motion censurant les résolutions du gouvernement relatives aux chemins de fer. Le député de Brome a voté contre ma motion parce que, dit-il, le gouvernement lui avait promis d'aider les chemins qu'il représentait, cette année, et le gouvernement n'a pas nié cet avancé du député de Brome. Le gouvernement actuel doit accomplir les promesses de son prédécesseur, étant ses continuateurs. Mais nous savons que les députés qui n'appuient pas le gouvernement n'ont pas de subsides pour leurs chemins de fer. Voilà pour le chemin du sud-est. Quant au chemin de Black Valley, les avocats les plus distingués de Montréal et de Richmond ont dit qu'ils pouvaient faire ces douze milles requis par la loi par section et non sans interruption. Les rapports montrent que douze milles sont faits et bien faits. On lui a refusé ces subsides parce que le représentant de ce district n'a pas appuyé le gouvernement.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): L'année dernière, le gouvernement, voulant aider certaines compagnies de chemins de fer qui ne pouvaient pas réussir par leurs propres ressources, décida de leur accorder un octroi. Tel a été le cas pour la compagnie du Saint-François, ligne très importante puisqu'elle traverse une grande quantité de terres non cultivées de la couronne. Il passe en revue les diverses compagnies, démontre leur importance, puis continue.

M. Bellingham nous a dit que plusieurs de ces lignes auraient pu être construites sans un octroi du gouvernement. Eh bien! je le demande, le chemin de fer de Lévis à Kennébec, le chemin du Lac-Saint-Jean et plusieurs autres auraient-ils pu être construits sans l'aide du gouvernement? On a parlé du chemin de fer South Eastern; nous ne lui avons pas accordé d'octroi parce qu'il est en opération et que la politique du gouvernement consiste à aider les chemins de fer en construction. Je dis donc que, sans manquer de bonne foi, nous ne sommes pas liés par les promesses de nos prédécesseurs. Autrement, nous n'en finirions plus, vu que plusieurs membres de cette Chambre prétendent avoir des promesses de l'administration précédente.

M. Lynch a cité un précédent anglais qui n'a aucune analogie avec le cas actuel. Je crois que les chemins qui sont encouragés par les résolutions de M. Robertson sont ceux qui méritent le plus d'encouragement; du reste, nous n'avons pas centralisé l'octroi dans une certaine partie de la province, mais nous l'avons distribué équitablement. M. Lynch n'est pas sincère en proposant la présente motion. En effet, il a épousé les mécontentements de tous les députés de cette Chambre afin de renverser le gouvernement si la chose est possible. Le pays rendra compte d'une pareille conduite et la condamnera, j'en suis sûr. Je n'en dirai pas davantage; je suis convaincu que le bon sens de cette Chambre fera justice de cette motion.

M. G. IRVINE (Mégantic): Je serais le dernier homme de cette Chambre à engager le gouvernement à faire de folles dépenses. Le député qui vient de s'asseoir dit que le député de Brome veut ruiner le pays; si c'était son but, je ne l'appuierais pas. Ce qu'il dit et ce qu'il veut faire dire à la Chambre par sa présente motion est que les chemins de fer n'ont pas été subventionnés d'après leur utilité et leur importance.

Dans le discours du Trône, on a annoncé une politique de chemin de fer libérale et la Chambre a félicité le gouvernement.

Le gouvernement a-t-il tenu sa promesse? Le député de Brome blâme le gouvernement de ne pas avoir subventionné les chemins du South Eastern et de Chambly.

Sous l'administration dont je faisais partie, ces chemins ont reçu \$1,000 par mille et on a décidé qu'ils avaient droit au même subside que les plus favorisés de l'année dernière, mais que l'état des fonds publics ne le permettait pas alors et qu'on le ferait aussitôt que possible. Mais aucune promesse n'a été extorquée du gouvernement d'alors, comme l'a dit le leader, mais le gouvernement a fait cette promesse parce qu'il trouvait ces chemins dans la même position que les autres qui étaient subventionnés et ayant les mêmes droits.

M. Irvine lit alors la lettre de M. Ouimet du 24 janvier 1874, promettant un subside pour l'année au South-Eastern, si les fonds publics le permettaient.

Une telle promesse peut-elle être répudiée par le gouvernement actuel? Un gouvernement n'est pas lié par la politique de son prédécesseur, mais dans le cas actuel et même si le député de Lotbinière avait remplacé le député des Deux-Montagnes, le ministère ne pourrait répudier les contrats et les engagements de ses prédécesseurs. Ces engagements d'un gouvernement envers des compagnies de chemins de fer sont des contrats et, comme tels, tiennent les successeurs du ministère qui les a faits. Si le leader disait franchement qu'il répudie cette promesse de ses prédécesseurs, qu'il la considère injuste, ce serait franc au moins; mais il dit: Nous ne remplirons pas cet engagement qui a

été extorqué de l'ancienne administration. C'est faux et, même si c'était vrai, ce ne serait pas une raison de répudier cette promesse. L'honorable trésorier dira cette promesse téméraire, vu les ressources qu'il a en main. Mais le ministère actuel a donné un million de plus en faveur des chemins de fer et a mis de côté les deux chemins de fer auxquels on avait fait cette promesse solennelle sans aucune raison plausible. Je suis surpris d'entendre M. Malhiot dire que le chemin de fer de Lévis et de Kennébec ne pourrait être construit sans l'aide du gouvernement, car le contrat pour la construction de ce chemin a été donné à des messieurs qui ne pouvaient s'attendre à avoir ce subside.

Cependant, en lui donnant le subside que le gouvernement a proposé de lui accorder, je dois dire que le ministère a mon plus ardent support et je le félicite d'encourager une entreprise qui promet tant. M. Fortin a parlé du chemin de la Baie-des-Chaleurs. Je conviens que l'on doit encourager un chemin de fer de ce côté-là, mais je dis que la province ne doit pas faire de trop grands sacrifices, car, après tout, ce chemin ne traverserait qu'une population d'à peu près trente mille âmes et si l'on considère que pendant six mois de l'année cette population est sur la mer à faire la pêche, on se convaincra que la province ne doit pas sacrifier d'autres chemins de fer d'une importance beaucoup plus grande. En terminant, Monsieur l'Orateur, je dirai que je proteste encore une fois contre ce qu'a dit le leader de la Chambre, qui prétend que la promesse qui a été faite à M. Lynch a été extorquée au gouvernement.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Je dois dire mon opinion en peu de mots sur la motion de M. Lynch. D'après les observations qui ont été faites par ce monsieur et M. Irvine, je me suis convaincu qu'il y a eu une promesse à lui faire par l'ancien gouvernement, et que ce gouvernement est tenu de remplir cette promesse; ainsi, je voterai pour la motion de M. Lynch.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): La motion qui est discutée ce soir a déjà été discutée il y a quelques jours. On m'excusera donc si je répète un peu de ce que j'ai dit lorsque j'ai parlé sur une motion analogue vendredi dernier. J'ai montré à la Chambre, vendredi dernier, que l'on était injuste envers le gouvernement en lui demandant pour certains chemins de fer une allocation plus considérable que celle à laquelle ils ont droit. Nous n'avons pas voulu mettre tous les chemins de fer sur un même pied.

Quand à l'allocation, M. Irvine prétend que l'on aurait dû partager la somme votée également. Eh bien! c'eût été injuste pour beaucoup de chemins de fer. En effet, on essaie de faire valoir le chemin de fer South Eastern. Nous prétendons avoir accordé assez à ce chemin.

Eh bien, nous n'avons pas pour but d'aider des chemins de fer en opération, mais bien des

chemins en construction. Le chemin de fer South Eastern est en opération depuis longtemps déjà. Je crois que c'eût été faire une injustice à tous les autres chemins de fer en voie de construction.

On a dit que le chemin de Missisquoi et de la rivière Noire a été maltraité. Eh bien, ce chemin n'a pas rempli les conditions de l'acte de l'an dernier. On lui donne une année de plus pour remplir ces conditions et alors on lui accordera l'allocation à laquelle il aura droit. Mais, pour le moment, le rapport de M. Light non seulement nous justifie, mais même nous oblige à ne pas accorder à cette compagnie l'allocation qu'elle demande. On a condamné l'octroi fait au chemin de la Baie-des-Chaleurs. Eh bien! le gouvernement est fier d'avoir donné un subside à ce chemin. M. Fortin nous a dit l'autre jour quels immenses avantages ce serait pour cette importante partie du pays. On a dit que l'octroi n'a pas été fait judicieusement. On prétend que certains chemins ont été négligés. Eh bien! la Chambre, par son vote de l'autre jour, a mis à néant cet argument. La motion de non-confiance qui est tombée sous le vote de la majorité a montré ce que vaut cette raison. J'en arrive maintenant à la promesse faite à M. Lynch. On parle d'une lettre qui a été donnée à ce monsieur. Cette lettre était-elle entrée dans les statuts pour que je puisse la connaître? On veut me surprendre avec cette lettre, mais j'espère que la Chambre par son vote me rendra justice.

Quand je suis entré dans le ministère, je n'étais pas obligé d'aller m'enquérir de tout le monde pour savoir si on leur avait promis quelque allocation. Si M. Lynch n'eût pas voulu se servir de cette lettre pour renverser le gouvernement, il nous aurait avertis avant ce jour. On a dit que nous étions liés par la promesse faite par nos prédécesseurs. On a cité un précédent de la Chambre des communes en Angleterre; le précédent n'a aucune analogie avec la position que nous avons dans un cas où tout le monde était unanime. Aujourd'hui, la majorité s'oppose à ce qu'on endette la province au-delà de ce qu'elle peut payer. Je crois que j'en ai dit suffisamment pour prouver que le gouvernement a été judicieux dans l'octroi des allocations aux chemins de fer.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je suis réellement surpris de voir M. Angers répudier une lettre donnée par M. Ouimet; c'est quelque chose d'extraordinaire. Ce qui m'étonne moins, c'est de voir M. Robertson laisser son siège, car pas un député ne l'a aussi vertement censuré que son collègue, M. Angers. Je n'aime pas à voir la marche du gouvernement entravée par l'esprit de parti dans les questions de chemins de fer. Je n'aurais jamais secondé la motion de M. Lynch, si je n'avais pas vu la lettre que M. Ouimet lui a donnée comme promesse. On essaie de répudier cette lettre, mais M. Angers sait bien qu'il ne peut le faire raisonnablement et qu'il est parfaitement solidaire des engage-

merits et promesses faites par ses prédécesseurs. Comment! M. Lynch peut avoir montré cette lettre à des contracteurs; sur cette lettre, ces contracteurs peuvent avoir contracté des dettes et maintenant on va refuser d'accepter la promesse faite par M. Ouimet? Monsieur l'Orateur, on voit facilement l'injustice d'une pareille conduite et j'espère que l'on ne continuera pas à donner pareil argument.

Nous serions bien à plaindre si nous en étions rendus à la triste condition de ne pouvoir ajouter confiance à la parole donnée d'un ministre. L'orateur s'applique longuement à prouver que les ministres d'aujourd'hui sont tenus à remplir les engagements de leurs prédécesseurs.

M. G. OUIMET (Deux-Montagnes): Je crois que je puis donner des explications satisfaisantes sur la question qui se discute maintenant. Je n'ai pas ici à défendre la politique de l'ancien gouvernement, le ministère actuel lui a rendu justice dans le discours du trône. Je regrette de voir cependant que l'on appelle erreur le fait d'avoir accordé un subside à certaines compagnies de chemins de fer.

Je ne discuterai pas la question de savoir si le gouvernement est tenu de remplir les promesses faites par l'ancien ministère. Ce que j'ai à dire, c'est que je ne me suis pas lié par ma lettre à deux chemins de fer pour lesquels on demande un octroi. On a tort de se servir d'une lettre écrite pour essayer de m'arracher un vote en faveur de deux chemins de fer que je ne voudrais pas subventionner, attendu qu'ils n'ont pas rempli les conditions exigées par la loi. Cependant, si M. Lynch n'eût pas intercalé ces deux compagnies de chemins de fer dans sa motion, j'aurais été obligé de voter avec lui; mais en voulant rendre ma position plus difficile, il m'a fait une position moins embarrassante. Aussi, après ces quelques explications, je dois dire que je voterai contre la motion de M. Lynch.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Dit que, dans son opinion, le gouvernement actuel ne se trouve pas lié par la lettre de M. Ouimet. Il dit qu'il votera contre la motion de M. Lynch.

M. J.W. McGAUVAN (Montréal-Ouest): Fait quelques remarques:

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Alexander, Bachand, Bellingham, Bisson, Chauveau, Daigle, De Beaujeu, Esinhart, Gérin, Hearn, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, Lynch, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Rinfret dit Malouin, Robert, Roy, Sylvestre, Verreault et Watts, 26.

Contre: MM. Angers (Sol. gén.), Baby,

Beaubien, Beauchesne, Bellerose, Brigham, Cameron, Chapleau, David, Dorion, Duguay, Dylac, Eddy, Fortin, Garneau, Gendron, Houde, Lalonde, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Mailloux, Malhiot, Martin, McGauvran, Méthot, Ouimet, Peltier (L'Assomption), Robertson, Sawyer, Trudel et Valin, 35.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix:

Il est ordonné que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre en conséquence se forme en ledit comité.

En comité:

Il est résolu :

Qu'il est à propos, dans l'intérêt et pour le plus grand avantage des habitants de la province de Québec, d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder un subside additionnel de quinze cents piastres par mille à chacune des compagnies de chemins de fer suivantes:

1. Le chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, n'excédant pas une longueur de 150 milles;
2. Le chemin de fer international de Saint-François et Mégantic, n'excédant pas une longueur de 80 milles;
3. Le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, n'excédant pas 180 milles;
4. Le chemin de fer de Lévis et Kennébec, n'excédant pas 90 milles;
5. Le chemin de fer de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et de Kennébec, n'excédant pas 100 milles;
6. Le chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska, n'excédant pas 100 milles;
7. Le chemin de fer de colonisation du nord de Montréal (pour la partie de la ligne d'embranchement au-delà de Saint-Jérôme), n'excédant pas 18 milles.

2. Résolu que le subside mentionné dans la résolution précédente soit payé de la même manière que l'aide provinciale accordée par "l'acte pour aider des chemins de fer de Québec, de 1874", sauf en ce qu'il pourra être payable pour chaque dix milles ou plus de chemin complétés continus et non interrompus.

3. Que la Compagnie du chemin de fer de la frontière de Québec, et celle du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire, qui avaient droit à un subside en argent en vertu de l'"Acte pour aider des chemins de fer de Québec de 1874", continueront d'avoir droit à ce subside jusqu'au premier février 1876, pourvu que ces compagnies aient fait et complété à cette date au moins dix milles continus et non interrompus de chemin avec rails en fer ou en acier, et que le paiement de ce subside pourra être fait pour chaque dix milles ou plus de

chemin ainsi faits et complétés, au nombre desquels est inclus le chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides, n'excédant pas 15 milles;

4. Que les compagnies de chemins de fer qui n'ont droit, en vertu de "l'aide des chemins de fer de Québec, de 1874", à un subside qu'après avoir fait et complété vingt-cinq milles de chemin continu et non interrompus, auront droit à ce subside par chaque dix milles de chemin ainsi faits et complétés.

5. Que, nonobstant toute disposition contraire, toute compagnie qui a droit à un subside en vertu des présentes résolutions ou de "l'acte pour aider des chemins de fer de Québec, de 1874", aura droit de recevoir, en acompte du subside ainsi accordé, une somme de \$75 par mille, pour aider cette compagnie à localiser son chemin, mais seulement après que les arpentages, plans et profils de ce chemin auront été déposés au département de l'Agriculture et des Travaux publics.

6. Que, attendu qu'il est de la plus grande importance pour cette province d'assurer la jonction du chemin de fer du Pacifique avec les chemins de fer de la rive nord du fleuve Saint-Laurent et de la rivière d'Ottawa, il est à propos d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder une somme de trente mille piastres pour aider à la construction du pont qui devra réunir, dans le comté de Pontiac, les chemins de la rive nord du fleuve Saint-Laurent et de la rivière d'Ottawa au chemin de fer du Pacifique.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que le rapport soit maintenant reçu.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Propose, appuyé par le député de Kamouraska (M. C.-F.

Roy), sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "lesdites résolutions soient amendées en y ajoutant le paragraphe suivant:

8. Le chemin de Québec et du Nouveau-Brunswick, n'excédant pas 65 milles en longueur", soient mis à la place.

Et l'objection étant faite que la motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle a pour objet d'affecter les deniers publics de la province:

M. L'ORATEUR: Décide qu'elle n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle tend à affecter le revenu public, et qu'elle ne peut être prise en considération sans une recommandation préalable du lieutenant-gouverneur.

La question principale étant alors mise aux voix, il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu.

Lesdites résolutions étant lues une seconde fois et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec ledit comité dans lesdites résolutions, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour accorder une nouvelle aide à certaines compagnies de chemins de fer et pour d'autres fins. Accordé.

Affaire des Tanneries

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose qu'on laisse M. Thom, du Chronicle, en liberté après avoir cependant reçu sa parole de gentilhomme qu'il obéira aux ordres de la Chambre.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à deux heures du matin.

Séance du 13 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à deux heures quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Larochelle, la pétition de James Hennessey, et autres de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Owen Daly et autres, de la cité de Montréal, demandant que les églises et certaines institutions charitables dans ladite cité ne soient pas exemptées des taxes.

De Edward Scott et autres, de la cité de Montréal, demandant que les droits de l'université McGill soient protégés.

Rapport de comités;

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité des bills privés.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement:

Bill pour permettre au lord évêque de Montréal, avec le consentement du ministre et des marguilliers de l'église de la Trinité, de Montréal, d'emprunter une somme d'argent et d'hypothéquer à cette fin la propriété de ladite église.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer la Compagnie d'emprunt des propriétaires fonciers du Canada.

Bill pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières et les divers actes qui l'amendent.

Bill pour amender le chapitre 53 de la 36e Vict., intitulé: "Acte pour incorporer la corporation de la ville de Lachine".

Navigation d'hiver sur le bas
du Saint-Laurent

Il est résolu que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération la possibilité de naviguer le bas du Saint-Laurent pendant la saison d'hiver.

Tenure des terres
aux Isles-de-la-Magdeleine

M. P. FORTIN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir de la teneur des terres aux Isles-de-la-Magdeleine,

dans le comté de Gaspé, et de plus pour s'enquérir des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces îles en ce qui a rapport à la tenure desdites terres. Voici ce rapport:

Votre comité a étudié avec soin les documents annexés à ce rapport. Il a constaté qu'il existe plusieurs espèces de baux dans les Isles-de-la-Magdeleine.

Il y a des baux emphytéotiques, des baux à perpétuité, des baux pour une période de cinquante années et un grand nombre de baux pour seulement dix ans.

Ces baux ne donnent aucune garantie quelconque aux occupants de terrains, parce qu'il est dit qu'à défaut de paiement ils perdent tous leurs droits. Il est donc évident que ces colons sont dans une très critique position, parce que le propriétaire des îles peut toujours reprendre les terres aussitôt que les occupants se trouvent dans l'impossibilité de rencontrer les conditions onéreuses qui leur sont imposées.

La situation difficile dans laquelle sont placés les habitants des Isles-de-la-Magdeleine a toujours donné lieu à un grave mécontentement parmi la population. Ce mécontentement général est dû principalement à ce que les locataires n'ont aucune perspective de ne pouvoir jamais devenir propriétaires des terres qu'ils occupent. Dans certains cas aussi, ils paient une rente beaucoup trop élevée. Plusieurs se plaignent également de ce que les grèves ne sont pas données gratis pour l'usage des pêcheries.

Un tel état de chose a naturellement des résultats désastreux et fait un tort immense à la prospérité de ces îles. La population, n'entrevoiant point la possibilité de recueillir le fruit de ses labeurs, de pouvoir améliorer son sort par un travail énergique et persévérant, se décourage facilement et abandonne les terres qu'elle désespère de posséder à titre de propriétaire. Aussi s'est-il produit un mouvement considérable d'émigration parmi les habitants. D'après les informations de personnes qui ont résidé sur les lieux pendant plusieurs années, des centaines de familles ont déjà laissé les îles. Cette émigration se continue et se continuera certainement, si aucun remède n'est apporté aux maux dont la population se plaint avec raison.

Les habitants des Isles-de-la-Magdeleine seraient très heureux de pouvoir jouir des avantages du système de la vente des terres du gouvernement. Il faudrait cependant ne point établir les règlements qui regardent la coupe du bois, parce qu'il serait nécessaire de laisser les habitants dans la possibilité de se procurer le bois pour les bâtisses, la pêche et le bois de chauffage.

Ils ne réclament nullement le privilège de vendre le bois.

Le système de la tenure des terres, dont se plaint avec raison la population des Isles-de-la-Magdeleine, existe depuis la même époque à peu près dans l'Ile-du-Prince-Edouard. Il a aussi produit de mauvais résultats dans cette province. Le gouvernement local de l'île apprécie

toute la nécessité de soustraire la population aux graves inconvénients d'un aussi déplorable système de tenure des terres, et s'occupe actuellement de le changer.

Votre comité apprécie toute l'importance, pour la province, de favoriser l'exploitation des ressources des Isles-de-la-Magdeleine. Elles sont habitées par une population active, laborieuse, forte et désireuse de profiter des avantages que lui offre un sol très propre à la culture. Il s'y fait déjà un commerce assez considérable d'importation et d'exportation. Les produits de la pêche y sont généralement très riches. Votre comité annexe à ce rapport beaucoup de renseignements sur ces îles.

Votre comité croit devoir recommander que le gouvernement prenne telle mesure qu'il jugera à propos pour acquérir les droits du propriétaire des îles, l'amiral Coffin, afin de pouvoir revendre les terres aux habitants, comme les terres de la couronne sont vendues aux colons dans toute la province de Québec, excepté, toutefois, ce qui regarde la coupe du bois, comme il est dit précédemment; et que le projet du gouvernement soit soumis à cette Chambre à sa prochaine session.

Rapport de comités:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des lois expirantes. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a siégé ce jour, élu un président, et que les lois suivantes mentionnées ci-dessous sont des lois expirantes, qu'il est à propos de les continuer pour un terme déterminé, savoir du 1er janvier 1876, et, de là, jusqu'à la fin de la prochaine session de la Législature de cette province.

L'Acte du Parlement de la ci-devant province du Bas-Canada, passé dans la seconde année du règne de Sa Majesté, feu le roi George IV, intitulé: "Acte pour mieux régler la commune de la seigneurie de Laprairie-de-la-Madeleine".

L'Acte dudit Parlement, passé dans la même année du même règne, et intitulé: "Acte pour mettre les habitants de la seigneurie de la baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre, en état de pouvoir mieux régler la commune de ladite seigneurie", tel qu'amendé et étendu par l'Acte dudit Parlement, passé dans la quatrième année du même règne, et intitulé: "Acte pour autoriser le président et les syndics de la commune de la seigneurie de la baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre, à terminer certaines disputes relativement aux limites de ladite commune, et pour d'autres objets y appartenant".

L'Acte dudit Parlement, passé dans la neuvième année du même règne, et intitulé: "Acte pour changer et amender un acte passé dans la sixième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour autoriser les habitants du fief Grosbois, dans le comté de Saint-Maurice, à

établir des règlements pour la commune dudit fief".

Et tous et chacun desdits actes sont par le présent continués et resteront en vigueur jusqu'au premier janvier mil huit cent soixante-seize, et, de là, jusqu'à la fin de la session de la Législature de cette province alors prochaine, et pas plus longtemps.

Introduction de bills:

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés. Accordé.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose la deuxième lecture dudit bill. Adopté.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Licences

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Trois-Rivières (l'honorable H.-G. Malhiot), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences.

Adopté.

En comité:

1. Il est résolu qu'il sera payé à l'officier du revenu, à Montréal, pour toute personne qui se munit d'une des licences ci-après mentionnées, les droits suivants, savoir :

1. Pour chaque licence pour tenir une auberge, hôtel ou taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler de l'eau-de-vie, du rhum, whisky ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, dans les limites de la cité de Montréal, la somme de deux cents piastres;

2. Pour chaque licence pour vendre ou détailler dans une boutique ou magasin de l'eau-de-vie, du rhum, whisky, ou autres liqueurs spiritueuses, et du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées en quantité de pas moins de trois demiards à la fois, dans les limites de la cité de Montréal, la somme de quarante piastres.

2. Qu'il sera payé sur le fonds consolidé du revenu de la province, à chacun des commissaires des licences, par la cité de Montréal, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, pour leurs services, une somme de cinq cents piastres pas année.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions.

Et la question étant mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Lesdites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte des licences de Québec 34 Vict., chap. 2, et les actes qui l'amendent.

Accordé.

Rapatriement des Canadiens des Etats-Unis

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour encourager les Canadiens des Etats-Unis à venir se fixer sur les terres incultes de la couronne et pour d'autres fins.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté (sur division)

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour encourager les Canadiens des Etats-Unis, les immigrants européens et les habitants de la province, à se fixer sur les terres incultes de la couronne".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Documents:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Présente, conformément à une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur; Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 27 de janvier 1875, demandant copie de l'enquête faite en 1862 par le shérif Hénault contre M. C.-M. Lebrun, greffier de la Cour de Sainte-Marthe, et contre M. M. Gagné, registraire du comté de Châteauguay, et aussi un état de toute correspondance et papiers relatifs à ladite enquête qui ont été échangés entre le gouvernement et les personnes susnommées. (Documents de la session, no 33.)

Partage de la division d'enregistrement de Montréal

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour partager la division d'enregistrement de Montréal en trois divisions d'enregistrement.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): S'op-

pose à ce bill. Il déclare qu'en vertu d'un compromis entre le gouvernement impérial et le registraire actuel, il n'est pas du pouvoir de cette Chambre de lui enlever cet emploi.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que le travail est trop considérable pour un seul bureau, et que le seul motif qui anime le gouvernement est un désir de servir les intérêts publics. Le pays ne peut pas souffrir pour faire plaisir au registraire actuel.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Defended the Registrar, Mr. Bylands, denying that complaints had been made against him, and charged the Government with making the division to find places for friends, to whom, indeed, they had already made promises.

QUELQUES DEPUTES: Shame! Order! Names!

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Nie cette accusation et met le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) au défi de la prouver.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): On raconte par exemple que le député de Jacques-Cartier a discuté avec le gouvernement à ce sujet.

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Déclare que cette affirmation est totalement fautive: il n'a jamais demandé ce poste et on ne le lui a jamais promis. Même si on le lui avait offert, il l'aurait refusé.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Trouve que ce bill aurait dû originer en comité général, vu qu'il va nécessiter l'emploi d'une partie des deniers publics.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Parle en faveur du bill.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Parle en faveur du bill.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Le présent bill ne demande pas une appropriation d'argent et n'est pas de ceux qui doivent originer en comité général, vu qu'il n'est nullement question d'appropriation d'argent dans la présente mesure.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Soutient l'objection de M. Langelier et prétend qu'il y a appropriation de fonds publics dans ce bill, vu qu'il ordonne l'érection de nouvelles bâtisses et la nomination de nouveaux régistres.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Soutient que le bill ne fait aucune appropriation.

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Nie avoir suscité la présente discussion. Il a demandé les changements faits par le présent bill parce que ses électeurs le demandent et à cause des retards qu'on éprouve dans l'enregistrement des titres. Par exemple, l'automne dernier, il y avait 3,368 actes à enregistrer dans les livres du bureau de Montréal. Devant ces faits généraux, je ne vois pas d'où vient l'opposition à ce bill; tout le monde à Montréal le réclame et des correspondances nombreuses ont paru dans les journaux à ce sujet.

Cette mesure est utile et indispensable pour les parties rurales de la division d'enregistrement de Montréal et sera très utile pour la ville de Montréal elle-même, dont beaucoup de citoyens le demandent.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Il y a de grands inconvénients dans le bureau d'enregistrement de Montréal; il faut un remède, mais le bill que le gouvernement propose est-il le bon? Je ne le crois pas. Que l'on prenne plusieurs registrateurs, un plus grand nombre d'employés et que l'on ait des registres où l'on travaillera en même temps comme on l'a fait à Québec. Mais la présente mesure embrouillera les gens qui ne sauront à quel endroit faire enregistrer leurs actes.

Les comté d'Hochelaga et Jacques-Cartier ont droit à un bureau séparé, mais je crois qu'il serait beaucoup mieux d'avoir un seul bureau pour Montréal et plusieurs sets de livres dans ce bureau, alors les citoyens de Montréal sauraient qu'en allant au bureau d'enregistrement ils trouveraient tout ce qu'ils voudraient.

M. F. DAVID (Montréal-Est): L'idée de l'honorable député de Shefford est bonne et il serait heureux si le gouvernement pouvait l'adopter.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Les 2 bureaux d'enregistrement pour Montréal seront dans la même bâtisse. Quant à celui des comtés de Jacques-Cartier et d'Hochelaga, il n'est pas encore décidé où il sera.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Il y a des années que je fais au gouvernement, pour le comté d'Hochelaga, la demande de la présente mesure et c'est le conseil du comté qui m'a fait agir. Le gouvernement ne présente donc pas cette mesure pour créer des places pour ses amis, mais pour obéir à une véritable nécessité.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): La présente mesure a été demandée par le comté d'Hochelaga. Le registrateur de Montréal n'a pas droit aux sympathies du public. Longtemps, il a été sans caution, tel que la loi l'exige, et sa réputation d'urbanité laisse à désirer. Il faut que la division se fasse; le plan que propose le gouvernement est bon; celui du député de Shefford est plausible, mais je ne vois pas

pourquoi on le préférerait à la mesure du ministère. Les divisions telles que faites par le gouvernement me paraissent judicieuses.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Soulève une question d'ordre et objecte que le bill n'est pas dans l'ordre et qu'il aurait dû être basé sur des résolutions passées en comité de toute la Chambre, vu qu'il dispose du revenu public sans la recommandation du lieutenant-gouverneur.

M. L'ORATEUR: Décide que le bill est dans l'ordre, n'affectant pas le revenu public, et qu'il n'est pas besoin qu'il ait été introduit par des résolutions passées en comité général.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Parle en faveur de la mesure et en fait voir l'urgence.

La proposition est adoptée et la Chambre se forme en comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.R. CHURCH (Pontiac): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Terrains possédés par les congrégations religieuses

M. L. R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture pour amender le chapitre 19 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les terrains possédés par des congrégations religieuses.

Adopté.

Irrégularités commises dans divers bureaux de shérifs

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour remédier à certaines illégalités et irrégularités commises dans le bureau du shérif du district d'Ottawa et dans les bureaux d'enregistrement des comtés de Bonaventure et d'Ottawa, et du deuxième district d'enregistrement du comté de Rimouski.

Adopté.

Procédure civile

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi concernant la procédure civile dans les cours supérieure et de circuit, relativement à la manière de rendre jugement.

Adopté.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmo-

rency): Propose la troisième lecture dudit bill.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Qualification des jurés dans le comté de Bonaventure

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi concernant la qualification des jurés dans le comté de Bonaventure.

Adopté.

Compagnies d'assurance mutuelle

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender le chapitre 68 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les compagnies d'assurance mutuelle.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec.

M. W. W. LYNCH (Brome): Dit qu'il s'agit seulement d'amender un article du code municipal relatif au rôle d'évaluation.

La proposition est adoptée.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Parle d'un amendement qu'il veut faire au code municipal et la Chambre devrait lui permettre de le présenter.

M. W. W. LYNCH (Brome): S'y oppose.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, appuyé par le député de Jacques-Cartier (M. N. LeCavalier), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "le bill soit amendé en insérant, après les mots "objets apportés" dans l'article 635, les mots "et produits" soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fabrication de sucre de betterave.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour encourager la fabrication de sucre de betterave dans la province de Québec.

Adopté.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.
Adopté (sur division).

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Limites des comtés de Terrebonne et Deux-Montagnes

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour détacher du comté de Terrebonne la partie de la paroisse de Sainte-Monique, située dans ce comté et l'annexer au comté des Deux-Montagnes pour les fins parlementaires, municipales et scolaires.

Adopté.

Acte 22 Victoria, chap. 65

M. L. SYLVESTRE (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la 22e Victoria, chapitre 65, des Statuts refondus du Canada.

Adopté.

Ventes de meubles de successions

M. V. ROBERT (Rouville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour valider certaines ventes de meubles de successions".

Adopté.

Validation de certains actes notariés

M. V. ROBERT (Rouville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour valider certains actes notariés".

Adopté.

Interpellations:

Réparation de ponts

M. R.S. DE BEAUJEU (Soulanges): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder un octroi pour la réparation des ponts sur la rivière à Delisle et autres dans le comté de Soulanges, conformément à la pétition présentée l'année dernière par la municipalité de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-

Comté): Répond que telle n'est pas l'intention du gouvernement.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Seigneurie autour du lac Matapédia

M. F. LANGEЛИER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre;

1. Copie de la concession à titre de seigneurie faite le 26 mai 1694, par le comte de Frontenac, à Charles-Nicolas D'Amour, Sieur de Louvier, d'une étendue d'une lieue autour du Lac Métapédia (ou Matapédia).

2. Copie de toute correspondance avec le gouvernement au sujet de ladite seigneurie, et de son occupation par un nommé Bartholomew, d'Hartford, dans le Connecticut.

Adopté.

Chemins de fer

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), que cette Chambre concoure dans le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Adopté.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Chemins de fer

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien transmettre à Son Excellence le gouverneur général les résolutions concernant le tracé définitif du chemin de fer du Pacifique, qui ont été rapportées le 8 février dernier, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières et qui ont été adoptées par la Chambre, aujourd'hui.

Adopté.

Chemins de colonisation dans Montmagny

M. F. LANGEЛИER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes correspondances et autres documents concernant les travaux faits sur les chemins de colonisation dans le comté de Montmagny en 1874.

Adopté.

Compagnie des mines de Mégantic

M. G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la compagnie des mines de Mégantic.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité de Saint-Sauveur

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la municipalité de Saint-Sauveur.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Compagnie de la maison d'Opéra Victoria

M. G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la compagnie de la maison d'Opéra Victoria.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour incorporer la Compagnie de l'Académie de musique de Montréal". Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant.

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte passé pour incorporer la Compagnie des terres et d'améliorations des cantons de l'Est".

Bill intitulé: "Acte pour mettre le ministre et les marguilliers de l'église Saint-Jean de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste, dans le diocèse de Montréal, en possession d'un certain bien-fonds avec pouvoir de le vendre et d'en appliquer le prix au paiement d'autres terrains ou à la construction d'une nouvelle église".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'Acte vingt-sept Victoria, chapitre vingt-quatre, intitulé: "Acte pour ériger le village de Beauharnois en ville".

Et de plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour prévenir les cruautés contre les animaux", avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

Société de Québec pour prévenir
les cruautés contre les animaux

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la société de Québec, pour prévenir les cruautés contre les animaux".

Adopté.

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre s'ajourne à six heures dix.

Séance du 15 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et vingt.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Bellingham, la pétition de Alex. McGibbon et autres, de Brownsburgh, canton de Chatham, comté d'Argenteuil.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du conseil municipal de la division no 2 du comté de Rimouski, demandant à être exempté de payer la contribution au fonds des bâtisses et des jurés.

Du conseil municipal de la division no 2, du comté de Rimouski, demandant un octroi pour compléter les bâtisses pour la cour de circuit et le bureau d'enregistrement dans ladite division de comté.

De l'Institut de Montmagny, demandant de l'aide.

De Paul Roy et autres, du township de Gayhurst de la municipalité de la paroisse de Saint-Sébastien-d'Aylmer, tous du comté de Beauce, et de James Hennessy et autres, de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton, demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapport de comités:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité spécial chargé d'étudier le bill concernant le notariat. Voici le rapport:

Votre comité désire d'abord exprimer son étonnement au sujet du retard inexplicable apporté dans l'impression du bill concernant la profession de notaire, nonobstant le rapport déjà fait par ce comité à ce sujet, et il espère que la Chambre donnera la plus grande attention à la nécessité de faire une enquête sur les causes de ce retard.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour amender la charte de la cité de Montréal, 37 Victoria, chapitre 51.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Se plaint des procédés du comité des bills privés, qui, selon lui, sont irréguliers.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmo-

rency): Déclare que les procédés de ce comité sont parfaitement réguliers.

Introduction de bills:

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Demande la permission d'introduire un bill pour diviser le comté de Bonaventure en deux divisions d'enregistrement.

Accordé.

Incident Thom

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Attire l'attention de la Chambre sur l'incident Thom. L'affaire a été remise à la demande du député de Lotbinière. La personne à la barre n'avait pas droit à cette faveur et, en l'accordant, la Chambre n'a fait qu'obtempérer aux désirs du député de Lotbinière, qui a demandé que la question fut remise à lundi afin d'avoir la décision de la cour d'Appel. Mais le Chronicle revient sur la question ce matin et déclare que M. Thom n'a comparu que parce qu'il voulait bien comparaître. Le même journal dit que lui, M. Chapleau, voudrait se retirer du mauvais pas où il se trouve. Il repousse cette assertion comme tout à fait fausse.

Il répète qu'il n'a que remis les procédures contre M. Thom et considère les écrits du Chronicle comme une insulte aux privilèges et à la dignité de la Chambre et de chacun de ses membres.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Regrette infiniment l'article du Chronicle de ce matin et pense que la Chambre se contentera des explications de l'honorable député. Il a confiance que ce dernier poursuivra sa politique de modération et ignorera cette nouvelle provocation, en attendant le jugement de la cour d'Appel.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit qu'il admire l'esprit de modération de l'honorable député de Terrebonne. Il espère, lui aussi, que l'honorable député a seulement remis, et non abandonné, ses procédures.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il a toujours voulu protéger les privilèges de cette Chambre et, afin de ne point exposer la Chambre à de nouveaux désagréments, il se rend de nouveau à la demande de l'honorable député de Lotbinière et à celle de l'honorable Solliciteur général.

Mais il veut qu'il soit bien compris qu'il n'a pas la moindre intention d'abandonner la position qu'il a adoptée dans cette affaire.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit que la Chambre ne doit pas s'occuper des bruits du dehors; elle ne doit pas faire attention aux attaques des journaux. Si l'on voulait s'occuper de tous les articles des journaux, on passerait six mois de l'année ici. Les articles des journaux

sont comme les bavardages de famille. La presse n'a pas l'influence énorme qu'on est porté à lui donner; elle n'a d'importance que lorsqu'elle discute les questions d'une manière calme et sérieuse.

Il est regrettable que les journaux ne traitent pas toujours les membres de cette Chambre d'une manière tout à fait digne. Mais il faut se rappeler que les membres de cette Chambre sont loin de donner un bon exemple aux journaux, car nous oublions très souvent les règles parlementaires. Il a été lui-même souvent l'objet de rapports tronqués et même malicieux, mais il n'a jamais cru devoir élever sa voix pour protester. Il est d'avis que ces questions ne devraient pas être discutées devant cette Chambre, mais bien devant les cours de justice. Il espère donc que l'honorable député, qui, il en est convaincu, n'est animé que par des motifs désintéressés, voudra bien abandonner la question.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Répond que les précédents parlementaires ne justifient pas la demande du député de Saint-Maurice. Le député de Saint-Maurice a dit qu'il y a d'autres moyens de se venger. Il peut y en avoir d'autres, mais, pour lui, il ne voudrait pas s'en servir. D'abord, s'il se présentait devant une cour de justice, il laisserait de côté la Chambre, qui est le plus haut tribunal du pays. Quant aux moyens violents, il ne croirait pas se venger en frappant un vieillard ou une personne plus faible que lui, ni en recevant des coups d'une personne plus forte que lui.

La presse peut mal rapporter mes discours, elle peut critiquer ma conduite de député, et elle l'a souvent fait sans que je m'en sois plaint. Je veux lui donner toute la latitude possible. Mais je ne puis admettre le principe que la presse a le droit de déclarer coupables des hommes que cette Chambre est appelée à juger et qui n'ont pas été déclarés coupables par elle. Voilà le principe que je n'appuie pas, que je n'admettrai pas.

Le député de Saint-Maurice sait fort bien qu'en Angleterre on n'aurait pas procédé de la manière libérale dont on a procédé dans ce cas, ici. Je n'ai voulu qu'établir le principe que la presse n'a pas le droit de prononcer un verdict que la Chambre seule a le droit de prononcer.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Si l'on s'en tenait strictement au droit parlementaire, on ne permettrait pas aux journaux de publier un seul mot des débats de cette Chambre. Mais il est convaincu que l'honorable député de Terrebonne ne voudrait pas pousser les choses aussi loin. De plus, avec le système que l'honorable député veut introduire, la Législature locale tomberait dans une insignifiance complète. Il faut d'ailleurs beaucoup pardonner à la presse parce qu'elle a beaucoup aimé. Bien souvent, si des discours prononcés dans cette Chambre étaient rapportés textuellement par les journaux, ils

seraient des discours libelleux mais, grâce aux efforts de la presse, ils sont livrés à la publicité sous une forme présentable. Il conseille de nouveau à l'honorable député de Terrebonne de retirer son action.

Municipalité de Saint-Sauveur

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la municipalité de Saint-Sauveur.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Congrégation des catholiques de Québec parlant la langue anglaise

M. F. LANGELIER (Montmagny): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte pour incorporer la congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise.

Le système qu'il s'agit de remplacer n'est plus praticable. Le comité d'administration actuel est trop nombreux. Bon à l'origine, il n'est pas bon aujourd'hui, et voilà la raison de la présente mesure qui donnera le droit de vote à tous les contribuables, qui sont au nombre de 5,000 à 6,000, au lieu de le restreindre, comme le fait la loi actuelle, aux locataires de bancs, qui ne sont que 290. On veut changer aussi le corps d'administration. Le système actuel est ridicule. Le curé n'a pas le droit d'acheter un cierge; il est seulement président du comité. La mesure dont il s'agit a pour but de mettre fin à ce système et de confier l'administration spirituelle aux Pères Rédemptoristes. Mais on a dit, aujourd'hui pour demain, les Pères peuvent partir et emporteront tout avec eux. C'est là une erreur. Ils n'ont que la possession in trust des biens de l'église. Il y a plus. Une disposition du bill a pour effet de les obliger à rendre compte, chaque année. Du reste, les Pères Rédemptoristes ne se sont pas imposés à la population irlandaise; ils ont été demandés. Après s'être mis au courant des affaires de l'église, ils ont dit qu'ils ne pourraient pas continuer la desserte de l'église Saint-Patrice avec un pareil système. Alors ils n'ont pas cherché à prendre la population à l'improviste; non, ils ont consulté les intéressés, et l'immense majorité s'est déclarée favorable à leur proposition. On a eu tort aussi de dire que la mesure en question était une insulte pour le représentant du comté de l'église de Saint-Patrice. Ce n'est pas là du tout l'idée qui a présidé à cette mesure, car les représentants de ce comté sont parfaitement respectables. M. Hearn s'est trompé en disant que, si la Chambre adoptait cette mesure, elle sanctionnerait un principe dangereux. Tel n'est pas le cas; en effet les intéressés en grand nombre et majorité demandent l'ancien système. Le fait est que l'on a jamais vu un

bill privé demandé avec une pareille unanimité. Quant aux droits des tiers, il est évident qu'ils n'en souffriront en rien. Je demande donc que la Chambre se forme en comité.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Replied contending that the Honourable gentleman who had charge of the bill, touched upon every point, but the one which was essential to a correct understanding of it. The Reverend Fathers had themselves put the question in a small circle. They pronounced lay interference with church revenues a species of gallicanism that ought to be uprooted and done away with. His Honourable friend, instead of giving the House his opinions on that head, had treated them to a number of details which were of little or no moment. He was sure there was no intention on the part of the Honourable gentleman to reflect on the Committee of Management; yet from his speech the inference might be drawn that the Committee had in it those who were capable of interfering to prevent the Fathers from having what they deemed necessary for the service of the altar. The fact was that the Priests of St. Patrick's had at all time what they wished, and the Committee had no words in relation to their acts but words of warm approval.

La proposition est adoptée et la Chambre se forme en comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Eglise de la Trinité de Montréal

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour permettre au Lord évêque de Montréal, du consentement du ministre et des marguilliers de l'église de la Trinité de Montréal, d'emprunter une somme d'argent et d'hypothéquer à cette fin la propriété de ladite église.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie des propriétaires fonciers du Canada

L'HONORABLE F.-X.A. TRUDEL (Champlain): Propose, selon l'ordre du jour, que la

Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la compagnie des propriétaires fonciers du Canada.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières et les divers actes qui l'amendent.

Adopté.

En comité :

M. F.-X. -O. METHOT (Nicolet): S'oppose à certaines clauses du bill, contraires, suivant lui, aux intérêts du comté de Nicolet.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond à ces remarques.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Parle aussi dans le même sens que M. Malhiot, et s'oppose à l'amendement proposé par M. Méthot.

L'amendement de M. Méthot est rejeté.

Le comité, après avoir étudié le bill, en fait rapport à la Chambre, sans amendement.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec, 1869".

Bill intitulé: "Acte concernant les avis et déclarations à être donnés aux registrateurs".

Et aussi le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau le code municipal", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Code municipal

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender de nouveau le code municipal soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures.

Acte d'incorporation de la ville de Lachine

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lachine.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer
du Saint-Laurent et des
Cantons de l'Est

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et des Cantons de l'Est.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Siège du gouvernement

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, appuyé par le député de Montréal-Ouest (M. J.W. McGauvran), que cette Chambre déclare qu'elle est d'opinion qu'il serait dans les intérêts de cette province de transmettre le siège du gouvernement à Montréal, si cette cité offrait au gouvernement les avantages suivants:

1. Le don d'un quart de million de piastres.
2. Tout le terrain nécessaire pour les bâtisses du Parlement et des autres départements.

Il accompagne sa motion de plusieurs remarques sur l'avantage qu'il y aurait pour le gouvernement d'y transporter le siège du gouvernement. Il demande à la Chambre de vouloir bien s'informer auprès du conseil de ville de Montréal et de savoir si ce conseil ratifiera les promesses qu'il fait en ce moment.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Hear! Hear!

M. J.W. MCGAUVRAN (Montréal-Ouest): Appuie la proposition.

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Pense que M. David n'est pas sérieux en venant proposer une telle motion. Nous voulons garder ces bâtisses et nous n'avons pas besoin d'accepter l'aumône de Montréal à cet effet. Le conseil de ville de Québec pourrait peut-être faire autant que celui de Montréal. Qu'on le lui demande et l'on verra

qu'il ne restera pas en arrière. Nous voulons garder les bâtisses ici et, en cela, nous ne faisons que nous conformer aux décrets de notre constitution.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Parle aussi contre la motion de M. David. Comme député de Québec, il croit de son devoir de s'opposer à ce projet.

M. F. LANGELIER (Montmagny): M. David a tort de penser que nous prenons sa motion au sérieux. Je veux travailler pour les intérêts de Québec, et je veux savoir, quand on me demande un vote, si ce vote sera avantageux ou non.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Trouve que les plans des nouvelles bâtisses, tels qu'ils ont été présentés aux députés, devraient être modifiés.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Nous sommes satisfaits, nous, pauvres jeunes gens de Québec, des plans en question. Ce serait trop faire honneur à la motion de M. David de soulever une question d'ordre à ce sujet. Il n'appartient pas à cette Chambre de s'occuper de cette affaire.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): S'oppose à la proposition et prétend que la motion n'est pas dans l'ordre.

M. L'ORATEUR: Décide que la motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle demande un vote qui tiendrait à affecter le revenu provincial sans la recommandation de son Excellence le lieutenant-gouverneur et, de plus, qu'elle est inconstitutionnelle, parce que le siège du gouvernement ayant été fixé par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, cet ordre de choses ne peut pas être changé avant que le gouvernement exécutif de cette province en ordonne autrement.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Se lève...

DES CRIS: Chair! Chair!

M. F. DAVID (Montréal-Est): Dit que, tout en respectant la décision de l'Orateur, il en appellera de sa décision s'il trouve quelqu'un pour appuyé son appel.

Il déclare ne pouvoir trouver un second.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Arrérages sur les ventes de terres publiques

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, appuyé par le député d'Ottawa (M. E.B. Eddy), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le montant dû pour

arrérages sur toutes les ventes faites jusqu'au 30 juin 1874 des terres publiques connues sous les dénominations suivantes:

Terres de la couronne, terres du clergé, biens des jésuites, du domaine de la couronne, de la seigneurie de Lauzon, et sur ventes de toutes propriétés immobilières sises sur aucune de ces terres. Adopté.

Arpentage

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Kamouraska (M. C.-F. Roy), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre la correspondance relative aux amendements projetés à l'acte qui régit maintenant les arpentages et le mode à suivre pour l'admission à l'étude et à la pratique de la profession d'arpenteur, de manière à comprendre un cours d'étude plus élevé et plus étendu et adopté non seulement aux arpenteurs mais aussi aux ingénieurs civils et surtout aux ingénieurs des ponts et chaussées et de chemins de fer..

Cette motion a pour but de favoriser l'étude de l'arpentage, profession qui devient de plus en plus importante, et demande des connaissances de plus en plus étendues. J'espère que le gouvernement fera tous ses efforts pour nous procurer une classe d'hommes qualifiés.

L' HONORABLE H. -G. MALHIOT (Trois-Rivières): Approuve ces suggestions.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Espère que les arpenteurs seront consultés sur toute mesure que l'on introduira à ce sujet.

La proposition est adoptée.

Limites des comtés de Terrebonne et Deux-Montagnes

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour détacher du comté de Terrebonne la partie de la paroisse de Sainte-Monique, située dans ce comté, et l'annexer au comté des Deux-Montagnes, pour les fins parlementaires, municipales et scolaires.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins à barrières

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose, appuyé par le député de Dorchester (M. N. Larochelle), la deuxième lecture du bill pour

amender les actes 16 Victoria, chapitre 235, et 23 Victoria, chapitre 69, relatifs aux chemins à barrières sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent à Québec.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien), sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé, et que les mots "d'hui en trois mois" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Alexander, Angers (Sol. gén.), Baby, Beaubien, Beauchesne, Bisson, Cameron, Chapleau, Chauveau, Church (proc. gén.), David, De Beaujeu, Dorion, Duguay, Esinhart, Fortin, Garneau, Gendron, Hearn, Houde, Lalonde, LaRocque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Mailloux, Malhiot, Martin, McGauvran, Méthot, Ouimet, Peltier (L'Assomption), Robertson, Roy et Valin, 35.

Contre: MM. Bachand, Bellingham, Dulac, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, Larochelle, Marchand, Pelletier (Bellechasse), et Robert, 12.

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale ainsi amendée étant alors mise aux voix.

Il est ordonné que le bill soit lu une seconde fois d'hui à trois mois.

Terrains possédés par des congrégations religieuses

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender le chapitre 19 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les terrains possédés par des congrégations religieuses.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Irrégularités dans certains bureaux de shérifs

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour remédier à certaines illégalités et irrégula-

rites commises dans le bureau du shérif du district d'Ottawa, et dans les bureaux d'enregistrement des comtés de Bonaventure et d'Ottawa et dans la deuxième division d'enregistrement du comté de Rimouski.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Qualification des jurés dans le comté de Bonaventure

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la loi concernant la qualification des jurés dans le comté de Bonaventure.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Frontière entre la province de Québec et la province d'Ontario

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la ligne de frontière entre la province de Québec et la province d'Ontario.

Adopté.

Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour pourvoir à l'octroi d'une aide additionnelle à certaines

compagnies de chemins de fer et pour d'autres fins.

Adopté.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour annexer la municipalité de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, à la municipalité de la paroisse de Longueuil, dans ledit comté, pour toutes les fins municipales et scolaires", avec plusieurs amendements auxquels il désire le concours de cette Chambre.

Municipalité de Saint-Lambert

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé "Acte pour annexer la municipalité de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, à la municipalité de la paroisse de Longueuil, dans ledit comté, pour toutes les fins municipales et scolaires".

Lesdits amendements étant lus une seconde fois sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Licences

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau l'acte des licences de Québec, 1869, 34 Victoria, chapitre 2 et les actes qui l'amendent. Adopté (sur division).

La Chambre s'ajourne à onze heures et trente.

Séance du 16 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Larochelle, la pétition de Patrick Hayes et autres, et la pétition de William Harper et autres, tous deux de la paroisse de Saint-Malachie, la pétition de Henry Goynt, de Saint-Malachie, et la pétition du révérend G.-A. Rainville et autres, de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon.

Par M. Bellingham, la pétition de Gaspard de Coligny Denys de La Ronde, N.P.

Par M. Baby, la pétition du révérend A. Pelletier et autres, des cantons de Labarre, Liguori et Delisle, comté de Chicoutimi.

Rapport de comités :

M. P.-S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les comptes de C.-H.-H. Cimon, écuyer, magistrat stipendiaire pour le district du Saguenay.

Il a aussi entendu les explications données par le magistrat lui-même et, sur le tout, votre comité est d'opinion que le montant total des dépenses énumérées auxdits comptes est très élevé, que les charges en sont faites très irrégulièrement, ce que le magistrat a lui-même admis devant votre comité.

Que votre comité ne croit pas, cependant, que ledit C.-H.-H. Cimon se soit rendu coupable de fraude, mais ne peut l'exonérer d'un certain blâme pour la négligence et l'irrégularité qui apparaissent dans ses comptes.

Que votre comité recommande qu'à l'avenir, dans toutes circonstances où un magistrat de district sera obligé à de longues courses pour l'administration de la justice, une allocation fixe lui soit faite pour ses dépenses de voyage, et que toute dépense extraordinaire au-delà de cette allocation soit détaillée et accompagnée de pièces justificatives.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de Votre Honorable Chambre;

Bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Bill pour autoriser George Benson Hall à

faire des améliorations sur la rivière Chaudière, et à exiger des droits de péage de ceux qui en feront usage.

Votre comité a aussi examiné le bill pour incorporer la côte Sainte-Catherine, dans le comté d'Hochelaga, en une municipalité de village, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Acte des licences

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender de nouveau l'acte des licences de Québec, 1869, 34 Victoria, chap. 2, et les actes qui l'amendent.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Trois-Rivières (l'honorable H.-G. Malhiot), que la cinquième sous-section (F) du bill soit amendée en insérant après les mots "deux cent" partout où ils se rencontrent dans les seconde et sixième lignes le mot "cinquante."

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Edouard Caron,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative des estimations supplémentaires des sommes requises pour les services des années fiscales finissant le trente juin mil huit cent soixante-quinze et soixante-seize, et en conformité des dispositions de la 54e section de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, il recommande ces estimations supplémentaires à l'Assemblée législative. (Documents de la session, no 19.)

Hôtel du Gouvernement,
Québec, février 1875

Il est ordonné que ledit message, ainsi que les estimés supplémentaires qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Je ne dois pas remercier le gouvernement de l'allocation donnée à M. Chabert; quatre cents piastres données à une école des beaux-arts c'est une somme ridicule et je crois qu'à Montréal on trouvera assez de personnes géné-

reuses pour que M. Chabert puisse se passer de cette allocation absurde du gouvernement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Avant que vous laissiez le fauteuil, je dois faire quelques remarques sur l'item relatif à l'Asile de Beauport. Je vois un item de \$945.75 pour indemniser les employés de l'Asile de Beauport de la perte de leurs habits, etc., en conséquence de leurs efforts de sauver les patients lors du dernier incendie. Il ne s'oppose aucunement à cet item; il sait fort bien que les propriétaires et les employés de l'asile ont fait noblement leur devoir; mais il est opposé au système d'affermier les lunatiques, système barbare qui n'est pas digne d'un pays civilisé.

D'après les conditions du contrat, le gouvernement peut se rendre propriétaire de l'asile, et je crois qu'il serait bon de considérer s'il ne serait pas opportun d'acquiescer cette propriété. Je crois qu'il serait mieux de cesser ce système d'affermage des aliénés. Si le gouvernement prenait ces institutions sous son contrôle, alors on aurait intérêt à effectuer le plus de guérisons possibles au lieu d'être intéressé comme aujourd'hui à avoir le plus grand nombre de patients possible, quoi que je ne veuille nullement attaquer les propriétaires de l'Asile de Beauport.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Attire l'attention de la Chambre sur la requête qu'il a eu l'honneur de présenter relativement à l'établissement d'un asile protestant.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Approuve l'idée que ces institutions devraient être sous le contrôle direct du gouvernement au lieu de continuer le système actuel d'affermage. Mais on ne peut effectuer cette réforme de suite. Je crois que c'est le devoir du gouvernement de prendre ces infortunés sous son contrôle direct. Je concours entièrement dans les remarques du député de Lotbinière, que les intérêts des propriétaires sous le système d'affermage sont directement opposés à ceux des pauvres aliénés.

C'est une question importante que l'on ne saurait décider dans un seul jour ou dans une seule semaine. Il ne faut pas agir avec précipitation lorsque l'on traite une question de cette importance.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Je crois que c'est le devoir du gouvernement de prendre ces infortunés sous son contrôle direct. Je concours entièrement dans les remarques du député de Lotbinière, car les intérêts des propriétaires sous ce système d'affermage sont directement opposés à ceux des pauvres aliénés.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande un octroi plus considérable que celui voté à l'Ecole des arts de l'abbé Chabert; il fait l'éloge

de cette institution et espère que le gouvernement augmentera cet octroi jusqu'à \$1,000.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Informa la Chambre que Son Excellence consent à cette augmentation.

La Proposition est adoptée et la Chambre se forme en comité.

En comité:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Chambre des arts et manufactures, durant l'année fiscale courante pour laquelle le montant déjà voté est insuffisant.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics en général, durant l'année fiscale courante, pour laquelle le montant voté est insuffisant.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas neuf cent quarante-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté comme indemnité aux employés de l'Asile de Beauport, pour la perte de leurs vêtements, etc., occasionnée par les efforts qu'ils ont faits pour sauver les patients, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme aide à l'Ecole des arts (sous l'abbé Chabert), pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour aider à la publication des rapports des décisions des tribunaux, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Coeur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Charité pour l'Hôpital des enfants trouvés, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1876.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie durant l'année fiscale courante, pour laquelle le montant déjà voté est insuffisant.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions. Ces résolutions sont lues une deuxième fois et adoptées.

Comité des voies et moyens

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Trois-Rivières (l'honorable H.-G. Malhiot), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

Adopté.

En comité :

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de cent quarante-six mille sept cent soixante-huit piastres et soixante-huit centins (\$146,768,68) pour couvrir les dépenses de l'année fiscale courant et la somme d'un million sept cent quatre-vingt-dix mille deux cent neuf piastres (\$1,790,209) pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1876 soient accordées sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution. Cette résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

Il est ordonné que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente juin mil huit cent soixante-quinze, et le trente juin mil huit cent soixante-seize et pour d'autres fins du ressort du service public. Accordé.

Frontière entre la province de Québec et la province d'Ontario

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant la ligne frontière entre la province de Québec et la province d'Ontario.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

L'HONORABLE J.-G. MAILHIOT (Trois-Rivières): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte concernant la ligne de division entre les provinces de Québec et d'Ontario."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Introduction de bills:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec.

Accordé.

Acte 22 Victoria, chap. 65

M. L. SYSVESTRE (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la 22e Victoria, chapitre 65 des Statuts refondus du Canada.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. SYLVESTRE (Berthier): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Division d'enregistrement dans Bonaventure

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour diviser le comté de Bonaventure en deux divisions d'enregistrement.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Erection des paroisses

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre 18 des Statuts refondus pour le Bas-Canada concernant l'érection et la division des paroisses et la construction et l'entretien des églises.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport à la Chambre qu'il a fait quelque

progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Code municipal

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender de nouveau le code municipal".

M. W. W. LYNCH (Brome): S'oppose au bill, disant qu'il est venu trop tard.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Parle dans le même sens.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que le Conseil législatif a discuté ce bill et ce serait manquer de courtoisie envers le Conseil législatif que de rejeter le bill sans le prendre en considération. Il explique la nature du bill.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Proteste contre l'introduction de ce bill à une époque aussi avancée de la session. La Chambre a décidé de ne pas faire beaucoup d'amendements au code municipal, cette année.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que l'action proposée par les honorables députés de l'autre côté pourrait amener un conflit entre les deux branches de la Législative. On ne peut pas dire que ce bill arrive trop tard. Nous avons bien le temps d'étudier ce bill, qui ne contient que deux clauses. Tout ce que nous devons faire c'est de constater si les deux amendements contenus dans le bill sont désirables ou non.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Dit qu'il est prêt à prendre ce bill en considération, qu'il pourra y faire quinze ou seize amendements.

A six heures la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour changer le nom de John Brown, de la cité de Montréal, commis voyageur, en celui de John Stevenson Brown".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'incorporation de la compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'Est et Kennébec, 32 Victoria, chapitre 57".

Bill intitulé: "Acte amendant les actes relatifs à la compagnie du chemin de fer de Québec et Gosford, qui sera à l'avenir nommée "La Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean".

Bill intitulé: "Acte amendant l'acte 35 Victoria, chapitre 27, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et l'Anse-des-Sauvages".

Et, de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec divers amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte concernant les ventes, cessions et transports volontaires des rentes constituées représentant les droits seigneuriaux créés en vertu des cadastres seigneuriaux et la signification desdites ventes, cessions et transports".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser dame Nancy P. Parsons, épouse de William S. Hunter, à vendre un certain bien-fonds dans le comté de Stanstead et à en disposer".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'omnibus et de transport de Montréal".

Rentes constituées

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte concernant les ventes, cessions et transports volontaires des rentes constituées représentant les droits seigneuriaux créés en vertu des cadastres seigneuriaux et la signification desdites ventes, cessions et transports".

Ledit amendement étant lu une seconde fois est adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Vente d'un bien-fonds par N.P. Parsons

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour autoriser Nancy P. Parsons, épouse de William S. Hunter,

à vendre un certain bien-fonds dans le comté de Stanstead et à en disposer".

Lesdits amendements étant lus une seconde fois sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Compagnie d'omnibus et de transport de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte intitulé: "l'Acte pour incorporer la Compagnie d'omnibus et de transport de Montréal".

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Charte de la cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la charte de la cité de Montréal, 37 Victoria, chap. 51.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. C. ALEXANDER (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour y être amendé en retranchant la quatrième clause", soient mis à la place.

He said he could not allow this bill to pass without opposing the principle contained in the exemption clause. This clause would exempt from six to eight millions of property from municipal taxation, and our loan recently negotiated in the London market was made on the basis of property in the city including such church property. Exempt these churches and institutions and the extra taxation amounting to from 25 to 30,000 dollars must be raised by extra taxation. He said he need not here go into the comparative value of the property possessed by Protestants or Catholics, suffice it to say that the deficiency must be made up by extra taxation, which, on the basis of religious belief, would fall heaviest of the Protestant part of the population. And he further held that the exemption clause was not the fair expression of

the opinion of the City Council of Montreal. Against this he had also had the honor to present the largest petition ever presented to this House, signed by his fellow-citizens of all classes protesting against the interference of the Council in the matter. Then again, the Montreal Board of Trade presented through him a strong and emphatic protest against the exemption clause contained in this bill, assigning the reason that for the sake of peace and harmony as fellow-citizens, and for the good name and commercial standing of our city, the House must throw out this exemption clause. He therefore moved an amendment that this exemption clause be struck out.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Propose, appuyé par le député d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour y être amendé en insérant après le mot "municipalité" dans la neuvième ligne de la sixième clause, les mots suivants: "Mais après avoir préalablement obtenu le consentement de telles municipalités", soient mis à la place.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que la motion n'est pas dans l'ordre, vu qu'il faut un jour d'avis.

M. L'ORATEUR: Décide que la motion n'est pas dans l'ordre.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande au député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), de vouloir bien retirer son objection.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Consent à retirer son objection.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Se prononce en faveur de la motion.

M. F. DAVID (Montréal-Est): S'oppose à l'amendement de M. LeCavalier. Il prétend que la permission des municipalités intéressées ne s'obtiendra que très difficilement. Cependant, ce sont ces paroisses qui bénéficieront, plutôt que la ville de Montréal, de l'amélioration proposée. Il ne voit donc pas pourquoi la ville de Montréal serait taxée pour le profit de deux ou trois municipalités.

M. J. W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Parle dans le même sens.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shel-

ford): Approuve le principe contenu dans la motion de M. LeCavalier, savoir qu'une municipalité n'a pas le droit de taxer une municipalité voisine sans le consentement de cette dernière. Mais, dans la circonstance actuelle, il considère que c'est une exception à la règle générale.

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Dit que c'est un principe affreux que celui contenu dans le bill tel qu'il existe actuellement. On veut donner le pouvoir à Montréal de taxer les municipalités voisines. Il est convaincu que les municipalités intéressées voudront bien se cotiser pour aider la construction de ce nouveau chemin, mais que l'on ne les force pas malgré elles. Il est d'avis que ce sont les citoyens de Montréal qui profiteront de l'amélioration, bien plus que les habitants des paroisses environnantes.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour: MM. Angers Sol. gén., Baby, Beaubien, Beauchesne, Bisson, Chauveau, DeBeaujeu, Dorion, Duguay, Esinhart, Fortin, Garneau, Gendron, Houde, Lalonde, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Mailloux, Malhiot, Martin, Méthot, Robert, Sawyer, Valin et Verreault, 28.

Contre: MM. Alexander, David, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langevin, Marchand, McGauvran, Pelletier (Bellechasse), Rinfret dit Malouin, Robertson, Roy et Watts 14.

Ainsi il est résolu dans l'affirmative.

La question principale ainsi demandée étant mise aux voix:

Il est ordonné que le bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour y être amendé en insérant après le mot "municipalité", dans la neuvième ligne de la sixième clause, les mots "mais après avoir préalablement obtenu le consentement de telles municipalités".

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose que cette Chambre se forme de nouveau en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

Et la question étant proposée que le rapport soit maintenant reçu :

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (M. C. Alexander), sous forme d'amendement, que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question soient effacés et les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en

retranchant la clause 6 et la clause 10A", soient mis à la place.

Il explique que sans cet amendement, les constructeurs ou contracteurs de Montréal seraient obligés d'accepter les poids et mesures de pierre des carrières voisines, donnés par des parties non-responsables, sans recours dans l'éventualité d'une erreur ou d'une fraude.

M. J.W. McGAUVVRAN (Montréal-Ouest): Said it might be supposed that this House believed the City Council of Montreal dit not know what they wanted. They had sent down a bill here and asked the House to sanction it, and it had been so changed, cut up and pieced up, that he could scarcely recognize it. For his own part he was ready to throw the whole thing away in disgust.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Espère que le député de Montréal-Est retirera sa motion. Il désire ardemment voir l'amélioration se faire, mais il ne faut pas consacrer un principe aussi funeste que celui qui était contenu dans le bill avant d'être amendé. Il espère qu'on laissera ce bill tel qu'il est actuellement.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit qu'il a soutenu la motion de M. LeCavalier parce qu'il considérait que la clause en question contenait un principe injuste, mais il ne veut pas voter une loi inutile.

M. F. LANGELEIER (Montmagny): Dit que ce serait injuste d'imposer cette clause à la ville de Montréal, puisque le député qui a introduit le bill n'en veut pas.

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): S'exprime dans le même sens.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale ainsi amendée étant mise aux voix:

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé au comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender, en retranchant la clause 6 et la clause 10A.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin d'hiver entre Sorel et Berthier

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose, se-

Ion l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser le tracé et l'entretien d'un chemin d'hiver entre les villes de Sorel et Berthier.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Code municipal

La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui, que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender de nouveau le code municipal", soit maintenant lu une seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte ledit bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

Permis de coupe de bois aux colons

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte de Québec, 36 Victoria, chapitre 9, en autant qu'il se rapporte à l'octroi de permis de coupe de bois aux colons.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Interpellations :

Salaires des employés publics

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande si c'est l'intention du gouvernement:

1. D'accorder un boni aux employés du service civil;

2. De pourvoir à une augmentation de leurs salaires de manière qu'ils puissent répondre à l'augmentation toujours croissante des choses nécessaires à la vie;

3. De mettre à exécution la neuvième clause de l'acte du service civil;

4. De créer un fonds de retraite pour leurs employés et familles.

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond que le gouvernement n'a pas l'intention d'accorder un boni cette année. Le gouvernement va s'enquérir des capacités et des services des différents employés dont les salaires seront augmentés en raison de leurs mérites.

La Chambre s'ajourne à minuit et demi.

Séance du 17 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures quinze.

Documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre état des affaires de l'Hospice des femmes, Montréal, pour l'année 1874. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. McGauvran, la pétition de l'Hospice des femmes, Montréal.

Par M. LeCavalier, la pétition de D. M. McCarthy et autres.

Par M. Larochelle, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton.

Rapport de comités:

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre Honorable Chambre la résolution suivante et la prie de vouloir bien l'adopter.

Que cent exemplaires de l'ouvrage de l'honorable juge Elzéar Taschereau, intitulé: "The Criminal Acts of 1869", et cent exemplaires du "Livre de Magistrat", de Magloire Lanctôt, soient achetés à quatre piastres le volume pour être distribués à chacun des membres de cette Chambre.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander que les documents suivants soient imprimés comme documents sessionnels.

No 15. - Réponse à une adresse en date du 18 décembre 1874, demandant un rapport des noms de toutes les compagnies incorporées par lettres patentes, depuis le premier janvier 1869, avec la date de telles lettres patentes.

No 23. - Réponse à une adresse du 18 décembre 1874, demandant copie de tous rapports concernant les écoles d'industrie et de réforme établies en cette province.

No 26. - Rapport sur le service de l'Asile d'aliénés de Québec, pour 1874.

Votre comité recommande aussi que le document no 24: Réponse à une adresse en date du 18 décembre 1874, demandant copie des ordres en conseil au sujet de l'immigration

en cette province, et aussi copie de la correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement local pour encourager l'immigration en Canada, soit imprimé pour l'usage des députés.

Votre comité recommande aussi que le gouvernement soit autorisé durant la vacance de la Législature à demander des soumissions pour les impressions des deux Chambres et qu'il soit autorisé à contracter avec les personnes dont les propositions lui paraîtront les plus favorables, avec l'approbation du comité conjoint des impressions à la prochaine session de la Législature.

Que le greffier du comité des impressions prépare un état des différentes espèces d'impressions requises, l'espèce de papier et la qualité de l'ouvrage, etc., et qu'il examine et certifie la valeur de l'ouvrage à mesure que les comptes seront présentés de temps à autre et que ces derniers soient payés seulement sur son certificat. On devra exiger de bonnes garanties pour l'accomplissement convenable de tout contrat. Les chefs de départements pourront publier leurs rapports annuels avant les sessions de la Législature, quand ils le jugeront convenable, pourvu que les prix payés n'excèdent pas le contrat ordinaire. Le prix de ces ouvrages sera soumis à l'inspection du greffier du comité des impressions.

Votre comité recommande de plus que l'enquête faite par le comité chargé de s'enquérir de l'échange du terrain des Tanneries ne soit pas entrée dans les journaux de la Chambre, afin d'épargner les frais d'impression.

Votre comité recommande de plus que l'avis concernant les bills privés, publié dans les différents journaux de cette province, soit augmenté de 8 à 10 centins pour la première insertion et de 2 à 3 centins pour les insertions subséquentes.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre Honorable Chambre:

Bill pour incorporer la Compagnie des quais de Sorel.

Bill pour incorporer la Compagnie du pont Saint-Laurent.

Affaire des Tanneries

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Rose and stated that he was in receipt of a telegram from Mr. Ritchie, the Counsel of the Government at Montreal, conceived in these terms:

"Judgment favorable, Ramsay dissenting. Particulars soon".

He (Mr. C.) apprehended from this that the

Court of Appeals had reversed Judge Ramsay's decision, and refused to grant the habeas corpus asked by Mr. Dansereau. Under these circumstances, he proposed to revive the proceedings taken to bring Messrs. Cotté and Duvernay before the bar of the House.

Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), il propose que M. l'Orateur émette son mandat au sergent d'armes de cette Chambre, lui enjoignant de prendre sous sa garde Honoré Cotté, de la cité de Montréal, caissier de la Banque Jacques-Cartier, pour avoir désobéi à l'ordre de cette Chambre, du 21 janvier dernier.

Adopté.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose que M. l'Orateur émette son mandat au sergent d'armes de cette Chambre, lui enjoignant de prendre sous sa garde Ludger-Denis Duvernay, de la cité de Montréal, copropriétaire du journal "La Minerve", pour avoir désobéi à l'ordre de cette Chambre, en date du 21 janvier dernier.

Adopté.

Rapport de comités:

M. P.-S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre:

Que le gouvernement prenne les moyens de s'enquérir du fonctionnement des lois qui concernent l'administration de la justice, dans le but d'en diminuer les dépenses si cela est possible;

Aussi, par rapport aux dépenses concernant l'entretien de la police, car votre comité est d'opinion que les dépenses occasionnées à la province sont plus élevées qu'elles ne devraient l'être.

Les comptes et pièces justificatives du département du Trésor sont bien tenus et offrent de grandes facilités pour s'assurer de la distribution des deniers publics.

Votre comité recommande de plus que tous les arrérages dus au "Fonds de bâtisses et de jurés" soient perçus aussitôt que possible et l'on suggère que le gouvernement prenne en considération l'avantage qu'il y aurait de placer les dépenses occasionnées pour l'entretien des palais de justice et des prisons de la province à la charge des districts auxquels ils appartiennent, ou que le système de taxer le "Fonds de bâtisses et de jurés" fût chargé de manière à en faire peser plus également les charges sur chaque municipalité de ces districts.

Question de privilège

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Monsieur l'Orateur, avant que les ordres du jour ne soient lus, je crois devoir relever une

assertion de la Minerve au sujet de ma conduite dans le comité des bills privés lors de la discussion du bill de la corporation de Montréal. Ce journal affirme que j'ai voté contre l'amendement ayant pour objet d'exempter de taxes les églises et les institutions de charité. Je m'occupe fort peu des appréciations qu'un journal de cette valeur morale peut faire sur mon compte; mais je ne puis laisser passer une semblable assertion, qui est précisément le contraire de la vérité. Non seulement je n'ai pas voté pour maintenir la taxe sur les églises, mais j'ai parlé et voté dans le comité pour que les églises et les institutions de charité fussent exemptées de toutes taxes. J'en appelle à tous ceux, amis ou adversaires, qui étaient présents au comité.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Je puis corroborer de point en point ce que vient de dire l'honorable député de Shefford. J'étais avec lui dans le comité lorsque le bill de Montréal a été discuté, et je me rappelle que pendant toute la discussion, comme lors du vote, il s'est toujours prononcé pour l'exemption de taxes en faveur des églises et des institutions de charité.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Si l'honorable député de Shefford a besoin d'un autre témoin, je puis lui en servir; j'étais dans le comité et je me rappelle qu'il a parlé et voté exactement comme il vient de le rapporter.

Interpellations:

Pont sur la rivière Malbaie

M. A. GAGNON (Charlevoix): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire construire un pont sur la rivière Malbaie, dans le chemin de Saint-Urbain, qui conduit à la baie des Ha! Ha! et faire refaire tous les petits ponts sur ce chemin.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Répond qu'un inspecteur a été envoyé pour examiner l'endroit et que l'affaire est sous la considération du gouvernement.

Bureau de cadastre dans Charlevoix

M. A. GAGNON (Charlevoix): Demande si c'est l'intention du gouvernement de mettre un bureau de cadastre dans le comté de Charlevoix, district de Saguenay.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond que la question est sous la considération du gouvernement.

Aide aux colons

M. A. GAGNON (Charlevoix): Demande si c'est l'intention du gouvernement de donner à

ceux qui s'établiraient dans le canton de Callière le même encouragement qu'il accorde à ceux qui s'établissent dans les autres cantons de la province.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond qu'il n'y a rien de décidé à ce sujet.

Frais de voyage du magistrat C.H.-H. Cimon

M. A. GAGNON (Charlevoix): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire rembourser par le magistrat de district G.H.-H. Cimon, les deniers qu'il a reçus de trop pour les surcharges placées dans les dépenses du voyage sur la côte nord.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmourenzy): Répond que telle n'est pas l'intention du gouvernement, vu que le rapport du comité des comptes publics constate qu'il n'y a pas eu de fraude de la part de M. Cimon.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Instructions données au juge J.-C. Coursolles

M. F. LANGELIER (Montmagny): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des instructions données à J.-C. Coursolles, écuyer, juge des sessions de Montréal, pour faire une enquête au sujet d'un assaut commis à Longueuil, le jour de la nomination, à la dernière élection pour la Chambre des communes, en décembre dernier; aussi, copie d'enquête préliminaire faite au sujet dudit assaut.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmourenzy): Dit qu'il apprend pour la première fois qu'il y ait eu une enquête préliminaire à ce sujet.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit qu'il a appris qu'une enquête se poursuit actuellement à huis clos.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il ne croit pas que tel soit le cas.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit quelques mots.

Adopté.

Chemin d'hiver entre Sorel et Berthier

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour autoriser le tracé et l'entretien d'un chemin d'hiver entre les villes de Sorel et de Berthier.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Actes de notaires-régistrateurs

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour légaliser certains actes de notaires-régistrateurs.

Adopté.

Le comité étudie le bill, puis fait rapport de quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

Huissiers de la province de Québec

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les huissiers de la province de Québec.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Dit qu'il est trop tard pour passer cette mesure et que le député de Champlain (l'honorable F.-X.-A. Trudel) devrait l'abandonner.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Veut que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé de l'honorable M. Trudel, l'honorable M. le solliciteur général Angers, l'honorable M. Malhiot, M. Irvine, M. Ouimet, M. Bachand et M. Langelier, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Acte concernant l'incorporation de la cité de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau les divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ouvrage sur la rivière Chaudière

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser Geo. B. Hall à faire certains ouvrages sur la rivière Chaudière et à exiger des droits de péage de ceux qui en feront usage.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation du village d'Outremont

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour incorporer les habitants de la côte Sainte-Catherine en municipalité de village.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour incorporer le village d'Outremont".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Asile de Beauport

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Appuyé par le député des Trois-Rivières (l'honorable H.-G. Malhiot), propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées au sujet d'un prêt de \$50,000 à l'Asile de Beauport.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, ayant été informé du sujet de cette proposition, la recommande à la considération de la Chambre.

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Félicite le gouvernement de cette initiative.

Il suggère que le gouvernement n'exigera que le taux d'intérêt des banques, savoir 5 pour cent.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Regrette que l'honorable trésorier ait l'habitude de cacher tout ce qu'il a l'intention de faire jusqu'à la dernière minute. Il aime toujours à prendre la Chambre par surprise. Il ne s'oppose pas au prêt proposé, mais il proteste de nouveau contre le système d'affermier les lunatiques.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il n'avait pas l'autorisation de Son Excellence de demander cette somme avant aujourd'hui. Il est d'avis que les lunatiques de Beauport sont aussi bien traités maintenant que s'ils étaient sous les soins du gouvernement. Néanmoins, lorsque le gouvernement sera en position de prendre possession de l'Asile de Beauport, il prendra les aliénés sous ses propres soins, afin de satisfaire l'esprit public.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Appuie les remarques du député de Lotbinière et condamne le système actuel qui n'est rien moins qu'un trafic de chair humaine où l'on fait plus ou moins de profit.

En comité:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

Qu'attendu que l'incendie d'une partie considérable de l'Asile des aliénés de Beauport a été un malheur public, auquel il est à propos de remédier sans retard en venant en aide aux propriétaires de cet asile, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à prêter à MM. Landry et Roy la somme de \$50,000 aux conditions suivantes:

La somme ainsi prêtée sera remboursée moitié dans les cinq ans après la date du prêt, et l'autre moitié à l'expiration du contrat maintenant existant entre le gouvernement et les propriétaires de cet asile.

Ce prêt portera intérêt à raison de six pour cent, payable semi-annuellement.

Les propriétaires de l'asile donneront au gouvernement, sur les propriétés de l'asile, une hypothèque pour le montant du prêt, et tiendront constamment assurées, un montant égal à la somme due, dans des assurances offrant les garanties nécessaires, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, les bâtisses des propriétés hypothéquées en faveur du gouvernement; ils transporteront au trésorier de la province les polices d'assurances effectuées à cette fin.

A défaut de la part des propriétaires de l'asile de tenir ces bâtisses assurées et de transporter les polices au trésorier de la province, ce dernier sera tenu d'assurer ces bâtisses au montant requis et ce, aux frais des propriétaires de l'asile.

La résolution est adoptée. Le comité fait rapport à la Chambre. La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente juin mil huit cent soixante-quinze, et le trente de juin mil huit cent soixante-seize, et pour d'autres fins du ressort du service public.

Adopté.

Message du Conseil législatif:

L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés".

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant la procédure civile dans les cours Supérieure et de Circuit sur la manière de rendre jugement et d'ajourner la cour".

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant la qualification des jurés dans le comté de Bonaventure".

Bill intitulé: "Acte pour partager la division d'enregistrement de Montréal en trois divisions d'enregistrement".

Bill intitulé: "Acte pour remédier à certaines illégalités et irrégularités commises dans les bureaux des shérifs des districts d'Ottawa et de Rimouski, et dans les bureaux d'enregistrement des comtés de Bonaventure et d'Ottawa, et du deuxième district d'enregistrement du comté de Rimouski".

Bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre 68 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les compagnies d'assurances mutuelles".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Institut national des beaux-arts, sciences, arts et métiers et industries".

Bill intitulé: "Acte passé pour changer le nom du chef-lieu du district de Bedford et de Nelsonville en celui de Sweetsburgh".

Bill intitulé: "Acte pour mieux régulariser les inhumations".

Bill intitulé: "Acte réincorporant la compagnie des mines de Mégantic, et lui continuant tous les droits de propriété et autres qu'elle possédait, en vertu des dispositions de l'acte 18 Vict., chap. 49, qui est maintenant expiré".

Bill intitulé: "Acte pour constituer la paroisse de Sainte-Prudentienne en municipalité pour les fins municipales".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la société appelée L'Union-Saint-Joseph de Saint-François-de-Sales".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'article 718 du code municipal".

Bill intitulé: "Acte passé pour incorporer la Compagnie de l'académie de musique de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour pourvoir à l'octroi d'un subside additionnel à certaines compagnies de chemins de fer, et pour d'autres fins".

Bill intitulé: "Acte concernant la ligne de division entre les provinces de Québec et d'Ontario".

Bill intitulé: "Acte pour diviser le comté de Bonaventure en deux divisions d'enregistrement".

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 18 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues:

De Gaspard de Coligny Denys de la Ronde, notaire public, demandant la passation d'un acte confirmant ses droits et titres, pour lui et ses frères, au fief et seigneurie de Lacolle, dans la province de Québec.

Du révérend A. Pelletier et autres, des cantons Labarre, Signai et Delisle, comté de Chicoutimi, de Henry Joynt et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, et du révérend J.-A. Rainville et autres, de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon, demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De William Harper et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, comté de Dorchester, demandant de l'aide pour un chemin de Saint-Malachie à Saint-Edouard-de-Frampton, et passant à travers les 7ème et 8ème rangs de Frampton.

De Patrick Hayes et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, demandant de l'aide pour un chemin entre les lots nos 24 et 25 sur les rangs 1, 2, 3 et 4 dans le township Buckland.

Rapport de comités:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, référé de nouveau à ce comité, et y a fait un amendement qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que les différentes sommes d'argent payées par les parties qui ont introduit des bills privés, pour traduction, correction d'épreuves, et maintenant entre les mains du greffier de la Chambre, ou qui lui seront payées pour cet objet, soient remises aux chefs des traducteurs anglais et français, et qu'un honoraire de cinq pour cent sur ces sommes d'argent soit payé au greffier du comité des bills privés, conformément au règlement et à la pratique suivie à Ottawa et l'année dernière dans ce comité.

Adopté.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité spécial, nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances de l'échange de la propriété du gouverne-

ment, située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal.

Voici le rapport :

Que le 29 et le 30 janvier dernier, Clément-Arthur Dansereau, de la cité de Montréal, un des propriétaires du journal "La Minerve", a comparu devant votre comité et a répondu sous serment à certaines questions qui lui ont été alors posées par votre comité ;

Que le sténographe qui a pris les réponses dudit Clément-Arthur Dansereau les a transcrites en écriture ordinaire.

Que le document ci-annexé est le témoignage dudit Clément-Arthur Dansereau, tel que reçu par ledit sténographe et rédigé en écriture ordinaire par lui.

Que ledit Clément-Arthur Dansereau a signé ledit témoignage, hors la présence de votre comité.

Votre comité recommande, en conséquence, qu'il soit ordonné par votre honorable Chambre que ledit Clément-Arthur Dansereau comparaisse de nouveau devant votre comité afin de reconnaître ledit témoignage et sa signature.

Adopté.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial auquel la pétition de F. Vézina et autres, de la cité de Québec, a été renvoyée, demandant que le gouvernement leur fasse remise du paiement des débetures connues sous le nom de "prêt aux incendiés de Québec", tel que transmis à cette Chambre dans un état en réponse à une adresse du 20 janvier 1875.

Voici le rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport.

Qu'il a élu son président à sa première réunion et a tenu sept séances, dans lesquelles il a entendu dix-sept témoins, savoir:

Ignace Fortier, Gaspard Drolet, écuyer, François Vézina, Etienne Gauvreau, A.-H. Verret, écuyer, Magloire Gingue, Paul Elot dit Julien, Jean Guénard, Phidime Compagnon, Alexis Matte, Joseph Rousseau, dame veuve Léveillé, dame veuve Géreau dit Brindamour, Jean Moreau, J.-B. Pépin, George Guillemet et Prisque Rochette.

Votre comité a examiné la requête de François Vézina et al., ainsi que l'état fourni à cette Chambre indiquant les noms et les montants de ceux qui sont endettés au "Prêt aux incendiés de Québec." Ces montants, tant en capital qu'en intérêt, en regard de chacun des noms, s'élèvent à \$443,814.14.

Il résulte des témoignages entendus par votre comité que lors des deux grands incendies qui, en 1845, détruisirent en grande partie les propriétés dans les faubourgs Saint-Jean et Saint-Roch de Québec, la grande majorité des incendiés étaient des ouvriers qui, étant ruinés, furent obligés, pour reconstruire leurs maisons, d'emprunter au fonds du "Prêt aux incendiés". Ce "prêt" leur fut fait au moyen de débetures

qu'ils furent obligés de vendre à une perte de 20, 25 et même 30 par cent d'escompte.

Il résulte aussi de la preuve faite devant votre comité que, lors dudit "prêt", les autorités ayant obligé les incendiés à bâtir en matériaux incombustibles, le prix de ces matériaux ainsi que celui de la main-d'oeuvre, vu le grand nombre de bâtisses alors en construction, augmentèrent considérablement, et que, au lieu de bâtir comme ils l'espéraient, les débiteurs de débetures en furent réduits pour la plupart à ne construire que de petites maisons et même à ne pouvoir les achever convenablement.

De plus, l'industrie de la construction de navires, qui était alors une grande ressource pour les ouvriers de Québec, s'est trouvée dans le cours de quelques années après le feu de 1845, à disparaître presque complètement, portant ainsi la misère dans les faubourgs Saint-Roch et Saint-Jean, et forçant par là un nombre relativement considérable d'ouvriers qui gagnaient leur vie dans cette industrie à quitter la ville afin d'aller ailleurs gagner leur subsistance.

L'enquête établit, en outre, que les

débetures étant une hypothèque dont l'enregistrement n'est pas requis, la propriété qui en est grevée a subi une diminution de valeur au point que les propriétaires ne pouvaient faire d'emprunt sur leurs propriétés ni en disposer d'une manière avantageuse.

Il est également constaté par la preuve que les signataires à la requête ainsi que les trois quarts de ceux qui doivent au "Prêt aux incendiés" sont incapables de payer ce qu'ils doivent au gouvernement à moins que leurs propriétés ne soient vendues. Une telle vente réduirait les propriétaires à la misère; car il est établi que ces propriétés sont endettées pour taxes municipales, rentes foncières et autres charges, en différents montants.

Dans la généralité des cas, le gouvernement ne perçoit le paiement des débetures, capital et intérêt, que sur le produit des ventes de propriétés grevées à ce fonds et vendues par autorité de justice. Il faut remarquer aussi que la plupart des ventes de propriétés affectées au Fonds du "Prêt aux incendiés" ont lieu à la poursuite de la corporation de Québec pour taxes municipales.

Il y a un certain nombre de veuves, de vieillards et d'héritiers qui doivent à ce "fonds" et qui sont réellement dans un état voisin de la misère.

Sous ces circonstances, votre comité croit devoir recommander que le gouvernement prenne le sujet en sa sérieuse considération et soumette qu'une commission pourrait être nommée pour s'enquérir de chaque cas en particulier dans la vue de faire une remise complète ou relative de ce que peuvent devoir les débiteurs, afin de faire disparaître l'espèce d'odieux qui s'attache à des créances de cette nature et aussi pour soulager des infortunes que votre comité ne peut trop recommander.

Honoraire pour un bill

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Propose, appuyé par le député de Chicoutimi-Saguenay (M. M.-G. Baby), **que** la somme de \$100 déposée par la municipalité de Saint-Sauveur pour obtenir la passation de son bill lui soit remise.

M. G. IRVINE (Mégantic): Demande si l'avis de cette motion a été donné.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Invoque le règlement contre cette proposition.

M. L'ORATEUR: Déclare que la proposition n'est pas dans l'ordre.

Affaire des Tanneries

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre le writ d'habeas corpus dans l'affaire de Clément-Arthur Dansereau, lequel est lu comme suit:

Canada
Province de Québec,
District de Québec

Victoria, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi.

A Charles Garneau, écuyer, de la cité de Québec, dans le district de Québec, maintenant dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec. Salut. (L.S.)

Nous vous commandons d'amener devant l'honorable juge en chef et les juges de notre cour du Banc de la Reine pour le Bas-Canada (en appel), dans le palais de justice, dans notre cité de Montréal, jeudi, le onzième jour de février, en l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante-quinze, à dix heures du matin, la personne de Clément-Arthur Dansereau, confié à votre garde, tel que spécifié, ainsi que le jour de l'arrestation et de la détention dudit Clément-Arthur Dansereau sous quelque nom que ledit Clément-Arthur Dansereau soit appelé dans le même, pour faire et recevoir toutes et chaque telles choses que notre dite cour du Banc de la Reine considérera de lui alors et là, sous ce rapport, et que vous ayez alors et là le présent writ.

EN FOI DE QUOI, nous y avons fait apposer le sceau de notre cour du Banc de la Reine, pour le Bas-Canada, en la cité de Montréal, ce neuvième jour de février, dans la trente-huitième année de notre règne.

(Signé), DESSAULLES & SCHILLER
Greffiers de la couronne

Vraie copie
(Signé), Dessaulles & Schiller,
Greffiers de la couronne

L'exécution de ce writ est prouvée par la cédula qui y est annexée.

Montréal, 13 février 1875

(Signé), CHARLES GARNEAU,
Sergent d'armes

PROVINCE DE QUEBEC

District de Montréal

Je, Charles Garneau, sergent d'armes de l'Assemblée législative, certifie par les présentes et fait rapport à Notre Souveraine Dame la Reine qu'avant d'avoir reçu le writ ci-annexé, à moi dirigé, le neuvième jour de février courant, la personne dudit Clément-Arthur Dansereau y désigné, nommé dans ledit bref, a été pris et mis sous ma garde en vertu d'un warrant sous le nom et le sceau de l'honorable Joseph -Goderic Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec, lequel warrant est conçu dans les termes suivants, savoir:

Assemblée législative,

Au sergent d'armes de l'Assemblée législative,

"ATTENDU que l'Assemblée législative a ce jour ordonné: Que Clément -Arthur Dansereau, de la cité de Montréal, copropriétaire du journal La Minerve, soit mandé sous la garde du sergent d'armes de la Chambre,

Les présentes vous requièrent, en conséquence, de prendre sous votre garde la personne dudit Clément-Arthur Dansereau et de l'amener à la barre de ladite Assemblée législative".

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Québec, ce cinquième jour de février mil huit cent soixante-quinze.

(Signé), J.-G. BLANCHET
Orateur de l'Assemblée législative,

(L.S.)

Et ceci est la cause, et la seule cause, de la détention par moi dudit Clément-Arthur Dansereau dont je produis maintenant la personne.

J'ai par le présent, tel qu'il m'est ordonné par ledit writ, certifié en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, en ladite province de Québec, le treizième jour de février, en la trente-huitième année du règne de Sa Majesté, en l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-quinze.

(Signé), Charles Garneau,
Sergent d'armes.

Vrai copie,
(signé),

DESSAULLES & SCHILLER,
Greffiers de la couronne.

CANADA

COUR DU BANC DE LA REINE,
(en appel)

Province de Québec

Montréal, mercredi le dix-septième jour de février, mil huit cent soixante-quinze.

Présents:

L'honorable juge en chef Dorion,

M. le juge Monk,

M. le juge Taschereau,

M. le juge Ramsay,

M. le juge Sanborn.

Sur la pétition de Clément-Arthur Dansereau, demandant un writ d'habeas corpus, la cour après avoir entendu le conseil du pétitionnaire et de l'Orateur de l'Assemblée législative, et examiné le writ d'habeas corpus, et les retours annexés à iceux annule ledit writ d'habeas corpus.

L'honorable juge Ramsay, dissident.

A.BRANCHAUD,
Député-greffier de la cour d'Appel.

Le député-sergent d'armes fait rapport qu'en obéissance à l'ordre de la Chambre M. Dansereau est présent.

M. Dansereau est alors appelé et examiné à la barre comme suit.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. JOLY), que la question suivante soit posée à M. Dansereau: A la date du 17 juillet dernier, on trouve porté à votre crédit, dans la Banque Jacques-Cartier, un dépôt de \$17,000. Voulez-vous nous dire par qui ce dépôt a été fait?

Adopté.

M. DANSEREAU: Demande s'il peut expliquer les faits de cette cause, en répondant.

M. L'ORATEUR: Le témoin peut répondre comme il voudra.

M. DANSEREAU: R. La question qui m'est posée n'ayant aucun rapport avec l'ordre qui m'a été envoyé de venir comme témoin, lequel ordre me disait de venir déclarer tout ce que je puis connaître relativement à l'affaire des Tanneries, j'ai cru devoir constater, lors de mon examen en chef, que cette réponse ne se rapportait nullement à l'affaire des Tanneries, espérant qu'une formule négative servirait aussi bien les fins de l'enquête qu'une formule positive. Lorsque cette honorable Chambre me donna ordre de répondre aux cinq questions réservées, je compris que cette question de \$17,000 se trouvait avec les autres pour la forme, mais que, sur l'exposé de mes raisons, le comité consentirait à ne pas la poser. En conséquence, je pris la liberté d'envoyer au comité un mémoire qui fut enregistré le 26 janvier 1875 et ensuite retiré du dossier sur la remarque que c'était un document confidentiel. Lors de la réception de ce document, le comité répondit à celui qui me représentait qu'il

n'attacherait probablement pas d'importance à cette question et que l'opinion des membres du comité était qu'elle ne me serait pas posée. Lorsque je me présentai devant le comité, l'un des membres me fit prévenir qu'il considérait cette expression d'opinion du comité comme prématurée. Il s'ensuivit des explications à huis clos, dans le cours desquelles j'offris de donner ma réponse privément au président du comité. On me demanda si je ne pourrais pas inclure d'autres membres du comité dans cette condition. Je répondis que je n'étais pas en état de satisfaire immédiatement à cette demande, parce que cette transaction de \$17,000 étant une affaire étrangère au sujet des Tanneries, mais embrassant des intérêts privés considérables, je n'étais pas le seul maître de ce secret, et que j'avais quelqu'un à consulter. On m'accorda quelques jours pour cela et quand, le lundi, je signifiai mon intention au comité d'aller à Montréal pour voir personnellement à la décision de cette affaire, le comité me laissa partir.

Ayant constaté à Montréal que la réponse à cette question ne pouvait que contrarier des intérêts privés, sans jeter la moindre lumière sur l'enquête, j'adressai une seconde lettre à l'honorable président du comité, le priant encore une fois de me dispenser de répondre à cette question dont je n'étais pas le seul maître; j'ai compris que c'est sur cette lettre que l'ordre a été exprimé par cette honorable Chambre de me traduire à sa barre. Comme depuis la dernière décision de cette Chambre, en date du 21 janvier, j'ai répondu à toutes les autres questions réservées et que je ne crois pas être considéré comme ayant refusé de répondre à la question des \$17,000 qui ne m'a pas été posée formellement, je prie cette honorable Chambre de vouloir bien prendre en considération que la question n'a aucun rapport, ni directement ni indirectement, avec l'affaire des Tanneries, et de bien vouloir me dispenser de lui faire part d'affaires privées qui n'ont aucun lien apparent avec le sujet pour lequel j'ai été appelé comme témoin.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit que le témoin ne répond pas à la question.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Le témoin devrait se retirer alors que la Chambre discute sa réponse.

Il est alors enjoint à M. Dansereau de se retirer.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Observed that the position had not been at all changed by the answer just given by the witness. The Committee had decided the objections advanced by Mr. Dansereau, holding that they were the best judges of the relevancy or irrelevancy of the question to the investigation. That decision had been twice formally confirmed by the House, and, unless they wished to recede from such endorsement, the question

should be put to the witness. He did not press it in any inquisitorial spirit or from any wrong motives, but simply because he could see no good reason why the witness should refuse to answer it. It was quite possible that it had no bearing upon the case or its issue, but, of this, he argued that the House was the best judge. M. Dansereau est de nouveau appelé et de nouveau examiné à la barre comme suit: Par l'honorable M. le procureur général Church.

1. A la date du 17 juillet dernier, on trouve porté à votre crédit, dans la Banque Jacques-Cartier, un dépôt de \$17,000. Voulez-vous dire par qui le dépôt a été fait?

LE TEMOIN: Je suis forcé de décliner respectueusement de répondre à cette question.

Il est alors enjoint à M. Dansereau de se retirer.

Message du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour encourager les Canadiens des Etats-Unis, les immigrants européens et les habitants de la province à se fixer sur les terres incultes de la couronne", sans amendement.

Et, de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé: "Acte pour encourager la manufacture du sucre de betterave dans la province de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Hospice de la maternité de Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser les exécuteurs testamentaires de Stanley C. Bagg, écuyer, ci-devant de la cité de Montréal, à vendre, échanger aliéner et transporter certains biens-fonds grevés d'une substitution dans ledit testament, et à placer les produits de la vente desdites propriétés".

Manufacture du sucre de betterave

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour encourager la manufacture du sucre de betterave dans la province de Québec".

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Pontiac (L.R. Church), que ledit bill soit renvoyé au Conseil législatif pour corriger une erreur dans la version française de ce bill.

Après débats, ladite motion est retirée, et la question remise à plus tard.

Hospice de la maternité de Montréal

La Chambre procède à prendre en considéra-

tion l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Hospice de la maternité de Montréal".

Ledit amendement étant lu une seconde fois est adopté. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Compagnies à fonds social

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que la Chambre a adopté leurs amendements.

Vente de biens-fonds

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits au bill intitulé: "Acte pour autoriser les exécuteurs testamentaires de Stanley C. Bagg, écuyer, ci-devant de la cité de Montréal, à vendre, échanger, aliéner et transporter certains biens-fonds grevés d'une substitution dans ledit testament et à placer les produits de la vente desdites propriétés".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Affaire des Tanneries

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), que Clément-Arthur Dansereau, de la cité de Montréal, l'un des propriétaires du journal La Minerve, ayant persisté à refuser de répondre à la question suivante, savoir: "A la date du 17 juillet dernier, on trouve porté à votre crédit, dans les livres de la Banque Jacques-Cartier, un dépôt de \$17,000. Voulez-vous dire par qui ce dépôt a été fait"?

Conformément à la résolution de cette Chambre qui lui a été communiquée par M. l'Orateur, il a été coupable de violation des privilèges de cette Chambre.

Que Clément-Arthur Dansereau, pour cette offense, soit confié à la garde du sergent d'armes de cette Chambre et que M. l'Orateur émette son mandat à cet effet.

He said: that his original intention had been to proceed with greater severity and move the House to commit the contumacious witness to the common goal but, on account of the explanations given by him to the effect that he felt himself bound by a sense of honor to refuse to reply because it might injure other parties, he had modified that intention. He was well

aware that placing offenders under the charge of the Sergeant at Arms was little better than a farce, but, under the circumstances in which this case presented itself, he thought it might be sufficient to adopt the milder alternative he had suggested. However, if the House thought otherwise, it could insist on measures of greater severity.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Regrette d'être obligé de proposer une motion en amendement à la motion de l'honorable procureur-Général, mais il croit que cet amendement est dû à la dignité de la Chambre. Il propose, en conséquence, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), sous forme d'amendement, que les mots "garde du sergent d'armes de cette Chambre" dans le dernier paragraphe de la proposition soient effacés et que les mots "prison commune du district de Québec", soient mis à la place.

Il dit qu'en proposant cet amendement il n'est animé d'aucun esprit d'animosité envers le témoin. Il ne fait que maintenir la dignité de la Chambre. Il ne voit pas pourquoi l'honorable procureur-général a modifié sa motion. Il ne croit pas que le témoin ait fait une réponse qui mérite tant de faveurs. Le témoin s'est contredit d'un bout à l'autre de sa réponse. Il a dit que la question à laquelle il a refusé de répondre ne lui avait pas été posée formellement par le comité. Ceci n'est pas la loi, et le témoin ne peut pas s'appuyer sur cette raison frivole pour justifier son refus. Ce ne serait pas punir le témoin récalcitrant que de le mettre entre les mains du sergent d'armes et lui permettre de se promener dans les couloirs pendant deux ou trois jours. Il vaudrait mieux dire au témoin : Puisque vous ne voulez pas répondre à la question qui vous a été posée, vous pouvez vous en aller, bien que nous ayons le droit de vous mettre en prison. Cette position serait digne tandis que, si la Chambre adopte la motion de l'honorable M. Church, elle ne méritera pas la marque de respect qui lui a été donnée par le plus haut tribunal de notre pays. Il cite des précédents pour démontrer que le témoin doit être envoyé en prison. Il considère que la punition proposée par l'honorable M. Church ne fait que mettre la Chambre dans une position ridicule.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai vu M. Dansereau aujourd'hui pour la première fois. J'ai vu son nom en rapport avec l'affaire du Pacifique et celle des Tanneries. Mais je ne le connais pas personnellement et je puis parler impartialement, parlant seulement comme membre de cette Chambre.

Je trouve que toutes les circonstances de cette affaire aggravent la position de M. Dansereau et je regrette la motion proposée par M. Church.

L'HONORABLE A.R. ANGERS (Montmo-

rency): Le jugement de la cour d'Appel nous a donné le droit de nous faire respecter, mais on m'informe que ce jugement doit être porté au Conseil privé; on m'informe de plus que les nouveaux warrants rencontreront de l'opposition et qu'un nouveau bref d'habeas corpus sera demandé.

Il est donc prudent pour cette Chambre de ne pas s'engager dans de nouvelles difficultés en sévissant trop rigoureusement. Je dois dire qu'il est très regrettable que le témoin ait refusé de répondre, mais il se base sur des raisons graves. Et considérant que la décision de la cour d'Appel peut être renvoyée en Angleterre, je dis donc que cette Chambre devrait se borner à remettre M. Dansereau sous la garde du sergent d'armes.

Le cas du colonel Fairman, cité par M. Joly, n'est pas du tout identique au cas dont nous nous occupons en ce moment. Le colonel Fairman n'a pas voulu remettre le livre de lettres parce qu'il contenait des lettres sur une matière privée.

Sans doute, le témoin n'est pas juge pour déclarer que sa réponse n'a rien à faire à la question, mais, tout de même, ce fait doit avoir une certaine influence sur la décision de cette Chambre. En conséquence, la Chambre devrait s'accorder à dire: Nous voulons faire respecter nos privilèges et vous forcer à répondre; c'est pourquoi nous vous remettons sous la garde du sergent d'armes.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Le témoin occupe le comité depuis plus d'un mois. Il a répondu à un bon nombre de questions, mais nous avons été obligés d'avoir un ordre de la Chambre pour le forcer à répondre à certaines questions. Or, puisque le comité a jugé à propos de poser la question à laquelle M. Dansereau refuse de répondre, c'est que c'est une question importante. Eh bien, je dis que le moyen adopté par M. Church n'est pas suffisant. En effet, quelle punition cela sera-t-il pour le témoin?

Si nous le remettons sous la garde du sergent d'armes, il pourra se promener en ville et partout. Quant à ne pas punir davantage le témoin, c'était inutile de prendre la peine de s'adresser au plus haut tribunal du pays pour faire proclamer nos privilèges. La conduite de M. Church sera une insulte pour la cour d'Appel; aussi, je le regrette sincèrement. En agissant ainsi, ce n'est pas rendre justice au comité ni au pays qui a droit de connaître tout ce qui se rapporte à cette importante affaire.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit que si M. Dansereau avait refusé de comparaître à la barre, alors on aurait pu sévir contre lui. Que gagnera la Chambre en envoyant le témoin en prison? Rien, évidemment. Il croit donc qu'il vaut mieux remettre M. Dansereau entre les mains de l'officier chargé d'exécuter les ordres de cette Chambre.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Dit qu'il n'a jamais été disposé à ménager ceux qui sont impliqués dans l'affaire des Tanneries; cependant, il croit que la Chambre doit se montrer indulgente, surtout si la décision de la cour d'Appel doit être référée au Conseil privé. Du moment que le témoin déclare que les \$17,000 n'ont aucun rapport à l'affaire des Tanneries, il me semble qu'on doit le traiter avec indulgence. Je voterai donc contre la motion de M. Joly.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Bien qu'indisposé, j'ai cru de mon devoir de venir enregistrer mon vote contre la décision hasardeuse que l'on va prendre. M. Bachand accuse le témoin d'avoir retenu la Chambre pendant un mois; c'est une erreur. Ce qui a contribué à ce retard, c'est la décision prise par le comité de ne pas poser certaines questions. Mais quel est donc ce grand désir de priver un homme de sa liberté? J'en appelle à la courtoisie de cette Chambre. Lorsqu'un député enfreint des privilèges de la Chambre, le plus grande punition que l'on puisse lui infliger, c'est de le mettre sous la garde du sergent d'armes. Qu'on se rappelle donc que, pour un assaut commis sur la personne d'un député malade, un individu n'a été condamné qu'à la réclusion sous la garde du sergent d'armes. Pourquoi donc vouloir montrer tant de rigueur contre M. Dansereau? Dans le cas que j'ai cité plus haut, c'est M. Holton qui a proposé la motion, demandant de mettre l'accusé sous la garde du sergent d'armes. La même question a été soulevée en Angleterre à propos d'accusations graves portées contre certains députés. Cela se passait en 1835. On voit qu'alors des hommes de la valeur de Sir Robert Peel et du grand O'Connell trouvaient qu'une admonition de la part de la Chambre était déjà une grave punition. Je n'entends pas discuter le mérite de la question; j'ai voulu seulement protester contre la conduite que l'on voudrait faire suivre à cette Chambre.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Fait remarquer que si l'on adopte l'amendement de M. Joly, on mettra le témoin dans l'impossibilité de se rendre aux ordres de la Chambre qui lui a ordonné de comparaître devant le comité demain pour reconnaître son témoignage.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que la Chambre pourra faire sortir M. Dansereau de la prison.

M. F. LANGELIER (Montmagny): M. Church est dans l'erreur. En effet, le moindre tribunal a le droit de faire venir comme témoin un individu qui est incarcéré. Je ne vois donc pas pourquoi cette Chambre n'aurait pas le même droit. Si l'amendement de M. Joly est perdu, il vaut autant abandonner l'exercice de nos privilèges.

Si l'on met le témoin sous la garde du

sergent d'armes, quel sera le résultat? On dira dans le pays: Voilà un mois que le témoin se moque du comité et de la Chambre et, pour punition, on le remet sous la garde du sergent d'armes, ce qui n'est qu'une mauvaise plaisanterie. Le cas du colonel Fairman est absolument identique à celui qui nous occupe. La Chambre des communes en Angleterre avait ordonné en 1845 une enquête sur l'organisation des loges orangistes. Le colonel Fairman ayant refusé de produire un livre contenant des lettres qui n'avaient aucun rapport à l'enquête, alors la Chambre le força à produire le livre.

Comme on le voit, le colonel Fairman a donné absolument la même raison que M. Dansereau nous a donnée et, cependant, la Chambre des communes en Angleterre a forcé le colonel à produire son livre et le colonel ayant refusé de se soumettre à la Chambre, celle-ci ordonna qu'il fût envoyé dans la prison de New Gate. On sait qu'autrefois lord John Russell était devenu la risée de l'Europe, parce qu'il envoyait des dépêches menaçant toutes les puissances et qu'il ne faisait jamais rien quand le temps était venu. Eh bien, si nous adoptons la motion de M. Church, nous nous couvrirons de ridicule dans tout le pays.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures-

Compagnie du pont Saint-Laurent

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du pont Saint-Laurent.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Actes d'incorporation de la cité de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau les dispositions de divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Adopté.

En comité:

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Attire l'attention de la Chambre sur le fait que le comité des bills privés a consenti à y inclure les \$100,000 pour l'élargissement de la rue Saint-Jean. Il serait nécessaire de changer le chiffre du montant des débentures que la corporation sera

autorisée à émettre, de \$2,872,600 en celui de \$2,972,600.

Adopté.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Il propose que la clause 25 soit réinscrite. Il explique que cette clause accorde au conseil la permission d'émettre des obligations à terme à 6 p.c.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a passé un amendement, lequel est lu et adopté.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Manufacture de sucre de betterave

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour encourager la manufacture de sucre de betterave dans la province de Québec".

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L. R. Church), qu'en autant que cet amendement a seulement l'effet de corriger une erreur cléricale ledit amendement soit maintenant lu une seconde fois et que ledit amendement soit entré au long dans le journal de cette Chambre.

Adopté.

Ledit amendement est alors lu une seconde fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Notariat

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité spécial chargé d'étudier le bill concernant le notariat. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre:

Qu'il a nommé un sous-comité, lequel a examiné avec attention ledit bill concernant le notariat, et que ledit sous-comité y a fait plusieurs amendements et réservé certaines clauses.

Que votre comité concourt pleinement dans le rapport du sous-comité, et a l'honneur de présenter ledit bill tel qu'amendé et le soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Affaire des Tanneries

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé aujourd'hui à la ques-

tion, que Clément-Arthur Dansereau, de la cité de Montréal, l'un des propriétaires du journal La Minerve, ayant persisté à refuser de répondre à la question suivante, savoir: "A la date du 17 juillet dernier, on trouve un dépôt porté à votre crédit, dans les livres de la Banque Jacques-Cartier, du montant de \$17,000. Voulez-vous dire par qui ce dépôt a été fait?"

Conformément à la résolution de cette Chambre qui lui a été communiquée par M. l'Orateur, il a été coupable de violation des privilèges de cette Chambre.

Que Clément-Arthur Dansereau, pour cette offense, soit confié à la garde du sergent d'armes de cette Chambre et que M. l'Orateur émette son mandat à cet effet, lequel amendement était que les mots "garde du sergent d'armes de cette Chambre" soient effacés et que les mots "prison commune district de Québec" soient mis à la place.

Et l'amendement étant de nouveau proposé et de nouveaux débats s'ensuivant:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que la Chambre devrait interrompre son action pour envoyer M. Dansereau en prison, jusqu'à ce que la décision de la cour d'Appel soit connue.

M. F. LANGELEIR (Montmagny): On prétend que nous ne sommes pas certains d'être dans notre droit en voulant punir le témoin. C'est là quelque chose d'étrange.

L'honorable M. Church prétend que nous devons être indulgents envers M. Dansereau parce qu'il agit avec beaucoup de courtoisie dans son refus de répondre à la question qui lui a été posée.

Quand le témoin a été cité à la barre de cette Chambre, nous savions que nous avions le droit de lui infliger un châtement s'il désobéissait à l'ordre de la Chambre. On a dit aussi que le jugement de la cour d'Appel peut être renversé.

Alors, pourquoi continuer les procédures? Il n'y a aucun doute que le résultat de toute cette affaire serait alors de nature à nous couvrir de ridicule. Quant à la conduite du comité, je l'approuve entièrement. Avant d'en venir à des moyens de rigueur, le comité a voulu employer tous les moyens possibles d'éviter des désagréments. Maintenant, je dois dire que je voterai pour la motion de M. Joly, ou bien je voterai pour une motion qui aurait pour effet de mettre le témoin en pleine liberté. La punition qu'on veut infliger est tout à fait ridicule et nous rendrait la risée de tout le monde!

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Communique à la Chambre deux dépêches télégraphiques venant de M. Loranger, l'un des conseils dans l'affaire des Tanneries, et l'informant qu'une demande a été faite à la cour d'Appel pour en appeler de la décision au Conseil privé. L'affaire, disent les dépêches, sera prise en considération demain et l'on a encore émané un writ d'habeas corpus pour MM. Duvernay et Cotté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dans cette lettre, on parle de l'Acte de 1870, en vertu duquel nous agissons. Les sections 2 et 9 de cet acte, que la cour d'Appel a déclaré constitutionnel, nous donnent le pouvoir d'emprisonner ceux qui portent atteinte aux privilèges de cette Chambre.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said the question was not one affecting one side of the House more than the other. It was one touching the dignity of the House generally, which they should all concur in maintaining. If they could not assert that dignity, the sooner they applied for power to do so the better; but in the meantime-and this might be a means of bringing the matter to an issue-if they went about punishing the witness at all, they should do so seriously. This end would not be attained by handing him over to the Sergeant at Arms, in his opinion, and for that reason he would vote for the amendment of the Honourable Member for Lotbinière.

M. G. IRVINE (Mégantic): Commence par relater les faits. Le témoin a reçu la permission de laisser Québec pendant son examen, sur sa promesse formelle de revenir. Il ne l'a pas fait, et il n'est revenu que forcé par la justice; peut-être que la question qu'on lui a posée n'était pas pertinente, mais il ne s'agit pas de cela aujourd'hui. La décision de la plus haute cour de la province a confirmé le pouvoir de cette Chambre de citer un témoin à sa barre. La Chambre a décidé que le témoin devait répondre; il ne pouvait donc plus user de discrétion et devait répondre. Amené à la barre de cette Chambre, il refuse néanmoins de répondre, et cela à une époque si avancée de la session que la punition, quelle qu'elle soit, sera illusoire et ne durera que quelques jours. Je crois non seulement qu'il est de notre devoir de faire respecter les privilèges de cette Chambre, mais encore que notre conduite doit nous faire respecter du pays. La mise sous la garde du sergent d'armes n'est pas une punition, mais permet à la personne qui en est l'objet d'être nourrie et entretenue aux dépens du pays et d'aller en toute liberté par la ville où il se trouve. Dans le présent cas, le témoin est venu de sang-froid devant la Chambre nous dire qu'il refusait de répondre et nous a jeté le défi. Je ne vois rien dans sa conduite qui puisse faire adoucir sa sentence, comme le veut le procureur général.

Les précédents cités dans le présent débat ont eu lieu dans des circonstances beaucoup moins graves que le cas actuel.

Je crois donc, Monsieur l'Orateur, que nous avons les pouvoirs que la cour d'Appel vient de nous confirmer. Nous devons user de la plus grande sévérité; autrement, ce serait un grand manque de fermeté.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Soutient que l'on doit user de clé-

mence. Il est important de savoir ce que la cour pense de nos privilèges. Les efforts de M. Dansereau pour ne pas comparaître à la barre ont été inutiles et, par une décision de la cour, il est obligé de comparaître ici. Nous nous trouvons maintenant dans une position fort délicate vis-à-vis du témoin. Je suis d'avis que, sous les circonstances présentes, nous devrions nous contenter de placer M. Dansereau sous la garde du sergent d'armes. Le témoin, sous son serment d'honneur et de gentilhomme, a affirmé que les \$17,000 en question n'avaient aucun rapport avec l'affaire des Tanneries et qu'il déclina respectueusement de répondre à la question qu'on lui posait. Ce refus mérite une punition assurément, mais je suis d'avis que le témoin ne doit pas subir la peine la plus sévère que nous puissions lui infliger. Si j'étais convaincu que M. Dansereau avait l'idée de nous cacher quelque chose se rapportant à l'affaire de Tanneries, j'opinerais pour le châtement le plus dur. M. Joly a beau dire, il ne me fera pas croire que ce que M. Dansereau a dit devant le comité le compromet moins que le compromettrait sa réponse pour les \$17,000.

Maintenant, je le demande à tout homme dégagé de tout esprit de partialité: Est-ce que, pour un homme de la position de M. Dansereau, la condamnation d'être placé sous la garde du sergent d'armes n'est pas une peine déjà assez forte? Je regrette donc de ne pas partager l'avis de mon honorable ami, M. Robertson, et je voterai contre la motion Joly.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ecoutez! Ecoutez! Naturellement!

M. M. HOUDE (Maskinongé): En 1866, il y a eu une infraction aux privilèges de la Chambre du Canada, et, alors, quoique l'infraction fût grave, on s'est contenté de mettre le délinquant sous la garde du sergent d'armes. M. Joly a voté pour cela. Je crois donc que l'on doit agir de même aujourd'hui.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai été péniblement surpris d'entendre le discours de M. Malhiot.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Répond que M. Dansereau est coupable de ne pas avoir répondu à la question, et voilà pourquoi il votera pour la motion de M. Church.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je n'en persiste pas moins à dire que M. Malhiot aurait été plus logique de voter pour la mise en liberté de M. Dansereau, puisqu'il est prêt à s'en rapporter au jugement de M. Dansereau pour savoir s'il doit ou ne doit pas répondre à la question à lui posée par le comité. M. Malhiot dit qu'il serait trop sévère d'enfermer M. Dansereau en prison; mais, si M. Dansereau est juge de la situation et qu'il décide qu'il ne doit pas

répondre, alors nous n'avons rien à voir; on ne doit pas plus enfermer M. Dansereau en prison que le mettre sous la garde du sergent d'armes s'il n'est pas coupable, comme le prétend M. Malhiot. Pour moi, je prétends qu'il faut que la Chambre fasse valoir ses privilèges et que ce n'est pas en donnant une espèce de pension à un homme qui enfreint nos privilèges qu'on se fera respecter.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Personne plus que lui ne désire que la Chambre conserve sa dignité. Il espère que la Chambre ne l'accusera pas de partialité envers le témoin. Il ne voit pas cependant l'opportunité que peut avoir la motion Joly dans les circonstances actuelles. La punition que l'on veut infliger à M. Dansereau est trop sévère pour l'offense qui a été commise. D'ailleurs, M. Joly aurait dû fixer le temps pendant lequel devrait durer l'emprisonnement. Il est d'usage d'ailleurs en cette Chambre de placer les témoins qui refusent de parler à la barre sous la garde du sergent d'armes.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne crois pas que M. Church soit sérieux dans ses prétentions. D'ailleurs, je ne veux pas amender ma motion. Je veux que le vote se prenne et, si ma motion n'est pas adoptée, alors M. Church pourra l'amender.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je me lève pour revendiquer les droits de la Chambre et de l'homme qui est amené à la barre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Point d'ordre!

M. G. LAROCQUE (Chambly): Propose, appuyé par le député de Maskinongé (M. M. Houde), que les débats soient ajournés jusqu'à demain, à trois heures, p.m.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Fait objection que la motion n'est pas dans l'ordre, parce que le moteur a déjà parlé sur la question.

M. L'ORATEUR: Décide que la motion n'est pas dans l'ordre, parce que le moteur a déjà parlé sur la question.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Dit qu'il n'a pas encore parlé sur cette question et qu'il propose donc, appuyé par le député de Chambly (M. G. LaRocque), que les débats soient ajournés jusqu'à demain à trois heures, p.m., pour être repris après les affaires de routine.

La Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Angers (sol. gén.) Baby, Beaubien, Beauchesne, Chapleau, Duquay, Dulac, Fortin, Garneau, Gendron, Houde, Lalonde, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, Le Ca-

valier, Mailloux, Malhiot, McGauvran, Méthot, Ouimet, Peltier (L'Assomption), Robertson, Sawyer et Valin, 26.

Contre: MM. Alexander, Bachand, Bellingham, Bisson, Chauveau, Church (proc. gén.), David, De Beaujeu, Dorion, Esinhart, Gagnon, Hearn, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, Locke, Lynch, Marchand, Martin, Pelletier (Bellechasse), Rinfret dit Malouin, Robert, Roy, Verreault et Watts, 28

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

Et l'amendement étant de nouveau proposé:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je me suis levé pour donner une explication personnelle et pour me défendre devant cette Chambre quand j'ai été interrompu par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly).

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Nie cet avancé. Le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) s'est levé pour défendre M. Dansereau.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Insiste qu'il avait raison...

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Kamouraska (M. C.-F. Roy), sous forme d'amendement audit amendement, que tous les mots après "que" dans le dernier paragraphe de la motion principale soient effacés et que les mots "l'Orateur de cette Chambre censure sévèrement M. Clément-Arthur Dansereau pour avoir refusé de répondre aux questions qui lui ont été posées par cette Chambre, et que ledit Clément-Arthur Dansereau demeure sous la garde du sergent d'armes de cette Chambre, jusqu'à nouvel ordre" soient mis à la place.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Les députés de la gauche ont tort de se vanter d'être libéraux, eux qui veulent prendre tous les moyens possibles pour empêcher un membre de donner des explications personnelles. Je les remercie de leur courtoisie.

On reproche à M. Dansereau de n'avoir pas voulu répondre à une question. Est-ce que le témoin a refusé de répondre à toutes les questions pertinentes à l'affaire des Tanneries? Pas du tout. Il a livré toute sa correspondance privée, mais, quand on lui a demandé de répondre à une question qui n'avait aucun rapport au sujet de l'enquête, le témoin a refusé de répondre. Le témoin a-t-il été rebelle au comité? A-t-il essayé de fuir le pays pour échapper à l'ordre de la Chambre? Jamais. Il s'est adressé aux tribunaux pour faire décider la

question de savoir si on pouvait lui faire dévoiler des secrets qui ne le regardaient pas seul.

Je ne dois pas mettre en doute le droit de la Chambre d'amener M. Dansereau à la barre, mais si je réfère aux précédents de la Chambre des communes en Angleterre, je vois que l'on ne peut condamner M. Dansereau à la prison. On a cité le précédent du colonel Fairman devant la Chambre des communes en Angleterre. La seule analogie qu'il y ait entre les deux cas, c'est que le colonel Fairman refusa aussi de répondre. Mais avait-il, comme M. Dansereau, juré que la question qu'on lui posait n'avait rien à faire avec le sujet de l'enquête? Pas du tout. La seule raison que Fairman donnait, c'était qu'il ne pouvait répondre, attendu que le secret qu'on lui demandait de dévoiler n'était pas le sien.

M. Dansereau, lui, dit qu'il ne peut répondre d'abord parce qu'il compromettrait des intérêts privés et, ensuite, il jure que la réponse qu'il pourrait donner ne jetterait aucune lumière sur l'enquête qu'on est à faire. Ainsi, je crois que l'on verra que le précédent qu'on cite n'a aucun rapport à la question et qu'on ne l'invoquera plus. Voici ce que j'ai à dire, pour mes explications personnelles. C'est que je suis grand ami du témoin à la barre, mais j'ai été heureux de voir le plus haut tribunal du pays reconnaître les privilèges de cette Chambre. Encore une fois, je le répète, nous avons le droit de citer le témoin à la barre de la Chambre et, s'il refuse de répondre, nous pouvons le confier pour 24 heures au sergent d'armes; mais nous ne pouvons pas, nous n'avons pas le droit de l'envoyer en prison. C'est là, du moins, la manière dont j'interprète nos statuts comme les statuts impériaux. J'ai été heureux de constater que M. Irvine partage mon opinion sur un point, savoir, que l'on ne peut pas porter au Conseil privé la décision de la cour d'Appel, mais que tout sujet britannique peut, par une pétition au Conseil privé, revendiquer ses droits méconnus.

En terminant, je dois dire que je suis d'opinion que le cas qui a été cité ne s'applique pas à celui qui nous occupe et que la Chambre n'a pas le droit d'envoyer le témoin dans la prison commune.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je m'aperçois que M. Chapleau est fatigué et je ne veux pas le retenir trop longtemps. Cependant, je dois lui rendre la justice de dire qu'en effet il a toujours sur cette question suivi la même conduite. Ceux qui ont supporté la motion de M. Church trouveront celle de M. Verreault trop sévère, et ceux qui ont supporté la mienne ne trouveront pas assez sévère la motion de M. Verreault. Elle ne peut donc pas être admise. Je sou mets donc ma motion en me basant sur le précédent qui a été cité relativement au colonel Fairman, vu que c'est ce précédent que l'on a suivi depuis le commencement. La Chambre comprendra pourquoi je ne prolonge pas davantage le débat.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): L'amendement de M. Verreault comporte absolument la même chose que ma motion et n'est pas du tout plus sévère; et, comme c'est un amendement à celui de M. Joly, je crois que je ne suis pas du tout illogique en votant pour cet amendement.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Trouve que la négation de M. Dansereau n'est pas suffisante. Il a toujours été d'avis qu'on devait faire tous les efforts pour savoir tout ce qui a rapport à la transaction des Tanneries. La motion de M. Church pour mettre le témoin sous la garde du sergent d'armes est réellement une punition; mais je suis un de ceux qui ont promis une enquête impartiale sur cette affaire des Tanneries à mes électeurs, et je ne trouve pas la punition suffisante; et, dans les circonstances, je crois devoir voter pour la motion de M. Joly. Il votera pour la motion de M. Joly, non pour des motifs personnels, mais parce qu'il la pense raisonnable. Lui aussi, il est d'avis de le punir réellement ou bien de le remettre en pleine liberté.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Ayant appuyé la motion de M. Verreault, je crois de mon devoir de dire quelques mots.

La question dont il s'agit consiste à savoir si mes privilèges ont été méconnus, oui ou non. Plusieurs discours ont été prononcés sur ce sujet et je n'entrerais pas dans le mérite de la question. Le grand reproche que je fais à M. Dansereau, c'est de n'avoir pas voulu répondre à la question à huis clos. Comment peut-il demander que l'on s'en remette à ses assertions, lui qui n'a pas voulu se soumettre à la discrétion du comité qui voulait l'entendre à huis clos. Nous devons entendre M. Dansereau demain. Eh bien! je crois qu'il vaut mieux infliger au témoin la flétrissure que comporte la censure de l'Orateur, plutôt que de l'envoyer en prison. Je voterai donc pour la motion de M. Verreault.

M. J.W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Dit quelques mots en faveur de l'amendement du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly). Et l'amendement audit amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Angers (Sol. gén.), Baby, Beau-bien, Beaulieu, Chauveau, Church (proc. gén.), Duguay, Du-lac, Fortin, Gagnon, Gendron, Hou-de, Lalonde, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, Le Cavalier, Mail-loux, Malhiot, Martin, Méthot, Ouimet, Peltier (L'Assomption), Roy, Valin et Verreault, 27.

Contre: MM. Alexander, Bachand, Belling-ham, Bisson, David, De Beaujeu, Dorion, Esinhart, Gagnon, Hearn, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine,

Contre: Laframboise, Langelier, Marchand, McGauvran, Pelletier (Bellechasse), Rinfret dit Malouin, Robert, Robertson et Watts, 23.

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La motion principale ainsi amendée étant alors mise au voix, la Chambre se divise et elle est résolue dans l'affirmative sur la division précédente.

M. Dansereau est alors appelé et réprimandé à la barre de la Chambre par M. l'Orateur, comme suit:

M. Clément-Arthur Dansereau, la Chambre a le pouvoir de s'enquérir des matières et questions soumises à son investigation. Elle a le pouvoir d'assigner des témoins et de poser les questions qu'elle croit de nature à l'aider dans ses recherches. Vous avez été sommé de comparaître devant un comité de cette Chambre, et de répondre à une certaine question. Vous avez refusé de répondre; vous avez, en conséquence, été mis sous la garde du sergent d'armes et amené à la barre de cette Chambre. Là encore, vous avez refusé de répondre. Vous avez enfreint gravement les privilèges de cette Chambre et vous vous êtes rendu sujet aux punitions qu'elle a droit de vous imposer. Pour cette offense, la Chambre a jugé à propos de vous réprimander et vous êtes, en conséquence, sévèrement réprimandé.

L'ordre de la Chambre est que vous demeuriez sous la garde du sergent d'armes jusqu'à nouvel ordre. (Rires dans les tribunes).

M. Dansereau reçoit alors l'ordre de se retirer.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il désire que l'ordre soit donné au témoin de comparaître devant le comité demain, à 10 heures a.m. pour y faire sa déposition.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Informe la Chambre qu'il a une autre motion à présenter. Il espère que maintenant le témoin est touché et repentant de sa faute et qu'il ne manquera pas de répondre à la question qui lui a été posée.

Il propose donc, appuyé par le député de Montmagny (M. F. Langelier), que le témoin soit maintenant requis de répondre à la question à laquelle il a refusé de répondre jusqu'à présent.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je ne crois pas que la question soit dans l'ordre. Le témoin a refusé de répondre et il a été puni pour cela. Je crois donc qu'il serait puéril de lui poser la même question.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ce n'est pas une punition, mais une simple censure. Du reste, il est probable que maintenant le témoin est disposé à répondre. Ainsi, le gouvernement décide que le témoin n'est pas obligé de répondre. Cette conduite me surprend. En effet, nous avons traité le témoin avec toute l'indulgence possible. Il nous a demandé d'aller à Montréal et il nous a dit qu'il reviendrait de suite. Cependant, nous avons été obligés de l'envoyer chercher par le sergent d'armes et il a pris un bref d'habeas corpus. Eh bien! c'est ce témoin que le gouvernement protège; on décide que maintenant le témoin n'est plus obligé de répondre.

Et objection étant faite que la motion n'est pas dans l'ordre parce que la même motion a déjà été faite.

M. L'ORATEUR: Je ne puis pas dire que la motion de M. Joly est hors d'ordre. Si la Chambre veut renverser ma décision, libre à elle de le faire.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Espère que M. Joly remettra sa motion à demain et si, alors, le témoin persiste à ne vouloir pas répondre, lui-même appuiera la motion du député de Lotbinière.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Si M. Church veut promettre que lui et ses collègues appuieront demain une motion comme celle que j'ai proposée aujourd'hui, dans le cas de refus du témoin de répondre, alors je suis prêt à remettre ma motion à demain.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Je parle pour moi, seulement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je retire alors ma motion.

Ladite motion est avec la permission de la Chambre retirée.

La Chambre s'ajourne à minuit cinquante.

Séance du 19 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues:

De D. McCarthy et autres, demandant que certaines clauses du bill pour incorporer la Compagnie des quais de Sorel ne deviennent pas loi.

De The Womens Hospital Montréal, demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton, demandant de l'aide pour l'achat de grains de semence pour le printemps de 1875.

Subsidés

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente juin mil huit cent soixante-quinze et le trente juin mil huit cent soixante-seize, et pour d'autres fins du ressort du service public.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Dit qu'il lui semble que la question de privilège, soulevée hier, devrait être réglée avant de procéder aux affaires ordinaires de la Chambre.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said this bill had still to go before the other House, and it would be unnecessarily delaying the session to place obstructions at present in the way of its third reading.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Again criticized the financial policy of the Treasurer, contending that it was involving the country in debt, and that it was positively dangerous in the event of a commercial crisis, which was not improbable.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Deprecated any damaging statements with respect to the banks of the country, which were equal to those of any other part of the world.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Denied that his statements were damaging or made with any intention to be so, with respect to our monetary institutions.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande que le bill soit renvoyé au comité général pour y subir certains amendements de détails.

Adopté.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé. Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): S'oppose à ce que le bill passe avant demain.

Affaires des Tanneries

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose de nouveau sa motion d'hier sur la question de privilège.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): L'honorable député veut-il parler de M. Dansereau?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Oui.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Bien sûr.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose que M. Dansereau compare à la barre. Il informe la Chambre que M. Dansereau a comparu devant le comité et a reconnu son témoignage, suivant l'ordre de la Chambre.

Adopté.

Message du Conseil législatif;

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer le bureau d'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse".

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte des licences de Québec (34 Vict., chap 2), et les actes qui l'amendent".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte qui incorpore la Congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la corporation de la ville d'Hochelaga à faire un emprunt, et autres fins".

De plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre dix-neuf des statuts refondus pour le Bas-Canada,

concernant les terrains possédés par des congrégations religieuses avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre".

Et, de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation des directeurs du fonds destiné aux veuves et aux orphelins des ministres du synode de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse", et ses amendements.

Bill intitulé: "Acte concernant l'union de certaines Eglises presbytériennes y mentionnées".

Bill intitulé: "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, et les divers actes qui l'amendent".

Terrains possédés par des congrégations religieuses

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre dix-neuf des Statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les terrains possédés par des congrégations religieuses".

Ledit amendement étant lu une seconde fois est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Eglise presbytérienne du Canada

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer les directeurs du fonds destiné aux veuves et aux orphelins des ministres du synode de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse, et ses amendements".

Adopté.

Il est ordonné que ledit amendement soit lu une seconde fois demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte concernant l'union de certaines Eglises presbytériennes y mentionnées".

Adopté.

Il est ordonné que lesdits amendements soient lus une seconde fois demain.

Acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières et les divers actes qui l'amendent".

Adopté.

Il est ordonné que lesdits amendements soient lus une deuxième fois aujourd'hui.

Affaire des Tanneries

M. Dansereau est alors appelé et de nouveau examiné à la barre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Montmagny (M. F. Langelier), pose au témoin les questions suivantes:

1. M. Dansereau, vous êtes maintenant requis de répondre à la question à laquelle vous avez jusqu'ici refusé de répondre.

LE TEMOIN: En présence de la violation faite à ma liberté personnelle, je me crois forcé de faire connaître les affaires complètement privées auxquelles se rattache cette question. Ce chèque a été déposé en mon nom par Duncan Macdonald & Cie., pour couvrir des sommes qu'ils me devaient.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière):

2. Comment se fait-il que Duncan Macdonald & Cie. vous devaient une telle somme?

LE TEMOIN: Il s'agit d'une dette contractée six mois avant l'affaire des Tanneries.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ce n'est pas une réponse à ma question.

LE TEMOIN: C'était un règlement final pour une société contractée avec eux.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): 3. Quel était le but d'une telle compagnie?

LE TEMOIN: La construction du chemin de colonisation du Nord.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Demande au député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) s'il a d'autres questions à poser. Sinon, il proposera qu'il se retire. Il ajoute que s'il y avait dans des procédés tout à fait ordinaires des actes de persécution, il en prenait toute sa part de responsabilité.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que son collègue (l'honorable L.R. Church) est aussi membre du comité et que, sans aucun doute, il est aussi intéressé que lui à connaître l'énigme de cette affaire.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Dit qu'il a une question à poser au témoin. Il sait fort bien que cette question n'a aucun rapport avec l'affaire des Tanneries, mais il espère que la Chambre lui permettra de la poser.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Pourquoi la poser, si elle n'a rien à faire avec l'affaire des Tanneries?

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Nous n'avons pas deux enquêtes à faire et nous ne devons pas poser des questions à M. Dansereau qui sont entièrement étrangères à l'affaire des Tanneries.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Appuyé par le député de Richelieu (M. J.-A. Dorion), propose que la question suivante soit posée au témoin:

Quelques-uns des directeurs du chemin de colonisation du Nord de Montréal devaient-ils partager directement ou indirectement avec vous ce montant de \$17,000?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Il est temps de mettre fin à cette persécution contre ce témoin à la barre. Evidemment on veut persécuter M. Dansereau, pour faire du capital politique. Je demande donc le renvoi de cette question comme étant hors d'ordre.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Admet que la question n'a aucun rapport avec l'affaire des Tanneries, mais comme l'un des directeurs du chemin il espère que la Chambre permettra que la question soit posée au témoin.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je sais que ma question n'est pas parlementaire, mais je l'ai faite pour me protéger et protéger les autres directeurs. Je me permettrai de dire à cette Chambre que Duncan Macdonald & Cie. sont les entrepreneurs de ce chemin, et que j'apprends pour la première fois que M. Dansereau était un des associés de ces messieurs.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le mot échappé à M. Malhiot est bien malheureux. Il l'a puisé dans le Canadien de ce matin, qui a dit que c'était une persécution dirigée par les députés anglais contre M. Dansereau, parce qu'il est Canadien. C'est là une insulte faite au comité. Du reste, je ne vois pas pourquoi l'on s'acharnerait à M. Dansereau si c'était le modèle des Canadiens français.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit qu'il n'a pas lu le Canadien de ce matin. Il ne prétend pas dire que la persécution vienne de la part des députés anglais de la Chambre, mais bien de l'honorable député de Lotbinière qui s'acharne depuis une heure contre le témoin à la barre afin de lui arracher les secrets de sa vie privée.

M. W. W. LYNCH (Brome): J'accepte toute la responsabilité avec M. Joly, et s'il y a eu persécution je suis aussi coupable que M. Joly.

M. G. IRVINE (Mégantic): Dit que le mot persécution n'est pas parlementaire et soulève la question d'ordre.

L'ORATEUR: Rappelle M. Malhiot à l'ordre et déclare que le mot persécution n'est pas parlementaire.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'en sa qualité de directeur du chemin de fer

de colonisation du Nord il regarde comme une insulte personnelle la présente question.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Dit qu'il est prêt à retirer sa question si elle est de nature à blesser quelqu'un.

La question est retirée.

Il est alors enjoint à M. Dansereau de se retirer.

Et M. Dansereau étant de nouveau appelé à la barre.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), propose que M. Dansereau soit déchargé de la garde du sergent d'armes.

Adopté.

Permis de coupe de bois

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'Acte de Québec, 36 Vict., chap. 9, en autant qu'il se rapporte à l'octroi de permis de coupe de bois aux colons.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait quelques remarques sur le bill. Il trouve que le colon ne devrait pas avoir droit de couper du bois sur les terres qu'il a de la couronne avant qu'il n'ait rempli les conditions nécessaires pour être véritablement propriétaire.

M. P. FORTIN (Gaspé): Je crois que M. Joly a fait des remarques très judicieuses. M. Joly dit qu'il faut conserver au pays ses richesses forestières; c'est bien vrai, mais d'un autre côté c'est extrêmement difficile. Ce que M. Joly propose est sage en ce que l'on pourrait empêcher beaucoup de faux colons d'exploiter les forêts de la couronne sans avoir rempli les engagements qu'ils ont pris vis-à-vis du gouvernement. Ainsi, monsieur l'Orateur, je félicite M. Joly et j'espère que la Chambre adoptera l'idée exprimée par le député de Lotbinière, car nos forêts seront notre plus grande ressource pour solder plus tard les emprunts que l'on fait aujourd'hui.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Je suis heureux de voir que M. Joly partage mes vues relativement au bill dont la Chambre s'occupe; je veux moi aussi protéger le colon de bonne foi et j'espère que M. Malhiot se rendra aux désirs de cette Chambre.

M. M. HOUE (Maskinongé): Parle dans le même sens que les députés de Nicolet (M. F.-X.-O. Méthot) et de Gaspé (M. P. Fortin).

Le comité étudie le bill et fait rapport de quelques progrès.

Actes de notaires régistrateurs

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour légaliser certains actes des notaires régistrateurs, et pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour valider certaines ventes de meubles de succession", ainsi que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour valider certains actes notariés".

Le comité étudie le premier bill et fait rapport avec des amendements.

Et la question étant mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu.

M. W.J. WATTS (Drummond-Arthabaska): Appuyé par le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la proposition soient retranchés, et que les mots: "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour y être amendé en insérant ce qui suit: "La section cinquante-et-une de l'acte pour refondre et amender l'acte concernant la profession de notaire est amendée par le présent acte, de manière à ne pas s'appliquer aux régistrateurs et aux députés-régistrateurs qui sont actuellement en office, résidant dans les comtés mentionnés dans la section cinquante-huit du chapitre trente-sept des Statuts refondus du Bas-Canada, et qui, au temps de la mise en force du présent acte, pratiqueront comme notaires", soient mis à la place.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose sous forme d'amendement que les notaires régistrateurs actuels continuent à remplir les deux fonctions.

Une longue discussion a lieu sur cette question.

A six heures, l'Assemblée suspend ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie-

Compagnie des quais de Sorel

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie des quais de Sorel. Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain, à 2 heures p.m.

Adopté.

Actes de notaires régistrateurs

La Chambre reprend les débats sur l'amendement qui a été proposé aujourd'hui à la question, que le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour légaliser certains actes de notaires régistrateurs, soit maintenant reçu, lequel amendement était que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots: "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour y être amendé, en insérant ce qui suit". "La section cinquante et une de l'acte pour refondre et amender l'acte concernant la profession de notaire est amendée par le présent acte, de manière à ne pas s'appliquer aux régistrateurs et aux députés-régistrateurs qui sont actuellement en office résidant dans les comtés mentionnés dans la section cinquante-huit du chapitre trente-sept des Statuts refondus du Bas-Canada, et qui, au temps de la mise en force du présent acte, pratiqueront comme notaires" soient mis à la place.

Et l'amendement étant de nouveau proposé:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Appuyé par le député de Vaudreuil (M. E. Lalonde), propose sous forme d'amendement audit amendement que tous les mots après "en office", jusqu'à la fin de la question soient retranchés.

Et ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

Pour: MM. Alexander, Angers (sol. gén.), Bachand, Beaubien, Beauchesne, Bellingham, Church (proc. gén.), Duguay, Fortin, Garneau, Gendron, Lalonde, LaRue, LeCavalier, Locke, McGauvran, Robertson, Sawyer, Valin et Watts, 20.

Contre: MM. Bisson, David, De Beaujeu, Dulac, Esinhart, Houde, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, La-

vallée, Mailloux, Malhiot, Marchand, Martin, Ouimet, Pelletier (Bellechasse), Rinfred dit Malouin, Roy et Verreault, 20.

Et les voix étant également divisées, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans l'affirmative.

Et l'amendement à la question principale, ainsi demandée, étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité pour étudier le bill.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Erection de paroisses

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender le chap. 18 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant l'érection et la division des paroisses et la construction et réparation des églises.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour amender l'acte concernant l'érection et la division des paroisses, la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières et les assemblées de fabrique (S.R.B.C. ch. 18), et pour détacher un certain territoire de la mission du lac des Deux-Montagnes et l'annexer à la paroisse du patronage Saint-Joseph pour les fins civiles".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse Saint-Vincent d'Adamsville

M. G. IRVINE (Mégantic): En l'absence du député de Brome (M. W. W. Lynch), appuyé par le député d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de toutes pétitions et communications concernant l'éta-

blissement de la paroisse Saint-Vincent d'Adamsville, dans le comté de Brome, comme municipalité scolaire séparée ou la nomination de commissaires d'école pour ladite municipalité.

Adopté.

Comité des comptes publics

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que cette Chambre concoure dans le troisième rapport du comité permanent des comptes publics.

Adopté.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Appuyé par le député de Portneuf (M. P. LaRue), propose que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent des comptes publics.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent des comptes publics, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Alexander, Angers (Sol. gén.), Beaubien, Beauchesne, De Beaujeu, Dorion, Duguay, Dulac, Garneau, Gendron, Houde, Lalonde, Laroche, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Mailloux, Malhiot, Martin, McGauvran, Ouimet, Peltier (L'Assomption), Robertson et Valin, 24.

Contre: MM. Esinhart, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, Marchand, Pelletier (Bellechasse) et Rinfret dit Malouin, 9

Ainsi elle est résolue dans l'affirmative.

Acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières

Les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières et les divers actes qui l'amendent" sont en conformité de l'ordre, lus une seconde fois et adoptés.

Acte des chemins de fer

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à dix heures et quarante-cinq.

Séance du 20 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à deux heures et quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Dorion, la pétition de Michel Mathieu, de Sorel.

Par M. Verreault, la pétition du révérend J.-B. Soulard et autres, des paroisses de Sainte-Perpétue et Saint-Pamphile, comté de L'Islet.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Appuyé par le député des Trois-Rivières (l'honorable H.-G. Malhiot), propose que le bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente de juin mil huit cent soixante-quinze et le trente de juin mil huit cent soixante-seize, et pour d'autres fins du ressort du service public, passe.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said before proceeding further, he desired to call the attention of the Treasurer to his remarks made yesterday. He believed that the country would like to hear some explanations from the honourable gentleman. He asked him to point out the items of revenue in which he expected an increase. For his part, he held that on the whole there would be a decline.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Thought that it was not quite in order for the honourable member to be repeatedly bringing up a question which had already been fully discussed before the House. He did not see the propriety of re-opening the case, but he might say that, if he had the honour of meeting the Honourable gentleman next year, the latter would find that he was quite correct in his estimates.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Considered that it was unfair to the House and country for the Treasurer to decline to answer. He pretended that the Province was about to meet a deficit, the revenue according to the Treasurer himself being not likely to cover the expenditure. Under such circumstances, it was very desirable to know in what item of revenue the Treasurer expected an increase, and how much he expected, in order to equalize the revenue and expenditure.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said he had fully explained in his Budget Speech. He would repeat, however, that

he expected to make both ends meet by a diminution in the cost of the administration of Justice, an increase in the item of licenses, and a reduction of the expenditure in the item of police, which according to his estimates would bring the revenue to \$2,196,000 and not \$1,900,000 as mis-stated by the member for Argenteuil.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Persisted in asking the exact amount of the increase expected.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Pense que le trésorier devrait répondre.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Fait quelques remarques.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Croit que M. Bellingham a raison. Il a reçu ce matin une lettre qui corrobore ce que M. Bellingham a avancé, c'est-à-dire que l'honorable trésorier est intéressé dans la construction du chemin de fer de Sherbrooke. Il veut attirer l'attention de M. Garneau sur un rapport de M. Light, ingénieur sur le chemin de fer du nord, qui dit que ce chemin n'est pas un chemin de première classe. Il croit que la majorité de la Chambre aurait dû le suivre quand il a voulu censurer le gouvernement pour avoir avancé une somme de \$80,000 au contracteur de ce chemin, sans qu'il se soit conformé au rapport de M. Light.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Ecoutez!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Avant de crier ainsi, le leader de la Chambre aurait dû défendre M. Robertson, et non pas le jeter par-dessus bord et nier les promesses qu'il a faites lorsqu'il était dans l'ancien gouvernement. Il blâme le trésorier d'avoir avancé de l'argent au chemin de fer du nord. Il déclare qu'il aurait pu obtenir un vote de non-confiance dans le trésorier s'il avait voulu. Il blâme aussi la commission des Travaux publics de n'avoir pas fait connaître à la Chambre la nature du rapport de M. Fleming afin que l'on sache si ce rapport corrobore le rapport de M. Light ou bien celui de M. Seymour. Il veut prouver que le rapport fourni à la Chambre par M. Light est erroné. Il ajoute qu'il a attendu longtemps pour savoir si le gouvernement adopterait le rapport de M. Light ou celui du général Seymour; le commissaire des Travaux publics n'a donné aucune explication, et avant que la session finisse il aimerait à entendre une explication de la part du gouvernement.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit qu'il a déjà fait état des divergences de vues qui existaient entre le constructeur du chemin de fer du nord et l'ingénieur en chef, le général Seymour. C'est pourquoi, il a référé

cette affaire à un tiers parti, M. Flemming, ingénieur du gouvernement fédéral. Comme il n'a reçu le rapport de M. Fleming que depuis trente-six heures, il n'a pu l'étudier à fond et il ne saurait répondre à certaines questions. D'après ce qu'il peut voir, M. Fleming blâme les deux côtés. Il mettra le rapport devant la Chambre aussitôt que le gouvernement en aura pris connaissance. Quant à ce que M. Joly a dit relativement aux \$80,000, je dois faire remarquer au chef de l'Opposition que si j'eusse été dans le gouvernement lorsque cet avancé a été fait je l'aurais approuvé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si le rapport sera soumis à la Chambre.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Certainement!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Avant la prorogation?

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-comté): Au début de la semaine prochaine.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Lundi, alors!

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Blâme le député de Lotbinière de vouloir rendre le gouvernement actuel responsable des actes de l'ancien gouvernement. Il approuve l'honorable trésorier d'avoir avancé les \$80,000 au chemin de fer du nord, mais il proteste contre la conduite du député de Lotbinière, qui a essayé depuis le commencement de la session, et qui essaie encore de rendre le gouvernement actuel responsable des actes de l'ancienne administration.

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Donne de longues explications sur la formation de la compagnie du chemin de fer du nord.

M. G. IRVINE (Mégantic): Agreed substantially with his honourable friend, the leader of the Opposition, in his views respecting the railway policy. With regard to the advance of \$80,000 to the North Shore Railway, he did not consider it justified by the previous order in Council, but, under the circumstances, he thought it was just and equitable to come to the relief of the Company. At the same time, considering the position of the Government at the moment, he wished to point out to his Honourable friend the Treasurer a weak joint in his armour. He (Mr. Robertson) had laid it down at Sherbrooke as a general principle that public men should keep their hands clean. Now, this advance had been made the day previous to the resignation of the late Premier, and at a moment when he (The Treasurer) had actually decided to separate from his leader and colleagues, and with whom he nevertheless agreed to this advance.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il a déjà expliqué la position de l'ancien gouvernement par rapport au paiement des \$80,000. La demande du chemin de fer du nord n'était pas une demande nouvelle, elle était devant le Conseil exécutif depuis longtemps, et l'honorable député de Mégantic en avait pleinement connaissance. Peu importe que l'ordre en conseil ait été passé la veille ou l'avant-veille de la résignation de l'ancien gouvernement, comme l'a affirmé l'honorable député de Mégantic, l'honorable député connaissait la demande depuis longtemps.

L'avance faite par le gouvernement est pleinement justifiée par les faits. L'honorable député de Mégantic sait fort bien qu'il y avait des demandes et des demandes continuelles de la part du contracteur. Il dit qu'il est bien aise de voir que les membres du gouvernement actuel approuvent la conduite de l'ancienne administration à l'égard du chemin de fer du nord. Pour lui, il s'en fait gloire.

M. P. FORTIN (Gaspé): Dit qu'il veut prendre sa part de responsabilité dans cette affaire.

Le député d'Argenteuil a dit que lui, M. Fortin, avait donné sa démission avant la passation de l'ordre en conseil autorisant le paiement des \$80,000. Tel n'est pas le cas. Il faisait partie du ministère dans ce temps, et il considère que cet ordre en conseil a eu pour effet de sauver une grande entreprise, le chemin de fer du nord, de la ruine qui la menaçait.

Le gouvernement, il est vrai, n'avait pas d'ingénieur, mais la faute n'en retombe pas sur l'ancien gouvernement. Il n'y avait pas d'ingénieur de disponible. Le gouvernement a donc été obligé de se baser sur le rapport du général Seymour, qui est un ingénieur des plus éminents. Il se fait une gloire d'avoir pris part à l'avance des \$80,000.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Dit que le gouvernement n'est pas tenu d'accepter les paroles de M. Light comme vérité évangélique. Le député de Lotbinière a tort d'exiger que le gouvernement se prononce de suite, sans avoir eu le temps de bien réfléchir sur la question.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Revient sur la même question.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Rappel-le à l'ordre le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly).

L'ORATEUR: Décide que le député n'a pas le droit de parler à nouveau sur une même question.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Asked if the Treasurer was aware that, since the remarks of the Honourable Member for Argenteuil, our bonds had been quoted in the London market at par. Under the

circumstances, he thought it could not be held that the Member for Argenteuil had injured the prospects of the Province. On the contrary, he believed that the Honourable gentleman had been perfectly justified and merited well of the Province for the interest he took in its finances. He hoped, therefore, the Treasurer would answer the questions of the Member for Argenteuil, which were very pertinent. He thought it desirable also that the Treasurer should state whether the balance of £300,000 of the loan had been sold, and if so, to the same parties who had taken the £500,000.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said he had endeavoured repeatedly to reply to the satisfaction of the Member for Argenteuil, and it was not his fault if he could not make the Honourable gentleman understand. With regard to the first question of the Honourable Member (Mr. Marchand), he might state that he had not heard that the bonds were selling at 100. The last intelligence that he had was that they were not selling at over 98 1/2. If they were selling for more, however, he was glad to learn it, and the circumstance was due to the respectable position of the parties who had placed them for him in the London market.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Then the Honourable Member for Argenteuil had not injured the loan by his remarks.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said any reasonable man would be justified in anticipating that they would. Perhaps, however, they had not yet reached home.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Oh! Oh! At least two months ago.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Argued that the pretended deficit existed only in the imagination of the Member for Argenteuil. He (Mr. Robertson) believed that it did not and would not exist. He was prepared to risk his reputation after another year as one who knew something of financial matters against that of Mr. Bellingham whether there would not be a deficit. He (Mr. Robertson) had already stated the items in which he expected to have an increase of revenue, and he fully believed also that there would be no deficiency this year in the income from Crown Lands. He made his estimates, of course, to the best of his judgment, and he left it to the House whether he had not always come out even ahead of those estimates. As to the remainder of the loan, the parties who had taken the first portion had a right to take the balance up to the 1st July next. He could scarcely credit, however, that our bonds were selling at 100, because if so, he should have been notified by the parties in question who were going to take a

portion of the balance of the loan and would avail themselves of their right, if the bonds were selling at 100. As to the public buildings, he did not expect to pay for them out of revenue any more than he did for railways. That expenditure would be taken out of the surplus on hand and should be properly charged to investment account rather than to revenue and would, in course of time, relieve the Government from the rents for buildings which they were now paying.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Dit qu'avant que les subsides ne soient votés il doit attirer l'attention du gouvernement sur les dépenses de la police provinciale qui ont été augmentées sans discernement. Il n'y a maintenant aucun encouragement pour celui qui travaille, la recrue a autant que celui qui a une quinzaine d'années de services. Cet état de choses n'existerait point si ce corps avait un chef qui pût connaître les besoins de la police. Durant la dernière session, l'attention du gouvernement a été attirée par les deux côtés de cette Chambre sur l'incompatibilité des deux fonctions que remplit le commissaire actuel. Deux devoirs comme juge des sessions l'empêchent de pouvoir surveiller aucunement le corps de police et tout le public sait que ses devoirs de commissaire sont remplis par les surintendants. Ce sont eux seuls qui ont mis notre police sur le pied d'efficacité que nous lui voyons aujourd'hui. Il espère que le gouvernement reconnaîtra bientôt le zèle et la capacité du surintendant Simon, M. le major Voyer, en lui donnant le commandement réel de la police provinciale, ce qui, en augmentant l'efficacité du corps, sera le meilleur moyen d'en diminuer les dépenses.

Il critique ensuite longuement la conduite de l'ancien gouvernement qui a avancé les \$80,000 au chemin de fer du nord sans exiger que la compagnie remplisse les conditions qui lui étaient imposées par la loi et il blâme le gouvernement actuel d'avoir approuvé cette conduite, bien qu'il n'en soit pas responsable. La Chambre a raison de redouter le gouvernement actuel, car il est bien évident que, s'il était placé dans les mêmes circonstances que celles où se trouvait l'ancienne administration lors de l'octroi des \$80,000, il ferait comme le gouvernement Ouimet a fait.

M. P.-V. VALIN (Québec-Est): Demande à M. Langelier sur quelle autorité il s'appuie pour dire que les travaux du chemin de fer du nord en font un chemin de cinquième classe.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Répond qu'il n'a pas dit que les travaux de ce chemin en feraient un chemin de cinquième classe. Il ne connaît pas assez la nature de ces travaux pour se prononcer sur leur valeur. Pour lui, il s'appuie sur les témoignages des ingénieurs qui doivent être aussi compétents que l'honorable député de Québec-Est.

Et la question étant mise aux voix :
 Il est résolu que le bill passe.
 Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cadastre

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender et étudier l'article 2175 du code civil, concernant le cadastre.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose la troisième lecture du bill.
 Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte des chemins de fer

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture du bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Affaire des Tanneries

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances de l'échange de la propriété du gouvernement, située au village de Saint-Henri-des-Tanneries.

1. Durant le cours de cette enquête, votre comité a examiné au-delà de cent quarante témoins, dont les témoignages se trouvent annexés aux présentes, avec un grand nombre de documents produits pendant l'enquête par les témoins ou sur l'ordre du comité; et en terminant ses travaux, il est heureux de déclarer que les services de MM. Ritchie et Loranger, comme conseils de votre comité, lui ont été grandement utiles dans la conduite de cette enquête.

2. Votre comité est d'avis que la preuve, nonobstant qu'elle soit jusqu'à un certain degré dubitative et contradictoire, établira en définitive que la propriété des Tanneries vaut de soixante à cent mille piastres, plus que la partie

de la ferme Leduc, qui a été cédée par contrat à la province de Québec.

3. En outre, votre comité est d'avis que, dans le cours du mois de juin dernier, John Rollo Middlemiss, de la cité de Montréal, détenteur d'une promesse de vente de la ferme Leduc, eut l'idée d'échanger une partie de cette ferme contre ladite propriété des Tanneries et, afin de réussir dans son projet, il s'assura des services de C.-A. Dansereau, de ladite cité de Montréal, dans le but de tirer avantage de l'influence que, dans sa pensée, ledit Dansereau devait avoir auprès des ministres, en sa qualité d'ami politique et de journaliste.

Que ledit Clément-Arthur Dansereau s'est prêté à cet arrangement et, de fait, s'est servi de son influence auprès desdits ministres pour les amener à consentir à cet échange, avec ledit John Rollo Middlemiss, au bénéfice personnel dudit Middlemiss et dudit Dansereau, et au détriment de la province, et que la somme de quarante-huit mille piastres a passé des mains dudit Middlemiss en celles dudit Clément Arthur Dansereau — que lesdites parties dans leurs dépositions ont représentée comme étant de la nature d'un prêt — mais que votre comité ne croit pas que la transaction soit telle que représentée par eux.

4. Que votre comité transmet à votre honorable Chambre ladite preuve qui aura pour effet de faire connaître à cette Chambre la manière dont ledit Clément-Arthur Dansereau a fait ledit échange, la part que les différents membres dudit dernier gouvernement y ont prise et la responsabilité de chacun d'eux. Et considérant tous les faits et toutes les circonstances qui se rapportent audit échange, votre comité recommande qu'il soit pris immédiatement des procédures légales pour faire annuler ledit échange.

Le tout respectueusement soumis,

L. Ruggles Church,
 président

Minutes de la séance du comité spécial nommé pour s'enquérir de l'échange de la propriété du gouvernement, située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal, etc., tenue samedi, le vingt février mil huit cent soixante-quinze.

Le comité se réunit à dix heures A.M., dans la chambre no 29. Présents: Honorable M. Church, président, et messieurs Joly, Trudel, Bachand et Verreault.

Le sujet d'un rapport ayant été mis sous la considération du comité, il fut proposé par l'honorable M. Trudel:

Que vu que les instructions données par la Chambre à ce comité se rapportent simplement à faire une enquête sur l'échange de la propriété du gouvernement, située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal, et s'enquérir des circonstances et des faits qui se trouvent liés à cet échange, ou qui l'ont amené, avec pouvoir d'envoyer quérir les personnes et

les documents, de faire rapport de temps à autre de la preuve, si cela est nécessaire, avec instruction d'examiner les témoins sous serment;

Ce comité n'a pas reçu instruction de faire l'appréciation des faits et de porter un jugement sur le mérite de la transaction; que vu la masse énorme de témoignages et le nombre de documents composant le dossier de l'enquête, et vu que tout jugement rendu peut affecter gravement des intérêts importants publics et privés, ainsi que l'honneur de certaines personnes et, par conséquent, ne doit pas être rendu avec un dossier incomplet et une étude imparfaite du dossier;

Vu que, pour apprécier parfaitement tous les faits, il faut une étude du dossier complète, étude qu'il est impossible de faire à cette période avancée de la session ;

Vu qu'il n'appartient pas plus aux membres de ce comité de porter un tel jugement qu'à tous les membres de cette Chambre;

Vu que ce comité, après avoir fait l'enquête la plus complète qu'il lui a été possible de faire, n'est tenu que de faire rapport à cette Chambre de la preuve et des documents qu'il a obtenus, et qu'après avoir fait un tel rapport il aura exécuté tous les ordres à lui donnés par la Chambre, ce comité se borne à faire rapport à la Chambre de la preuve et des documents recueillis par la présente enquête, sans porter aucun jugement sur le mérite des faits révélés par cette enquête, et qu'un rapport soit fait dans ce sens.

Cette motion est perdue sur la division suivante: Pour: Honorable M. Trudel. Contre: MM. Joly, Bachand et Verreault.

Il faut alors proposé par M. Verreault que le rapport suivant soit adopté:

Assemblée législative,

Québec, ce 20 février 1875

Onzième rapport du comité spécial choisi pour s'enquérir de la question de l'échange de la propriété du gouvernement, située dans le village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal, etc.

1. Durant le cours de cette enquête, votre comité a examiné au-delà de cent quarante témoins, dont les témoignages se trouvent annexés aux présentes, avec un grand nombre de documents produits pendant l'enquête par les témoins ou sur l'ordre du comité; et, en terminant ses travaux, il est heureux de déclarer que les services de MM. Ritchie et Loranger lui ont été grandement utiles dans la conduite de cette enquête.

2. Votre comité est d'avis que la preuve, nonobstant qu'elle soit jusqu'à un certain degré dubitative et contradictoire, établira en définitive, que la propriété des Tanneries vaut de soixante à cent mille piastres, plus que la partie de la ferme Leduc qui a été cédée par contrat à la province de Québec.

3. En outre, votre comité est d'avis que dans le cours du mois de juin dernier, John Rollo Middlemiss, de la cité de Montréal, détenteur d'une promesse de vente de la ferme Leduc, eut l'idée d'échanger une partie de cette ferme contre ladite propriété des Tanneries et, pour mieux s'assurer de son projet, il s'assura des services de C.-A. Dansereau, de ladite cité de Montréal, dans le but de tirer avantages de l'influence que, dans sa pensée, ledit Dansereau devait avoir auprès des ministres, en sa double qualité d'ami politique et de journaliste.

Que ledit Clément-Arthur Dansereau s'est prêté à cet arrangement et, de fait, s'est servi de son influence auprès desdits ministres pour les amener à consentir à cet échange, avec ledit John Rollo Middlemiss, au bénéfice personnel dudit Middlemiss et dudit Dansereau, et au détriment de la province, et que la somme de quarante-huit mille piastres qui a passé des mains dudit Middlemiss en celles dudit Clément-Arthur Dansereau — que lesdites parties dans leurs dépositions ont représentée comme étant de la nature d'un prêt — mais que votre comité ne croit pas que la transaction ait le caractère qu'on lui a prêté.

4. Que votre comité transmet à votre honorable Chambre ladite preuve qui aura pour effet de faire connaître à cette Chambre la manière dont ledit Clément-Arthur Dansereau a fait ledit échange, la part que les différents membres dudit dernier gouvernement y ont prise, et la responsabilité de chacun d'eux. Et considérant tous les faits et toutes les circonstances qui se rapportent audit échange, votre comité recommande qu'il soit pris des mesures pour faire annuler ledit échange.

5. Le tout respectueusement soumis.

Il fut proposé par l'honorable M. Trudel que les mots suivants: "mais votre comité n'est pas d'opinion que la transaction n'a pas été telle qu'elle a été représentée par eux", soient rayés dans le troisième paragraphe, laquelle motion fut perdue sur la division suivante:

Pour: Honorable M. Trudel.

Contre: Messieurs Joly, Bachand et Verreault.

M. Joly propose en amendement que le paragraphe 4 soit supprimé et remplacé par le paragraphe suivant:

"Votre comité considère que sa tâche serait incomplète et qu'il manquerait au devoir dont il a consenti à se charger s'il terminait son rapport sans se prononcer sur l'innocence et la culpabilité des membres du cabinet qui a conclu l'échange des Tanneries.

Votre comité ne peut pas éviter cette responsabilité en se retranchant derrière l'excuse qu'il lui est impossible d'en venir à aucune conclusion sur ce point.

Votre comité est d'opinion:

"1. Que les honorables messieurs Ouimet et Archambault ont fortement contribué au succès de la conspiration organisée par messieurs Dansereau et Middlemiss.

"2. Qu'il ne paraît pas, d'après la preuve, que l'honorable M. Chapleau ait pris une part active dans la conspiration, mais votre comité est d'opinion qu'il en connaissait l'existence et l'a encouragée.

"3. Que, quant aux collègues de ces honorables messieurs, l'honorable M. Robertson, qui était en Angleterre, est resté étranger à toute l'affaire, et que le seul reproche que l'on puisse adresser aux honorables messieurs Irvine, Fortin et Ross, c'est d'avoir eu assez de confiance dans leurs collègues de Montréal pour se laisser guider complètement par eux dans l'affaire de l'échange des Tanneries, et que l'honorable M. Irvine a fait tout en son pouvoir pour arrêter la transaction dès qu'il a pu en soupçonner la nature, mais sans succès.

Considérant toutes les circonstances, votre comité conclut en recommandant respectueusement que des procédures soient intentées de suite devant les tribunaux pour faire annuler l'acte d'échange du terrain des Tanneries".

Il fut alors proposé par M. Verreault, en amendement à cet amendement:

"Que ledit amendement de M. Joly ne soit pas adopté pour les raisons suivantes: que la poursuite recommandée par la motion principale fournira une nouvelle occasion de découvrir d'autres faits et de les faire juger par une cour de justice; que ce comité n'a reçu aucune instruction de la part de la Chambre de faire rapport sur la responsabilité individuelle de chacun des membres du ci-devant gouvernement, et que le temps dont le comité peut disposer étant limité, et que les travaux de la session sont terminés, et que la Chambre n'attend plus que le rapport de ce comité pour être prorogée, et considérant, de plus, que toute conclusion précipitée et imparfaite pourrait produire les résultats les plus dommageables auxdits ministres, ce comité est d'opinion qu'aucune décision sur la responsabilité individuelle desdits ministres ne soit exprimée dans ce rapport, mais que les témoignages soient mis devant la Chambre et la question laissée à la considération calme et approfondie des membres de la Chambre et du peuple de cette province".

L'amendement à l'amendement fut alors emporté sur la division suivante:

Pour: Honorable M. Trudel et Verreault.

Contre: MM. Joly et Bachand.

Le comité étant également divisé, le président, l'honorable M. Church, vota dans l'affirmative.

La motion principale de M. Verreault fut alors mise aux voix et emportée unanimement et il fut ordonné qu'un rapport soit préparé en conséquence.

Et il fut, de plus, ordonné que les procédés du comité de ce jour soient aussi mis devant la Chambre avec ledit rapport.

Pour copie conforme.

Charles P. Lindsay,
greffier du comité.

Message du Conseil législatif.

L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la municipalité du village d'Outremont".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie de terrains et des manufactures de Saint-Pierre".

Bill intitulé: "Acte pour mieux définir et étendre certains pouvoirs concernant la municipalité de Saint-Sauveur".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la ville de Lachine".

Bill intitulé: "Acte pour permettre au lord évêque de Montréal, du consentement du recteur et des marguilliers de l'église de la Trinité, Montréal, d'emprunter de l'argent et d'hypothéquer la propriété de ladite église".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal".

Et, de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il désire le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour autoriser George Benson Hall à faire certains ouvrages sur la rivière Chaudière et à exiger des droits de péage de ceux qui en feront usage".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser Joseph Dinham Molson et William Hastings Kerr, ès qualité, à vendre un certain immeuble affecté de substitution".

Bill intitulé: "Acte pour amender la charte de la cité de Montréal, 37 Vict., chap. 51".

Ouvrage sur la rivière Chaudière

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour autoriser George Benson Hall à faire certains ouvrages sur la rivière Chaudière et à exiger des droits de péage de ceux qui en feront usage".

La Chambre adopte l'amendement avec un amendement.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements en y faisant un amendement auquel elle désire leur concours.

Vente d'un certain immeuble

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour autoriser Joseph Dinham Molson et William Hastings Kerr, ès qualité, à vendre un certain immeuble affecté d'une substitution".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill

au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Charte de la cité de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender la charte de la cité de Montréal, 37 Vict., chap. 51".

Lesdits amendements étant lus une seconde fois sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Eglise presbytérienne du Canada

Les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation des directeurs du fonds destiné aux veuves et aux orphelins des ministres du synode de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse, et ses amendements", sont lus une deuxième fois.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Actes concernant l'union de certaines églises presbytériennes y dénommées", sont lus une seconde fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Affaire des Tanneries

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande à la Chambre si elle est disposée à discuter immédiatement le rapport des Tanneries.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande au gouvernement s'il entend demander à la Chambre de siéger après sept heures trente.

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Espère que le gouvernement ne fera rien avant que le rapport ne soit traduit en français.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit que le gouvernement suivra l'avis de la Chambre sur cette affaire.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que, si le gouvernement entend procéder de la sorte immédiatement, la Chambre serait contrainte de discuter une proposition pour adopter un rapport. Il propose l'ajournement à lundi prochain.

L'HONORABLE L.-R. CHURCH (Pontiac): Dit que l'on ne pourrait ce soir prendre connaissance des témoignages.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 22 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De M. Mathieu de Sorel, demandant de l'aide pour la publication de la Revue légale.

Du révérend J.-B. Soulard et autres, des paroisses de Sainte-Perpétue et de Saint-Pamphile, comté de l'Islet, demandant de l'aide pour l'achat de grains de semence.

Rapport de comités ;

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), que cette Chambre concoure dans le onzième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances de l'échange de la propriété du gouvernement située au village de Saint-Henri-des-Tanneries près de Montréal.

Message du lieutenant-gouverneur;

M. L'ORATEUR: Communique à la Chambre la lettre suivante :

A l'honorable J.-G. Blanchet,
Orateur de l'Assemblée législative

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que c'est mon intention, si l'état des affaires publiques le permet, de proroger la présente session de la Législature de cette province, demain à 2 heures, p.m.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur l'Orateur,
Votre obéissant serviteur,

Ed. Caron

Hôtel du gouvernement,
Québec, 22 février 1875

Rapport de comités:

M. P.-S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation. Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il s'est réuni plusieurs fois et qu'il a étudié les diverses questions se rattachant à l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

1. Qu'il est d'opinion que l'on perfection-

nerait le fonctionnement des sociétés d'agriculture en amendement l'Acte qui les régit, de manière à permettre aux membres de voter par procureur à l'assemblée générale annuelle pour l'élection des officiers et directeurs de ces sociétés.

2. Que des ressources nécessaires devraient être mises à la disposition du conseil d'agriculture pour lui permettre de publier ou d'encourager la publication d'un journal d'agriculture illustré qui serait distribué gratuitement aux membres des sociétés d'agriculture; de plus, d'acheter et distribuer certaines brochures et certains ouvrages spéciaux sur l'agriculture qui lui paraîtront propres à propager l'instruction agricole.

3. Que les lectures sur l'agriculture, dans le cas où le conseil d'agriculture jugerait utile qu'elles soient mentionnées, devraient au fur et à mesure être livrées aux journaux d'agriculture pour être publiées.

4. Qu'une portion considérable des fonds destinés à l'immigration, serait très utilement dépensée si on l'employait à planter dans nos campagnes les diverses industries agricoles qui fleurissent en Europe, et serait propre à stimuler les progrès de notre agriculture.

5. Que la création de semblables industries, jointe à la diffusion des connaissances sur l'agriculture parmi les cultivateurs, constituerait le moyen le plus efficace pour retenir les enfants du sol, favoriser le retour des Canadiens du pays et amener comme conséquence le développement de la colonisation.

6. Que, parmi les obstacles opposés à la colonisation, se trouve l'accaparement des terres de la couronne par des spéculateurs et possesseurs de limites constituant des colons de mauvaise foi, et les moyens trop peu expéditifs auxquels il faut recourir pour faire rentrer ces mêmes terres dans le domaine public.

7. Que le gouvernement, autant que faire se peut, ne doit faire ouvrir des chemins de colonisation que dans les cantons propres à être colonisés, après s'en être assuré par des rapports consciencieusement faits à cet effet, et établir des moyens de colonisation.

8. Que des fonds destinés à la colonisation ne soient pas employés à faire ou améliorer des chemins dans les anciennes paroisses, ni à faire des chemins à travers les seigneuries non concédées à moins d'urgente nécessité.

9. Qu'il est désirable que l'acte concernant les travaux publics soit amendé de manière à permettre au gouvernement d'exiger du propriétaire d'une seigneurie où il aura fait faire un chemin pour arriver au domaine de la couronne le coût ou une partie du coût de tel chemin suivant la plus grande valeur donnée aux terres de chaque côté.

10. Que tout en approuvant les efforts faits jusqu'à présent pour attirer d'Europe une immigration utile au pays, votre comité est d'avis que les résultats obtenus ne compensent pas les sacrifices que la province s'est imposés. Que des

renseignements pris à bonne source font voir qu'une très grande partie des immigrants est mécontente de son sort et quitte la Puissance après un séjour de quelque temps.

M.P.-S. GENDRON (Bagot): Propose que la Chambre adopte ce rapport maintenant.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande le temps d'en prendre connaissance préalablement.

Affaire des Tanneries

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure dans le onzième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances de l'échange de la propriété du gouvernement située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre 71 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la profession médicale et la vente des médicaments".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie des quais de Sorel".

Bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente juin mil huit cent soixante-quinze, et le trente juin mil huit cent soixante-seize, et pour d'autres fins du ressort du service public".

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec, 32 Vict., chap. 51, et pour d'autres fins".

Bill intitulé: "Acte pour amender et étendre l'article 2175 du code civil concernant le cadastre".

Et aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'emprunt des propriétaires fonciers du Canada".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du pont Saint-Laurent".

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les dispositions de divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec".

Et aussi le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre aux amendements du Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour autoriser George Benson Hall à faire des ouvrages sur la rivière Chaudière et à

exiger des droits de péage de ceux qui en feront usage".

Compagnie d'emprunt des propriétaires fonciers du Canada

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie d'emprunt des propriétaires fonciers du Canada".

Lesdits amendements étant lus une seconde fois sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Compagnie du pont Saint-Laurent

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du pont Saint-Laurent".

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Actes concernant l'incorporation de la cité de Québec

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Introduction de bills:

M. J.-N. DUGUAY (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'Acte pour venir en aide aux chemins de colonisation 1869 et l'acte pour venir en aide à certaines compagnies de chemins de fer 1874.

Accordé.

Interpellations:

Administration des terres de la couronne.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande au ministère pourquoi on n'a pas mis devant la Chambre la réponse à l'adresse qu'il a proposée et qui demandait certains documents relatifs au département des Terres de la couronne et en particulier le rapport constatant les terres à bois qui ont changé de propriétaires.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Le rapport demandé n'a pu être procuré à temps, mais on enverra une copie à chacun des députés pendant la vacance.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député des Trois-Rivières (l'honorable H.-G. Malhiot), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaine résolution proposée au sujet des dépenses du comité spécial nommé pour faire une enquête sur les faits et circonstances de l'échange de la propriété du gouvernement située au village de Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de cette Chambre.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que le trésorier de la province soit par la présente résolution autorisé de payer à même le fonds consolidé du revenu de la province les dépenses occasionnées par l'enquête sur l'échange d'une certaine propriété à Saint-Henri-des-Tanneries, près de Montréal, par un comité de cette Chambre, à la réception des comptes certifiés par le président dudit comité et l'Orateur de la Chambre, ou le greffier, et que ledit trésorier tienne des comptes séparés de ces paiements et les présente à la Chambre à la prochaine session, et que cette Chambre tienne compte de ces paiements et en donne crédit audit trésorier.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution, laquelle est lue et adoptée.

Documents:

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Présente, conformément à des adresses à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 8 février 1875, demandant la correspondance échangée entre les directeurs de la compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire et le gouvernement au sujet de l'octroi auquel ce chemin a droit, ainsi que le rapport transmis au gouvernement par ladite compagnie pour constater le montant des ouvrages faits sur ladite ligne de chemin. (Documents de la session, no 34.)

Ordonné que ladite réponse soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 25 janvier 1875, demandant copie

de toutes commissions, instructions et correspondances émanées de l'honorable M. le procureur général de cette province ou de son département, et adressées à D.-Z. Gauthier, écuyer, avocat de Sorel, relativement à la conduite des affaires criminelles de la part de la couronne, dans le district de Richelieu, depuis le 1er janvier mil huit cent soixante-quatorze jusqu'à ce jour, et aussi copie de toutes correspondances, dépêches, rapports, comptes, etc., reçus par ledit honorable procureur général ou son département dudit D.-Z. Gauthier, écuyer, pendant la même période de temps. (Documents de la session, no 35.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 14 décembre 1874, demandant un état indiquant le nombre de causes jugées par les magistrats de district dans leurs districts respectifs, le nombre de cours établies par chaque district, la nature et le montant de chaque cause, le nombre de termes fixés pour chacune de ces cours et les dépenses de voyage de chaque magistrat, ledit état comprenant tous les rapports et informations actuellement en la possession du gouvernement, et aussi le montant des pénalités payées à chaque magistrat de district. (Documents de la session, no 36.)

Affaire des Tanneries

Le sergent d'armes de cette Chambre fait rapport par écrit que jeudi, le dix-huitième jour de février courant, entre dix ou onze heures du matin, conformément au mandat de M. l'Orateur en date du dix-septième jour de février courant, j'ai pris sous ma garde Ludger-Denis Duvernay, de la cité de Montréal, copropriétaire du journal La Minerve, et que je n'ai pu le faire comparaître à la barre de la Chambre, en conséquence d'un writ d'habeas corpus et d'un jugement de la cour du Banc de la Reine, pour la province de Québec, annulant le mandat de M. l'Orateur et mettant ledit prisonnier en liberté.

Assemblée Législative,

Au sergent d'armes de l'Assemblée législative,
Attendu que l'Assemblée législative a, ce jour, ordonné:

"Que Ludger-Denis Duvernay, de la cité de Montréal, copropriétaire du journal La Minerve, soit mandé sous la garde du sergent d'armes de la Chambre.

Les présentes vous requièrent, en conséquence, de prendre sous votre garde la personne dudit Ludger-Denis Duvernay et de l'amener à la barre de ladite Assemblée législative."

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce dix-septième jour de février, mil huit cent soixante-quinze.

(Signé), J.-G. Blanchet,
Orateur de la Chambre d'Assemblée

CANADA

Province de Québec

District de Québec

Victoria, par la Grâce de Dieu,
Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne, et d'Irlande, Défenseur
de la Foi.

(L.S.) A Charles Garneau, écuyer de la
cité de Québec, dans le district de
Québec, maintenant dans la cité de
Montréal, dans le district de Mont-
réal, sergent d'armes de l'Assemblée
législative de la province de Salut.

Nous recommandons d'amener devant l'honorable juge en chef et les juges de notre cour du Banc de la Reine pour le Bas-Canada (en appel), dans le palais de justice, dans notre cité de Montréal, jeudi, le dix-neuvième jour de février, en l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-quinze, à dix heures du matin, la personne de Ludger-Denis Duvernay, confiée à votre garde, tel que spécifié, ainsi que le jour de l'arrestation et de la détention dudit Ludger Denis Duvernay soit appelé dans le même, pour faire et recevoir toutes et chaque telles choses que notre dite cour du Banc de la Reine considérera de lui alors et là, sous ce rapport, et que vous ayez alors et là, le présent writ.

En foi de quoi, nous y avons fait apposer le sceau de notre cour du Banc de la Reine pour le Bas-Canada, en la cité de Montréal, ce dix-huitième jour de février, dans la trente-huitième année de notre règne.

Vraie copie.

(Signé) A. Branchaud,
Député-greffier des appels

C. De Granpré,
Député-greffier des appels

L'exécution de ce writ est prouvée par la cédule qui y est annexée.

Montréal, 19 février 1875
(Signé), Charles Garneau,
Sergent d'armes

Vraie copie.

C. de Granpré,
Député-greffier des appels

Province de Québec
District de Montréal,

Je, Charles Garneau, sergent d'armes de l'Assemblée législative, certifie par les présentes et fait rapport à Notre Souveraine Dame la Reine qu'avant d'avoir reçu le writ ci-annexé, à moi dirigé, le dix-huitième jour de février courant, la personne dudit Ludger-Denis Duvernay, y désigné, nommé dans ledit bref, a été pris et mis sous ma garde en vertu d'un warrant sous le nom et le sceau de l'honorable Joseph-

Goderic Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec, lequel warrant est conçu dans les termes suivants, savoir :

Assemblée législative,

Au sergent d'armes de l'Assemblée législative,
Attendu que l'Assemblée législative a, ce jour, ordonné:

"Que Ludger-Denis Duvernay, de la cité de Montréal, copropriétaire du journal La minerve, soit mandé, sous la garde du sergent d'armes de cette Chambre.

Les présentes vous requièrent de prendre sous votre garde la personne dudit Ludger-Denis Duvernay et de l'amener à la barre de ladite Assemblée législative."

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Québec, ce dix-septième jour de février mil huit cent soixante-quinze,

(L.S.)

(Signé), J.-G. Blanchet,
Orateur de l'Assemblée législative

Et ceci est la cause, et la seule cause de la détention par moi dudit Ludger-Denis Duvernay dont je produis maintenant la personne; tel qu'il m'est ordonné par ledit writ.

Certifié en la cité de Montréal, en ladite province de Québec, le dix-neuvième jour de février, en la trente-huitième année du règne de Sa Majesté, en l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-quinze.

(Signé), Charles Garneau,
Sergent d'armes

Vraie copie.
C. De Granpré,
Député-greffier des appels

CANADA,
Province de Québec

Cour du Banc de la Reine
(En appel)

Montréal, samedi, le vingtième jour de février, mil huit cent soixante-quinze.

PRESENTS:

L'honorable juge en chef Dorion,
M. le juge Monk,
M. le juge Taschereau,
M. le juge Ramsay,
M. le juge Sanborn

Sur la pétition de Ludger-Denis Duvernay, demandant un writ d'habeas corpus.

La cour, après avoir entendu le conseil du pétitionnaire et de l'Orateur de l'Assemblée législative et examiné la pétition, le writ d'habeas corpus et le retour y annexé, et avoir délibéré longuement sur le tout; considérant qu'il appert, d'après la preuve dans cette affaire, que la cause pour laquelle le pétitionnaire a été

arrêté et est maintenant sous contrainte par corps est la même cause pour laquelle le pétitionnaire a été arrêté en vertu d'un mandat de l'Assemblée législative de la province de Québec, en date du trois février mil huit cent soixante-quinze, et renversé par le jugement de M. le juge Ramsay, par un writ d'habeas corpus, le neuvième jour de février mil huit cent soixante-quinze, et, par ce jugement, l'arrêt et la détention du pétitionnaire déclarées illégales; considérant que le mandat dans cette cause ne fait voir aucune nouvelle cause d'arrestation ni que la cause soit différente.

Maintient ledit writ, annule ledit mandat rapporté à cette cour par le sergent d'armes et en vertu duquel le pétitionnaire est détenu, et le pétitionnaire est par le présent délivré de charge. L'honorable M. le juge Taschereau dissident.)

A. Branchaud,
Député-greffier des appels

De plus, le sergent d'armes de cette Chambre fait rapport par écrit que, jeudi, le dix-huitième jour de février courant, entre dix et onze heures du matin, conformément au mandat de M. l'Orateur, en date du troisième jour de février courant, j'ai pris sous ma garde Honoré Cotté, de la cité de Montréal, caissier de la Banque Jacques-Cartier, et que je n'ai pas pu le faire comparaître à la barre de la Chambre, en conséquence d'un writ d'habeas corpus et d'un jugement de l'honorable Thomas Kennedy Ramsay, l'un des juges de la cour du Banc de la Reine pour la province de Québec, annulant le mandat de M. l'Orateur et mettant ledit prisonnier en liberté.

Assemblée législative,

Au sergent d'armes de l'Assemblée législative,
Attendu que l'Assemblée législative a, ce jour, ordonné:

"Que Honoré Cotté, caissier de la Banque Jacques-Cartier, de la cité de Montréal, soit mandé, sous la garde du sergent d'armes de cette Chambre,

Les présentes vous requièrent de prendre sous votre garde la personne dudit Honoré Cotté et de l'amener à la barre de ladite Assemblée législative.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce dix-septième jour de février mil huit cent soixante-quinze.

(L.S.) (Signé), J.-G. Blanchet
Orateur de la Chambre d'Assemblée"

Canada, Province de Québec
District de Montréal

Victoria, par la Grâce de Dieu,
Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi.

A Charles Garneau, écuyer de la cité de Québec, dans le district de Québec, maintenant dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec.
Salut.

(L.S.)

Nous vous commandons d'amener devant l'honorable juge en chef et les juges de notre cour du Banc de la Reine pour le Bas-Canada (en appel), dans le palais de justice, dans notre cité de Montréal, jeudi, le dix-neuvième jour de février, en l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-quinze, à dix heures du matin, la personne de Honoré Cotté, confié à votre garde, tel que spécifié, ainsi que le jour de l'arrestation et de la détention dudit Honoré Cotté, sous quelque nom que ledit Honoré Cotte soit appelé dans le même, pour faire et recevoir toutes et chaque telles choses que notre dite cour du Banc de la Reine considérera de lui alors et là, sous ce rapport, et que vous ayiez alors et là le présent writ.

En foi de quoi, nous y avons fait apposer le sceau de notre cour du Banc de la Reine pour le Bas-Canada, en notre cité de Montréal, ce dix-huitième jour de février, dans la trente-huitième année de notre règne.

(Signé), Dessaulles & Schiller,
Greffiers de la couronne.

Vraie Copie

Dessaulles & Schiller,
Greffiers de la couronne

L'exécution de ce writ est prouvée par la cédule qui y est annexée.

Montréal, 19 février 1875

(Signé), Charles Garneau,
Sergent d'armes

Vraie copie.
Dessaulles & Schiller,
Greffiers de la couronne.

Province de Québec,
District de Montréal.

Je, Charles Garneau, sergent d'armes de l'Assemblée législative, certifie par les présentes et fais rapport à Notre Souveraine Dame la Reine qu'avant d'avoir reçu le writ ci-annexé, à moi dirigé, le dix-huitième jour de février courant, la personne dudit Honoré Cotté y désigné nommé dans ledit bref, a été pris et mis sous ma garde en vertu d'un warrant sous le nom et le sceau de l'honorable Joseph-Goderic Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de

la province de Québec, lequel warrant est conçu dans les termes suivants, savoir:

Assemblée législative,

Au sergent d'armes de l'Assemblée législative,
 Attendu que l'Assemblée législative a, ce jour, ordonné:

Que Honoré Cotté, de la cité de Montréal, caissier de la Banque Jacques-Cartier, soit mandé sous la garde du sergent d'armes de la Chambre,

Les présentes vous requièrent, en conséquence, de prendre sous votre garde la personne dudit Honoré Cotté et de l'amener à la barre de ladite Assemblée législative.

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Québec, ce dix-septième jour de février mil huit cent soixante-quinze.

(L.S.) (Signé), J.-G. Blanchet,
 Orateur de l'Assemblée législative"

Et ceci est la cause, et la seule cause de la détention par moi dudit Honoré Cotté, dont je produis maintenant la personne, tel qu'il m'est ordonné par ledit writ.

Certifié en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, en ladite province de Québec, le dix-neuvième jour de février, en la trente-huitième année du règne de Sa Majesté, en l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-quinze.

(Signé), Charles Garneau,
 Sergent d'armes

Vraie copie.

Dessaulles & Schiller,
 greffiers de la couronne

Canada,
 Province de Québec

Cour du Banc de la Reine,
 (En appel)

Montréal, samedi, le vingtième jour de février, mil huit cent soixante-quinze.

Présents:
 L'honorable juge en chef Dorion,
 M. le juge Monk,
 M. le juge Taschereau,
 M. le juge Ramsay,
 M. le juge Sanborn

Sur la pétition de Honoré Cotté, demandant un writ d'habeas corpus.

La cour, après avoir entendu le conseil du pétitionnaire et de l'Orateur de l'Assemblée législative et examiné la pétition, le writ d'habeas corpus et le retour y annexé, et avoir délibéré longuement sur le tout; considérant

qu'il appert, d'après la preuve dans cette affaire, que la cause pour laquelle le pétitionnaire a été arrêté et est maintenant sous contrainte par corps est la même cause pour laquelle le pétitionnaire a été arrêté en vertu d'un mandat de l'Assemblée législative de la province de Québec, en date du trois février mil huit cent soixante-quinze, et renversé par le jugement de M. le juge Ramsay, par un writ d'habeas corpus, le neuvième jour de février mil huit cent soixante-quinze, et, par ce jugement, l'arrêt et la détention du pétitionnaire déclarées illégales; considérant que le mandat dans cette cause ne fait voir aucune nouvelle cause d'arrestation ni que la cause soit différente, maintient ledit writ, annule ledit mandat rapporte à cette cour par le sergent d'armes et en vertu duquel le pétitionnaire est détenu, et le pétitionnaire est par le présent délivré de charge. (L'honorable M. le juge Taschereau dissident.)

C. De Granpré,
 Député-greffier des appels

Vraie copie.

Incident Thom

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Nicolet (M. F.-X.-O. Méthot), que M. William Leslie Thom ayant persisté à refuser de répondre à la question suivante: "Etes-vous l'auteur de l'article du Morning Chronicle de ce matin, intitulé: How the case stands?" malgré que cette question lui ait été posée deux fois par l'ordre de cette honorable Chambre, ledit William Leslie Thom soit déclaré coupable d'avoir enfreint les privilèges de cette Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. F. Langelier), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "M. Thom soit ramené à la barre de la Chambre, et que la question à laquelle il a refusé de répondre lui soit maintenant posée", soient mis à la place.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Il n'y a pas d'analogie entre les cas de MM. Dansereau et Thom. Le premier a refusé une seule fois, tandis que le dernier a refusé deux fois. Mais pour montrer qu'il n'est animé d'aucun esprit d'animosité à l'égard du témoin, il consent à ce que l'amendement de M. Joly soit adopté.

Mais il a été informé que M. Thom avait l'intention de se prévaloir de cette faveur pour faire une réponse injurieuse à certains députés.

Il prie M. l'Orateur de voir à ce que le témoin réponde à la question posée.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La motion principale ainsi amendée étant

alors mise aux voix, il est ordonné que M. Thom soit ramené à la barre de la Chambre et que la question à laquelle il a refusé de répondre lui soit maintenant posée.

M. Thom est alors appelé et examiné à la barre de la Chambre comme suit :

Par M. Chapleau :

Q. Etes-vous l'auteur de l'article inséré dans le *Morning Chronicle*, intitulé: *How the case stands?*"

R. Dans le but de faciliter l'expédition des affaires de cette honorable Chambre, j'ai obtenu de mon chef la permission de répondre à la question qui m'a été posée.

Qu'il me soit permis de dire, en réponse, que l'article en question a été écrit par moi-même, en ma qualité de journaliste.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Aviez-vous eu l'intention, en écrivant cet article, de violer les privilèges de cette Chambre ou d'insulter quelques-uns de ses membres?

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): S'oppose à cette question, car la Chambre ne doit pas laisser au témoin l'appréciation de l'article en question.

Il est alors enjoint à M. Thom de se retirer.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. G. Langelier), que la question suivante soit posée à M. Thom: "En écrivant cet article, aviez-vous l'intention d'enfreindre les privilèges de la Chambre ou d'aucun de ses membres ou d'offenser ou insulter un de ses membres?"

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Déclare qu'il est étonné de voir que le chef de l'Opposition fasse une pareille question. Va-t-on laisser au témoin le soin de juger si cet article est de nature à enfreindre les privilèges de cette Chambre?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répond qu'il n'a pas l'intention de laisser le soin de porter ce jugement au témoin. Il veut seulement connaître quelles étaient les intentions de M. Thom en écrivant cet article.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que c'est à la Chambre de juger des intentions de M. Thom d'après l'article qu'il a écrit.

M. G. IRVINE (Mégantic): Je félicite le leader de cette Chambre de pouvoir lire les intentions d'un homme dans ses écrits. On restreint ordinairement ce pouvoir aux actes d'un homme.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmagny): Dit que, lorsqu'il s'agira de punir le témoin, ce sera alors peut-être le temps de prendre en considération les excuses du témoin.

M. F. LANGELE (Montmagny): Soutient la question de M. Joly, qu'il regarde comme parfaitement régulière.

L'honorable solliciteur général et les autres honorables députés veulent-ils juger l'accusé avant d'entendre sa défense?

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Persiste à dire que la question est mauvaise.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que c'est la première fois qu'il entend dire à un membre d'un Parlement anglais que l'on doit demander à un témoin à la barre de vouloir bien donner des excuses.

Les précédents du Parlement anglais nous font voir que des témoins, placés dans les mêmes circonstances que celles où se trouve M. Thom, aujourd'hui, ont demandé permission de faire des excuses, mais on n'a jamais vu la Chambre lui demander de vouloir bien les faire.

La Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Church (proc. gén.), Hearn, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, Locke, Marchand, Pelletier (Bellechasse), Rinfret dit Malouin, Roy, Sawyer, Verreault et Watts 17.

Contre: MM. Angers (Sol. gén.), Baby, Beauchesne, Chapleau, Chauveau, Dorion, Duguay, Dulac, Fortin, Garneau, Gendron, Houde, Lalonde, Larochelle, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Mailloux, Malhiot, Martin, McGauvran, Ouimet, Robertson et Valin 24.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Nicolet (M. F.-X.-O. Méthot), que ledit William Leslie Thom, en écrivant l'article qu'il a admis lui-même avoir écrit, est coupable d'une infraction sérieuse aux privilèges de cette Chambre et qu'en conséquence il doit être réprimandé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Vu que le témoin a répondu à cette question, je n'ai qu'à juger de la gravité de son offense et voir si la punition n'est pas trop sévère. Que M. Chapleau considère que le témoin est déjà en prison depuis cinq jours et cinq nuits au milieu de souffrances atroces, et qu'il se laisse attendrir.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Si M. Joly veut jouer la comédie, qu'il le fasse, c'est son rôle.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Oui, c'est bien une comédie qu'on joue ici, dans ce moment;

vouloir sévir contre un article de journal lorsque tant d'articles acrimonieux ont été écrits depuis quelques temps. Il faut considérer que la position de la presse n'est pas comme celle de la Chambre où une autorité supérieure est mécon nue et qu'il est bien difficile de tracer des limites de la liberté de la presse.

M. Chapleau, en ayant pris pour ligne de conduite le précédent de M. Tassé, n'est pas logique quand il veut faire réprimander M. Thom par l'Orateur. Ça n'a pas été la marche suivie par la Chambre des communes. La seule punition qu'on ait imposée à M. Tassé a été de le destituer comme officier de la Chambre. De plus, M. Thom n'est pas rédacteur en chef du *Chronicle* et il a dû s'adresser à M. Foote, c'est là le propriétaire du journal, qui se trouvait responsable de l'article en question. Je crois que les employés de la Chambre ont autre chose à faire que d'écrire des articles de journaux. Ce que je vous demande, Monsieur l'Orateur, c'est d'agir comme l'Orateur de la Chambre des Communes dans le cas de M. Tassé.

En terminant, je dois dire que ce n'est pas par une motion comme celle que fait M. Chapleau que l'on fera plus respecter les privilèges de la Chambre. Je dis qu'un autre député que M. Chapleau aurait dû prendre cette affaire en mains, car on devra penser que ce n'est que sa dignité propre que M. Chapleau a voulu protéger.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): L'honorable député de Lotbinière a débuté par de la mauvaise comédie, et il a fini par de la méchante tragédie.

L'honorable député a trouvé facilement un prétexte pour changer d'avis, comme d'ailleurs il sait si bien le faire, lorsque l'occasion s'en présente. Le député de Lotbinière a affirmé qu'il avait rejeté en Chambre les accusations du *Chronicle*. Ceci n'est pas exact. Il n'a jamais déclaré en cette Chambre, comme le fait le *Chronicle*, que des hommes, dont on faisait le procès, étaient coupables. Car, s'il l'avait fait, on lui aurait dit qu'il était un juge prévaricateur.

Le député de Lotbinière a parlé de M. Tassé et a déclaré que l'on ne lui a rien fait, si ce n'est que de lui ôter l'emploi qu'il avait à la Chambre. Mais c'était déjà beaucoup car M. Tassé était un jeune homme pauvre, et de plus on n'était pas à la fin de la session comme on l'est actuellement. M. Joly s'est déclaré prêt à

voir M. Thom privé de sa position. Mais il le sera demain, que M. Joly le veuille ou ne le veuille pas.

D'ailleurs, les amis de M. Joly au Parlement d'Ottawa ont proposé que M. Tassé fût envoyé en prison, et M. Joly aurait certainement voté pour cette motion, s'il avait été membre de la Chambre des communes. Et si M. Tassé n'a pas été envoyé en prison, c'est parce que la Chambre n'a jamais été appelée à voter sur la demande de M. Joly. Pour lui, il ne demande pas que M. Thom soit envoyé en prison, il est un de ceux qui croient que cette Chambre peut se faire respecter sans user de mesures extrêmes. Il ne veut qu'établir le principe que la presse, tout en ayant le droit de discuter les affaires du pays, ne doit pas porter jugement sur des membres de cette Chambre qui sont accusés et sur la culpabilité desquels la Chambre seule a le droit de se prononcer.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il s'est abstenu jusqu'ici de prendre aucune part à cette affaire et il ne prendrait pas la parole aujourd'hui si l'honorable député de Lotbinière n'avait pas affirmé qu'il avait prononcé en Chambre les mêmes accusations qui ont paru dans le *Chronicle*. Il rendra cette justice au député de Lotbinière; il n'a jamais porté de pareilles accusations contre ses collègues. Il n'a jamais dit en Chambre, comme le dit le *Chronicle*, que lui, M. Ouimet, était l'avocat payé de M. Dansereau ou de Middlemiss, il n'a jamais dit non plus que MM. Ouimet et Chapleau faisaient tout en leur pouvoir pour empêcher l'enquête de se faire d'une manière satisfaisante. Il n'a jamais rien dit de tout cela.

Il ne demande pas vengeance, il lui est fort indifférent que M. Thom soit puni ou non, mais il tient à ce que l'on sache qu'il ne craint pas de comparer son caractère public et privé avec celui des gens du *Chronicle*, et il tient aussi à ce que la Chambre sache que le député de Lotbinière n'a jamais répété en Chambre les accusations du *Chronicle*.

M. F. LANGELIER (Montmagny): S'oppose à la motion de l'honorable député de Terrebonne parce qu'il la regarde comme dangereuse, comme une atteinte portée contre la liberté de la presse. Il a été attaqué bien des fois par la *Minerve* et le *Canadien*, et il aurait cru insulter la Chambre que de traduire les rédacteurs de ces deux feuilles à la barre de la Chambre.

A six heures, l'Orateur quitte son fauteuil.

Reprise de la séance à huit heures du soir.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.-G. Robertson), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui elle soit ajournée jusqu'à demain, à une heure et demie, p.m.

Adopté.

Comité d'agriculture

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. P. LaRue), que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

M. G. IRVINE (Mégantic): Dit qu'il est un peu surpris de voir demander à la Chambre l'adoption d'un rapport qu'il n'a pas même vu; cependant, si le gouvernement consent à en prendre la responsabilité, il n'en dira rien.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit.

Pour: MM. Angers, (Sol. gén.), Baby, Beauchesne, Chapleau, Chauveau, Duguay, Dulac, Fortin, Garneau, Gendron, Houde, Lalonde, Laroche, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Mailloux, Malhiot, Martin, Ouimet, Robertson, Roy, Valin et Verreault, 24

Contre: MM. Bachand, Hearn, Irvine, Joly, Laframboise, Langelier, Marchand, Pelletier (Bellechasse), Rinfret dit Maloin, et Sawyer, 10.

Ainsi elle est résolue dans l'affirmative.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Accusations contre le grand constable du district de Richelieu

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinth (M. P. Bachand):, qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie du rapport de l'enquête sur les accusations portées contre le grand constable du district de Richelieu, par Henry Mountain, chef de police de Sorel, dans la plainte adressée au gouvernement par ce dernier, en date du 29 novembre 1872; ainsi que copies de tous documents et correspondances relatifs à cette affaire.

Adopté.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que

le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivant avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour légaliser certains actes notariés".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant l'érection et la division des paroisses, la construction et la réparation des églises presbytères et cimetières et les assemblées de fabrique, (S.R.B.C., ch. 18) et pour détacher un certain territoire de la mission du lac des Deux-Montagnes et l'annexer à la paroisse du Patronage Saint-Joseph pour les fins civiles".

Actes notariés

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour légaliser certains actes notariés".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Erections de paroisses

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant l'érection et la division des paroisses, la construction et la répartition des églises, presbytères et cimetières et les assemblées de fabriques (S.R., B.C., ch. 18) et pour détacher un certain territoire de la mission du lac des Deux-Montagnes et l'annexer à la paroisse du Patronage Saint-Joseph pour les fins civiles".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Incident Thom

La Chambre reprend les débats sur la question qui a été proposée aujourd'hui: "Que ledit William Leslie Thom, en écrivant l'article qu'il a admis lui-même avoir écrit, est coupable d'une infraction sérieuse aux privilèges de cette Chambre, et qu'en conséquence il doit être réprimandé".

M. F. LANGELIER (Montmagny): Je faisais remarquer avant le dîner que ce serait restreindre trop la liberté de la presse que de traîner à tout moment un journaliste devant la Chambre. Je ne serais pas prêt à approuver tout ce que dit l'article incriminé, mais je crois que M. Chapleau a été un peu trop sensible.

Ce dont se plaint M. Chapleau n'est pas une

accusation aussi sérieuse qu'il le dit. Le fond de l'article va à dire que M. Chapleau et M. Ouimet auraient participé à la transaction des Tanneries; depuis l'été dernier, ces accusations-là sont lancées contre eux. La Gazette de Montréal même, qui soutient le gouvernement, a lancé cette accusation.

Je le dis, Monsieur l'Orateur, on a tort d'essayer de bâillonner la presse. On peut censurer M. Thom, mais l'opinion publique se tournera contre nous car, après tout, ou un journal dit vrai ou non; s'il dit vrai, ce n'est pas en citant un journaliste à la barre de la Chambre qu'on éteindra l'accusation. M. Disraeli et M. Gladstone ont été brutalement attaqués par des journaux et jamais ces messieurs ne s'en sont plaints. J'ai été attaqué, durant cette session même, par certains journaux et je n'ai pas voulu prendre pareil procédé contre eux.

Monsieur l'Orateur, en terminant, je dois dire que j'espère que les journalistes ne se laisseront pas effrayer par ces menaces, quand il s'agira de dénoncer des ministres prévaricateurs.

Et la question, étant mise aux voix, est résolue dans l'affirmative.

M. Thom est alors appelé à la barre de la Chambre et réprimandé par M. l'Orateur comme suit :

L'ORATEUR: M. William Leslie Thom, vous avez été appelé à la barre de cette Chambre pour répondre si vous étiez l'auteur d'un article publié dans un journal de cette cité, dans lequel deux honorables membres de cette Chambre ont été attaqués de la manière la plus violente.

Vous avez avoué que vous étiez l'auteur de cet article.

Vous avez été trouvé coupable d'infraction aux privilèges de cette Chambre, et j'ai reçu l'ordre de vous réprimander. Je vous réprimande en conséquence.

Il est ordonné que M. Thom soit déchargé de la garde du sergent d'armes.

M. THOM: I thank this Honourable House.

Tenure des terres aux Isles-de-la-Magdeleine

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Bonaventure (M. P.-C. Beauchesne), que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir de la tenure des terres aux Isles-de-la-Magdeleine dans le comté de Gaspé et pour s'enquérir en outre des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces îles en ce qui regarde la tenure desdites terres.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Soulève la question d'ordre parce que le rapport recommande une dépense d'argent sans la recommandation de Son Excellence.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-

Rivières): Dit que le gouvernement désire l'avancement et la prospérité de cette partie de la province. Il dit que M. Fortin a toujours travaillé avec un zèle infatigable à l'avancement de cette contrée. Cependant, il regrette d'être d'avis que cette motion ne peut être présentée sans un message de Son Excellence.

M. P. FORTIN (Gaspé): Donne quelques explications, puis propose que la motion soit retirée.

Ladite motion est, avec la permission de la Chambre, retirée.

Prêt aux incendiés de Québec

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que cette Chambre concoure dans le rapport du comité spécial auquel a été renvoyée la pétition de F. Vézina et autres, de la cité de Québec, demandant que le gouvernement leur fasse remise des débentures connues sous le nom de Prêt aux incendies de Québec, transmise à cette Chambre, en réponse à une adresse du 20 janvier 1875.

Adopté.

Rapport Fleming

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Avant que la Chambre ne s'ajourne, je désire attirer l'attention de M. Garneau sur le tracé de M. Fleming, qui confirme celui de M. Light. La ville de Québec est trop intéressée pour que je laisse passer ce rapport inaperçu.

M. Fleming dit que les travaux ne sont pas ce qu'ils devraient être et, pendant qu'il en est encore temps, on devrait faire recommencer les travaux qui ne sont pas bien faits. Le gouvernement a une grande responsabilité. Il doit donner à la province le chemin tel que le contrat le veut.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Nous avons fait savoir à la compagnie que le contracteur devait examiner les objections que fait M. Light aux travaux et se conformer aux avis qu'il donne. Je crois que ce qui donne des difficultés, c'est qu'il n'y a pas eu de spécifications de données avant le contrat. En tout cas, nous sommes décidés à nous occuper sérieusement de la question.

La province paie assez pour avoir un chemin de première classe.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Je crois que le gouvernement a payé une somme qu'il n'aurait pas dû payer, car le rapport de M. Fleming dit que le chemin n'est pas de première classe et ce n'est pas pour un tel chemin qu'il ne doit payer l'argent. Le contrat ne pourvoit pas non plus à un chemin de première classe et il faudrait changer ce contrat avant de payer aucune somme.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Com-

té): Said there was no question that the money had not been thrown away. The Province had three times the worth of its money in the work done, and the Honourable Member could rest assured that the Government would accept nothing less than a first class road.

M. F. LANGEIER (Montmagny): Pointed out that in the conclusion of Mr. Fleming's report it was stated that the work could not be satisfactorily carried out under the present contract and specifications, and that a new or supplementary contract and specifications would be requisite for that purpose.

L'HONORABLE H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je crois que notre position est bonne; nous ne devons d'après la loi que payer pour un chemin de première classe. Sinon, nous pouvons nous refuser à donner un seul centin. D'ailleurs, avec les travaux qui sont faits, il sera assez facile de le changer pour faire un chemin de première classe; et puis, si le gouvernement n'est pas satisfait, il a le pouvoir de refuser de l'argent au contracteur. C'est là la plus sûre garantie pour la province.

M. G. OUMET (Deux-Montagnes): Regretted this discussion and the difficulty to which it referred, as a friend of this enterprise. He admitted that the Government was unfortunately embarrassed in the matter, but the road was still more so, and he hoped in all sincerity that a method would be found to carry out to a successful issue this very important undertaking.

La Chambre s'ajourne à dix heures.

Séance du 23 février 1875

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à une heure et cinquante.

Rapport Fleming

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Speaking seriously, said he regretted to see that the Commissioner of Public Works was not in his seat. However, as he noticed that some of his colleagues were, he desired to call attention to the statement made at Saturday's sitting by the Commissioner of Public Works to the effect that the report of Mr. Fleming condemned in part the contractor of the North Shore Railway and in part General Seymour. He had been favoured with a copy of this report and intended at last evening's sitting to have called on the Honourable Commissioner to point out anything in the report condemning the contractor, but was prevented from so doing by the Commissioner of Public Works, as he had understood him, distinctly stating that the report in no way reflected upon the contractor, and that he desired to withdraw his statement to the contrary. It was impossible for any one to read carefully Mr. Fleming's conclusions without admitting that they conveyed no imputation upon the contractor, while they did very seriously upon others. He was confident that, the more the subject was understood, the more plain would it become to all that the contractor had adhered honourably and scrupulously to the specifications of his contract. He hoped the Government would find a way to enable the works to be prosecuted without delay, and secure for the country a first class road.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Did not understand at any time that his colleague had stated that Mr. Fleming ascribed fault to the contractor. What he had stated was that the report favoured Mr. Fleming in some parts and General Seymour in others. He believed that no one wished to state that the contractor was at all in fault. For his own part, he believed that the contractor had acted throughout according to his specifications.

M. G. IRVINE (Mégantic): Said that he had understood the Commissioner of Public Works to declare, at Saturday's sitting, that the report imputed fault both to the contractor and the engineer, and he had been pleased, at last night's sitting, to hear his Honourable friend express his desire to withdraw that statement. He fully corroborated the Member for Quebec-West on that head.

Message du lieutenant-gouverneur:

M. L'Orateur, Son Excellence le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette Ho-

norable Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence, qui a donné la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

Acte pour annexer L'Isle Vaudry, dans la rivière l'Assomption, à la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite.

Acte concernant l'Eglise méthodiste du Canada.

Acte pour incorporer le Club métropolitain de Montréal.

Acte pour amender de nouveau le code municipal.

Acte amendement l'acte 12 Victoria, chapitre 143.

Acte pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers et employés publics.

Acte pour amender le chapitre 76 des Statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie et l'étude de l'anatomie, en ce qui a rapport à la nomination d'un inspecteur d'anatomie.

Acte autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Thaddée Nesbitt, bachelier en droit, au nombre de ses membres.

Acte concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Acte pour incorporer la cité de Hull.

Acte amendement les actes relatifs à la compagnie du chemin de Québec et Gosford, qui sera à l'avenir nommée "la Compagnie du chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean".

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'Est et Kennébec. (32 Vict., chap. 57).

Acte incorporant "La Compagnie de l'Hôtel Russell".

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer des Laurentides.

Acte concernant les ventes, cessions et transports volontaires des rentes constituées représentant les droits seigneuriaux, créées en vertu des cadastres seigneuriaux, et la signification desdites ventes, cessions et transports.

Acte pour établir de meilleures dispositions relativement à la décision des élections contestées des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Acte pour annexer une certaine partie de la municipalité de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, à la municipalité de la paroisse de Longueuil, dans le même comté, pour toutes les fins municipales et scolaires.

Acte pour amender l'article 718 du code municipal.

Acte pour amender les articles 945 et 1336 du code civil au sujet des substitutions et de la communauté entre époux.

Acte pour incorporer le Collège de Lévis.

Acte incorporant la Société de bienfaisance

mutuelle du Sacré-Coeur de Jésus, de la ville de Lévis.

Acte pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa, limitée".

Acte pour amender de nouveau l'acte passé le vingt-quatrième jour de décembre mil huit cent soixante-dix, intitulé, "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire".

Acte incorporant "La Compagnie de gaz de Sherbrooke".

Acte pour amender le chapitre 53 de la 36e Victoria, intitulé: "Acte pour incorporer la corporation de la ville de Lachine".

Acte incorporant "l'Institut de Hervey".

Acte pour amender l'acte vingt-sept Victoria, chapitre vingt-quatre, intitulé: "Acte pour ériger le village de Beauharnois en ville".

Acte pour incorporer la "Compagnie canadienne de viande et de produits alimentaires (Limitée)".

Acte autorisant le Barreau du Bas-Canada, province de Québec, à admettre James Cruickshank à la pratique de la profession de procureur et d'avocat.

Acte pour amender "l'Acte d'incorporation des directeurs du fonds destiné aux veuves et aux orphelins des ministres du synode de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse, et de ses amendements".

Acte pour amender l'acte d'incorporation de l'Association pharmaceutique de la province de Québec et pour régler la vente des poisons.

Acte concernant l'union de certaines Eglises presbytériennes y mentionnées.

Acte pour permettre au lord évêque de Montréal, du consentement du "ministre et des marguilliers de l'église de la Trinité", Montréal, d'emprunter une somme d'argent et d'hypothéquer à cette fin la propriété de ladite église.

Acte pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer le bureau d'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse".

Acte pour amender le chapitre dix-neuf des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les terrains possédés par des congrégations religieuses.

Acte pour incorporer la "Compagnie d'assurances Atlantique de Montréal".

Acte pour mettre le ministre et les marguilliers de l'église Saint-Jean, de la paroisse de Saint-Jean l'Evangéliste, dans le diocèse de Montréal, en possession d'un certain bien-fonds avec pouvoir de le vendre et d'en appliquer le prix au paiement d'autres terrains, ou à la construction d'une nouvelle église.

Acte amendement l'acte 35 Vict., chap. 27, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et l'Anse des Sauvages".

Acte pour incorporer la "Eastern Township Land and Improvement Company," ("La Compagnie des terres et d'améliorations des cantons de l'Est").

Acte pour incorporer la société de Québec pour prévenir les cruautés contre les animaux.

Acte autorisant George Benson Hall à faire certains ouvrages sur la rivière Chaudière et à exiger des droits de péage de ceux qui en feront usage.

Acte pour incorporer "La compagnie manufacturière de Sherbrooke".

Acte pour autoriser Charles Côté à construire des piliers et des estacades flottantes sur la rivière Bécancour".

Acte pour incorporer "l'Hospice des Soeurs de la Charité de Rimouski".

Acte pour autoriser Dame Marie Louise Panet, veuve Arthur Lamothe, à vendre certaines propriétés qui sont substituées à ses enfants.

Acte pour incorporer la "Windsor Hotel Company of Montreal (Limitée)".

Acte pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer l'Hôpital général du district de Richelieu".

Acte pour remédier à certaines in formalités dans des titres de vente d'immeubles donnés par Philip Vibert, ex-shérif de Gaspé.

Acte pour donner effet immédiat à la proclamation érigeant la ville de Saint-Henri.

Acte pour autoriser le retrait du plan particulier et du livre de renvoi du lot no. soixante-et un de la paroisse de Montréal.

Acte pour incorporer l'Eglise baptiste de la rue Sainte-Catherine à Montréal.

Acte pour autoriser dame Nancy P. Parsons, épouse de William S. Hunter, à vendre un certain bien-fonds dans le comté de Stanstead et à en disposer.

Acte pour changer le nom de John Brown, de la cité de Montréal, commis-voyageur, en celui de John Stevenson Brown.

Acte pour amender l'article 69 du code de procédure civile, relativement à l'assignation de certains défendeurs.

Acte pour mieux définir et étendre certains pouvoirs concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec.

Acte pour incorporer "La Compagnie d'emprunt des propriétaires fonciers du Canada".

Acte pour autoriser la corporation du village d'Hochelaga à faire un emprunt, et autres fins.

Acte pour incorporer la société appelée l'Union Saint-Joseph de Saint-François-de-Sales.

Acte pour annexer une partie du canton de Broughton à la paroisse de Saint-Victor-de-Tring.

Acte pour amender le chapitre 18 des Statuts refondus pour le Bas-Canada.

Acte pour rendre valides certains actes et documents exécutés dans le district de Gaspé.

Acte pour incorporer l'Hospice de la maternité de Montréal.

Acte relatif aux avis et déclarations à être donnés aux registrateurs.

Acte pour amender l'acte intitulé: "Acte incorporant la Compagnie d'omnibus et de transport de Montréal".

Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Acte pour diviser le comté de Bonaventure en deux divisions d'enregistrement.

Acte pour incorporer la municipalité du village d'Outremont.

Acte pour amender l'acte qui incorpore la Congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise.

Acte pour constituer la paroisse de Sainte-Prudentienne en municipalité pour les fins municipales, scolaires et électorales.

Acte réincorporant la Compagnie des mines de Mégantic, et lui continuant tous les droits de propriété et autres qu'elle possédait auparavant, en vertu des dispositions de l'acte 18 Vict. chap. 49, qui est maintenant expiré.

Acte pour incorporer "la Compagnie de terrains et de manufactures de Saint-Pierre" (Saint-Pierre Land and Manufacturing Company).

Acte pour autoriser les exécuteurs testamentaires de Stanley C. Bagg, écuyer, ci-devant de la cité de Montréal, à vendre, échanger, aliéner et transporter certains bien-fonds, grevé d'une substitution dans ledit testament, et à placer les produits de la vente desdites propriétés.

Acte pour amender de nouveau "l'acte des chemins de fer de Québec, 1869".

Acte pour amender "l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social".

Acte pour incorporer la Compagnie de l'Académie de musique de Montréal.

Acte pour valider certains actes notariés.

Acte pour mieux régulariser les inhumations.

Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, et les divers actes qui l'amendent.

Acte pour changer le nom du chef-lieu du district de Bedford, de Nelsonville en celui de Sweetsburg.

Acte pour amender le chapitre 71 des Statuts refondus pour le Bas-Canada concernant la profession médicale, et la vente des médicaments.

Acte pour incorporer l'Institut national des beaux-arts, sciences, arts et métiers et industrie.

Acte pour amender la charte de la cité de Montréal, 37 Vict., ch. 51.

Acte pour incorporer l'Association chrétienne de jeunes femmes de Montréal.

Acte concernant la ligne de division entre les provinces de Québec et de l'Ontario.

Acte pour incorporer la Compagnie des quais de Sorel.

Acte pour incorporer la Compagnie du pont Saint-Laurent (The St. Lawrence Bridge Company).

Acte pour encourager les Canadiens des Etats-Unis, les immigrants européens et les habitants de la province à se fixer sur les terres incultes de la couronne.

Acte pour amender le chapitre 68 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les compagnies d'assurance mutuelle.

Acte pour remédier à certaines illégalités et irrégularités commises dans les bureaux des shérifs des districts d'Ottawa et de Rimouski, et dans les bureaux d'enregistrement des comtés de Bonaventure et d'Ottawa et du deuxième district d'enregistrement du comté de Rimouski.

Acte pour amender l'acte concernant l'érection et la division des paroisses, la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières, et les assemblées de fabrique (S.R. B.-C, chap. 18) et pour détacher un certain territoire de la mission du Lac des Deux-Montagnes et l'annexer à la paroisse du Patronage Saint-Joseph pour les fins civiles.

Acte pour partager la division d'enregistrement de Montréal en trois divisions d'enregistrement.

Acte pour amender la loi concernant la qualification des jurés dans le comté de Bonaventure.

Acte pour autoriser Joseph Dinham Molson et William Hastings Kerr, ès qualités, à vendre un certain immeuble, affecté de substitution.

Acte pour amender et étendre l'article 2175 du code civil concernant le cadastre.

Acte pour amender la loi concernant la procédure civile dans les cours Supérieure et de Circuit sur la manière de rendre jugement et d'ajourner la cour.

Acte pour pourvoir à l'octroi d'un subside additionnel à certaines compagnies de chemin de fer, et pour d'autres fins.

Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Acte pour encourager la fabrication du sucre de betterave dans la province de Québec.

Acte pour amender de nouveau l'acte des chemins de Québec 32 Vict., chap. 51, et pour autres fins.

Acte pour amender de nouveau l'acte des licences de Québec 34 Vict., chap. 2, et les actes qui l'amendent.

L'Orateur de l'Assemblée législative:

Qu'il plaise à Votre Excellence:

Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à

certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente juin, mil huit cent soixante-quinze, le trente juin mil huit cent soixante-seize et pour d'autres fins du service public", lequel je prie humblement Votre Excellence de vouloir sanctionner.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Le lieutenant-gouverneur :

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative

C'est un plaisir pour moi de vous féliciter, au nom de Notre Gracieuse Souveraine, des travaux importants que vous avez accomplis durant cette session.

Le concours que vous avez donné aux différents projets de loi qui vous ont été soumis, et surtout à ceux qui doivent empêcher la corruption dans les élections, favoriser la construction des chemins de fer et encourager la colonisation, rencontrera, j'en suis persuadé, l'approbation générale.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides.

Honorables messieurs et messieurs,

Cette session étant la quatrième du deuxième Parlement dont le terme expire bientôt, je fais des vœux pour que la modération et l'harmonie règnent dans les prochaines élections, comme elles ont régné dans vos délibérations.

Je vous prie d'agréer mes meilleurs souhaits pour votre bonheur et celui de vos familles.

L'Orateur du Conseil législatif:

Honorables messieurs du Conseil législatif et messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le lieutenant-gouverneur que cette Législature provinciale soit prorogée jusqu'à jeudi, le premier jour d'avril prochain, pour être alors ici tenue; et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à jeudi, le premier jour d'avril prochain.